

T 8° 7/3

BULLETIN
DE
L'INSPECTION DU TRAVAIL

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE

DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES

DIRECTION DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE (BUREAU DE L'INDUSTRIE)



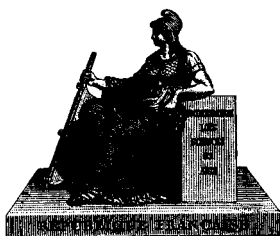
BULLETIN

DE

L'INSPECTION DU TRAVAIL

SIXIÈME ANNÉE

1898



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

M DCCÇ XCVIII

TABLE DES MATIÈRES

DE LA SIXIÈME ANNÉE (1898).

SOMMAIRE DU NUMÉRO 1.

ACTES OFFICIELS.

	Pages.
DÉCRET DU 24 FÉVRIER 1898 complétant la nomenclature des industries qui sont admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892 et qui sont énumérées aux articles 2, 4 et 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié par ceux des 26 juillet 1895 et 29 juillet 1897.	1
ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 14 JANVIER 1898 réorganisant les sections d'inspection dans le département de la Seine.....	2
ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 15 FÉVRIER 1898 réorganisant, à titre provisoire, la 5 ^e circonscription d'inspection.....	3
PERSONNEL DE L'INSPECTION.....	4
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 14 OCTOBRE 1875 relative à la délivrance gratuite des extraits de naissance.....	5
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 3 DÉCEMBRE 1884 prescrivant aux préfets de donner avis aux inspecteurs des déclarations faites par les industriels qui veulent prolonger la durée du travail par application du décret du 17 mai 1851.....	6
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 28 OCTOBRE 1891 relative aux justifications que doivent fournir les industriels qui emploient leur personnel, au delà de la durée légale à des travaux exécutés sur l'ordre du Gouvernement dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales. (Décret du 3 avril 1889.)	6
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 29 SEPTEMBRE 1894 relative à l'enregistrement des procès-verbaux.....	7
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 9 DÉCEMBRE 1897 adressée aux préfets par les Ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes au sujet des déclarations et enquêtes concernant les accidents survenus dans les mines, minières et carrières.....	8
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 25 JANVIER 1898 du Ministre des travaux publics relative à la non-application de la loi du 12 juin 1893 sur les chantiers établis par des entrepreneurs sur le domaine des compagnies de chemins de fer.....	14
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 15 NOVEMBRE 1897 relative au cumul des tolérances ainsi qu'aux tolérances accordées à l'industrie des fourrures.....	16

	Pages.
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 7 DÉCEMBRE 1897 repoussant la création de Comités consultatifs locaux déterminant les mesures de sécurité à prendre en exécution de l'article 6 de la loi du 12 juin 1893.....	16
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 6 JANVIER 1898 relative à l'interdiction du travail les jours de fêtes légales.....	18
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 6 JANVIER 1898 relative à l'application du décret du 10 mars 1894 en ce qui concerne la protection des engrenages des bancs à broches, des roues des chariots des métiers à filets, des barillets, poulies de renvoi, cordes de main douce.....	19
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 13 JANVIER 1898 relative à la désignation des médecins chargés de délivrer les certificats d'aptitude physique.....	22
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 28 JANVIER 1898 relative à la correspondance des inspecteurs avec les industriels.....	22
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 28 JANVIER 1898 relative aux congés accordés aux inspecteurs pour cause de maladie.....	23
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 8 FÉVRIER 1898 relative aux jugements contraires aux dispositions des lois réglementant le travail.....	23
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 14 FÉVRIER 1898 relative à une demande de tolérance formée par un fabricant de baguettes métalliques à profil pour encadrement.....	24
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 15 FÉVRIER 1898 relative à l'application de la loi du 12 juin 1893 aux usines de location de force motrice et aux magasins et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques.....	24
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 15 FÉVRIER 1898 relative à l'application des articles 10 et 12 du décret du 10 mars 1894 (Barrières de clôture. — Protection des parties dangereuses).....	25
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 15 FÉVRIER 1898 relatif à l'application aux ateliers de l'article 16 du décret du 10 mars 1894 (Mesures à prendre pour faciliter l'évacuation des locaux en cas d'incendie).....	26
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 19 FÉVRIER 1898 relative à l'emploi des enfants au bronzage du papier peint.....	26
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 24 FÉVRIER 1898 relative à une demande de tolérances formée en faveur de l'industrie de l'imprimerie.....	27

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

ÉTUDE sur le mercure et ses composés par M. Delle, inspecteur départemental du travail.....	28
ÉTUDE sur les couperies de poils par M. Chevalier, inspecteur départemental du travail.....	35

JURISPRUDENCE.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE NANTES. — Jugement du 22 novembre 1897. — Protection du travail. — Scie circulaire. — Accident. — Décret du 13 mai 1893.	41
TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE MONTÉLIMAR. — Jugement du 28 décembre 1897. — Lois de 1892 et de 1893. — Dépendances. — Dortoirs.	42

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ALLEMAGNE. — Ordonnance du 16 octobre 1897 autorisant des dérogations au repos du dimanche.	47
FINLANDE. — Loi du 15 avril 1889 sur la protection des ouvriers dans les fabriques.	47
Ordonnance du 21 décembre 1889 relative à l'application de la loi du 15 avril 1889.	52
ROUMANIE. — Loi du 5 mars 1897 sur le repos des dimanches et des jours de fêtes.	56

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

LES DÉCLARATIONS D'ACCIDENTS DANS LES MINES. — Chambre des députés. — Extrait du procès-verbal de la séance du 18 décembre 1897.	58
LOI DU 22 MARS 1841 relative au travail des enfants employés dans les manufactures, usines et ateliers.	64
LOI DU 19 MAI 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie.	66
ADJUDICATIONS PUBLIQUES :	
Ordonnance du 14 novembre 1837.	73
Décret du 18 novembre 1882.	74
Ordonnance du 4 décembre 1836.	78
Décret du 4 juin 1888.	80
Loi du 29 juillet 1893.	82
CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE :	
Loi du 20 juillet 1886.	83
Loi du 31 décembre 1895.	88
Règlement d'administration publique du 9 juin 1896.	89
PENSIONS DE RETRAITES :	
Loi de finances du 29 mars 1897.	90
CAISSES DE RETRAITE, DE SECOURS ET DE PRÉVOYANCE AU PROFIT DES EMPLOYÉS :	
Loi du 27 décembre 1895.	91
Loi du 14 octobre 1897.	93
VALEUR EN FRANCS DES PRINCIPALES MONNAIES ÉTRANGÈRES.	96

SOMMAIRE DU NUMÉRO 2.

ACTES OFFICIELS.

	Pages.
LOI DU 9 AVRIL 1898 sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail.....	97
DÉCRET DU 15 JUILLET 1893 relatif aux exceptions ou tolérances prévues par les articles 4, 6 et 7 de la loi du 2 novembre 1892, modifié par les décrets des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897 et 24 février 1898.....	107
ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 13 AVRIL 1898 fixant par classe le nombre des inspecteurs divisionnaires, des inspecteurs et inspectrices départementaux du travail.....	110
PERSONNEL DE L'INSPECTION.....	111
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 12 MARS 1898 adressée par le Ministre de l'intérieur aux préfets au sujet de la délivrance gratuite des livrets prescrits par l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892.....	112
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 13 AVRIL 1898 relative à la forme dans laquelle doivent être effectuées les mises en demeure prévues par l'article 6 de la loi du 12 juin 1893.....	112
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 14 AVRIL 1898 relative à la protection des meules et à l'évacuation des poussières. (Décret du 10 mars 1894, art. 6 et 12.).....	114
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 10 MARS 1898 relative à la participation des inspecteurs aux travaux des comités de patronage.....	115
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 24 MARS 1898 relative à l'application du décret du 29 juillet 1897 en ce qui concerne la bonneterie fine.....	115
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 31 MARS 1898 relative à l'application de l'article 16 du décret du 10 mars 1894 dans les usines de location de force motrice (Évacuation des locaux en cas d'incendie).....	116
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 13 AVRIL 1898 relative à la non-application des lois de 1892 et 1893 dans les exploitations forestières.....	117
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 13 AVRIL 1898 relative à la protection de certains appareils dangereux dans les fabriques de drap.....	117

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

ÉTUDE sur la fabrication du drap dans le département de l'Hérault, par M. Mestre, inspecteur départemental du travail.....	118
--	-----

JURISPRUDENCE.

COUR D'APPEL DE NANCY. — Arrêt du 18 novembre 1897. — Responsabilité civile. — Accident. — Mortaiseuse dépourvue d'appareil protecteur. . . .	135
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE PARIS. — Jugement du 4 janvier 1898. — Loi du 12 juin 1893. — Échafaudages. — Accident. — Responsabilité pénale de l'entrepreneur.	136
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE SCEAUX (Seine). — Jugement du 18 mars 1898. — Lois de 1892 et de 1893. — Contraventions. — Mise en demeure préalable. — Dérogation au droit commun. — Obligation non absolue. — Limitation à certaines infractions. — Poursuite immédiate et directe.	137

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ROUMANIE. — Extrait du règlement pour les industries insalubres du 20 septembre 1894.	140
---	-----

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

INSPECTION DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE. — État du personnel au 30 avril 1898.	152
LE BUDGET DE L'INSPECTION DU TRAVAIL pour 1898.	164
LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS. — Chambre des députés. — Extrait du procès-verbal de la séance du 26 mars 1898.	164
LOI DU 2 AOÛT 1882, modifiée par la loi du 16 mars 1898, sur la répression des outrages aux bonnes mœurs.	166
PROPOSITION DE LOI sur la réglementation du travail dans les filatures de soie.	167
CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE :	
Loi de finances du 13 avril 1898.	169
PENSIONS CIVILES :	
Loi de finances du 13 avril 1898.	169
DÉLÉGUÉS À LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS :	
Loi du 8 juillet 1890.	170
ASSOCIATION NORMANDE POUR PRÉVENIR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL :	
Règlement concernant les ouvriers employés aux batteurs, ouvreuses, effilocheuses, etc.	175
Règlement concernant les ouvriers employés aux étirages et bancs à broches.	176

SOMMAIRE DU NUMÉRO 3.

ACTES OFFICIELS.

Pages.

RAPPORTS SUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892 présentés à M. le Président de la République, par MM. les membres de la Commission supérieure du travail dans l'industrie :

<i>Année 1893</i>	177
Age d'admission.....	178
Durée du travail.....	179
Travail de nuit.....	181
Travail à double équipe.....	182
Veillées.....	183
Repos hebdomadaire.....	185
Théâtres, cafés-concerts sédentaires, etc.....	185
Hygiène et sécurité des travailleurs.....	186
Mines, minières et carrières.....	186
Accidents.....	187
Inspection.....	187
Pénalités.....	188
<i>Année 1894</i>	189
Généralités. — Statistique du personnel et des établissements....	190
Age d'admission.....	193
Durée du travail.....	195
Travail de nuit et repos hebdomadaire.....	197
Tolérances.....	201
Livrets, registres, affichage.....	202
Hygiène et sécurité des travailleurs.....	203
Accidents.....	203
Établissements spéciaux.....	204
Inspection.....	205
Commissions départementales. — Comités de patronage.....	205
Pénalités.....	206
<i>Année 1895</i>	208
Généralités. — Statistique du personnel et des établissements....	208
Age d'admission.....	211
Durée du travail.....	213
Travail de nuit et repos hebdomadaire.....	214
Tolérances.....	220
Livrets, registres, affichage.....	222
Hygiène et sécurité des travailleurs.....	223
Accidents.....	225
Établissements spéciaux.....	225
Inspection.....	227
Commissions départementales. — Comités de patronage.....	229
Pénalités.....	230

	Pages.
<i>Année 1896</i>	231
Généralités. — Statistique du personnel et des établissements.....	232
Age d'admission.....	236
Durée du travail.....	238
Travail de nuit et repos hebdomadaire.....	241
Tolérances.....	249
Livrets, registres, affichage.....	251
Hygiène et sécurité des travailleurs.....	253
Accidents.....	256
Établissements spéciaux.....	257
Inspection.....	261
Commissions départementales. — Comités de patronage.....	263
Pénalités.....	264
 COMPTES RENDUS de l'application de la loi du 2 novembre 1892, dans les mines, minières et carrières annexés aux rapports de la Commission su- périeure du travail :	
<i>Année 1893</i>	268
Généralités. — Statistique du personnel et des établissements.....	268
Age d'admission.....	271
Durée du travail.....	272
Travail de nuit.....	273
Travaux souterrains.....	275
Travaux dangereux ou fatigants.....	275
Hygiène et sécurité.....	276
Accidents.....	276
Surveillance.....	277
<i>Année 1894</i>	278
Généralités.....	278
Age des enfants. — Embauchage.....	279
Durée et conditions du travail.....	280
Accidents.....	280
<i>Année 1895</i>	281
Statistique des établissements et du personnel.....	281
Age des enfants. — Embauchage.....	284
Durée et conditions du travail.....	284
Livrets, registres, affichage.....	285
Accidents.....	285
Contraventions et pénalités.....	285
<i>Année 1896</i>	286
Statistique des établissements et du personnel.....	286
Age des enfants. — Embauchage.....	289
Durée et conditions du travail.....	290
Livrets, registres, affichage.....	291
Accidents.....	291
Contraventions et pénalités.....	292

	Pages.
RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES sur l'application des lois réglementant le travail de 1893 à 1896 :	
<i>Année 1893</i>	293
<i>Année 1894</i>	296
<i>Année 1895</i>	302
<i>Année 1896</i>	308

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

ASSOCIATION NORMANDE POUR PRÉVENIR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL :

Règlement concernant les ouvriers employés aux métiers à filer automates.....	314
Règlement concernant les ouvriers employés aux métiers continus dans les filatures et aux bobinoirs à deux tambours dans le tissage.....	315

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. (Composition.) [Suite] :

Cher.....	316
Loire-Inférieure.....	316
Rhône.....	316

SOMMAIRE DES NUMÉROS 4 ET 5.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 28 JUIN 1898 nommant le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....	317
LOI DU 7 DÉCEMBRE 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, modifiée par la loi du 19 avril 1898.....	318
LOI DU 16 FÉVRIER 1883 tendant à assurer l'application de la loi du 9 septembre 1848.....	319
DÉCRET DU 17 MAI 1851 , modifié par le décret du 3 avril 1889, apportant des exceptions à la loi du 9 septembre 1848.....	320
DÉCRET DU 29 JUILLET 1898 modifiant la nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes.....	321
PERSONNEL DE L'INSPECTION	322
CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 14 JUIN 1898 relative à la délivrance des certificats d'aptitude physique.....	323
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 14 MAI 1898 relative à l'application de l'article 16 du décret du 10 mars 1894 dans les usines de location de force motrice.....	324

	Pages.
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 18 JUIN 1898 relative à l'application du décret du 10 mars 1894 en ce qui concerne l'installation des appareils destinés à l'évacuation des poussières.....	325
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 26 AOÛT 1898 relative à une demande de tolérance formée par les fabricants de pains d'épices et de biscuits de Reims.	326

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION. — Arrêt du 31 mars 1898. — Ouvrières employées plusieurs jours de suite pendant une durée quotidienne supérieure au maximum légal. — Nombre des amendes encourues.....	327
COUR DE CASSATION. — Arrêt du 27 mai 1898. — Loi de 1893. — Évacuation de toutes les poussières sans distinction prescrite par la loi.....	328
COUR DE CASSATION. — Arrêt du 27 mai 1898. — Loi de 1892. — Jour de repos hebdomadaire considéré comme jour de liberté. — Apprenti retenu à l'atelier pour y recevoir des clients. — Contravention.....	330
COUR DE CASSATION. — Arrêt du 27 mai 1898. — Loi de 1893. — Décret de 1894. — Appareils protecteurs. — Ouvriers exposés à des accidents à leur poste de travail par les instruments qu'ils manient à la main.....	331
COUR DE CASSATION. — Arrêt du 27 mai 1898. — Loi de 1893. — Appareils protecteurs. — Machines isolées. — Nécessité de les protéger.....	334
COUR DE CASSATION. — Arrêt du 9 juillet 1898. — Loi de 1898. — Trappes. — Clôtures obligatoires.....	335
COUR D'APPEL DE LYON. — Arrêt du 6 janvier 1898. — Courroies. — Montage à la main pendant la marche. — Affiches interdisant ce travail. — Accident suivi de mort. — Condamnation.....	336

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ANGLETERRE. — Loi industrielle du 27 mai 1878 modifiée par les lois des 5 août 1891 et 6 juillet 1895.....	338
Loi industrielle du 25 août 1883.....	385
Loi industrielle du 5 août 1891.....	388
Loi industrielle du 6 juillet 1895.....	401
Loi du 30 août 1889 sur les fabriques de tissus de coton.....	422
Loi du 6 août 1897 sur les fabriques de tissus de coton.....	426
Ordonnance du 2 février 1898 sur les fabriques de tissus de coton...	426
Loi du 25 août 1894 sur les carrières.....	430
Table des avis à adresser aux inspecteurs ou à afficher.....	432
Tableau des prescriptions contenues dans les lois de 1878, 1891 et 1895.....	434
Loi de 1896 sur l'instruction primaire.....	446
Loi de 1880 sur l'instruction primaire.....	446
Loi de 1883 sur l'instruction en Écosse.....	446

	Pages.
Loi de 1894 sur l'emploi des enfants dans les cirques, etc.....	447
Loi de 1875 sur la santé publique.....	449
Loi de 1891 sur la santé publique à Londres.....	450
Loi du 28 juin 1892 sur la durée du travail dans les magasins.....	451
Loi du 21 décembre 1893 sur la durée du travail dans les magasins..	453
Loi du 9 avril 1895 sur la durée du travail dans les magasins.....	453
Règlements spéciaux de l'inspecteur en chef des fabriques.....	453

SOMMAIRE DU NUMÉRO 6.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 1 ^{er} NOVEMBRE 1898 nommant le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.....	473
DÉCRET DU 15 NOVEMBRE 1898 nommant un membre de la Commission supérieure du travail dans l'industrie.....	474
CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Extrait du procès-verbal de la séance du vendredi 18 novembre 1898. — Scrutin pour la nomination de deux membres de la Commission supérieure du travail.....	474
ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 6 JUIN 1898 concernant les indemnités fixes allouées aux inspecteurs départementaux du travail de la 5 ^e circonscription pour frais de déplacement.....	475
ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 15 JUILLET 1898 relatif aux frais de déplacement des inspecteurs dans les filatures de soie qui réclament le bénéfice des primes.....	475
INSPECTION DU TRAVAIL.....	476
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 15 FÉVRIER 1898 relative aux responsabilités encourues au point de vue pénal par les industriels à la suite d'accidents. .	477
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 20 SEPTEMBRE 1898 relative à l'application de l'article 16 du décret du 10 mars 1894 (Protection des scies circulaires)...	477
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 22 SEPTEMBRE 1898 relative aux mises en demeure faites en vertu de la loi du 12 juin 1893.....	478
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 22 SEPTEMBRE 1898 relative à l'application de l'article 12 du décret du 10 mars 1894 (Protection des scies circulaires)...	478
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 29 SEPTEMBRE 1898 relative à l'envoi des copies de jugements par le service de l'inspection du travail.....	479
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 7 OCTOBRE 1898 relative à la protection des bâts des machines à imprimer.....	479

	Pages.
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 7 OCTOBRE 1898 relative à l'application de l'article 6 du décret du 10 mars 1894 (Évacuation des poussières dans les ateliers de coupage de chiffons).....	480
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 7 OCTOBRE 1898 relative à la suite donnée par le parquet aux procès-verbaux dressés par les inspecteurs du travail.....	481
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 10 OCTOBRE 1898 relative à l'application de l'article 6 du décret du 10 mars 1894 (Évacuation des poussières dans les fabriques de papiers).....	481
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 10 OCTOBRE 1898 relative à la conservation dans les archives du <i>Bulletin de l'inspection du travail</i>	482
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 12 NOVEMBRE 1898 relative à l'évacuation des poussières dans les peignages de déchets de soie.....	482
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 12 NOVEMBRE 1898 relative à une demande de tolérance formée par un fabricant de capsules métalliques.....	483
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 17 NOVEMBRE 1898 relative à l'envoi des copies de jugements par le service de l'inspection du travail.....	483
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 21 NOVEMBRE 1898 relative à une demande de tolérances formée par un fabricant de charbons pour l'électricité.....	484
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 23 NOVEMBRE 1898 relative à des irrégularités qui se produisent dans la délivrance des livrets.....	484
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 26 NOVEMBRE 1898 relative à la constitution des comités de patronage.....	485
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 7 DÉCEMBRE 1898 relative à la classification des industries en 17 catégories.....	485
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 8 DÉCEMBRE 1898 relative à une demande de tolérances formée par les fabricants de faux.....	437
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 17 DÉCEMBRE 1898 relative aux enquêtes faites par le service de l'inspection.....	488
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 28 DÉCEMBRE 1898 relative à une demande de tolérances formée par les fabricants de bérêts.....	489
LETTRE MINISTÉRIELLE DU 28 AVRIL 1896 relative à une demande de tolérances formée par les fabricants de couvertures.....	489

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

ÉTUDE sur la filature de la laine dans la région du Nord, par M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire du travail.....	490
--	-----

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION :

Arrêt du 12 juillet 1894. — Loi de 1892. — Peine. — Amende. — Réduction du taux légal.....	518
--	-----

Arrêt du 9 novembre 1895. — I. — Peines. — Contravention de simple police. — Non-cumul des peines. — II. — Travail des enfants et des femmes dans les manufactures. — Loi de 1892. — Contraventions. — Article 463 du code pénal non applicable. . . .	519
Arrêt du 15 janvier 1897. — Travail des femmes et des enfants dans les manufactures. — 1 ^{er} Sens du mot <i>atelier</i> contenu dans l'article 1 ^{er} de la loi de 1892. — Location des places occupées et des métiers employés. — 2 ^o Manufacturier. — Directeur ou gérant de l'établissement. — Responsabilité pénale	520
Arrêt du 21 janvier 1897. — Travail des enfants et des femmes dans les manufactures. — Religieuses appartenant à une communauté légalement reconnue. — Qualité d'ouvrières non applicable.	521
Arrêt du 19 février 1897. — Travail des enfants dans les manufactures. — 1 ^o Loi de 1892. — Infraction. — Mise en demeure non exigée. — 2 ^o Loi de 1892. — Appareil dangereux non muni d'un organe protecteur.	522
Arrêt du 20 février 1897. — Travail des enfants dans les manufactures. — Circonstances atténuantes. — Nullités.	524
Arrêt du 27 février 1897. — I. — Travail des enfants dans les manufactures. — Décret du 13 mai 1893. — Organe protecteur fixe. — II. — Jugements et arrêts. — Conclusions du prévenu. — Motifs insuffisants.	525
Arrêt du 2 avril 1897. — Loi de 1893. — Chantiers. — Sanction pénale de l'article 2, § 2.	527
Arrêt du 2 avril 1897. — Travail des enfants et des femmes dans les manufactures. — Loi de 1892. — Contravention. — Article 463 du code pénal non applicable.	528
Résumé des arrêts rendus de 1894 à 1897 inclusivement pour l'application des lois de 1892 et de 1893.	529
TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LILLE. — Jugement du 7 juillet 1898. — Loi de 1892 et décret du 13 mai 1893. — Machine dite <i>brise-balles</i> non protégée. — Accident suivi de mort. — Condamnation.	534
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE ROUBAIX. — Jugement du 23 décembre 1897. — Loi de 1893, article 2. — Machine à lainer les tissus. — Appareil dangereux. — Défaut de protection. — Accident. — Condamnations. . .	535
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE BETZ (Oise). — Extrait du jugement du 22 mars 1898. — Lois de 1892 et de 1893. — Engrenage non protégé. — Accident. — Blessure. — Condamnation.	541
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE RIVE-DE-GIER (Loire). — Extrait d'un jugement du 7 juin 1898. — Loi de 1892. — Décret du 13 mai 1893. — Enfants employés dans un dépôt de dynamite.	542
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE LA SEYNE (Var). — Jugement du 9 juillet 1898. — Loi de 1892. — Jour de repos hebdomadaire considéré comme jour de liberté. — Apprenti retenu à l'atelier pour recevoir les clients. — Contravention.	543
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE CHABEUIL (Drôme). — Jugement du 26 juil-	

	Pages.
let 1898. — Loi de 1893. — Appareils protecteurs. — Volant de moteur à gaz. — Machines isolées. — Nécessité de les protéger.....	544
TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE CHOLET :	
Jugement du 13 août 1898. — Protection du travail. — Accident non déclaré. — Outil dangereux. — Dispositifs protecteurs. — Toupie. — Loi de 1893. — Contravention.....	545
Jugement du 13 août 1898. — Cuve de blanchisserie. — Accident. — Saillie insuffisante. — Loi de 1893. — Contravention à l'article 2.....	545
 DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS. 	
PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL. — Tableau par classe du personnel au 31 décembre 1898.....	546
LOI DU 6 AVRIL 1897 modifiant l'article 174 du Code d'instruction criminelle, relatif à l'appel des jugements de simple police.....	550
LOI DU 2 AVRIL 1898 portant prorogation de la loi du 13 janvier relative aux encouragements spéciaux à donner à la sériciculture et à la filature de la soie.....	550
DÉCRET DU 28 MAI 1898 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 2 avril 1898 (Extrait).....	552
COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. — Composition (suite) :	
Gironde.....	558
Jura.....	558
ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Instructions concernant les fabriques de papier.....	559
CAISSE NATIONALE DE RETRAITES POUR LA VIEILLESSE. — Loi de finances du 13 avril 1898.....	560



MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE.
BUREAU DE L'INDUSTRIE.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

SIXIÈME ANNÉE (1898). — NUMÉRO 1.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 24 FÉVRIER 1898

complétant la nomenclature des industries qui sont admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892 et qui sont énumérées aux articles 2, 4 et 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié par ceux des 26 juillet 1895 et 29 juillet 1897 (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu les articles 4, 5, 6 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels;

Vu les décrets des 15 juillet 1893, 26 juillet 1895 et 29 juillet 1897;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 22 de la loi précitée;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. — Est complétée, comme suit, la nomenclature des industries

(1) Voir années 1893, n° 2, p. 97, 1895, n° 5, p. 325, et 1897, n° 3, p. 199.

énumérées aux articles 2, 4 et 5 du décret du 15 juillet 1893, modifié par les décrets des 26 juillet 1895 et 29 juillet 1897 et admises à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892, en ce qui concerne le travail de nuit, la durée du travail et le repos hebdomadaire, savoir :

Art. 2. — Amidon de maïs (coulage et séchage de l'). . . . Femmes.

Art. 4. — Verreries. — Femmes. — Trier et ranger les bouteilles.

Art. 5. — Filature, retordage de fils crépés, bouclés et à boutons, des fils moulins et multicolores.

Soie (Dévidage de la) pour étoffes de nouveauté.

Impression de la laine peignée; blanchissage, teinture et impression des fils de laine, de coton et de soie, destinés au tissage des étoffes de nouveauté.

ART. 2. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois* et publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait, à Paris, le 24 février 1898.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,

HENRY BOUCHER.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 14 JANVIER 1898

réorganisant les sections d'inspection dans le département de la Seine.

Par un arrêté ministériel, en date du 14 janvier 1898, la 14^e section d'inspection (*inspectrices*) a été supprimée.

Les 11^e, 12^e et 13^e sections sont composées ainsi qu'il suit :

11^e section. — Cantons de Boulogne-sur-Seine, Courbevoie, Levallois-Perret, Neuilly-sur-Seine et Puteaux.

12^e section. — Cantons d'Asnières, Aubervilliers, Clichy, Montreuil-sous-Bois, Nogent-sur-Marne, Noisy-le-Sec, Pantin, Saint-Denis, Saint-Ouen et Vincennes.

13^e section. — Cantons de Charenton, Ivry-sur-Seine, Saint-Maur, Sceaux, Vanves et Villejuif.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 15 FÉVRIER 1898

réorganisant, à titre provisoire, la 5^e circonscription d'inspection (1).

Par un arrêté ministériel, en date du 15 février 1898, la 5^e circonscription d'inspection a été réorganisée ainsi qu'il suit, à titre provisoire :

SECTIONS.	DÉPARTEMENTS.	RÉSIDENCES.
	INSPECTEURS.	
1 ^{re} .	Cantons Nord, Nord-Est, Est, Sud-Est, Sud et centre de Lille (Nord)	Lille.
	Cantons de Cysoing, de Lannoy, de Pont-à-Marq, de Seclin, de l'arrondissement de Lille (Nord).....	
2 ^e .	Cantons ouest et sud-ouest de Lille (Nord).....	Lille.
	Cantons d'Armentières, d'Haubourdin, de la Bassée, de Quesnoy-sur-Deule, de l'arrondissement de Lille (Nord)...	
3 ^e .	Cantons de Roubaix, de l'arrondissement de Lille (Nord)....	Roubaix.
4 ^e .	Cantons de Tourcoing, de l'arrondissement de Lille (Nord) ..	Tourcoing.
5 ^e .	Arrondissements de Douai et de Valenciennes (Nord).....	Valenciennes.
6 ^e .	Arrondissements d'Avesnes et de Cambrai (Nord).....	Avesnes.
	Arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck (Nord).....	Dunkerque.
7 ^e .	Arrondissement de Saint-Omer (Pas-de-Calais).....	
	Cantons de Calais, de Desvres, de Guines et de Marquise, de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).....	
8 ^e .	Arrondissements d'Arras, de Béthune, de Montreuil, de Saint-Pol (Pas-de-Calais).....	Arras.
	Cantons de Boulogne-sur-Mer et de Samer, de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).....	
9 ^e .	Somme	Amiens.
	INSPECTRICE.	
10 ^e .	Cantons de Lille, Roubaix, Tourcoing et Armentières (Nord).	Lille.

(1) Cet arrêté recevra son exécution à partir du 1^{er} avril 1898.

PERSONNEL DE L'INSPECTION.

Par un arrêté ministériel, en date du 15 janvier 1898, M. SÉGUIN, inspecteur départemental stagiaire du travail à Châlons-sur-Marne, a été nommé inspecteur départemental du travail de 5^e classe au traitement de 3,000 francs.

Les dispositions de cet arrêté ont eu leur effet à partir du 1^{er} janvier 1898.

Par un arrêté ministériel, en date du 15 janvier 1898, M. CAMPREDON (Eugène-Hippolyte-Jean), candidat déclaré admissible à la suite du concours de 1897, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Angoulême, en remplacement de M. BOUYER, mis, sur sa demande, en congé pour raisons de santé.

Le traitement de M. CAMPREDON, fixé à 2,400 francs par an, courra à dater du jour de son installation.

Par un arrêté ministériel, en date du 28 janvier 1898, M^{me} V^{ve} PRÉVOST, inspectrice départementale de la 13^e section du département de la Seine, a été chargée de la 7^e section, en remplacement de M^{lle} FLOCH, décédée.

M^{lle} TROHEL, inspectrice départementale de la 14^e section, est chargée de la 13^e section.

Par un arrêté ministériel, en date du 15 février 1898, M. DEZWARTE, inspecteur départemental du travail à Armentières, a été chargé de la 3^e section de la 5^e circonscription, avec résidence à Roubaix.

M. GILLET, inspecteur départemental du travail à Tourcoing, a été chargé de la 4^e section.

M. CARON (Émile-Charles-Camille), candidat admissible à la suite du concours de 1897, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Valenciennes, et chargé de la 5^e section, en remplacement de M. LEFEBVRE, mis, sur sa demande, en congé illimité sans traitement.

M. GRÉGOIRE, inspecteur départemental à Avesnes, a été chargé de la 6^e section.

M. HITIER (Henri-Marie-François-Edme), candidat admissible à la suite du concours de 1897, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Dunkerque, et chargé, en cette qualité, de la 7^e section.

M. VASSEUR, inspecteur départemental à Arras, a été chargé de la 8^e section.

M. VILLARD, inspecteur départemental à Amiens, a été chargé de la 9^e section.

M^{me} COURTET, inspectrice départementale à Lille, a été chargée de la 10^e section.

Le traitement de MM. CARON et HITIER, fixé à 2,400 francs par an, courra à partir du jour de leur installation.

Par un arrêté, en date du 22 janvier 1898, pris par M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, ont été nommés :

Officier d'instruction publique. — M. BARBRY, inspecteur départemental du travail à Reims.

Officier d'Académie. — M. JACQUES, inspecteur divisionnaire du travail à Dijon.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 14 OCTOBRE 1875

relative à la délivrance gratuite des extraits de naissance.

MONSIEUR LE PRÉFET, aux termes de l'article 10 de la loi du 19 mai 1874, sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie, les maires sont tenus de délivrer aux père, mère ou tuteur, un livret sur lequel sont portés les noms et prénoms de l'enfant, la date et le lieu de sa naissance, etc.

Lorsque l'enfant est occupé dans la commune d'où il est originaire, la délivrance du livret par le maire ne doit souffrir aucune difficulté; mais dans le cas, au contraire, où l'enfant travaille dans une commune autre que celle où il est né, il serait nécessaire que le père ou le tuteur produisit un acte de naissance à l'aide duquel le livret serait dressé.

Comme la délivrance de cet acte de naissance, dans les conditions ordinaires, entraînerait des frais qu'il n'a pas été dans l'esprit de la loi de mettre au compte des familles, j'ai soumis la question à M. le Ministre de l'intérieur, et il a été résolu, de concert avec nos collègues, M. le Garde des sceaux et M. le Ministre des finances, que les père et tuteur se borneront à faire connaître le lieu de naissance des enfants; le maire, chargé de la délivrance des livrets, demandera au maire de la commune où l'enfant est né un bulletin de naissance, qui pourra lui être délivré sur papier libre, conformément à l'article 16, n° 1, de la loi du 13 brumaire an VII (1).

Je vous prie, Monsieur le Préfet, de vouloir bien donner des instructions dans ce sens aux maires des communes de votre département.

(1) Sont exceptés du droit et de la formalité du timbre, savoir: 1° ... les actes de police générale et de vindicte publique...

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 3 DÉCEMBRE 1884

prescrivant aux Préfets de donner avis aux inspecteurs des déclarations faites par les industriels qui veulent prolonger la durée du travail par application du décret du 17 mai 1851.

MONSIEUR LE PRÉFET, le décret du 17 mai 1851, rendu en exécution de l'article 2 de la loi du 9 septembre 1848, a déterminé, dans son article 3, les industries qui, à raison de leur nature, sont autorisées à prolonger au delà de la limite légale la durée du travail, fixée à douze heures par l'article 1^{er} de la même loi.

Le bénéfice de ces exceptions est, toutefois, subordonné, de la part du chef d'usine ou de manufacture qui veut en user, à une déclaration préalable, faite au Préfet, par l'intermédiaire du Maire, déclaration indiquant les jours pendant lesquels il se propose de donner au travail une plus longue durée.

La loi du 16 février 1883, dans le but d'assurer une exécution plus efficace des dispositions législatives limitant le travail des adultes, en a confié la surveillance aux commissions locales (1) et aux inspecteurs divisionnaires du travail.

Comme conséquence de cette loi, il me paraît indispensable que ces inspecteurs soient désormais avisés des déclarations faites par les industriels en exécution de l'article 4 du décret du 17 mai 1851.

Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien, chaque fois qu'un avis de ce genre parviendra à votre préfecture, en donner communication à l'inspecteur divisionnaire, afin de permettre à cet agent d'exercer son contrôle.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 28 OCTOBRE 1891

relative aux justifications que doivent fournir les industriels qui emploient leur personnel, au delà de la durée légale, à des travaux exécutés sur l'ordre du Gouvernement dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales. (Décret du 3 avril 1889.)

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, un décret, en date du 3 avril 1889 (2), a modifié le décret du 17 mai 1851, en ajoutant aux travaux auxquels n'était

(1) Les commissions locales ont été abolies par l'article 24, § 3 de la loi du 2 novembre 1892.

(2) Voir année 1893, n° 1, p. 41.

pas applicable la limitation à douze heures par jour, inscrite dans la loi du 9 septembre 1848, tous les travaux exécutés sur l'ordre du Gouvernement dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales.

La nouvelle exception, accordée par le décret de 1889, est strictement limitée aux travaux faits sur l'ordre du Gouvernement. Pour que des industriels puissent en bénéficier, il faut donc qu'ils justifient que les objets qu'ils fabriquent sont bien ceux qui leur ont été commandés par le Gouvernement, et que, d'autre part, les ouvriers qu'ils emploient pendant plus de douze heures par jour, dans ce but, ne sont pas occupés pendant une partie de la journée à la fabrication d'autres objets.

Or, mon attention vient d'être appelée sur certains abus qui se produiraient fréquemment. Les chefs d'établissements profiteraient de l'exception dont ils jouissent, en vertu du décret de 1889, pour prolonger la durée de la journée de ceux de leurs ouvriers qu'ils occupent à des travaux autres que ceux commandés par les Ministères de la guerre ou de la marine. Il est indispensable de mettre un terme à ces abus, et je vous prie de veiller d'une manière toute spéciale à ce que les chefs d'établissements, visés par la loi du 9 septembre 1848, ne fassent pas, en invoquant des marchés passés avec l'État dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales, travailler, pendant plus de douze heures, ceux de leurs ouvriers qu'ils emploient à d'autres travaux. Afin de vous en rendre compte exactement, vous pouvez exiger des industriels, si vous le jugez nécessaire, la production de la copie, soit des marchés passés par eux avec les Départements de la guerre et de la marine, soit les lettres de commandes. MM. les Ministres de la guerre et de la marine, que j'ai consultés, ne s'y opposent en aucune façon.

Dans le cas où un industriel refuserait de vous communiquer ces pièces, vous auriez à le considérer comme contrevenant à la loi du 9 septembre 1848 et vous dresseriez immédiatement procès-verbal.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 29 SEPTEMBRE 1894 X

relative à l'enregistrement des procès-verbaux.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, plusieurs de vos collègues m'ayant demandé de leur adresser des instructions au sujet de l'enregistrement des procès-verbaux dressés, soit par eux, soit par les inspecteurs départementaux, pour contraventions aux lois qu'ils sont chargés d'appliquer, il m'a paru indispensable de déterminer d'une façon précise les conditions dans lesquelles cette formalité devrait avoir lieu.

Aux termes de la législation sur la matière, les procès-verbaux dressés par les inspecteurs doivent être visés pour timbre et enregistrés dans les quatre jours de leur clôture. L'enregistrement a lieu en débet. L'inspecteur qui aurait négligé de remplir cette formalité dans le délai fixé serait passible d'une amende.

Les inspecteurs devront donc, à l'avenir, faire enregistrer les procès-verbaux dressés par eux dans les quatre jours de leur date et avant de les transmettre à leur inspecteur divisionnaire. Cet enregistrement peut être fait soit au bureau de la résidence de l'inspecteur, soit au bureau du lieu où la contravention a été constatée.

Toutefois, lorsque l'inspecteur aura des doutes sur le point de savoir s'il convient ou non d'exercer des poursuites, il devra, dans ce cas, saisir de l'affaire l'inspecteur divisionnaire, sans clore le procès-verbal, et ne le faire enregistrer que s'il est invité à y donner suite.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 9 DÉCEMBRE 1897

adressée aux préfets par les Ministres des travaux publics et du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes au sujet des déclarations et enquêtes concernant les accidents survenus dans les mines, minières et carrières (1).

MONSIEUR LE PRÉFET, les accidents qui atteignent le personnel occupé dans les mines, minières et carrières doivent faire l'objet de déclarations de la part de l'exploitant et d'enquêtes qui, celles-ci ou celles-là, sont soumises à des règles variables suivant la catégorie des victimes, le lieu et les circonstances de l'accident. De ces règles, les unes découlent des lois particulières aux mines, du droit minier, dont la compétence ressortit au Ministère des travaux publics, les autres sont prescrites par les lois générales à toutes les industries, par le droit commun industriel, dont l'application appartient au Ministère du commerce et de l'industrie. Souvent, bien que leur procédure soit très différente, ces règles doivent s'appliquer simultanément : de là des confusions fréquentes, entraînant parfois des oublis plus regrettables encore. Il a donc paru utile aux deux départements intéressés de rappeler par une même instruction, concertée entre eux, les dispositions essentielles de la matière, afin que chacun de ceux appelés à en connaître pût désormais y trouver un guide sûr : tel est l'objet de la présente circulaire.

Nous y examinerons successivement ce qui concerne les mines, les minières et les carrières.

I. — Mines.

Une observation préjudicielle doit être tout d'abord rappelée, bien que souvent redite dans les instructions antérieures de l'un et l'autre département.

Outre les puits, galeries ou chantiers qui constituent la mine proprement

(1) Voir page 58

dite, il n'est guère d'exploitation qui ne comprenne, au jour, des installations de nature diverse, formant ses « dépendances ». On doit les distinguer en deux catégories :

Les unes, qu'on appelle communément les « dépendances légales » de la mine, sont considérées comme le prolongement même des travaux souterrains; on ne peut les en séparer juridiquement au point de vue du droit minier; aussi sont-elles caractérisées par ce double fait que, pour les établir, l'exploitant peut recourir à l'occupation des terrains de l'article 43 de la loi organique sur les mines des 21 avril 1810-27 juillet 1880, et que les résultats de leur gestion entrent en compte dans le calcul de la redevance proportionnelle fixée par ladite loi, tout comme les opérations de la mine elle-même. Rentrant notamment dans cette catégorie les abords immédiats des puits et des galeries, leurs plâtres ou carreaux, comme on le dit, les ateliers de lavage de combustibles et de préparation mécanique des minerais, les chemins de fer « miniers » et autres voies de communication analogues, construits pour le service immédiat et direct de l'exploitation.

Les autres dépendances ne sont reliées à la mine que par un simple lien industriel; elles comprennent ce que l'on peut appeler les « dépendances industrielles » ou encore, avec la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs⁽¹⁾, les « industries annexes ». L'article 43 précité de la loi des 21 avril 1810 - 27 juillet 1880 ne leur est pas applicable; elles sont traitées, pour l'établissement des redevances proportionnelles, comme si elles appartenaient à un industriel autre que l'exploitant de la mine. Se trouvent notamment dans cette catégorie les ateliers pour la fabrication du coke ou des agglomérés dépendant des mines de houille et toutes autres usines de traitement métallurgique ou minéralurgique.

Cette distinction rappelée, on doit considérer séparément les accidents de personnes suivant qu'ils sont :

Des accidents dont la déclaration et l'enquête sont régies par le droit minier;

Des accidents prévus par l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants;

Des accidents prévus par l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène industrielle.

Avant d'examiner chacune de ces catégories, on doit aussi rappeler que tous ces accidents sont essentiellement des accidents de personnes, c'est-à-dire des faits occasionnels et anormaux survenus dans le travail et à l'occasion du travail, d'où sont résultées pour les personnes occupées à ce travail la mort ou des blessures, avec une incapacité de travail qui sera ultérieurement précisée en tant que de besoin.

L'accident de personne ainsi défini doit rester distinct du simple incident non suivi d'accident de personne qui, en matière de police des mines, peut donner lieu à des déclarations des exploitants et à des enquêtes du service des mines, en vertu tant de l'article 12 du décret du 3 janvier 1813, que de

(1) Voir année 1897, n° 6, p. 503.

l'ordonnance du 26 mars 1843, modifiée par le décret du 25 septembre 1882. On laissera de côté, dans la présente instruction, ces incidents qui relèvent exclusivement de l'Administration des travaux publics; les règles auxquelles ils sont soumis semblent suffisamment connues et appliquées par les exploitants et les ingénieurs des mines; il serait inutile de s'en occuper ici.

§ 1^{er}. *Accidents à déclarer et à instruire en vertu des stipulations du droit minier.* — Les accidents rentrant dans cette catégorie sont, aux termes de l'article 11 du décret du 3 janvier 1813 qui règle la matière, ceux « ayant occasionné la mort ou des blessures graves à un ou plusieurs ouvriers » et qui se sont produits soit dans la mine même, puits, galeries ou chantiers, soit dans ses « dépendances légales » définies comme il vient d'être dit.

Pour ces accidents, les exploitants sont tenus de donner un avis immédiat et direct tant à l'ingénieur des mines qu'au maire de la commune, l'ingénieur des mines devant procéder, sur cet avis, à l'enquête prévue par les articles 13 et suivants du décret du 3 janvier 1813.

Les exploitants doivent aussi, d'après l'article 2, § 2, de la loi du 8 juillet 1890, donner avis immédiat de ces accidents aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, afin que ceux-ci procèdent, de leur côté, aux constatations indiquées aux articles 1, § 1, et 2, § 2, de ladite loi.

Toutefois, il y a lieu de remarquer que les accidents de cette catégorie, dont le délégué doit recevoir avis, ne sont que ceux survenus dans la mine même, dans ses puits, galeries et chantiers, seuls endroits sur lesquels peuvent s'exercer les attributions des délégués. Le délégué ne peut pas s'occuper et ne reçoit pas avis, par suite, des accidents de cette catégorie survenus dans les dépendances légales de la mine ou ses installations de surface, sauf pour les accidents résultant des appareils qui servent à la circulation et au transport des ouvriers, ces appareils devant être visités par les délégués comme les puits, galeries et chantiers. (Loi du 8 juillet 1890, art. 2, § 1.)

Ainsi, en dehors des accidents mortels, les accidents de cette première catégorie sont caractérisés par la gravité des blessures. Aucun règlement ne l'a définie. L'usage a prévalu depuis longtemps de ne pas comprendre dans cette classe les blessures entraînant une incapacité de travail de moins de vingt jours, cette incapacité étant celle qui peut être rationnellement prévue par les hommes de l'art, au moment de l'accident, d'après la nature intrinsèque de la blessure. En cas de doute à ce moment, l'exploitant doit faire les déclarations réglementaires; il n'y a pas d'inconvénient, en effet, à déclarer un accident entraînant des blessures qui ne seront finalement pas graves; il y en aurait à omettre d'en déclarer un dont les conséquences seront effectivement sérieuses. Les déclarations doivent être immédiates; d'autre part, on doit éviter avec soin, notamment, de ne les adresser que plus ou moins longtemps après l'accident, alors même que ce serait pour attendre que les conséquences en soient devenues plus certaines.

Il va de soi que, bien que les blessures d'un accident soient très légères, il peut y avoir lieu à déclaration au service des mines, si l'accident se com-

plique d'un des incidents prévus à l'article 12 du décret du 3 janvier 1813, qui ont été signalés ci-dessus; à raison des observations présentées sur ce point, on ne s'arrêtera pas davantage ici sur cette coïncidence.

Comme l'exploitant, par ce qui vient d'être dit, peut être amené à déclarer au service des mines des accidents que l'on ne pourrait réellement pas considérer comme ayant occasionné des blessures graves, il appartiendra toujours aux ingénieurs d'apprécier s'il faut procéder immédiatement à l'enquête; elle ne reste réglementaire que lorsque les blessures ont été effectivement graves. Suivant les circonstances de l'accident, l'affaire pourra donc être purement et simplement classée; ou bien elle pourra n'être instruite qu'ultérieurement à la première visite de l'exploitation. Chaque ingénieur en chef appréciera les règles à suivre suivant les conditions diverses de son service et notamment le personnel des contrôleurs à sa disposition.

§ 2. *Accidents de l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892.* — Ainsi que l'ont fait connaître les circulaires du Ministre du commerce et de l'industrie, les ingénieurs des mines remplissent, sous son autorité, les fonctions d'inspecteur du travail, pour l'application de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des femmes et des enfants dans les mines et leurs dépendances de toute catégorie.

Vous savez, d'autre part, comme l'a indiqué la circulaire aux préfets, du 24 avril 1893, que l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 ne s'applique qu'aux accidents qui atteignent les personnes protégées par cette loi. Ces accidents doivent être déclarés dans les quarante-huit heures au maire de la commune par l'exploitant, dans les formes prévues par le décret du 21 avril 1893, dès que l'incapacité de travail dépasse trois jours.

À l'appui de la déclaration, doit être produit par le patron un certificat de médecin indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif. Récépissé de la déclaration et du certificat médical est remis séance tenante au déposant.

Le maire transmet la déclaration à l'ingénieur des mines.

Cette déclaration doit être faite et transmise sans préjudice des déclarations immédiates qu'ont pu nécessiter les règles du droit minier mentionnées dans le paragraphe précédent.

C'est cette simultanéité éventuelle d'avis à donner, d'une part, en vertu du droit minier, de déclarations à faire, d'autre part, en vertu de la loi de 1892, qui est souvent perdue de vue dans le cas d'accidents ayant entraîné la mort ou des blessures graves, et appartenant tant à cette catégorie qu'à celle du paragraphe 1^{er}. Il importe de rappeler aux exploitants cette double obligation.

L'ingénieur des mines ainsi avisé, soit par l'exploitant et le maire (droit minier), soit par le maire seul (loi de 1892), se conformera, d'ailleurs, aux instructions suivantes. Lorsque, à raison des circonstances et des conséquences de l'accident, il devra être procédé à l'enquête immédiate prévue par le décret du 3 janvier 1813, l'ingénieur des mines n'aura rien à modifier aux envois qu'il doit faire à l'autorité judiciaire et au préfet pour le

service de l'Administration des travaux publics. Mais, comme il s'agit, dans l'hypothèse dont il est traité, d'un accident survenu à un enfant ou à une femme, il ne devra pas omettre de viser, s'il y a lieu, dans le procès-verbal envoyé au Parquet, la loi du 2 novembre 1892, afin d'assurer, en cas de contravention, l'application des sanctions pénales que cette loi comporte.

Si l'accident ne rentre pas dans cette catégorie, soit parce qu'il n'a pas entraîné de blessures graves, soit parce qu'il est survenu dans une industrie annexe qui échappe à la compétence de l'Administration des travaux publics, ce n'est que si l'enquête révélait des infractions à la loi du 2 novembre 1892, et aux règlements rendus pour son exécution, que procès-verbal en serait dressé pour être envoyé au Parquet.

§ 3. *Accidents de l'article 11 de la loi du 12 juin 1893.* — Les ingénieurs des mines remplissent également, sous l'autorité du Ministre du commerce et de l'industrie, les fonctions d'inspecteur du travail, pour l'application de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Tandis que l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 ne s'appliquait qu'aux femmes et aux enfants, l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 s'applique à tous les ouvriers des établissements assujettis à cette dernière loi, et, dans l'espèce, à tous ceux qui travaillent *dans les industries annexes des mines*. A la différence de la loi de 1892, la loi de 1893 ne s'applique pas, en effet, aux mines proprement dites.

Aux termes du décret du 20 novembre 1893, il y a lieu, de la part de l'exploitant, à déclaration au maire de la commune, dans les quarante-huit heures, suivant les formes prévues par ce décret, pour tout accident de cette catégorie entraînant une incapacité de travail de plus de trois jours.

Le maire, pour les établissements auxquels se rapporte le présent paragraphe, transmet cet avis à l'ingénieur des mines, auquel l'exploitant n'est pas tenu de donner un avis direct.

L'ingénieur des mines ainsi avisé procède, comme il vient d'être dit à la fin du paragraphe précédent, que l'accident ait atteint des enfants, des femmes ou des adultes hommes; seulement c'est la loi de 1893 qui doit être visée, le cas échéant, dans le procès-verbal de contravention transmis au Parquet.

§ 4. *Statistique des accidents de mines.* — Des observations présentées dans les paragraphes qui précèdent, il résulte qu'il n'est fait légalement aucune déclaration dans les mines et leurs dépendances légales pour les accidents qui atteignent les ouvriers adultes du sexe masculin et n'occasionnent que des blessures qui ne sont pas réputées graves, c'est-à-dire, d'après ce qui est admis, les blessures entraînant une incapacité de travail de quatre à vingt jours. C'est là incontestablement pour les statistiques une lacune particulièrement fâcheuse : il serait bon de la faire disparaître. Déjà, dans plusieurs services, une entente est survenue dans ce but entre les ingénieurs des mines et les exploitants; il serait utile de généraliser ces pratiques et nous ne dou-

tons pas que les préfets et les ingénieurs des mines n'obtiennent partout ce résultat.

A cet effet, il serait désirable que, sur toute mine, on tint, au jour le jour, un registre des accidents du travail, dont copie, par extrait, serait envoyée trimestriellement à l'ingénieur des mines. Pour être complet, il serait bon que ce registre donnât, par victime : la date de l'accident, les nom, prénoms, sexe, âge et occupation; le point où est survenu l'accident; sa cause et ses circonstances sommaires; ses conséquences, mort ou blessures, en indiquant la nature de la blessure et la durée de l'incapacité de travail par la date de la reprise du travail; mention sera faite naturellement, à date utile, des cas d'incapacité permanente de travail, absolue ou professionnelle.

Ayant par là les éléments d'une statistique complète, les ingénieurs des mines en présenteraient annuellement un dépouillement résumé et méthodique dans chacun des rapports annuels qu'ils ont à adresser au Ministère des travaux publics et à celui du commerce et de l'industrie.

II. — Minières.

Le régime légal des minières est, en matière d'accidents de personnes, au point de vue tant de l'Administration des travaux publics que de celle du commerce et de l'industrie, identique à celui des mines, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les minières souterraines et les minières à ciel ouvert.

Il suffit donc de renvoyer purement et simplement à ce qui vient d'être dit pour les mines.

III. — Carrières.

En matière d'accidents de personnes, les carrières diffèrent des mines et des minières en ce que les règles du droit minier, qui relèvent de l'Administration des travaux publics découlent, non plus des règlements généraux tels que le décret du 3 janvier 1813, mais du règlement rendu sous forme de décret dans chaque département, pour l'exploitation des carrières qui s'y trouvent.

D'après ces règlements départementaux, tous identiques entre eux sur le point qui nous occupe, il y a lieu de distinguer, pour les déclarations d'accidents de droit minier, entre les carrières souterraines et les carrières à ciel ouvert.

Pour les premières, l'exploitant est, comme en matière de mines, tenu de donner avis simultanément et directement à l'ingénieur des mines et au maire de la commune, et celui-ci, à son tour, doit transmettre cet avis à l'ingénieur; cette transmission est, en réalité, la seule différence entre le régime des carrières souterraines et celui des mines et minières.

Pour les carrières à ciel ouvert, l'exploitant prévient seulement le maire qui doit informer l'ingénieur des mines; en cela aussi réside la différence entre les carrières et les mines et minières.

Telles sont, Monsieur le Préfet, les règles précises que nos deux Adminis-

trations avaient à rappeler à tous ceux qui ont à intervenir dans ces procédures et notamment aux maires et aux ingénieurs des mines, ceux-ci devant plus spécialement donner aux exploitants toutes les instructions utiles.

Nous adressons directement ampliation de la présente circulaire aux ingénieurs des mines.

Vous avez, de votre côté, à y prendre les instructions d'ensemble que vous jugerez utile de donner aux maires et que vous trouverez sans doute opportun de faire insérer dans le recueil des actes administratifs de votre préfecture.

Au demeurant, il ne vous échappera pas que, dans cette complication de règles qu'il ne nous appartient pas d'éviter, quelques principes dominent, qui sont de nature à faciliter l'application : d'une part, il y a lieu de distinguer, dans les accidents, ceux du droit minier, rentrant dans la compétence de l'Administration des travaux publics, qui, hors des cas mortels, ne donnent lieu à déclaration et à enquête que lorsqu'ils ont entraîné des blessures graves, et les accidents de la loi du 2 novembre 1892 et de la loi du 12 juin 1893, relevant de l'Administration du commerce et de l'industrie et dont on s'occupe dès que l'incapacité de travail est de trois jours. D'autre part, les règles spéciales relatives à chacune de ces catégories d'accidents et à chacune des deux administrations doivent s'appliquer simultanément et séparément quand il y a lieu.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 25 JANVIER 1898

du Ministre des travaux publics relative à la non-application de la loi du 12 juin 1893 sur les chantiers établis par les entrepreneurs sur le domaine des Compagnies de chemins de fer (1).

MONSIEUR LE PRÉFET, par une circulaire du 27 février 1896 (2), je vous ai fait connaître que, d'après l'avis du Conseil d'État, la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, n'est pas applicable aux ateliers de construction et de réparation du matériel des compagnies de chemins de fer, ces ateliers ayant le caractère, non d'établissements industriels, mais de dépendances du domaine public des chemins de fer, et étant, à ce titre, soumis à un contrôle spécial, sous l'autorité du Ministre des travaux publics.

La surveillance des ateliers des compagnies, au point de vue de l'exécution de la loi de 1893, échappe donc à l'action du Département du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Néanmoins, en vue d'éviter toute

(1) Une circulaire analogue a été envoyée le même jour aux administrations des grandes compagnies de chemins de fer. (Voir année 1895, n° 1, p. 11, n° 5, p. 34.)

(2) Voir année 1896, n° 3, p. 192.

lacune dans la statistique des accidents professionnels que dresse le service de l'Inspection du travail, les administrations de chemins de fer (intérêt général, intérêt local et tramways), déférant au désir exprimé à ce sujet par mon collègue, ont pris des mesures pour que des relevés de tous les accidents arrivés dans leurs ateliers fussent envoyés, chaque mois, aux inspecteurs du travail.

Depuis lors, la question s'est posée de savoir si les chantiers ouverts par des entrepreneurs, soit pour la construction de lignes nouvelles, soit pour l'exécution de travaux complémentaires sur les lignes déjà exploitées, tombaient sous le coup de la loi de 1893.

J'ai soumis la question à la Section de contrôle, puis au Comité de l'exploitation technique des chemins de fer.

La Section et le Comité ont exprimé l'opinion que les considérants invoqués par le Conseil d'Etat à l'appui de son avis rappelé plus haut s'appliquent identiquement aux ateliers et aux chantiers, sans qu'il y ait de distinction à faire, pour ces derniers, entre les chantiers de travaux de premier établissement et les chantiers de travaux complémentaires, qu'il s'agisse de travaux effectués soit directement pour le compte de l'Etat ou des départements, soit au compte des compagnies concessionnaires.

Le fait même de l'ouverture d'un chantier sur le domaine public des chemins de fer lui imprime le caractère de chantier public, qui le place *ipso facto* sous le contrôle du Ministère des travaux publics.

M. le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes s'est rangé à cette opinion, et il a en conséquence, à la date du 30 novembre dernier (1), invité les inspecteurs du travail à ne plus s'immiscer dans la surveillance des chantiers des entreprises de chemins de fer.

Toutefois, mon collègue a demandé que les accidents survenus sur les chantiers de cette nature fussent, au même titre que les accidents d'ateliers, portés à la connaissance des agents de son département, afin qu'il pût en être tenu compte dans la statistique des accidents professionnels.

En vue de satisfaire à cette demande, je vous serai obligé, Monsieur le Préfet, de donner les instructions nécessaires pour que tous les accidents arrivés sur les chantiers soient portés à la connaissance des inspecteurs du travail, au moyen de relevés mensuels analogues à ceux qui sont actuellement fournis pour les accidents d'ateliers.

Un double des relevés des accidents d'ateliers et des accidents de chantiers devra être adressé au Ministère des travaux publics.

Je rappellerai, en terminant, que, si la loi du 12 juin 1893 ne s'applique ni aux ateliers, ni aux chantiers de chemins de fer, il n'en est pas de même de la loi du 2 novembre 1892, qui réglemente aussi bien les établissements publics que les établissements privés où travaillent des enfants, des filles mineures et des femmes. Les accidents survenus à ces catégories de travailleurs devront donc continuer à être déclarés aux maires, dans les délais fixés par la loi.

(1) Voir année 1897, n° 6, p. 439.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 15 NOVEMBRE 1897

*relative au cumul des tolérances
et aux tolérances accordées à l'industrie des fourrures.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez demandé de vous envoyer des instructions au sujet d'une demande de tolérances qui vous a été adressée par un confectionneur de fourrures.

Vous désirez savoir si cet industriel, après avoir profité de la faculté de veiller pendant soixante jours, conformément à l'article 1 du décret du 26 juillet 1895, peut obtenir la faveur de prolonger d'une heure la durée du travail pendant deux ou trois mois, par application de l'article 5.

Il est évident qu'un industriel est fondé à réclamer tous les avantages que les règlements lui accordent. Par contre, l'inspecteur a le devoir de ne les lui octroyer que si le besoin lui en est bien démontré. La Commission supérieure du travail a souvent recommandé au service de faire en sorte que les autorisations données ne puissent dégénérer en abus.

Comme il ressort des renseignements que j'ai recueillis sur l'industrie de la fourrure que la saison commence avec la mi-octobre, quand l'hiver est précoce, pour finir invariablement avec le jour de l'an, les tolérances accordées devront être circonscrites dans la période d'affaires que je viens d'indiquer.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 7 DÉCEMBRE 1897

*repoussant la création de comités consultatifs locaux pour déterminer
les mesures de sécurité à prendre en exécution de l'article 6 de la
loi du 12 juin 1893.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai pris connaissance des nouvelles considérations qui m'ont été soumises dans le but de démontrer la nécessité d'organiser, à côté du Service de l'inspection du travail et en dehors de la loi, une sorte de Comité consultatif local qui, après l'inspection d'une usine, déterminerait les mesures de sécurité à prendre. La création de ces Comités semble justifiée, aux yeux de certains industriels, par ce fait que les inspecteurs peuvent, dans certains cas, ne pas posséder toutes les connaissances techniques qu'exigerait la mission qui leur est confiée et se trouver en désaccord avec les associations spéciales constituées en vue de la prévention des accidents.

J'ai cru devoir faire remarquer à ces industriels qu'ils se font une idée inexacte du rôle de l'inspecteur du travail. Celui-ci n'a pas pour mission de faire apporter des modifications à l'outillage ou d'y introduire des perfectionnements en vue d'en diminuer les dangers, car il ne saurait remplir l'office d'ingénieur-conseil, mais bien de rechercher si les organes en mouvement, si les mécanismes remplissent les conditions de sécurité imposées par la loi. Ce n'est pas autre chose qu'un officier de police judiciaire qui dresse un procès-verbal de constat. Les connaissances scientifiques et techniques dont les inspecteurs justifient avant d'entrer dans le service par la voie du concours les mettent à même de se rendre facilement compte si un engin que la loi prescrit de munir de dispositifs protecteurs est garanti ou non. Dans la négative, ils ont exclusivement pour devoir de relever les contraventions et de les signaler aux industriels qu'ils mettent en demeure de se conformer aux règlements. Il n'est pas besoin pour cela que l'inspecteur possède une compétence particulière dans chacune des industries qui s'exercent dans sa circonscription.

Au surplus, il est sans exemple qu'un inspecteur ait refusé de donner les explications que pouvaient comporter ses instructions. En ce qui concerne les mesures de sécurité, la première réclamation est encore à se produire dans la ville où résident les industriels auteurs de la demande, et aucun de ceux-ci, malgré les nombreuses mises en demeure auxquelles le service a eu jusqu'ici recours, n'a usé de la faculté que lui a donnée la loi de déférer au Ministre les injonctions de l'inspection. Il faut évidemment attribuer cette abstention à ce fait que les mises en demeure énumèrent minutieusement les organes dangereux qu'elles prescrivent de protéger. Les recours n'auraient pas manqué de se produire si l'inspection s'était écartée du cadre qui lui est tracé par la loi, ou si ses observations avaient présenté un caractère obscur ou ambigu. Le rôle des inspecteurs étant bien défini, on ne voit pas comment il pourrait y avoir, comme on l'a dit, désaccord entre eux et les associations contre les accidents, puisque les uns se bornent à relever les articles de la loi ou des règlements qui ne sont pas appliqués et que les autres ont pour mission de rechercher et d'indiquer les moyens d'application.

D'après cela, les Comités consultatifs ne paraîtraient pas devoir présenter une grande utilité. L'expérience permet d'affirmer que ce serait un organisme dangereux. Ces comités ont, en effet, existé de 1874 à 1892, sous le nom de commissions locales, et celles-ci ont été supprimées par le législateur en raison des inconvénients qu'elles offraient. En effet, ou elles ne fonctionnaient pas, ce qui était fréquent, et c'était un rouage inutile, ou elles cherchaient à se substituer au service de l'inspection, dont elles paralysaient l'action sous prétexte de le contrôler. Celui qui avait la responsabilité se trouvait ainsi en tutelle. Composées d'industriels appelés à opérer dans la région où ils habitaient, dans les usines mêmes de leurs confrères, ces commissions ne pouvaient faire preuve d'une sévérité suffisante et étaient dénuées de toute autorité. Par contre, elles éveillaient les suspicions des industriels qui craignaient que leurs concurrents, au cours de leurs visites, ne découvrirent leurs méthodes, leurs modèles ou leurs moyens de fabrication. Les mêmes causes ne manqueraient pas de produire les mêmes effets. Il ne saurait dépendre, en tout

cas, du Ministère du commerce de rétablir une organisation que le législateur a récemment supprimée.

Il est vrai qu'on a cru remédier à l'un des inconvénients que présenterait l'obligation imposée à un industriel de laisser visiter son établissement par l'un de ses concurrents, en proposant de rendre facultative la consultation des comités consultatifs. Or, il est à remarquer qu'en supprimant le principe de l'obligation, on renonce aux seuls avantages que le projet pourrait présenter. En effet, c'est justement à raison de leurs connaissances spéciales qu'on propose d'appeler les industriels dans le sein des comités. Or, si leur intervention n'était pas obligatoire, si les industriels pouvaient récuser ceux des membres qui exerceraient la même profession qu'eux, on n'y rencontrerait plus la compétence que l'on prétend y trouver.

Il est certain qu'un fabricant d'étoffes de nouveautés ne laisserait pas un de ses concurrents pénétrer dans son atelier d'échantillonnage, alors qu'il en ouvre la porte sans hésitation à l'inspecteur du travail. La même difficulté se produirait non seulement dans les tissages, mais dans les filatures et les retorderies où sont étudiées à chaque saison des combinaisons nouvelles de fils, dans les ateliers de teinture et d'apprêts où les procédés et les façons de main varient d'une maison à l'autre. Il en résulterait que l'on exclurait forcément les hommes compétents des comités, qui ne seraient plus composés que d'ingénieurs ou bien d'industriels n'appartenant pas à l'industrie où des mesures de sécurité devraient être prescrites. C'est là une conséquence qui suffirait à elle seule à faire écarter le projet, s'il n'était condamné déjà par les raisons de principe que j'ai développées plus haut et par celles qui ont fait l'objet de ma lettre du 24 mai 1897 (1).

✕ LETTRE MINISTÉRIELLE DU 6 JANVIER 1898

relative à l'interdiction du travail les jours de fête légale (2).

MONSIEUR LE PRÉFET, vous avez bien voulu me faire part du désir qui vous a été exprimé de voir autoriser les blanchisseuses à travailler le matin du jour de Noël et du 1^{er} jour de l'an.

Je ne méconnais pas la valeur des considérations que vous invoquez pour justifier cette demande; mais la loi du 2 novembre 1892 qui a prescrit le

(1) Voir année 1897, n° 3, p. 218.

(2) Voir années 1893, n° 4, p. 585 et suivantes, et 1897, n° 4, p. 299.

chômage des jours fériés n'a pas autorisé le Ministre à lever cette interdiction de travail, même temporairement et à titre d'exception. Les rapports de la Commission supérieure du travail ne laissent aucun doute à cet égard.

Je ne puis, dès lors, à mon grand regret, prendre en considération la demande dont il s'agit. Je ferai observer, d'ailleurs, que, lorsqu'un jour férié suit ou précède immédiatement un dimanche, rien n'empêche les industriels de modifier le jour de repos hebdomadaire s'il est fixé à cette date, à la condition expresse de l'afficher d'avance et d'en aviser le service de l'Inspection du travail.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 6 JANVIER 1898 X

relative à l'application du décret du 10 mars 1894 en ce qui concerne la protection des engrenages des bancs à broches, des roues des chariots des métiers à filer, des barillets, poulies de renvoi, cordes de main douce.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis à l'examen du Comité consultatif des arts et manufactures la réclamation qui m'a été adressée par des filateurs contre la mise en demeure qui leur a été faite par le service de l'inspection d'avoir à assurer dans leurs usines les prescriptions du décret du 10 mars 1894.

Le Comité, après avoir pris connaissance du dossier de l'affaire, a émis l'avis que j'adopte : 1° que les engrenages des bancs à broches (commande des cylindres) doivent être recouverts d'une enveloppe; 2° qu'il y a lieu de protéger les roues de chariot (métiers à filer), ainsi que les barillets, poulie de renvoi et cordes de main douce.

Je vous prie de faire connaître à cet industriel les conditions dans lesquelles le Comité entend que ces mesures de protection soient prises.

*Extrait du rapport du Comité consultatif des arts et manufactures,
en date du 24 novembre 1897.*

En ce qui concerne les engrenages des bancs à broches (commande des cylindres), les réclameurs pensent que recouvrir ces engrenages et particulièrement la commande des cylindres cannelés serait créer un obstacle à l'endroit même où il est

indispensable d'apporter des changements de pignons nécessaires chaque fois que les numéros des mèches devront changer; d'ailleurs, ajoutent-ils, si le constructeur de la machine n'a pas revêtu d'une enveloppe cette commande des cylindres, c'est qu'il supposait que ce serait constituer une entrave au bon fonctionnement de la machine.

M. l'Inspecteur fait remarquer que les engrenages pour lesquels il demande une couverture ont occasionné trois accidents, pendant le 1^{er} trimestre 1897, dans sa section, et qu'il y a lieu de prévenir de pareils dangers.

Les engrenages de la commande des cylindres qui doivent être changés chaque fois que l'étirage à faire sera différent de celui en œuvre, sont le plus souvent recouverts par une plaque en fonte très mince portant une douille; on fixe un tourillon sur le support des pignons en A (fig. 1), et le couvre-engrenage tourne jusqu'à ce qu'il repose en D et, si la distance est trop grande, on met une vis buttoir en B et le couvre-engrenage ne vient que jusqu'en C; de cette façon la pièce est moins lourde. Ces couvre-engrenages existent sur les têtes des bobinoirs de la filature de laine peignée et on les relève avec facilité pour le changement des pignons, sans qu'un retard appréciable puisse nuire au travail manufacturier.

Quant aux roues de chariot (métier à filer), les pétitionnaires font observer que, vu la position des rails en surélévation du sol d'environ 0 m. 10, il est impossible à un ouvrier de se blesser, et que, si on employait un recouvrement, on augmenterait le danger d'accident; au lieu d'un point dangereux il en existerait quatre: les quatre coins d'enveloppe de la roue. D'ailleurs, ajoutent-ils, il n'est pas à notre connaissance que des accidents aient jamais été occasionnés par ces roues, ni que, dans d'autres filatures, des recouvrements existent aux roues de chariot.

M. l'Inspecteur répond que la réfutation est fantaisiste. Le croquis envoyé par les intéressés est celui d'un recouvrement des trois quarts de la roue, ce qui est tout à fait inutile; un seul sabot mobile, tel que l'indique la société de Mulhouse, prévient tout accident. Il ajoute que les accidents sont aussi fréquents pour les roues posant sur les rails ordinaires, c'est-à-dire élevés de 10 centimètres au-dessus du sol, que sur rails rayés. Dans le 1^{er} trimestre 1897, trois accidents se sont produits dans sa circonscription.

Les roues de chariot sont, en effet, bien protégées par une barre de fer de 5 mil-

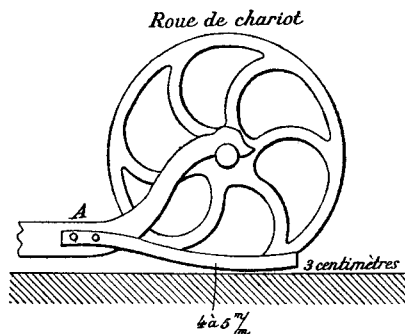


Fig. 2.

limètres d'épaisseur et 30 millimètres de hauteur qui est vissée en A (fig. 2) sur le support du chariot, pour venir entourer le bord de la roue à 4 à 5 millimètres au-dessus du chemin du chariot. Cette protection du genre de celle indiquée par M. l'Inspecteur donnerait toute sécurité.

Enfin, en ce qui concerne les barillets, roues, poulies de renvoi, cordes de main douce, les réclamants craignent qu'il n'y ait une grande gêne dans le service et aussi une cause de danger à placer des recouvrements sur ces engins; car en protégeant les poulies, ces protecteurs devront nécessairement envelopper les cordes. Le va-et-vient des chariots occasionnera une différence

ment envelopper les cordes. Le va-et-vient des chariots occasionnera une différence

de tension et une vibration de la corde et ainsi celle-ci s'usera sans cesse en frôlant lesdits recouvrements. De ce fait, les industriels filateurs et rattacheurs auront à subir une perte de temps pour le remplacement de la corde, et une perte de travail et de salaire. Ils ajoutent que la couverture des poulies de renvoi et des cordes de main douce constituerait un danger pour l'ouvrier du fait de la pénétration de la corde, entre deux parties, l'une fixe et l'autre mobile. M. l'Inspecteur relève un accident arrivé dans sa circonscription, pendant le 1^{er} trimestre 1897, du fait d'un barillet intermédiaire non couvert. Depuis 1894, cinq accidents se sont produits par la même cause. M. l'Inspecteur demande que le barillet, placé sur l'arbre de main douce en dessous du porte-bobines à l'arrière du métier, soit recouvert sur toute la hauteur.

Pour la corde de main douce, la protection à l'entrée des poulies serait suffisante.

Aux barillets d'extrémité, il désire que le barillet soit protégé, y compris le rouleau de propreté.

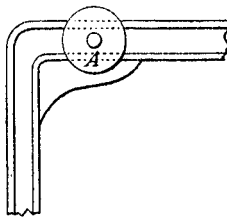
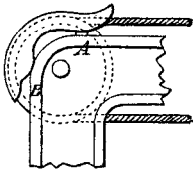


Fig. 4.

couverture repose sur le bâti en B (fig. 3), et se trouve maintenue par un axe boulonné dans le bâti en A autour duquel elle peut tourner. Il est facile, si les barillets passent le bâti en A (fig. 4), de faire une légère augmentation de la largeur au moyen d'une tôle ou d'une pièce de fonte, pour que l'ouvrier ne puisse se faire prendre par la corde motrice renvidant.



Poulie de renvoi

Fig. 5.

Les poulies de renvoi à l'extrémité du métier seront protégées par une couverture en fonte boulonnée en A et B (fig. 5), et qui entoure la partie dépassant le bâti. D'autre part, il est impossible de se faire prendre par la partie inférieure, le pied du métier se trouvant entre le point de tangence de la corde et de la poulie.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 13 JANVIER 1898

*relative à la désignation des médecins
chargés de délivrer les certificats d'aptitude physique.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez fait connaître qu'un préfet de votre circonscription avait transmis au Service de l'Inspection la liste nominative des médecins désignés pour délivrer les certificats d'aptitude physique, et vous avez ajouté qu'il serait désirable que cette manière d'opérer fût adoptée par les préfets des autres départements.

Je partage entièrement votre manière de voir et je ne puis que vous prier d'inviter les inspecteurs départementaux placés sous vos ordres à demander aux préfets des départements compris dans leurs sections, s'il ne leur serait pas possible de donner également connaissance au service des médecins qu'ils ont désignés pour la délivrance des certificats d'aptitude physique.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 28 JANVIER 1898

relative à la correspondance des inspecteurs avec les industriels.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez consulté sur le point de savoir s'il ne serait pas possible d'expédier au tarif de cinq centimes les avis que vous adressez aux industriels au sujet des tolérances qu'ils sollicitent.

M. le Sous-Secrétaire d'État aux postes et télégraphes, que j'ai consulté sur cette question, vient de me faire connaître que, d'après l'article 9 de la loi du 25 juin 1856 et la jurisprudence consacrée par la Cour de cassation, tout avis imprimé est passible de la taxe des lettres, lorsqu'il présente par lui-même le caractère de correspondance actuelle et personnelle. Or, les avis, que vous envoyez aux industriels, contiennent des communications intéressant chacun des destinataires et, par conséquent, quelle que soit la forme de rédaction qui puisse leur être donnée, ils ont incontestablement ce caractère.

Dans ces conditions, votre demande ne peut être accueillie et je vous en exprime mes regrets.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 28 JANVIER 1898

relative aux congés accordés aux inspecteurs pour cause de maladie.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez informé que deux inspecteurs départementaux du travail sont actuellement malades.

Je vous prie d'informer les inspecteurs de votre circonscription qu'en cas de maladie ils doivent former une demande de congé, en produisant un certificat médical.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 8 FÉVRIER 1898

*relative aux jugements
contraires aux dispositions des lois réglementant le travail (1).*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, un tribunal correctionnel de votre circonscription a rendu, à la suite d'un procès-verbal dressé par le service de l'inspection, un jugement qui vous paraît illégal et sur lequel vous appelez mon attention.

J'estime, comme M. le Procureur de la République, que ce jugement ne semble pas, sauf sur un point secondaire, susceptible d'être réformé. En effet, des cinq contraventions sur lesquelles le tribunal avait à statuer, trois ne lui ont pas paru suffisamment fondées, et il n'a pas cru devoir les retenir. En agissant ainsi, il n'a violé aucune disposition légale; il n'a fait qu'apprécier, dans la plénitude de son droit, les circonstances des faits de la cause. Ces faits sont maintenant souverainement acquis.

Là où le tribunal paraît avoir fait une fausse application de la loi, c'est lorsqu'il a retenu une seule contravention pour emploi de deux ouvrières dans des conditions irrégulières. Mais, du moment qu'il y a eu condamnation, on peut considérer que les principes de la loi sont sauvegardés.

Au surplus, il y a un mode simple et prompt de demander à l'autorité judiciaire supérieure de remédier aux erreurs de cette nature : c'est de signaler au Procureur général du ressort les décisions qui paraîtraient non conformes à la loi. Elles n'offrent pas, dans la plupart des cas, un intérêt doctrinal suffisant pour qu'il y ait lieu de demander au Garde des sceaux de les déférer d'office à la censure de la Cour de cassation.

(1) Voir année 1897, n° 5, p. 368.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 14 FÉVRIER 1898

relative à une demande de tolérances formée par un fabricant de baguettes métalliques à profil pour encadrement.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai été saisi d'une demande tendant à ce que l'industrie des baguettes métalliques à profil pour encadrement fût admise à bénéficier des tolérances prévues en faveur de l'imprimerie par le décret du 26 juillet 1895.

Le Comité consultatif des arts et manufactures, consulté à ce sujet, a fait remarquer que cette fabrication n'est à proprement parler que celle qui est déjà connue sous le nom d'encadrement. Or, on n'a jamais songé à attribuer le caractère des industries de saison, qui bénéficient seules des tolérances prévues par la loi, à cette dernière fabrication qui arrive à faire face à ses commandes sans heures supplémentaires. Au surplus, toutes les professions qui travaillent pour l'imprimerie seraient en droit, si on accueillait la requête dont il s'agit, de réclamer le même traitement, ce qui serait inadmissible.

Par ces motifs, le Comité a émis l'avis, que j'adopte, qu'il n'y a pas lieu de prendre en considération la demande des fabricants susdésignés.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 15 FÉVRIER 1898

relative à l'application de la loi du 12 juin 1893, aux usines de force motrice et dans les magasins et autres établissements similaires où il est fait emploi d'appareils mécaniques.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des arts et manufactures la réclamation introduite par un loueur de force motrice, au sujet de la mise en demeure qui lui avait été signifiée d'avoir à se conformer aux prescriptions du décret du 10 mars 1894, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

Un inspecteur avait semblé admettre que le pétitionnaire pourrait se refuser légalement à exécuter les travaux reconnus utiles par l'administration, sous prétexte qu'un loueur de force motrice n'est pas un chef d'industrie, puisqu'il n'en n'exerce aucune; ce serait plutôt, suivant lui, un commerçant qui vend sa force motrice et qui, comme tout autre négociant, échappe aux prescriptions des lois réglementant le travail.

Le Comité consultatif ne pouvait partager cette manière de voir. Le paragraphe 4 de l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 dispose, en effet, d'une manière formelle, que les *magasins et autres établissements similaires* où il est fait emploi d'appareils mécaniques sont soumis aux dispositions qu'elle édicte.

Je vous prie de vouloir bien rappeler cette prescription aux inspecteurs placés sous vos ordres.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 15 FÉVRIER 1898

relative à l'application des articles 10 et 12 du décret du 10 mars 1894. (Barrières de clôture. — Protection des parties dangereuses.)

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des arts et manufactures la réclamation formée par un fabricant de chaux au sujet de la mise en demeure qui lui a été signifiée par le service de l'Inspection du travail d'avoir à protéger par une clôture les appareils mécaniques actionnant le monte-charge de ses fours et, d'une manière générale, les parties dangereuses de ses machines.

Le Comité a fait observer que l'accident, qui s'est produit dans son établissement en 1896, suffit à prouver que les prescriptions des articles 10 et 12 du décret du 10 mars 1894 n'y étaient pas respectées et que, loin d'être excessive, la mise en demeure dont il a été l'objet et le procès-verbal qui en a été la conséquence étaient justifiés et qu'ils auraient dû être immédiatement suivis d'exécution.

En l'état, je n'ai pu que l'inviter à se conformer aux injonctions de l'Inspection. Je lui ai fait, d'ailleurs, connaître que c'est à lui qu'il appartient de rechercher les moyens à employer ou les modifications à introduire dans son usine pour qu'elle satisfasse aux prescriptions des lois et règlements, les inspecteurs du travail n'ayant qu'une mission, celle de constater si ces prescriptions sont observées et, si elles ne le sont pas, de dresser procès-verbal.

LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 15 FÉVRIER 1898

relative à l'application aux ateliers de l'article 16 du décret du 10 mars 1894. (Mesures à prendre pour faciliter l'évacuation des locaux en cas d'incendie.)

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, à la suite du rapport du Comité consultatif des arts et manufactures qui a exprimé l'avis que l'article 16 du décret du 10 mars 1894 devait s'appliquer aussi bien aux ateliers qu'aux usines, vous avez appelé mon attention sur les difficultés que paraîtrait devoir présenter l'exécution de cette disposition, lorsqu'il existe dans un même immeuble une agglomération de nombreux personnels ouvriers pratiquant des industries diverses et relevant de patrons différents.

Je ne méconnais pas que, dans certains cas, la mise en demeure de l'Inspection devra s'adresser à plusieurs chefs d'ateliers et que la répartition de la dépense entre co-locataires ou co-propriétaires pourra soulever des difficultés. Mais, ce sont là des questions que les tribunaux peuvent seuls trancher, en cas de désaccord entre les intéressés, notamment lorsqu'il s'agira de la construction d'un escalier incombustible reconnu indispensable pour l'évacuation des ateliers situés aux différents étages d'un immeuble.

LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 19 FÉVRIER 1898

relative à l'emploi des enfants au bronzage du papier peint.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des arts et manufactures le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé sur la question de savoir si l'emploi des enfants au bronzage du papier peint doit être interdit.

Le Comité a fait remarquer que, si cette interdiction devait être prononcée, elle ne serait justifiée que lorsque le bronzage est pratiqué par battage de la feuille, qui seul répand des poussières en quantité notable. Mais, il lui semble que, vu la rareté des cas dans lesquels ce mode de procéder est pratiqué et le petit nombre des apprentis bronzeurs, il n'y a pas lieu de faire intervenir un décret. Il a ajouté que les inspecteurs ont, d'ailleurs, le pouvoir, en appliquant l'article 6 du décret du 10 mars 1894, de prescrire toutes les mesures nécessaires pour éviter à toutes les catégories de travailleurs les fâcheux effets

produits par les poussières de bronze, lorsque le bronzage du papier peint s'effectue par des procédés défectueux.

Je ne puis, dans ces conditions, que vous inviter à veiller dans les fabriques de papiers dorés à la stricte application du décret du 10 mars 1894.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 24 FÉVRIER 1898

*relative à une demande de tolérances
formée en faveur de l'industrie de l'imprimerie.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai été saisi d'une demande tendant au rétablissement des tolérances prévues en faveur de l'imprimerie par l'article 1 du décret du 15 juillet 1893 et abrogées par le décret du 26 juillet 1895. Il s'agirait d'autoriser les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans à travailler jusqu'à 11 heures du soir, sans que la durée du travail effectif puisse dépasser douze heures par jour.

Cette question a fait l'objet d'une enquête auprès du service de l'Inspection du travail et les résultats en ont été soumis au Comité consultatif des arts et manufactures. Après avoir constaté que le plus grand nombre des imprimeurs de France n'ont tenté aucune démarche pour obtenir le rétablissement du régime dont il s'agit, le Comité fait remarquer que l'imprimerie est une industrie à marche régulière, sujette, il est vrai, à certains à-coups, mais auxquels il est toujours facile de parer, soit au moyen des dérogations autorisées par le décret du 26 juillet 1895, soit, et surtout, grâce au privilège accordé aux imprimeries par le décret du 17 mai 1851 d'employer des ouvriers adultes pendant un nombre d'heures illimité.

Si, d'ailleurs, les tolérances prévues par l'article 1 du décret du 15 juillet 1893 ont été abolies pour la plupart des industries qui en bénéficiaient, c'est qu'en réalité elles ne pouvaient en profiter. En effet, dans les industries comme l'imprimerie, où le travail commence à une heure assez matinale, il est matériellement impossible de ne pas avoir atteint, à 9 heures du soir, la durée maximum de douze heures de travail, qui ne peut être en aucun cas dépassée. L'autorisation de travailler jusqu'à 11 heures du soir n'aurait pour résultat que de permettre de prolonger abusivement la journée au delà de la durée légale.

Par ces motifs, le Comité a exprimé l'avis, que j'adopte, qu'il n'y a pas lieu de prendre en considération la demande dont il s'agit.

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

ÉTUDE SUR LE MERCURE ET SES COMPOSÉS, par M. DELLE,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL (1).

I. — Industries dans lesquelles on emploie le mercure et ses composés.

En laissant de côté l'extraction du minerai de mercure et la métallurgie, opérations qui ne sont pas pratiquées en France, on peut diviser les industries mercurielles en trois classes :

- 1° Les industries dans lesquelles le métal est employé à froid;
- 2° Les industries dans lesquelles les vapeurs de mercure sont dégagées au moyen de la chaleur;
- 3° Celles qui nécessitent le maniement des composés ou sels mercuriques.

Le mercure s'emploie à froid par l'amalgamation des anodes, la fabrication des instruments de physique, baromètres, thermomètres, manomètres, densimètres, etc., et pour l'étamage des glaces.

Dans les premières industries, la quantité de métal employé est relativement faible, par suite la surface d'évaporation est peu considérable, de sorte que les accidents sont moins à craindre. Cependant, chez les fabricants d'instruments de physique en chambre, s'il y a beaucoup de joints dans le sol, le mercure peut s'y accumuler à l'état de gouttelettes et former ainsi une surface d'évaporation permanente.

L'étamage des glaces a été presque universellement remplacé par l'argenterie; la baisse du prix de l'argent a facilité cette transformation. Les boules miroitantes, qui étaient autrefois amalgamées au bismuth, sont également argentées aujourd'hui.

Dans la fabrication des glaces de prix, il y a toutefois en ce moment une légère réaction et les étameurs travaillent un peu plus qu'il y a quelques années. Cette recrudescence n'est pas bien importante, car nos collègues n'ont

(1) Cette étude est le résumé des travaux d'une Commission composée de MM. Laporte, inspecteur divisionnaire, Chevalier, Delle et Pasteau, inspecteurs départementaux, et des expériences personnelles de M. Delle.

signalé à Paris qu'une seule maison pratiquant l'étamage et dans laquelle sont occupés seulement deux patrons et un ouvrier.

Voici comment se pratique cette opération :

Sur la glace placée bien horizontalement, on verse du mercure, puis on applique une feuille d'étain que l'on maintient par pression. L'excès du métal liquide s'écoule par les bords et il reste un amalgame adhérent doué d'un pouvoir réflecteur considérable.

Sauf l'exception citée plus haut, tous les fabricants de glaces sont argentiers exclusivement, car l'étamage ne peut être pratiqué concurremment avec l'argenterie.

Parmi les industries dans lesquelles les vapeurs mercurielles sont produites à chaud, nous ne citerons que pour mémoire la métallurgie de l'or, qui ne se pratique pas en France, et l'extraction de l'or des résidus de photographie et de bijouterie. La seule industrie importante dans laquelle les vapeurs de mercure sont dégagées par la chaleur est la dorure sur métaux.

La couche d'or peut aussi être déposée sur le métal, sans le concours du mercure, au moyen de bains, avec ou sans l'intervention de l'électricité : c'est la dorure galvanique ou au trempé.

Pour dorer au mercure, on applique sur la surface bien décapée un amalgame d'or, puis on chauffe pour chasser le mercure et on brunit la pièce. Ce procédé donne des résultats incomparablement supérieurs à ceux obtenus par les bains; aussi ne peut-il être abandonné, quoiqu'il soit coûteux et insalubre.

La dorure au mercure n'est pratiquée que d'une façon intermittente, même chez les doreurs importants qui sont chargés des travaux soignés.

Les industries dans lesquelles on manipule les composés mercuriques sont assez nombreuses. Nous citerons les fabriques d'amorces et de capsules (on peut y joindre les salles de tir), les fabrications et manipulations du vermillon, du cinabre, de l'éthiops minéral, des serpents de pharaon (sulfo-cyanure), des produits pharmaceutiques, du sulfate mercurique et de la poudre dite *à argenter*, le traitement des poteaux télégraphiques, le bronzage et le damasquinage des armes, l'imprimerie sur étoffes, la gravure sur acier, l'empaillage des animaux, la désinfection au sublimé, etc.

Dans ces diverses industries, la quantité des sels mercuriques maniés ne peut constituer un danger bien sérieux. Mais il est une fabrication dans laquelle l'ouvrier est constamment en contact avec les composés toxiques du mercure, c'est le *secrétage* des peaux de lapin domestique, de lapin de garenne et de lièvre destinées à la fabrication du feutre.

Deux catégories d'industriels se succèdent dans les manipulations que doit subir le poil pour être approprié au feutrage; ce sont les *coupeurs* de poils, et les *souffleurs* de poils.

Les coupeurs exécutent les quatre opérations suivantes : le *fendage* des peaux, l'*éjarrage* ou arrachement des poils impropres au feutrage, le *secrétage* et le *tondage*.

Le fendage et l'éjarrage se pratiquant avant le traitement mercuriel, il n'y a pas lieu de s'y arrêter.

Le secrétage, exclusivement confié aux hommes, est une opération fort

simple. Placé devant une table où il étale chaque peau préalablement fendue et éjarrée, l'ouvrier l'imbibe au moyen d'une brosse trempée dans une solution de nitrate acide de mercure. Les mains se trouvent ainsi en contact permanent avec le liquide.

Le même ouvrier est préposé au séchage des peaux, qu'il transporte à cet effet dans une étuve chauffée par un poêle à cloche placé au centre.

Les peaux séchées passent ensuite à la tondeuse et le poil est recueilli par des ouvrières, qui, malgré l'existence d'un tambour protecteur, respirent constamment des poussières organiques imprégnées de mercure.

Telle est l'industrie des coupeurs de poils; quelques-uns sont en même temps souffleurs, mais les deux opérations se pratiquent généralement dans des établissements distincts.

Les souffleurs exécutent l'épuration et le cardage du poil. Le personnel ouvrier est presque entièrement féminin. La respiration de poussières animales et mercurielles constitue le principal danger de cette fabrication; mais il y a entre les coupeurs et les souffleurs une différence considérable à l'avantage de ces derniers. Les ateliers de coupage sont ordinairement établis d'une façon toute primitive, dans de déplorables conditions d'hygiène et de ventilation; chez les souffleurs, au contraire, l'organisation du travail a réalisé des progrès remarquables par l'établissement de tambours hermétiques, dans lesquels le poil se dépose par ordre de densités sous l'influence d'un courant d'air.

II. — Hydrargyrisme.

L'hydrargyrisme se manifeste par des accidents du côté de la bouche, des accidents de la peau, du tremblement ou des signes de cachexie générale.

Les accidents de la bouche comprennent le gonflement des gencives, la salivation exagérée, la fétidité de l'haleine, une difficulté pour avaler et même pour respirer.

Les accidents de la peau se traduisent par des vésicules microscopiques, produisant une démangeaison intolérable, puis ces vésicules s'étendent, forment des taches et de véritables ampoules remplies d'un liquide fétide ayant une odeur de poisson. La peau devient rouge, la température du corps s'élève, les paupières se tuméfient, et il se produit une desquamation analogue à celle de la scarlatine. Ces phénomènes sont accompagnés d'oppression, de toux, de douleurs à la gorge et à la poitrine, de faiblesse et d'abattement.

Le tremblement mercuriel commence par de simples frémissements. Lorsque le mal est devenu plus grave, il est à peu près incurable.

Enfin, la cachexie se signale par la carie des os, les hémorragies, les syncopes, la perte de l'appétit, la diarrhée, l'affaiblissement intellectuel, les hallucinations et les convulsions.

Il est bien difficile de recueillir des renseignements statistiques probants sur la fréquence et la gravité des cas d'hydrargyrisme. Il résulte de nos observations que, contrairement à l'opinion de plusieurs auteurs, les accidents semblent moins fréquents chez les femmes que chez les hommes, ce qui serait un appui fourni à la thèse de l'influence de l'alcoolisme sur le développement de l'hydrargyrisme.

III. — Expériences sur la production et la marche des vapeurs mercurielles.

Le mercure est un métal, liquide à la température normale, solide au dessous de 39 degrés sous zéro et bouillant à 360 degrés. A la température ordinaire il n'émet que peu de vapeurs; c'est pour cette raison, et aussi à cause de sa forte densité, qu'il est employé pour la confection des baromètres. S'il se produisait dans la chambre barométrique des vapeurs en quantité notable, leur tension diminuerait la colonne, qui ne serait plus, dès lors, proportionnelle à la pression atmosphérique.

En réalité, cette tension est si faible qu'on n'en tient pas compte, mais elle est appréciable, car une feuille d'or, suspendue à quelques centimètres au-dessus d'une soucoupe contenant du mercure, blanchit rapidement, par suite de la formation d'un amalgame.

Les vapeurs de mercure sont plus lourdes que l'air, cependant il ne faudrait pas conclure de cette forte densité que les vapeurs mercurielles se localisent à la partie inférieure d'un espace fermé, car les lois des mélanges gazeux diffèrent des lois des mélanges liquides.

La diffusion des gaz a été il y a bien longtemps démontrée par la remarquable expérience de Berthollet. Ce savant plaça, dans les caves à température constante de l'Observatoire, deux ballons superposés pouvant communiquer au moyen de robinets (fig. 1).

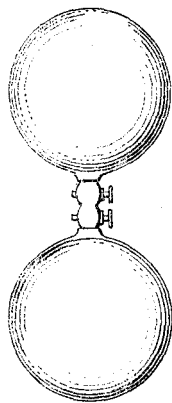


Fig. 1.

Le ballon supérieur renfermait du gaz hydrogène et celui du bas de l'acide carbonique, qui est vingt-deux fois plus lourd. Toute cause d'agitation étant écartée, la communication fut établie, et, quoique les gaz fussent superposés d'après leurs densités, ils se diffusèrent en peu de temps et on les retrouva mélangés en égales proportions dans les deux récipients.

Pour étudier le cas particulier des vapeurs mercurielles, j'ai fait les expériences suivantes :

Sous trois cloches à douilles bouchées 1, 2 et 3 (fig. 2), des capsules C contenant du mercure furent disposées. Une feuille d'or F était suspendue au-dessus de chaque capsule et des feuilles F' étaient placées au-dessous.

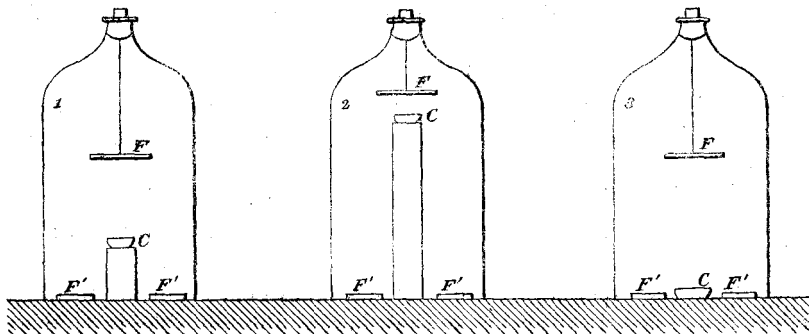


Fig. 2.

Dans la cloche 1, la feuille supérieure et les feuilles inférieures étaient à égales distances du mercure. Dans la cloche 2, la feuille supérieure F était plus rapprochée que les feuilles F', et, dans la cloche 3, ces dernières étaient plus près de la surface du métal que la feuille F.

Il a été constaté par l'observation que les feuilles d'or blanchissaient d'autant plus rapidement qu'elles étaient plus près du mercure, quelles que fussent leurs positions, en dessus ou en dessous. Les vapeurs se diffusaient donc avec une égale rapidité dans tous les sens et n'avaient guère plus de tendance à descendre qu'à monter.

Cette expérience confirme le fait suivant bien connu des praticiens : il est impossible à un doreur sur bois de travailler au cinquième étage d'une maison dont le rez-de-chaussée est occupé par un étameur de glaces, à cause des émanations qui montent jusqu'à lui.

Une expérience analogue a été faite sur les vapeurs mercurielles produites par la chaleur.

Une tige de cuivre AB (fig. 3) a été amalgamée vers l'une de ses extrémités engagée dans une boîte en fer ovale fermée. Une garniture d'amiante empêchait les parois de la boîte de s'échauffer au contact de la tige.

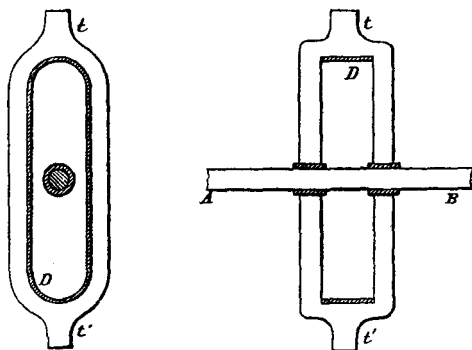


Fig. 3.

Une lame de cuivre D bien découpée était roulée à l'intérieur de la boîte, qui portait en haut et en bas deux ouvertures sur lesquelles avaient été ajustés deux tubes courts t et t'.

La première expérience a été faite les tubes t et t' étant bouchés. La tige a été chauffée en B par un bec de gaz, et, la chaleur s'étant propagée par conductibilité, le mercure de la partie amalgamée s'est réduit en vapeur dans la boîte fermée.

Celle-ci ayant été ouverte après refroidissement, il a été constaté que le cuivre avait été surtout blanchi à la partie supérieure : les vapeurs s'étaient donc élevées.

Une deuxième expérience a été faite, les tubes t et t' étant débouchés pour produire un tirage. Les vapeurs se sont élevées plus sensiblement, la partie supérieure de la lame de cuivre étant seule amalgamée.

Enfin, dans un troisième essai, un aspirateur fut mis en communication avec le tube inférieur t' , le tube supérieur t restant débouché, de façon à produire un courant d'air descendant. La lame de cuivre blanchissait à la partie inférieure, quand le courant avait une certaine vitesse; mais on constatait qu'en diminuant la vitesse d'aspiration, il arrivait un moment où les vapeurs mercurielles tendaient à monter.

Il résulte de ces observations que les vapeurs de mercure se diffusent dans tous les sens, quand elles s'exhalent à la température ordinaire, et qu'elles ont tendance à s'élever lorsqu'elles sont produites à une haute température.

Il ne faut pas toutefois admettre que cette force ascensionnelle des vapeurs chaudes soit de longue durée. Aussitôt la vapeur refroidie, elle tendra à se condenser pour retomber en gouttelettes.

Une autre expérience a été faite dans le but de rechercher s'il se produisait des vapeurs mercurielles pendant l'étuvage des peaux secrétées. Le nitrate acide de mercure n'émet pas de vapeurs à la température de l'étuve; mais l'imputrescibilité des poils est due à la formation d'une laque mercurique, et cette combinaison organique pouvait se détruire partiellement à chaud.

Des fragments d'une peau de lapin fraîche, imprégnés de la solution employée pour le secrétage, furent introduits dans une cornue de verre dont le col très allongé fut ensuite garni de feuilles de cuivre rouge bien décapées (fig. 4).

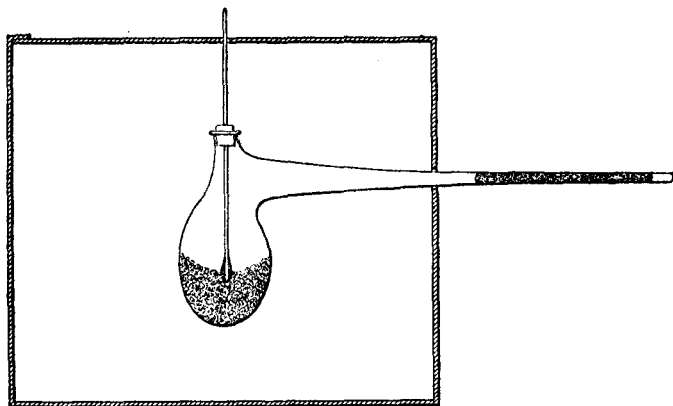


Fig. 4.

La cornue fut placée dans une étuve chauffée à 105° - 110° , le col sortant de l'étuve.

Les feuilles de cuivre restèrent rouges; il n'y avait donc pas de mercure dégagé.

Nous ne donnons pas cette expérience comme décisive, car les conditions de l'étuve industrielle ne sont pas réunies dans la cornue de verre soumise à une température bien constante.

Quoi qu'il en soit, s'il n'y avait pas de vapeurs mercurielles dans l'étuve

de secrétage, l'atmosphère de celle-ci n'en serait pas moins insalubre, à cause des poussières organiques imprégnées de sels mercuriques solides et aussi à cause de l'oxyde de carbone dégagé en abondance par le poêle central.

IV. — Précautions hygiéniques à prendre contre l'hydrargyrisme.

Dans les industries où l'on manie à froid le mercure métallique, le sol devra être cimenté sans interstices avec un fort écoulement, de façon à ce qu'on puisse facilement le laver par d'abondantes affusions d'eau; on devra établir une aération constante et une ventilation énergique aux endroits où séjourne le métal.

Ces prescriptions sont difficilement applicables aux fabricants d'instruments de physique qui travaillent en chambre; mais l'hydrargyrisme n'est guère à redouter pour eux.

Nous conseillons aussi d'arroser de temps en temps le sol avec de l'ammoniaque étendue d'eau.

Dans les industries où les vapeurs de mercure sont produites à chaud, comme chez les doreurs sur métaux, les pièces doivent être chauffées sous des hottes bien fermées dont la partie inférieure communique avec un appel d'air du dehors. La partie supérieure doit être formée d'un cône débouchant dans une cheminée d'appel à tirage actif ayant une section de quatre à sept décimètres carrés suivant sa hauteur. Il est bon qu'après la sortie de la hotte le conduit s'incline légèrement de bas en haut sur une longueur de trois mètres environ et se raccorde ensuite par un angle arrondi au tuyau vertical d'échappement qui ne doit pas avoir d'autre destination. La partie basse doit être garnie de tôle ou de fonte afin que le mercure condensé soit rassemblé dans une cavité d'où il puisse facilement être extrait.

Un registre doit, quand le travail est arrêté, intercepter la communication entre la hotte et la cheminée d'appel.

Dans les industries où l'on manie les composés du mercure, comme dans le secrétage des peaux, il faudrait éviter autant que possible le contact des mains avec les sels mercuriques. Nous ne partageons pas l'avis d'un de nos collègues qui pense que l'on devrait imposer, ou tout au moins conseiller, l'emploi des gants. On sait combien les ouvriers gantés sont gênés, même quand ils ne travaillent pas. Une précaution plus facile à prendre est celle qui consiste à s'enduire de vaseline les mains et les poignets avant de se mettre au travail. L'épiderme se trouve ainsi garanti dans une certaine mesure. Bien entendu il ne faut ni manger, ni boire ni fumer dans l'atelier.

On avait espéré, il y a quelques années, pouvoir remplacer pour le secrétage le nitrate acide de mercure par un liquide inoffensif. Un grand établissement a appliqué en grand le procédé à la potasse; mais le succès n'a pas répondu à cette entreprise. Les produits ne trouvaient point preneurs parmi les industriels du feutre et de la chapellerie, à cause de leur qualité inférieure.

Cette expérience industrielle avait même pour adversaires les ouvriers secréteurs. Ceux-ci sont, en effet, largement rémunérés pour un travail facile,

en raison de son insalubrité même, et, si l'on adoptait un procédé inoffensif, des femmes suffiraient à une besogne aussi élémentaire. Dans une maison où un procédé nouveau avait été mis à l'essai, les locaux renfermant les bonnes de liquide ont été violés à plusieurs reprises et les vases ont été brisés par malveillance.

Il paraît cependant possible, en attendant qu'une heureuse découverte rende applicable l'emploi de substances inoffensives, que le secrétage soit effectué un peu moins primitivement qu'il ne l'est aujourd'hui. Un mécanicien habile pourrait établir une machine prenant la peau fraîche présentée par un ouvrier et faisant mécaniquement la sécrétion au moyen de brosses circulaires analogues aux balayuses qui circulent dans les rues. Pourquoi ces peaux ne seraient-elles pas mécaniquement placées sur des claies à charriots qui passeraient dans une étuve bien fermée où aucun ouvrier n'aurait à pénétrer? Nous voyons couramment réaliser mécaniquement des opérations industrielles beaucoup plus compliquées.

Il serait à désirer que des tentatives de cette sorte fussent encouragées. Mais, dans l'état actuel, le service de l'inspection ne peut qu'exiger l'application rigoureuse des lois et décrets existants.



ÉTUDE SUR LES COUPERIES DE POILS, par M. CHEVALIER,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL.

L'industrie des coupeurs de poils a pour objet la préparation préliminaire des poils de lièvre et de lapin, qui constituent la matière première du feutre employé en chapellerie. Les coupeurs de poils reçoivent les peaux brutes recueillies par le commerce et les soumettent aux opérations successives du fendage, de l'éjarrage, du secrétage et du coupage ou tondage. Ils transmettent le poil ainsi préparé sous forme de toison isolée de sa peau à des établissements distincts qui exécutent les opérations consécutives du soufflage et du feutrage. Le fendage des peaux est fait, à la main, par des hommes, à l'aide d'un appareil vulgairement appelé guillotine. Les ouvriers fendeurs travaillent habituellement dans les ateliers d'éjarrage et fournissent la besogne aux ouvrières éjarreuses.

I. — Ateliers d'éjarrage.

Les ateliers d'éjarrage sont toujours distincts des ateliers de secrétage et de coupage. Les femmes sont seules employées à l'éjarrage. Assises en deux files devant un banc et se faisant face, elles ébarbent à l'aide d'un couteau spécial les peaux livrées par les fendeurs et les débarrassent ainsi des jarres ou poils

impropres au feutrage. Le nombre des bancs est variable dans chaque atelier et en rapport avec l'importance de l'établissement. Les ouvrières employées à l'éjarrage sont exposées au dégagement inévitable des poussières produites par la manipulation des peaux et aux inconvénients éventuels de l'encombrement.

Les mesures que la législation met à la disposition de l'inspection du travail ont été prévues par le décret du 13 mai 1893 et le décret du 10 mars 1894. L'éjarrage des poils figure parmi les industries classées au tableau C du décret du 13 mai 1893 et nous interdisons l'emploi de tous les enfants de moins de 18 ans dans les ateliers où il se pratique et où les poussières se dégagent librement. Les ouvrières y demeurent seules exposées.

Le paragraphe 1 de l'article 6 du décret du 10 mars 1894, qui prévoit l'évacuation directe des poussières au fur et à mesure de leur production est-il applicable à ces ateliers? Nous ne le pensons pas, car le remède serait pire que le mal. Aucune machine n'existe dans les ateliers d'éjarrage et ne vient contribuer à la production des poussières. Celles-ci, dont le dégagement se limite à l'entourage immédiat de chaque ouvrière, n'ont d'autre cause que la simple manipulation des peaux. Or le caractère essentiel et nécessaire du travail lui-même consiste à éviter de secouer les peaux ou les poils et de les disperser à distance. Soumettre l'atmosphère d'un atelier d'éjarrage à l'action générale d'une machine aspiratrice unique ou d'un ventilateur mécanique serait provoquer la dispersion des poils et créer les nuages nuisibles.

La seule installation qui se puisse concevoir serait l'aspiration par une bouche particulière près de chaque ouvrière des résidus de l'éjarrage, mais agir ainsi serait soumettre les ouvrières elles-mêmes à un courant réfrigérant perpétuel incompatible avec leur santé. Ce n'est là d'ailleurs qu'un moyen de pure imagination et ce n'est pas dans cette voie quasi-fantastique et coûteuse que la pratique consentirait à s'engager. Cette conception, mûrie dans son exécution possible, mène à un autre résultat, et ce résultat n'est sans doute pas celui qu'attendent les protecteurs des ouvrières éjarreuses; elle mène *purement et simplement à la suppression des ouvrières éjarreuses* par l'invention des éjarreuses mécaniques.

Le progrès est d'ailleurs accompli et nous avons vu fonctionner dans une maison modèle des éjarreuses mécaniques présentant toutes les conditions d'hygiène désirables avec aspiration des jarres et des poussières.

Appartient-il à l'inspection du travail d'imposer les éjarreuses mécaniques aux coupeurs de poils? En a-t-elle le droit? Nous ne le pensons pas. L'invention est toute récente; les nouvelles installations demanderaient de lourds sacrifices à de petits industriels déjà fort éprouvés par la crise douanière dans leurs relations avec l'exportation américaine. Avons-nous le droit dans cette industrie plutôt que dans toute autre de substituer le travail mécanique au travail à la main? Les conséquences en seront mathématiques; ce sera la suppression du travail pour les trois quarts des ouvrières éjarreuses, ou le chômage périodique par la surproduction momentanée. Si la législation doit imposer pareille mesure, il nous paraît de toute justice que les promoteurs en assument la responsabilité vis-à-vis de la classe ouvrière qu'ils ont la prétention de défendre. Est-ce à dire que, si l'évacuation directe des poussières ne peut se concevoir

qu'avec une installation mécanique et une transformation radicale de cette industrie, l'inspection reste désarmée.

Il n'en n'est pas ainsi heureusement. Le dégagement des poussières est en réalité restreint et nous trouvons dans l'article 1^{er} de la loi du 12 juin 1893, le moyen d'imposer le nettoyage et l'appropriation de l'atelier. L'article 5 et l'article 9 du décret du 10 mars 1894 nous permettent de prévenir l'encombrement et d'assurer le renouvellement de l'air pendant les intervalles du travail. En vertu du dernier paragraphe de l'article 6, nous veillons à ce que l'air des ateliers soit renouvelé de façon à rester dans l'état de pureté nécessaire à la santé des ouvriers, nous exigeons pour cela des ouvertures en nombre suffisant et, s'il le faut, des ouvertures permanentes à condition que la ventilation se fasse naturellement et sans mouvement d'air violent.

Ajoutons que les poussières produites dans les ateliers d'éjarrage ne renferment aucun principe toxique; elles sont composées de particules organiques dont la septicité a été en grande partie détruite par la naphthaline employée dans les magasins pour la conservation des peaux. Les peaux ne subissent en effet l'action du secrétage par le nitrate acide de mercure qu'après l'opération de l'éjarrage.

Nous finirons cette étude sur les ateliers d'éjarrage par une remarque sur l'état de santé des ouvrières éjarreuses. Si l'impression éprouvée par un visiteur, qui pénètre pour la première fois dans un atelier d'éjarrage, est au premier moment défavorable, il se rend bien vite compte que cette impression est due au caractère inférieur de la profession. Il est peu aristocratique de vivre au milieu des peaux et des poils de lapin, et couturières, modistes et fleuristes accepteraient de mauvaise grâce le contact avec leurs camarades éjarreuses. Nous avons constaté que la bonne mine habituelle des ouvrières éjarreuses et leur santé florissante constituent la meilleure protestation contre la réputation d'insalubrité couramment infligée à leur métier. Dans nos tournées d'inspection nous avons souvent souhaité aux ouvrières des industries supérieures la santé des ouvrières éjarreuses et des trieuses de chifons. Si c'est là une anomalie, elle existe.

II. — Ateliers de coupage.

La ligne de conduite qui nous a paru indiquée à l'inspection dans les ateliers d'éjarrage nous semble également convenir vis-à-vis des ateliers de coupage. Dans ces ateliers, qui sont toujours distincts des ateliers d'éjarrage et de secrétage, le travail s'opère mécaniquement, souvent même ces ateliers sont situés dans un autre quartier, dans les usines de force motrice par exemple. La production des poussières y est moins abondante que dans les ateliers d'éjarrage, mais ces poussières doivent être considérées comme toxiques, les peaux ayant subi avant le coupage le traitement par le secrétage. Chaque atelier renferme généralement quatre ou six machines tondeuses actionnées par un moteur à gaz ou une machine à vapeur; chaque machine est desservie par un ouvrier coupeur et deux ouvrières receveuses. L'opération du coupage dégagerait dans l'atelier une quantité considérable de poussières,

ainsi qu'on peut s'en assurer en enlevant les appareils de protection dont chaque machine est pourvue.

Le paragraphe 5 de l'article 6 du décret du 10 mars 1894 serait ici applicable par extension quoique ne désignant pas spécialement cette industrie. Il faut déclarer que les industriels ont prévenu par une installation appropriée les exigences de la loi. Nous avons toujours vu les machines à couper, munies à leur partie supérieure et antérieure d'appareils hermétiquement clos recueillant les poils et les poussières et, à leur partie inférieure, de tiroirs destinés à recevoir les débris de la peau privée de son poil que la machine transforme en petites lanières vulgairement dénommées « vermicelle ». La nécessité industrielle s'est trouvée d'accord avec les exigences de l'hygiène.

Malgré ces moyens préventifs une certaine quantité de poussières se dégage néanmoins. Les mesures déjà préconisées pour les ateliers d'éjarrage devront trouver ici encore leur application en tant qu'elles visent le nettoyage, l'aération et l'encombrement, sans aller jusqu'à l'obligation d'une évacuation directe et continue par une aspiration ou une ventilation mécaniques. Plus encore que dans les ateliers d'éjarrage tout courant d'air perturbateur produirait des effets nuisibles. L'effet même de l'opération du coupage est de recueillir à l'abri de tout souffle et de toute dispersion le poil que la machine a détaché de la peau et c'est sous la forme d'une fragile toison que le coupeur transmet avec précaution aux ouvrières receveuses le produit de son travail.

Mais, si les appareils clos garantissent le personnel contre le dégagement des poussières, il faut prévoir la nécessité du nettoyage et de la vidange des récipients dont l'obstruction nuirait au fonctionnement régulier de la machine. Il est indispensable que ce nettoyage ne puisse se faire pendant la marche, si l'on veut prévenir à ce moment la projection des poils et poussières dans l'atelier. L'installation d'un débrayage à chaque machine en la rendant indépendante de la force motrice et des machines voisines permettra le nettoyage dans les conditions désirables. Un débrayage particulier, déjà indispensable au point de vue de la sécurité, sera donc exigé au point de vue de l'hygiène.

III. — Secrétage.

L'opération du secrétage est intermédiaire entre l'éjarrage et le coupage. Elle est exclusivement confiée à des hommes. — Le décret du 13 mai 1893 dans son tableau A interdit le secrétage aux enfants, aux filles mineures et aux femmes. Le secrétage consiste à imprégner les peaux d'une solution plus ou moins concentrée, selon les cas, de nitrate acide mercure à l'aide d'un lavage et d'un brossage. Une brosse à poignée, un baquet de solution et une planche à frotter constituent tout l'outillage de l'ouvrier secrétaire. Ce dernier se livre à son travail dans un endroit écarté des autres ateliers, rarement dans une chambre close, le plus souvent sous un simple hangar à proximité de l'étuve de séchage.

Cette étuve, installée dans une cour qui l'isole des bâtiments, se compose d'un bâti de maçonnerie fermé par une porte en fer avec un judas pour la surveillance du séchage et surmonté d'une cheminée ou d'un tuyau d'appel,

pour le dégagement des vapeurs et des gaz de la combustion, dont la hauteur dépasse les constructions environnantes. Cet isolement des étuves est constant, il préserve suffisamment les ouvriers et ouvrières des ateliers d'éjarage et de coupage du dégagement des vapeurs nitro-hydrargyriques.

Les exigences des lois du 2 novembre 1892 et du 12 juin 1893 ont été prévenues par les faits. Nous en aurons fourni une explication satisfaisante quand nous aurons rappelé que le secrétage des peaux figure dans la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes établie par le décret du 3 mai 1886 (2^e classe).

L'ouvrier secréteur, à l'exclusion du reste du personnel, demeure donc exposé aux dangers du secrétage. La manipulation directe des peaux et le brossage avec la solution de nitrate acide de mercure l'exposent à l'intoxication par la voie cutanée, la pénétration dans l'étuve pour y apporter et en retirer les peaux lui fait courir le même danger par la voie pulmonaire.

Est-il possible de conserver la préparation par le nitrate acide de mercure et de soustraire l'ouvrier à l'intoxication en substituant au brossage à la main le brossage mécanique, et à la pénétration directe dans l'étuve l'introduction automatique des peaux destinées au séchage? Là encore nous empiétons dans le domaine de l'invention, les procédés pratiques n'existent pas; aucun texte de loi n'autorise l'Inspection du travail à pousser les industriels dans cette voie de l'inconnu. Nous n'en souhaitons pas moins vivement de voir cette question mise au concours grâce à l'initiative de l'État, des sociétés savantes ou industrielles ou des associations pour la prévention des accidents — au même titre que la question de la suppression du nitrate acide de mercure dans le secrétage.

Aucun texte de loi ne pourrait autoriser l'Inspection du travail à imposer la substitution du procédé, dit américain, de secrétage par des lessives potassiques ou sodiques au procédé actuel, à moins d'une mesure législative nouvelle. Encore faudrait-il que le problème fût théoriquement et industriellement résolu, ce qui n'est pas. Le procédé américain a-t-il fait ses preuves en Amérique? On peut en douter, si l'on sait qu'il revient d'Amérique après avoir été exporté de France et abandonné délibérément.

Il y a plusieurs années, les maisons les plus importantes de France, qui tiennent encore aujourd'hui la tête du progrès industriel dans cette partie, l'ont expérimenté sous le couvert de divers brevets, parmi lesquels nous citerons les brevets Burck et Courtonne. L'expérience fut désastreuse; les produits obtenus ne présentèrent point les qualités marchandes requises, et cet essai faillit porter un coup funeste à notre exportation. La question théorique reste donc entière à résoudre et nous savons de source sûre que certains industriels intéressés dirigent encore à l'heure actuelle des recherches chimiques dans cette voie.

Il ne faut point, d'ailleurs s'exagérer la gravité de la situation. La distinction aujourd'hui mieux établie entre les symptômes de l'hydrargyrisme et de l'alcoolisme, la conscience chez les ouvriers intéressés des dangers de l'intempérance, s'ajoutant au danger professionnel, l'acceptation des mesures individuelles de propreté et de prudence dans le travail du secrétage et de la mise à l'étuve autrefois dédaignées par fausse vanité de métier, ont rendu la con-

statation des cas d'hydrargyrisme beaucoup moins fréquente. Les vrais trembleurs sont devenus fort rares. Nous avons recueilli hier encore cette déclaration d'un ouvrier secréteur accomplissant son travail depuis 23 ans : « Je me porte à merveille et je souhaite continuer mon métier aussi longtemps que mon père qui vient de mourir à 83 ans après 50 ans de secrétage. »

Je citerai, pour terminer cette étude sur le secrétage, un fait dont l'interprétation pourra contrarier les initiatives chaleureuses en faveur des ouvriers secréteurs. Il m'a été révélé sous le sceau du secret, mais l'honorabilité de l'industriel et les témoignages concordants me sont un sûr garant de son authenticité. C'était il y a quelques années, au moment où l'une des plus importantes maisons de la place de Paris tenta de substituer le secrétage potassique au secrétage mercuriel.

Les ouvriers secréteurs, mis en émoi, violèrent les locaux où était enfermé le nouveau produit et brisèrent les bonbonnes qui le contenaient. Sans doute se rendirent-ils compte que, le risque du secrétage disparaissant, le monopole du secrétage allait échapper aux mains de leur corporation, et que l'emploi des femmes et des enfants dans une opération aussi simple que le secrétage allait supprimer leur fonction et la cause de leur salaire rémunérateur. Ce fait, concordant avec le résultat désastreux de la nouvelle fabrication, la question en resta là, et les promoteurs de nouvelles mesures feraient sagement de se rendre compte si cette question n'en est pas encore au même point.

Substituer l'éjarrage mécanique à l'éjarrage à la main, substituer le secrétage à la potasse au secrétage au mercure, ce sont deux vœux humanitaires que l'on doit désirer voir se réaliser, mais hâter la réalisation de ces vœux de façon à amener la perturbation du travail de toute une catégorie de travailleurs auxquels on viendra subitement, par cette mesure, enlever leur gagne-pain en supprimant le travail à la main des éjarreuses, ou provoquant leur chômage et en faisant disparaître la corporation des secréteurs, nous paraît être une singulière illusion, si l'on veut se la représenter comme une mesure favorable à la classe ouvrière.

JURISPRUDENCE.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE NANTES.

Jugement du 22 novembre 1897.

PROTECTION DU TRAVAIL. — RESPONSABILITÉ CIVILE. — SCIE CIRCULAIRE. —
ACCIDENT. — OUVRIER MINEUR DE DIX-HUIT ANS. — DÉCRET DU 13 MAI 1893.

Aux termes du décret du 13 mai 1893, les enfants de moins de seize ans ne peuvent, en aucun cas, travailler aux scies circulaires ou aux scies à rubans; les enfants de plus de seize ans et de moins de dix-huit ne peuvent travailler aux machines en général actionnées à la main ou par un moteur mécanique dont les parties dangereuses ne seraient pas munies d'appareils protecteurs; en conséquence, le patron est responsable des conséquences dommageables de l'accident arrivé à un ouvrier âgé de moins de dix-huit ans, employé au travail d'une scie circulaire dépourvue d'appareils protecteurs.

Attendu que, le 1^{er} octobre 1896, en travaillant à une scie circulaire, dans l'usine du sieur X..., C... a été victime d'un accident; que quatre doigts et la moitié du métacarpe et du pouce de la main gauche ont été complètement tranchés par la scie;

Attendu que C... est né le 8 décembre 1878; que, par conséquent, lors de l'accident, il n'était pas âgé de dix-huit ans encore;

Attendu qu'aux termes de l'article 2 du décret du 13 mai 1893 il était interdit à X... d'employer des enfants au-dessous de dix-huit ans dans les ateliers où se trouvaient des machines actionnées à la main ou par un moteur mécanique dont les parties dangereuses n'étaient pas couvertes de couvre-engrenages, garde-mains et autres organes protecteurs;

Attendu qu'il est reconnu que la scie circulaire à laquelle travaillait C... était dépourvue de dispositifs protecteurs; que l'inspecteur départemental du travail a même mis en demeure immédiatement le sieur X... de munir ses machines de ces dispositifs; qu'il est appris que X... les a fait placer;

Attendu qu'il est inutile, dans ces conditions, de rechercher de quelle manière l'accident s'est produit, si C... travaillait pour la première fois à cette scie circulaire et s'il a commis une imprudence ou une négligence dans le travail auquel il était préposé; qu'en eût-il commis, la faute de X... n'en serait pas moins de l'avoir employé dans un atelier où un mineur de dix-huit ans ne devait pas se trouver; qu'il s'agissait même, pour le patron, de soustraire le jeune homme aux dangers inhérents à son inexpérience

d'adolescent et à son imprudence naturelle en lui consignait rigoureusement l'entrée de l'atelier dangereux;

Attendu que X... objecte que ce n'est pas l'article 2, mais l'article 5 du décret du 13 mai 1893 qui aurait été applicable à C...; que c'est là une erreur; que l'article 5 dispose bien que les enfants au-dessous de seize ans ne peuvent travailler aux scies circulaires ou aux scies à ruban; mais que ce texte, rapproché de celui de l'article 2, sous peine de non-sens, ne peut signifier que ceci : si les scies circulaires sont pourvues d'organes protecteurs, les enfants de moins de seize ans n'y peuvent même pas travailler;

Attendu que l'interdiction de l'article 2 subsiste donc en entier; que son texte est tellement précis, la simple présence des machines non protégées a paru un danger tel que les ouvriers de moins de dix-huit ans ne doivent jamais être admis dans le local réputé dangereux pour y accomplir une tâche quelconque, fût-elle même étrangère aux machines (Schaffhauser, Lois nouvelles 1894, p. 129);

Attendu que l'accident dont C... a été victime est grave; que l'indemnité réclamée est cependant exagérée:

Par ces motifs,

Condamne X...

(Gazette du Palais, 10 décembre 1897.)

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE DE MONTÉLIMAR.

Extrait du jugement du 28 décembre 1897.

LOIS DE 1892 ET DE 1893. — DÉPENDANCES. — DORTOIRS (1).

LE TRIBUNAL,

Attendu que, par procès-verbal en date du 28 septembre 1896, M. l'Inspecteur départemental du travail dans l'industrie du département de la

(1) Dans un rapport du 21 juillet 1897, le Comité consultatif des arts et manufactures avait émis l'avis suivant :

Bien que la loi de 1892 n'ait pas expressément désigné les dortoirs d'usine où l'on fait, dans certaines régions du Midi, coucher les ouvrières pendant la semaine, il n'est pas douteux que la législation actuelle vise directement le cas qui se présente.

En effet, l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 comprend les usines, manufactures et leurs dépendances; l'article 14 indique que les établissements visés dans l'article 1^{er} et leurs dépendances (il répète le mot) doivent être tenus dans un état constant de propreté et dans toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé du personnel; enfin

Drôme a constaté, à l'encontre de M. X. . . , dans son usine, deux contraventions à la loi du 2 novembre 1892, consistant en ce que, malgré les demandes réitérées au directeur de l'usine, les dortoirs, directement placés sous la toiture, n'étaient pas plafonnés et que les ouvrières exposées au changement brusque de température y étaient dans de mauvaises conditions d'hygiène;

Attendu que, par jugement rendu par M. le juge de paix du canton de Grignan, en date du 10 décembre 1896, le sieur X. . . fut relaxé sur le premier chef de contravention, mais fut condamné sur le deuxième par application des articles 14 et 26 de la loi du 2 novembre 1892 à la peine de 6 francs d'amende et aux dépens, et, de plus, par application de l'article 7 de la loi du 12 juin 1893, il fut accordé un délai de huit mois audit contrevenant pour effectuer les réparations prescrites par M. l'inspecteur sur le registre d'inscription de l'usine, réparations consistant à faire plafonner le toit du dortoir;

Attendu que, par déclaration en date du 10 décembre 1896, consignée aux minutes du greffe de la justice de paix de Grignan, ledit X. . . déclara interjeter appel du deuxième chef du jugement du 10 décembre 1896, à savoir, à raison de la condamnation à la peine de 6 francs d'amende pour n'avoir pas exécuté les travaux qui lui avaient été imposés par l'inspecteur et pour lesquels un délai avait été accordé, que ledit X. . . avait laissé expirer sans procéder à cette exécution;

Attendu que, la cause ayant été appelée le 10 avril 1897, le sieur X. . . fit soutenir par l'organe de son défenseur que le plafond du dortoir dont s'agit était dans un bon état d'entretien et de réparation; qu'il pouvait être considéré comme plafonné et remplissant ainsi les conditions hygiéniques voulues par la loi; que l'inspecteur ayant persisté dans ses conclusions, et les soutènements de X. . . tendant à les infirmer, le Tribunal, en présence de ces contradictions, ordonna l'examen des lieux litigieux par un expert, qui avait pour mission de se livrer à l'examen du plafond et des locaux affectés au logement des ouvrières de X. . . , de dire dans quelles conditions ils se trouvent, les décrire, d'examiner s'ils remplissent les conditions hygiéniques et quelles réparations doivent être effectuées;

Attendu que ledit expert, après avoir prêté serment, a dressé un rapport qui a été clos le 16 novembre 1897; que le sieur X. . . , par l'organe de son défenseur à l'audience du 27 novembre où la cause a été fixée et appelée, et s'appuyant sur les constatations dudit rapport, a conclu et a soutenu de plus fort que les dortoirs étaient dans de bonnes conditions d'hygiène; qu'il

l'article 1^{er} du décret du 10 mars 1894 sur l'hygiène stipule que les emplacements ci-dessus désignés et leurs dépendances seront tenus dans un état constant de propreté, que les murs et les plafonds seront l'objet de fréquents nettoyages, etc.

Les dortoirs où les ouvrières passent la nuit deviennent manifestement une dépendance de l'usine et si, pour cette dernière, la législation stipule certaines mesures d'hygiène et de propreté alors que l'ouvrier change de place, renouvelle l'air par des sorties, à plus forte raison ces mesures s'imposent pour les dortoirs où l'ouvrier reste pendant dix heures consécutives à respirer le même air.

n'y avait lieu de procéder aux réparations réclamées par M. l'Inspecteur et a conclu au relaxe de X... et à la réformation du jugement de ce chef.

EN DROIT :

Attendu tout d'abord que le sieur X... est poursuivi en vertu des dispositions de l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892 visées dans le procès-verbal dressé par l'Inspecteur, dispositions exigeant que les établissements industriels doivent présenter toutes les conditions de salubrité et de sécurité nécessaires à la santé du personnel, loi définie : sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans ces établissements, loi essentiellement de protection de la santé et de la vie de ce personnel;

Attendu, dès lors, que les agents chargés de surveiller et d'inspecter ces établissements industriels ont le droit, pour que sanction soit donnée à cette loi, d'abord de constater l'état dans lequel se trouvent ces établissements, d'indiquer les défauts et les inconvénients qu'ils y remarquent, et évidemment d'indiquer les remèdes à y apporter, et qu'en l'absence, dans la loi du 2 novembre 1892, de dispositions réglant l'exercice de ces constatations on doit recourir aux dispositions de la loi du 12 juin 1893, postérieure, définie : loi concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, quels que soient leur âge et leur sexe;

Attendu que, d'après l'article 6 de ladite loi, l'inspecteur a le droit de mettre en demeure l'industriel de faire des réparations pour parer aux inconvénients qu'il remarque; que, si le chef d'industrie ne les accepte pas, il a le droit d'exercer une réclamation auprès du Ministre du commerce et de l'industrie;

Attendu que X... n'a pas usé de ce droit; qu'il n'a pas exécuté les réparations signalées et ordonnées sur le registre de l'usine prétendant que l'usine et spécialement les dortoirs remplissent le vœu de la loi, présentent les conditions de salubrité nécessaires à la santé des ouvrières; que ce système soutenu lors du jugement interlocutoire du 10 avril 1897 a encore été présenté à l'audience du 27 novembre où la cause a été portée, que conséquemment la question à résoudre par le Tribunal consiste à savoir si les dortoirs remplissent les conditions de la loi du 2 novembre 1892, article 14, et si, sur ce point, les énonciations du procès-verbal sont justes et fondées. La sanction de l'article 14 de cette loi se trouvant précisément dans la décision à rendre sur ses prétentions contraires et de l'agent et de l'industriel en dehors du mode de constatations prévu et ordonné dans les articles 6 et 7 de la loi de 1893;

Attendu que, dans le rapport de l'expert ordonné par le jugement du 10 avril 1896 précité, il faut distinguer entre les constatations formulées par ce dernier et ses appréciations personnelles; qu'en ce qui concerne les constatations de fait le Tribunal ne peut que les accepter comme justes et régulières, et ce avec d'autant plus de raison qu'elles n'ont pas été contestées par X..., mais qu'il n'en est pas de même de ses appréciations et conclusions qui restent soumises à l'examen du Tribunal comme conséquence de ces mêmes constatations;

Attendu qu'après avoir décrit les dortoirs en se livrant à l'examen des plafonds et à leur mode de construction l'expert constate qu'il est regrettable,

étant donnée la destination de ces appartements, que le plancher sur lequel reposent les tuiles n'ait pas été fait en lames louverées, ce qui n'eût été qu'un bien petit surcroît de dépense, que, par ce moyen, l'isolement avec l'atmosphère extérieure serait plus complet, tandis que les planches étant simplement juxtaposées les unes contre les autres et de petits intervalles de quelques centimètres existant aujourd'hui entre elles par suite de la dessiccation et des retraits du bois, cet isolement laisse à désirer et l'intérieur doit être assez froid pendant l'hiver;

Attendu qu'il est impossible de décider, ainsi que l'a fait l'expert, étant données ces constatations, que les dortoirs sont dans un bon état de conditions d'hygiène et de salubrité exigées par la loi; qu'il est évident que, pendant l'hiver et même en toute saison à raison de l'abaissement de température qui se produit pendant la nuit par suite du rayonnement et au moment du sommeil, le séjour dans ces dortoirs ne peut pas être considéré comme remplissant les conditions hygiéniques exigées; que, quelles qu'aient été les conclusions de l'expert, le Tribunal ne peut les accepter et doit décider que, sur ce point, le sieur X... a contrevenu aux dispositions de l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892 et que, de ce chef, le jugement du 10 décembre 1896 doit être confirmé;

Mais en ce qui concerne les travaux à exécuter et dont le juge du premier degré a ordonné l'exécution et tels que les avait indiqués l'inspecteur sur le registre de l'usine;

Attendu qu'il n'a pu entrer dans l'esprit du législateur de donner aux inspecteurs un pouvoir aussi discrétionnaire, ce qui leur attribuerait *de plano* une compétence absolue en pareille matière et on peut le dire en dehors des aptitudes exigées d'eux, et si les constatations de leurs procès-verbaux peuvent être discutées et détruites par des preuves contraires, il doit en être de même des injonctions qu'ils ont le droit de faire à fin de réparations ou de mise en état des locaux inspectés, alors qu'il pourrait se faire comme dans l'espèce que les travaux ordonnés iraient contre le but à atteindre et de plus induiraient le chef d'atelier dans des dépenses excessives et au fond inutiles;

Attendu, en effet, qu'il résulte du rapport d'expert qu'un plafond ne paraît pas indispensable, qu'il aurait pour résultat de réduire le mètre cube d'air respirable et irait ainsi contre le but à atteindre; qu'il constituerait pour X... une dépense d'au moins 3,500 francs; qu'il indique un genre de réparation qui n'aurait pas ces inconvénients et remplirait le même objet, à savoir : recouvrir les joints des planches du plafond par de petites lames minces, ce qui intercepterait complètement l'air extérieur, conserverait aux dortoirs leur même aspect et quantité d'air respirable et n'occasionnerait pas une dépense bien considérable;

Attendu que, ces faits et leurs conséquences juridiques établies, il convient pour leur donner une sanction, les débats et contestations présentes ayant eu pour résultat de suspendre les délais accordés par l'inspecteur pour l'exécution des travaux par lui ordonnés, d'impartir un délai à X... pour procéder aux travaux indiqués dans le rapport de l'expert et dont le choix lui est laissé, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 12 juin 1893;

Attendu que X... succombant dans son appel doit supporter les dépens qu'il a ainsi occasionnés :

Par ces motifs et par ceux qui ont déterminé le premier juge en ce qu'ils ont de non contraire aux présents, le Tribunal, statuant en matière d'appel et contradictoirement sur le chef de la contravention prévue par les articles 14 et 26 de la loi du 2 novembre 1892,

Confirme le jugement dans sa disposition ; mais le réformant sur le second chef ayant trait aux réparations à effectuer, dit et prononce, homologuant le rapport de l'expert nommé par le jugement du 12 avril 1897, que X... exécutera à son choix les travaux aux plafonds tels qu'ils sont désignés audit rapport, lui accorde un délai de trois mois pour y faire procéder.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ALLEMAGNE ⁽¹⁾.

ORDONNANCE DU 16 OCTOBRE 1897

autorisant des dérogations au repos du dimanche.

a) Dans les laiteries, à l'exclusion de celles où l'on fabrique principalement ou exclusivement des fromages gras ou demi-gras, le travail est permis pendant six heures avant midi, quand l'exploitation ne fait qu'une livraison de lait par jour; si elle en fait deux, le travail est autorisé, en plus, pendant deux heures, l'après-midi.

Un dimanche sur trois, au moins, on doit laisser aux ouvriers le temps nécessaire pour remplir leurs devoirs religieux.

b) Dans les laiteries où l'on fabrique exclusivement ou principalement des fromages gras ou demi-gras, le travail est permis sans qu'il y ait lieu d'observer les restrictions indiquées sous la lettre a). Cette exception ne s'applique pas au cas où la fabrication se restreint à ce que l'on appelle les travaux de cave; on observera alors les dispositions insérées sous la lettre a).

Les ouvriers ne pourront être occupés pendant plus de dix-huit heures, depuis le samedi soir à 6 heures jusqu'au lundi matin à 6 heures.

FINLANDE.

LOI DU 15 AVRIL 1889

sur la protection des ouvriers dans les fabriques (2).

§ 1^{er}. Les usines et ateliers aptes à l'exploitation d'une industrie quelconque doivent être installés de sorte que les ouvriers y aient l'espace néces-

(1) Voir années 1895, n° 4, p. 246; 1897, n° 1, p. 44, et n° 4, p. 306.

(2) Traduction de M. le consul de France à Helsingfors.

saire et l'air pur en quantité suffisante, autant que possible. Les lieux où les ouvriers travaillent, ainsi que les corridors et les escaliers, doivent être éclairés suffisamment pendant les heures d'ouvrage.

L'ordre et la propreté doivent être maintenus dans tous les ateliers.

§ 2. Les ateliers doivent, en raison du danger d'incendie ou du nombre des ouvriers, avoir une ou plusieurs sorties appliquées de manière que les ouvriers puissent se sauver sans difficulté en cas de feu ou d'autre sinistre.

Les trappes, descentes et ouvertures semblables doivent être munies de barrières.

§ 3. On doit prendre des mesures particulières aux endroits où des odeurs dangereuses et de la poussière nuisible à la santé se forment pendant la fabrication. On doit, autant que possible, remédier à ces périls ou les rendre inoffensifs aux ouvriers.

§ 4. Toutes machines et transmissions, tous échafaudages et toutes autres constructions dont on se sert dans l'exploitation d'une industrie quelconque doivent, autant que possible, quand une de leurs parties est en mouvement, être entourés d'une clôture de façon qu'on puisse éviter tout accident de mort ou de blessure pour les ouvriers.

§ 5. Le devoir de tout industriel est, d'ailleurs, en général, de prendre toutes mesures et précautions nécessaires dans son exploitation pour garantir la vie et la santé de ses ouvriers.

§ 6. Le Sénat doit édicter dans une ordonnance d'administration publique spéciale des prescriptions détaillées pour la mise en exécution des cinq articles précédents.

En ce qui concerne les mesures d'ordre dans l'exploitation des mines et le contrôle des chaudières, on se conformera à tout ce qui est déjà ou qui pourra être encore ordonné à part en ces matières.

§ 7. Il est interdit d'employer, dans toute fabrique ou atelier quelconque, comme ouvriers, des enfants au-dessous de 12 ans, ni enfants ou jeunes gens qui pourraient souffrir du travail en question par suite de maladie ou de faiblesse corporelle.

Tout industriel au service duquel des enfants ou des jeunes gens sont attachés comme ouvriers doit toujours être en possession de leurs actes de naissance pour pouvoir constater leur âge. L'inspecteur d'industrie peut toujours exiger l'avis d'un médecin pour savoir si le travail est nuisible ou non à la santé d'un ouvrier. Dans ce cas, l'industriel est forcé de demander l'avis en question et de produire un certificat dans un délai fixé, s'il veut garder l'ouvrier dans son établissement.

Les mots « enfant » et « garçon » qu'on trouve dans la présente loi désignent des personnes au-dessous de 15 ans; par contre, les expressions « jeunes gens », « adolescent » ou « jeune femme » sont employées pour désigner toute personne au-dessus de 15 ans, mais au-dessous de 18.

§ 8. On ne peut occuper des enfants et jeunes gens dans toute mine, usine, fabrique ou tout autre atelier industriel que de 5 heures avant midi jusqu'à 9 heures du soir. Le temps employé au travail par les premiers ne peut dépasser sept heures, et celui employé par les seconds ne peut durer plus de quatorze heures par jour, y compris les heures de récréation.

Tout enfant occupé par le travail avant midi ne peut plus être employé dans le travail après 1 heure du même jour.

§ 9. Les enfants et jeunes gens qu'on emploie dans les industries mentionnées à l'article 8 doivent avoir des heures de récréation régulières, de manière que toute jeune personne soit libre au moins deux heures pendant le temps qu'elle emploie au travail dont la plus longue durée est indiquée dans ledit article et que tout enfant soit libre au moins une demi-heure pendant le même temps. En outre, les récréations doivent avoir lieu de la manière suivante : la première, quatre heures au plus tard après le commencement du travail, et la seconde, neuf heures après.

Il est défendu aux enfants et jeunes gens de travailler pendant les heures de récréation. La permission de rester dans les ateliers ne peut leur être accordée que dans le cas où les parties des machines par lesquelles on les occupe sont complètement arrêtées ou que la permission de l'inspecteur compétent en a été donnée.

§ 10. En ce qui concerne les industries qui sont particulièrement nuisibles à la santé des ouvriers ou qui fatiguent trop, le Sénat doit stipuler, par une ordonnance générale, à quel degré et dans quelles conditions on peut employer des enfants et jeunes personnes comme ouvriers.

§ 11. La Direction de l'industrie peut accorder les dérogations suivantes aux dispositions des articles 8 et 9 :

1° Tout patron peut obtenir, sur sa requête, la permission d'occuper tous les deux jours les enfants qui n'ont pas encore l'âge fixé, mais à condition qu'ils soient libérés de tout travail pendant les jours intermédiaires.

2° Tout fabricant dont l'industrie demande un travail de nuit régulier ou qui ne permet pas qu'on divise les ouvriers par équipes successives peut obtenir la permission d'occuper des adolescents et garçons, même pendant d'autres heures du jour que celles indiquées à l'article 8; les garçons peuvent être employés seulement, dans le cas où l'on considère que cette industrie ne peut exister sans eux et sous des conditions tout à fait sûres.

3° Une prolongation des heures de travail fixées à l'article 8 peut être accordée pour un certain temps, soit comme règle générale pour toute industrie dont l'activité est restreinte à certaines époques de l'année, soit dans des cas particuliers, où par accident ou force majeure le travail normal d'une usine a été arrêté, ou encore si, un accident imprévu quelconque étant survenu, une augmentation temporaire de son activité est nécessaire.

L'inspecteur d'industrie compétent peut, lui aussi, accorder les dérogations ci-dessus, mais seulement pour une durée de trois semaines.

§ 12. Il est interdit d'occuper des enfants ou jeunes femmes dans des mines et carrières souterraines; il est aussi défendu de se servir des femmes ou des enfants pour nettoyer et huiler toute machine à vapeur ou transmission en marche.

§ 13. En ce qui concerne l'âge des enfants et des jeunes gens employés dans les métiers ou industries qu'on n'exerce pas suivant le régime manufacturier, les dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 33 de la loi sur les métiers seront encore en vigueur.

§ 14. Les enfants qui n'ont pas fréquenté d'école secondaire ou tel éta-

blissement d'instruction qui y correspond, et qui sont employés au travail des usines ou de tout autre métier mécanique, doivent recevoir un enseignement scolaire d'au moins douze heures par semaine. Le patron est responsable de l'accomplissement de ces prescriptions.

Les autorités municipales compétentes des villes sont obligées de prendre les mesures nécessaires pour organiser cet enseignement.

A la campagne, c'est le devoir du patron qui emploie à son travail ces enfants de payer dans ce but des maîtres ou des institutrices, toutes les fois qu'il est impossible d'organiser autrement l'enseignement nécessaire aux enfants.

Ces dispositions ne doivent cependant pas être appliquées aux établissements industriels de la campagne dans lesquels les enfants employés ne sont qu'au nombre de 16 ou qui ne sont occupés à la fabrique seulement que pendant tout au plus six mois de l'année. En ce qui concerne ces enfants, les dispositions de l'article 32 de la loi sur les métiers est en vigueur.

§ 15. Tout industriel qui occupe des personnes au-dessous de 18 ans est obligé d'en tenir un registre qui mentionne, conformément au modèle fixé par la Direction de l'industrie, leurs nom, domicile et âge, ainsi qu'en ce qui concerne les enfants les noms de leurs parents ou tuteurs et l'époque de leur fréquentation de l'école.

Ce registre, ainsi que les actes de naissance et certificats de médecins mentionnés à l'article 7, doivent toujours être à la portée de l'inspecteur d'industrie ou de toute autre personne chargée de la surveillance des ouvriers en question.

§ 16. Les placards suivants doivent se trouver affichés aux endroits convenables de toute usine ou atelier rédigés dans les deux langues du pays :

- 1° Un extrait de la présente loi, délivré par la Direction de l'industrie, ainsi que les dispositions particulières régissant la matière;
- 2° L'indication des heures où commence et finit le travail des enfants et des jeunes personnes, ainsi que les heures de récréation;
- 3° L'indication des nom et domicile de l'inspecteur d'industrie.

§ 17. La surveillance pour qu'on obéisse à la présente loi est exercée, sous la responsabilité de la Direction de l'industrie, par les inspecteurs d'industrie, qui reçoivent chacun une circonscription particulière. Le Sénat fixe le nombre des inspecteurs et délimite leurs circonscriptions; il règle aussi leur travail par une instruction détaillée.

Mais les attributions qui ont été données par l'Instruction organique de la Direction de l'industrie aux intendants de cette administration ne sont point limitées par là.

§ 18. Les commissions sanitaires et les conseils municipaux doivent accorder, en tout ce qui dépend d'eux, l'assistance nécessaire aux inspecteurs d'industrie qui sont particulièrement autorisés à exercer l'inspection des métiers par l'entremise desdits services.

Toutes les fois que les inspecteurs le demandent, les médecins des cantons, des villes et des communes, ainsi que les délégués des sociétés d'industrie sont obligés de leur fournir les renseignements nécessaires; en outre, les

autorités municipales et les baillis de justice compétents doivent leur prêter main-forte.

§ 19. L'inspecteur d'industrie peut, toutes les fois qu'il le désire, entrer librement dans chaque fabrique, atelier ou autre lieu de travail situés dans sa circonscription. Il est également autorisé à recueillir, en visitant ces endroits, des renseignements de la bouche de toute personne qui s'y trouve attachée et de faire les enquêtes auxquelles ses fonctions donnent lieu.

§ 20. Si un établissement industriel ou autre atelier n'applique pas les dispositions des articles 1-5 ni les prescriptions de l'article 6, l'inspecteur doit mander par écrit au patron respectif de se mettre en règle dans un délai fixé et de la manière indiquée.

L'observation de l'inspecteur peut être soumise par le patron dans les trente jours après qu'il l'a reçue à l'examen de la Direction de l'industrie dont la résolution sera valable, à moins qu'appel en ait été interjeté auprès du Département de l'économie au Sénat.

§ 21. L'inspecteur d'industrie doit dresser procès-verbal de ce qu'il a observé concernant l'exécution de la présente loi et des prescriptions promulguées à sa suite, ainsi que des remarques faites par lui, conformément à l'article 20. Un extrait en est délivré au patron toutes les fois qu'on le désire ou qu'on le trouve nécessaire.

§ 22. L'inspecteur d'industrie ne peut ni posséder ni diriger d'établissement industriel, ni être actionnaire d'une société constituée dans un but industriel; il ne peut avoir aucun droit de brevet d'invention sur les procédés de fabrication, machines et appareils dont on se sert dans ces établissements.

Il est aussi obligé de garder le secret sur tout cas technique dont il prend connaissance par suite de ses fonctions, à moins, toutefois, que la poursuite de quelque illégalité commise n'exige le contraire. Il est interdit à l'inspecteur de se mêler aux affaires commerciales du patron.

§ 23. Toutes les fois qu'une personne attachée à un établissement industriel est frappée pendant le travail d'une lésion corporelle, le patron est obligé d'en référer immédiatement à la police, à l'administration municipale de l'endroit ou au bailli du district. La police en question ou, à son défaut, l'une des autres autorités compétentes doit aussitôt faire une enquête sur les lieux et en aviser l'inspecteur d'industrie.

§ 24. Toutes les fois que le patron ne se conforme pas à l'observation qui lui a été adressée aux termes de l'article 20 par l'inspecteur d'industrie, que celle-ci ait été approuvée par l'autorité supérieure avec ou sans modification, il doit payer une amende de 500 marks tout au plus. En outre, le tribunal ordonne au patron, sous peine de nouvelle amende, de se conformer à l'observation dans un délai fixé.

La même loi est applicable si le patron ne remplit pas le devoir qui lui incombe d'après l'article 14 d'organiser l'enseignement scolaire des ouvriers mineurs.

§ 25. Tout patron chez lequel des enfants ou des jeunes gens sont occupés au travail contrairement à ce qui est mandé aux articles 7, 8, 9, 12

et 13 ou contre les prescriptions contenues aux articles 10 et 11, paye une amende dont le maximum est de 700 marks.

Si un enfant a ainsi été occupé illégalement au travail, son père ou tuteur paye également une amende de 50 marks tout au plus, à moins qu'il ne puisse prouver que l'inadvertance ait été commise à son insu ou que les circonstances particulièrement atténuantes parlent pour l'exemption de la punition.

§ 26. Dans le cas où le patron contrevient aux dispositions de cette loi d'une autre manière que celle dont il est fait mention aux articles 24 et 25, il sera puni par des amendes qui ne dépasseront pas 50 marks, à moins qu'un autre châtiment soit indiqué dans la loi générale.

§ 27. Le procureur général du tribunal compétent poursuit toutes les infractions à la présente loi.

Toutes les amendes infligées conformément aux articles 24 et 26 reviennent à l'État et sont employées par celui-ci de la manière prescrite en matière d'amende.

§ 28. La Direction de l'industrie est compétente pour décider s'il faut compter un établissement parmi des fabriques ou des métiers exercés conformément à la grande industrie ou bien s'il est à considérer comme un simple métier d'artisans.

§ 29. La présente loi, par laquelle les articles 32, 33, 41 et 42 de celle du 31 mars 1879 sur les métiers ont subi certaines modifications, entre en vigueur le 1^{er} janvier 1890; toutefois, les mesures préparatoires nécessaires à son application doivent être préalablement prises.

ORDONNANCE DU 21 DÉCEMBRE 1889

relative

à l'application de la loi du 15 avril 1889.

§ 1^{er}. Les salles de travail et les ateliers doivent être assez vastes pour qu'il y ait au moins 8 mètres cubes d'air à respirer pour chaque ouvrier qui y est occupé. La Direction de l'industrie peut accorder des exemptions à cette règle suivant la nature de l'industrie et si une aération active y est organisée.

Il est nécessaire d'organiser une aération suffisante dans les ateliers.

§ 2. Il est défendu aux ouvriers de prendre leurs repas ou même de manger un morceau dans tout atelier où il y a soit des odeurs nuisibles, soit des poussières dangereuses par suite de la fabrication.

§ 3. Les ateliers, corridors, escaliers et autres endroits dans lesquels les ouvriers se trouvent doivent être éclairés pendant les heures de travail, de sorte que les ouvriers ne soient pas exposés à quelque danger par suite de l'obscurité.

Un éclairage perpétuel n'est pas nécessaire là où les ouvriers n'ont qu'à se rendre par hasard ou par exception.

§ 4. En organisant des ateliers et en établissant des machines ou des appareils, etc., on doit faire attention à ce qu'un espace libre suffisant soit laissé, afin que les ouvriers puissent se mouvoir et accomplir leur travail sans avoir besoin de s'approcher de trop près des machines et transmissions, etc.

§ 5. Dans le but indiqué par l'alinéa 1 de l'article 2 de la loi du 15 avril 1889, concernant la protection des ouvriers dans l'industrie, les portes de sortie des ateliers doivent être disposées de telle façon qu'on puisse les ouvrir de l'intérieur. Dans des bâtiments plus grands, à plusieurs étages, les escaliers doivent être construits dans des conditions qui les mettent à l'abri de tout incendie.

Si l'inspecteur compétent trouve qu'en cas d'incendie les escaliers de communication ordinaires ne permettent pas une évacuation assez rapide ou assez facile, vu le nombre d'ouvriers ou vu la situation des locaux, on devra, en outre, disposer soit de nouvelles sorties convenables et accessibles en cas de nécessité, soit d'autres appareils de sauvetage. Leur place doit être indiquée à chaque ouvrier. Les sorties dont on peut se servir en cas de danger doivent avoir des indications claires.

§ 6. Si la fabrique est de telle nature qu'il y ait un danger d'incendie spécial ou qu'on y prépare des matières combustibles, des mesures préventives convenables supplémentaires devront être prises outre celles déjà prescrites par l'article 2 de la loi du 15 avril 1889 et par l'article 5 de la présente ordonnance.

Les locaux dans lesquels existent ou peuvent se développer des gaz explosifs ne doivent être éclairés qu'avec un matériel d'éclairage qui supprime tout danger d'explosion.

§ 7. Des mesures de précaution convenables seront prises partout où il y a possibilité que les hommes tombent ou qu'ils soient blessés par des objets tels que des ascenseurs ou des élévateurs.

Dans ce but, on mettra des rampes ou garde-fous aux escaliers, trappes, galeries et autres choses semblables.

De même, les cuves, bassins ou autres récipients ouverts, contenant des poisons ou des matières corrosives brûlantes ou liquides, seront munis de barrières de sûreté.

Les échafaudages de construction ainsi que les échelles pour y monter seront construits d'une façon solide. Leurs planchers devront être assez forts pour supporter le matériel de travail qu'on y pose et pour que les ouvriers puissent y rester sans être exposés au péril de faire une chute ou d'être blessés par quelque objet tombant.

§ 8. Les ascenseurs destinés aux personnes devront être construits d'après un système empêchant que le wagonnet ne tombe si, par hasard, quelque partie du mécanisme vient à se briser ou à refuser son service.

Si l'ascenseur n'est que pour le transport des marchandises, son emploi pour le transport des personnes doit être sévèrement interdit aux ouvriers, à l'exception du personnel qui est attaché à l'ascenseur.

Dans chaque cas, une plaque indicative claire sera appliquée à l'ascenseur pour rappeler le chargement maximum permis, ainsi que le but dans lequel on peut employer l'ascenseur.

§ 9. Les grues, machines et autres appareils destinés à élever de grands poids seront munis, si c'est possible, de freins ou de systèmes pour empêcher que leur chargement ne tombe. Ces appareils, eux aussi, doivent porter des plaques indicatives claires pour rappeler le maximum de chargement permis.

§ 10. Les moteurs doivent, s'ils ne font pas partie intégrante de la machine de travail, être placés dans un local spécial ou isolé des ateliers, afin qu'on en puisse défendre l'accès aux personnes qui n'ont rien à y faire.

Les volants et parties en mouvement des machines à vapeur qui peuvent être dangereux aux personnes qui en approchent de trop près, doivent être entourés d'une manière convenable de garde-fous.

§ 11. Les axes et courroies de transmission qui peuvent être dangereux par leur place et situation devront être entourés d'une barrière élevée d'au moins 1 m. 50 au-dessus de la surface du sol.

Pour les transmissions de grandes dimensions fixées très haut, on s'arrangera de façon à empêcher des accidents en cas de détérioration éventuelle de leurs courroies.

§ 12. Tout câble et toute grosse corde doivent être accrochés très haut ou être entourés de manière que les personnes qui se trouvent dans le voisinage ne soient pas blessées par leurs oscillations ou leur rupture.

§ 13. Les engrenages de roues situés de telle sorte qu'il y ait danger en les approchant doivent être couverts ou entourés de garde-fous d'une manière convenable.

§ 14. Tout ce qui est saillant ou pointu, tels qu'une vis, un coin, un clou ou autre chose pareille doit être évité soit aux axes de transmission, soit aux points de jointure des courroies, etc. Si on ne peut pas l'éviter, ce qui fait saillie doit être recouvert d'une capsule.

§ 15. La mise en activité des transmissions du moteur doit être aussitôt signalée dans tous les ateliers d'une manière tout à fait nette et claire pour les ouvriers.

§ 16. S'il n'y a pas dans la fabrique de disposition permettant que, directement des ateliers de travail, on puisse arrêter instantanément soit telle ou telle partie de la transmission indépendamment de ses autres parties, soit le moteur lui-même, on établira des fils pour signaux convenables, de l'atelier au lieu du moteur, afin qu'en cas de besoin on puisse faire arrêter le mouvement de celui-ci promptement et sûrement.

§ 17. Toutes les dispositions destinées à mettre en repos le moteur, les transmissions ou les machines doivent être commodes et d'un accès facile. Elles doivent, en outre, posséder la qualité d'être d'un effet rapide et sûr.

§ 18. Les machines de travail, notamment celles qui ont des parties d'un mouvement rapide, doivent être munies d'appareils pour les séparer des transmissions et organisées de manière que les personnes qui sont chargées de leur soin ou qui se trouvent dans leur voisinage ne soient exposées à aucun danger.

§ 19. Les graissages, nettoyages et réparations des machines et transmissions en activité, l'application d'échelles contre des axes en rotation ainsi que le renouvellement des courroies en partie ou en entier pendant que les transmissions fonctionnent ne sont permis qu'en se servant des appareils construits dans ce but ou qu'en observant les précautions ordinaires, si on trouve que celles-ci suffisent sans danger.

§ 20. Tout ouvrier employé à un travail dangereux doit être exactement instruit par les soins du patron de tout ce qu'il y a à observer pour éviter un accident.

En général, toutes les fois qu'il y a un péril quelconque à courir n'importe où dans l'usine, le personnel doit en être instruit par un placard net et clair. On doit en outre, quand c'est possible, émettre brièvement dans ce placard les règles à observer pour éviter tout danger.

§ 21. Tout ce qui est dit, de l'article 1 à l'article 19, doit, sauf les modifications que l'inspecteur d'industrie trouvera à faire, eu égard aux circonstances présentes et autres de toute nécessité, être observé désormais dans la construction de tous les établissements futurs et de ceux qui existent déjà, pourvu, en ce dernier cas, que cela soit possible sans entraîner de trop grands frais et dérangements.

Si la mise en exécution des prescriptions en question, dans des établissements industriels qui ont été en activité avant l'entrée en vigueur de la loi précitée du 15 avril 1889, entraîne des difficultés ou des frais importants, la Direction de l'industrie peut accorder un délai dont le maximum est de cinq ans, à condition qu'on observe toute mesure de précaution prescrite par l'inspecteur d'industrie.

Le Sénat est compétent pour accorder à un fabricant l'exemption complète d'une mesure quelconque que ce dernier serait obligé de prendre par suite des prescriptions susnommées toutes les fois qu'il y a des circonstances particulières.

§ 22. Tout citoyen qui veut bâtir une fabrique ou quelque établissement industriel d'importance ou reconstruire, en les changeant, d'anciens édifices a le droit d'obtenir l'avis de l'inspecteur d'industrie à l'effet de savoir si les dispositions projetées, conformément aux plans et dessins qu'il présente, correspondent bien aux prescriptions en vigueur concernant la protection des ouvriers contre les accidents ou les influences nuisibles à la santé. L'inspecteur d'industrie a le devoir, s'il ne trouve pas les dispositions à cet égard suffisantes, d'indiquer les modifications nécessaires à faire pour être en règle avec la loi.

ROUMANIE.

LOI DU 5 MARS 1897

sur

le repos des dimanches et des jours de fête.

ART. 1^{er}. — Tout patron, employé, élève (apprenti) et travailleur du commerce ou de l'industrie jouira du repos pendant les journées du dimanche et les fêtes ci-dessous indiquées, en se conformant aux dispositions de la présente loi.

ART. 2. — Dans les communes rurales, les cabarets et tous autres établissements commerciaux devront rester fermés tous les dimanches et fêtes énumérées à l'article 7 ci-dessous, jusqu'à midi; après cette heure, ils pourront rester ouverts pour exercer leur commerce.

ART. 3. — Dans les communes urbaines, tous les magasins et tous les établissements commerciaux et industriels devront être fermés les dimanches et tout travail cessera d'être obligatoire pour les employés et pour les ouvriers à partir de midi.

ART. 4. — Les marchés (1) qui se trouveraient dans les communes rurales sont assimilés aux communes urbaines, en ce qui concerne les dispositions de la présente loi.

ART. 5. — Les foires et marchés aux bestiaux, les marchés hebdomadaires n'entrent pas dans les prévisions de la présente loi (2).

ART. 6. — L'obligation de fermer les magasins et les établissements, telle qu'elle est prévue à l'article 3, n'est pas imposée aux pharmacies, boulangeries, restaurants, confiseries, hôtels, auberges, cabarets, jardins publics, théâtres, concerts, et, en général, à toutes les entreprises qui servent à la distraction du public; de même la fermeture n'est pas obligatoire pour les fabriques et établissements industriels dans lesquels le travail ne peut pas être suspendu sans danger ou sans qu'il en résulte un grave préjudice. La chambre de commerce et d'industrie de la localité apprécie et donne aux fabriques et aux établissements de ce genre l'autorisation de ne pas suspendre le travail les dimanches et fêtes.

ART. 7. — La fermeture des établissements de commerce, ainsi que la

(1) Il s'agit ici de marchés permanents.

(2) L'article contient encore deux appellations synonymes, le mot « foire » variant d'après les provinces.

cessation du travail pendant la journée entière, est obligatoire dans les communes urbaines les jours de fête suivants :

Le premier de l'an (saint Basile); le baptême de Notre-Seigneur; Saint-Jean-Baptiste; les premier et deuxième jours de Pâques; Saint-Georges; Saints-Constantin et Hélène; les Saints-Apôtres Pierre et Paul; la Pentecôte (le premier jour); la grande Sainte-Marie (1); Saint-Démètre; Saint-Nicolas; le 24 Janvier (2) et le 10 Mai (2).

Pendant ces fêtes, les établissements industriels dans tout le pays seront fermés pendant la journée entière.

ART. 8. — Si la veille du nouvel an (Saint-Basile) ou la veille de Noël tombaient un dimanche, la fermeture des établissements commerciaux n'est pas obligatoire dans les communes urbaines pendant ce dimanche.

ART. 9. — Si les patrons d'une branche de commerce dans une commune urbaine, représentant au moins les trois quarts du nombre total des patrons de cette branche dans la commune, demandaient que les établissements ou le commerce de leur branche fussent fermés les dimanches pendant la journée tout entière, la chambre de commerce de la localité statuerait sur cette demande.

La partie intéressée aura le droit de faire appel de la décision de la chambre de commerce, dans les dix jours de sa communication, à la cour d'appel respective, qui jugera d'urgence et définitivement.

ART. 10. — Toute contravention aux dispositions de la présente loi sera punie d'une amende de 5 à 200 lei, avec application de l'article 28 du code pénal (3). En cas de récidive l'amende sera double.

ART. 11. — Les contraventions, avec ou sans dénonciation préalable seront constatées et poursuivies, dans les communes rurales par le maire ou l'ad-joint, dans les communes urbaines par les commissaires et inspecteurs de police communaux et administratifs.

Dans les communes urbaines, le procès-verbal de constatation se fera en présence de deux témoins, commerçants ou industriels, à peine de nullité; la preuve contraire est admise, quelle que soit la personne qui ait dressé le procès-verbal.

ART. 12. — Ces infractions seront jugées en première instance par le juge de paix, conformément au droit commun.

ART. 13. — Toute amende qui sera encaissée en vertu de cette loi entrera dans la caisse communale.

ART. 14. — Un règlement d'administration publique, élaboré par le ministère des domaines, de l'industrie et du commerce, réglera les détails de l'application de la présente loi.

(1) L'Assomption.

(2) Deux fêtes nationales.

(3) Article relatif à la contrainte par corps en cas d'insolvabilité.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

LES DÉCLARATIONS D'ACCIDENTS DANS LES MINES.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Extrait du procès-verbal de la séance du 18 décembre 1897.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Basly sur l'interprétation donnée par le Ministre des travaux publics à l'article 16 de la loi sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

M. BASLY. — Messieurs, à la date du 3 mars dernier, j'avais l'honneur d'interpeller M. le Ministre des travaux publics sur la réduction du nombre des visites faites par les délégués mineurs dans les mines, et en même temps sur le nombre des accidents et l'interprétation donnée à l'article 16 de la loi du 8 juillet 1890.

La Chambre, sur la demande de M. Lebreton, a voté l'ordre du jour suivant auquel nos amis et moi nous nous sommes associés et que je me permets de vous rappeler :

« La Chambre, confiante dans le Gouvernement pour faire respecter la loi sur les délégués mineurs et l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 sur les déclarations d'accidents, passe à l'ordre du jour (1). »

.....
M. LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS. — ... Cette observation faite, je réponds à une autre partie du discours de M. Basly.

Il s'agit ici d'une question assez délicate, et, comme ces sortes d'interpellations se renouvellent assez souvent, je voudrais insister et établir une bonne fois la situation, si la Chambre veut bien me permettre d'entrer dans quelques détails. Je ne lui demande que son attention (*Parlez ! parlez !*)

Lorsqu'un ouvrier est atteint par un accident dans une mine, de deux choses l'une : ou il est tué, ou il est blessé.

Lorsqu'il est tué, l'article de la loi s'applique, il n'y a pas de difficulté ; il faut que le délégué mineur soit prévenu et qu'il descende dans la mine pour constater les circonstances de l'accident.

Mais, lorsque l'ouvrier est simplement blessé, la difficulté commence, et

(1) Voir année 1897, n° 2, p. 146.

elle est sérieuse. Je m'adresse ici surtout à mes collègues de ce côté de la Chambre (*l'orateur désigne l'extrême gauche*) qui ont étudié ces questions comme beaucoup ici, mais avec une attention plus particulière.

La difficulté provient de ce fait que, lorsqu'une blessure se produit, elle peut en apparence être très légère et, cependant, entraîner des suites très graves. Une blessure légère à première vue peut amener en peu de temps la mort du blessé. Et alors, nos collègues de nous dire : Pourquoi, dans tous les cas, ne signale-t-on pas au délégué mineur l'accident qui s'est produit ?

C'est parce que l'article 2 de la loi de 1890 est ainsi conçu : « Le délégué mineur doit, en outre, procéder sans délai à la visite des lieux où est survenu un accident ayant occasionné la mort ou des blessures graves à un ou plusieurs ouvriers. »

Or, nous discutons depuis très longtemps dans les Chambres, et M. Maruéjouls sait mieux que personne, lui qui est rapporteur de la loi sur les accidents, quelle est l'interprétation qu'il faut donner aux mots « blessures graves ». Il serait peut-être désirable qu'en toute circonstance la déclaration des accidents fût faite. Je pense, en tout cas, que, lorsqu'il y a doute sur la gravité de la blessure, il serait préférable de signifier toujours l'accident au délégué mineur plutôt que d'ergoter sur les conséquences probables de la blessure. Je suis obligé de reconnaître que c'est là qu'est la vérité.

M. JAURÈS. — Très bien !

M. LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS. — Je suis à la tribune pour dire ce que je pense.

M. JAURÈS. — Quand je dis « Très bien ! » je dis également ce que je pense.

M. LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS. — Je suis heureux alors de penser comme vous.

Je dis que c'est ainsi que la loi devrait être interprétée.

Dans une question aussi délicate, qui touche à un côté si difficile et si pénible de la vie du travail, il est un peu singulier, dans un pays comme le nôtre, de voir qu'on discute sur le point de savoir si la blessure reçue par un homme aura une gravité qui s'arrêtera à tel degré ou à tel autre.

Il faut rétablir les faits avec toutes leurs conséquences depuis l'origine de la loi.

On ne peut pas dire aux délégués mineurs de descendre dans la mine, pour tous accidents, sans méconnaître les différences qui résultent de la mise à exécution des diverses lois.

Les conditions du travail sont réglées par divers textes : l'un relatif à l'hygiène industrielle, l'autre au travail des enfants et des femmes. L'application de ces deux lois dépend du Ministère du commerce, et les délégués n'ont pas à en connaître. La loi qui les concernent et celles qui visent la police des mines dépendent du Ministère des travaux publics. Or, jusqu'ici, beaucoup d'exploitants ne savaient pas exactement quand le Ministère du commerce devait agir et quand, au contraire, c'était au Ministère des travaux publics à intervenir. Des confusions s'établissaient, parce qu'on ignorait quand il fallait mettre en mouvement les inspecteurs du travail ou bien quand il fallait saisir les délégués mineurs.

Cette difficulté est apparue lors de la discussion que rappelait M. Basly, que nous avons eue ici à cette tribune avec lui et plusieurs de ses collègues, au mois de mars dernier.

Il a paru résulter de l'ensemble des observations présentées au cours de ce débat que véritablement les pouvoirs publics, la Chambre elle-même, étaient dans le plus grand embarras pour définir la blessure grave. A la commission du travail et, plus tard, au cours de la discussion, on s'est demandé ce qu'il fallait entendre ainsi par une blessure grave. Était-ce une blessure qui entraînait subséquemment la mort ou bien qui entraînait une incapacité permanente, c'est-à-dire durant toute la vie, incapacité soit partielle, soit complète ?

Devant la difficulté, voici la mesure que j'ai prise.

J'ai considéré que nous ne pouvions pas, pour l'application d'une loi aussi difficile que celle de 1890, attendre que les pouvoirs législatifs se soient mis d'accord sur ce point. Quand j'ai vu que la dernière loi sur les accidents rayait tout ce qui avait été fait dans le passé et établissait une situation tout à fait nouvelle, j'ai considéré qu'il fallait préciser entre le Ministre du commerce et le Ministre des travaux publics les procédures à suivre, d'après les circonstances, en cas de blessures reçues dans les mines.

C'est pourquoi nous avons rédigé avec M. le Ministre du commerce une circulaire commune qui porte la date du 9 décembre 1897 (1) et qui a pour but, notamment, de préciser dans quelles conditions devront être faites par les délégués mineurs les constatations des accidents. Je crois que la lecture d'une phrase de cette circulaire va répondre aux préoccupations très légitimes qui ont été apportées à la tribune. J'ai dit à M. le Ministre du commerce : On ne sait souvent pas quand appliquer la loi de 1890 ou la loi de 1893, il faut faire une circulaire. C'est alors que, dans une circulaire, nous avons alors rappelé les cas qui sont de la compétence du Ministère des travaux publics, et ceux dans lesquels est, au contraire, intéressé le Ministère du commerce.

Et, au point de vue qui vous préoccupe, voici ce que je lis dans cette circulaire au sujet de la déclaration des accidents des mines et des circonstances qui se présentent au moment présumé de l'accident, notamment de la présomption de gravité de la blessure : « En cas de doute à ce moment, l'exploitant doit faire les déclarations réglementaires.

« Il n'y a pas d'inconvénient, en effet », j'appelle l'attention de la Chambre sur ce passage — « à déclarer un accident entraînant des blessures qui ne seront finalement pas graves ; il y en aurait, au contraire, à omettre d'en déclarer un dont les conséquences sont effectivement sérieuses. Les déclarations doivent être immédiates. D'autre part, on doit éviter avec soin, notamment, de ne les adresser que plus ou moins longtemps après l'accident, alors même que ce serait pour attendre que les conséquences en soient devenues plus certaines. »

Par cette circulaire et cette mesure, j'ai répondu par avance, et complète-

(1) Voir plus haut, p. 8.

ment je pense, à la préoccupation de notre collègue. Désormais la situation sera, je l'espère, tout à fait claire à ce point de vue.

.....

M. CHARPENTIER. — ... J'en ai fini sur ce premier point, et j'aborde immédiatement le second; c'est celui qui concerne la déclaration des accidents. M. le Ministre nous a apporté tout à l'heure une déclaration qui m'a un moment donné confiance et espoir (*Mouvements divers*), mais mon enthousiasme a été de courte durée. Que nous a-t-il dit, en effet? Qu'il avait décidé de régulariser la situation et que, par une circulaire, il avait déterminé les conditions dans lesquelles devait se faire la déclaration des accidents. Le malheur est que cette circulaire ne définit rien et ne règle rien.

En effet — il le disait lui-même dans une communication qu'il a bien voulu m'adresser dernièrement au sujet d'une réclamation que je lui avais faite, — quel est le principe en matière de déclaration d'accident? C'est que, suivant la lettre de la loi, avis de l'accident doit être donné au délégué mineur chaque fois qu'il entraîne la mort ou des blessures graves.

A cet égard, la loi du 8 juillet 1890, article 2, est une reproduction d'un décret de 1813 sur la police des mines. Et le Ministre entend appliquer à la première les règles d'interprétation de la seconde. Or, ces règles d'interprétation posées, dit-il, par une jurisprudence constante, assimilent la blessure grave à l'incapacité de plus de vingt jours.

Il est assez singulier qu'on ait la prétention d'interpréter la loi du 2 juillet 1890 au moyen du décret de 1813, alors surtout que deux lois ont été votées par le Parlement, lois qui ont complètement modifié la situation au point de vue de l'industrie en général.

Nous avons la loi de 1892 sur le travail des enfants et des femmes, et nous avons surtout la loi de 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans l'industrie.

Dans la première, qu'a-t-on fait? On avait décidé que tout accident, quelle que fût l'incapacité de travail qu'il entraînaît, devait être déclaré. Mais, il semblait que cela ne s'appliquait qu'aux enfants ou aux femmes. Lorsque la loi de 1893 intervient, elle régularise cette situation et applique alors aux adultes, aux hommes, aux ouvriers faits les mêmes dispositions qui étaient appliquées par la loi de 1892 aux autres. Il n'y a qu'une difficulté: les mines sont-elles ou ne sont-elles pas comprises dans la loi de 1893? Je ne veux pas insister sur ce point, mais cela éclate à tous les yeux. Il serait bien anormal qu'une loi qui s'applique à toutes les industries en général, même à tous les petits ateliers, — sauf aux ateliers de famille qui constituent des cas absolument exceptionnels, où il n'y a pas ce mécanisme considérable et perfectionné, générateur de la plupart des accidents graves, — il est bien anormal que cette loi sur les usines et la sécurité ne s'applique pas dans les mines, là où les accidents sont fréquents, où ils sont dangereux et portent non pas sur un ou deux ouvriers, mais parfois sur dix, vingt, trente ou même cent ouvriers. (*Très bien ! très bien ! à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche.*)

Mais, j'accepte la jurisprudence de M. le Ministre. J'accepte qu'on ne doive

déclarer l'accident que lorsqu'il entraîne une incapacité de plus de vingt jours.

M. Basly vous a apporté ici des documents qui sont, on peut le dire, irrécusables en la matière : ils ont démontré d'une façon très nette que, pour des accidents entraînant les conséquences graves qu'il a signalés, il n'y a pas eu de déclaration faite. Je pourrais vous en apporter de mon côté : j'ai reçu aujourd'hui même des délégués mineurs de la Loire une liste d'accidents graves, et parmi ces accidents il y en a où il y a eu mutilation ou incapacité de travail de plus de six mois, où de malheureux ouvriers sont estropiés pour le reste de leurs jours, et qui n'ont pas été déclarés. N'y a-t-il pas là violation formelle, flagrante, de la loi du 2 juillet 1890 ?

Et puis, à quelle situation conduit cette prétendue jurisprudence qui veut faire déterminer la gravité de l'accident par la durée de l'incapacité, soit qu'elle dépasse ou non le délai des vingt jours ? Elle aboutit à la mise en pratique et à la généralisation d'un procédé déplorable et qui consiste à faire faire, par le médecin, une déclaration aux termes de laquelle la blessure ou l'accident n'entraîne pas une incapacité de plus de huit jours, à moins, ajoute l'homme de l'art, de complications ultérieures. Qu'arrive-t-il ? qu'au bout de huit, dix, douze jours, si l'accident qui n'était pas considéré tout d'abord comme grave, à quinze jours, paraît le devenir ; on prévient le délégué et on lui fait violer matériellement la loi, parce que la loi dit qu'il doit être prévenu sur-le-champ et qu'il doit procéder sans délai à la visite des lieux où est survenu l'accident. Puis les compagnies exagèrent encore la faculté qui leur est laissée de ne déclarer les accidents qu'après vingt jours. Si, au bout de ces vingt jours, l'ouvrier est encore au lit et n'a pas repris son travail, alors on déclare l'accident. Le délégué se trouve donc dans cette situation singulière d'avoir à constater des accidents vingt jours après celui où ils se sont produits, alors que les conditions du travail ont pu être changées, alors que des travaux ont pu être faits qui modifient complètement la situation, et qui ne permettent pas au délégué d'émettre une opinion nette et vraie sur les circonstances dans lesquelles l'accident est arrivé et sur les précautions qu'il conviendrait de prendre pour prévenir le retour d'accidents semblables. (*Très bien ! très bien ! sur les mêmes bancs.*)

Mais la jurisprudence sur laquelle s'appuie M. le Ministre est au moins contestable, si je consulte des documents administratifs sur cet objet. Je l'emprunte à une circulaire de 1880, de M. Sadi-Carnot, alors ministre des travaux publics.

Ce n'est pas en 1813 que nous sommes. Ce n'est pas avec le décret impérial sur la police des mines que nous allons interpréter la loi du 2 juillet 1890. C'est avec une circulaire du 6 juillet 1880, signée de M. Sadi-Carnot, alors que la loi du 2 juillet 1890 n'existait pas encore.

Au centre. — Eh bien, alors ?

M. CHARPENTIER. — Mais c'est certain, Messieurs ! C'est peut-être une vérité de La Palice qui vous fait sourire. Mais je veux croire que vous saisissez l'importance de mon observation.

J'entends dire que la loi du 2 juillet 1890 ne pouvait pas changer la situation et devait être interprétée avec un décret de 1813.

Je reviens à la circulaire dont j'ai parlé et j'appelle l'attention de la Chambre et du Gouvernement sur ses termes :

« Monsieur le préfet, les procès-verbaux qu'aux termes de l'article 13 du décret du 3 janvier 1813 les ingénieurs des mines sont tenus de dresser à la suite des accidents arrivés dans leur sous-arrondissement ont un double objet. . . »

On paraît trop perdre de vue que la constatation d'accidents n'a pas seulement pour objet l'application d'une simple prescription administrative, mais qu'elle a aussi et surtout, comme le disait le Ministre, auteur de la circulaire un double objet.

« L'un est de provoquer l'action administrative, si les circonstances de l'accident semblent la rendre nécessaire ; l'autre d'éclairer la justice sur la question de responsabilité qu'on ne peut bien apprécier, dans la plupart des cas, sans être initié aux détails de l'exploitation.

« C'est pour ce motif que l'article 21 dudit décret prescrit aux ingénieurs de transmettre immédiatement leurs procès-verbaux, d'une part, à l'autorité administrative, et, d'autre part, à l'autorité judiciaire.

« J'ai pu constater, cependant, que cette prescription n'était pas toujours exactement suivie ou comprise dans son esprit comme elle devrait l'être.

« En premier lieu, la célérité si nécessaire en pareille matière, et dont l'article 21 fait une obligation, laisse trop souvent à désirer. Les ingénieurs ne doivent pas oublier que, si l'exploitant néglige de les avertir aussitôt qu'un accident grave est arrivé, il commet une véritable contravention aux articles 11 et 12. Il est donc important que le procès-verbal mentionne la date de l'avertissement et la date à laquelle l'ingénieur l'a reçu.

« L'article 11 n'oblige l'exploitant à donner connaissance au maire de la commune et à l'ingénieur des mines que des accidents qui auraient occasionné la mort ou des blessures graves à un ou plusieurs ouvriers. Ces expressions de blessures graves ont paru à quelques ingénieurs nécessiter une définition. On comprend qu'il est impossible de la formuler d'une manière précise ; mais, dans tous les cas où le médecin hésitera à se prononcer sur la gravité des conséquences possibles de l'accident, l'exploitant devra le considérer comme grave et en donner avis à l'autorité administrative. . . »

Voilà la question réglée ! Vous hésitez tout à l'heure, Monsieur le Ministre, vous ne saviez pas si on pouvait déclarer un accident entraînant une incapacité de moins de vingt jours. Étant donné que le médecin ne définit pas si la blessure entraînera ou non une incapacité de plus de vingt jours, l'esprit de la loi veut que dans ce cas le doute bénéficie, je ne dirai pas à l'accusé, mais à l'intéressé, au mineur, au sinistré. La règle à appliquer, c'est que l'accident soit déclaré immédiatement et sans délai. La Chambre n'a plus qu'à dire si, oui ou non, elle entend appliquer dans sa lettre et dans son esprit, dans le sens de l'ordre du jour que nous proposons, la loi du 8 juillet 1890, à l'aide d'une interprétation qui me paraît valoir toutes celles précédemment apportées.

J'ai fini, Messieurs. Et j'espère que la Chambre comprendra, une fois pour toutes, la nécessité de clore ces débats. Nous le voulons comme elle, comme le Gouvernement. Nous demandons à M. le Ministre, non seulement de faire

des circulaires, d'indiquer nettement qu'avis doit être donné dans le grand nombre des accidents, conformément à la loi récente que nous avons votée, mais aussi de tenir la main ferme à ce que ses instructions soient observées.

Nous espérons que la Chambre, de son côté, exprimera nettement sa volonté dans ce sens et dira qu'elle entend donner aux délégués mineurs toutes facilités pour l'accomplissement de leurs fonctions ; qu'elle entend assurer d'une façon sérieuse la sécurité si indispensable dans les travaux si périlleux de l'extraction de nos richesses minières. (*Applaudissements à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche.*)

LOI DU 22 MARS 1841

relative au travail des enfants employés dans les manufactures, usines et ateliers (1).

ART. 1^{er}. — Les enfants ne pourront être employés que sous les conditions déterminées par la présente loi :

1° Dans les manufactures, usines et ateliers à moteur mécanique ou à feu continu et dans leur dépendances ;

2° Dans toute fabrique occupant plus de 20 ouvriers réunis en atelier.

ART. 2. — Les enfants devront, pour être admis, avoir au moins 8 ans.

De 8 à 12 ans, ils ne pourront être employés au travail effectif plus de huit heures sur vingt-quatre, divisées par un repos.

De 12 à 16 ans, il ne pourront être employés au travail effectif plus de douze heures sur vingt-quatre, divisées par des repos.

Ce travail ne pourra avoir lieu que de 5 heures du matin à 9 heures du soir.

L'âge des enfants sera constaté par un certificat délivré sur papier non timbré et sans frais par l'officier de l'état civil.

ART. 3. — Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit.

Tout travail de nuit est interdit pour les enfants au-dessous de 13 ans.

Si la conséquence du chômage d'un moteur hydraulique ou des réparations urgentes l'exigent, les enfants au-dessus de 13 ans pourront travailler la nuit, en comptant deux heures pour trois, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin.

Un travail de nuit des enfants ayant plus de 13 ans pareillement supputé sera toléré, s'il est reconnu indispensable, dans les établissements à

(1) Cette loi avait été abrogée par celle du 19 mai 1874.

feu continu dont la marche ne peut pas être suspendue pendant le cours des vingt-quatre heures.

ART. 4. — Les enfants au-dessous de 16 ans ne pourront être employés les dimanches et jours de fête reconnus par la loi.

ART. 5. — Nul enfant âgé de moins de 12 ans ne pourra être admis qu'autant que ses parents ou tuteur justifieront qu'il fréquente actuellement une des écoles publiques ou privées existant dans la localité. Tout enfant admis devra, jusqu'à l'âge de 12 ans, suivre une école.

Les enfants âgés de plus de 12 ans seront dispensés de suivre une école, lorsqu'un certificat donné par le maire de leur résidence attestera qu'ils ont reçu l'instruction primaire élémentaire.

ART. 6. — Les maires seront tenus de délivrer au père, à la mère ou au tuteur un livret sur lequel seront portés l'âge, le nom, les prénoms, le lieu de naissance et le domicile de l'enfant, et le temps pendant lequel il aurait suivi l'enseignement primaire.

Les chefs d'établissement inscriront :

1° Sur le livret de chaque enfant, la date de son entrée dans l'établissement et de sa sortie;

2° Sur un registre spécial, toutes les indications mentionnées au présent article.

ART. 7. — Des règlements d'administration publique pourront :

1° Étendre à des manufactures, usines ou ateliers, autres que ceux qui sont mentionnés dans l'article 1^{er}, l'application des dispositions de la présente loi;

2° Élever le minimum de l'âge et réduire la durée du travail déterminés dans les articles 2 et 3, à l'égard des genres d'industrie où le labeur des enfants excéderait leurs forces et compromettrait leur santé;

3° Déterminer les fabriques où, pour cause de danger ou d'insalubrité, les enfants au-dessous de 16 ans ne pourront point être employés;

4° Interdire aux enfants, dans les ateliers où ils sont admis, certains genres de travaux dangereux ou nuisibles;

5° Statuer sur les travaux indispensables à tolérer de la part des enfants, les dimanches et fêtes, dans les usines à feu continu;

6° Statuer sur les cas de travail de nuit prévus par l'article troisième.

ART. 8. — Des règlements d'administration publique devront :

1° Pourvoir aux mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi;

2° Assurer le maintien des bonnes mœurs et de la décence publique dans les ateliers, usines et manufactures;

3° Assurer l'instruction primaire et l'enseignement religieux des enfants;

4° Empêcher, à l'égard des enfants, tout mauvais traitement et tout châtimement abusif;

5° Assurer les conditions de salubrité et de sûreté nécessaires à la vie et à la santé des enfants.

ART. 9. — Les chefs des établissements devront faire afficher dans chaque atelier, avec la présente loi et les règlements d'administration publique qui y sont relatifs, les règlements intérieurs qu'ils seront tenus de faire pour en assurer l'exécution.

ART. 10. — Le Gouvernement établira des inspections pour surveiller et assurer l'exécution de la présente loi. Les inspecteurs pourront, dans chaque établissement, se faire représenter les registres relatifs à l'exécution de la présente loi, les règlements intérieurs, les livrets des enfants et les enfants eux-mêmes; ils pourront se faire accompagner par un médecin commis par le préfet ou le sous-préfet.

ART. 11. — En cas de contravention, les inspecteurs dresseront des procès-verbaux qui feront foi jusqu'à preuve contraire.

ART. 12. — En cas de contravention à la présente loi ou aux règlements d'administration publique, rendus pour son exécution, les propriétaires ou exploitants des établissements seront traduits devant le juge de paix du canton et punis d'une amende de simple police qui ne pourra excéder 15 francs.

Les contraventions qui résulteront, soit de l'admission des enfants au-dessous de l'âge, soit de l'excès de travail, donneront lieu à autant d'amendes qu'il y aura d'enfants indûment admis ou employés, sans que ces amendes réunies puissent s'élever au-dessus de 200 francs.

S'il y a récidive, les propriétaires ou exploitants des établissements seront traduits devant le tribunal de police correctionnelle et condamnés à une amende de 16 à 100 francs. Dans les cas prévus par le paragraphe second du présent article, les amendes réunies ne pourront jamais excéder 500 francs.

Il y aura récidive lorsqu'il aura été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention à la présente loi ou aux règlements d'administration publique qu'elle autorise.

ART. 13. — La présente loi ne sera obligatoire que six mois après sa promulgation.

X

LOI DU 19 MAI 1874

*sur le travail des enfants et des filles mineures
employés dans l'industrie*⁽¹⁾.

SECTION PREMIÈRE.

ÂGE D'ADMISSION. — DURÉE DU TRAVAIL.

ART. 1^{er}. — Les enfants et les filles mineures ne peuvent être employés à un travail industriel dans les manufactures, fabriques, usines, mines, chantiers et ateliers que sous les conditions déterminées dans la présente loi.

ART. 2. — Les enfants ne pourront être employés par des patrons ni être admis dans les manufactures, usines, ateliers ou chantiers avant l'âge de douze ans révolus.

(1) Cette loi a été abrogée par la loi du 2 novembre 1892.

Ils pourront être, toutefois, employés à l'âge de dix ans révolus dans les industries spécialement déterminées par un règlement d'administration publique, rendu sur l'avis conforme de la Commission supérieure ci-dessous instituée.

ART. 3. — Les enfants jusqu'à l'âge de douze ans révolus ne pourront être assujettis à une durée de travail de plus de six heures par jour, divisée par un repos.

A partir de douze ans, ils ne pourront être employés plus de douze heures par jour, divisées par des repos.

SECTION II.

TRAVAIL DE NUIT, DES DIMANCHES ET JOURS FÉRIÉS.

ART. 4. — Les enfants ne pourront être employés à aucun travail de nuit jusqu'à l'âge de seize ans révolus.

La même interdiction est appliquée à l'emploi des filles mineures, de seize à vingt et un ans, mais seulement dans les usines et manufactures.

Tout le travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin est considéré comme travail de nuit.

Toutefois, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle et de force majeure, l'interdiction ci-dessus pourra être temporairement levée, et pour un délai déterminé par la Commission locale ou l'inspecteur ci-dessous institués, sans que l'on puisse employer au travail de nuit des enfants de moins de douze ans.

ART. 5. — Les enfants âgés de moins de seize ans et les filles âgées de moins de vingt et un ans ne pourront être employés à aucun travail, par leurs patrons, les dimanches et fêtes reconnus par la loi, même pour rangement de l'atelier.

ART. 6. — Néanmoins, dans les usines à feu continu, les enfants pourront être employés la nuit ou les dimanches et jours fériés aux travaux indispensables.

Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils devront être exécutés seront déterminés par des règlements d'administration publique.

Ces travaux ne seront dans aucun cas autorisés que pour des enfants âgés de douze ans au moins.

On devra, en outre, leur assurer le temps et la liberté nécessaires pour l'accomplissement des devoirs religieux.

SECTION III.

TRAVAUX SOUTERRAINS.

ART. 7. — Aucun enfant ne peut être admis dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières avant l'âge de douze ans révolus.

Les filles et femmes ne peuvent être admises dans ces travaux.

Les conditions spéciales du travail des enfants de douze à seize ans, dans les galeries souterraines, seront déterminées par des règlements d'administration publique.

SECTION IV.

INSTRUCTION PRIMAIRE.

ART. 8. — Nul enfant, ayant moins de douze ans révolus, ne peut être employé par un patron qu'autant que ses parents ou tuteur justifient qu'il fréquente actuellement une école publique ou privée.

Tout enfant admis avant douze ans dans un atelier devra, jusqu'à cet âge, suivre les classes d'une école pendant le temps libre du travail.

Il devra recevoir l'instruction pendant deux heures au moins, si une école spéciale est attachée à l'établissement industriel.

La fréquentation de l'école sera constatée au moyen d'une feuille de présence, dressée par l'instituteur et remise chaque semaine au patron.

ART. 9. — Aucun enfant ne pourra, avant l'âge de quinze ans accomplis, être admis à travailler plus de six heures chaque jour, s'il ne justifie par la production d'un certificat de l'instituteur ou de l'inspecteur primaire, visé par le maire, qu'il a acquis l'instruction primaire élémentaire.

Ce certificat sera délivré sur papier libre et gratuitement.

SECTION V.

SURVEILLANCE DES ENFANTS. — POLICE DES ATELIERS.

ART. 10. — Les maires sont tenus de délivrer aux père, mère ou tuteur, un livret sur lequel sont portés les nom et prénoms de l'enfant, la date et le lieu de sa naissance, son domicile, le temps pendant lequel il a suivi l'école.

Les chefs d'industrie ou patrons inscriront sur le livret la date de l'entrée dans l'atelier ou établissement, et celle de la sortie.

Ils devront également tenir un registre sur lequel seront mentionnées toutes les indications insérées au présent article.

ART. 11. — Les patrons ou chefs d'industrie seront tenus de faire afficher dans chaque atelier les dispositions de la présente loi et les règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

ART. 12. — Des règlements d'administration publique détermineront les différents genres de travaux présentant des causes de danger ou excédant leurs forces, qui seront interdits aux enfants dans les ateliers où ils seront admis.

ART. 13. — Les enfants ne pourront être employés dans les fabriques et ateliers indiqués au tableau officiel des établissements insalubres ou dangereux, que sous les conditions spéciales déterminées par un règlement d'administration publique.

Cette interdiction sera généralement appliquée à toutes les opérations où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé.

En attendant la publication de ce règlement, il est interdit d'employer les enfants âgés de moins de seize ans :

1° Dans les ateliers où l'on manipule des matières explosibles et dans ceux où l'on fabrique des mélanges détonants, tels que poudre, fulmi-

nates, etc, ou tous les autres, éclatant par le choc ou par le contact d'un corps enflammé;

2° Dans les ateliers destinés à la préparation, à la distillation ou à la manipulation de substances corrosives, vénéneuses, et de celles qui dégagent des gaz délétères ou explosibles.

La même interdiction s'applique aux travaux dangereux ou malsains, tels que :

L'aiguillage ou le polissage à sec des objets en métal et des verres ou cristaux ;

Le battage ou grattage à sec des plombs carbonatés dans les fabriques de céruse ;

Le grattage à sec d'émaux à base d'oxyde de plomb dans les fabriques de verre dit *de mousseline* ;

L'étamage au mercure des glaces ;

La dorure au mercure.

ART. 14. — Les ateliers doivent être tenus dans un état constant de propreté et convenablement ventilés.

Ils doivent présenter toutes les conditions de sécurité et de salubrité nécessaires à la santé des enfants.

Dans les usines à moteurs mécaniques, les roues, les courroies, les engrenages ou tout autre appareil, dans le cas où il aura été constaté qu'ils présentent une cause de danger, seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service.

Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés.

ART. 15. — Les patrons ou chefs d'établissement doivent, en outre, veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique dans leurs ateliers.

SECTION VI.

INSPECTION.

ART. 16. — Pour assurer l'exécution de la présente loi, il sera nommé quinze inspecteurs divisionnaires. La nomination des inspecteurs sera faite par le Gouvernement, sur une liste de présentation dressée par la Commission supérieure ci-dessous instituée, et portant trois candidats pour chaque emploi disponible.

Ces inspecteurs seront rétribués par l'État.

Chaque inspecteur divisionnaire résidera et exercera sa surveillance dans l'une des quinze circonscriptions territoriales déterminées par un règlement d'administration publique.

ART. 17. — Seront admissibles aux fonctions d'inspecteur, les candidats qui justifieront du titre d'ingénieur de l'État ou d'un diplôme d'ingénieur civil, ainsi que les élèves diplômés de l'École centrale des arts et manufactures et des Écoles des mines.

Seront également admissibles ceux qui auront déjà rempli, pendant trois ans au moins, les fonctions d'inspecteur du travail des enfants ou qui justi-

fieront avoir dirigé ou surveillé pendant cinq années des établissements industriels occupant cent ouvriers au moins.

Art. 18. — Les inspecteurs ont entrée dans tous les établissements manufacturiers, ateliers et chantiers. Ils visitent les enfants; ils peuvent se faire représenter le registre prescrit par l'article 10, les livrets, les feuilles de présence aux écoles, les règlements intérieurs.

Les contraventions seront constatées par les procès-verbaux des inspecteurs, qui feront foi jusqu'à preuve contraire.

Lorsqu'il s'agira de travaux souterrains, les contraventions seront constatées concurremment par les inspecteurs ou par les gardes-mines.

Les procès-verbaux seront dressés en double exemplaire, dont l'un sera envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

Toutefois, lorsque les inspecteurs auront reconnu qu'il existe dans un établissement ou atelier une cause de danger ou d'insalubrité, ils prendront l'avis de la Commission locale ci-dessous instituée, sur l'état de danger ou d'insalubrité, et ils consigneront cet avis dans un procès-verbal.

Les dispositions ci-dessus ne dérogent point aux règles du droit commun quant à la constatation et à la poursuite des infractions commises à la présente loi.

Art. 19. — Les inspecteurs devront, chaque année, adresser des rapports à la Commission supérieure ci-dessous instituée.

SECTION VII.

COMMISSIONS LOCALES.

Art. 20. — Il sera institué dans chaque département des commissions locales dont les fonctions seront gratuites, chargées : 1° de veiller à l'exécution de la présente loi; 2° de contrôler le service de l'inspection; 3° d'adresser au préfet du département, sur l'état du service et l'exécution de la loi, des rapports qui seront transmis au Ministre et communiqués à la Commission supérieure.

A cet effet, les commissions locales visiteront les établissements industriels, ateliers et chantiers; elles pourront se faire accompagner d'un médecin quand elles le jugeront convenable.

Art. 21. — Le conseil général déterminera, dans chaque département, le nombre et la circonscription des commissions locales; il devra en établir une au moins dans chaque arrondissement; il en établira, en outre, dans les principaux centres industriels ou manufacturiers, là où il le jugera nécessaire.

Le Conseil général pourra également nommer un inspecteur spécial rétribué par le département; cet inspecteur devra toutefois agir sous la direction de l'inspecteur divisionnaire.

Art. 22. — Les commissions locales seront composées de cinq membres au moins et de sept au plus, nommés par le préfet sur une liste de présentation arrêtée par le Conseil général.

On devra faire entrer, autant que possible, dans chaque commission, un

ingénieur de l'État ou un ingénieur civil, un inspecteur de l'instruction primaire et un ingénieur des mines dans les régions minières.

Les commissions sont renouvelées tous les cinq ans; les membres sortants pourront être de nouveau appelés à en faire partie.

SECTION VIII.

COMMISSION SUPÉRIEURE.

ART. 23. — Une commission supérieure, composée de neuf membres, dont les fonctions seront gratuites, est établie auprès du Ministre du commerce; cette commission est nommée par le Président de la République; elle est chargée :

- 1° De veiller à l'application uniforme et vigilante de la présente loi;
- 2° De donner son avis sur les règlements à faire et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés;
- 3° Enfin, d'arrêter les listes de présentation des candidats pour la nomination des inspecteurs divisionnaires.

ART. 24. — Chaque année le président de la Commission supérieure adressera au Président de la République un rapport général sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à l'exécution de la présente loi.

Ce rapport devra être, dans le mois de son dépôt, publié au *Journal officiel*.

Le Gouvernement rendra compte chaque année à l'Assemblée nationale de l'exécution de la loi et de la publication des règlements d'administration publique destinés à la compléter.

SECTION IX.

PÉNALITÉS.

ART. 25. — Les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de 16 à 50 francs.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y a eu de personnes employées dans des conditions contraires à la loi, sans que son chiffre total puisse excéder 500 francs.

Toutefois, la peine ne sera pas applicable si les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons établissent que l'infraction à la loi a été le résultat d'une erreur provenant de la production d'actes de naissance, livrets ou certificats contenant de fausses énonciations ou délivrés pour une autre personne.

Les dispositions des articles 12 et 13 de la loi du 22 juin 1854 sur les livrets d'ouvriers seront, dans ce cas, applicables aux auteurs des falsifications.

Les chefs d'industrie sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

ART. 26. — S'il y a récidive, les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements industriels et les patrons seront condamnés à une amende de 50 à 200 francs.

La totalité des amendes réunies ne pourra toutefois excéder 1,000 francs.

Il y a récidive lorsque le contrevenant a été frappé, dans les douze mois qui ont précédé le fait qui est l'objet de la poursuite, d'un premier jugement pour infraction à la présente loi ou aux règlements d'administration publique relatifs à son exécution.

ART. 27. — L'affichage du jugement pourra, suivant les circonstances et en cas de récidive seulement, être ordonné par le tribunal de police correctionnelle.

Le tribunal pourra également ordonner, dans le même cas, l'insertion de sa sentence aux frais du contrevenant, dans un ou plusieurs journaux du département.

ART. 28. — Seront punis d'une amende de 16 à 100 francs les propriétaires d'établissements industriels et les patrons qui auront mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur, des membres des commissions, ou des médecins, ingénieurs et experts délégués pour une visite ou une constatation.

ART. 29. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de la présente loi.

Le montant des amendes résultant de ces condamnations sera versé au fonds de subvention affecté à l'enseignement primaire dans le budget de l'instruction publique.

SECTION X.

DISPOSITIONS SPÉCIALES.

ART. 30. — Les articles 2, 3, 4 et 5 de la présente loi sont applicables aux enfants placés en apprentissage et employés à un travail industriel.

Les dispositions des articles 18 et 25 ci-dessus seront appliquées auxdits cas, en ce qu'elles modifient la juridiction et la quotité de l'amende indiquées au premier paragraphe de l'article 20 de la loi du 22 février 1851 (1).

Ladite loi continuera à recevoir son exécution dans ses autres prescriptions.

ART. 31. — Par mesure transitoire, les dispositions édictées par la présente loi ne seront applicables qu'un an après sa promulgation.

Toutefois, à ladite époque, les enfants déjà admis légalement dans les ateliers continueront à y être employés aux conditions spécifiées dans l'article 3.

ART. 32. — A l'expiration du délai susindiqué, toutes dispositions contraires à la présente loi seront et demeureront abrogées.

(1) Voir année 1895, n° 3, p. 153.

ADJUDICATIONS PUBLIQUES

ORDONNANCE DU 14 NOVEMBRE 1837.

ART. 1^{er}. — Toutes les entreprises pour travaux et fournitures au nom des communes et des établissements de bienfaisance seront données avec concurrence et publicité, sauf les exceptions ci-après.

ART. 2. — Il pourra être traité de gré à gré, sauf approbation par le préfet, pour les travaux et fournitures dont la valeur n'excédera pas 3,000 francs. Il pourra également être traité de gré à gré, à quelque somme que s'élèvent les travaux et fournitures, mais avec l'approbation du Ministre de l'intérieur :

1° Pour les objets dont la fabrication est exclusivement attribuée à des porteurs de brevets d'invention ou d'importation ;

2° Pour les objets qui n'auraient qu'un possesseur unique ;

3° Pour les ouvrages et les objets d'art et de précision dont l'exécution ne peut être confiée qu'à des artistes éprouvés ;

4° Pour les exportations, fabrications et fournitures qui ne seraient faites qu'à titre d'essais ;

5° Pour les matières et denrées qui, à raison de leur nature particulière et de la spécialité de l'emploi auquel elles sont destinées, doivent être achetées et choisies aux lieux de production, ou livrées, sans intermédiaire, par les producteurs eux-mêmes ;

6° Pour les fournitures et travaux qui n'auraient été l'objet d'aucune offre aux adjudications, et à l'égard desquels il n'aurait été proposé que des prix inacceptables : toutefois, l'administration ne devra pas dépasser le maximum arrêté conformément à l'article 7 ;

7° Pour les fournitures et travaux qui, dans les cas d'urgence absolue dûment constatés, amenés par des circonstances imprévues, ne pourraient pas subir les délais des adjudications.

ART. 3. — Les adjudications publiques relatives à des fournitures, à des travaux, à des exploitations ou fabrications qui ne pourraient être sans inconvénient livrées à une concurrence illimitée, pourront être soumises à des restrictions qui n'admettront à concourir que des personnes préalablement reconnues capables par l'administration et produisant des titres justificatifs exigés par les cahiers des charges.

ART. 4. — Les cahiers des charges détermineront la nature et l'importance des garanties que les fournisseurs ou entrepreneurs auront à produire, soit pour être admis aux adjudications, soit pour répondre de l'exécution de leurs engagements ; ils détermineront aussi l'action que l'Administration exercera sur ces garanties en cas d'inexécution de ces engagements. Il sera toujours et nécessairement stipulé que tous les ouvrages exécutés par les entrepreneurs

en dehors des autorisations régulières demeureront à la charge de ces derniers, sans répétition contre les communes ou les établissements.

ART. 5. — Les cautionnements à fournir par les adjudicataires seront réalisés à la diligence des receveurs des communes et des établissements de bienfaisance.

ART. 6. — L'avis des adjudications à passer sera publié, sauf les cas d'urgence, un mois à l'avance, par la voie des affiches et par tous les moyens ordinaires de publicité. Cet avis fera connaître :

- 1° Le lieu où l'on pourra prendre connaissance du cahier des charges;
- 2° Les autorités chargées de procéder à l'adjudication;
- 3° Le lieu, le jour et l'heure fixés pour l'adjudication.

ART. 7. — Les soumissions devront toujours être remises cachetées en séance publique. Un *maximum* de prix ou *minimum* de rabais, arrêté d'avance par l'autorité qui procède à l'adjudication, devra être déposé cacheté sur le bureau, à l'ouverture de la séance.

ART. 8. — Dans le cas où plusieurs soumissionnaires auraient offert le même prix, il sera procédé, séance tenante, à une adjudication entre ces soumissionnaires seulement, soit sur de nouvelles soumissions, soit à extinction des feux.

ART. 9. — Les résultats de chaque adjudication seront constatés par un procès-verbal relatant toutes les circonstances de l'opération.

ART. 10. — Les adjudications seront toujours subordonnées à l'approbation du préfet et ne seront valables et définitives, à l'égard des communes et des établissements, qu'après cette approbation,

DÉCRET DU 18 NOVEMBRE 1882.

ART. 1^{er}. — Les marchés de travaux, fournitures ou transports au compte de l'État sont faits avec concurrence et publicité, sauf les exceptions mentionnées à l'article 18 ci-après.

ART. 2. — L'avis des adjudications à passer est publié, sauf les cas d'urgence, au moins vingt jours à l'avance, par la voie des affiches et par tous les moyens ordinaires de publicité.

Cet avis fait connaître : 1° le lieu où l'on peut prendre connaissance du cahier des charges; les autorités chargées de procéder à l'adjudication; 3° le lieu, le jour et l'heure fixés pour l'adjudication.

Il est procédé à l'adjudication en séance publique.

ART. 3. — Les adjudications publiques relatives à des fournitures, travaux, transports, exploitations ou fabrications qui ne peuvent être, sans inconvénient, livrées à une concurrence illimitée, sont soumises à des restrictions permettant de n'admettre que les soumissions qui émanent de personnes reconnues capables par l'Administration au vu des titres exigés par le cahier

des charges et préalablement à l'ouverture des plis renfermant les soumissions.

ART. 4. — Les cahiers des charges déterminent l'importance des garanties pécuniaires à produire :

Par les soumissionnaires, à titre de cautionnements provisoires pour être admis aux adjudications ;

Par les adjudicataires, à titre de cautionnement définitif, pour répondre de leurs engagements.

Les cahiers des charges peuvent, s'il y a lieu, dispenser de l'obligation de déposer un cautionnement provisoire ou définitif. Ils peuvent disposer que le cautionnement réalisé avant l'adjudication, à titre provisoire, servira de cautionnement définitif.

Les cahiers des charges déterminent les autres garanties, telles que cautions personnelles et solidaires, affectations hypothécaires, dépôts des matières dans les magasins de l'État, qui peuvent être demandées, à titre exceptionnel, aux fournisseurs et entrepreneurs pour assurer l'exécution de leurs engagements. Ils déterminent l'action que l'Administration peut exercer sur ces garanties.

ART. 5. — Les garanties pécuniaires peuvent consister, aux choix des soumissionnaires et adjudicataires : 1° en numéraire ; 2° en rentes sur l'État et valeurs du Trésor au porteur ; 3° en rentes sur l'État nominatives ou mixtes. Les valeurs du Trésor transmissibles par voie d'endossement, endossées en blanc, sont considérées comme valeurs au porteur.

Après la réalisation du cautionnement, aucun changement ne peut être apporté à sa composition, sauf le cas prévu à l'article 9.

ART. 6. — La valeur en capital des rentes à affecter aux cautionnements est calculée : pour les cautionnements provisoires, au cours moyen du jour de la veille du dépôt ; pour les cautionnements définitifs, au cours moyen du jour de l'approbation de l'adjudication.

Les bons du Trésor à l'échéance d'un an ou de moins d'un an sont acceptés pour le montant de leur valeur en capital et intérêts.

Les autres valeurs déposées pour cautionnement sont calculées d'après le dernier cours publié au *Journal officiel*.

ART. 7. — Les cautionnements, quelle qu'en soit la nature, sont reçus par la Caisse des dépôts et consignations ou par ses préposés ; ils sont soumis aux règlements spéciaux à cet établissement.

Les oppositions sur les cautionnements provisoires ou définitifs doivent avoir lieu entre les mains du comptable qui a reçu lesdits cautionnements. Toutes autres oppositions sont nulles et non avenues.

ART. 8. — Lorsque le cautionnement consiste en rente nominative, le titulaire de l'inscription de rente souscrit une déclaration d'affectation de la rente et donne à la Caisse des dépôts et consignations un pouvoir irrévocable à l'effet de l'aliéner, s'il y a lieu.

L'affectation de la rente au cautionnement définitif est mentionnée au grand-livre de la dette publique.

ART. 9. — Lorsque des rentes ou valeurs affectées à un cautionnement définitif donnent lieu à un remboursement par le Trésor, la somme rem-

boursée est touchée par la Caisse des dépôts et consignations, et la somme demeure affectée au cautionnement jusqu'à due concurrence, à moins que le cautionnement ne soit reconstitué en valeurs semblables.

ART. 10. — La Caisse des dépôts et consignations restitue les cautionnements provisoires au vu de la mainlevée donnée par le fonctionnaire chargé de l'adjudication, ou d'office aussitôt après la réalisation du cautionnement de l'adjudicataire.

Les cautionnements définitifs ne peuvent être restitués en totalité ou en partie qu'en vertu d'une mainlevée donnée par le Ministre ou le fonctionnaire délégué à cet effet.

ART. 11. — Sont acquis à l'État, d'après le mode déterminé à l'article suivant, les cautionnements provisoires des soumissionnaires qui, déclarés adjudicataires, n'ont pas réalisé leurs cautionnements définitifs dans les délais fixés par le cahier des charges.

ART. 12. — L'application des cautionnements définitifs à l'extinction des débits liquidés par les Ministres compétents a lieu aux poursuites et diligences de l'agent judiciaire du Trésor public, en vertu d'une contrainte déléguée par le Ministre des finances.

ART. 13. — Les soumissions, placées sous enveloppes cachetées, sont remises en séance publique.

Toutefois les cahiers des charges peuvent autoriser ou prescrire l'envoi des soumissions par lettres recommandées ou leur dépôt dans une boîte à ce destinée; ils fixent le délai pour cet envoi ou ce dépôt.

Lorsqu'un maximum de prix ou un minimum de rabais a été arrêté d'avance par le Ministre ou par le fonctionnaire qu'il a délégué, le montant de ce maximum ou de ce minimum est indiqué dans un pli cacheté déposé sur le bureau à l'ouverture de la séance.

Les plis renfermant les soumissions sont ouverts en présence du public; il en est donné lecture à haute voix.

ART. 14. — Dans le cas où plusieurs soumissionnaires offriraient le même prix et où ce prix serait le plus bas de ceux portés dans les soumissions, il est procédé à une réadjudication, soit sur de nouvelles soumissions, soit à l'extinction des feux, entre ces soumissionnaires seulement.

ART. 16. — Il peut être fixé par le cahier des charges un délai pour recevoir des offres de rabais sur le prix de l'adjudication. Si, pendant ce délai, qui ne doit pas dépasser vingt jours, il est fait une ou plusieurs offres de rabais d'au moins 10 p. 100, il est procédé à une réadjudication entre le premier adjudicataire et l'auteur ou les auteurs des offres de rabais, pourvu qu'ils aient, préalablement à leurs offres, satisfait aux conditions imposées par le cahier des charges pour pouvoir se présenter aux adjudications.

ART. 17. — Sauf les exceptions spécialement autorisées ou résultant des dispositions particulières à certains services, les adjudications et réadjudications sont subordonnées à l'approbation du Ministre et ne sont valables et définitives qu'après cette approbation. Les exceptions spécialement autorisées doivent être relatées dans le cahier des charges.

ART. 18. — Il peut être passé des marchés de gré à gré :

1° Pour les fournitures, transports et travaux dont la dépense totale n'ex-

cède pas 20,000 francs, ou, s'il s'agit d'un marché passé pour plusieurs années, dont la dépense annuelle n'excède pas 5,000 francs ;

2° Pour toute espèce de fournitures, de transports ou de travaux, lorsque les circonstances exigent que les opérations du Gouvernement soient tenues secrètes ; ces marchés doivent préalablement avoir été autorisés par le Président de la République, sur un rapport spécial du Ministre compétent ;

3° Pour les objets dont la fabrication est exclusivement attribuée à des porteurs de brevets d'invention ;

4° Pour les objets qui n'auraient qu'un possesseur unique ;

5° Pour les ouvrages et objets d'art et de précision dont l'exécution ne peut être confiée qu'à des artistes ou industriels éprouvés ;

6° Pour les travaux, exploitations et fournitures qui ne sont faits qu'à titre d'essai ou d'étude ;

7° Pour les travaux que des nécessités de sécurité publique empêchent de faire exécuter par voie d'adjudication ;

8° Pour les objets, matières ou denrées qui, à raison de leur nature particulière et de la spécialité de l'emploi auquel ils sont destinés, doivent être achetés et choisis aux lieux de production ;

9° Pour les fournitures, transports ou travaux qui n'ont été l'objet d'aucune offre aux adjudications ou à l'égard desquels il n'a été proposé que des prix inacceptables ; toutefois, lorsque l'Administration a cru devoir arrêter et faire connaître un maximum de prix, elle ne doit pas dépasser ce maximum ;

10° Pour les fournitures, transports ou travaux qui, dans les cas d'urgence évidente amenée par des circonstances imprévues, ne peuvent pas subir les délais des adjudications ;

11° Pour les fournitures, transports ou travaux que l'Administration doit faire exécuter au lieu et place des adjudicataires défailants et à leurs risques et périls ;

12° Pour les affrètements et pour les assurances sur les chargements qui s'ensuivent ;

13° Pour les transports confiés aux administrations de chemins de fer ;

14° Pour les achats de tabacs et de salpêtres indigènes dont le mode est réglé par une législation spéciale ;

15° Pour les transports de fonds du Trésor.

ART. 19. — Tout marché de gré à gré doit rappeler celui des paragraphes de l'article précédent dont il est fait application. Les marchés passés par les délégués du Ministre sont subordonnés à son approbation, si ce n'est en cas de force majeure ou sauf les dispositions particulières à certains services et les exceptions spécialement autorisées.

Les cas de force majeure ou les autorisations spéciales doivent être relatés dans lesdits marchés.

Les dispositions des articles 4 à 12 du présent décret sont applicables aux garanties stipulées dans les marchés de gré à gré.

ART. 20. — A l'égard des ouvrages d'art et de précision dont le prix ne peut être fixé qu'après l'entière exécution du travail, une clause spéciale du marché détermine les bases d'après lesquelles le prix sera liquidé ultérieurement.

ART. 21. — Les droits de timbre et d'enregistrement auxquels donnent lieu les marchés, soit par l'adjudication, soit de gré à gré, sont à la charge de ceux qui contractent avec l'État.

Les frais de publicité restent à la charge de l'Administration.

ART. 22. — Il peut être suppléé aux marchés écrits par des achats sur simple facture pour les objets qui doivent être livrés immédiatement, quand la valeur de chacun de ces achats n'excède pas 1,500 francs.

La dispense de marché s'étend aux travaux ou transports dont la valeur présumée n'excède pas 1,500 francs, et qui peuvent être exécutés sur simple mémoire.

ART. 23. — Les dispositions du présent décret, concernant les adjudications publiques et les marchés de gré à gré, ne sont pas applicables aux travaux que l'Administration est dans la nécessité d'exécuter en régie, soit à la journée, soit à la tâche.

L'exécution en régie est autorisée par le Ministre ou par son délégué.

Les fournitures de matériaux nécessaires à l'exécution en régie sont néanmoins soumises, sauf les cas de force majeure, aux dispositions des articles 1^{er} à 22.

ART. 24. — Les travaux neufs exécutés par voie d'entreprise pour les bâtiments de l'État, ne peuvent avoir lieu qu'après l'approbation des devis qui en déterminent la nature et l'importance.

ART. 25. — Conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi du 15 mai 1850, il ne sera accordé aucun honoraire ni indemnité aux architectes chargés de travaux au compte de l'État, pour les dépenses qui excéderaient les devis approuvés.

ART. 27. — Les cahiers des charges, marchés, traités ou conventions à passer pour les services du matériel doivent toujours exprimer l'obligation, pour tout entrepreneur ou fournisseur, de produire les titres justificatifs de ses travaux, fournitures et transports dans un délai déterminé, sous peine de déchéance.

ART. 28. — Les dispositions des articles 1 à 25 ne sont pas applicables aux marchés passés aux colonies ou hors du territoire de la France et de l'Algérie.

A partir de l'ordre de mobilisation, les dispositions du présent décret cessent d'être obligatoires pour les Départements de la guerre et de la marine.

ART. 29. — Sont et demeurent abrogés l'ordonnance du 4 décembre 1836 (1) et les articles 68 à 81 du décret du 31 mai 1862, portant règlement

(1) **Ordonnance du 4 décembre 1836.** — ART. 1^{er}. — Tous les marchés au nom de l'État seront faits avec concurrence et publicité, sauf les exceptions mentionnées en l'article suivant :

ART. 2. — Il pourra être traité de gré à gré :

1° Pour les fournitures, transports et travaux dont la dépense totale n'excédera pas 10,000 francs, ou, s'il s'agissait d'un marché passé pour plusieurs années, dont la dépense annuelle n'excédera pas 3,000 francs;

2° Pour toute espèce de fournitures, de transports et de travaux, lorsque

sur la comptabilité publique, ainsi que toutes les dispositions contraires au présent décret.

les circonstances exigeront que les opérations du gouvernement soient tenues secrètes; ces marchés devront être préalablement autorisés par nous sur un rapport spécial;

3° Pour les objets dont la fabrication est exclusivement attribuée à des porteurs de brevets d'invention ou d'importation;

4° Pour les objets qui n'auraient qu'un possesseur unique;

5° Pour les ouvrages et objets d'art et de précision dont l'exécution ne peut être confiée qu'à des artistes éprouvés;

6° Pour les exploitations, fabrications et fournitures qui ne seraient faites qu'à titre d'essai;

7° Pour les matières et denrées qui, à raison de leur nature particulière et de la spécialité de l'emploi auquel elles sont destinées, doivent être achetées et choisies aux lieux de production, ou livrées, sans intermédiaire, par les producteurs eux-mêmes;

8° Pour les fournitures, transports ou travaux qui n'auraient été l'objet d'aucune offre aux adjudications, ou à l'égard desquels il n'aurait été proposé que des prix inacceptables : toutefois, lorsque l'administration aura cru devoir arrêter et reconnaître un maximum de prix, elle ne devra pas dépasser ce maximum;

9° Pour les fournitures, transports et travaux qui, dans les cas d'urgence évidents, amenés par des circonstances imprévues, ne pourront pas subir les délais des adjudications;

10° Pour les affrètements passés au cours des places, par l'intermédiaire des courtiers, et pour les assurances sur les chargements qui s'ensuivent;

11° Pour les achats de tabac ou de salpêtre indigène, dont le mode est réglé par une législation spéciale;

12° Pour le transport des fonds du Trésor.

ART. 3. — Les adjudications publiques relatives à des fournitures, à des travaux, à des exploitations ou fabrications, qui ne pourraient être sans inconvénient livrées à une concurrence illimitée, pourront être soumises à des restrictions qui n'admettront à concourir que des personnes reconnues capables par l'Administration et produisant les titres justificatifs exigés par les cahiers des charges.

ART. 4. — Le mode d'approvisionnement des tabacs exotiques employés par l'Administration sera déterminé par un règlement spécial.

ART. 5. — Les cahiers des charges détermineront la nature et l'importance des garanties que les fournisseurs ou entrepreneurs auront à produire, soit pour être admis aux adjudications, soit pour répondre de l'exécution de leurs engagements; ils détermineront aussi l'action que l'Administration exercera sur ces garanties en cas d'inexécution de ces engagements.

ART. 6. — L'avis des adjudications à passer sera publié, sauf les cas d'ur-

DÉCRET DU 4 JUIN 1888

fixant les conditions exigées des sociétés d'ouvriers français pour pouvoir soumissionner les travaux ou fournitures faisant l'objet des adjudications de l'État.

ART. 1^{er}. — Les adjudications et marchés de gré à gré passés au nom de l'État sont, autant que possible, divisés en plusieurs lots, selon l'importance des travaux ou des fournitures, ou en tenant compte de la nature des professions intéressées.

Dans le cas où tous les lots ne seraient pas adjugés, l'Administration aura la faculté soit de traiter à l'amiable pour les lots non adjugés, soit de remettre en adjudication l'ensemble de l'entreprise ou les lots non adjugés, en les groupant, s'il y a lieu.

gence, un mois à l'avance, par la voie des affiches et par tous les moyens ordinaires de publicité.

Cet avis fera connaître :

- 1° Le lieu où l'on pourra prendre connaissance du cahier des charges;
- 2° Les autorités chargées de procéder à l'adjudication;
- 3° Le lieu, le jour et l'heure fixés pour l'adjudication.

ART. 7. — Les soumissions devront être remises cachetées en séance publique. Lorsqu'un maximum de prix ou un minimum de rabais aura été arrêté d'avance par le ministre ou par le fonctionnaire qu'il aura délégué, ce maximum ou ce minimum devra être déposé cacheté sur le bureau, à l'ouverture de la séance.

ART. 8. — Dans le cas où plusieurs soumissionnaires auraient offert le même prix, et où ce prix serait le plus bas de ceux portés dans les soumissions, il sera procédé, séance tenante, à une réadjudication, soit sur de nouvelles soumissions, soit à extinction des feux, entre ces soumissionnaires seulement.

ART. 9. — Les résultats de chaque adjudication seront constatés par un procès-verbal relatant toutes les circonstances de l'opération.

ART. 10. — Il pourra être fixé par le cahier des charges un délai pour recevoir des offres des rabais sur le prix de l'adjudication. Si, pendant ce délai, qui ne devra pas dépasser trente jours, il s'est fait une ou plusieurs offres de rabais d'au moins 10 p. 100 chacune, il sera procédé à une réadjudication entre le premier adjudicataire et l'auteur ou les auteurs des offres de rabais, pourvu que ces derniers aient, préalablement à leurs offres, satisfait aux conditions imposées par le cahier des charges pour pouvoir se présenter aux adjudications.

ART. 11. — Les adjudications et réadjudications seront toujours subordonnées à l'approbation du ministre compétent, et ne seront valables et défi-

ART. 2. — Les sociétés d'ouvriers français, constituées dans l'une des formes prévues par l'article 19 du Code de commerce ou par la loi du 24 juillet 1867, peuvent soumissionner, dans les conditions ci-après déterminées, les travaux ou fournitures faisant l'objet des adjudications de l'État.

Des marchés de gré à gré peuvent également être passés avec ces sociétés pour les travaux ou fournitures dont la dépense totale n'excède pas vingt mille francs (20,000 fr.).

ART. 3. — Pour être admises à soumissionner, soit par voie d'adjudication publique, soit par voie de marché de gré à gré, les entreprises de travaux publics ou de fournitures, les sociétés devront préalablement produire :

1° La liste nominative de leurs membres ;

2° L'acte de société ;

3° Des certificats de capacité délivrés aux gérants, administrateurs ou autres associés spécialement délégués pour diriger l'exécution des travaux ou fournitures qui font l'objet du marché, et assister aux opérations destinées à constater les quantités d'ouvrages effectués ou de fournitures livrées.

Les sociétés indiqueront, en outre, le nombre minimum des sociétaires qu'elles s'engagent à employer à l'exécution du marché.

En cas d'adjudication, les pièces justificatives exigées par le présent article seront produites 10 jours au moins avant celui de l'adjudication.

ART. 4. — Les sociétés d'ouvriers sont dispensées de fournir un cautionnement, lorsque le montant prévu des travaux ou fournitures faisant l'objet du marché ne dépasse pas cinquante mille francs (50,000 fr.).

nitives qu'après cette approbation, sauf les exceptions spécialement autorisées et rapportées dans le cahier des charges.

ART. 12. — Les marchés de gré à gré seront passés par nos ministres ou par les fonctionnaires qu'ils auront délégués à cet effet; ils auront lieu :

1° Soit sur un engagement souscrit à la suite d'un cahier des charges;

2° Soit sur soumission souscrite par celui qui propose de traiter;

3° Soit sur correspondance, suivant les usages du commerce.

Il pourra y être suppléé par des achats faits sur simple facture, pour des objets qui devront être livrés immédiatement et dont la valeur n'excèdera pas 500 francs.

Les marchés de gré à gré passés par les délégués d'un ministre et les achats qu'ils auront faits seront subordonnés à son approbation, à moins, soit de nécessité résultant de force majeure, soit d'une autorisation spéciale ou dérivant des règlements, circonstances qui devront être relatées dans lesdits marchés ou dans les décisions approbatives des achats.

ART. 13. — Les dispositions de la présente ordonnance ne sont point applicables aux marchés passés aux colonies ou hors du territoire français, ni aux travaux que l'administration se trouve dans la nécessité d'exécuter en régie ou à la journée.

ART. 14. — Les décrets ou ordonnances relatifs aux marchés pour les diverses branches de services publics continueront à recevoir leur exécution, en tout ce qui n'est pas contraire à la présente ordonnance.

ART. 5. — A égalité de rabais entre une soumission d'entrepreneur ou fournisseur et une soumission de sociétés d'ouvriers, cette dernière sera préférée.

Dans le cas où plusieurs sociétés d'ouvriers offriraient le même rabais, il sera procédé à une réadjudication entre ces sociétés sur de nouvelles soumissions.

Si les sociétés se refusaient à faire de nouvelles offres, ou si les nouveaux rabais ne différaient pas, le sort en déciderait.

ART. 6. — Des acomptes sur les ouvrages exécutés ou les fournitures livrées sont payés tous les quinze jours aux sociétés d'ouvriers, sauf les retenues prévues par les cahiers des charges.

ART. 7. — Les sociétés d'ouvriers sont soumises aux clauses et conditions générales imposées aux entrepreneurs de travaux ou fournitures par les différents départements ministériels, en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire au présent décret.

ART. 8. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux marchés ou adjudications qui concernent les travaux ou fournitures de la guerre ou de la marine, lorsque l'application de ces dispositions paraîtra au ministre préjudiciable aux intérêts du service.

LOI DU 29 JUILLET 1893

ayant pour objet l'admission d'associations ouvrières françaises aux marchés de travaux et de fournitures à passer pour le compte des communes (1).

ARTICLE UNIQUE. — Les associations d'ouvriers français sont admises aux adjudications des travaux communaux dans les conditions déterminées par le décret du 4 juin 1888, relatif à la participation des sociétés françaises d'ouvriers aux adjudications et marchés passés au nom de l'État.

(1) D'après un avis du Conseil d'État, du 27 juin 1889, le décret du 4 juin 1888 doit s'appliquer aux adjudications des départements.

CAISSE NATIONALE DE RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

LOI DU 20 JUILLET 1886.

ART. 1^{er}. — A partir du 1^{er} janvier 1887, la Caisse des retraites, créée par la loi du 18 juin 1850, prendra le nom de : Caisse nationale des retraites pour la vieillesse; elle fonctionnera, sous la garantie de l'État, dans les conditions ci-après énoncées.

ART. 2. — La Caisse nationale des retraites pour la vieillesse est gérée par l'Administration de la Caisse des dépôts et consignations, qui pourvoit aux frais de gestion.

ART. 3. — Il est formé auprès du Ministère du commerce, une Commission supérieure chargée de l'examen de toutes les questions qui concernent la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Cette Commission présente chaque année au Président de la République, sur la situation morale et matérielle de la Caisse, un rapport qui est distribué au Sénat et à la Chambre des députés.

Elle est composée de seize membres, ainsi qu'il suit :

- 2 sénateurs nommés par le Sénat ;
- 2 députés nommés par la Chambre ;
- 2 conseillers d'État nommés par le Conseil d'État ;
- 2 présidents de sociétés de secours mutuels désignés par le Ministre de l'intérieur ;

1 industriel désigné par le Ministre du commerce.

Ces membres sont nommés pour trois ans.

Font partie de droit de la Commission.

Le président de la Chambre de commerce de Paris ;

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;

Le directeur du commerce intérieur au Ministère du commerce (1) ;

Le directeur général de la comptabilité publique au Ministère des finances ;

Le directeur du mouvement général des fonds au Ministère des finances ;

Le directeur de la dette inscrite au Ministère des finances ;

Le directeur du secrétariat et de la comptabilité au Ministère de l'intérieur.

La Commission élit son président.

ART. 4. — Le capital des rentes viagères est formé par les versements volontaires des déposants.

ART. 5. — Les versements sont reçus et liquidés à partir de 1 franc et sans fraction de franc.

(1) Aujourd'hui, le directeur du travail et de l'industrie.

Ils peuvent être faits, soit à capital aliéné, soit à capital réservé.

ART. 6. — Le maximum de la rente viagère que la Caisse nationale des retraites est autorisée à inscrire sur la même tête est fixé à 1,200 francs.

ART. 7 (*modifié par la loi de finances du 26 juillet 1893*). — A partir du 1^{er} janvier 1894, les sommes versées à la Caisse des retraites pour la vieillesse, dans une année, au compte de la même personne, ne peuvent dépasser 500 francs.

Ne sont pas astreints à cette limite :

1° Les versements effectués en vertu d'une décision judiciaire;

2° Les versements effectués par les administrations publiques avec les fonds provenant des cotisations annuelles des agents non admis au bénéfice de la loi du 9 juin 1853 sur les pensions civiles;

3° Les versements effectués par les sociétés de secours mutuels avec les fonds de retraite inaliénables déposés par elles à la Caisse des dépôts et consignations.

En aucun cas, ces versements ne pourront donner lieu à l'ouverture d'une pension supérieure à 1,200 francs.

ART. 8. — Les rentes viagères constituées par la Caisse nationale des retraites sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 francs.

ART. 9. — Le montant de la rente viagère à servir est calculé conformément à des tarifs tenant compte pour chaque versement :

1° De l'intérêt composé du capital, fixé conformément à l'article 12 de la présente loi;

2° Des chances de mortalité, en raison de l'âge des déposants et de l'âge auquel commence la retraite, calculées d'après les tables dites de Deparcieux. Ces tables seront ultérieurement rectifiées, d'après les résultats dûment constatés des opérations de la Caisse;

3° Du remboursement, au décès, du capital versé, si le déposant en a fait la demande au moment du versement.

ART. 10. — L'entrée en jouissance de la pension est fixée, au choix du déposant, à partir de chaque année d'âge accomplie de 50 à 65 ans.

Les tarifs sont calculés jusqu'à ce dernier âge.

Les rentes viagères au profit des personnes âgées de plus de 65 ans sont liquidées suivant les tarifs déterminés pour l'âge de 65 ans.

ART. 11. — Dans le cas de blessures graves ou d'infirmités prématurées régulièrement constatées, conformément au décret du 27 juillet 1861, et entraînant incapacité absolue de travail, la pension peut être liquidée même avant cinquante ans et en proportion des versements faits avant cette époque.

Les pensions ainsi liquidées pourront être bonifiées à l'aide d'un crédit ouvert chaque année au budget du Ministère de l'intérieur⁽¹⁾.

Dans aucun cas, le montant des pensions bonifiées ne pourra être supérieur au triple du produit de la liquidation, ni dépasser un maximum de trois cent soixante francs (360 fr.), bonification comprise.

La Commission supérieure statuera sur toutes les demandes de bonifi-

(1) Du Commerce et de l'Industrie.

cation et devra en maintenir les concessions dans la limite des crédits disponibles.

ART. 12. — Les tarifs établis en conformité de l'article 9 sont calculés sur un taux d'intérêt gradué par quart de franc.

Un décret du Président de la République fixe au mois de décembre de chaque année, en tenant compte du taux moyen des placements de fonds en rentes sur l'État effectués par la Caisse pendant l'année, celui de ces tarifs qui doit être appliqué l'année suivante.

Ce décret est rendu sur la proposition du Ministre des finances, après avis de la Commission supérieure.

ART. 13. — Les versements peuvent être faits au profit de toute personne âgée de plus de 3 ans.

Les versements opérés par les mineurs âgés de moins de 16 ans doivent être autorisés par leur père, mère ou tuteur.

Le versement opéré antérieurement au mariage reste propre à celui qui l'a fait.

Les femmes mariées, quel que soit le régime de leur contrat de mariage, sont admises à faire des versements sans l'assistance de leur mari.

Le versement fait pendant le mariage, par l'un des deux conjoints, profite séparément à chacun d'eux par moitié.

Peut, néanmoins, profiter à celui des conjoints qui l'effectue, le versement opéré après que l'autre conjoint a atteint le maximum de rente ou après que les versements faits dans l'année au profit exclusif de celui-ci, soit antérieurement au mariage, soit par donation, ont atteint le maximum des versements annuels.

Le déposant marié qui justifiera, soit de sa séparation de corps, soit de sa séparation de biens contractuelle ou judiciaire, sera admis à effectuer des versements à son profit exclusif.

En cas d'absence ou d'éloignement d'un des deux conjoints depuis plus d'une année, le juge de paix peut accorder l'autorisation de faire des versements au profit exclusif du déposant.

Sa décision peut être frappée d'appel devant la chambre du conseil du tribunal de première instance.

ART. 14. — Les étrangers résidant en France sont autorisés à faire des versements à la Caisse des retraites pour la vieillesse aux mêmes conditions que les nationaux.

Toutefois, ces étrangers ne pourront jouir, en aucun cas, des bonifications dont il est parlé au deuxième paragraphe de l'article 11.

ART. 15. — Le déposant qui a stipulé le remboursement à son décès du capital versé peut, à toute époque, faire abandon de tout ou partie de ce capital, à l'effet d'obtenir une augmentation de rente, sans qu'en aucun cas le montant total puisse excéder 1,200 francs.

Le donateur qui a stipulé le retour du capital, soit à son profit, soit au profit des ayants droit du donataire, peut également, à toute époque, faire l'abandon du capital, soit pour augmenter la rente du donataire, soit pour se constituer à lui-même une rente, si la réserve avait été stipulée à son profit.

ART. 16 (*modifié par la loi du 29 mai 1897*). — L'ayant droit à une rente viagère, qui a fixé son entrée en jouissance à un âge inférieur à 65 ans, peut, dans le trimestre qui précède l'ouverture de la rente, retarder de cinq années son entrée en jouissance, sans qu'elle puisse d'ailleurs être reportée au delà de soixante-cinq ans et sans que la rente, augmentée d'après les tarifs en vigueur, puisse excéder 1,200 francs et enfin sans qu'il y ait lieu au remboursement d'une partie du capital déposé.

Le titulaire qui a invoqué le bénéfice du paragraphe 1^{er} du présent article conserve néanmoins le droit d'obtenir, sur sa simple demande, la liquidation de sa pension à toute année d'âge accomplie pendant la période de cinq ans fixée par le dernier ajournement. Toutefois, cette demande de liquidation ne sera reçue que pendant les trois mois qui suivront la date à laquelle le déposant aura atteint l'âge définitivement choisi pour l'entrée en jouissance de sa rente. Chacune des rentes produites tant par l'ajournement antérieurement souscrit que par les versements ou abandons de capitaux postérieurs à cet ajournement est calculée à nouveau, d'après les tarifs, aux époques où les différentes opérations, soit de versement, soit d'abandon ou d'ajournement, ont été effectuées. (*Loi de finances du 29 mars 1897.*)

ART. 17. — Au décès du titulaire de la rente, avant ou après l'époque d'entrée en jouissance, le capital déposé est remboursé sans intérêt aux ayants droit, si la réserve a été faite au moment du dépôt et, s'il n'a pas été fait usage de la faculté accordée par l'article 15 ci-dessus.

Les certificats de propriété destinés aux retraits de fonds versés à la Caisse des retraites pour la vieillesse doivent être délivrés dans les formes et suivant les règles prescrites par la loi du 28 floréal an VII.

ART. 18. — Le capital réservé reste acquis à la Caisse des retraites en cas de déshérence ou par l'effet de la prescription, s'il n'a pas été réclamé dans les trente années qui auront suivi le décès du titulaire de la rente.

ART. 19. — Sont remboursées sans intérêts les sommes qui, lors de la liquidation définitive, seraient insuffisantes pour produire une rente viagère de 2 francs ou qui dépasseraient soit la somme de mille francs (1,000 fr.) par année, soit le capital nécessaire pour produire une rente de douze cents francs (1,200 fr.).

Est également remboursée sans intérêts par la Caisse toute somme versée irrégulièrement par suite de fausse déclaration sur les qualités civiles, noms et âge des déposants; ces irrégularités ne peuvent être invoquées par le titulaire du livret ou ses représentants pour exiger le remboursement du capital.

ART. 20. — Il est tenu à la Caisse des dépôts et consignations un grand-livre sur lequel les rentes viagères pour la vieillesse sont enregistrées.

* Un double de ce grand-livre est conservé au Ministère des finances.

L'extrait d'inscription à délivrer à la partie doit, pour former titre valable contre l'État, être revêtu du visa du contrôle institué près la Caisse des dépôts et consignations par la loi du 24 juin 1883.

ART. 21. — Il est remis à chaque déposant un livret sur lequel sont inscrits les versements par lui effectués et les rentes viagères correspondantes.

ART. 22. — Les fonds de la Caisse nationale des retraites sont employés en rentes sur l'État, en valeurs du Trésor, ou, sur la proposition de la Commission supérieure et avec l'autorisation du Ministre des finances, soit en valeurs garanties par le Trésor, soit en obligations départementales et communales.

Les sommes nécessaires pour assurer le service des arrérages sont déposées au compte courant au Trésor.

Le taux de l'intérêt dudit compte est fixé par le Ministre des finances et ne peut être inférieur au taux d'après lequel est calculé, pour l'année, le montant des rentes viagères à servir aux déposants.

ART. 23. — La Caisse nationale des retraites établit chaque année le bilan de ses opérations.

ART. 24. — Les certificats, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution de la présente loi, seront délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 25. — Un règlement d'administration publique⁽¹⁾ déterminera les mesures propres à assurer l'exécution de la présente loi et notamment : 1° les attributions et le mode de fonctionnement de la Commission supérieure ; 2° la forme des livrets et des extraits d'inscriptions ; 3° le mode d'après lequel les versements seront faits soit directement par les déposants, soit pour leur compte par les caisses d'épargne et les associations de prévoyance mutuelle.

ART. 26. — Dans un délai qui ne pourra excéder une année après la promulgation de la présente loi, l'Administration de la Caisse des retraites devra s'être entendue avec les Ministres des finances et des postes et des télégraphes pour permettre les versements chez les comptables directs du Trésor et chez les receveurs des postes, soit en espèces, soit en timbres-poste.

ART. 27. — Dans le délai de six mois après la promulgation de la présente loi, une instruction pratique résumant les avantages et le fonctionnement de la Caisse nationale des retraites sera rédigée, après avis de la Commission supérieure, par l'Administration de la Caisse : cette instruction sera affichée :

- 1° Dans toutes les mairies ;
- 2° Dans tous les bureaux des comptables directs du Trésor ;
- 5° Dans tous les bureaux de poste ;
- 4° Dans toutes les écoles publiques.

ART. 28. — A partir du 1^{er} janvier 1887, seront abrogées les lois des 18 juin 1850, 28 mai 1853, 7 juillet 1856, 12 juin 1861, 4 mai 1864, 20 décembre 1872, ainsi que toutes autres dispositions qui seraient contraires à la présente loi.

(1) Voir : Décret du 28 décembre 1886.

LOI DU 31 DÉCEMBRE 1895

relative à la majoration des pensions de la Caisse nationale des retraites.

ART. 1^{er}. — Le crédit ouvert au chapitre xiii du budget du Ministère du commerce et de l'industrie est affecté à la majoration des rentes viagères constituées au profit des titulaires de livrets individuels de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, et des membres des sociétés de secours mutuels ou de toute autre société de secours ou de prévoyance servant des pensions de retraite, qui justifieront de la continuité des versements exigés par la présente loi, âgés d'au moins 70 ans.

ART. 2. — Pour avoir droit à cette majoration, les titulaires de ces rentes, outre la condition d'âge indiquée à l'article précédent, devront :

1° Justifier qu'ils ne jouissent pas, y compris ladite rente viagère, d'un revenu personnel, viager ou non, supérieur à trois cent soixante francs (360 fr.);

2° Avoir effectué, pendant vingt-cinq années, consécutives ou non, des actes de prévoyance, soit par vingt-cinq versements annuels au moins opérés sur un livret de la caisse des retraites, soit par vingt-cinq cotisations régulières en qualité de membre participant d'une des sociétés visées à l'article 1^{er}, ayant, depuis le même temps établi un fonds de retraites.

Des comptes annuels seront produits par ces sociétés à l'appui de leur demande.

A titre transitoire et pendant une période de dix années à partir de 1895, le nombre d'années de prévoyance exigées de chaque pensionnaire sera toutefois abaissé ainsi qu'il suit :

Quinze ans de prévoyance pour les pensionnaires qui demanderont la bonification de retraite en 1895 et, d'ailleurs, réuniront à cette date les conditions exigées ;

Seize ans pour ceux qui feront la demande en 1896, et ainsi de suite, en exigeant une année de plus à chaque exercice nouveau, jusqu'en 1905, date à laquelle la condition de vingt-cinq ans sera définitivement exigée de tous.

ART. 3. — Un règlement d'administration publique déterminera la répartition au marc le franc des crédits ouverts pour la bonification des retraites. Ces crédits seront versés à la Caisse nationale des retraites à capital aliéné. Les arrérages de ce capital ne pourront être dépassés et les pensions servies, majoration comprise, ne devront pas s'élever à une somme annuelle supérieure à trois cent soixante francs (360 fr.).

La majoration ne pourra excéder le cinquième de la rente à majorer. (*Loi du 13 juillet 1896.*)

Sur l'avis de la Commission supérieure de surveillance de la Caisse na-

tionale des retraites pour la vieillesse, des bonifications spéciales pourront être attribuées aux parents ayant élevé plus de trois enfants.

ART. 4. — Indépendamment des crédits ouverts annuellement au budget, le revenu de la moitié du produit de la vente des bijoux de la couronne formera une dotation spéciale affectée au service des pensions exceptionnelles créées en vertu de l'article 11 de la loi du 20 juillet 1886.

Le bénéfice de l'article 11 de la loi du 20 juillet 1886 est applicable aux membres participants des sociétés de secours mutuels.

La dotation mentionnée au paragraphe 1^{er} du présent article est versée à la Caisse des dépôts et consignations, qui lui bonifiera un intérêt égal à celui qu'elle sert aux fonds des caisses d'épargne.

RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU 9 JUIN 1896

déterminant la répartition au marc le franc des crédits ouverts pour la bonification des retraites autorisées par la loi du 31 décembre 1895.

ART. 1^{er}. — Avant la répartition des crédits ouverts pour la majoration de rentes viagères dans les conditions prévues par la loi du 31 décembre 1895, le Ministre du commerce déterminera le montant de la somme à réserver sur ces crédits, en vue des bonifications spéciales prévues au paragraphe 2 de l'article 3 de ladite loi.

Il sera prélevé, en outre, sur les crédits susvisés la somme nécessaire pour indemniser la Caisse nationale des retraites des intérêts courus depuis le 1^{er} janvier 1896 jusqu'à la date du versement du montant des crédits à son compte à la Caisse des dépôts et consignations, afin de permettre la délivrance des rentes dans les conditions indiquées à l'article 4 ci-après. Ces intérêts seront calculés au taux du tarif en vigueur.

ART. 2. — Seront compris dans la répartition à effectuer en 1896, conformément à l'article 3 du présent décret, les pensionnaires de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et des sociétés désignées à l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1895, âgés de soixante-dix ans au moins en 1896 et qui, indépendamment des autres conditions exigées par l'article 2 de la loi, justifieront du nombre d'années de prévoyance spécifié par ledit article, savoir :

Quinze années de prévoyance au 31 décembre 1895, pour les pensionnaires âgés de soixante-dix ans au moins à cette date;

Seize années de prévoyance, en 1896, pour les rentiers devant atteindre soixante-dix ans, au plus tard, le 31 décembre 1896.

ART. 3. — La répartition des crédits sera faite sur l'ensemble des sommes disponibles après les prélèvements mentionnés à l'article 1^{er} ci-dessus. Elle

aura lieu au marc le franc de la valeur en capital des rentes à majorer, d'après l'âge des bénéficiaires à la date de l'entrée en jouissance des rentes supplémentaires et suivant les tarifs en vigueur pour la Caisse nationale des retraites, de telle façon que toutes les rentes à majorer se trouvent augmentées dans la même proportion.

ART. 4. — Les rentes supplémentaires seront émises, savoir :

Pour les rentiers âgés de soixante-dix ans au moins au 31 mars 1896, avec jouissance du 1^{er} janvier 1896;

Pour les rentiers qui devront atteindre soixante-dix ans pendant les trois derniers trimestres de l'année 1896, avec jouissance du premier jour du trimestre dans lequel ils atteindront soixante-dix ans.

Dans ce dernier cas, il devra être justifié de l'existence du postulant à la date d'entrée en jouissance.

ART. 5. — Les demandes de majoration et les justifications à l'appui devront avoir été produites par les intéressés le 30 juin 1896, au plus tard, sous peine d'exclusion de la répartition.

PENSIONS DE RETRAITES

Loi de finances du 29 mars 1897.

ART. 43. — A partir du 1^{er} janvier 1897, l'État contribuera, dans les conditions de la loi sur l'assistance médicale, et conformément aux barèmes A et B de cette loi, au paiement de toute pension annuelle d'au moins quatre-vingt-dix francs (90 fr.) et de deux cents francs au plus (200 fr.), constituée par les départements ou les communes, d'accord avec les conseils généraux, en faveur de toute personne de nationalité française privée de ressources, incapable de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence et soit âgée de plus de soixante-dix ans, soit atteinte d'une infirmité ou d'une maladie reconnue incurable, sans que le nombre des pensions auxquelles devra contribuer l'État puisse dépasser, par département, deux pour mille (2 p. 1,000) de la population et sans que cette contribution pour chaque pension puisse être supérieure à cinquante francs (50 fr.).

Cette pension annuelle sera toujours révocable.

CAISSES DE RETRAITE, DE SECOURS ET DE PRÉVOYANCE

FONDÉES AU PROFIT DES EMPLOYÉS ET OUVRIERS.

LOI DU 27 DÉCEMBRE 1895

ART. 1^{er}. — En cas de faillite, de liquidation judiciaire ou de déconfiture, lorsque, pour une institution de prévoyance, il aura été opéré des retenues sur les salaires, ou que des versements auront été reçus par le chef de l'entreprise, ou que lui-même se sera engagé à fournir des sommes déterminées, les ouvriers, employés ou bénéficiaires sont admis de plein droit à réclamer la restitution de toutes les sommes non utilisées conformément aux statuts.

Cette restitution s'étendra, dans tous les cas, aux intérêts convenus des sommes ainsi retenues, reçues ou promises par le chef de l'entreprise. A défaut de convention, les intérêts seront calculés d'après les taux fixés annuellement pour la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Les sommes ainsi déterminées et non utilisées conformément aux statuts deviendront exigibles en cas de fermeture de l'établissement industriel ou commercial.

Il en sera de même en cas de cession volontaire, à moins que le cessionnaire ne consente à prendre les lieu et place du cédant.

ART. 2. — La Caisse des dépôts et consignations est autorisée à recevoir, à titre de dépôt, les sommes ou valeurs appartenant ou affectées aux institutions de prévoyance fondées en faveur des employés et ouvriers.

Les sommes ainsi reçues porteront intérêt à un taux égal au taux d'intérêt du compte des caisses d'épargne.

ART. 3. — Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, toutes les sommes qui, à l'avenir, seront retenues sur les salaires des ouvriers et toutes celles que les chefs d'entreprise auront reçues ou se seront engagés à fournir en vue d'assurer des retraites devront être versées soit à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au compte individuel de chaque ayant droit, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à des caisses syndicales ou patronales spécialement autorisées à cet effet.

L'autorisation sera donnée par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique. Le décret fixera les limites du district, les conditions de fonctionnement de la caisse et son mode de liquidation. Il prescrira également les mesures à prendre pour assurer le transfert, soit à une autre caisse syndicale ou patronale, soit à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, des sommes inscrites au livret de chaque intéressé.

Les sommes versées par les chefs d'entreprise dans la Caisse syndicale ou patronale devront être employées, soit en rentes sur l'État, en valeurs du

Trésor ou garanties par le Trésor, soit en obligations des départements, des communes, des chambres de commerce, en obligations foncières et communales du Crédit foncier, soit en prêts hypothécaires, soit enfin en valeurs locales énumérées ci-après, à la condition que ces valeurs émanent d'institutions existant dans les départements où elles fonctionnent : bons de mont-de-piété ou d'autres établissements reconnus d'utilité publique. Les titres seront nominatifs.

La gestion des caisses syndicales ou patronales sera soumise à la vérification de l'inspection des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement du siège de la caisse.

Si des conventions spéciales interviennent entre les chefs d'entreprise et les ouvriers ou employés, en vue d'assurer à ceux-ci, à leurs veuves ou à leurs enfants, soit un supplément de rente viagère, soit des rentes temporaires ou des indemnités déterminées d'avance, le capital formant la garantie des engagements résultant desdites conventions devra être versé ou représenté à la Caisse des dépôts et consignations ou dans une des caisses syndicales ou patronales ci-dessus prévues.

ART. 4. — Le seul fait du dépôt, opéré soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit à toute autre caisse, des sommes ou valeurs affectées aux institutions de prévoyance, quelles qu'elles soient, confère aux bénéficiaires de ces institutions un droit de gage, dans les termes de l'article 2073 du Code civil, sur ces sommes et valeurs. Ce droit de gage s'exerce dans la mesure des droits acquis et des droits éventuels.

La restitution des retenues ou autres sommes affectées aux institutions de prévoyance qui, lors de la faillite ou de la liquidation, n'auraient pas été effectivement versées à l'une des caisses indiquées ci-dessus est garantie, pour la dernière année et ce qui sera dû sur l'année courante, par un privilège sur tous les biens meubles et immeubles du chef de l'entreprise, lequel prendra rang concurremment avec le privilège des salaires des gens de service établi par l'article 2101 du Code civil.

ART. 5. — Pour toutes les contestations relatives à leurs droits dans les caisses de prévoyance, de secours et de retraite, les ouvriers et employés peuvent charger, à la majorité, un mandataire d'ester pour eux en justice, soit en demandant, soit en défendant.

ART. 6. — Un règlement d'administration publique déterminera le mode de nomination du mandataire et les conditions suivant lesquelles seront effectués le dépôt et le retrait des sommes et valeurs appartenant ou affectées aux institutions de prévoyance.

Il déterminera de même le mode de liquidation des droits acquis et des droits éventuels, ainsi que le mode de restitution aux intéressés.

DECRET DU 14 OCTOBRE 1897

rendu pour l'application de la loi du 27 décembre 1895.

TITRE PREMIER.

DES CONDITIONS DE DÉPÔT ET DE RETRAIT DES SOMMES OU VALEURS
ET DU MODE DE NOMINATION DU MANDATAIRE.

ART. 1^{er}. — Les dépôts des fonds affectés aux institutions de prévoyance qui sont effectués à la Caisse des dépôts et consignations, par application des articles 2 et 3 de la loi du 27 décembre 1895, peuvent être faits soit en numéraire, soit en valeurs.

ART. 2. — Lors de l'ouverture de chaque compte, le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations fixe, après délibération de la commission de surveillance, la somme au delà de laquelle le solde créditeur en numéraire doit être converti en valeurs. Dès que ce maximum est dépassé, la Caisse peut mettre le déposant en demeure de déterminer l'emploi en valeurs de l'excédent.

A défaut de déclaration dans le délai d'un mois par le déposant sur la nature des valeurs à acquérir, la Caisse peut faire d'office emploi de l'excédent en rente 3 p. o/o perpétuelle, aux frais, risques et périls de l'intéressé.

Les dépôts correspondant aux retenues subies ou aux subventions consenties pour une institution de prévoyance antérieurement au 1^{er} janvier 1896 doivent être intégralement effectués en valeurs.

ART. 3. — Si les valeurs déposées sont nominatives, la Caisse dénonce le dépôt au Trésor ou aux sociétés, compagnies ou établissements dont elles émanent, en mentionnant l'affectation légale qui en résulte.

Cette dénonciation faite, il ne peut plus être effectué de transfert, mutation ou délivrance de duplicata de titres que sur production d'une mainlevée de la Caisse des dépôts et consignations.

ART. 4. — Les sommes versées et les valeurs déposées à la Caisse des dépôts et consignations sont reçues au lieu où l'exploitation a son siège principal : pour Paris et le département de la Seine, à la caisse générale; pour les autres départements, aux caisses des trésoriers-payeurs généraux, des receveurs particuliers et des percepteurs préposés de la Caisse des dépôts et consignations.

Chaque versement ou dépôt donne lieu à la délivrance d'un récépissé établi au nom du déposant dans les conditions déterminées par la loi du 24 décembre 1896.

Les préfets et sous-préfets mentionnent le nombre et la nature des valeurs comprises en chaque récépissé sur le registre spécial visé par l'article 3 du décret du 15 décembre 1875.

Les valeurs sont centralisées à Paris entre les mains du caissier général, qui en a la garde et la responsabilité.

ART. 5. — Moyennant remboursement des frais de courtage et de timbre, la Caisse des dépôts et consignations fait, à la demande et pour le compte des déposants, les emplois des sommes affectées aux institutions de prévoyance en achats de valeurs énumérées à l'article 3 de la loi.

Dans les mêmes conditions et sur la remise de procurations régulières, elle fait procéder aux aliénations de valeurs, ainsi qu'à leur transfert en cas de cession d'entreprise.

Les versements complémentaires nécessaires pour libérer les valeurs déposées ne sont effectués par la Caisse des dépôts et consignations qu'autant que des provisions ont été faites ou que les ressources disponibles au compte ont été affectées à cet emploi par le déposant.

La Caisse des dépôts et consignations est chargée de recevoir aux échéances les arrérages ou intérêts dus sur les valeurs déposées. Elle encaisse, s'il y a lieu, les sommes provenant du remboursement total ou partiel des titres et des lots ou primes attribués.

ART. 6. — Il est tenu par la Caisse, au nom de chaque institution de prévoyance, un compte courant spécial comprenant les sommes versées ou encaissées. Ce compte est réglé en capital et intérêts au 31 décembre de chaque année. Les intérêts annuels sont capitalisés à cette date; ils ne sont liquidés et payés en cours d'année que sur demande spéciale et pour un compte intégralement soldé.

Les recettes sont imputées au compte courant, valeur au dernier jour de la dizaine; les dépenses, valeur au premier jour de la dizaine pendant laquelle elles sont effectuées.

ART. 7. — Le retrait des sommes et valeurs existant au compte d'une institution de prévoyance ne peut être opéré que sur la demande et la quittance des personnes qui, d'après les statuts ou le règlement de l'institution, sont chargées de sa gestion.

Dans tous les cas, chaque retrait effectué doit être porté à la connaissance des intéressés par voie d'avis placardés à tous les sièges de l'entreprise.

La demande de retrait est adressée: à Paris, au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations; dans les départements, au préposé qui a reçu le dépôt. Il y est donné suite dans les dix jours de la réception de la demande.

ART. 8. — Sur la demande faite dans les mêmes conditions, la Caisse des dépôts et consignations opère directement le transfert à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse des sommes à imputer aux comptes individuels des ayants droit.

Les versements prévus au paragraphe précédent ainsi qu'à l'article 16 du présent décret et au paragraphe 2 de l'article 3 de la loi ne sont pas soumis à la limite de 500 francs assignée par la loi du 26 juillet 1893 aux sommes versées dans une année au compte de la même personne.

ART. 9. — Les dépôts et les retraits de sommes ou valeurs dans les caisses syndicales et patronales ne peuvent être effectués que dans les conditions prévues par les statuts de ces caisses approuvés par les décrets d'autorisation visés au deuxième alinéa de l'article 3 de la loi.

ART. 10. — Lorsque, par application de l'article 5 de la loi, plusieurs

des intéressés veulent constituer un mandataire unique pour les représenter devant les tribunaux civils, ils présentent à cet effet, au juge de paix du canton dans lequel est situé le siège principal de l'exploitation, une requête signée de chacun d'eux et indiquant la nature et les circonstances du différend, ainsi que les noms, prénoms, emplois et domiciles de tous les signataires. Ils joignent à cette requête une formule de mandat spécial sur papier libre.

Dans les dix jours de la réception de la requête, et si cette requête ne porte point désignation unanime d'un mandataire, le juge de paix fait afficher à la mairie du siège principal de l'exploitation la date fixée par lui pour le dépouillement des mandats individuels des requérants. Chacun d'eux, sur une formule du modèle joint à la requête, adresse au juge de paix, pour la date fixée et sous pli fermé, un mandat rempli et signé par lui.

Le juge de paix fait procéder au dépouillement et à l'émargement des mandats en audience publique et proclame mandataire collectif pour ester en justice la personne désignée par la majorité absolue des mandants. Il lui délivre une expédition du procès-verbal des opérations, qui lui tient lieu de mandat collectif.

TITRE II.

DU MODE DE LIQUIDATION DES DROITS ACQUIS ET DES DROITS ÉVENTUELS.

ART. 11. — En ce qui concerne les dépôts effectués au profit des institutions de retraite, la liquidation des droits acquis et des droits éventuels, dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi, est effectuée au prorata du capital constitutif des pensions, calculé d'après la table de mortalité et le taux d'intérêt qui sont en vigueur à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse au moment de la liquidation.

ART. 12. — Le capital constitutif d'une pension en cours de service est la somme qu'il faudrait aliéner pour constituer, à l'âge du titulaire, une rente viagère immédiate égale à la pension servie.

ART. 13. — Le capital constitutif d'une pension en cours de formation est la somme qu'il faudrait aliéner pour constituer, à l'âge du titulaire, une rente viagère différée proportionnelle à la pension qu'il aurait obtenue au moment de sa mise à la retraite, d'après les statuts ou règlements de l'institution à liquider, ou, à défaut, d'après les précédents de cette institution.

ART. 14. — Si l'institution de retraite comporte réversibilité totale ou partielle des pensions ou s'il est intervenu une des conventions visées par le dernier alinéa de l'article 3 de la loi, la liquidation s'opère d'après les mêmes principes.

ART. 15. — En ce qui concerne les dépôts affectés à une institution de secours ou de prévoyance, il y a droit acquis jusqu'à concurrence des allocations qui, au moment de la liquidation, seraient dues au titulaire d'après les statuts, règlements ou usages de l'institution.

Le droit éventuel de chaque participant dans une institution de secours est représenté par une somme égale aux cotisations acquittées par lui pendant les douze mois qui ont précédé la liquidation et aux subventions correspondantes.

ART. 16. — Lorsque la liquidation du gage a été homologuée judiciairement, la Caisse dépositaire se dessaisit, soit par transfert à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse en vue de la constitution d'une rente viagère, dans les conditions et à l'époque d'entrée en jouissance que déterminent les intéressés, conformément aux lois et décrets qui régissent cet établissement, soit par voie de versement direct aux intéressés, s'ils en font la demande écrite.

VALEUR EN FRANCE DES PRINCIPALES MONNAIES ÉTRANGÈRES.

Il est souvent fait mention dans la législation étrangère des monnaies des différents pays. Il a paru utile, pour renseigner le service de l'Inspection sur leur valeur, de publier le tableau suivant :

PAIR DES MONNAIES D'OR.

Allemagne.....	1 mark	100 pfennigs.	1 ^f 2350
Angleterre.....	1 livre sterling.....	20 shillings.	25 2210
Argentine (République).....	1 peso.....	100 cents ...	5 0000
Autriche-Hongrie.....	1 couronne	100 hellers..	1 0500
Bésil.....	1 milreis	1,000 reis ...	2 8320
Égypte.....	1 livre.....	100 piastres .	25 6200
États scandinaves.....	1 couronne.....	100 ore	1 3890
États-Unis d'Amérique.....	1 dollar.....	100 cents ...	5 1813
Japon.....	1 yen.....	100 sen.....	2 5550
Pays-Bas.....	1 florin	100 cents ...	2 0830
Portugal.....	1 milreis	1,000 reis ...	5 6000
Russie.....	1 impériale	15 roubles..	40 0200
Turquie.....	1 livre.....	100 piastres .	22 7670
Uruguay.....	1 peso.....	100 cents ...	5 3600

PARITÉ DES MONNAIES D'ARGENT À 15 1/2.

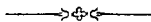
Chili, Colombie, Costa-Rica, Haïti.	1 piastre.....	100 cents ...	5 ^f 0000
Chine.....	1 taël haikwan.....	100 cents ...	8 2600
	1 taël Shanghai.....	100 cents ...	7 4300
Indo-Chine.....	1 piastre française..	100 cents ...	5 4000
Inde anglaise.....	1 roupie.....	16 annas..	2 3700
Mexique.....	1 piastre.....	100 cents ...	5 4300

Ne figurent pas dans la liste ci-dessus : 1° l'Italie, la Belgique, la Suisse et la Grèce, qui depuis la Convention du 23 décembre 1865 (Union latine), ont les mêmes unités que la France, la *lira* italienne et la *drachme* grecque étant identiques au franc; 2° plusieurs autres pays qui, sans faire partie de l'Union latine, ont une monnaie de compte équivalente au franc; tels sont : la *peseta* en Espagne, le *markka* dans le grand-duché de Finlande, le *ley* en Roumanie et le *dinar* en Serbie.

(Bulletin de statistique et de législation comparée.)

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES

DIRECTION DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE
BUREAU DE L'INDUSTRIE.



BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

SIXIÈME ANNÉE (1898). — NUMÉRO 2.

ACTES OFFICIELS.



LOI DU 9 AVRIL 1898

*sur les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes
dans leur travail.*



LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE PREMIER.

INDEMNITÉS EN CAS D'ACCIDENTS.

ART. 1^{er}. — Les accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières, et, en outre, dans toute exploitation ou partie d'exploitation dans laquelle sont fabriquées ou mises en œuvre des matières explosives, ou dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force autre que celle de l'homme ou des animaux, donnent droit, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne pourront être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

ART. 2. — Les ouvriers et employés désignés à l'article précédent ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi.

Ceux dont le salaire annuel dépasse 2,400 francs ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes ou indemnités stipulées à l'article 3, à moins de conventions contraires quant au chiffre de la quotité.

ART. 3. — Dans les cas prévus à l'article premier, l'ouvrier ou l'employé a droit :

Pour l'incapacité absolue et permanente, à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel;

Pour l'incapacité partielle et permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident aura fait subir au salaire;

Pour l'incapacité temporaire, à une indemnité journalière égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, si l'incapacité de travail a duré plus de quatre jours et à partir du cinquième jour.

Lorsque l'accident est suivi de mort, une pension est servie aux personnes ci-après désignées, à partir du décès dans les conditions suivantes :

A. Une rente viagère égale à 20 p. 100 du salaire annuel de la victime pour le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident.

En cas de nouveau mariage, le conjoint cesse d'avoir droit à la rente mentionnée ci-dessus; il lui sera alloué, dans ce cas, le triple de cette rente à titre d'indemnité totale.

B. Pour les enfants, légitimes ou naturels, reconnus avant l'accident, orphelins de père ou de mère, âgés de moins de 16 ans, une rente calculée sur le salaire annuel de la victime à raison de 15 p. 100 de ce salaire s'il n'y a qu'un enfant, de 25 p. 100 s'il y en a 2, de 35 p. 100 s'il y en a 3 et 40 p. 100 s'il y en a 4 ou un plus grand nombre.

Pour les enfants, orphelins de père et de mère, la rente est portée pour chacun d'eux à 20 p. 100 du salaire.

L'ensemble de ces rentes ne peut, dans le premier cas, dépasser 40 p. 100 du salaire ni 60 p. 100 dans le second.

C. Si la victime n'a ni conjoint, ni enfant dans les termes des paragraphes A et B, chacun des ascendants et descendants qui était à sa charge recevra une rente viagère pour les ascendants et payable jusqu'à seize ans pour les descendants. Cette rente sera égale à 10 p. 100 du salaire annuel de la victime, sans que le montant total des rentes ainsi allouées puisse dépasser 30 p. 100.

Chacune des rentes prévues par le paragraphe C est, le cas échéant, réduite proportionnellement.

Les rentes constituées en vertu de la présente loi sont payables par trimestre; elles sont incessibles et insaisissables.

Les ouvriers étrangers victimes d'accidents qui cesseront de résider sur le territoire français recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

Les représentants d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français.

ART. 4. — Le chef d'entreprise supporte en outre les frais médicaux et pharmaceutiques et les frais funéraires. Ces derniers sont évalués à la somme de cent francs (100 francs) au maximum.

Quant aux frais médicaux et pharmaceutiques, si la victime a fait choix elle-même de son médecin, le chef d'entreprise ne peut être tenu que jusqu'à concurrence de la somme fixée par le juge de paix du canton, conformément aux tarifs adoptés dans chaque département pour l'assistance médicale gratuite.

ART. 5. — Les chefs d'entreprise peuvent se décharger pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, ou une partie seulement de cette indemnité, comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient :

1° Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord, et en se conformant aux statuts-type approuvés par le Ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation ;

2° Que ces sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

Si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence.

ART. 6. — Les exploitants de mines, minières et carrières peuvent se décharger des frais et indemnités mentionnés à l'article précédent moyennant une subvention annuelle versée aux caisses ou sociétés de secours constituées dans ces entreprises en vertu de la loi du 29 juin 1894 (1).

Le montant et les conditions de cette subvention devront être acceptés par la société et approuvés par le Ministre des travaux publics.

Ces deux dispositions seront applicables à tous autres chefs d'industrie qui auront créé en faveur de leurs ouvriers des caisses particulières de secours en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894. L'approbation prévue ci-dessus sera, en ce qui les concerne, donnée par le Ministre du commerce et de l'industrie.

ART. 7. — Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses représentants conservent, contre les auteurs de l'accident autres que le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé, conformément aux règles du droit commun.

L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à due concurrence le chef d'entreprise des obligations mises à sa charge.

Cette action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire usage.

(1) Voir année 1897, n° 6, p. 503.

ART. 8. — Le salaire qui servira de base à la fixation de l'indemnité allouée à l'ouvrier âgé de moins de 16 ans ou à l'apprenti victime d'un accident ne sera pas inférieur au salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise.

Toutefois, dans le cas d'incapacité temporaire, l'indemnité de l'ouvrier âgé de moins de 16 ans ne pourra pas dépasser le montant de son salaire.

ART. 9. — Lors du règlement définitif de la rente viagère, après le délai de revision prévu à l'article 19, la victime peut demander que le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente, calculé d'après les tarifs dressés pour les victimes d'accidents par la caisse des retraites pour la vieillesse, lui soit attribué en espèces.

Elle peut aussi demander que ce capital, ou ce capital réduit du quart au plus comme il vient d'être dit, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible, pour moitié au plus, sur la tête de son conjoint. Dans ce cas, la rente viagère sera diminuée de façon qu'il ne résulte de la réversibilité aucune augmentation de charges pour le chef d'entreprise.

Le tribunal, en chambre du conseil, statuera sur ces demandes.

ART. 10. — Le salaire servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois écoulés avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps, soit en argent, soit en nature.

Pour les ouvriers occupés pendant moins de douze mois avant l'accident, il doit s'entendre de la rémunération effective qu'ils ont reçue depuis leur entrée dans l'entreprise, augmentée de la rémunération moyenne qu'ont reçue, pendant la période nécessaire pour compléter les douze mois, les ouvriers de la même catégorie.

Si le travail n'est pas continu, le salaire annuel est calculé tant d'après la rémunération reçue pendant la période d'activité que d'après le gain de l'ouvrier pendant le reste de l'année.

TITRE II.

DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET ENQUÊTE.

ART. 11. — Tout accident ayant occasionné une incapacité de travail doit être déclaré, dans les quarante-huit heures, par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal.

Cette déclaration doit contenir les noms et adresses des témoins de l'accident. Il y est joint un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif.

La même déclaration pourra être faite par la victime ou ses représentants.

Récépissé de la déclaration et du certificat du médecin est remis par le maire au déclarant.

Avis de l'accident est donné immédiatement par le maire à l'inspecteur divisionnaire ou département du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 et l'article 11 de la loi du 12 juin 1893 cessent d'être applicables dans les cas visés par la présente loi.

ART. 12. — Lorsque, d'après le certificat médical, la blessure paraît devoir entraîner la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle de travail, le maire transmet immédiatement copie de la déclaration et le certificat médical au juge de paix du canton où l'accident s'est produit.

Dans les vingt-quatre heures de la réception de cet avis, le juge de paix procède à une enquête à l'effet de rechercher :

- 1° La cause, la nature et les circonstances de l'accident;
- 2° Les personnes victimes et le lieu où elles se trouvent;
- 3° La nature des lésions;
- 4° Les ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité;
- 5° Le salaire quotidien et le salaire annuel des victimes.

ART. 13. — L'enquête a lieu contradictoirement dans les formes prescrites par les articles 35, 36, 37, 38 et 39 du Code de procédure civile (1), en présence des parties intéressées ou celles-ci convoquées d'urgence par lettre recommandée.

Le juge de paix doit se transporter auprès de la victime de l'accident qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à l'enquête.

Lorsque le certificat médical ne lui paraîtra pas suffisant, le juge de paix pourra désigner un médecin pour examiner le blessé.

Il peut aussi commettre un expert pour l'assister dans l'enquête.

Il n'y a pas lieu, toutefois, à nomination d'expert dans les entreprises administrativement surveillées, ni dans celles de l'Etat placées sous le contrôle d'un service distinct du service de gestion, ni dans les établissements

(1) *Code de procédure civile.* — **ART. 35.** — Au jour indiqué, les témoins, après avoir dit leurs noms, profession, âge et demeure, feront le serment de dire vérité, et déclareront s'ils sont parents ou alliés des parties et à quel degré, et s'ils sont leurs serviteurs ou domestiques.

ART. 36. — Ils seront entendus séparément, en présence des parties, si elles comparaissent; elles seront tenues de fournir leurs reproches avant la déposition, et de les signer; si elles ne le savent ou ne le peuvent, il en sera fait mention : les reproches ne pourront être reçus après la déposition commencée, qu'autant qu'ils seront justifiés par écrit.

ART. 37. — Les parties n'interrompront point les témoins : après la déposition, le juge pourra, sur la réquisition des parties, et même d'office, faire aux témoins les interpellations convenables.

ART. 38. — Dans tous les cas où la vue du lieu peut être utile pour l'intelligence des dépositions, et spécialement dans les actions pour déplacement de bornes, usurpations de terres, arbres, haies, fossés ou autres clôtures, et pour entreprises sur les cours d'eau, le juge de paix se transportera, s'il le croit nécessaire, sur le lieu, et ordonnera que les témoins y seront entendus.

ART. 39. — Dans les causes sujettes à l'appel, le greffier dressera procès-verbal de l'audition des témoins : cet acte contiendra leurs noms, âge, profession et demeure, leur serment de dire vérité, leur déclaration s'ils sont parents, alliés, serviteurs ou domestiques des parties, et les reproches qui auraient été fournis contre eux. Lecture de ce procès-verbal sera faite à chaque témoin pour la partie qui le concerne; il signera sa déposition, ou mention sera faite qu'il ne sait ou ne peut signer. Le procès-verbal sera, en outre, signé par le juge ou le greffier. Il sera immédiatement procédé au jugement, ou au plus tard à la première audience.

nationaux ou s'effectuent des travaux que la sécurité publique oblige à tenir secrets. Dans ces divers cas, les fonctionnaires chargés de la surveillance ou du contrôle de ces établissements ou entreprises et, en ce qui concerne les exploitations minières, les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs (1), transmettent au juge de paix, pour être joint au procès-verbal d'enquête, un exemplaire de leur rapport.

Sauf les cas d'impossibilité matérielle, dûment constatés dans le procès-verbal, l'enquête doit être close dans le plus bref délai et, au plus tard, dans les dix jours à partir de l'accident. Le juge de paix avertit, par lettre recommandée, les parties de la clôture de l'enquête et du dépôt de la minute au greffe, où elles pourront, pendant un délai de cinq jours, en prendre connaissance et s'en faire délivrer une expédition, affranchie du timbre et de l'enregistrement. A l'expiration de ce délai de cinq jours, le dossier de l'enquête est transmis au président du tribunal civil de l'arrondissement.

ART. 14. — Sont punis d'une amende d'un à quinze francs (1 à 15 fr.) les chefs d'industrie ou leurs préposés qui ont contrevenu aux dispositions de l'article 11.

En cas de récidive dans l'année, l'amende peut être élevée de seize à trois cents francs (16 à 300 fr.).

L'article 463 du Code pénal est applicable aux contraventions prévues par le présent article.

TITRE III.

COMPÉTENCE. — JURIDICTION. — PROCÉDURE. — REVISION.

ART. 15. — Les contestations entre les victimes d'accidents et les chefs d'entreprises relatives aux frais funéraires, aux frais de maladie ou aux indemnités temporaires sont jugées en dernier ressort par le juge de paix du canton où l'accident s'est produit, à quelque chiffre que la demande puisse s'élever.

ART. 16. — En ce qui touche les autres indemnités prévues par la présente loi, le président du tribunal de l'arrondissement convoque dans les cinq jours, à partir de la transmission du dossier, la victime ou ses ayants droit et le chef d'entreprise, qui peut se faire représenter.

S'il y a accord des parties intéressées, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du président, qui donne acte de cet accord.

Si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le tribunal, qui statue comme en matière sommaire, conformément au titre 24 du livre II du Code de procédure civile.

Si la cause n'est pas en état, le tribunal sursoit à statuer et l'indemnité temporaire continuera à être servie jusqu'à la décision définitive.

Le tribunal pourra condamner le chef d'entreprise à payer une provision ; sa décision sur ce point sera exécutoire nonobstant appel.

ART. 17. — Les jugements rendus en vertu de la présente loi sont susceptibles d'appel selon les règles du droit commun. Toutefois, l'appel devra être interjeté dans les quinze jours de la date du jugement s'il est contradictoire,

1) V. loi du 8 juillet 1890 concernant les délégués à la sécurité des mineurs, page 170.

et, s'il est par défaut, dans la quinzaine à partir du jour où l'opposition ne sera plus recevable.

L'opposition ne sera plus recevable, en cas de jugement par défaut contre-partie, lorsque le jugement aura été signifié à personne, passé le délai de quinze jours à partir de cette signification.

La Cour statuera d'urgence dans le mois de l'acte d'appel. Les parties pourront se pourvoir en cassation.

ART. 18. — L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit par un an à dater du jour de l'accident.

ART. 19. — La demande en revision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties ou la décision définitive.

Le titre de pension n'est remis à la victime qu'à l'expiration des trois ans.

ART. 20. — Aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident.

Le tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension fixée au titre premier.

Lorsqu'il est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il s'est substitué dans la direction, l'indemnité pourra être majorée, mais sans que la rente viagère ou le total des rentes allouées puisse dépasser soit la réduction soit le montant du salaire annuel.

ART. 21. — Les parties peuvent toujours, après détermination du chiffre de l'indemnité due à la victime de l'accident, décider que le service de la pension sera suspendu et remplacé, tant que l'accord subsistera, par tout autre mode de réparation.

Sauf dans le cas prévu à l'article 3, paragraphe A, la pension ne pourra être remplacée par le paiement d'un capital que si elle n'est pas supérieure à 100 francs.

ART. 22. — Le bénéfice de l'assistance judiciaire est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, à la victime de l'accident ou à ses ayants droit, devant le tribunal.

A cet effet, le président du tribunal adresse au procureur de la République, dans les trois jours de la comparution des parties prévue par l'article 16, un extrait de son procès-verbal de non-conciliation; il y joint les pièces de l'affaire.

Le procureur de la République procède comme il est prescrit à l'article 13 (paragraphe 2 et suivants) de la loi du 22 janvier 1851 (1).

(1) *Loi du 22 janvier 1851.* ART. 13. — Dans les trois jours de l'admission à l'assistance judiciaire, le président du bureau envoie, par l'intermédiaire du procureur de la République, au président de la cour ou du tribunal ou au juge de paix, un extrait de la décision, portant seulement que l'assistance est accordée; il y joint les pièces de l'affaire. — Si la cause est portée devant une cour ou un tribunal civil, le président invite le bâtonnier de l'ordre des avocats, le président de la chambre des avoués et le syndic des huissiers, à désigner l'avocat, l'avoué et l'huissier qui prêteront leur ministère à l'assisté. — S'il n'existe pas de bâtonnier, ou s'il n'y a pas de chambre de discipline des avoués, la désignation est faite par le président du tribunal. — Si la cause est portée devant un tribunal de commerce ou devant

Le bénéfice de l'assistance judiciaire s'étend de plein droit aux instances devant le juge de paix, à tous les actes d'exécution mobilière et immobilière, et à toute contestation incidente à l'exécution des décisions judiciaires.

TITRE IV.

GARANTIES.

ART. 23. — La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit relative aux frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires ainsi qu'aux indemnités allouées à la suite de l'incapacité temporaire de travail, est garantie par le privilège de l'article 2101 du Code civil et y sera inscrite sous le numéro 6 (1).

Le paiement des indemnités pour incapacité permanente de travail ou accidents suivis de mort est garanti conformément aux dispositions des articles suivants.

ART. 24. — A défaut, soit par les chefs d'entreprise débiteurs, soit par les sociétés d'assurances à primes fixes ou mutuelles, ou les syndicats de garantie liant solidairement tous leurs adhérents, de s'acquitter, au moment de leur exigibilité, des indemnités mises à leur charge à la suite d'accidents ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail, le paiement en sera assuré aux intéressés par les soins de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, au moyen d'un fonds spécial de garantie, constitué comme il va être dit et dont la gestion sera confiée à ladite caisse.

ART. 25. — Pour la constitution du fonds spécial de garantie, il sera ajouté au principal de la contribution des patentes des industriels visés par l'article premier, quatre centimes additionnels (0 fr. 04). Il sera perçu sur les mines une taxe de cinq centimes (0 fr. 05) par hectare concédé.

Ces taxes pourront, suivant les besoins, être majorées ou réduites par la loi de finances.

ART. 26. — La Caisse nationale des retraites exercera un recours contre les chefs d'entreprise débiteurs, pour le compte desquels des sommes auront été payées par elle, conformément aux dispositions qui précèdent.

En cas d'assurance du chef d'entreprise, elle jouira, pour le remboursement de ses avances, du privilège de l'article 2102 du Code civil sur l'indemnité due par l'assureur et n'aura plus de recours contre le chef d'entreprise.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement du service conféré par les dispositions précédentes

un juge de paix, le président du tribunal ou le juge de paix se borne à inviter le syndic des huissiers à désigner un huissier. — Dans le même délai de trois jours, le secrétaire du barreau envoie un extrait de la décision au receveur de l'enregistrement.

(1) *Code civil*. ART. 2101. — Les créances privilégiées sur la généralité des meubles sont celles ci-après exprimées et s'exercent dans l'ordre suivant :

1° les frais de justice; 2° les frais funéraires; 3° les frais quelconques de la dernière maladie, quelle qu'en ait été la terminaison, concurremment entre ceux à qui ils sont dus; 4° les salaires des gens de service, pour l'année échue et ce qui est dû sur l'année courante; 5° les fournitures de subsistances faites au débiteur et à sa famille, savoir : pendant les six derniers mois, par les marchands en détail, tels que boulangers, bouchers et autres, et pendant la dernière année, par les maîtres de pension et marchands en gros.

à la Caisse nationale des retraites et notamment les formes du recours à exercer contre les chefs d'entreprise débiteurs ou les sociétés d'assurances et les syndicats de garantie, ainsi que les conditions dans lesquelles les victimes d'accidents ou leurs ayants droit seront admis à réclamer à la caisse le paiement de leurs indemnités.

Les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit de la caisse des retraites exerçant son recours contre les chefs d'entreprise ou les compagnies d'assurances.

ART. 27. — Les compagnies d'assurances mutuelles ou à primes fixes contre les accidents, françaises ou étrangères, sont soumises à la surveillance et au contrôle de l'État et astreintes à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique.

Le montant des réserves ou cautionnements sera affecté par privilège au paiement des pensions et indemnités.

Les syndicats de garantie seront soumis à la même surveillance et un règlement d'administration publique déterminera les conditions de leur création et de leur fonctionnement.

Les frais de toute nature résultant de la surveillance et du contrôle seront couverts au moyen de contributions proportionnelles au montant des réserves ou cautionnements, et fixés annuellement, pour chaque compagnie ou association, par arrêté du Ministre du commerce.

ART. 28. — Le versement du capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi ne peut être exigé des débiteurs.

Toutefois, les débiteurs, qui désireront se libérer en une fois, pourront verser le capital représentatif de ces pensions à la Caisse nationale des retraites qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit.

Lorsqu'un chef d'entreprise cesse son industrie, soit volontairement, soit par décès, liquidation judiciaire ou faillite, soit par cession d'établissement, le capital représentatif des pensions à sa charge devient exigible de plein droit et sera versé à la Caisse nationale des retraites. Ce capital sera déterminé, au jour de son exigibilité, d'après le tarif visé au paragraphe précédent.

Toutefois, le chef d'entreprise ou ses ayants droits peuvent être exonérés du versement de ce capital, s'ils fournissent des garanties qui seront à déterminer par un règlement d'administration publique.

TITRE V.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 29. — Les procès-verbaux, certificats, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes faits ou rendus en vertu ou pour l'exécution de la présente loi, sont délivrés gratuitement, visés pour timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement.

Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un décret déter-

minera les émoluments des greffiers de justice de paix pour leur assistance et la rédaction des actes de notoriété, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, envois de lettres recommandées, extraits, dépôts de la minute d'enquête au greffe, et pour tous les actes nécessités par l'application de la présente loi, ainsi que les frais de transport auprès des victimes et d'enquête sur place.

ART. 30. — Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

ART. 31. — Les chefs d'entreprise sont tenus, sous peine d'une amende d'un à quinze francs (1 à 15 fr.), de faire afficher dans chaque atelier la présente loi et les règlements d'administration relatifs à son exécution.

En cas de récidive dans la même année, l'amende sera de seize à cent francs (16 à 100 fr.).

Les infractions aux dispositions des articles 11 et 31 pourront être constatées par les inspecteurs du travail.

ART. 32. — Il n'est point dérogé aux lois, ordonnances et règlements concernant les pensions des ouvriers, apprentis et journaliers appartenant aux ateliers de la Marine et celles des ouvriers immatriculés des manufactures d'armes dépendant du Ministère de la guerre.

ART. 33. — La présente loi ne sera applicable que trois mois après la publication officielle des décrets d'administration publique qui doivent en régler l'exécution.

ART. 34. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 9 avril 1898.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes.*

HENRY BOUCHER.

Le Ministre de l'intérieur,

LOUIS BARTHOU.

Le Ministre des travaux publics,

A. TURREL.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la justice et des cultes,*

V. MILLIARD.

DÉCRET DU 15 JUILLET 1893

relatif aux exceptions ou tolérances prévues par les articles 4, 6 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 (modifié par les décrets des 26 juillet 1895, 29 juillet 1897 et 24 février 1898) [1 et 2].

ART. 1^{er}. — Dans les industries ci-après déterminées, les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans pourront être employées jusqu'à 11 heures du soir à certaines époques de l'année et pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours par an, sans que, en aucun cas, la durée du travail effectif puisse dépasser douze heures par vingt-quatre heures :

Broderie et passementerie pour confections ;

Chapeaux (*Fabrication et confection de*) en toutes matières pour hommes et femmes ;

Confections, coutures et lingerie pour femmes et enfants ;

Confections en fourrures ;

Pliage et encartonnage des rubans.

ART. 2. — Il pourra être dérogé d'une façon permanente aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 4 précité, pour les industries et les catégories de travailleurs énumérées ci-dessous, mais sans que le travail puisse dépasser sept heures sur vingt-quatre heures :

INDUSTRIES.	TRAVAILLEURS.
<i>Amidon de maïs (Coulage et séchage de l').....</i>	<i>Femmes.</i>
<i>Imprimés (Brochage des).....</i>	<i>Filles majeures et femmes.</i>
<i>Journaux (Pliage des).....</i>	<i>Idem.</i>
<i>Mines (Allumage des lampes de).....</i>	<i>Idem.</i>

ART. 3. — Les industries énumérées ci-après sont autorisées à déroger temporairement aux dispositions relatives au travail de nuit, sans que le

(1) Voir années 1893, n° 2, p. 97 ; 1895, n° 5, p. 325 ; 1897, n° 3, p. 199 et 1898, n° 1, p. 1.

(2) Les modifications approuvées par les décrets des 29 juillet 1897 et 24 février 1898 sont en caractères italiques.

travail effectif des femmes, filles ou enfants employés la nuit puisse dépasser dix heures par vingt-quatre heures.

INDUSTRIES.	DURÉE TOTALE des DÉROGATIONS.
	jours.
Colles et gélatine.....	60
Confiserie.....	90
Conserves alimentaires de fruits et de légumes.....	90
Conserves de poissons.....	90
Délainage des peaux de moutons.....	60
Parfums des fleurs (Extraction des).....	90
Pâtes alimentaires et fabriques de biscuits employant le beurre frais.....	30
Réparations urgentes de navires et de machines motrices.....	(A) 120
Tonnellerie pour l'embarillage des produits de la pêche.....	90

(A) Enfants au-dessus de 16 ans.

ART. 4. — Dans les usines à feu continu où des femmes majeures et des enfants du sexe masculin sont employés la nuit, les travaux tolérés pour ces deux catégories de travailleurs sont les suivants :

USINES à FEU CONTINU.	TRAVAILLEURS.	TRAVAUX TOLÉRÉS.
Distilleries de betteraves.	Enfants et femmes.	Laver, peser, trier la betterave, manœuvrer les robinets à jus et à eau, aider aux batteries de diffusion et aux appareils distillatoires.
Fer et fonte émaillés (Fabriques d'objets en).	Enfants.....	Manœuvrer à distance les portes des fours.
Huiles (Usines pour l'extraction des).	Idem.....	Remplir les sacs, les secouer après pressage, porter les sacs vides et les claies.
Papeteries.....	Enfants et femmes.	Aider les surveillants de machines, couper, trier, ranger, rouler et apprêter le papier.
Sucres (Fabriques et raffineries de).	Idem.....	Laver, peser, trier la betterave, manœuvrer les robinets à jus et à eau, surveiller les filtres, aider aux batteries de diffusion, coudre des toiles, laver des appareils et des ateliers, travailler le sucre en tablettes.
Usines métallurgiques..	Enfants.....	Aider à la préparation des lits de fusion, aux travaux accessoires d'affinage, de laminage, de martelage et de tréfilage, de préparation des moules pour objets de fonte moulée, de rangement des paquets, des feuilles, des tubes et des fils.
Verreries.....	Enfants.....	Présenter les outils, faire les premiers cueillages, aider au soufflage et au moulage, porter dans les fours à recuire, en retirer les objets, le tout dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 13 mai 1893.
	Femmes.....	Trier et ranger les bouteilles.

Lorsque les femmes majeures et les enfants sont employés toute la nuit, leur travail doit être coupé par des intervalles de repos représentant un temps total de repos au moins égal à deux heures.

La durée du travail effectif ne peut d'ailleurs dépasser, dans les vingt-quatre heures, dix heures pour les femmes et les enfants.

ART. 5. — Les industries pour lesquelles l'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail pourront être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire, pour les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge, sont les suivantes :

- Ameublement, tapisserie, passementerie pour meubles;
- Appareils orthopédiques;*
- Bijouterie et joaillerie;
- Biscuits employant le beurre frais (Fabriques de);
- Blanchisseries de linge fin;
- Bonneterie fine;*
- Briqueteries en plein air;
- Brochage des imprimés;
- Broderie et passementerie pour confections;
- Cartons (Fabriques de) pour jouets, bonbons, cartes de visites, rubans;
- Chapeaux (*Fabrication et confection de*) en toutes matières pour hommes et femmes;
- Chaussures;*
- Colles et gélatine;*
- Confections, coutures et lingerie pour femmes et enfants;
- Confections pour hommes;
- Confections en fourrures;
- Conserves de fruits et confiserie, conserves de légumes et de poissons;
- Corderies en plein air;
- Corsets (Confection de);
- Couronnes funéraires (Fabriques de);
- Délainage des peaux de moutons;
- Dorure pour ameublement;
- Dorure pour encadrements;
- Filature, retordage de fils crépés, bouclés et à boutons. de fils moulinés et multicolores;*
- Fleurs (Extraction des parfums des);
- Fleurs et plumes;
- Impression de la laine peignée, blanchissage, teinture et impression des fils de laine, de coton et de soie, destinés au tissage des étoffes de nouveauté;*
- Imprimeries typographiques;
- Imprimeries lithographiques;
- Imprimeries en taille-douce;
- Jouets, bimbeloterie, petite tabletterie et articles de Paris (Fabriques de);
- Papier (Transformation du), fabrication des enveloppes, du cartonnage des cahiers d'école, des registres, des papiers de fantaisie;
- Papiers de tenture;

Parfumerie;

Reliure;

Réparations urgentes de navires et de machines motrices;

Soie (*Dévidage de la*) pour étoffes de nouveauté;

Teinture, apprêt, blanchiment, impression, gaufrage et moirage des étoffes;

Tissage des étoffes de nouveauté destinées à l'habillement;

Tulles, dentelles et laizes de soie.

ART. 6. — Les chefs des industries autorisées soit à prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, en vertu de l'article 1^{er}, soit à déroger temporairement aux dispositions relatives au travail de nuit, en vertu de l'article 3, devront prévenir l'inspecteur ou l'inspectrice chaque fois qu'ils voudront faire usage de ces autorisations.

L'avis sera donné par l'envoi, avant le commencement du travail exceptionnel, d'une carte postale, d'une lettre sans enveloppe ou d'un télégramme, de façon que le timbre de la poste fasse foi de la date dudit avis.

Une copie de l'avis sera immédiatement affichée dans un endroit apparent des ateliers et y restera apposée pendant toute la durée de la dérogation.

Dans les cas prévus à l'article 5, une copie de l'autorisation sera également affichée.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 13 AVRIL 1898

*fixant par classe le nombre des inspecteurs divisionnaires
et des inspecteurs et inspectrices départementaux du travail.*

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES,

Vu le décret du 13 décembre 1892 qui a fixé le nombre de classes des inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail dans l'industrie et les traitements afférents à chacune d'elles;

Vu l'arrêté du 14 juin 1895 (1);

Sur la proposition du Conseiller d'État, Directeur du travail et de l'industrie,

ARRÊTE :

L'arrêté du 14 juin 1895 (1) est modifié de la manière suivante :

Le nombre des inspecteurs divisionnaires et des inspecteurs et inspec-

(1) Voir année 1895, n° 4, p. 238.

trices départementaux du travail dans l'industrie est fixé dans chaque classe ainsi qu'il suit :

I. — INSPECTEURS DIVISIONNAIRES :

1 ^{re} classe.....	3
2 ^e classe.....	4
3 ^e classe.....	4

II. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX :

1 ^{re} classe.....	6
2 ^e classe.....	6
3 ^e classe.....	13
4 ^e classe.....	22
5 ^e classe et stagiaires.....	29

III. — INSPECTRICES DÉPARTEMENTALES (1) :

1 ^{re} classe.....	1
2 ^e classe.....	1
3 ^e classe.....	3
4 ^e classe.....	6
5 ^e classe et stagiaires.....	8

Paris, le 13 avril 1898.

HENRY BOUCHER.

PERSONNEL DE L'INSPECTION.

Par des arrêtés ministériels, en date des 8 mars et 14 mai 1898, ont été promus :

Inspectrices départementales de 3^e classe :

M^{mes} DE CONTENCIN, inspectrice à Paris;
GETTING, inspectrice à Paris;
GILBERT, inspectrice à Paris.

Inspecteurs et inspectrice départementaux de 4^e classe :

MM. BOULIN, inspecteur à Lyon;
HERBO, inspecteur à Lille;
SALMIN, inspecteur au Havre;
AMIET, inspecteur à Bordeaux;
CÉSAR, inspecteur à Mézières;
GRÉGOIRE, inspecteur à Avesnes;
GAILLOT, inspecteur à Belfort.
M^{me} DE LAFORGUE, inspectrice à Nantes;

Les dispositions de ces arrêtés ont eu leur effet à partir du 1^{er} janvier 1898.

(1) Le nombre des inspectrices du travail, fixé à 15 par le décret du 13 décembre 1892, sera réduit à ce nombre au fur et à mesure des extinctions.

Par un arrêté ministériel, en date du 19 mars 1898, M. BELLON (Paul-Marie-Eugène), candidat admissible à la suite du concours de 1897, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à Roubaix, en remplacement de M. DEZWARTE, mis, sur sa demande, en congé illimité sans traitement.

Le traitement de M. BELLON, fixé à 2,400 francs par an, courra à dater du jour de son installation.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 12 MARS 1898

adressée par le Ministre de l'intérieur aux Préfets au sujet de la délivrance gratuite des livrets prescrits par l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892.

MONSIEUR LE PRÉFET, aux termes de l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants dans les établissements industriels, les maires sont tenus de délivrer *gratuitement* aux père, mère, tuteur ou patron, un livret sur lequel sont portés les noms et prénoms des enfants des deux sexes âgés de moins de dix-huit ans, employés dans l'industrie, la date, le lieu de leur naissance et leur domicile.

Les inspecteurs du travail ont signalé plusieurs communes qui n'avaient pas délivré *gratuitement* le livret réglementaire. Je crois devoir vous rappeler, Monsieur le Préfet, qu'il s'agit là d'une dépense obligatoire qui peut être inscrite d'office au budget communal. Le livret, prévu par l'article 10 de la loi précitée, constitue, d'ailleurs, une pièce d'identité qui doit suivre le titulaire dans tous les ateliers où il est admis, et un patron n'a le droit ni de le conserver, ni de renoncer à sa présentation.

Je vous prie donc, en vue d'assurer uniformément l'exécution de la loi, de rappeler aux municipalités de votre département la nécessité d'ouvrir au budget communal un crédit spécial destiné à couvrir les frais d'acquisition des livrets pour les enfants employés dans l'industrie.

✕ CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 13 AVRIL 1898

relative à la forme dans laquelle doivent être effectuées les mises en demeure prévues par l'article 6 de la loi du 12 juin 1893.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, l'article 6 de la loi du 12 juin 1893 porte que, avant de dresser procès-verbal pour infraction aux règlements d'administration publique prévus par l'article 3 de ladite loi, les inspecteurs

du travail mettront les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements.

La question s'est posée de savoir dans quelle forme doit être faite cette mise en demeure. Suffit-il d'énumérer sur le registre d'usine les articles du décret pour lequel il existe des contraventions? Est-il, au contraire, nécessaire que la mise en demeure renferme l'énumération détaillée des mécanismes et des organes dangereux de l'outillage ou des causes d'insalubrité existantes?

Le Comité consultatif des Arts et Manufactures, se basant sur le texte même de la loi, a exprimé l'avis que la mise en demeure de l'inspecteur doit viser les *prescriptions* des décrets qui n'ont pas été observées et préciser les contraventions qui ont été relevées. L'article 6 porte, en effet, d'une part, que les inspecteurs mettront les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux *prescriptions* du règlement, ce qui entraîne l'obligation de les viser dans leur détail; d'autre part, que la mise en demeure indiquera les contraventions relevées, ce qui implique forcément que celles-ci seront articulées et formulées avec précision. Il importe, d'ailleurs, qu'une contravention soit parfaitement caractérisée pour pouvoir faire l'objet de poursuites judiciaires; on citerait nombre de jugements qui ont été suivis d'acquittements motivés sur le fait que la mise en demeure n'avait pas été suffisamment précise.

Ce mode de procéder offrira l'avantage de fixer l'industriel sur les améliorations qu'il est tenu d'apporter à son outillage ou dans ses ateliers. Il n'aura pas à se plaindre de n'avoir pu, faute d'explications, se mettre en règle avec la loi, et ne sera plus fondé à dire qu'une mise en demeure générale, par suite toujours menaçante, le met dans une situation intolérable que le législateur n'a jamais eu l'intention de lui créer.

Ces raisons, Monsieur l'Inspecteur divisionnaire, ne pouvaient que me déterminer à me ranger à l'avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures qui est, d'ailleurs, en complète harmonie avec les instructions générales du 27 mars 1894 (1). Je vous serai, en conséquence, obligé de donner aux inspecteurs de votre circonscription des ordres pour que les règles tracées dans la présente circulaire soient strictement suivies. Je sais que cette nouvelle mesure pourra avoir pour conséquence de compliquer leur tâche. Mais, l'activité qu'ils ont déployée jusqu'ici dans l'accomplissement de leur délicate mission m'est un sûr garant qu'ils rempliront exactement les nouvelles obligations que les règlements imposent.

(1) Voir année 1894, n° 3, p. 630.

X CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 14 AVRIL 1898

relative à la protection des meules et à l'évacuation des poussières.
(Décret du 10 mars 1894, art. 6 et 12.)

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, les articles 6 § 3 et 12 § 4 du décret du 10 mars 1894 ont donné lieu à des difficultés d'interprétation que j'ai cru devoir soumettre au Comité consultatif des Arts et Manufactures.

Ces articles portent : 1° qu'il sera installé, notamment autour des meules qui déterminent des poussières, des tambours, en communication avec une ventilation aspirante énergique; 2° qu'on devra prendre, autant que possible, des dispositions telles qu'aucun ouvrier ne soit habituellement occupé à un travail quelconque dans le plan de rotation d'engins tournant à grande vitesse et notamment desdites meules.

Sur le premier point, l'article 6 du décret ne prévoyant pas d'exception, le Comité estime que les prescriptions qu'il édicte, d'une manière formelle, sont applicables à tous les établissements où les meules occasionnent des poussières. L'enquête à laquelle il a été procédé démontre qu'il existe des installations où celles-ci sont enlevées au moyen d'une ventilation aspirante convenablement organisée. On peut citer, à cet égard, les installations des usines d'Imphy, d'Aillevillers, de Baume-les-Dames, de Saint-Claude, de Chaumont, de Liebvillers, les coutelleries de Langres, les ateliers de Troyes et du Creusot, de la Compagnie de l'Ouest, à Rennes, de la manufacture des tabacs à Nantes, des usines de Port-Brillet, etc.

Quant à l'article 12 § 4 du décret précité, le Comité a fait observer qu'il exige seulement qu'on prenne le maximum de précautions compatibles avec les nécessités de l'industrie. Lorsqu'il s'agit de meules travaillant par leur surface cylindrique, et lorsque l'ouvrier ne peut accomplir son travail qu'en poussant directement et normalement sur la pièce à façonner, il faut bien qu'il soit dans le plan de rotation. S'il s'agit de meules travaillant par leur face latérale, l'ouvrier qui s'en sert n'est pas placé dans le plan de rotation, mais il est aux abords immédiats. Le décret de 1894 n'a pas entendu proscrire ce genre de travail, malgré les dangers qu'il présente; il a seulement voulu qu'on le rendît aussi peu dangereux que possible. Aussi, dès qu'il est bien établi qu'une amélioration est réalisable, l'adoption de ce perfectionnement devient un devoir. L'expérience prouve qu'il est possible de satisfaire entièrement aux prescriptions du décret, sans rien sacrifier des facilités nécessaires à l'industrie. Il importe, d'ailleurs, d'installer les meules de tous genres, de telle façon que les ouvriers étrangers au travail de ces meules ne se trouvent ni dans leur plan de rotation, ni à leurs abords immédiats.

Telle est l'interprétation qui a été donnée par le Comité consultatif des Arts et Manufactures des deux articles susindiqués du décret de 1894 et à laquelle le service de l'Inspection devra se conformer dans l'avenir.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 10 MARS 1898

*relative à la participation des inspecteurs du travail
aux travaux des Comités de patronage.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez prié de vous faire connaître si un inspecteur du travail pouvait être désigné par un Préfet ou par le Conseil général pour faire partie de la Commission directrice des Comités de patronage, prévue par l'article 25 de la loi du 2 novembre 1892, et si, dans le cas où cet inspecteur ne serait pas membre de la Commission, il devrait se rendre aux séances s'il était invité à y assister.

La loi de 1892 n'a fixé aucune règle en ce qui concerne le choix des personnes appelées à faire partie des Commissions dont il s'agit. Rien ne s'oppose donc, en principe, à ce que le choix du Préfet ou du Conseil général se porte sur un inspecteur du travail. Il est évidemment à désirer que de semblables fonctions soient confiées de préférence à des personnes qui peuvent consacrer leur temps et leurs soins à la protection et au développement de l'instruction professionnelle des enfants employés dans l'industrie. Mais, si le concours de inspecteurs était jugé nécessaire, ils ne devraient pas hésiter à mettre leur expérience au service d'une cause qui peut compter d'avance sur leur sympathie et leur dévouement.

Je ne verrais, d'ailleurs, pas d'inconvénients à ce qu'un inspecteur, convoqué spécialement pour une séance de la Commission directrice des Comités de patronage, se rendit à l'invitation qui lui serait adressée à cet effet, surtout lorsqu'il s'agit de l'organisation des Comités.

Jusqu'ici les Comités de patronage n'ont malheureusement pas fait preuve d'une activité qui puisse faire craindre que les inspecteurs du travail qui en feraient partie soient détournés, par là, de la mission qui leur est confiée par la loi.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 24 MARS 1898

*relative à l'application du décret du 29 juillet 1897
en ce qui concerne la bonneterie fine.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, à la suite du décret du 29 juillet 1897, qui a compris la bonneterie fine parmi les industries qui peuvent bénéficier de tolérances en ce qui concerne la durée du travail et l'obligation du repos hebdomadaire, vous m'avez demandé de vous faire connaître ce qu'il fallait entendre par *bonneterie fine*, par opposition avec *bonneterie grosse*.

Le Comité consultatif des Arts et Manufactures, à qui j'avais soumis la question, n'a pas pensé qu'il a pu être posé des règles générales fixes pour établir la distinction à faire entre les deux tissus, tout principe absolu pouvant engendrer, soit dans le présent, soit dans l'avenir des réclamations fondées.

Le Comité estime que c'est aux inspecteurs qu'il appartient, par des notions techniques qu'ils sont tenus d'avoir ou d'acquérir par la pratique, de distinguer entre la bonneterie fine et la bonneterie grosse. Je ne puis que porter cet avis à votre connaissance.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 31 MARS 1898

relative à l'application de l'article 16 du décret du 10 mars 1894 dans les usines de location de force motrice. (Évacuation des locaux en cas d'incendie.)

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, le Comité consultatif des Arts et Manufactures vient de se prononcer à nouveau contre la proposition qui avait été faite de classer au nombre des établissements insalubres, dangereux ou incommodes, les usines de location de force motrice; il exprime l'avis que les articles 7 et 8 de la loi du 12 juin 1893 et le décret du 10 mars 1894 ont donné au service de l'inspection du travail les pouvoirs suffisants pour faire assurer d'une façon efficace l'évacuation des locaux en cas d'incendie.

Je crois, dès lors, utile d'appeler à nouveau votre attention sur les dangers que présentent, pour la sécurité du personnel, les usines dont il s'agit, et je vous prie de tenir la main à l'application rigoureuse dans ces établissements des prescriptions ayant pour but d'assurer la retraite des ouvriers.

J'ai fait connaître à M. le Préfet de police que j'avais tout lieu de croire que les dispositions qui seraient prises par le service de l'Inspection seraient de nature à sauvegarder la sécurité des travailleurs.

Il importe donc que les inspecteurs redoublent de vigilance dans l'accomplissement de leur délicate mission. Je compte sur leur zèle pour faire appliquer la loi et prescrire les dispositions que leur paraîtra commander le salut du personnel employé dans les usines en question.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 13 AVRIL 1898

*relative à la non-application des lois de 1892 et de 1893
dans les exploitations forestières.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez consulté sur la question de savoir si les chantiers où se font les exploitations de bois doivent être considérés comme des chantiers agricoles non soumis, comme tels, aux prescriptions de la loi du 2 novembre 1892 et de la loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

La réponse me paraît devoir être affirmative. En effet, les deux lois précitées ne visent que les établissements industriels, et il est incontestable que les exploitations forestières, qui ont un caractère plus particulièrement agricole, ne sauraient rentrer dans cette catégorie. J'estime, dès lors, avec Monsieur le Président du Conseil, dont j'ai pris l'avis, que les inspecteurs du travail n'ont pas mission de surveiller les exploitations dont il s'agit.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 13 AVRIL 1898

*relative à la protection de certains appareils dangereux
dans les fabriques de drap.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai été saisi par un fabricant de drap d'une réclamation au sujet de la mise en demeure qui lui a été faite d'avoir à assurer dans son usine les prescriptions du décret du 10 mars 1894. Le service de l'inspection avait prescrit de protéger les engrenages des cardes fileuses, les poulies de transmission de ces cardes et celles du fouloir à cylindre, les engrenages du montoir et les poulies de transmission du foulon à maillet.

J'ai soumis cette réclamation au Comité consultatif des Arts et Manufactures qui a fait remarquer qu'il n'était possible, en la circonstance, que de s'en référer au texte de la loi ou des règlements qui prescrivent la protection des organes dangereux indiqués dans la mise en demeure.

Je n'ai pu, dans ces conditions, qu'inviter l'industriel susdésigné à se mettre le plus tôt possible en règle avec la loi.

X TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

ÉTUDE

SUR

LA FABRICATION DU DRAP DANS LE DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT,

Par M. MESTRE,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL.

Il est difficile de préciser d'une manière exacte l'époque à laquelle la fabrication industrielle du drap a fait son apparition dans le département de l'Hérault; cependant, les documents consultés dans les archives du département nous permettent d'affirmer qu'au ^{xiii}^e siècle la fabrication du drap était déjà ancienne à Lodève et Clermont, et que la fabrication des couvertures de laine était alors prospère à Montpellier.

D'après la sentence arbitrale, prononcée en 1261, entre l'évêque et les habitants de Lodève, par Guy de Foulques, archevêque de Narbonne, depuis pape sous le nom de Clément IV, les fabricants de drap de Lodève devaient payer une redevance à l'évêque par pièce de drap fabriqué (article v de cette sentence).

En 1288, sous l'épiscopat de Béranger II de Gérard, l'évêque, sa cour et les principaux habitants firent un règlement au sujet de la fabrication du drap. Dans ce règlement il était dit que :

1° Les draps de teinture mélangés devaient être tissés au peigne de douze; les blancs et les bruels à celui de treize. L'une et l'autre laine étaient fixées à une canne de long au moins; les fils de couleur au nombre de 1,200 et les autres de 1,300;

2° Les draps teints ou mélangés devaient avoir 15 cannes et demie par pièce; les blancs et les bruels, 12 et demie; le tout en venant du foulon;

3° Après avoir été bien battus et foulés, ils devaient peser 50 livres au moins;

4° Il ne pouvait y être mis aucune laine de peaux;

5° Les draps étaient soumis à la vérification de préposés, nommés tous les ans par la cour de l'Évêque;

Les délinquants étaient punis de 15 sols pour chaque contravention.

Le compoix de 1401 mentionne pour les villes de Lodève et de Clermont-de-Lodève l'existence d'une quarantaine de sayettiers, fabricants d'étoffes de laine sans mélange.

En 1500, Guillaume de Brissonnet étant évêque, le règlement de 1288

est renouvelé, avec des prescriptions plus détaillées, pour arrêter les abus qui s'étaient introduits dans la fabrication, et pour conserver, par le bon aloi, la renommée de la fabrique.

En 1533, enfin, un dernier règlement qui contient les plus minutieux détails, pourvoit à la fabrication des draps; il en prescrit les dimensions, les qualités, la mode et la matière; les peines contre les contrevenants y sont aussi déterminées.

De tous les règlements qui précèdent, il ressort d'une manière très évidente que la préoccupation constante était de veiller surtout à la qualité du drap fabriqué, sans chercher à se rendre compte du prix de revient du produit manufacturé.

La concurrence n'était pas à redouter, car les difficultés dans les moyens de communication, d'une part, et, d'une autre, les droits assez élevés qu'il y avait à payer pour passer d'une province à une autre, étaient, pour les draps étrangers à la région du midi, un obstacle très sérieux. Les draps fabriqués à Lodève et à Clermont étaient presque tous vendus, à cette époque, dans la région elle-même, et les marchands venaient s'approvisionner aux foires de Montagnac, Pézenas et Beaucaire. Ces draps ne tardèrent pas à être connus non seulement de la France entière, mais encore des pays étrangers.

Par suite du juste renom obtenu par les draps fabriqués à Lodève et à Clermont, grâce à la supériorité de la laine du pays, à la nature et à la qualité particulière des eaux, à l'habileté et à l'intelligence des ouvriers, et enfin, il faut le dire, grâce aussi à l'application des règlements en vigueur sur la fabrication des draps, on chercha à utiliser toutes les richesses naturelles favorables au développement de cette industrie. C'est ainsi que d'autres manufactures furent fondées à Saint-Chinian, vers le *xvi^e* siècle; le testament de Salvagnac de la Servelières le démontre en 1597, car, parmi les biens réservés à ses deux filles, figurent « deux robes nuptiales en drap de Saint-Chinian ». Il existait, du reste, à cette époque, deux moulins foulons, l'un à la rive, l'autre au pont de l'Hermite; c'est aussi vers la même époque que l'industrie de la draperie prit naissance à Bédarieux et à Saint-Pons.

Dans l'*Histoire du Languedoc*, il est dit qu'au commencement du *xvii^e* siècle Lodève commença à fabriquer des draps pour l'armée; mais cette fourniture ne lui fut définitivement assurée que sous le règne de Louis XIII. Ce privilège lui fut maintenu jusqu'en 1789 malgré la création par Colbert de la manufacture royale de Villeneuve.

Les draps du Languedoc étaient déjà connus, et vers 1655, ils étaient appréciés dans la capitale de la France.

Les mesures protectionnistes prises par Colbert en 1660, et la création de quelques manufactures royales à cette même époque, — l'usine de Villeneuve a été fondée sous le ministère Colbert vers 1666, — donnèrent à l'industrie de la draperie une impulsion si grande que cette date peut être considérée comme le véritable point de départ de la fabrication industrielle du drap.

Les draps fabriqués dans le Languedoc, très appréciés en France, l'étaient aussi en Allemagne, en Suisse, en Sicile et aussi dans le Levant où le Gou-

vernement français passa, vers 1665, des marchés très importants. Les draps destinés aux échelles du Levant, d'abord fabriqués dans les manufactures royales, le furent ensuite par ces dernières manufactures et par d'autres établissements particuliers. C'est à partir de ce moment qu'un règlement spécial s'imposa. Les règlements généraux furent rendus en 1669.

Des lots de draps à fournir étaient distribués dans chaque jurande.

Ces draps devaient être vérifiés par les jurés-gardes, contrôlés par des inspecteurs et soumis, quant à la fabrication, à des règlements applicables chez tous les maîtres-fabricants. Les infractions à ces règlements étaient passibles de peines, telles que : amendes, confiscation des draps mal fabriqués et défense de fabriquer pour le Levant pendant une durée fixée par les délégués au commerce qui, seuls, avaient, en pareil cas, le droit de juger.

En 1685, l'industrie et le commerce des draps, très sérieusement éprouvés par la révocation de l'édit de Nantes, un instant presque arrêtés, ne tardèrent pas à reprendre quelques années plus tard.

Si la fabrication pour l'intérieur du royaume était faible, celle des draps pour le Levant était considérable. Les manufactures royales et les maîtres-fabricants inscrits sur un tableau spécial avaient seuls le droit de confectionner pour le Levant. Nous avons trouvé dans les archives, à la date de 1736, des spécimens de ces tableaux, et la préparation de ces listes de fabricants privilégiés était l'objet d'une attention toute spéciale : les projets de tableaux étaient préparés par les jurés-gardes de chaque maîtrise, et, après vérification par les inspecteurs des manufactures, ils étaient adressés à l'intendant général et, de là, au Conseil du Roi. Dans ce Conseil, ces tableaux étaient définitivement arrêtés en attribuant à chaque fabricant le nombre de ballots qu'il avait à fournir.

M. de Bernage, intendant général du Languedoc, fit paraître, le 20 avril 1736, une ordonnance, inscrite chaque année au bas du tableau des maîtres-fabricants en draps destinés aux échelles du Levant, « portant défense à toutes autres fabriques de draps de fabriquer pour cette destination » ; ce privilège de confectionner des draps pour le Levant était donc absolu.

Toutes les mesures de précaution étaient parfaitement prises par le Gouvernement français afin de livrer au Levant une très belle qualité de draps.

Pour montrer jusqu'à quel point les mesures protectionnistes étaient prises, même à l'intérieur, un arrêt de 1745 interdit aux marchands-fabricants en faillite de fabriquer des draps.

En 1745, les draps pour les échelles du Levant étaient fabriqués à Clermont-de-Lodève, à Saint-Gervais, Bédarieux et Saint-Pons. La ville de Lodève semble être laissée de côté ; mais il est à supposer qu'une large compensation était donnée aux fabricants lodévois par des commandes assez importantes de draps pour les troupes.

Sur le marché étranger, l'Angleterre seule pouvait nous faire une sérieuse concurrence. Les étoffes anglaises étaient alors très appréciées et le Gouvernement français n'avait qu'un seul but : fabriquer, tout au moins, aussi bien que les Anglais. C'est pour cela que les arrêts et les ordonnances étaient étudiés de façon à imposer aux maîtres-fabricants des obligations telles que la qualité du drap fabriqué devait être au moins égale à celle du produit

anglais. Les dimensions des pièces d'étoffes françaises étaient les mêmes que celles des étoffes anglaises et les dénominations de : Londres larges, Londres premiers et seconds, etc., viennent aussi à l'appui de cette affirmation.

Les fournitures de draps pour les échelles du Levant étaient pour les fabricants du Languedoc une source de grands revenus; aussi étaient-ils tous très désireux de figurer chaque année sur le tableau spécial des fabricants favorisés.

Il n'était expédié dans le Levant que des draps absolument conformes aux conditions imposées. Pour arriver à ce résultat, le Gouvernement contrôlait très rigoureusement l'application des ordonnances et arrêts et, n'ignorant pas que l'encouragement est un des éléments les plus actifs du progrès, si des peines souvent sévères étaient infligées aux maîtres-fabricants qui fabriquaient mal, de même des récompenses étaient accordées à ceux qui fabriquaient bien ou qui, par des procédés nouveaux de fabrication, arrivaient à produire des qualités supérieures. — En 1745, un encouragement de 5 livres par pièce de drap est accordé à Garey, Cathala et Donna-dieu, maîtres-fabricants à Saint-Chinian.

Les inspecteurs faisaient dans toutes les manufactures de fréquentes visites; mais leurs attributions étaient purement techniques : toute leur attention était de surveiller la fabrication du drap et de contrôler l'application des arrêts et ordonnances rendus dans le but de fournir un produit d'une qualité imposée par les marchés.

L'initiative personnelle semble ne pas exister, tant au point de vue de la fabrication, qu'à celui des relations commerciales avec l'extérieur. L'Etat, qui mettait tout en œuvre pour permettre le développement de cette industrie, pouvait être considéré comme la seule partie active et intelligente. Ce privilège de pouvoir, chaque année, fabriquer une quantité de marchandise déterminée, assurait à chaque maître-fabricant, inscrit sur le tableau, une sorte de petit monopole dont il se contentait, sans chercher, soit à développer son commerce, soit à perfectionner son outillage.

Ces maîtres-fabricants formaient dans chaque localité une assemblée appelée « maîtrise » qui seule avait le droit d'attribuer à telle ou telle personne le titre de maître-fabricant.

Ces sortes de charges industrielles passaient de père en fils, et il arrivait que les ouvriers intelligents, actifs, capables de rendre à cette industrie de réels services, étaient obligés de rester toujours ouvriers, alors que les fils des maîtres, très souvent sans connaissances spéciales, héritaient des privilèges de leur père.

En vertu d'une ordonnance de 1748, il était fait défense à la maîtrise des draps de Clermont-de-Lodève de recevoir d'autres personnes que les fils des maîtres. En 1750, M. Delpon, capitaine réformé du régiment de La Morlière, retiré à Clermont-de-Lodève, est obligé d'adresser une demande pour être réintégré dans les droits de fabricant de cette ville pour les draps du Levant qu'il n'a perdus que pour entrer au service.

Il était même défendu aux ouvriers qui avaient travaillé chez un fabricant d'aller travailler chez un autre, sans y être autorisé par son ancien pa-

tron qui, à cet effet, lui délivrait un certificat. L'industriel était donc assuré du concours de ses ouvriers et de la vente du produit fabriqué; le travail lui était facile et, jusqu'en 1789, on peut considérer cette période comme la période des industriels fainéants.

Ce que j'avance là n'a rien d'exagéré, car, dans un rapport de l'inspecteur des manufactures de Limoux et Chalabre, du 18 novembre 1750, sur les diverses qualités des draps destinés aux échelles du Levant, et dans lequel il donne des conseils « aux jeunes fabricants qui ont la prétention de ne pas suivre les leçons de leurs maîtres », nous lisons :

« Le fabricant qui se bornerait seulement à appliquer servilement les lois et règlements semblerait avouer son incapacité et se lier les mains pour n'aller jamais en avant. Il doit, au contraire, supposer que le Conseil d'État n'a jamais prétendu qu'un fabricant soit servilement attaché à n'employer que les matières qui lui sont désignées, mais bien comprendre qu'il ne lui est pas permis d'en employer d'inférieures à leur place, et qu'il ne lui est pas défendu d'en instituer d'autres d'une qualité au moins égale, sinon supérieure. »

D'après le même rapport, les bons fabricants étaient rares, et il signale aussi d'une façon toute particulière leur « négligence à instruire leurs élèves ou apprentis ». Enfin, ce même rapport indique bien que le but de chaque fabricant devait être d'imiter, autant que possible, la fabrication anglaise.

Les renseignements qui suivent, puisés dans une histoire de la ville de Saint-Chinian, faite par M. l'abbé Delouvrier, nous montreront la différence qu'il y avait entre l'industriel de la fin du xvii^e siècle et celui du milieu du xviii^e siècle.

Vers 1690, il y avait à Saint-Chinian environ trente fabricants, tous jaloux de soutenir la réputation des produits de la cité; à la tête de ces fabricants était le sieur Étienne de Roussel. Quelques années après vint s'installer à Saint-Chinian un industriel intelligent, le sieur Noël de Varennes, qui devait perfectionner le travail des manufactures. M. de Basville, intendant général du Languedoc, disait de lui : « Le sieur de Varennes, il y a vingt-deux ans, se mit à faire valoir une ancienne manufacture à Saptès, établie depuis cent ans par des gentilhommes de ce nom près de Carcassonne, dans le but d'y fabriquer des draps fins pour le dedans du royaume à l'imitation de ceux de Hollande. Il s'avisa de débaucher des ouvriers hollandais pour parvenir à la perfection de ses draps; et, pour cela, il fit plusieurs voyages dans leur pays, d'où il amena un nombre considérable d'ouvriers à Saptès, qui lui apprirent à faire des draps fins qu'on porte en Europe, et à fabriquer ceux qui sont propres pour les états du Grand Seigneur. » Par ce moyen, il força les Hollandais à falsifier leurs produits pour pouvoir soutenir la lutte; mais leurs étoffes tombèrent en discrédit. Or, le registre des États de 1692 dit que « Noël de Varennes fit travailler pendant deux ans, avant sa mort, à une manufacture de draps appelés Londrins, à Saint-Chinian ». M. de Basville nous apprend aussi que « dans cette fabrique on ne se servait que de laines du pays, et que, par arrêt du 2 décembre 1692, le sieur Auguste Magy, bourgeois de Marseille, directeur de la Com-

pagnie du Levant, associé au sieur Noël de Varennes pour la manufacture des draps, lui fut subrogé ».

D'après l'*Histoire générale du Languedoc*, le roi fit grâce au sieur Magy des droits d'entrée et de sortie qui frappaient ses marchandises, et la province non seulement lui prêta sans intérêt la somme de 30,000 livres, mais elle lui accorda une gratification de 7 livres par pièce de drap qu'il fit confectionner par ses ouvriers. Ces derniers étaient, paraît-il, étrangers.

Ce qui précède indique parfaitement que rien n'était négligé pour récompenser ceux qui facilitaient les progrès de cette industrie du drap. Mais malheureusement tous ces avantages accordés à un seul fabricant eurent pour résultat de rendre tout travail impossible aux fabricants du lieu et aux ouvriers du pays.

Après survinrent quelques justes réclamations de la maîtrise de Saint-Chinian, disant, non sans raison, que presque tous les fabricants pourraient fabriquer aussi bien que le sieur Magy, si on voulait bien leur accorder les mêmes avantages. Peu à peu, l'industrie de la draperie, un instant pour ainsi dire monopolisée entre les mains d'un seul, reprit et, dès 1705, lorsque le sieur Roussel succéda à Magy, tout marcha comme par le passé.

Vers 1750, on fabriquait des draps à Riols, Premian, Olargues et Saint-Martin. Ces fabricants furent admis vers 1769 à fournir des draps pour le Levant.

La fabrication continue toujours dans le Languedoc, mais avec beaucoup moins de régularité. Les règlements sont moins rigoureusement appliqués ; les fabricants demandent la suppression des inspecteurs, et déjà, vers 1784, l'industrie a soif de liberté pour pouvoir lutter contre la concurrence étrangère.

Dans les rapports, dans les nombreuses pétitions adressées par toutes les corporations, on devine l'état de surexcitation des esprits et l'on entend gronder l'orage qui doit renverser toutes les institutions de l'ancien régime.

Dans la nuit du 4 août 1789, disparaissent les jurandes et les maîtrises.

Les renseignements fournis par l'administration municipale de Lodève, le 6 vendémiaire an vi (le 27 septembre 1797) nous indiquent « que la fabrication des draps pour l'habillement des troupes est le principal et presque l'unique genre de commerce qui s'exerce dans cette commune. Avant la Révolution, cette fabrication occupait, de père en fils, environ 40 fabricants qui manufacturaient annuellement 10,000 pièces ; ils avaient leurs principaux ateliers sous leurs yeux, dans leurs maisons. Depuis la suppression des maîtrises et des jurandes, le nombre des fabricants s'était considérablement accru. Cette augmentation, et surtout les besoins des nombreuses armées ont fait porter dans ces dernières années la fabrication jusqu'à 40,000 pièces par an, en blanc et en couleur.

« Cette fabrique occupait habituellement 5,000 ouvriers dans la commune et 10,000 en dehors.

« Elle a conservé cette activité jusqu'en thermidor et fructidor an iii (juillet et août 1795), époque à laquelle il fut versé au magasin national la quantité de 6,000 pièces de drap qui devaient être payées de suite ; mais

qui ne l'ont été en partie que quatre ou cinq mois après et dont une grande partie est encore à payer. Ce retard ou cette suspension de paiement a condamné à l'inaction un grand nombre de fabricants. »

Pendant toute la période de la Révolution, le commerce avec l'extérieur fut pour ainsi dire suspendu et, seule, la fabrication des draps de troupe ne chômait pas.

Le renversement de toutes les institutions de l'ancien régime effectué, nous entrons dans une nouvelle période qui est le point de départ de la liberté industrielle.

A partir de ce moment, l'État ne s'occupe plus des affaires de l'industrie et du commerce, et, à cette période de l'enfance de l'industrie de la draperie, sous la tutelle directe de l'État, succède brusquement l'époque de sa complète émancipation.

Cette industrie sera encore prospère dans le département de l'Hérault pendant quelques années ; mais, par suite de la grande concurrence, l'exportation va diminuer, et bientôt on abandonnera la fabrication du drap de fantaisie pour se consacrer d'une façon toute particulière à la fabrication du drap de troupe.

La conséquence de cette nouvelle situation est la diminution, de jour en jour, du nombre de manufactures : celles de Saint-Chinian disparaissent les premières (si bien qu'aujourd'hui il n'y en a plus une seule), puis, enfin, lorsque l'État met en adjudication la fourniture des draps de troupe, d'autres manufactures se ferment à Saint-Pons, Bédarieux et Lodève.

Quelles peuvent être les causes de la mort de cette industrie si prospère jadis dans le département ?

L'augmentation des salaires, mais surtout le déplacement des capitaux qui ne permet pas la transformation complète de l'ancienne manufacture et son installation d'après les procédés nouveaux de fabrication.

Il est bon de signaler, cependant, que dans un petit village industriel, à Riols, où l'on fabrique du drap de fantaisie, les industriels ont compris qu'il était de leur devoir et de leur intérêt de marcher avec le progrès.

Si toutes les usines aujourd'hui fermées pouvaient être remontées et si toutes ces richesses naturelles abandonnées pouvaient être utilisées, ce serait, en assurant un bon placement de capitaux, faire le bonheur d'une nombreuse population ouvrière et permettre le relèvement de l'industrie de la draperie dont le brillant éclat des ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles a, depuis quelques années, sensiblement pâli.

Les manufactures avant 1789.

Le manufactures comprenaient :

- 1° Les manufactures royales ;
- 2° Les manufactures privilégiées ;
- 3° Les petits fabricants (communautés, etc.).

Manufactures privilégiées. — Elles ont un droit de fabrication exclusif dans

une région déterminée, mais ne possèdent pas les lettres patentes leur concédant le titre de manufactures royales. Le pouvoir leur accorde souvent des secours d'argent.

Inspecteurs des manufactures. — Créés par Colbert par édit du 13 août 1669. Ils doivent veiller à ce que les fabricants connaissent les règlements ; à ce que les gardes-jurés observent les édits et arrêts prescrivant leurs fonctions. Ils surveillent la conduite des gardes-jurés.

Gardes-jurés. — Créés par édit de Henri III en 1597. Louis XIV en 1691, supprime les maîtres et jurés nommés par voie d'élection dans chaque communauté ; il crée à leur place des offices vendables et rachetables. Les communautés rachètent tous ces offices. En 1669, paraissent les arrêts prescrivant les devoirs des gardes-jurés, nommés, chaque année par les maîtres. Ils doivent veiller à l'organisation intérieure de la communauté, à sa police, à l'observation des règlements par leurs collègues. A cet effet, ils doivent faire des visites chez les fabricants, y voir les métiers et les produits. Ils réunissent leurs collègues pour discuter les intérêts de la communauté. Ils doivent y marquer les draps fabriqués.

Règlements sur la fabrication des draps. — Tous les fabricants sont soumis aux règlements. Tous les artisans doivent se grouper en communautés qui obéiront aux règlements. Les artisans qui ne sont pas groupés en communautés, doivent déclarer au pouvoir qu'ils sont fabricants, et sont alors tenus de prêter serment d'observer les règlements.

Les règlements de Henri IV en 1601, de Louis XIV en 1666, 1667, sans parler de ceux déjà indiqués au début de cette étude, précèdent les règlements généraux de 1669.

Il serait trop long de donner ici la copie de ces règlements généraux ; bornons-nous simplement à signaler qu'ils indiquent comment on doit apprêter les matières premières devant servir à la confection des étoffes, avec quelles machines il est permis de les tisser, quelle largeur, quelle longueur on doit donner aux draps. Les arrêts de 1669 donnent aussi les règles sur les rapports entre patrons et ouvriers. D'autres arrêts de 1669, 1766, 1769, défendent de débaucher les ouvriers qui travaillent régulièrement chez un patron. Ces règlements généraux, relatifs à la nature des laines à employer, au traitement de ces laines, aux manufactures, à la teinture, apprêts et culture des drogues, renferment 303 articles.

Les autres arrêts sont ceux des 24 décembre 1670, 5 février 1671, 30 décembre 1675, 30 septembre 1688, 20 février 1687, 24 juin 1687, octobre 1687, 5 novembre 1687.

Les métiers employés étaient des métiers à main et construits en bois. Pour les draps communs, les tisserands étaient tenus de frapper les draps au moins *cinq coups* et pour les draps fins depuis 2,600 à 3,800 fils, de *sept à huit coups*.

Dans la confection des étoffes, les règlements n'ont visé que la largeur, la

qualité et la nature de la laine employée, le nombre de fils, etc. Les opérations sur lesquelles l'attention du gouvernement a été portée d'une façon spéciale sont : le foulage et apprêts des draps.

Une ordonnance du 25 juillet 1728, défend l'usage d'une machine appelée « tonne » et ordonne que les étoffes seront garnies à la main sur la perche avec le chardon.

En 1680 déjà, Daguesseau rendit une ordonnance en vertu de laquelle, les pareurs et foulonniers ne devaient pas se servir d'une machine appelée « tonne » pour garnir et coucher le poil des étoffes ce qui était contraire au bien du commerce.

Un arrêt du 18 janvier 1729 ordonne que les foulonniers, tondeurs et pareurs, seront tenus de se servir de *chardons* pour garnir et coucher le drap et autres étoffes de laine, avec défense d'y employer des cardes en fer, ni quelque autre machine que ce soit.

L'ordonnance du 12 mai 1729, concerne les apprêts des draps qui se fabriquent à Saint-Pons. Nous avons pensé qu'il était bon de la donner complètement parce qu'elle résume très bien la partie correspondante contenue dans les règlements généraux du 13 août 1669. Elle est ainsi conçue :

« Les draps qui seront fabriqués dans la ville de Saint-Pons seront dégraisés et foulés avec du *savon* et non avec de la terre ou aucune lessive, à peine de cinquante livres d'amende contre les foulonniers; leur faisant défense d'avoir chez eux, ni dans leurs moulins à foulon, aucune terre ni lessive, sous les mêmes peines; faisons pareillement défense aux maîtres-pareurs des draps de cette ville, de parer les draps dans les moulins à fouler, ni d'y tenir aucunes perches, à peine de trente livres d'amende permettant aux jurés gardes de la draperie de les faire abattre; enjoignons, en outre, aux-dits pareurs et tondeurs, de travailler lesdits draps dans leurs boutiques à la vue du public, sans qu'ils puissent se servir de cardes en fer pour coucher les draps et les garnir le long, à peine de trente livres d'amende. »

Les maîtres-pareurs, sous prétexte de faire fouler les draps dans les moulins à foulons qui étaient à une distance considérable de la ville, travaillaient pendant la nuit dans les foulons à parer les draps avec des cardes en fer; c'est ce qui explique la dernière partie de l'ordonnance. Quant à la teinture, il n'était fait usage que de produits naturels. Pour les couleurs : écarlate, cramoisi, soupe au vin, il ne devait être fait usage que de cochenille pure. Pour le rouge, la garance; pour le bleu, l'indigo; pour le vert, le pastel qui était cultivé dans la région et enfin pour le jaune, la gaude, plante cultivée encore du côté de Saint-Pargoire.

Renseignements statistiques.

Nous donnons ci-après quelques renseignements statistiques :

État des draps destinés au Levant, fabriqués dans les manufactures

royales ou privilégiées et jurandes de la province, visités et marqués au bureau de Montpellier.

En 1745.....	3.396 balles (1)
En 1746.....	3.800 — (2)
En 1751.....	1.800 —
En 1764.....	5.300 —
En 1765.....	4.284 —
En 1766.....	4.026 —
En 1767.....	4.726 —

Prix de la journée d'un tisserand en 1767. — D'un rapport d'un inspecteur des manufactures, M. Le Blanc — 3 juillet 1767 — nous avons extrait le renseignement suivant :

Deux tisserands travaillaient sur le même métier et les *plus habiles* fabriquaient une pièce de drap en huit jours. Cette pièce étant payée 16 livres, chaque ouvrier recevait 20 sols par jour.

Ville de Lodève. — De 1671 à 1691, il y avait dans la ville de Lodève 119 maîtres-fabricants inscrits sur les registres de l'Hôtel de Ville en vertu de l'ordonnance royale de 1669.

En 1744, on en comptait 120.

Parmi ces 120 établissements, 67 d'entre eux livrèrent, cette année-là, 20,937 pièces de draps pour l'armée. Restaient en magasin 3,000 pièces invendues qui pouvaient suffire à l'habillement de 25,000 hommes. On était alors en mesure de fournir 30,000 pièces de drap par an.

Le 19 mai 1794, 85 fabricants de Lodève avaient déjà livré 37,696 pièces de drap sur 44,825 qu'ils s'étaient engagés à fournir.

Lodève comptait, d'après Hippolyte Creuze de Lesser :

En 1789.....	49 fabricants.
En 1801.....	129 —
En 1822.....	53 —

Cette dernière année (1822), la production drapière fut de 650 pièces pour le Levant, 7,400 pièces pour l'armée et 3,500 pièces pour l'intérieur : en tout, 11,550 pièces.

Camille Saint-Pierre dit dans son ouvrage :

« L'importance des affaires pour la fabrication des draps de troupe de Lodève s'éleva, en 1856, à 22 millions de francs et descendit à 2 millions en 1857. »

En 1864, d'après un rapport de police, la population ouvrière travaillant

(1) Dont 880 pour les Messageries royales.

(2) Londrins seconds : 960 pour les Messageries royales, 1,681 pour la jurande de Carcassonne, 722 pour celle de Clermont-Lodève et 437 pour Saint-Chinian.

pour la fabrication des draps et couvertures se décomposait ainsi pendant l'activité des fabriques :

Hommes.....	1,425	} 3,790
Femmes.....	2,365	

En temps ordinaire :

Hommes.....	969	} 2,606
Femmes.....	1,637	

DIFFÉRENCE	1,184
------------------	-------

Ainsi, 3,798 ouvriers au plus, étaient occupés dans les 17 manufactures qui existaient à cette date. Cette même année, on fabriquait :

Drap de troupe.....	600,000 mètres.
Drap pour la douane.....	20,000 —
Drap pour l'intérieur.....	30,000 —
Drap pour limousines.....	35,000 —
Molleton.....	15,000 —
Drap pour les armées étrangères : Italie, Amé- rique.....	100,000 —

En outre, quelques pièces pour le Levant et divers.

Cette prospérité n'a fait que décroître depuis lors.

En 1892, l'ensemble des 10 usines drapières de Lodève n'occupait que 2,600 ouvriers :

Hommes.....	1,300
Femmes.....	1,200
Enfants.....	100
TOTAL.....	2,600

Actuellement, il n'y a plus que 5 usines à Lodève.

La fabrication du drap dans le département de l'Hérault comprend deux groupes bien distincts :

1^{er} groupe : Lodève, Clermont-l'Hérault, Villeneuve, Ceyras, Bédarieux ;

2^e groupe : Saint-Pons, Riols, Prémian, La Salvetat.

Le premier de ces groupes, le plus important, s'occupe particulièrement de la fabrication des draps de troupe, des draps d'uniforme et des couvertures d'administration. Il fournit la moitié des étoffes nécessaires à l'habillement de nos armées de terre et de mer.

Le chiffre annuel d'affaires est de 12 millions de francs environ ; nombre d'usines : 8.

Le 2^e groupe s'occupe de la fabrication des étoffes de fantaisie, de molletons communs et bon marché.

10 usines ; chiffre d'affaires, 2 millions de francs environ.

NOMBRE TOTAL DES OUVRIERS DANS LES DEUX GROUPES :

Enfants	{ de 13 à 16 ans. ...	garçons.....	65
		filles.....	57
	{ de 16 à 18 ans. ...	garçons.....	40
		filles.....	50
Filles ou femmes.....	{ de 18 à 21 ans.....		120
	{ de 21 ans et au-dessus		1,200
Hommes depuis 18 ans.....			800
TOTAL.....			<u>2,332</u>

Série des opérations que subissait la laine au milieu du XVIII^e siècle
et qu'elle subit aujourd'hui.

La fabrication du drap a pour objet la transformation de la laine brute, telle qu'elle a été tondue sur le dos du mouton, en tissu généralement teint et foulé.

On arrive à ce résultat par une série d'opérations que nous allons décrire successivement.

Avant de donner la suite des opérations pratiquées aujourd'hui, il nous paraît utile, au point de vue comparatif, d'indiquer les opérations que subissait la laine transformée en étoffes au milieu du XVIII^e siècle :

1^o Dégraissage ou désuintage; 2^o séchage; 3^o battage des claies; 4^o épluchage ou triage; 5^o drouissage ou escardassage; 6^o graissage ou ensimage; 7^o filage; 8^o ourdissage; 9^o encollage; 10^o tissage; 11^o épincetage; 12^o foulage (cette opération se faisait plusieurs fois avec des foulons à maillet); 13^o dégraissage; 14^o épincetage; 15^o lainage; 16^o tonte (ces 2 dernières opérations se répétaient jusqu'à 2 et 3 fois); 17^o teinture du drap; 18^o flammage; 19^o catissage à froid ou à chaud.

Aujourd'hui, la série des opérations que l'on fait subir à la laine est la suivante :

1^o Lavage; 2^o séchage; 3^o teinture; 4^o préparation et mélange des laines; 5^o graissage; 6^o filage; 7^o tissage; 8^o foulage; 9^o épauillage; 10^o apprêts.

1^o LAVAGE. — Le lavage ou désuintage a pour but de séparer la laine de toutes les impuretés et principalement de la matière grasse ou suint dont elle est imprégnée. Le suint, résultat d'une sécrétion de la peau, se compose de corps gras et de sels de potasse.

Le désuintage s'opère dans un bac rempli d'une émulsion de soude à 3^o B et chauffée à 55^o cent. environ.

En sortant du bac, dans lequel elle a été bâtonnée pendant un quart d'heure par des hommes ou bien à l'aide d'appareils mécaniques, la laine passe sous des rouleaux compresseurs; de là, elle va dans un autre appareil de lavage où n'arrive que l'eau pure.

Ces laines, après séchage, devant passer à la teinture, il est très impor-

tant que l'eau employée pour le lavage soit aussi pure que possible. Les eaux de l'Ergue, de la Dourbie, de l'Orbe, de l'Hérault et du Jaur sont très bonnes.

2° SÉCHAGE. — Les laines, complètement lavées, sont ensuite séchées. Ce premier séchage est fait à l'air libre, car l'action du soleil et de l'air a aussi pour effet de blanchir la laine. On répand donc la laine, pour cette opération, sur des aires.

Au milieu du XVIII^e siècle, la laine, après avoir été lavée et séchée, était filée, puis tissée, la teinture ne venait qu'après. Aujourd'hui, on commence par passer la laine à la teinture avant de la filer ou de la tisser.

3° TEINTURE. — La laine transformée en drap de troupe sera teinte en l'une des 2 principales nuances usitées dans l'armée française : le bleu de tunique ou de capote et le garance de pantalon.

a). *Teinture en bleu.* — La teinture en bleu s'obtient au moyen de l'indigo. L'indigo, finement broyé, est mis dans une cuve à fermentation d'une capacité de 10,000 à 12,000 litres, dont la température est tenue à 50 ou 55° cent.

Par la fermentation, l'indigo blanc insoluble se trouve réduit et transformé en indigo bleu.

La laine plongée dans cette solution est ainsi teinte à une nuance plus ou moins foncée. Cette opération est faite par une série de trempages et de sorties de la laine à teindre.

Cette teinture, très coûteuse à cause du prix élevé de l'indigo, qui vaut jusqu'à 18 ou 20 francs le kilogr., et de la main-d'œuvre importante qu'elle exige, a l'avantage d'être très fine. Elle est, du reste, la seule admise par les administrations de l'armée et de la marine.

b). *Teinture en garance.* — Cette teinture s'obtient au moyen d'un premier mordantage de la laine à l'alumine et d'un bouillon d'un quart d'heure avec 50 p. 100 du poids de la laine en poudre de garance.

La garance employée est le produit de la pulvérisation des racines de garance, cultivée en Provence, en Alsace, en Hollande et au Caucase.

Comme la teinture à l'indigo, elle est des plus solides.

4° PRÉPARATION ET MÉLANGE DES LAINES. — Les laines en toison, avant d'être désuintées ont été ouvertes, coupées et triées à la main. Elles ont été classées en diverses catégories suivant leur degré de finesse et l'emploi auquel on les destine.

Après l'opération de la teinture, il est, comme après le désuintage, nécessaire de les sécher. Cette opération est alors faite dans des machines spéciales ou bien dans des sortes d'étuves renfermant une série de planches composées de treillis en fer ou bien de sortes de grilles permettant de pouvoir placer la laine à sécher.

A la partie supérieure de chaque étuve est une cheminée d'appel qui parfois, à l'aide d'une ventilation énergique, laisse échapper toute la vapeur d'eau que produit la matière à sécher.

La machine spéciale à sécher la laine, que nous avons eu l'occasion

de voir dans la manufacture de draps de MM. Vitalis et C^{ie}, à Lodève, se compose essentiellement d'une sorte d'armoire de 2 m. $\times$ 2 m. $\times$ 2 m. comme dimensions. Le devant de ce cube en tôle est fermé par 2 grandes portes.

À l'intérieur sont disposés 9 tiroirs, sur lesquels la laine est étendue par un ouvrier qui sert la machine. Dans le sous-sol de la salle où se trouve le séchoir est un calorifère multitubulaire chauffé à vapeur et dans lequel un ventilateur souffle l'air.

L'air chaud arrive dans la machine et passe à travers la laine disposée dans les tiroirs. Le tiroir inférieur, qui est le plus sec, est retiré par l'ouvrier, et un mécanisme très ingénieux le remonte, une fois rempli de laine humide, à la partie supérieure du séchoir. Dès que le premier tiroir a été retiré, tous les autres ont descendu d'un étage, laissant ainsi un espace libre à la partie supérieure.

Le mouvement se continue de la sorte, les tiroirs descendant automatiquement et l'air chaud traversant toujours le tiroir inférieur le premier.

Après séchage, les laines sont battues dans des machines où de grands cylindres armés de dents les ouvrent et les débarrassent de leurs poussières.

D'autres machines, appelées *délampoudreuses* ou *échardoneuses*, séparent ensuite les laines des pailles et gratterons qu'elles portent avec elles. X

Puis, toutes les laines destinées à fournir un *teint* ou *battue* sont mélangées entre elles, à la main et poignée par poignée.

Cette opération assez délicate a pour but de grouper ensemble des laines de nuances différentes : les unes plus claires, les autres plus foncées, ou de propriétés diverses : les unes possédant plus de qualité, les autres plus de résistance, d'autres enfin possédant une vertu feutrante plus grande.

Après ce mélange, les laines sont prêtes pour être remises en filature.

5° et 6° FILATURE. — Deux opérations principales composent la filature : la première est le cardage, la deuxième est le filage.

Avant tout, les laines sont imprégnées d'huile ou d'oléine, dans la proportion de 12 p. 100 en moyenne.

GRAISSAGE. — Ce graissage est fait à la main à l'aide d'un arrosoir ou bien à l'aide d'une machine appelée *loup*, qui a pour but de bien répartir l'huile sur toutes les fibres qui vont recevoir l'opération du cardage.

a) *Cardage*. — Cette opération se fait dans trois machines qui composent ce qu'on appelle l'*assortiment de cardes*.

La première machine est la *briseuse*, la deuxième la *repasseuse*, la troisième la *finisseuse*.

Ces trois machines qui se font suite l'une à l'autre, et dans lesquelles la laine passe successivement, ont pour but de démêler les fibres du textile et de leur donner à toutes une direction parallèle.

Les filaments doivent sortir de la troisième machine si bien peignés qu'ils doivent tous être disposés sur leur longueur. Ils sortent de la finisseuse sous forme de nappe très mince; cette nappe s'engage entre des lames d'acier où des lanières juxtaposées la divisent en un mince ruban. Une fois

divisée, la nappe est saisie par des frotteurs en cuir animés d'un mouvement de rotation et d'un mouvement de va-et-vient qui roule le mince ruban et lui donne l'aspect d'un gros fil, sans résistance, appelé *boudin*. Ce boudin, au sortir de la carde, s'enroule sur un bois appelé *canette*. Il y a, sur les deux ou quatre canettes que produit la finisseuse, autant de fils en boudins qu'il y a de lames d'acier ou de lanières diviseuses à la carde, soit : 60, 80, 120, 180 fils selon la largeur, ou arasement, de la carde et la finesse du fil que l'on produit.

Une carde consiste en un bâti en fer supportant un grand tambour aiguillé de 1 m. 20 de diamètre. Ce tambour est surmonté d'une série de douves aussi armées d'aiguilles, appelées les chapeaux de la carde; il est suivi d'un petit tambour également aiguillé. C'est entre les dents du gros tambour et celles, disposées en sens inverse, des chapeaux que la laine se carde, c'est-à-dire se désagrége, se dresse et se nettoie. Du gros tambour, la laine passe sur le petit tambour, appelé *peigneur*, d'où elle est détachée sous forme de nappe par un peigne battant.

b) *Filage*. — Les canettes, au nombre de 16,20, sont placées sur le métier à filer. Le boudin y recevra l'étirage qui dispose encore une fois les filaments sur leur longueur et permet d'obtenir un fil au degré de finesse voulue; puis la toison nécessaire pour donner au fil de laine la résistance demandée, et le renvidage qui dépose le fil étiré et tordu sur la broche.

Le métier à filer le plus usité, sur lequel les opérations qui précèdent sont faites, est le *Mull-Jenny*, qui a pris aujourd'hui le nom de *Self-acting*, en raison de ce que tous ses mouvements sont automatiques. Il se compose : 1° d'un long bâti en fer, supportant à l'arrière plusieurs rangs de bobines, et en avant des cylindres étireurs; 2° d'un chariot mobile, sur lequel sont montées les broches qui doivent tordre et renvider la laine. Un tambour disposé à l'intérieur du chariot donne aux broches une grande vitesse de rotation. Chaque broche est reliée au tambour à l'aide d'une ficelle qui fait office de courroie.

Les canettes portant la laine qui sort de la dernière carde composant la série sont disposées sur le bâti fixe. Le ruban de chaque canette est d'abord engagé entre les cylindres étireurs, puis attaché par son extrémité à la broche.

Lorsque les cylindres commencent à tourner, provoquant ainsi le déroulement de la canette, le chariot s'éloigne du bâti fixe. Comme les broches que ce chariot porte tournent en même temps qu'il marche, la laine se trouve, pendant le trajet du chariot, tordue au sommet de la broche. A un moment donné, le chariot s'arrête. Les canettes cessent alors de tourner, mais les broches continuent leur rotation et, par conséquent, la torsion du fil. Pendant un instant très court, les broches tournent en sens contraire et déroulent la petite quantité de fil nécessaire pour permettre à une petite baguette en fil de fer de s'abaisser et d'amener ainsi tous les fils à la hauteur de la bobine où il s'agit de les enrouler ou envider. A ce moment le chariot rentre et les broches, reprenant alors, mais plus lentement, leur premier mouvement de rotation, enroulent, *evident* définitivement le fil tordu pendant le premier mouvement de sortie. Lorsque le chariot a regagné sa place, les cylindres

étireurs se mettent à tourner de nouveau, déroulant et étirant une nouvelle portion de ruban. Le fil ainsi formé est d'une grosseur qui varie selon le tissu que l'on veut obtenir.

La grosseur du fil s'appelle degré ou numéro. L'usage est de désigner ce degré d'après le nombre de mètres de fil qu'il y a au kilogramme et le numéro est ce nombre de 1,000 mètres; ainsi un fil n° 7 est celui dont 7,000 mètres de fil pèsent 1 kilogramme.

7° **TISSAGE.** — Le tissage a pour but de transformer les fils que le renvideur vient de produire en un tissu, c'est-à-dire d'entre-croiser des fils disposés en long avec d'autres fils disposés en large.

Les fils en long constituent la chaîne et les fils en large la trame.

Cet entre-croisement s'obtient sur des métiers à tisser.

Avant le tissage, la première opération est la formation de la chaîne.

Il faut disposer, suivant le tissu à obtenir, 1,500, 2,000, 2,500 fils dans une direction parallèle sur une longueur de 150 à 200 mètres. Cette opération est l'*ourdisage* qui doit séparer aussi par une baguette les fils impairs des fils pairs.

La chaîne est d'abord passée dans une préparation de colle ou de fécule; c'est là l'opération de l'*encollage*. Cet encollage a pour but de fixer la torsion du fil. Cela fait, la chaîne est montée sur le métier à tisser. C'est là que l'entrelacement de la chaîne et de la trame va se produire.

Les fils impairs de la chaîne sont passés dans les maillons d'un peigne et les fils pairs dans les maillons d'un autre peigne. A l'aide d'un double excentrique, le premier peigne se lève tandis que le deuxième se baisse. La navette, dans laquelle se trouve le fil de la trame, est chassée par un coup brusque donné par une tige en bois flexible dont le déplacement latéral est obtenu à l'aide d'une came. Ce fil de la trame est ainsi lancé à travers les fils levés et abaissés. Le coup suivant, la navette revient à sa position primitive en passant alors à travers les fils abaissés et levés. Le tissu ainsi formé s'enroule lentement sur un tambour.

8° **FOULAGE.** — Cette opération a pour but de feutrer ensemble les filaments de la laine sous l'action d'une compression continue du drap plongé dans une solution chaude de savon.

Le tissu passe dans une machine très simple, appelée *foulon*, entre des rouleaux et des clapets qui le compriment dans le sens de la longueur et dans celui de la largeur. Après le foulage, le drap est lavé à la soude et à l'eau pure.

Au foulage, un drap militaire de 45 mètres de long et de 2 m. 60 de large est réduit à 35 mètres de long et à 1 m. 40 de large; c'est donc une réduction de surface de 58 p. 100 environ.

9° et 10° **ÉPAILLAGE, APPRÊTS.** — Après le foulage, le drap est fait; il ne reste plus qu'à lui donner, par d'autres opérations, un aspect plus beau.

Il faut d'abord le débarrasser des matières pailleuses que la laine porte toujours avec elle.

Ce résultat est obtenu à l'aide d'un trempage du drap dans une solution à 3 degrés d'acide sulfurique, puis dans un séchage à l'étuve à 80 degrés; cette dernière opération est appelée *carbonisation*. La matière végétale est carbonisée, tandis que la laine n'est pas attaquée.

Pour les draps garance, comme l'acide sulfurique altérerait la nuance, on se sert d'une solution à 9 degrés de chlorure de magnésium: le trempage du drap dans cette solution est suivi d'un carbonisage à 130 degrés.

Après ces deux opérations, le drap subit un nouveau lavage à l'eau qui enlève l'acide sulfurique et le chlorure de magnésium dont il est toujours imprégné.

Il est ensuite passé au chardon pour le *garnissage* et, de là, il est tondu.

Avant d'être expédié, le drap est encore vérifié par des femmes dont le travail consiste à enlever toutes les défauts que la pièce peut présenter. La dernière opération est le *décatissage* qui consiste à pousser le drap entre deux plaques de fer et de l'exposer ensuite à l'action de la vapeur d'eau.

Le drap est ensuite plié, emballé et expédié.

JURISPRUDENCE.

COUR D'APPEL DE NANCY.

Arrêt du 18 novembre 1897.

RESPONSABILITÉ CIVILE. — PATRON. — OUVRIER. — ACCIDENT. — MORTAISEUSE DÉPOURVUE D'APPAREIL PROTECTEUR.

Les patrons sont tenus de prendre toutes les précautions qui sont de nature à protéger leurs ouvriers, même contre leur propre imprudence.
Spécialement, commet une faute de nature à engager sa responsabilité en cas d'accident, le patron qui fait travailler un ouvrier à une mortaiseuse non pourvue d'un appareil protecteur en usage dans les usines similaires.

LA COUR,

Attendu que les patrons sont tenus de prendre toutes les précautions qui sont de nature à protéger leurs ouvriers, même contre leur propre imprudence; qu'il résulte de l'expertise que, si la mortaiseuse, à laquelle B... travaillait avait été couverte d'un appareil protecteur en usage dans les usines similaires, et adapté depuis à la machine même qui servait à l'intimé, l'accident aurait été impossible et ne se serait pas produit; que le fait de n'avoir pas établi cet organe protecteur constitue, à lui seul, une faute qui entraîne la responsabilité de la société des ateliers X.....;

Adoptant les motifs des premiers juges:

PAR CES MOTIFS,

Met l'appel à néant;

Confirme.....

(Gazette du Palais, 4 mars 1898.)

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE PARIS.

Jugement du 4 janvier 1898.

PROTECTION DU TRAVAIL. — LOI DU 12 JUIN 1893. — ÉCHAFAUDAGES. —
ACCIDENT. — RESPONSABILITÉ PÉNALE DE L'ENTREPRENEUR.

La loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels s'applique aux constructions d'immeubles.

L'entrepreneur ne peut être déclaré pénalement responsable de l'accident survenu à un ouvrier, à raison de l'absence d'appareils de protection, lorsqu'il est établi que le travail auquel se livrait cet ouvrier ne pouvait être effectué qu'après l'enlèvement desdits appareils.

LE TRIBUNAL,

Attendu que, par exploit en date du 7 août 1897, du ministère de D..., huissier à Paris, le ministère public a cité X... et Y..., entrepreneurs de couvertures, devant le Tribunal de police pour avoir à répondre de l'inobservation de la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels;

Attendu que la poursuite invoque un procès-verbal émanant du service de l'inspection du travail dans l'industrie, aux termes duquel, le 8 juin 1897, le sieur L..., ouvrier couvreur employé par MM. X... et Y..., qui a fait au Conservatoire des Arts et Métiers, à Paris, une chute mortelle du haut d'un mur de 8 mètres de hauteur et de 57 centimètres de largeur, bordé d'un côté par une toiture à la réfection de laquelle l'ouvrier était occupé, mais dont l'autre côté n'était muni d'aucun dispositif de protection contrairement à l'article 2 de ladite loi du 12 juin 1893, qui prescrit d'aménager les chantiers de manière à garantir la sécurité des travailleurs;

Mais, attendu qu'il résulte des débats contradictoires que L... est tombé accidentellement du haut du mur, alors qu'il effectuait un travail de raccord sur la toiture après le travail principal accompli et l'enlèvement des échafaudages de protection; qu'il est établi par des déclarations multipliées que le travail de raccord ne pouvait s'opérer qu'après l'enlèvement des échafaudages de protection, puisque ce travail était nécessité par les dégradations produites sur la toiture par la pose et l'enlèvement des échafaudages;

Que, malgré le vœu de la loi que les ouvriers soient toujours protégés dans leur travail par des mesures de protection, il est manifeste qu'ils restent nécessairement exposés lorsqu'ils procèdent à l'établissement d'échafaudages de protection, à leur enlèvement ou à la réparation des dégradations occasionnées par la pose et le retrait de ces appareils de sécurité;

Que, dans ces circonstances de fait, X... et Y... n'ont donc commis aucune imprudence personnelle, qu'on ne peut pas leur reprocher un défaut

de précaution, une inobservation des règlements et la violation de la loi du 12 juin 1893;

Attendu, au surplus, qu'il a été déclaré à la barre, au nom de X... et de Y... qu'ils assument les conséquences du risque professionnel de leur industrie comme s'ils avaient été des assureurs et qu'ils offraient une somme totale de 1,000 francs à payer au représentant légal des deux filles mineures de L..., aussitôt que la tutelle de ces mineures aurait été régulièrement constituée, qu'il y a lieu de donner acte à X... et Y... de cette déclaration qui sera officieusement portée à la connaissance des intéressés par les soins du ministère public;

Donne acte à X... et Y... de l'offre qu'ils ont faite à la barre de payer une somme totale de 1,000 francs au représentant des filles de L... :

PAR CES MOTIFS,

Renvoie X... et Y... des fins de la poursuite, sans amende ni dépens.

(*Gazette des Tribunaux*, 3 avril 1898.)

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE SCEAUX (SEINE).

Jugement du 18 mars 1898.

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS. — OUVRIERS. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ. — TRAVAIL DES ENFANTS, DES FILLES MINEURES ET DES FEMMES. — LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — LOI DU 12 JUIN 1893. — CONTRAVENTIONS. — MISE EN DEMEURE PRÉALABLE. — DÉROGATION AU DROIT COMMUN. — OBLIGATION NON ABSOLUE. — LIMITATION À CERTAINES INFRACTIONS. — POURSUITE IMMÉDIATE ET DIRECTE.

La loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité de tous les travailleurs dans les usines et manufactures organise, non plus à titre de conseil, comme le faisait une circulaire ministérielle du 19 décembre 1892, mais à titre obligatoire, un système d'avertissement devant précéder le procès-verbal et fixant un délai à l'expiration duquel l'industriel devra avoir fait disparaître l'infraction existante. Ce délai ne doit jamais être inférieur à un mois, en sorte que, si l'inspecteur du travail venait à obtenir des poursuites prématurées, le tribunal saisi devrait acquitter le prévenu en se fondant sur l'inobservation d'une prescription impérative de la loi.

Mais il importe de reconnaître que la mise en demeure préalable dont il s'agit, loin de former le droit commun des contraventions à l'hygiène et à la sécurité industrielles, constitue, au contraire, un régime exceptionnel et de faveur qu'il faut toujours limiter à celles des contraventions qui seraient constatées en violation des règlements d'administration publique prévus par l'article 3 de la prédite loi. Les infractions à celles des prescriptions que cette loi de 1893 détermine elle-même, ainsi que les infractions aux prescriptions similaires de la loi du 2 no-

vembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, restent soumises à la poursuite directe et immédiate. En ce qui concerne la violation desdites prescriptions législatives, le défaut d'avertissement ne saurait évidemment constituer l'excuse légale.

Le TRIBUNAL,

Attendu que le procès-verbal, dressé le 14 janvier écoulé par Hémon, inspecteur du travail dans l'industrie à Paris, à la charge du sieur X..., propriétaire d'une fabrique de montures de parapluies, constate qu'à la date prérappelée le prévenu occupait, dans son atelier de polissage des métaux, trois jeunes garçons de moins de dix-huit ans et une femme majeure, en contravention au décret du 13 mars 1893, complétant la loi du 2 novembre 1892 et qui, dans son article 14, interdit aux enfants de dix-huit ans, aux filles mineures et aux femmes l'accès des ateliers à certains travaux préjudiciables, par leur nature, à la santé des ouvriers;

Attendu que, par l'organe de son avocat, posant en principe que les dispositions de la loi et du décret susmentionnés doivent nécessairement être combinés avec celles de la loi du 12 juin 1893, oppose à l'action dirigée contre lui une prétendue fin de non-recevoir absolue, tirée de ce que, dans l'espèce, le libellé du procès-verbal n'a pas été précédé de la mise en demeure édictée par l'article 6 de cette dernière loi et, selon lui, obligatoire sans aucune distinction, pour la constatation et la poursuite des contraventions aux lois et règlements sur le travail des enfants et des femmes dans les manufactures:

Attendu qu'à la vérité le texte précité dispose que les contraventions dont il s'occupe ne peuvent être relevées et poursuivies qu'après une mise en demeure, non obéie, de se conformer aux prescriptions légales dans le délai fixé par l'inspecteur et qui ne pourra jamais être inférieur à un mois;

Mais attendu que le système équitable d'avertissement ainsi organisé, afin de permettre aux chefs d'industrie de discuter, par la procédure du recours administratif, l'opportunité de la mise en œuvre des sanctions pénales indiquées, loin de constituer une sorte de droit commun propre à toutes les contraventions aux lois et règlements ayant trait à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers, ne saurait, au contraire, être considéré que comme un régime d'exception et de faveur dans le domaine de la législation spéciale du travail industriel;

Qu'en effet, si la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements assujettis, impose à ces établissements, déjà régis par la loi du 2 novembre 1892, lorsqu'ils emploient des enfants et des femmes, des règles en partie prescrites par cette dernière loi, elle ne subordonne la constatation et la poursuite des infractions à une mise en demeure préalable que pour celles de ces infractions dont, dans son article 3, elle confie la détermination ultérieure au pouvoir réglementaire, soit, dans l'état actuel de la législation, pour les contraventions aux règles contenues dans le décret du 10 mars 1894;

Attendu que cette mise en demeure n'est donc point applicable, lorsqu'il s'agit d'infractions définies par la loi de 1893 elle-même, ou de celles qui se

trouvent formellement déterminées par la législation antérieure encore en vigueur ;

Attendu que ni la loi de 1892, ni le règlement d'administration publique relatif à son exécution n'ont été abrogés, soit explicitement, soit implicitement, par la loi de 1893 et par le décret de mars 1894, et que, partant, le fait d'avoir employé trois jeunes garçons de moins de dix-huit ans et une femme dans un atelier affecté au polissage des métaux, étant expressément spécifié comme contravention, tant par l'article 14 du décret réglementaire du 13 mai 1893 ci-dessus relaté que par l'une des énonciations particulières inscrites au tableau A qui s'y trouve annexé, a été, sans contredit, valablement relevé à la charge de X. . . , en dehors de tout préavis ;

Qu'à bon droit également l'infraction incriminée, eu égard aux déductions qui précèdent, a pu donner ouverture à des poursuites immédiates et directes, conformément aux règles du droit commun ;

Attendu que la Cour de cassation, par ses arrêts des 28 mars, 12 juin 1896, 8 janvier 1897 (1), s'est positivement prononcée dans ce sens, en consacrant d'une façon stricte et rigoureuse le principe de la limitation du domaine de la mise en demeure préalable :

PAR CES MOTIFS,

Statuant par jugement contradictoire en premier ressort,

Déclare le sieur X. . . , atteint et convaincu de contravention aux articles 13 de la loi du 2 novembre 1892 et 14 du décret du 13 mai 1893 ;

En conséquence, faisant application au prévenu susnommé de l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892 ;

Ensemble l'article 162 du Code d'instruction criminelle,

Le condamne, etc.

(La Loi, 19 mars 1898.)

(1) Voir années 1896, n° 3, p. 222, n° 5-6, p. 275, et 1897, n° 2, p. 105.

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ROUMANIE.

EXTRAIT DU RÈGLEMENT POUR LES INDUSTRIES INSALUBRES⁽¹⁾

DU 20 SEPTEMBRE 1894.

(ART. 140-147 DE LA LOI SANITAIRE. (2))

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ART. 1^{er}. — Sont qualifiées insalubres toutes les industries dont l'exercice vicie l'air, infecte les eaux courantes ou les puits, qui font du bruit ou

(1) Ce règlement contient, en exécution de l'article 147 du code sanitaire (voir la note 2), dans les articles 12 à 20, 63, 80, des dispositions spéciales relatives à la durée et à la réglementation du travail.

(2) **Code sanitaire roumain.** — *Loi du 22 juin 1893.* — ART. 140. — Sont qualifiées d'industries insalubres toutes celles dont l'exercice a pour effet de vicier l'air, d'infecter les eaux courantes ou les puits, ou de nuire, d'une façon quelconque, à la santé des habitants voisins de l'établissement industriel, à celle des ouvriers de cet établissement, ou à celle du bétail.

ART. 141 — Un règlement spécial, valable pour le pays entier, répartit les industries insalubres en quatre catégories, selon le degré de danger qu'elles présentent :

La première classe d'industries insalubres comprend celles dont l'exercice est autorisé à l'intérieur des communes, à la condition d'être soumises à certaines règles de salubrité, nettement spécifiées.

Les industries insalubres appartenant à la deuxième classe peuvent s'installer dans les quartiers excentriques des villes ou villages.

Les industries insalubres constituant la troisième classe ne pourront s'établir qu'à l'extrême limite des villes ou villages.

Les établissements industriels de quatrième classe ne peuvent s'installer qu'en dehors du rayon des communes, à un kilomètre environ de distance des villes, à un demi-kilomètre des villages.

ART. 142. — Le Ministre de l'Intérieur pourra imposer aux propriétaires d'établissements industriels les mesures d'hygiène destinées à préserver la santé des habitants.

ART. 143. — Chacun a le droit de fonder un établissement industriel insalubre de première classe sans l'autorisation des autorités, à la seule condition d'en avvertir le maire de la commune, lequel fera son rapport à l'administration supérieure.

Pour installer ou changer de place les établissements industriels appartenant aux classes II et III, il faut en adresser la demande au sous-préfet de l'arrondissement s'il s'agit d'une commune rurale, au maire s'il s'agit d'une commune urbaine.

Ces fonctionnaires admettront ou refuseront la demande, de leur propre chef, dans un

nuisent d'une autre façon à la santé des habitants du voisinage, des ouvriers eux-mêmes ou du bétail.

ART. 2. — Toutes les industries insalubres sont soumises à la surveillance et au contrôle des administrations sanitaires générales et locales.

Pour les cas non prévus dans le présent règlement, le Ministère de l'intérieur pourra obliger les propriétaires des établissements industriels à prendre des mesures hygiéniques spéciales destinées à protéger la santé des ouvriers, des habitants du voisinage et du bétail, si nécessité il y a.

ART. 3. — Les préfets des districts, avec le concours des médecins primaires des districts et des maires des communes urbaines, avec le concours des médecins communaux, veilleront à ce que les constructions et les installations des établissements industriels satisfassent aux exigences de l'hygiène; que les appareils et les machines avec des moteurs mécaniques, employés dans les fabriques, ateliers, mines, aux constructions, sur les chantiers, aux travaux forestiers et agricoles, possèdent les dispositions nécessaires pour préserver les ouvriers des blessures causées par des machines en action; que des mesures soient prises contre les explosions des chaudières à vapeur et des conduites de vapeur; que les ouvriers soient protégés contre l'influence des substances nuisibles, poudres, vapeurs bouillantes et caustiques produites dans l'établissement; que des mesures soient prises pour éviter les éboulements des talus, la chute et la rupture des échafaudages des constructions; que le temps

délai maximum d'une semaine; dans les cas douteux, ils prendront, par l'intermédiaire du préfet de district, l'avis du conseil d'hygiène publique, cela, dans un délai maximum d'une semaine après avoir reçu la demande.

Les établissements industriels de quatrième classe ne peuvent être fondés ou déplacés qu'avec l'autorisation du préfet s'appuyant elle-même sur une décision, consignée en un procès-verbal, du conseil d'hygiène publique.

ART. 144. — Dans toutes les questions relatives à l'hygiène industrielle, on a le droit d'en appeler, auprès du conseil d'hygiène publique, des décisions prises par les autorités administratives locales (maire, sous-préfet).

Le préfet fera exécuter le vote du conseil d'hygiène publique, ou fera appel, dans un délai de dix jours, auprès du ministre de l'intérieur.

Les particuliers, qui se considèrent comme lésés dans leur intérêts, pourront en appeler auprès du ministre de l'intérieur contre les décisions du préfet et du conseil d'hygiène publique, dans un délai de dix jours également.

Le ministre juge en dernier ressort, après avis du conseil sanitaire supérieur.

ART. 145. — Pour ce qui regarde le déplacement des établissements insalubres déjà existant, un règlement *ad hoc* sera élaboré par le conseil sanitaire supérieur.

ART. 146. — Les contraventions aux obligations prescrites par le titre VI de la présente loi, ou bien aux règlements auxquels cette loi sert de base, seront punies une première fois par une amende de 10 à 100 francs, une seconde fois par une amende de 50 à 500 francs, une troisième fois par la fermeture de l'établissement pour un temps limité.

ART. 147. — L'Administration a le droit de fermer un établissement industriel ouvert contre les prescriptions de la présente loi ou contre les règlements auxquels elle sert de base.

Le ministre de l'intérieur a le droit d'interdire l'emploi des enfants dans tels établissements industriels où leur santé serait en danger; il peut également fixer l'âge minimum auquel les enfants peuvent y être employés, ou interdire leur emploi dans tel service incompatible avec leur âge ou leurs forces. Les préfets des districts et les maires des villes devront veiller, avec le concours des médecins, à ce que les employés, ouvriers ou domestiques logés à la fabrique même par les différents industriels ou commerçants, habitant des logements salubres, soient nourris d'aliments sains et secourus en cas de maladie.

et le genre de travail des enfants employés dans l'industrie soient conformes aux prescriptions des articles 13 à 20 du présent règlement; que, enfin, l'exercice d'une industrie ne puisse pas être nuisible aux habitants du voisinage; que les fabriques et les ateliers d'une certaine importance possèdent des pompes à incendie et des réservoirs d'eau pour pouvoir éteindre rapidement les incendies qui éclateraient dans l'établissement.

ART. 4. — A l'examen des places d'un établissement industriel projeté, ainsi qu'à l'inspection d'une fabrique existante, l'administration sanitaire aura en vue l'espèce et l'étendue de l'établissement, la position de la fabrique, la capacité des locaux destinés aux travailleurs, l'accessibilité, l'issue facile en cas d'incendie, la lumière suffisante, le chauffage, la ventilation et la propreté de ces locaux, la qualité des eaux potables, l'éloignement de l'établissement de la poussière, des résidus putrescibles, des eaux grasses et contaminées dérivées de la fabrication, ainsi que la fumée, des exhalaisons, des émanations infectes, du bruit, l'entretien des latrines, et prendront des mesures pour que tout ce qui précède réponde aux prescriptions de l'hygiène.

ART. 5. — Dans tout établissement industriel comptant plus de 10 ouvriers, les ateliers auront un espace de 5 mètres carrés au moins par chaque ouvrier et le plafond aura une hauteur d'au moins 3 mètres.

Les ateliers, laboratoires et autres chambres, destinés aux ouvriers, seront blanchis à la chaux deux fois par an, au printemps et à l'automne; si les murs sont peints à l'huile, ils seront nettoyés avec des torchons mouillés, une fois au moins tous les trois mois.

Tous les ateliers et laboratoires seront balayés au moins une fois par jour, au moment où l'on n'y travaille pas.

Le balayage se fera avec des balais mouillés ou le plancher sera arrosé avant le balayage.

Les demeures des travailleurs qui font partie de la fabrique, ainsi que les autres demeures collectives des ouvriers des fabriques, des chantiers, des constructions et des autres entreprises, seront badigeonnées au moins deux fois par an, seront balayées tous les jours et approvisionnées d'eau propre. Elles auront un nombre suffisant de latrines qui seront tenues avec propreté.

ART. 6. — Pour prévenir que les ouvriers ne soient blessés par les machines dans des établissements comportant des moteurs, il sera laissé entre les machines un espace libre suffisant pour faciliter la circulation aux ouvriers; de même toutes les parties de transmission, les appareils d'élévation, les ascenseurs et les volants reliés à un moteur seront entourés de parapets de sûreté.

Dans les fabriques, chantiers et dans toutes les entreprises où fonctionnent des roues de transmission, les courroies passées sur les roues ne seront pas mises en place avec la main, mais seulement à l'aide de crochets spéciaux fixés au bout de longs bâtons. Les échelles transportables, employées à ces opérations, seront munies en bas d'extrémités en fer, et, en haut, de crochets, pour qu'elles ne puissent pas glisser au cours de ces opérations. Il est interdit aux ouvriers qui montent à ces échelles de porter des pantoufles.

Les roues et les autres parties de transmission et, en général, toutes les machines qui se trouvent en mouvement ne doivent pas être nettoyées pen-

dant le temps de leur fonctionnement, mais pendant leur repos. Le machiniste chargé de la surveillance et de l'entretien du moteur (turbine, machine à vapeur, etc.), sera avisé du nettoyage des machines, pour qu'il ne mette pas le moteur en mouvement avant d'avoir été prévenu par le travailleur chargé du nettoyage. Tous les ouvriers occupés aux turbines, aux machines à vapeur, aux machines avec d'autres moteurs, aux transmissions, et, en général, aux appareils à marche rapide, ou dans leur proximité immédiate, porteront des vêtements ajustés, fermés, à manches étroites, sans accessoires volants (tels que les pattes au-dessus des poches, les tabliers, les cravates longues ou flottantes, les fichus, les chaînes ou autres ornements), qui peuvent être facilement saisis par les roues, les transmissions et autres parties des machines.

Les patrons des établissements industriels, forestiers et agricoles et les entrepreneurs de constructions et d'autres travaux veilleront à ce que les ouvriers nouvellement embauchés, occupés aux scies circulaires, aux scies mécaniques, aux roues de transmission, aux appareils centrifuges, aux machines à vapeur et à d'autres moteurs soient instruits des dangers auxquels ils sont exposés et des moyens qu'ils ont de se protéger contre eux.

Dans les fabriques ayant un moteur central, des appareils de signaux seront établis dans toutes les parties de la fabrique pour permettre d'arrêter rapidement les machines et le moteur.

ART. 7. — Dans les locaux d'un établissement industriel quelconque dans lequel on emploie, on développe ou on produit des émanations toxiques, poudres, liquides, vapeurs, gaz et autres matières nuisibles pour la santé, l'installation de ventilateurs, d'appareils respiratoires, de cheminées élevées, d'appareils de condensation, etc., est obligatoire, ainsi que l'adaptation de couvercles bien ajustés aux récipients, dans lesquels sont mélangées ou développées les matières à émanations dangereuses (poudres, vapeurs).

Les ouvriers qui travaillent avec des solutions de sels de plomb ou d'autres substances toxiques porteront des gants de caoutchouc au cours de leurs occupations.

Les ouvriers se garantiront contre l'aspiration des poussières dangereuses en s'adaptant à la bouche et au nez des respirateurs d'ouate ou d'éponge mouillées, enfermés dans un masque en fil de fer.

Dans toutes les fabriques, usines et ateliers dans lesquelles on emploie des matières vénéneuses, les prescriptions spéciales du présent règlement qui visent l'industrie exercée dans ce local seront affichées dans toutes les salles occupées par les ouvriers.

De même seront affichées les mesures spéciales de précaution prescrites par ce règlement dans tous les locaux des fabriques occupées par les ouvriers des fabriques, usines, ateliers, où les travailleurs sont exposés à des dangers particuliers, par suite du fonctionnement de machines à marche rapide, du développement de poussières ou de vapeurs nuisibles, ou de toute autre cause.

ART. 8. — Les patrons sont tenus de prendre des mesures spéciales pour neutraliser par des moyens chimiques et rendre ainsi inoffensives les sub-

stances toxiques, liquides et solides, résidus de certaines fabrications, avant de les éloigner de l'usine.

ART. 9. — Il est interdit aux ouvriers de manger et de boire dans les locaux où se développent des poussières, des vapeurs et des gaz dangereux. Les établissements comportant de semblables locaux auront des réfectoires spécialement affectés aux travailleurs et chauffés en hiver, ainsi que des lavabos, munis de tous leurs accessoires, pour que les travailleurs puissent s'y laver avant de manger et avant de quitter l'établissement.

ART. 10. — Dans les établissements qui n'ont pas de conduites d'eau à l'intérieur, l'eau potable sera conservée dans des vases munis d'un robinet et d'un couvercle pour empêcher l'introduction des poussières dans l'eau et l'introduction des mains sales dans les récipients. Ces récipients seront installés de préférence, non dans la salle de travail, mais dans son voisinage immédiat.

Dans les localités privées d'eau propre, on n'emploiera que de l'eau filtrée.

Les entrepreneurs des différents travaux qui se font en plein air (constructions, terrassements, routes, chemins de fer, coupes de forêts, travaux de charpente, travaux agricoles) devront veiller de même à ce que leurs ouvriers ne manquent pas d'eau bonne à boire.

ART. 11. — Dans chaque établissement industriel, le patron est tenu d'installer des latrines systématiques en nombre suffisant.

ART. 12. — Le travailleur adulte, de sexe masculin, est maître de son temps et de son travail.

ART. 13. — Pour les enfants (âgés de 12 à 14 ans) et pour les femmes (de 14 ans et au-dessus) le temps et le genre de travail sont soumis aux restrictions prévues pour les articles de 14 à 20.

ART. 14. — Pour les enfants et les femmes, aussi bien dans les petits ateliers que dans les fabriques, les carrières, sur les chantiers, le travail quotidien ne pourra pas commencer avant 5 heures du matin et cessera à 8 heures du soir au plus tard.

Avant et après midi, il leur sera accordé un repos de trente minutes chacun, et à midi, une heure entière de liberté.

La durée du travail continu (jusqu'au temps de repos) des femmes et des enfants ne pourra jamais dépasser quatre heures pour une seule fois.

Le repos aura lieu en même temps et à la même heure pour tous les travailleurs.

Il est interdit aux enfants et aux femmes de travailler les dimanches et fêtes, dans les ateliers, dans les fabriques, aux travaux de constructions, de routes, de chemins de fer, de ponts (1).

ART. 15. — Les enfants âgés de moins de 12 ans ne peuvent pas être admis comme travailleurs et apprentis dans les ateliers, dans les fabriques, dans les magasins.

Le temps de travail d'un enfant ne peut pas durer plus de six heures par jour.

(1) Voir également la loi du 5 mars 1897 sur le repos des dimanches et des jours de fête, année 1898, n° 1, p. 56.

ART. 16. — Pour les enfants de 12 à 14 ans et pour les femmes, le temps et la durée du travail peuvent être exceptionnellement prolongés de deux heures par jour, mais seulement quarante-huit fois par an, à savoir : dans les installations qui comportent un feu ininterrompu, dans les fabriques qui réclament impérieusement un travail continu, dans les industries dont les matières sont soumises à une détérioration ainsi que dans les industries où l'augmentation et la diminution du travail dépendent de la saison ou des circonstances atmosphériques.

ART. 17. — Les enfants et les femmes ne peuvent pas être employés comme travailleurs pendant la nuit.

ART. 18. — Dans les seules industries dont l'exercice réclame une fabrication ininterrompue, telles que les typographies, les fabriques de verre, de sucre, de papier, etc., les garçons de quatorze ans peuvent également être employés comme ouvriers pendant la nuit, mais seulement pendant 6 heures par nuit et pendant 6 nuits sur quatorze nuits consécutives, étant sous-entendu que le jour qui précède ou suit la nuit de travail est libre.

ART. 19. — Il est interdit de recevoir des enfants comme ouvriers et apprentis dans des établissements industriels pour des travaux dont les émanations (poussières, vapeurs) et les produits de fabrication ont un effet nuisible sur de jeunes organismes. Les fabrications de cette sorte sont : l'étagage des miroirs avec du vif argent, le broyage des substances toxiques et des matières explosibles ; puis le polissage des métaux, des pierres, du marbre et de l'albâtre et l'aiguisage desdits. Mais les enfants peuvent être employés dans les industries à d'autres travaux qui ne mettent pas leur santé en danger.

On ne peut également charger les enfants de fardeaux dépassant dix kilogrammes.

ART. 20. — Chaque patron tiendra une liste nominative des enfants admis comme ouvriers ou apprentis dans son établissement, laquelle liste, portant l'indication des heures de travail et du genre de l'occupation des enfants, sera affichée dans l'atelier.

Il sera gardé au bureau du patron pour chaque enfant un livret qui contiendra les données suivantes :

- a) Le nom et la date de la naissance de l'enfant ;
- b) Le nom, profession et domicile de son père ou de son tuteur ;
- c) Le certificat des classes qu'il a suivies à l'école ;
- d) La date de l'entrée dans l'établissement et le genre de travail ;
- e) La date de la sortie de l'atelier ou de la fabrique.

Quand l'enfant sera congédié, le patron remettra au père ou au tuteur le livret d'ouvrier de l'enfant.

Les femmes nouvellement accouchées ne peuvent être admises dans les fabriques, ateliers, sur les chantiers et à d'autres travaux semblables que quarante jours après l'accouchement.

ART. 21. — Dans les établissements industriels qui ont leurs médecins spéciaux, ceux-ci sont tenus d'avoir des registres et des tableaux spéciaux en règle pour les ouvriers malades. Ces registres et tableaux faciliteront la consta-

tation de l'influence respective de la fabrication sur la santé des ouvriers et donneront la mesure de l'intervention nécessaire de l'administration sanitaire.

Les médecins primaires de district, dans les villes, chefs-lieux de district, les médecins de la ville, adresseront immédiatement un rapport au directeur général du service sanitaire et au préfet (les médecins des villes aux maires) sur tous les accidents observés dans les différents établissements industriels, sur les chantiers de travaux de constructions et à l'occasion du fonctionnement des machines agricoles. Le préfet et les maires feront une enquête pour déterminer si ces accidents sont dus à la non-observation des règles prescrites par ce règlement et demanderont, dans ce cas, que les coupables soient traduits en justice, en faisant, dans toutes les hypothèses, un rapport au Ministère de l'intérieur sur les résultats de l'enquête.

Il sera porté également à la connaissance du Ministère de l'intérieur (direction générale du service sanitaire), par des rapports spéciaux, les cas d'intoxication et d'infection produits par les industries, notamment les cas d'empoisonnement par le phosphore, le plomb, le mercure, et les cas de charbon produits par les peaux, laines, crins, ou autres produits animaux, avec la description détaillée de la provenance de ces produits animaux.

Les médecins primaires de district et les médecins des villes feront des visites périodiques, même la nuit, dans les fabriques où l'on travaille la nuit.

Les patrons des fabriques et ateliers et les entrepreneurs de constructions, d'exploitations forestières et agricoles, veilleront à ce que les travailleurs qui ont été blessés par suite d'accidents pendant le travail ou qui sont tombés malades par suite de leurs occupations ne soient pas privés des secours médicaux nécessaires. Dans les fabriques et ateliers, il y aura toujours une provision de matériel de pansement et quelques médicaments pour les premiers secours avec des instructions pour leur emploi.

TITRE IV.

MESURES SPÉCIALES.

ART. 46. — Dans les briqueteries, fabriques de tuyaux, poteries, fabriques de poêles et autres produits de terre cuite, la stagnation des eaux météoriques dans les fosses d'argile sera interdite. Les propriétaires des fosses de sable et d'argile abandonnées les clôtureront.

Quand ils visiteront les fabriques de poterie, les organes sanitaires s'enquerront des matières employées pour l'émaillage des vases; si la température des fours est assez élevée pour transformer les sels de plomb en verre; si les ouvriers connaissent le danger de ces sels et s'ils prennent des mesures pour se préserver de l'intoxication par le plomb; si les vases enfin et les autres objets émaillés ne contiennent plus de sels de plomb solubles.

ART. 49. — Dans les fabriques de ciment, des précautions seront prises pour qu'à l'entrée (descente) des ouvriers dans le four ceux-ci ne soient pas empoisonnés par l'aspiration de gaz oxyde de carbone et pour que, dans le cas où arriverait cet accident, l'ouvrier asphyxié puisse être tiré en plein air.

ART. 50. — Dans les fabriques d'allumettes, la fabrication à la colle (à chaud) est interdite; le phosphore sera fixé au bout des morceaux de bois

sans emploi de la chaleur (à la gomme arabique ou avec d'autres solutions froides).

Pour le séchage des allumettes, après qu'elles auront été humectées dans le phosphore, la fabrique aura des locaux absolument séparés des autres parties de la fabrique. Personne ne pourra y entrer avant l'évacuation complète des vapeurs phosphoriques.

Les vases dans lesquels est préparée la solution de phosphore et dans lesquels sont mouillés les bouts de bois seront placés sous une cheminée qui tire bien. Tous les locaux dans lesquels on travaille avec du phosphore seront bien ventilés.

Pour la parfaite aération des locaux de la fabrique, les portes et les fenêtres seront ouvertes le matin avant le commencement du travail, à midi, pendant le temps de la récréation et le soir pendant la cessation du travail.

Pendant le temps de la récréation, il n'est permis à aucun ouvrier de rester dans les locaux où l'on travaille avec du phosphore; ces locaux seront évacués par les ouvriers et il ne leur sera permis de les réintégrer qu'à la reprise des travaux.

Il ne sera pas permis aux ouvriers de garder des aliments, ni de l'eau à boire dans ces locaux, ni d'y manger.

Les détritrus résultant du balayage de la fabrique seront brûlés tous les jours.

Dans un local spécial de la fabrique se trouvera un nombre suffisant de cuvettes, de récipients avec de l'eau et des essuie-mains.

Tous les ouvriers qui travaillent avec du phosphore se laveront la figure, les mains et la bouche au moment de l'interruption des travaux et surtout avant de manger.

Tous les ouvriers qui travaillent avec la pâte phosphorée et qui sont occupés dans les locaux où se dégagent des vapeurs de phosphore garderont leurs vêtements, non dans les chambres de travail, mais dans un vestiaire à part, séparé de l'endroit de travail et revêtiront dans la fabrique une blouse et un pantalon spéciaux qui seront mis à l'air tous les jours après qu'ils auront été quittés.

Pour la préparation de la pâte phosphorée, pour le mouillage des bouts de bois, pour le travail dans l'endroit où s'opère le séchage des allumettes, en général pour le travail dans les locaux où sont dégagées des vapeurs phosphorées, on n'emploiera que des personnes de bonne santé, qui ne seront pas chargées en permanence de ces occupations, mais changées périodiquement et employées à d'autres travaux. Ces ouvriers seront changés aussitôt que se seront révélés en eux les premiers signes d'une maladie des dents ou des os maxillaires.

Chaque fabrique d'allumettes aura un médecin spécial chargé du contrôle périodique de l'état sanitaire de tous les ouvriers, de tout le personnel de la fabrique, de l'hygiène de la fabrique, de l'inspection périodique de tous les locaux de la fabrique; ce médecin examinera les ouvriers, aussi bien avant leur entrée que pendant le temps de leur emploi dans cette fabrique et demandera l'exclusion du travail avec le phosphore des individus atteints de maladies de la bouche et des dents. Il fera des recommandations aux ouvriers sur les

mesures nécessaires en vue de prévenir les intoxications professionnelles. Les médecins tiendront des registres dans lesquels seront inscrits tous les malades avec l'indication de la maladie et de sa durée; il signalera par écrit au directeur de la fabrique tout malade affecté de la nécrose des os maxillaires. A la fin de l'année, il fera, en deux exemplaires, un rapport général sur la situation sanitaire des ouvriers et de la fabrique. Un exemplaire sera envoyé au directeur général des monopoles de l'État et l'autre à la Direction générale du service sanitaire.

ART. 54. — Les constructions, les édifices en général, en cours de construction, les ateliers et entreprises de travaux veilleront à ce que les échafaudages soient solidement construits, que les ouvriers soient garantis contre la chute du haut des toits et des échafaudages, que les passants n'aient pas à souffrir de la chute des pierres, des briques, du bois. Les maîtres et architectes, chargés de l'exécution de la construction, sont responsables de la stricte exécution de cette prescription. Des latrines provisoires seront construites pour les ouvriers et entretenues avec propreté.

Les fosses de chaux éteintes seront clôturées avec un petit espace seulement ouvert.

ART. 60. — Les ouvriers des fabriques d'aniline se verront recommander la plus grande propreté et plus particulièrement de se laver les mains et la bouche avant de manger; il leur sera interdit de manger dans les ateliers.

ART. 62. — Les ateliers et stations électriques pour l'éclairage des maisons et des rues, les locaux qui contiennent des rhéostats seront tenus fermés et l'on interdira d'y toucher pendant que le courant électrique y passe.

Toutes les parties des appareils qui conduisent des courants électriques seront munies d'enveloppes isolantes.

Pour poser et réparer les câbles, pour monter les transformateurs et pour d'autres travaux de ce genre, les ouvriers porteront, à une des deux mains au moins, des gants de caoutchouc et se tiendront sur une base isolatrice. Dans les locaux où une explosion est possible par l'inflammation des gaz ou de la poudre, on ne peut installer des appareils qui s'échauffent fortement ou dans lesquels le courant s'interrompt. Dans des locaux de ce genre, les lampes seront fermées hermétiquement avec des manchons de verre.

ART. 63. — Scieries mécaniques, fabriques d'objets en bois avec de grands dépôts de bois ou sans grands dépôts :

Aux scies circulaires on ne peut faire travailler des enfants, mais seulement des ouvriers de 16 ans au moins.

Les scies circulaires doivent être couvertes d'un capuchon (appareil protecteur) de telle sorte qu'une partie seulement de la scie reste libre.

ART. 64. — Les ateliers et les fabriques de fleurs artificielles seront bien ventilés; les ouvriers et les ouvrières seront avertis des précautions nécessaires pour prévenir les empoisonnements; il ne leur sera pas permis de manger ni de boire dans l'atelier et l'eau sera gardée en dehors de l'atelier dans des vases clos. Au près de l'atelier se trouveront toujours des cuvettes avec des vases contenant de l'eau et des serviettes, et les ouvriers ainsi que les ouvrières se laveront les mains et la bouche à la sortie de l'atelier et avant de manger.

ART. 68. — Les ouvriers employés au blanchiment des chiffons seront préservés (dans la mesure du possible) de l'aspiration du chlore.

ART. 69. — Imprimeries, typographies. Les ouvriers recevront des instructions sur les mesures à prendre pour prévenir l'intoxication par le plomb. Les ateliers seront bien aérés et seront balayés deux fois par jour avec un balai humide; les meubles seront également nettoyés avec des chiffons humides. Les ouvriers ne boiront ni ne mangeront dans les ateliers; ils ne garderont dans les ateliers ni aliments ni boissons; à proximité des ateliers se trouvera un local avec des cuvettes, des récipients avec de l'eau et des serviettes où les ouvriers se laveront les mains et la bouche avant de quitter l'atelier et avant de boire ou de manger.

Dans les lithographies où l'on dore des imprimés en fixant des poudres métalliques à la presse, les ouvriers seront prévenus du danger de l'aspiration de ces poudres et prendront des mesures en conséquence. Le local sera bien aéré.

ART. 76. — Machines agricoles à moteur mécanique. Les ouvriers seront avertis d'avoir à éviter d'être saisis par les roues et les courroies des machines en fonctions. Les roues à engrenages seront couvertes d'un capuchon (enveloppe, en fer-blanc) de telle sorte que les roues des dents ne puissent être atteintes avec la main. Dans les machines à hacher le fourrage, les couteaux seront couverts ou séparés par une planche de l'endroit par lequel on introduit le fourrage pour que la main de l'ouvrier ne puisse pas être saisie par le cylindre ou par les couteaux.

ART. 78. — Fabriques de cordes de boyaux, lavages de boyaux, et, en général, établissements qui lavent les boyaux ou qui les soumettent à la macération. On imposera à ces établissements une propreté scrupuleuse. Le pavage de toutes les parties de la fabrique sera imperméable; les murs seront revêtus de ciment jusqu'à une hauteur de 1 m. 50.

ART. 80. — Fabriques d'objets de métal en général. Au nettoyage des objets de cuivre par l'acide azotique, les ouvriers seront prévenus que l'aspiration des vapeurs nitreuses peut produire des maladies graves des voies respiratoires et des mesures seront prises en conséquence. Les travaux respectifs seront exécutés à l'air libre ou dans des locaux bien aérés, munis d'une cheminée qui tire bien.

Au polissage des objets en fer et à la production des imitations de bronze, le local se remplissant de poussières de cuivre, des mesures préventives seront prises contre l'intoxication cuprique par l'aération parfaite du local.

Au nettoyage des ferblanteries par leur mouillage dans des acides minéraux concentrés, les ouvriers seront avertis que les vapeurs acides qui se dégagent des récipients d'acides sont nuisibles pour les yeux et pour les voies respiratoires; ces récipients seront placés sous une cheminée qui tire bien.

Les ouvriers qui travaillent à une chaleur plus irradiante, tels que les chauffeurs, serruriers, forgerons, fondeurs de fer et autres, auront, pendant le temps du travail, la tête couverte d'une coiffe de toile trempée dans l'eau. Toutes les deux heures de travail, il leur sera accordé un repos de dix minutes qui fera partie des heures de travail.

ART. 83. — Fabriques d'objets de terre cuite (d'argile cuite), tels que la poterie en général, les tuyaux, les poêles de terre cuite et fosses d'argiles se trouvant sur le terrain de la fabrique ou dans son voisinage immédiat.

Pour la fabrication de la poterie, on emploiera de l'argile riche en silicate d'alumine, qui supporte une température plus élevée et une petite quantité de substances fondantes (oxydes ou carbonates) et du sable pauvre en carbonates de calcium; le four sera bien construit pour qu'il se chauffe bien et sans perte de combustible. Les potiers seront prévenus que les vases cuits à une température peu élevée sont nuisibles à la santé à cause de la fonte insuffisante de l'émail, non vitrifié, non transformé en vitre et que, pour produire de la bonne poterie, il faut la cuire à une température plus élevée qu'on ne le fait habituellement et l'émailler avec une quantité plus petite d'oxyde de plomb ou de carbonate de plomb.

Les potiers seront également prévenus des caractères toxiques des matières employées pour l'émaillage et des précautions à prendre pour le pilage et les autres manipulations.

Les pots et les vases seront mis au rebut, ainsi que les autres récipients de terre émaillée, si après y avoir fait bouillir du vinaigre pendant une demi-heure, ce vinaigre contient du plomb.

ART. 85. — Dans les fabriques de chapeaux de feutre où l'on travaille, où l'on fait bouillir et teint le feutre, les dépôts de peaux vertes seront bien ventilés. Si la fabrique est située dans l'intérieur d'une ville, on ne tolérera pas auprès d'elles des dépôts plus importants de peaux.

Les chaudières et les chaudrons d'où émanent des vapeurs d'acide subazotique, d'acide sulfureux, d'arsenic ou de mercure seront placés sous des cheminées qui tirent bien.

Le battage des peaux, leur découpage, le coupage de poils et toutes les opérations qui donnent lieu à un développement de poussière se feront à l'air libre, dans la cour ou sous un hangar ouvert.

Tout l'établissement sera tenu avec propreté.

Les ouvriers seront avertis que leur santé est menacée s'ils dorment, mangent ou chantent dans les laboratoires et il leur sera recommandé de ne pas parler en travaillant.

ART. 86. — Les fabriques de parchemins ne seront pas établies au bord des cours d'eau en amont des villes et des villages.

Tous les locaux de la fabrique seront pavés ou planchés.

Les substances enlevées des peaux par écharnages ne seront pas abandonnées pour pourrir dans l'établissement, mais seront enlevées avant leur décomposition et transportées dans les fabriques de colle ou dans les champs.

On interdira la stagnation des liquides impurs dans l'établissement et autour de l'établissement.

Les administrations sanitaires pourront ordonner le lavage périodique du plancher, des murs intérieurs de la fabrique et du pavage de la cour avec une solution de chlorure de calcium.

ART. 93. — Les fabriques de sucre ne seront pas installées au bord des cours d'eau en amont des villes et des villages.

L'infiltration des liquides impurs dans la terre sera empêchée.

Les résidus de la fabrication seront évacués de la fabrique avant leur décomposition.

Dans les fabriques qui travaillent avec des roues centrifuges (machines centrifuges), le surveillant ou le contremaître instruira les ouvriers nouvellement entrés du danger auquel ils s'exposent en chargeant le récipient centrifuge d'une quantité de matière supérieure à ce qu'il peut contenir ou en y introduisant la main quand il est en rotation.

ART. 94. — Dans les savonneries tous les locaux seront bien pavés et aérés. Les murs seront cimentés jusqu'à une hauteur de 1 m. 50.

ART. 98. — Les tanneries et les mégisseries ne seront pas installées au bord des cours d'eau en amont des villes et des villages.

Tous les locaux de l'établissement ainsi que les cours seront bien pavés et entretenus dans le plus grand état de propreté. Les murs seront cimentés jusqu'à une hauteur de 1 m. 50.

Les fosses pour mégisser les peaux seront, autant que possible, imperméables et fermées par des couvercles.

Dans les tanneries où l'on emploie de l'arsenic, le maître tanneur tiendra la préparation d'arsenic enfermée et la mélangera lui-même avec du lait de chaux.

Les ouvriers seront prévenus de l'infection possible par les peaux des bestiaux qui ont succombé au charbon, surtout par les peaux exotiques et les ouvriers qui ont des lésions aux mains prendront les précautions nécessaires.

ART. 99. — Les fabriques de tabac, de cigarettes, de tabac à priser seront bien ventilées et auront des appareils aspiratoires (exhausseurs) pour l'évacuation de la poussière.

TITRE V.

MESURES RÉPRESSIVES.

ART. 101. — Les contraventions aux prescriptions du présent règlement seront punies, pour la première fois, d'une amende de 10 à 100 lei, pour la deuxième fois d'une amende de 50 à 500 lei et pour la troisième fois de la fermeture de l'établissement pour un temps limité, conformément à l'article 146 de la loi sanitaire.

ART. 102. — Les préfets de district et les maires des chefs-lieux de district, chacun dans leur ressort, pourront fermer définitivement un établissement industriel qui aura été ouvert contrairement aux prescriptions du présent règlement, et pour un temps limité, de un à trente jours, un établissement industriel dont le propriétaire ou le directeur, après l'invitation qui lui a été faite et après avoir laissé passer le délai d'appel contre la décision qui le concerne, n'a pas pris les mesures d'hygiène édictées par l'administration compétente, en vertu du présent règlement.

Les cas de ce genre seront portés régulièrement à la connaissance du Ministère de l'intérieur.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

INSPECTION DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE

ÉTAT DU PERSONNEL AU 30 AVRIL 1898

NUMÉROS des sections.	SECTIONS.	NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
	DÉSIGNATION.		
1 ^{RE} CIRCONSCRIPTION. (Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise.)			
M. LAPORTE, $\frac{3}{4}$, O. A., inspecteur divisionnaire du travail, 3, avenue de l'Observatoire, à PARIS.			
I. — INSPECTEURS. (Seine.)			
1 ^{re} .	Surveillance spéciale de certains établissements et contrôle général.	M. Allard. O. I.	35, rue de Trévise.
	Saint-Germain-l'Auxerrois.		
	Halles.		
	Palais-Royal.		
	Place Vendôme.		
	Gaillon.		
	Vivienne.		
	Madeleine.		
2 ^e .	Europe.	M. Touchais, O. A.	3, rue Clapeyron.
	Saint-Georges.		
	Chaussée-d'Antin.		
	Plaine-Monceau.		
	Batignolles.		
	Épinettes.		
	Grandes-Carrières.		
	Clignancourt.		
	Mail.		
	Bonne-Nouvelle.		
	Faubourg-Montmartre.		
	Rochechouart.		
3 ^e .	Saint-Vincent-de-Paul.	M. Guillaum.	10, avenue de Villiers.
	Porte Saint-Denis.		
	Goutte-d'Or.		
	La Chapelle.		
	Pont-de-Flandre.		
	Arts-et-Métiers.		
	Porte Saint-Martin.		
4 ^e .	Hôpital Saint-Louis.	M. Lenoury.	107, rue Monge.
	La Villette.		
	Combat.		
	Enfants-Rouges.		
	Folie-Méricourt.		
5 ^e .	Belleville.	M. Delle, O. A.	24, rue de Condé.
	Amérique.		

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		
1^{RE} CIRCONSCRIPTION. (Suite.)			
I. — INSPECTEURS. (Seine.) [Suite.]			
6 ^e .	Archives..... Saint-Ambroise..... Saint-Fargeau.....	M. Pujol.....	14, rue Bréa.
7 ^e .	Roquette..... Père-Lachaise..... Charonne.....	M. Pasteau, O. I.....	82, avenue Parmentier.
8 ^e .	Sainte-Marguerite..... Bel-Air..... Picpus..... Bercy.....	M. Chevalier.....	35 bis, rue de Seine, à ALFORTVILLE.
9 ^e .	Notre-Dame..... Arsenal..... Saint-Victor..... Jardin-des-Plantes..... Val-de-Grâce..... Sorbonne..... Quinze-Vingts..... Salpêtrière..... Gare..... Maison-Blanche..... Croulebarbe.....	M. Bourceret, $\frac{3}{4}$, O. I.	50, rue Fabert.
10 ^e .	Sainte-Avoye..... Saint-Merry..... Saint-Gervais..... Monnaie..... Odéon..... Montparnasse..... Santé..... Petit-Montrouge.....	M. Valant.....	4, avenue de Bellevue, à SÈVRES.
11 ^e .	Notre-Dame-des-Champs..... Saint-Germain-des-Prés..... Saint-Thomas-d'Aquin..... Invalides..... École Militaire..... Gros-Cailloü..... Champs-Élysées..... Faubourg-du-Roule..... Plaisance..... Saint-Lambert..... Necker..... Grenelle..... Javel..... Auteuil..... Muette..... Porte-Dauphine..... Bassins..... Ternes.....	M. de Friedberg, O. A.	11, rue Honoré-Chevalier.

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		
1 ^{RE} CIRCONSCRIPTION. (Suite.)			
I. — INSPECTEURS. (Seine.) [Suite.]			
12 ^e .	Canton de Boulogne-s.-Seine. — de Levallois-Perret.. — de Neuilly-sur-Seine. — de Puteaux.....	M. Bourgeois	42, rue Blanche.
13 ^e .	Canton d'Asnières..... — de Courbevoie..... — de Clichy..... — de Saint-Denis..... — de Saint-Ouen.....	M. Brémont , *, O. I.	15, rue Condorcet
14 ^e .	Canton d'Aubervilliers..... — de Montreuil-s.-Bois. — de Nogent-sur-Marne. — de Noisy-le-Sec..... — de Pantin..... — de Vincennes.....	M. Flamery , O. I.....	4, rue de l'Équerre.
15 ^e .	Canton de Charenton..... — d'Ivry..... — de Saint-Maur..... — de Sceaux..... — de Vanves..... — de Villejuif.....	M. Hémon	24, rue des Écoles.
II. — INSPECTRICES. (Seine.)			
1 ^{re} .	Faubourg-du-Roule..... Madeleine..... Europe..... Plaine-Monceau..... Batignolles..... Épinettes..... Grandes-Carrières.....	M^{me} Getting	13, rue Bédidor.
2 ^e .	Place-Vendôme..... Gaillon..... Saint-Georges..... Chaussée-d'Antin.....	M^{me} de Contencin	35, rue Barbet-deJouy.
3 ^e .	Vivienne..... Faubourg-Montmartre..... Rochecrouart..... Clignancourt.....	M^{me} Thibault	10 bis, rue Piccini.
4 ^e .	Saint-Germain-l'Auxerrois.. Halles..... Palais-Royal..... Mail..... Bonne-Nouvelle..... Sainte-Avoye..... Saint-Merri..... Saint-Gervais.....	M^{me} Coindre	5 bis, avenue Philippe-le-Boucher, à NEUILLY-SUR-SEINE.

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		
1^{RE} CIRCONSCRIPTION. (Suite.)			
II. — INSPECTRICES. (Seine.) [Suite.]			
5°.	Arts-et-Métiers..... Saint-Vincent-de-Paul..... Porte Saint-Denis..... Goutte-d'Or..... La Chapelle.....	M^{me} Gilbert.....	105, rue de Prony.
6°.	Enfants-Rouges..... Archives..... Arsenal..... Jardin-des-Plantes..... Porte-Saint-Martin..... Hôpital Saint-Louis..... La Villette..... Pont-de-Flandre..... Amérique..... Combat.....	M^{lle} Julien.....	72, rue de Seine.
7°.	Folie-Méricourt..... Saint-Ambroise..... Belleville..... Père-Lachaise.....	M^{me} Prévost.....	18, avenue Trudaine.
8°.	Roquette..... Sainte-Marguerite..... Bel-Air..... Picpus..... Bercy..... Quinze-Vingts..... Salpêtrière..... Gare..... Saint-Fargeau..... Charonne.....	M^{lle} Durand.....	1, rue de Fleurus.
9°.	Notre-Dame..... Saint-Victor..... Val-de-Grâce..... Sorbonne..... Monnaie..... Odéon..... Notre-Dame-des-Champs..... Saint-Germain-des-Prés..... Maison-Elanche..... Croulebarbe..... Montparnasse..... Santé..... Petit-Montrouge.....	M^{lle} Ravnaud.....	12, rue Bertrand.

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		
1^{RE} CIRCONSCRIPTION. (Suite.)			
II. — INSPECTRICES. (Seine.) [Suite.]			
10 ^e .	Saint-Thomas-d'Aquin..... Invalides..... École Militaire..... Gros-Caillou..... Champs-Élysées..... Plaisance..... Saint-Lambert..... Necker..... Grenelle..... Javel..... Auteuil..... Muette..... Porte-Dauphine..... Bassins..... Ternes.....	M^{lle} Saffroy, O. A.....	28, rue de la Trémoille.
11 ^e .	Canton de Boulogne-s-Seine. — de Courbevoie..... — de Levallois-Perret..... — de Neuilly-sur-Seine..... — de Puteaux.....	M^{me} Dourlen.....	9, rue de Châteaudun, ASNIÈRES.
12 ^e .	Canton d'Asnières..... — d'Aubervilliers..... — de Clichy..... — de Montreuil-s-Bois..... — de Nogent-sur-Marne..... — de Noisy-le-Sec..... — de Pantin..... — de Saint-Denis..... — de Saint-Ouen..... — de Vincennes.....	M^{me} Olive.....	6, rue Say.
13 ^e .	Canton d'Ivry..... — de Charenton..... — de Sceaux..... — de Saint-Maur..... — de Vanves..... — de Villejuif.....	M^{lle} Trohel.....	74, rue de Passy.
INSPECTEURS. (Seine-et-Marne, Seine-et-Oise.)			
16 ^e .	Seine-et-Marne, plus les ar- rondissements de Corbeil et d'Étampes (Seine-et- Oise).....	M. Lévesque.....	6, avenue Parmentier, à PARIS.
17 ^e .	Seine-et-Oise, moins les ar- rondissements de Corbeil et d'Étampes.....	M. Harlé, O. A.....	14 bis, rue Pierre-Nys, à PARIS.

NUMÉROS des sections.	SECTIONS.	NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
	DÉSIGNATION.		

2^e CIRCONSCRIPTION.

(Allier, Cher, Creuse, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret, Vienne, Haute-Vienne.)

M. DESPAUX, O. A., inspecteur divisionnaire du travail, à TOURS.

INSPECTEURS.

1 ^{re} .	{ Cher.....	M. Drancourt	6, quai du Bassin, à BOURGES.
	{ Indre.....		
2 ^e .	{ Indre-et-Loire.....	M. Ploquin	19, rue Saint-Michel, à
	{ Vienne.....		TOURS.
3 ^e .	{ Loir-et-Cher.....	M. Bacquias	4, rue Charles-Sanglier, à
	{ Loiret.....		ORLÉANS.
4 ^e .	{ Haute-Vienne.....	M. Henry (Charles)....	16, av. Foucaud, LIMOGES.
5 ^e .	{ Allier.....	M. Cavallé	M ^{me} Barraud, rue du Faub.
	{ Creuse.....		S ^t -Pierre, à MONTLUÇON.

3^e CIRCONSCRIPTION.

(Aube, Côte-d'Or, Doubs, Jura, Haute-Marne, Nièvre, Haut-Rhin, Haute-Saône, Saône-et-Loire, Yonne.)

M. JACQUES, O. A. inspecteur divisionnaire du travail,
7, rue de l'École-de-Droit, à DIJON.

INSPECTEURS.

1 ^{re} .	{ Aube.....	M. Henry (Édouard)...	27, rue de la Monnaie, à
	{ Yonne.....		TROYES.
2 ^e .	{ Haute-Marne.....	M. Berthlot	26, rue de Metz, à DIJON.
	{ Côte-d'Or.....		
3 ^e .	{ Nièvre.....	M. Lebrun	14, rue de l'Arc, à CHALON-
	{ Saône-et-Loire.....		SUR-SAÔNE.
4 ^e .	{ Jura.....	M. Martin	5, rue des Chaprais, à
	{ Doubs, moins l'arrondisse- ment de Montbéliard....		BESANÇON.
5 ^e .	{ Territoire de Belfort.....	M. Gaillot	43, faubourg des Ancêtres,
	{ Haute-Saône.....		à BELFORT.
	{ Arr ^d de Montbéliard (Doubs).		

4^e CIRCONSCRIPTION.

(Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges.)

M. CHAMBARD, inspecteur divisionnaire du travail,
58, rue Stanislas, à NANCY.

INSPECTEURS.

1 ^{re} .	Aisne.....	M. Forel	32, rue des Suzannes pro- longée, à SAINT-QUENTIN.
2 ^e .	Ardennes.....	M. César	3, avenue de Charleville, à MÉZIÈRES.
3 ^e .	{ Arrondissements de Verdun et de Montmédy (Meuse)..		
	{ Arr ^d de Briey (Meurt.-et-Mos.)		
	{ Cantons Nord et Est de Nancy (Meurthe-et-Moselle).....	M. Pourcines	24, rue Victor-Hugo, à
	{ Cantons de Nomény et de Pont-à-Mousson de l'arr ^d de Nancy (Meurthe-et-Moselle)		NANCY.
	{ Arr ^d de Châlons-sur-Marne,		
4 ^e .	{ Vitry-le-François, Épernay et S ^{te} -Menehould (Marne).	M. Séguin	41, rue Grande-Étape, à
	{ Arr ^d de Bar-le-Duc (Meuse).		CHÂLONS-SUR-MARNE.
5 ^e .	{ Arrond ^t de Reims (Marne)...	M. Barbry , O. I.....	39, rue Montoisson, à REIMS.

NUMÉROS des sections.	SECTIONS. DÉSIGNATION.	NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
4^e CIRCONSCRIPTION. (Suite.)			
INSPECTEURS. (Suite.)			
	Arr ^t de Commercy (Meuse). Arr ^t de Toul et de Lunéville (Meurthe-et-Moselle).....		
6 ^e .	Cantons d'Haroud, de S ^t -Ni- colas, de Vézelize, de l'arr ^t de Nancy (Meurthe-et-Mos.) Cantons Ouest et Sud de Nancy (Meurthe-et-Moselle)	M. Chéry	41, rue de Bancy, à NANCY.
7 ^e .	Vosges.....	M. Mongel	41, rue de Nancy, à ÉPINAL.
5^e CIRCONSCRIPTION.			
<i>(Nord, Pas-de-Calais, Somme.)</i>			
M. JARACZEWSKI , inspecteur divisionnaire du travail, .. 60, rue Jeanne-d'Arc, à LILLE.			
I. — INSPECTEURS.			
1 ^{er} .	Cantons Nord, Nord-Est, Est, Sud-Est, Sud et Centre de Lille (Nord).....	M. Herbo	31, rue Jacquemars-Giélée, à LILLE.
	Cantons de Cysoing, de Lan- noy, de Pont-à-Marcq, de Sectin, arr. de Lille (Nord). Cantons Ouest et Sud-ouest de Lille (Nord)		
2 ^e .	Cantons d'Armentières, de la Bassée, d'Haubourdin, de Quesnoy-sur-Deule, de l'ar- rondis. de Lille (Nord)...	M. Beauquis	91, rue des Postes, à LILLE.
3 ^e .	Cantons de Roubaix, de l'ar- rondis. de Lille (Nord)...	M. Mellon	129, rue du Coq-Français, à ROUBAIX.
4 ^e .	Cantons de Tourcoing, de l'arrondis. de Lille (Nord).	M. Gillet	126, rue Nationale, à TOURCOING.
5 ^e .	Arrondissements de Douai et de Valenciennes (Nord)...	M. Caron	Rue Duchesnois, à VALEN- CIENNES.
6 ^e .	Arrondissements d'Avesnes et de Cambrai (Nord).....	M. Grégoire	20, avenue de la Gare, à AVESNES.
	Arrondissem ^t de Dunkerque et d'Hazebrouck (Nord)... Arrondissem ^t de Saint-Omer (Pas-de-Calais)		
7 ^e .	Cantons de Calais, de Desvres, de Guines et de Marquise de l'arrondis. de Boulogne- sur-Mer (Pas-de-Calais)... Arr ^t d'Arras, de Montreuil, de Saint-Pol, de Béthune (Pas-de-Calais).....	M. Hittier, O. A.	16, rue de la Couronne, à DUNKERQUE.
8 ^e .	Cantons de Boulogne-sur-Mer et de Samer de l'arr. de Bou- logne-s.-Mer (Pas-de-Calais)	M. Vasseur	Rue Émile-Lenglet, à ARRAS.
9 ^e .	Somme.....	M. Villard	85, chaus. Périgord, AMIENS.
II. — INSPECTRICE.			
10 ^e .	{ Cant ^t de Lille, Roubaix, Tour- coing et Armentières (Nord)	M^{me} Courtet	23, rue Pasteur, à LILLE.

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		
6^e CIRCONSCRIPTION. (<i>Calvados, Eure, Eure-et-Loir, Manche, Oise, Orne, Seine-Inférieure.</i>)			
M. BLAISE, O. A., inspecteur divisionnaire du travail, 1, quai de Paris, à ROUEN.			
I. — INSPECTEURS.			
1 ^{re} .	Oisc.....	M. Wallet, O. A.....	75, rue de Calais, à BEAUVAIS.
2 ^e .	{ Arrondissements de Rouen et de Neuchâtel (Seine-Infé- rieure)..... }	M. Née.....	26, route de Bon-Secours, à ROUEN.
3 ^e .	{ Arrondissements du Havre, d'Yvetot et de Dieppe (Seine-Inférieure)..... }	M. Salmin.....	95, rue du Lycée, au HAVRE.
4 ^e .	{ Eure..... Eure-et-Loir..... Arrondissements d'Alençon et de Mortagne (Orne)... }	M. Quénot.....	11, rue Saint-Pierre, à ÉVREUX.
5 ^e .	{ Calvados..... Manche..... Arrondissements d'Argentan et de Domfront (Orne)... }	M. Le Gouis.....	5, rue aux Juifs-St-Julien, à CAEN.
II. — INSPECTRICE.			
6 ^e .	{ Villes de Rouen, Elbeuf, du Havre, de Dieppe, et ban- lieues (Seine-Inférieure). }	M^{lle} Sochaczewska ..	59, rue de la République, à ROUEN.
7^e CIRCONSCRIPTION. (<i>Côtes-du-Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Mayenne, Morbihan, Sarthe, Deux-Sèvres, Vendée.</i>)			
M. GIROUD, inspecteur divisionnaire du travail, 14, passage Félibien, à NANTES.			
I. — INSPECTEURS.			
1 ^{re} .	{ Côtes-du-Nord..... Finistère..... Ille-et-Vilaine..... }	M. Caire.....	19, rue Dupont-des-Loges, à RENNES.
2 ^e .	{ Sarthe..... Mayenne..... }	M. Delastre.....	24, rue Prémartine, au MANS.
3 ^e .	{ Maine-et-Loire..... Deux-Sèvres..... Vendée..... }	M. Razous.....	54, rue Fulton, à ANGERS.
4 ^e .	{ Loire-Inférieure..... Morbihan..... }	M. Fontaine.....	Rue du Croisic, à NANTES.
II. — INSPECTRICE.			
5 ^e .	{ Cantons de Nantes et de Saint-Nazaire (Loire-Infé- rieure)..... }	M^{me} de Laforgue.....	10, rue Basse-du-Château, à NANTES.

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		
8^e CIRCONSCRIPTION.			
<i>(Charente, Charente-Inférieure, Corrèze, Dordogne, Gers, Gironde, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées.)</i>			
M. GOUTTES , inspecteur divisionnaire du travail, 66, rue Eugène-Ténot, à BORDEAUX.			
I. — INSPECTEURS.			
1 ^{re} .	{ Charente..... Charente-Inférieure.....	M. Campredon.....	{ 19, rue Angel-Albert, à ANGOULÊME.
2 ^e .	{ Dordogne..... Corrèze..... Lot.....	M. Chastagnol.....	{ 26, rue des Deux-Ponts, à PÉRIGUEUX.
3 ^e .	{ Cantons de Cadillac, Carbon- Blanc, Créon, Labrède, Saint-André-de-Cubzac, de l'arrondissement de Bor- deaux, arrondissements de Bazas, de Blaye, de Li- bourne, de la Réole (Gi- ronde)..... 5 ^e , 6 ^e et 7 ^e cantons de la ville de Bordeaux (Gironde)... Lot-et-Garonne..... Gers.....	M. Bris.....	{ 12, quai Paludate, à BOR- DEAUX.
4 ^e .	{ Cantons d'Audenac, Belin, Blanquefort, Castelnau-de Médoc, Pessac, la Teste- de-Buch, de l'arrondisse- ment de Bordeaux; arron- dissement de Lesparre (Gi- ronde)..... 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e cantons de la ville de Bordeaux (Gironde) Landes..... Basses-Pyrénées..... Hautes-Pyrénées.....	M. Amiet.....	{ 168, rue Sainte-Catherine, à BORDEAUX.
II. — INSPECTRICE.			
5 ^e .	{ Canton de Bordeaux (Gi- ronde).....	M^{me} Costadon.....	{ 71, rue Judaïque, à BOR- DEAUX.

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		
9^e CIRCONSCRIPTION.			
<i>(Ariège, Aude, Aveyron, Cantal, Haute-Garonne, Hérault, Lozère, Pyrénées-Orientales, Tarn, Tarn-et-Garonne.)</i>			
M. LE ROY, O. A. inspecteur divisionnaire du travail, 3, rue Sainte-Germaine, à TOULOUSE.			
INSPECTEURS.			
1 ^{re} .	{ Cantons de Mirepoix et de Lavelanet (Ariège)..... Aude..... Pyrénées-Orientales..... }	M. Pech, O. A.	{ Route de Narbonne, faubg Trivalle, à CARCASSONNE.
2 ^e .	{ Hérault (moins la commune des Verreries-de-Moussans) Commune de Saint-Étienne- Vallée-Française (Lozère). }	M. Mestre	{ 1, chemin de Palavas, à MONTPELLIER.
3 ^e .	{ Cantal..... Lozère (moins la commune de Saint-Étienne-Vallée-Fran- çaise)..... Aveyron..... }	M. Marty	Avenue Victor-Hugo, à RODEZ
4 ^e .	{ Commune des Verreries-de- Moussans (Hérault)..... Commune de Revel (Haute- Garonne)..... Tarn..... Tarn-et-Garonne..... }	M. Foissac	{ 48, avenue du Sidobre, à CASTRES.
5 ^e .	{ Ariège (moins les cantons de Mirepoix et de Lavelanet). Haute-Garonne (moins la commune de Revel)..... }	M. Prunet	{ 52, rue Pargaminières, à TOULOUSE.

SECTIONS.		NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
NUMÉROS des sections.	DÉSIGNATION.		

10^E CIRCONSCRIPTION.

(Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Corse, Drôme, Gard, Var, Vaucluse.)

M. LAGARD, O. A., inspecteur divisionnaire du travail,
135, boulevard Longchamp, à MARSEILLE.

I. — INSPECTEURS.

1 ^{re} .	{ Arrondissement de Marseille, moins les 2 ^e , 6 ^e , 7 ^e et 8 ^e cantons de Marseille et l'arrondissement d'Aix (Bouches-du-Rhône)..... }	M. Mouchet	{ 2, rue Pierre-Bellot, à MARSEILLE.
2 ^e .	{ 2 ^e , 6 ^e , 7 ^e et 8 ^e cantons de Marseille et arrondissement d'Arles (Bouches-du-Rhône)..... Corse..... }	M. Capoduro	{ 106, rue Consolat, à MARSEILLE.
3 ^e .	{ Alpes-Maritimes..... Var..... }	M. Wermann	{ Rue Centrale, maison Glnésy, quartier St-Barthélemy, à NICE.
4 ^e .	Gard.....	M. Viguier	{ 29, rue de la Madeleine, à NIMES.
5 ^e .	{ Vaucluse..... Basses-Alpes..... Hautes-Alpes..... }	M. Blanc	{ 1, place du Change, à AVIGNON.
6 ^e .	Drôme.....	M. Proux	{ 60, rue Madier-Monjau, à VALENCE.
7 ^e .	Ardèche.....	M. Fabre	{ 8, boulevard du Palais, à PRIVAS.

II. — INSPECTRICE.

8 ^e .	{ Commune de Marseille (Bouches-du-Rhône)..... }	M^{lle} Sénéque	{ 97, boulevard Longchamp, à MARSEILLE.
------------------	--	--------------------------------------	---

NUMÉROS des sections.	SECTIONS. DÉSIGNATION.	NOMS des INSPECTEURS ET INSPECTRICES départementaux.	RÉSIDENCES et DOMICILES des inspecteurs et inspectrices départementaux.
11^E CIRCONSCRIPTION. (Ain, Isère, Loire, Haute-Loire, Puy-de-Dôme, Rhône, Savoie, Haute-Savoie.)			
M. BARRAL , inspecteur divisionnaire du travail, 28, quai de la Guillotière, à LYON.			
I. — INSPECTEURS.			
1 ^{re} .	Isère, moins l'arrondissement de Vienne Savoie. Ain, moins l'arrondissement de Trévoux. Haute-Savoie.	M. Berlioz , O. I.	1, rue Molière, à GRENOBLE.
2 ^e .	2 ^e , 4 ^e et 5 ^e arrond. de Lyon, plus les comm. de S ^t -Rambert-l'Isle-Barbe et de Caluire-et-Cuire (Rhône) ...	M. Boulín , O. A.	65, cours Vitton, à LYON.
3 ^e .	1 ^{er} et 6 ^e arrond ^{is} de Lyon (ville), plus les arrond ^{is} de Villefranche (Rhône) et de Trévoux (Ain)	M. Perbost	1, rue Mazard, à LYON.
4 ^e .	3 ^e arrond ^{is} de Lyon (ville), plus l'arrond ^{is} suburbain de Lyon, moins les comm. de S ^t -Rambert-l'Isle-Barbe et de Caluire-et-Cuire (Rhône) Arrond ^{is} de Vienne (Isère) ...	M. Charrassin	11, rue d'Enghien, à LYON.
5 ^e .	Cantons nord-est et nord-ouest de Saint-Étienne, de Saint-Chamond, Rive-de-Gier, Saint-Héan et Pé-Iussin (Loire)	M. Boullisset	7, rue d'Annonay, à SAINT-ÉTIENNE.
6 ^e .	Cantons sud-est et sud-ouest de Saint-Étienne, de Bourg-Argental, de Chambon-Feugerolles et de S ^t -Genest-Malifaux (Loire), plus les arrondissements du Puy et d'Yssingaux (Haute-Loire)	M. Fache	Place Sadi-Carnot, maison Cuilleron, à S ^t -ÉTIENNE.
7 ^e .	Arrondissements de Roanne et de Montbrison (Loire). Arrondissement de Thiers (Puy-de-Dôme)	M. Béquet	13, rue de Sully, à ROANNE.
8 ^e .	Puy-de-Dôme, moins l'arrondissement de Thiers Arrondissement de Brioude (Haute-Loire)	M. Sombret , O. ² *	35 bis, cours Sablon, à CLERMONT-FERRAND.
II. — INSPECTRICE.			
9 ^e .	Cantons formant l'agglomération lyonnaise.	M^{lle} Meffre	89, cours Vitton, à LYON.

LE BUDGET DE L'INSPECTION DU TRAVAIL POUR 1898.

RÉPARTITION PAR ARTICLES

du crédit inscrit dans la loi de finances du 13 avril 1898.

CHAPITRE XXII.

INSPECTION DU TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE.

ART. 1 ^{er} .	—	Traitement des inspecteurs divisionnaires, des inspecteurs départementaux et des inspectrices.	417,000 ^f
ART. 2. . . .	{	§ 1 ^{er} . Indemnité au secrétaire de la Commission.....	1,000 ^f
		§ 2. Frais de bureau et de tournées.....	170,000
		§ 3. Rédaction et publication du <i>Bulletin de l'Inspection du travail</i> . Impressions et dépenses diverses.....	12,500
			183,500
ART. 3.	—	Indemnités et frais de déplacement au service des mines.	37,000
ART. 4.	—	Frais d'inspection et de contrôle des filatures de soie.	2,500
TOTAL.....			640,000

LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Extrait du procès-verbal de la séance du 26 mars 1898.

DISCUSSION SUR LA LOI DU 9 AVRIL 1898 RELATIVE AUX ACCIDENTS (1).

M. AUDIFFRED. — Je veux présenter une simple observation à la Chambre et à M. le Ministre du commerce avant le vote sur l'ensemble de la loi.

La loi que tout le monde va voter réalise en faveur des ouvriers des amé-

(1) Voir le texte de cette loi, page 97.

liorations très sensibles qui sont depuis longtemps impatiemment attendues, mais elle ne peut que réparer par une indemnité le préjudice causé. Or, il importe de réduire au minimum les accidents, soit pour conserver des existences humaines, soit pour empêcher la mutilation des ouvriers, soit enfin pour réduire les charges de l'industrie.

M. Louis RICARD (Seine-Inférieure). — Il n'y a qu'à appliquer la loi que nous avons votée sur la salubrité des ateliers et la sécurité des ouvriers.

M. AUDIFFRED. — Mon cher Collègue, la loi à laquelle vous faites allusion est excellente, mais la mesure que je demande à M. le Ministre a une autre portée.

Je suis convaincu qu'on peut arriver à réduire considérablement les accidents par les perfectionnements apportés à l'outillage ou aux procédés de fabrication au point de vue spécial de la prévention des accidents, et nous en avons un exemple pour l'industrie des mines.

Depuis un certain nombre d'années, l'État, avec le concours des compagnies de mines, a fait étudier les moyens de réduire les accidents qui se produisent dans cette industrie et nous constatons ce fait sans précédent que, depuis trois ans, il n'y a pas eu dans ce pays un seul accident de grisou. (*Très bien ! très bien ! sur un grand nombre de bancs.*)

Des centaines d'existences humaines ont été ainsi conservées et les compagnies n'ont pas eu à subir ces pertes considérables qui portaient dans leur budget une perturbation très sensible.

M. BASLY. — N'oubliez pas l'intervention des délégués mineurs !

M. AUDIFFRED. — Puisque l'État a pu, grâce au concours des industriels, par des recherches techniques, obtenir ces résultats dans l'industrie des mines, je demande à M. le Ministre du commerce de vouloir bien, premièrement, faire étudier par ses nombreux ingénieurs, par les professeurs du Conservatoire des arts et métiers, par ceux des écoles d'arts et métiers, de l'École polytechnique, de l'École des mines de Saint-Étienne, enfin par les ingénieurs qui surveillent les appareils à vapeur, les modifications à apporter à l'outillage, non pas dans l'intérêt du perfectionnement de l'industrie — ce ne serait pas son rôle — mais pour assurer la plus grande somme de sécurité à l'ouvrier. (*Très bien ! très bien !*)

Je demande, en outre, à M. le Ministre de vouloir bien user de son influence auprès des syndicats industriels pour les déterminer à faire, au point de vue de la recherche des meilleurs procédés de fabrication, toujours dans l'intérêt de la préservation de l'existence humaine, ce que font certaines Sociétés actuelles qui, de leur propre initiative, recherchent déjà ces perfectionnements.

Si M. le Ministre veut bien user de ces deux moyens, nous verrons, j'en suis certain, singulièrement réduire les charges que cette loi impose à l'industrie et nous aurons certainement à constater un nombre d'accidents beaucoup moindre. (*Très bien ! très bien !*)

M. HENRY BOUCHER, *Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes*. — L'honorable M. Audiffred peut être certain que le Gouvernement fera tout ce qui sera en son pouvoir pour garantir la vie humaine contre les accidents industriels.

Déjà nous avons donné des ordres pour que les travaux du congrès de Bruxelles, relatifs aux accidents du travail, soient publiés; mais, d'une façon générale, M. Audiffred peut être assuré que le Ministre du commerce fera dans cet ordre d'idées tout ce que lui permettra la législation actuelle.

Il s'agit en effet, ainsi que le faisait observer un de nos honorables collègues, de faire appliquer la loi sur la sécurité des ouvriers dans les ateliers, et le Gouvernement ne manquera pas d'assurer la stricte application de cette loi.

M. JAURÈS. — M. Audiffred propose autre chose, et vous ne répondez pas à sa question.

M. AUDIFFRED. — Je ne réclame pas seulement, en effet, l'application de la loi sur la sécurité des ouvriers dans les ateliers; je vous demande aussi, Monsieur le Ministre, de faire rechercher par les ingénieurs de l'État tous les moyens d'améliorer l'outillage au point de vue spécial de la préservation des existences humaines (*Applaudissements.*)

M. LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — Nous sommes absolument d'accord, et je crois répondre aux préoccupations de l'honorable M. Audiffred, en lui annonçant que nous allons publier le résultat d'une étude extrêmement curieuse qui a été faite récemment sur la question qui l'intéresse, à l'exposition de Bruxelles, et à laquelle nos ingénieurs ont participé. Du reste, cette étude se poursuivra au Ministère même, par tous les moyens d'investigation qui sont à notre disposition. (*Très bien! très bien!*)

LOI DU 2 AOÛT 1882

*sur la répression des outrages aux bonnes mœurs,
modifiée par la loi du 16 mars 1898 (1).*

ART. 1^{er}. — Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 100 à 5,000 francs, quiconque aura commis le délit d'outrage aux bonnes mœurs :

Par la vente ou la mise en vente, l'offre, l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique ou dans les lieux publics, d'écrits, d'imprimés autres que le livre, d'affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, objets ou images obscènes ou contraires aux bonnes mœurs;

Par la vente ou l'offre, même non publique, à un mineur des mêmes écrits imprimés, affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, objets ou images;

Par leur distribution à domicile, par leur remise sous bande ou sous en-

(1) Voir décret du 13 mai 1893 et circulaire ministérielle du 15 mai 1893, année 1893, n° 1, p. 19 et 177.

veloppe non fermée à la poste ou à tout agent de distribution ou de transport;

Par des chants non autorisés proférés publiquement, par des annonces ou correspondances publiques contraires aux bonnes mœurs.

Les écrits, dessins, affiches, etc., incriminés et les objets ayant servi à commettre le délit seront saisis ou arrachés. La destruction en sera ordonnée par le jugement de condamnation.

Les peines pourront être portées au double si le délit a été commis envers des mineurs.

ART. 2. — La prescription en matière d'outrages aux bonnes mœurs commis par la voie du livre est d'un an à partir de la publication ou de l'introduction sur le territoire français.

La vente, la mise en vente ou l'annonce de livres condamnés sera punie des peines portées par l'article 1^{er} de la présente loi.

ART. 3. — Les complices de ces délits dans les conditions prévues et déterminées par l'article 60 du Code pénal (1) seront punis de la même peine, et la poursuite aura lieu devant le tribunal correctionnel, conformément au droit commun et suivant les règles édictées par le Code d'instruction criminelle.

ART. 4. — L'article 463 du Code pénal s'applique aux délits prévus par la présente loi.

ART. 5. — Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

PROPOSITION DE LOI

ayant pour objet la réglementation du travail dans les filatures de soie, présentée le 28 mars 1898 à la Chambre des Députés par MM. Maurice Faure, de Ramel, Louis Blanc, Gras, Louis Jourdan, Malzac, Gaussorgues, Philipon, Dindeau, Perrin, Pourquery de Boisserin, Boissy d'Anglas, Bizarelli, Odilon-Barrot, Doumergue, Salis, Augé, Paul Vigné, Rolland, Bourrat, Pams, Élie Cousin, Chabrie et Crémieux, députés.

MESSIEURS, le Sénat a repoussé les dispositions additionnelles du projet de loi sur les primes à la filature et à la sériciculture, concernant la limitation

(1) Art. 60 du Code pénal. — Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront provoqué à cette action, ou donné des instructions pour la commettre :

Ceux qui auront procuré des armes, des instruments ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir;

Ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action,

des heures de travail à soixante heures par semaine et l'exclusion du bénéfice de la prime des filateurs qui emploient plus de 10 p. 100 de main-d'œuvre étrangère.

Les auteurs des amendements qui consacraient ce double principe croient devoir les reprendre sous la forme d'une proposition de loi spéciale en faveur de laquelle ils vous prient de déclarer l'urgence.

Ils considèrent que la limitation de la durée du travail à soixante heures par semaine, déjà acceptée en fait par la plupart des filateurs, doit être imposée sans retard comme une règle générale à toutes les filatures de soie qui bénéficient de la prime, tant pour établir entre elles l'égalité des conditions de la main-d'œuvre primée que pour maintenir dans de justes limites la durée du travail des fileuses dont la prolongation au delà de soixante heures par semaine excéderait l'effort normal que ces ouvrières peuvent donner.

D'autre part, ils estiment que la prime à la filature ayant pour objet principal de protéger la main-d'œuvre française contre la concurrence de la main-d'œuvre étrangère, la loi doit imposer aux filateurs l'obligation de ne pas employer un nombre d'ouvriers ou ouvrières de nationalité étrangère supérieur à 10 p. 100.

Ces dispositions avaient leur place tout indiquée dans la loi des primes, et c'est avec raison que la Chambre des Députés les y avait insérées une première fois en acceptant nos amendements.

Leur justesse n'a pas été contestée au Sénat, et, si elles ont été définitivement éliminées, à notre très vif regret, c'est plutôt en vue d'une disjonction que par esprit d'hostilité contre leur principe.

Nous ne saurions, quoi qu'il en soit, renoncer à inscrire dans la loi les dispositions votées par la Chambre pour la protection de la main-d'œuvre française dans les filatures de soie, et nous avons, en conséquence, l'honneur de présenter la proposition de loi ci-après :

PROPOSITION DE LOI.

ART. 1^{er}. — La durée du travail dans les filatures de soie jouissant du bénéfice des primes ne pourra excéder soixante heures par semaine.

ART. 2. — Dans les mêmes établissements, il ne pourra être employé plus de 10 p. 100 de main-d'œuvre étrangère.

ART. 3. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi.

dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée; sans préjudice des peines qui seront spécialement portées par le présent Code contre les auteurs de complots ou de provocations attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, même dans le cas où le crime qui était l'objet des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis.

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE (1).

LOI DE FINANCES DU 13 AVRIL 1898.

ART. 75. — La limite d'âge prévue par l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1895, qui permet aux vieux travailleurs de bénéficier des majorations de retraite à partir de 70 ans est abaissée à 68 ans.

Les bonifications spéciales visées à l'article 3, second alinéa, de la loi du 31 décembre 1895, sont attribuées aux parents ayant élevé plus de trois enfants jusqu'à l'âge de 3 ans accomplis.

PENSIONS CIVILES (2).

LOI DE FINANCES DU 13 AVRIL 1898.

ART. 44. — Les veuves de militaires, marins ou assimilés, ainsi que les veuves des fonctionnaires civils placés sous le régime de la loi du 9 juin 1853, ont droit à pension lorsque le mari réunit au jour de son décès, survenu après le 1^{er} janvier 1896, vingt-cinq ans de services tant militaires que civils et que la condition de durée de mariage, requise par la loi de pension sous le régime de laquelle le mari était placé en dernier lieu, aura été remplie.

Si le mari titulaire en dernier lieu d'un emploi civil décède avant d'avoir accompli six ans de services civils, la part de pension afférente aux services civils est calculée sur la moyenne des traitements perçus pour l'ensemble de ces services.

Lorsque la mère est décédée ou inhabile à recueillir la pension ou déchuë de ses droits, l'orphelin ou les orphelins ont droit, jusqu'à leur majorité, à une pension temporaire égale à celle que la mère a obtenue ou aurait pu obtenir.

(1) Voir année 1898, n° 1, p. 88 et 394.

(2) Voir années 1895, n° 3, p. 382; 1896, n° 1, p. 25; 1897, n° 2, p. 190 et n° 4, p. 348.

X DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS.

LOI DU 8 JUILLET 1890.

ART. 1. — Des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs sont institués, conformément aux dispositions de la présente loi, pour visiter les travaux souterrains des mines, minières ou carrières, dans le but exclusif d'en examiner les conditions de sécurité pour le personnel qui y est occupé, et, d'autre part, en cas d'accident, les conditions dans lesquelles cet accident se serait produit.

Un délégué et un délégué suppléant exercent leurs fonctions dans une circonscription souterraine dont les limites sont déterminées par un arrêté du préfet rendu sous l'autorité du Ministre des travaux publics, après rapport des ingénieurs des mines, l'exploitant entendu.

Tout ensemble de puits, galeries et chantiers dépendant d'un même exploitant et dont la visite détaillée n'exige pas plus de six jours ne constitue qu'une seule circonscription. — Les autres exploitations sont subdivisées en deux, trois, etc., circonscriptions, selon que la visite n'exige pas plus de douze, dix-huit, etc., jours. — Un même arrêté statue sur la délimitation des diverses circonscriptions entre lesquelles est ainsi divisé, s'il y a lieu, l'ensemble des puits, galeries et chantiers voisins dépendant d'un même exploitant, sous le territoire d'une même commune ou de plusieurs communes contiguës.

A toute époque, le préfet peut, par suite de changements survenus dans les travaux, modifier, sur le rapport des ingénieurs des mines, l'exploitant entendu, le nombre et les limites des circonscriptions.

A l'arrêté préfectoral est annexé un plan donnant la délimitation de chaque circonscription et portant les limites des communes sous le territoire desquelles elle s'étend. Ce plan est fourni par l'exploitant en triple expédition, sur la demande du préfet et conformément à ses indications.

L'arrêté préfectoral est notifié, dans la huitaine, à l'exploitant, auquel est remis en même temps un des plans annexés audit arrêté.

Ampliation de l'arrêté préfectoral, avec un des plans annexés, reste déposée à la mairie de la commune qui est désignée dans l'arrêté parmi celles sous lesquelles s'étendent les circonscriptions qu'il délimite; elle y est tenue, sans déplacement, à la disposition de tous les intéressés.

Un arrêté du préfet, rendu sur le rapport des ingénieurs des mines, peut dispenser de délégués toute concession de mines, ou tout ensemble de concessions de mines contiguës, ou tout ensemble de travaux souterrains de minières ou carrières qui, dépendant d'un même exploitant, emploieraient moins de vingt-cinq ouvriers travaillant au fond.

ART. 2. — Le délégué doit visiter deux fois par mois tous les puits, ga-

leries et chantiers de sa circonscription. Il visitera également les appareils servant à la circulation et au transport des ouvriers.

Il doit, en outre, procéder sans délai à la visite des lieux où est survenu un accident ayant occasionné la mort ou des blessures graves à un ou plusieurs ouvriers, ou pouvant compromettre la sécurité des ouvriers. Avis de l'accident doit être donné sur-le-champ au délégué par l'exploitant.

Le délégué, dans ses visites, est tenu de se conformer à toutes les mesures prescrites par les règlements en vue d'assurer l'ordre et la sécurité dans les travaux.

Le délégué suppléant ne remplace le délégué qu'en cas d'empêchement motivé de celui-ci, sur l'avis que le délégué en a donné tant à l'exploitant qu'au délégué suppléant.

ART. 3. — Les observations relevées par le délégué, dans chacune de ses visites, doivent être, le jour même ou au plus tard le lendemain, consignées par lui sur un registre spécial fourni par l'exploitant, et constamment tenu sur le carreau de l'exploitation à la disposition des ouvriers.

Le délégué inscrit sur le registre les heures auxquelles il a commencé et terminé sa visite, ainsi que l'itinéraire suivi par lui.

L'exploitant peut consigner ses observations et dires sur le même registre, en regard de ceux du délégué.

Des copies des uns et des autres sont immédiatement et respectivement envoyées par les auteurs au préfet, qui les communique aux ingénieurs des mines.

Lors de leurs tournées, les ingénieurs des mines et les contrôleurs des mines doivent viser le registre de chaque circonscription. Ils peuvent toujours se faire accompagner dans leurs visites par le délégué de la circonscription.

ART. 4. — Le délégué et le délégué suppléant sont élus au scrutin de liste, dans les formes prévues aux articles suivants.

ART. 5. — Sont électeurs dans une circonscription, les ouvriers qui y travaillent au fond à la condition :

- 1° D'être Français et de jouir de leurs droits politiques;
- 2° D'être inscrits sur la feuille de la dernière paye effectuée pour la circonscription avant l'arrêté de convocation des électeurs.

ART. 6. — Sont éligibles dans une circonscription, à la condition de savoir lire et écrire, et, en outre, de n'avoir jamais encouru de condamnation pour infraction aux dispositions soit de la présente loi, soit de la loi du 21 avril 1810 et du décret du 3 janvier 1813, soit des articles 414 et 415 du Code pénal :

- 1° Les électeurs ci-dessus désignés, âgés de vingt-cinq ans accomplis, travaillant au fond depuis cinq ans au moins dans la circonscription ou dans l'une des circonscriptions voisines dépendant du même exploitant, qui sont délimitées par le même arrêté préfectoral, conformément au paragraphe 3 de l'article 1^{er} ci-dessus;

- 2° Les anciens ouvriers domiciliés dans les communes sous le territoire desquelles s'étend l'ensemble des circonscriptions comprises, avec la cir-

conscription en question, dans le même arrêté de délimitation, conformément au susdit paragraphe 3 de l'article 1^{er}, à la condition qu'ils soient âgés de vingt-cinq ans accomplis, qu'ils soient Français, qu'ils jouissent de leurs droits politiques, qu'ils aient travaillé au fond, pendant cinq ans au moins, dans les circonscriptions comprises dans l'arrêté précité, et qu'ils n'aient pas cessé d'y être employés depuis plus de dix ans, soit comme ouvrier du fond, soit comme délégué ou délégué suppléant;

3° Les anciens ouvriers ne seront éligibles que s'ils ne sont pas déjà délégués, non seulement pour une circonscription de la mine de l'exploitant, mais encore pour une circonscription d'une autre mine située dans ou en dehors du territoire de leur commune.

Pendant les cinq premières années qui suivront l'ouverture à l'exploitation d'une nouvelle circonscription, pourront être élus les électeurs justifiant de cinq ans de travail au fond dans une mine, minière ou carrière souterraine de même nature.

ART. 7. — Dans les huit jours qui suivent la publication de l'arrêté préfectoral convoquant les électeurs, la liste électorale de la circonscription, dressée par l'exploitant, est remise par lui en trois exemplaires au maire de chacune des communes sous lesquelles s'étend la circonscription. Le maire fait immédiatement afficher cette liste à la porte de la mairie et dresse procès-verbal de cet affichage; il envoie les deux autres exemplaires au préfet et au juge de paix avec copie du procès-verbal d'affichage. Dans le même délai de huit jours, l'exploitant fait afficher ladite liste aux lieux habituels pour les avis donnés aux ouvriers.

Si l'exploitant ne remet pas aux maires et ne fait pas afficher la liste électorale dans les délais et conditions ci-dessus prévus, le préfet fait dresser et afficher cette liste aux frais de l'exploitant, sans préjudice des peines qui pourront être prononcées contre ce dernier pour contravention à la présente loi.

En cas de réclamation des intéressés, le recours doit être formé cinq jours au plus après celui où l'affichage a été effectué par le maire le moins diligent, devant le juge de paix, qui statue d'urgence et en dernier ressort.

Si une circonscription s'étend sous deux ou plusieurs cantons, le juge de paix compétent est celui dont le canton comprend la mairie de la commune désignée comme lieu du vote par l'arrêté préfectoral de convocation des électeurs.

ART. 8. — Les électeurs d'une circonscription sont convoqués par un arrêté du préfet.

L'arrêté doit être publié et affiché dans les communes sous le territoire desquelles s'étend la circonscription quinze jours au moins avant l'élection, qui doit toujours avoir lieu un dimanche.

L'arrêté fixe la date de l'élection, ainsi que les heures auxquelles sera ouvert et fermé le scrutin.

Le vote a lieu à la mairie de la commune désignée par l'arrêté de convocation parmi celles sous le territoire desquelles s'étend la circonscription.

ART. 9. — Le bureau électoral est présidé par le maire qui prend comme

assesseur le plus âgé et le plus jeune des électeurs (1) présents au moment de l'ouverture du scrutin, et, à défaut d'électeurs présents ou consentant à siéger, deux membres du conseil municipal.

Chaque bulletin porte deux noms (2), avec l'indication de la qualité de délégué ou de délégué suppléant à chaque candidat. Nul n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart du nombre des électeurs inscrits.

Au deuxième tour de scrutin, la majorité relative suffit, quel que soit le nombre des votants.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé des candidats est élu.

Si un second tour de scrutin est nécessaire, il y est procédé le dimanche suivant, dans les mêmes conditions de forme et de durée.

Le vote a lieu, sous peine de nullité, sous enveloppe d'un type uniforme déposé à la préfecture.

ART. 10. — Ceux qui, soit par voies de fait, violences, menaces, dons ou promesses, soit en faisant craindre à un électeur de perdre son emploi, d'être privé de son travail ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, auront influencé le vote, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 100 francs à 2,000 francs.

L'article 463 du Code pénal pourra être appliqué.

ART. 11. — Pourra être annulée toute élection dans laquelle les candidats élus auraient influencé le vote en promettant de s'immiscer dans des questions ou revendications étrangères à l'objet des fonctions de délégué, telles qu'elles sont définies au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}.

ART. 12. — Après le dépouillement du scrutin, le président proclame (3) le résultat du vote; il dresse et transmet au préfet le procès-verbal des opérations;

Les protestations doivent être consignées au procès-verbal ou être adressées, à peine de nullité, dans les trois jours qui suivent l'élection, au préfet, qui en accuse réception.

Les exploitants peuvent, comme les électeurs, adresser dans le même délai leurs protestations au préfet.

En cas de protestation, ou si le préfet estime que les conditions prescrites par la loi ne sont pas remplies, le dossier est transmis, au plus tard le cin-

(1) L'identité de chaque électeur peut, en l'absence de cartes, s'établir comme en matière de retrait de lettres ou de dépôts à la poste. Si un électeur n'est pas connu d'un des membres du bureau, le président l'avertira qu'il doit justifier de son identité par la production d'un passeport, d'un livret militaire ou d'ouvrier, d'une carte électorale, d'actes d'état civil, par les témoignages, etc. (CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE du 9 septembre 1893.)

(2) Le CONSEIL D'ÉTAT (3 juillet 1891) a décidé que cette prescription n'est pas édictée à peine de nullité. Un bulletin, portant un seul nom, peut être déclaré valable par le juge de l'élection, s'il indique nettement pour quelle fonction (titulaire ou suppléant) l'électeur désignait son candidat.

(3) Le bureau électoral ne peut pas se faire juge des questions d'éligibilité; il doit se borner à proclamer le résultat matériel du vote.

Un délégué n'a pas à être investi de son mandat, sa qualité découlant de la proclamation même du résultat du scrutin (même CIRCULAIRE du 9 septembre 1893).

quième jour après l'élection, au conseil de préfecture, qui doit statuer dans les huit jours suivants.

En cas d'annulation, il est procédé à l'élection dans le délai d'un mois.

ART. 13. — Les délégués et délégués suppléants sont élus pour trois ans; toutefois, ils doivent continuer leurs fonctions, tant qu'ils n'ont pas été remplacés.

A l'expiration des trois ans, il est procédé à de nouvelles élections dans le délai d'un mois.

Il est pourvu, dans le mois qui suit la vacance, au remplacement du délégué ou du délégué suppléant décédé ou démissionnaire, ou révoqué ou déchu des qualités requises pour l'éligibilité.

Le nouvel élu est nommé pour le temps restant à courir jusqu'au terme qui était assigné aux fonctions de celui qu'il remplace.

Il devra être procédé à de nouvelles élections pour les circonscriptions qui seront créées ou modifiées par application du paragraphe 4 de l'article 1^{er} de la présente loi.

ART. 14. — L'article 7, § 3, du décret du 3 janvier 1813, est ainsi modifié :

« En cas de contestations, trois experts seront chargés de procéder aux vérifications nécessaires. Le premier sera nommé par le préfet, le second par l'exploitant et le troisième sera de droit le délégué de la circonscription, ou sera désigné par le juge de paix, s'il n'existe pas de circonscription.

« Si la vérification intéresse plusieurs circonscriptions, les délégués de ces circonscriptions nommeront parmi eux le troisième expert. »

ART. 15. — Tout délégué ou délégué suppléant peut, pour négligence grave ou abus dans l'exercice de ses fonctions, ou à la suite de condamnations prononcées en vertu des articles 414 et 415 du Code pénal, être suspendu pendant trois mois au plus, par arrêté du préfet, pris après enquête, sur avis motivé des ingénieurs des mines et le délégué entendu.

L'arrêté de suspension est, dans la quinzaine, soumis par le préfet au Ministre des travaux publics, lequel peut lever ou réduire la suspension et, s'il y a lieu, prononcer la révocation du délégué.

Les délégués et les délégués suppléants révoqués ne peuvent être réélus avant un délai de trois ans.

ART. 16. — Les visites prescrites par la présente loi sont payées par le Trésor au délégué comme journées de travail.

Au mois de décembre de chaque année, le préfet, sur l'avis des ingénieurs des mines et sous l'autorité du Ministre des travaux publics, fixe pour l'année suivante, et pour chaque circonscription, le nombre maximum des journées que le délégué doit employer à ses visites et le prix de la journée. Il fixe également le minimum de l'indemnité mensuelle pour les circonscriptions comprenant au plus 120 ouvriers.

Dans les autres cas, l'indemnité à accorder aux délégués pour les visites mensuelles réglementaires ne pourra être inférieure au prix de dix journées de travail par mois.

Les visites supplémentaires faites par un délégué, soit pour accompagner

les ingénieurs ou contrôleurs des mines, soit à la suite d'accidents, lui seront payées en outre et au même prix.

Le délégué dresse mensuellement un état des journées employées aux visites tant par lui-même que par son suppléant. Cet état est vérifié par les ingénieurs des mines et arrêté par le préfet.

La somme due à chaque délégué lui est payée par le Trésor, sur mandat mensuel délivré par le préfet.

Les frais avancés par le Trésor sont recouvrés sur les exploitants comme en matière de contributions directes.

ART. 17. — Seront poursuivis et punis conformément à la loi du 21 avril 1810 :

Tous ceux qui apporteraient une entrave aux visites et constatations, ou contreviendraient aux dispositions de la présente loi.

ART. 18. — Les exploitations des mines, minières et carrières à ciel ouvert pourront, en raison des dangers qu'elles présenteront, être assimilées aux exploitations souterraines pour l'application de la présente loi, par arrêté du préfet, rendu sur le rapport des ingénieurs des mines.

Dans ce cas, les ouvriers attachés à l'extraction devront être assimilés aux ouvriers du fond pour l'électorat et l'éligibilité. ✕

ASSOCIATION NORMANDE POUR PRÉVENIR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

RÈGLEMENT

concernant les ouvriers employés aux batteurs, ouvreuses, effilocheuses, etc.

IL EST EXPRESSÉMENT DÉFENDU :

I. — Pendant la marche et avant l'arrêt absolu de la machine.

- 1° De nettoyer les engrenages ou un organe quelconque;
 - 2° De déranger ou enlever les couvre-engrenages ou autres dispositions protectrices;
 - 3° D'ouvrir *aucun* couvercle ni *aucune* porte;
 - 4° De vider les cages de déchets, de nettoyer à la main les grilles sous les volants, de nettoyer les rouleaux presseurs;
D'épousseter les bâtis des machines, à moins de se servir d'un balai à main ;
 - 5° D'appuyer avec la main sur la poulie du volant pour en hâter l'arrêt;
 - 6° De manier les courroies, sinon pour embrayer et désembrayer;
- Les autres manœuvres doivent être faites par la personne spécialement désignée à cet effet.

II. — Pendant l'arrêt.

1° *Si cet arrêt doit se prolonger*, d'ouvrir les couvercles et de retirer les couvre-engrenages avant d'avoir jeté bas la courroie, à moins qu'elle ne soit montée sur de doubles poulies folles;

2° *De remettre en train* avant de s'être assuré qu'il n'y a personne d'exposé et d'avoir crié : « gare! ».

Règle pour mettre la nappe au rouleau vide.

Après avoir enlevé le rouleau plein :

1° Mettre le rouleau vide;

2° Embrayer l'alimentation;

3° Mettre la nappe avec le plat des mains, les doigts relevés;

4° Lorsque la nappe est bien prise, ALORS SEULEMENT redescendre les crochets de pression.

RÈGLEMENT

concernant les ouvriers employés aux étirages et bancs à broches.

IL EST EXPRESSEMENT DÉFENDU :

I. — Pendant la marche, si la machine fonctionne.

1° De nettoyer avec des déchets en main les broches, les engrenages, les arbres commandant les broches et bobines ou toute autre pièce en mouvement. On n'emploiera pour ce travail que des balayettes, et on ne découvrira qu'une seule planchette qu'on devra remettre avant de lever la suivante;

2° De toucher en aucune façon à la têtère ou au mouvement différentiel.

II. — Pendant la marche, si la machine est arrêtée.

1° De nettoyer la têtère, le mouvement différentiel, ni même les parties avoisinantes, de changer le pignon de torsion, celui du cône ou toute autre pièce de la têtère et du mouvement différentiel, à moins que la courroie de commande ne soit enlevée ou que la détente ne soit calée;

2° De remettre en marche sans donner le signal et s'assurer que l'aide ne nettoie plus.

Seule l'ouvrière conduisant la machine peut l'embrayer ou *nettoyer* une pièce *en la faisant tourner*;

3° De s'appuyer sur les poids ou sur les chaînes des balances et de les faire tourner.

III. — Pendant les réglages, changements de pignons, etc.

De faire aucun travail sans que le contremaître ait averti l'ouvrière et son aide du commencement et de la fin de l'opération.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE
BUREAU DE L'INDUSTRIE.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

SIXIÈME ANNÉE (1898). — NUMÉRO 3.

ACTES OFFICIELS.

RAPPORTS

*sur l'application de la loi du 2 novembre 1892, présentés à M. le
Président de la République, par MM. les Membres de la Commis-
sion supérieure du travail dans l'industrie.*

Année 1893.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Nous avons l'honneur, conformément à la loi, de vous adresser notre rapport sur l'application, pendant l'année 1893, des lois réglementant le travail industriel et notamment de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes employés dans l'industrie.

L'année 1893 doit surtout être considérée comme une période de transition entre la loi du 19 mai 1874 et celle du 2 novembre 1892. Bien que cette dernière loi soit entrée en vigueur dès le 1^{er} janvier, il n'était pas possible d'en assurer partout une application équitable et uniforme avant la promulgation des règlements d'administration publique qui, dans la pensée du législateur, devaient en être le complément indispensable et que, d'autre part, le service de l'inspection ait été organisé sur tous les points du territoire.

Or, le dernier règlement d'administration publique parut le 15 juillet, et l'Administration n'a pu procéder à la nomination des nouveaux inspecteurs

du travail que le 18 septembre. C'est donc seulement pendant le dernier trimestre de l'année 1893 que l'application de la loi du 2 novembre 1892 a pu commencer à devenir effective.

Une période aussi courte est évidemment insuffisante pour se rendre exactement compte des difficultés que pourra rencontrer la nouvelle réglementation, et pour indiquer, d'une façon précise, les points sur lesquels il sera nécessaire soit de la compléter, soit de la préciser, soit même de la réformer. Certaines prescriptions, qui paraissent inapplicables au début, finissent parfois par entrer dans les habitudes industrielles. Ce fait s'est déjà produit pendant les années qui suivirent la promulgation de la loi du 19 mai 1874, et il est vraisemblable que des exemples analogues pourront être constatés plus tard en ce qui concerne la loi du 2 novembre 1892. C'est sous cette réserve qu'il convient d'apprécier les indications qui vont être fournies ci-après, et qui découlent soit des rapports des inspecteurs, soit des réclamations formulées par l'industrie.

Les principales modifications que la loi du 2 novembre 1892 a apportées à la législation antérieure portent sur les points suivants :

1° Elévation à 13 ans de l'âge d'admission des enfants dans les ateliers. La loi du 19 mai 1874 fixait cet âge à 12 ans avec faculté de permettre l'entrée des ateliers à 10 ans pour certaines industries déterminées. Les règlements d'administration publique intervenus avaient accordé cette faveur à 14 industries;

2° Réduction de la durée du travail pour les enfants au-dessous de 18 ans, les filles mineures et les femmes;

3° Interdiction du travail de nuit aux femmes, sauf certaines tolérances;

4° Obligation du repos hebdomadaire étendue aux femmes de tout âge;

5° Possibilité d'interdire certains travaux présentant des causes de danger ou d'insalubrité, non seulement aux enfants, mais aussi aux filles mineures et aux femmes;

6° Obligation pour les industriels de déclarer les accidents dont sont victimes leurs ouvriers;

7° Organisation plus complète et plus méthodique du service de l'inspection du travail, et recrutement des inspecteurs par la voie du concours exclusivement.

Nous allons passer successivement en revue les résultats obtenus pour chacune de ces prescriptions nouvelles.

CHAPITRE PREMIER. — ÂGE D'ADMISSION DANS LES ATELIERS.

On peut affirmer que, pour l'immense majorité des établissements industriels, le relèvement à 13 ans de l'âge d'admission des enfants dans les ateliers s'est accompli sans difficulté. Sans doute un certain nombre d'enfants n'ayant pas cet âge ont été rencontrés par les inspecteurs au cours de leurs visites, mais la plupart avaient été embauchés sous le régime de la loi de 1874. Leur présence, dans ce cas, a été tolérée lorsqu'ils avaient au moins 12 ans, et la contravention en ce qui les concerne a actuellement disparu. Quant à ceux qui étaient entrés après le 1^{er} janvier 1893, ils ont été renvoyés.

La seule résistance rencontrée s'est produite dans les verreries, qui pouvaient auparavant employer les enfants dès l'âge de 10 ans. Quelques maîtres verriers prétendent que, malgré tous leurs efforts, ils ne parviennent pas à trouver le nombre d'enfants, au-dessus de 13 ans, nécessaire pour le fonctionnement de leurs usines. Il y a là une difficulté qui, nous l'espérons, ne sera que momentanée et dont on pourra triompher avec un peu de bonne volonté de la part des industriels.

Outre les enfants au-dessus de 13 ans, la loi permet d'employer dans l'industrie des enfants de 12 à 13 ans, lorsqu'ils possèdent le certificat d'études primaires institué par la loi du 28 mars 1882 et un certificat d'aptitude physique.

Un certain nombre des enfants de 12 à 13 ans, rencontrés par les inspecteurs, n'étaient pas absolument en règle sur ces deux points, mais ces contraventions doivent plutôt être attribuées à des difficultés pratiques qu'à une résistance aux dispositions légales.

En ce qui concerne en effet le certificat d'études, beaucoup le confondent encore avec le petit certificat d'instruction élémentaire, en usage sous le régime de la loi de 1874, et que, d'ailleurs, des instituteurs continuent à délivrer surtout dans les écoles libres. Il y aurait intérêt à ce que le Ministre du Commerce demandât à son Collègue de l'Instruction publique de faire parvenir à qui de droit des instructions précises sur ce point.

Mais si la plupart des enfants de 12 à 13 ans étaient munis soit du certificat d'études primaires, soit tout au moins du certificat d'instruction élémentaire de la loi de 1874, un très grand nombre étaient dépourvus du certificat d'aptitude physique, bien que généralement ils aient une vigueur suffisante pour l'obtenir. Cela tient à ce que les patrons ignorent, le plus souvent, à quel médecin ils doivent s'adresser pour l'obtenir. Le Ministre du Commerce avait cependant expressément recommandé aux préfets de mettre, partout, à la disposition des familles ouvrières, un médecin réunissant les conditions requises par la loi pour délivrer le certificat d'aptitude aux enfants. Il leur indiquait ceux qui avaient qualité à cet effet, et leur demandait de désigner un médecin spécial dans les localités ayant une certaine importance industrielle, et où ne réside ni le médecin inspecteur des écoles, ni celui chargé de la surveillance des enfants du premier âge. Quelques préfets semblent avoir pris des mesures dans ce but, mais d'autres, même dans des régions industrielles, semblent n'avoir tenu aucun compte sur ce point des instructions qui leur ont été adressées par le Ministre.

CHAPITRE II. — DURÉE DU TRAVAIL.

Avant la promulgation de la loi du 2 novembre 1892, la durée maximum de la journée de travail était fixée à douze heures à la fois pour les hommes, pour les femmes et pour les enfants (loi du 9 septembre 1848 et loi du 19 mai 1874).

La législation nouvelle n'a pas modifié la réglementation en ce qui concerne les hommes, mais elle a réduit la durée du travail effectif :

A dix heures par jour pour les enfants des deux sexes âgés de moins de 16 ans;

A soixante heures par semaine, sans que le travail puisse excéder onze heures par jour, pour les jeunes ouvriers et ouvrières de 16 à 18 ans;

Enfin à onze heures par jour pour les filles et les femmes au-dessus de 18 ans.

Les inspecteurs sont unanimes à constater que la stricte application de ces prescriptions se heurte à de graves difficultés. Dans un certain nombre d'industries, le travail soit de l'enfant, soit de la femme, est un auxiliaire nécessaire du travail de l'homme; il est dès lors impossible de diminuer l'un sans imposer la même réduction à l'autre.

Pour se soumettre à la loi, les chefs de ces industries devaient donc choisir entre trois alternatives : ou réduire à dix heures la durée de la journée pour tout le personnel, ou éliminer de leurs usines le personnel protégé et ne conserver que des ouvriers adultes, ou enfin organiser des relais à l'aide d'équipes tournantes, passant successivement sur un nombre déterminé de métiers et permettant de conserver à l'usine la même durée de marche sans que, cependant, les enfants et les femmes aient une durée de travail défendue par la loi.

Très peu d'industriels ont eu recours au premier moyen, surtout parmi ceux dont les usines marchaient régulièrement douze heures par jour avant la promulgation de la nouvelle loi. Une brusque réduction d'un dixième sur la durée du travail leur a paru, en général, impossible à pratiquer. Elle aurait eu, d'ailleurs, pour conséquence, dans la plupart des cas, une diminution des salaires journaliers, et les ouvriers eux-mêmes auraient été les premiers à protester.

Le renvoi des enfants et des femmes était un autre moyen. Mais, bien qu'un certain nombre d'industriels aient manifesté, lors de la première visite de l'inspecteur, l'intention d'y avoir recours, très peu l'ont, en réalité, employé, soit qu'ils aient reculé au dernier moment devant une pareille mesure, soit que la proportionnalité du personnel protégé dans l'ensemble des ouvriers fût trop grande pour qu'il fût possible de se priver de leur concours sans désorganiser le travail, soit enfin que le taux plus élevé des salaires à payer aux hommes n'ait pas permis un remplacement dont la conséquence aurait été une augmentation trop sensible de la main-d'œuvre.

Restait l'organisation de relais ou équipes tournantes. C'est à ce dernier moyen qu'on a eu recours dans l'industrie textile et plus particulièrement dans la plupart des filatures de coton de la Normandie et des Vosges. Mais ce système ne peut pas être appliqué dans toutes les usines, ni même dans toutes les branches de l'industrie textile. La complication qui en résulte n'est pas compatible avec tous les genres de travaux; par exemple dans les tissages, le travail à la tâche se prête difficilement à la substitution d'un ouvrier à l'autre, parce que ce changement de main modifie l'exécution du travail et nuit à sa régularité. Et, d'autre part, le recrutement du personnel supplémentaire qu'exigent les équipes de remplacement est souvent difficile et parfois même impossible, surtout lorsque l'usine est située à la campagne.

Le système des relais, tel qu'il a été organisé, n'est pas, lui-même, les inspecteurs le constatent, à l'abri de toute critique.

Les inconvénients sont multiples : 1° Il rend le contrôle de l'inspection presque impossible, et facilite, par conséquent, la violation de la loi. Comment, en effet, un inspecteur pourrait-il exercer une surveillance sérieuse ? Il ne connaît pas personnellement tous les enfants et toutes les femmes employés dans une usine, et il ne sait pas à quelle heure, à quel moment chacun d'eux doit être au travail ou se reposer ;

2° Cette organisation rend la situation des enfants et des femmes plus pénible que sous le régime de la loi de 1874. Après avoir constaté que certains industriels en profitent pour faire marcher les métiers pendant quatorze heures, l'inspecteur divisionnaire de Rouen ajoute : « Il arrive, dans la filature de la région normande, qu'un enfant occupé dix heures légalement et faisant partie d'une équipe de remplaçants reste à l'usine les quatorze heures de travail, et, comme le cas se présente souvent, s'il habite à plusieurs kilomètres de l'usine qui l'emploie, il ne peut disposer que de sept heures de sommeil, ce qui est contraire aux intentions du législateur. »

« Cette augmentation, dit, de son côté, l'auteur d'une proposition de loi à la Chambre des députés, ne tient aucun compte des conditions hygiéniques et sociales des ouvriers. Désormais, ils doivent prendre leur repas à toutes les heures du jour et ne peuvent presque jamais se trouver réunis avec leurs femmes et leurs enfants qui travaillent rarement aux mêmes métiers. »

En résumé, l'application des dispositions de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892, qui fixe une durée de travail différente pour chaque catégorie d'ouvriers, rencontrera toujours, dans un grand nombre d'industries, des difficultés réelles. Le seul remède pratique à cette situation, tous les inspecteurs le déclarent, consiste dans l'unification de la durée de la journée pour tous les travailleurs protégés. Des propositions de loi dans ce but ont été déposées et étudiées au Sénat et à la Chambre des députés. La Commission supérieure appelle de tous ses vœux une prompt solution de cette importante question.

CHAPITRE III. — TRAVAIL DE NUIT.

La loi du 19 mai 1874 n'avait défendu le travail de nuit qu'aux enfants, au-dessous de 16 ans et aux filles mineures, mais, pour ces dernières, seulement dans les usines et manufactures. L'interdiction inscrite dans la loi du 2 novembre 1892 est beaucoup plus large, elle vise les enfants des deux sexes jusqu'à 18 ans, les filles et les femmes de tout âge employés, non seulement dans les usines et manufactures, mais dans n'importe quel atelier industriel.

L'interdiction du travail de nuit pour les femmes est, entre toutes les prescriptions de la loi du 2 novembre 1892, celle qui a rencontré la plus vive opposition lors de la discussion de cette loi devant le Parlement. Il était donc permis de prévoir et de redouter, de la part des industriels, une résistance opiniâtre et prolongée. Il n'en a rien été, au moins dans les centres les plus importants. En dehors des usines à feu continu, les industries qui employaient auparavant des femmes la nuit d'une façon permanente étaient principalement les filatures de coton, notamment celles des Vosges, les peignages de laine du Nord et de la Marne, les filatures et ateliers de cardage

de la laine du Tarn, de l'Aude, de l'Isère, les stéarineries de Marseille et de la Côte-d'Or, et enfin les fabriques de lacets de Saint-Chamond. Au moment du vote de la loi du 2 novembre 1892, le nombre des femmes travaillant la nuit dans ces diverses industries était d'environ 4,000. Aujourd'hui on a presque partout fait les modifications nécessaires pour ne les plus employer que le jour.

« Dans le département des Vosges, dit l'inspecteur de la 4^e circonscription, M. Chambard, où l'on comptait l'année dernière une vingtaine de filatures de coton marchant jour et nuit, on n'en trouve plus maintenant que cinq ou six qui continuent avec des hommes de plus de 18 ans. . . . Il est probable que, d'ici à peu de temps, le travail de nuit aura cessé partout pour le plus grand bien de la classe ouvrière. »

« Les patrons sont arrivés à se passer des services des enfants et des femmes, la nuit, en augmentant leurs métiers de préparation. Cela a été pour eux une occasion de grandes dépenses devant lesquelles ils n'ont pas reculé, afin de ne pas diminuer leur production. »

Les filatures de laine de la Marne ont également renoncé à ce mode de travail, autant à cause de la crise qui sévit sur l'industrie lainière que de l'interdiction inscrite dans la loi.

L'inspecteur du Nord constate que, dans les peignages mécaniques de laine, l'emploi des femmes pendant la nuit a été généralement abandonné. Les infractions à cette disposition qui ont été constatées résultaient, en général; de ce que la substitution du personnel féminin n'avait pas encore été accomplie, dans ces établissements, au moment du passage de l'inspecteur.

Quelques usines du Calvados, employant des femmes pendant la nuit, y ont renoncé après le passage de l'inspecteur.

Une importante stéarinerie de Marseille, qui employait précédemment des femmes la nuit, a complètement transformé son matériel pour obtenir la même production avec les deux équipes prévues par le paragraphe 2 de l'article 4. Cette transformation est actuellement terminée. C'est également par le travail à deux équipes, de 4 heures du matin à 10 heures du soir, que les fabricants de lacets de Saint-Chamond ont remplacé le travail de nuit autrefois pratiqué dans leurs usines.

Les établissements où la suppression du travail de nuit pour les femmes semble rencontrer le plus de difficultés sont les filatures de laine de Mazamet (Tarn) et de Vienne (Isère) où les femmes sont occupées au travail des cardes. La majorité des industriels se sont mis en règle, soit en remplaçant les femmes par les hommes, soit en adoptant le système des deux équipes; mais, dans quelques établissements, cette transformation n'est pas encore complètement opérée.

CHAPITRE IV. — TRAVAIL À DOUBLE ÉQUIPE.

Après avoir interdit aux enfants et aux femmes tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 contient une disposition ainsi conçue :

« Toutefois le travail sera autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il sera réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas

plus de neuf heures chacun. Le travail de chaque équipe sera coupé par un repos d'une heure au moins. »

Cette disposition a été introduite dans la loi à la demande des fabricants de lacets de Saint-Chamond (Loire) qui, ainsi qu'on l'a vu plus haut, avaient adopté une organisation de ce genre pour remplacer le travail de nuit. Comme elle prescrivait de couper le travail de chaque équipe par un repos d'une heure, il semblait qu'elle dût avoir pour effet de réduire à huit heures la durée du travail effectif de chaque équipe. Dans la pratique, les choses se sont passées autrement. Afin de pouvoir demander à chaque équipe les neuf heures de travail effectif prévues par la loi, les industriels font alterner les deux équipes, et l'usine marche ainsi, sans arrêt, pendant dix-huit heures. Pour y arriver, on a recours à diverses combinaisons ; par exemple, la première équipe commence à 4 heures du matin jusqu'à 9 heures ; la seconde va de 9 heures à 1 heure de l'après-midi ; la première reprend de 1 heure à 5 heures et la seconde termine la journée de 5 à 10 heures.

Les inspecteurs déclarent en général que ce mode d'organisation du travail s'est peu propagé jusqu'à ce jour ; ils constatent, d'ailleurs, que le système des deux équipes présente tous les inconvénients du travail de nuit.

L'inspecteur qui a dans sa circonscription la ville de Saint-Chamond s'exprime en ces termes :

« Sans parler des dangers que fait courir à la moralité des jeunes filles leur présence à 4 heures du matin et à 10 heures du soir dans les rues d'une ville populeuse et essentiellement ouvrière, nous dirons que, pour les femmes, il offre tous les inconvénients du travail de nuit et que, de plus, il rend le contrôle difficile et peut faciliter la fraude. »

L'exposé des motifs d'une proposition de loi déposée à la Chambre des députés s'élève également contre le système de la double équipe.

« Comme un certain nombre d'ouvriers, est-il dit dans ce document, n'habitent pas ordinairement dans le voisinage immédiat de l'usine, ils ne peuvent songer à rentrer chez eux pendant le temps qui sépare les deux périodes de travail. Ils sont donc retenus par le service de l'usine pendant treize ou quatorze heures par jour. »

Cette situation mérite d'être signalée.

CHAPITRE V. — VEILLÉES.

Outre le travail à deux équipes, la loi du 2 novembre 1892 a prévu certaines exceptions et tolérances en ce qui concerne l'interdiction du travail de nuit.

La première vise les industries dans lesquelles il y a ce qu'on appelle des saisons, c'est-à-dire des époques où les commandes affluent et où le fabricant doit les satisfaire dans un délai très court. A ces industries, la loi a permis de donner, par un règlement d'administration publique, la faculté de prolonger temporairement la journée jusqu'à 11 heures du soir. C'est ce qu'a fait le décret du 15 juillet 1893.

Le décret, ainsi que la loi l'y obligeait, n'a accordé la faculté de veiller

qu'aux filles et femmes au-dessus de 18 ans, et sous la réserve que la durée totale de la journée ne dépassât pas douze heures. De plus, se basant sur l'expression à *certaines époques de l'année* qui figure au paragraphe 4 de l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892, ce même décret a déterminé limitativement, pour chaque industrie, contrairement à l'avis de la Commission supérieure, des périodes de 60 jours pendant lesquelles elle pourrait faire la veillée.

Cette limitation a soulevé de très vives réclamations. Presque tous les industriels autorisés à faire la veillée, par le décret du 15 juillet 1893, se plaignent des époques fixées.

Les uns, tels que les bijoutiers et joailliers, les fourreurs, les relieurs, les teinturiers se bornent à demander un changement dans la désignation de l'un des deux mois constituant, aux termes du décret, la période de 60 jours.

Pour les autres, fabricants de chapeaux pour hommes et femmes, couturières en robes et en lingerie, imprimeurs, la période semble trop variable pour qu'on puisse la déterminer par décret.

Ainsi les modistes qui travaillent pour le gros sont satisfaites par la fixation de l'époque de veillées (février et mars), telle qu'elle est inscrite au décret. Mais les modistes qui travaillent pour l'exportation demandent à faire des veillées en janvier et juillet ; celles qui desservent la clientèle parisienne réclament pour les veillées les mois d'avril et de mai. Les modistes des départements sollicitent la fixation d'autres périodes, si bien que, si l'on fait le relevé des diverses demandes, les mois qui sont indiqués comme ceux de plus grande activité pour cette seule industrie, sont ceux de janvier, février, mars, avril, mai, juillet, septembre, novembre et décembre.

La même diversité apparaît dans les réclamations des autres chefs d'industrie tels que les couturières, les imprimeurs, etc. Parmi ces derniers, ceux qui exercent à Paris et qui travaillent pour les grandes administrations ont leur surcroît d'activité en mars et avril, tandis que les imprimeurs de Toulouse qui font de grosses affaires sur les calendriers et les almanachs doivent livrer leurs commandes au commencement de décembre, et avant cette date lorsque leurs commandes viennent de l'étranger. Beaucoup d'imprimeurs affirment que leur période active est impossible à préciser, et qu'elle dépend de causes variables et imprévues telles que les luttes électorales, les événements politiques, ou même l'intérêt que le public attache à certains faits divers.

Enfin les apprêteurs sur étoffes, les tapissiers et fabricants de meubles ont une période de travail procédant par alternatives d'accalmie et d'activité qui s'étend sur une partie de l'année trop étendue pour qu'on puisse la resserrer dans une limite réglementaire de deux mois.

Ces divers renseignements, puisés dans les rapports des inspecteurs, suffisent à prouver le caractère insaisissable de l'époque qui est véritablement celle de l'activité maximum dans la plupart des industries autorisées à faire la veillée. Si donc on veut que ces industries puissent bénéficier des tolérances qu'on leur accorde, la suppression des époques fixées par le décret s'impose certainement.

Mais cette réforme suffira-t-elle pour faire disparaître toutes les difficultés

qui s'opposent à l'application utile du règlement du 15 juillet 1893, dans les conditions déterminées par la loi elle-même? Nous n'osons pas l'affirmer.

Nous avons rappelé plus haut que la loi ne permet d'autoriser la veillée jusqu'à 11 heures du soir que pour les filles et femmes âgées de plus de 18 ans et sous la réserve expresse que la durée du travail ne dépassera pas *douze heures* par jour.

Si l'on passe en revue toutes les industries inscrites à l'article 1^{er} du décret du 15 juillet 1893, on n'en trouve qu'un bien petit nombre dans lesquelles la veillée paraisse compatible avec l'obéissance absolue à cette double prescription. Dans plusieurs, en effet, les enfants au-dessous de 18 ans entrent pour une proportion telle dans l'ensemble du personnel que la marche de l'atelier semble impossible sans leur concours. Dans presque toutes, il suffit de constater à quelle heure commence le travail le matin, pour reconnaître que les douze heures seront largement atteintes à 9 heures du soir et que, pour faire la veillée, sans que les ouvrières dépassent cette limite, il faudrait une équipe supplémentaire que l'industriel aura rarement à sa disposition.

Pour que les industriels puissent bénéficier de la veillée, il semble donc que les restrictions inscrites dans le paragraphe 4 de l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 devraient être atténuées.

CHAPITRE VI. — REPOS HEBDOMADAIRE.

La réglementation nouvelle a étendu aux enfants des deux sexes jusqu'à 18 ans et aux femmes de tout âge l'obligation de se reposer un jour par semaine, alors que la législation antérieure n'avait imposé cette obligation qu'aux enfants âgés de moins de 16 ans et aux filles mineures.

Le jour du repos hebdomadaire n'est plus déterminé par la loi comme l'avait fait la loi du 19 mai 1874, mais, dans la pratique, il continue à être presque universellement fixé au dimanche.

En général, le repos hebdomadaire est régulièrement observé. La plupart des contraventions relevées ne visent que l'affichage dans les ateliers du jour choisi pour le repos, affichage que la plupart des industriels avaient négligé de faire avant la visite de l'inspecteur. C'est là une formalité à laquelle ils se soumettront certainement sans difficulté.

CHAPITRE VII. — EMPLOI DES ENFANTS DANS LES THÉÂTRES, CAFÉS-CONCERTS SÉDENTAIRES, ETC.

La loi du 2 novembre 1892 a interdit l'emploi des enfants âgés de moins de 13 ans dans les théâtres et cafés-concerts, sauf dans des cas exceptionnels où une autorisation spéciale peut être donnée, à Paris par le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, et par les préfets dans les départements.

La loi avait bien confié aux inspecteurs du travail le soin d'assurer l'application de ses prescriptions dans les théâtres, mais elle leur avait omis de leur donner le droit d'y pénétrer. Aussi, afin d'éviter toute contestation, un accord était-il intervenu entre le Département du Commerce et celui des Beaux-Arts pour laisser, au moins provisoirement, aux commissaires de

police seuls la surveillance des théâtres, même au point de vue spécial de la protection des enfants. Le personnel de l'inspection du travail ne s'est donc pas préoccupé des théâtres en 1893.

Depuis lors, la situation s'est modifiée, la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs leur ayant donné le pouvoir de pénétrer dans ces établissements. Leur contrôle s'y exercera désormais comme partout ailleurs.

En 1893, d'après les renseignements fournis par les préfets et le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, il a été accordé 66 autorisations portant sur 331 enfants de l'un et de l'autre sexe au-dessous de 13 ans.

CHAPITRE VIII. — MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES.

L'application de la loi du 2 novembre 1892 dans les mines, minières et carrières, est confiée au service des mines placé, à cet égard, sous l'autorité du Ministre du Commerce. Ce service s'acquitte avec beaucoup de zèle de la nouvelle mission qui lui a été donnée, et tout fait prévoir que l'observation des prescriptions légales dans les exploitations minéralogiques ne rencontrera aucune difficulté sérieuse.

Le compte rendu détaillé de l'application de la loi du 2 novembre 1892 dans l'industrie minérale pendant l'année 1893 est d'ailleurs publié ci-après. (Voir p. 268.)

CHAPITRE IX. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

La loi du 19 mai 1874 contenait diverses prescriptions destinées à préserver le personnel contre les causes de danger ou d'insalubrité qui découlent soit de l'industrie elle-même, soit de l'outillage employé. La loi du 2 novembre 1892 a reproduit et étendu ces prescriptions.

Nous ne parlerons pas ici de celles qui visent plus particulièrement l'installation des ateliers. La loi du 12 juin 1893 contient à cet égard des dispositions plus générales et plus complètes qui rendent désormais inutile l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892.

Quant aux dispositions qui ont pour but d'interdire au personnel protégé certains travaux présentant des causes de danger ou excédant les forces, soit de réglementer les conditions particulières auxquelles certaines catégories de travailleurs peuvent être employées dans les établissements insalubres ou dangereux, la loi du 2 novembre 1892 a permis de les étendre à tout le personnel au-dessous de 18 ans et aux femmes de tout âge, alors que, sous la législation antérieure, ou ne pouvait en faire bénéficier que les enfants âgés de moins de 16 ans.

C'est ce qu'a fait le règlement d'administration publique du 13 mai 1893. Si, dans leurs rapports, les inspecteurs déclarent qu'ils ont rencontré un certain nombre de contraventions aux prescriptions de ce règlement, il semble résulter de leurs observations que ces contraventions tiennent plus souvent à la négligence des industriels qu'à des difficultés réelles d'application.

CHAPITRE X. — DÉCLARATION DES ACCIDENTS.

L'article 15 de la loi du 2 novembre 1892 oblige les industriels à déclarer, au maire de la commune, tout accident arrivé dans ses ateliers à un enfant au-dessous de 18 ans, à une fille mineure ou à une femme. Depuis la promulgation de la loi du 12 juin 1893, cette déclaration est également obligatoire pour les accidents survenus à des ouvriers adultes. Le maire dresse un procès-verbal de la déclaration dans la forme qui a été déterminée par un règlement d'administration publique, procès-verbal qui doit être transmis à l'inspecteur.

Le nombre des accidents déclarés en 1893 (les chiffres fournis par les inspecteurs en font foi) ne représente évidemment qu'une très faible partie de ceux qui sont réellement survenus dans l'industrie. Cela tient évidemment à ce que les industriels ignoraient encore, pour la plupart, leurs obligations à cet égard, et parfois aussi à la négligence de certaines mairies. Les préfets auront soin de rappeler aux maires les obligations qui leur incombent et les inspecteurs ne négligeront pas, lors de leurs visites, de signaler aux industriels leurs devoirs à cet égard.

Il est donc à prévoir que les déclarations se feront désormais plus exactement.

En 1893 il n'a été déclaré que 3,674 accidents. Ces chiffres forment, sur l'ensemble des accidents, une proportionnalité trop faible pour qu'on puisse en tirer une évaluation des risques d'accidents que présente soit une industrie, soit un mode de travail. Nous n'en publierons donc qu'une statistique sommaire.

Une statistique plus détaillée pourra, nous l'espérons, être publiée dès l'année prochaine, car les déclarations augmentent rapidement; pendant le premier semestre de 1894, elles se sont élevées à 5,852.

CHAPITRE XI. — RÉORGANISATION DU SERVICE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

La loi du 2 novembre 1892 a voulu réorganiser, sur de nouvelles bases, le service de l'inspection du travail. Auparavant, ce corps se composait de deux catégories de fonctionnaires d'origine différente. Il comprenait d'abord des inspecteurs divisionnaires, au nombre de 21, nommés par le Gouvernement et rétribués sur le budget de l'État; il y avait, en outre, dans certaines régions industrielles et notamment à Paris, des inspecteurs et inspectrices départementaux nommés par les Conseils généraux et payés sur le budget du département.

L'article 18 de la loi du 2 novembre 1892, tout en maintenant aux inspecteurs les qualifications de divisionnaires et de départementaux, a supprimé cette sorte de dualité qui existait dans le corps de l'inspection du travail. Elle en a fait un service homogène, hiérarchisé, dont tous les agents dépendent directement du pouvoir central, sont nommés et rétribués par lui. Le recrutement des inspecteurs et inspectrices ne peut, d'ailleurs, avoir lieu désormais que par la voie du concours.

En exécution de la loi, un décret du 13 décembre 1892, préparé le Comité consultatif des arts et manufactures et la Commission supérieure du travail.

a établi la nouvelle organisation du service de l'inspection du travail. Cette organisation comprend 11 circonscriptions d'inspection ayant chacune à sa tête un inspecteur divisionnaire et divisées en un certain nombre de sections confiées à des inspecteurs départementaux. En outre, dans les grands centres, où le nombre d'ateliers de femmes, couturières, modistes, etc., est considérable, il a été placé des inspectrices.

Pour compléter le service de l'inspection, un concours a été ouvert en juillet 1893. Conformément aux prescriptions de la loi, les conditions et le programme de ce concours avaient été arrêtés par la Commission supérieure dans sa séance du 26 novembre 1892 et approuvés par le Ministre du commerce et de l'industrie le 7 décembre suivant.

Le programme du concours porte sur les diverses connaissances qui peuvent être utiles aux inspecteurs pour l'exercice de leurs fonctions, savoir : lois réglementant le travail dont les inspecteurs sont chargés d'assurer l'exécution, éléments d'hygiène industrielle, éléments de mécanique, notions de droit pénal, d'instruction criminelle et de droit administratif.

Le concours de 1893 a donné d'excellents résultats, près de 1,000 candidats et candidates s'étaient fait inscrire, et 413 candidats et 127 candidates y ont effectivement pris part. La correction des épreuves et les interrogations orales ont imposé aux membres du jury une besogne pénible et délicate ; la Commission supérieure les remercie d'avoir bien voulu l'accepter.

La difficulté des épreuves permet de bien augurer de ceux qui les ont subies avec succès. Ils deviendront, nous l'espérons, des fonctionnaires capables de remplir utilement les fonctions dont ils sont chargés.

CHAPITRE XII. — PÉNALITÉS.

Bien que, comme cela a été dit plus haut, l'année 1893 ait été surtout une période de mise en train pour l'application de la loi de 1892 et que les inspecteurs se soient principalement consacrés à faire connaître et expliquer aux industriels les obligations nouvelles qui leur incombaient, ils ont dû parfois avoir recours aux mesures de rigueur lorsqu'ils se trouvaient en présence d'une mauvaise volonté évidente ou d'un refus absolu de reconnaître les prescriptions de la loi.

Pendant l'année écoulée, les inspecteurs ont dressé 98 procès-verbaux, la plupart dans le dernier trimestre. Le total des amendes prononcées s'élève à 3,054 francs. Beaucoup de ces procès-verbaux visent des infractions déjà prévues par la législation antérieure, et pour lesquelles, par conséquent, les industriels ne pouvaient arguer de leur ignorance.

Ces procès-verbaux sont maintenant déferés au tribunal de simple police, sauf en cas de récidive, alors que sous le régime de la loi du 19 mai 1874 ils étaient de la compétence du tribunal correctionnel. Ce changement de juridiction n'aura pas, nous l'espérons, pour conséquence de pousser les industriels à tenir moins de compte des prescriptions de la loi. Il convient de remarquer, d'ailleurs, que le minimum de la peine est de 5 francs pour chaque contravention et qu'il serait facile aux inspecteurs, en cas de récidive, de mettre les récalcitrants sous le coup de pénalités plus fortes.

Telles sont, Monsieur le Président, les observations auxquelles a donné

lieu la première année d'application de la loi du 2 novembre 1892. On peut en conclure que, si la nouvelle réglementation du travail est susceptible sur certains points de quelques améliorations, ses dispositions pourront néanmoins, dans leur ensemble, être observées rapidement sans difficultés sérieuses pour l'industrie.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Paris, le 16 juillet 1894.

Au nom de la Commission supérieure :

Le Président,

RICHARD WADDINGTON.

Les Rapporteurs,

L. AGUILLON, L. BOUQUET.

Année 1894.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Notre premier rapport sur l'application de la loi du 2 novembre 1892, relative au travail des enfants et des femmes dans l'industrie portait sur une période trop courte pour qu'il fût possible d'en tirer des conclusions bien précises. Néanmoins, des observations déjà faites, on pouvait présumer que, sauf sur certains points où des modifications s'imposaient à bref délai, la réglementation nouvelle, au moins dans un grand nombre de ses parties, serait peu à peu acceptée par l'industrie.

L'expérience poursuivie pendant l'année 1894 a pleinement confirmé cette prévision : grâce au zèle et à l'activité du service de l'inspection, auquel il est de notre devoir de rendre justice, les prescriptions de la loi pénétrèrent rapidement jusque dans la petite industrie. Sans doute, les difficultés déjà signalées au sujet de certaines dispositions subsistent toujours, et il est de plus en plus désirable que les modifications législatives et réglementaires indispensables interviennent à bref délai. Mais, même sur ces points, ce serait une erreur de croire qu'il n'a rien été fait ; dans l'exposé qui va suivre, nous montrerons que des efforts ont été tentés et que des résultats appréciables ont pu être obtenus.

Afin de pouvoir suivre dans toutes ses parties l'application de la réglementation nouvelle, l'administration du commerce avait demandé aux inspecteurs divisionnaires du travail et aux ingénieurs en chef des mines, des rapports très détaillés dont elle avait tracé le cadre. C'est ce cadre que nous suivrons également.

CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS.

Statistique des établissements à surveiller et du personnel occupé. — Ce qu'il était utile de déterminer tout d'abord, c'est le nombre des établissements industriels à surveiller et l'importance du personnel qui y est occupé. Les renseignements fournis à cet égard par les inspecteurs ne sont encore qu'approximatifs, au moins en ce qui concerne les petits ateliers. Néanmoins, ils présentent un intérêt qu'on ne saurait méconnaître.

Aux tableaux annexés au présent rapport, la statistique de ces établissements est présentée sous une double forme. Dans un premier état, ils ont été répartis suivant les lois qui leur sont applicables, lois de 1892, 1893 et 1848.

Dans un second état, les établissements industriels sont classés d'après l'importance du personnel occupé : de 1 à 10 ouvriers, de 11 à 20, de 21 à 50, de 51 à 100, etc.; pour chaque catégorie, ils sont d'ailleurs divisés en deux classes: d'une part, les ateliers occupant un personnel mixte, c'est-à-dire à la fois soit des enfants, soit des femmes et des hommes, et, d'autre part, les ateliers n'occupant que des hommes adultes.

Pour les établissements occupant plus de 10 ouvriers, les chiffres fournis par les inspecteurs peuvent être considérés comme exacts; mais, en ce qui concerne l'ensemble des petits ateliers, les inspecteurs n'ont pu encore recueillir que des évaluations plus ou moins approximatives, basées à la fois sur les relevés personnels qu'ils ont pu faire dans un certain nombre de communes et sur divers éléments d'appréciation tirés des patentes, de renseignements donnés par les municipalités, etc.

Sous les réserves faites ci-dessus, le nombre des établissements industriels soumis à la surveillance des inspecteurs serait de 267,906, dont 156,329 occupant un personnel mixte, c'est-à-dire à la fois des hommes et des femmes ou des enfants, et 111,577 n'occupant que des hommes.

Sur ce total, il n'y aurait que 36,593 établissements occupant plus de 10 ouvriers et 231,313 petits ateliers. Parmi ceux-ci, 127,391 occuperaient des enfants ou des femmes, et 103,922 n'emploieraient que des hommes. Les inspecteurs n'ont à s'occuper de ces derniers que depuis la loi du 12 juin 1893.

Le personnel employé dans ces établissements s'élèverait à environ 2,500,000 ouvriers, ainsi répartis :

DÉSIGNATION.	NOMBRE D'OUVRIERS.	P. 100.
Enfants au-dessous de 18 ans..... { Garçons..... 208,310 Filles..... 203,582 }	411,892	16
Filles mineures et femmes.....	529,178	21
Hommes au-dessus de 18 ans.....	1,513,873	63

Le nombre moyen d'ouvriers par établissement serait donc approximativement :

DÉSIGNATION.	NOMBRE MOYEN d'ouvriers par établissement.
Enfants des deux sexes au-dessous de 18 ans	1.5
Filles et femmes	2.0
Hommes.....	5.8
TOTAL des ouvriers.....	9.3

Sur ces 267,906 ateliers, les inspecteurs en ont visité 106,735 en 1894, soit 40 p. 100. Il convient de remarquer, toutefois, que ces visites ont surtout porté sur les établissements les plus importants, puisque le nombre moyen d'ouvriers par établissement visité a été 16, alors qu'il n'est que de 9.5 dans l'évaluation indiquée ci-dessus pour l'ensemble des ateliers existants.

Dans les ateliers visités, il a été rencontré 1,673,206 ouvriers de tout âge, ainsi répartis :

DÉSIGNATION.	NOMBRE D'OUVRIERS.
Enfants de 12 à 13 ans munis des certificats { Garçons..... 1,625 Filles..... 1,059	2,684
Enfants de 13 à 16 ans..... { Garçons..... 82,151 Filles..... 73,450	155,601
Enfants de 16 à 18 ans..... { Garçons..... 60,896 Filles..... 62,615	123,511
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	87,453
Filles et femmes majeures.....	324,947
Ouvriers adultes	979,010

Sur l'ensemble des ouvriers inspectés, les enfants des deux sexes, au-dessous de 18 ans, représentent 16.7 p. 100; le personnel féminin de tout âge 41.4 p. 100.

Ces proportions varient sensiblement dans les diverses régions suivant la nature des industries qui y dominent.

Les départements où la proportionnalité des enfants au-dessous de 18 ans est la plus forte sont :

DÉPARTEMENTS.	PROPORTION des ENFANTS au-dessous de 18 ans.
	p. 100.
Ardèche.....	34.3
Pyrénées-Orientales.....	33.2
Basses-Alpes.....	30.9
Cher.....	29.4
Haute-Loire.....	28.8
Indre.....	27.8

Ceux où la proportionnalité du personnel féminin est la plus forte sont :

DÉPARTEMENTS.	PROPORTION du PERSONNEL féminin.
	p. 100.
Ardèche.....	75.3
Drôme.....	61.5
Isère.....	60.7
Haute-Loire.....	59.4
Tarn-et-Garonne.....	58.0
Gard.....	53.0
Finistère.....	52.5
Ain.....	48.1
Creuse.....	47.7
Vendée.....	47.3
Vaucluse.....	47.2
Haute-Garonne.....	47.0
Hérault.....	46.7
Alpes-Maritimes.....	46.7

Enfin, dans 23 départements, le personnel enfantin et féminin représente

plus de la moitié de l'ensemble des ouvriers; il est particulièrement considérable dans les départements suivants :

DÉPARTEMENTS.	PROPORTION DES ENFANTS et des femmes.
	P. 100.
Ardèche.....	81.8
Haute-Loire.....	66.0
Drôme.....	66.0
Isère.....	65.3
Tarn-et-Garonne.....	63.0
Finistère.....	62.2
Gard.....	58.2
Vendée.....	57.3
Ain.....	56.3

Les industries qui, dans ces départements, occupent une si grande quantité de femmes et d'enfants sont : les moulinages, filatures et dévidages de soie dans l'Ardèche, la Haute-Loire, la Drôme et le Gard; les filatures et tissages dans l'Ain et dans l'Isère, avec les fabriques de gants dans ce dernier département; les filatures de soie et les fabriques de chapeaux de paille dans le Tarn-et-Garonne; les fabriques de conserves de poissons dans le Finistère et la Vendée.

Dans les chiffres indiqués ci-dessus ne figurent ni les mines, minières et carrières dont la surveillance n'est pas confiée aux inspecteurs du travail, ni les établissements de bienfaisance, ni les établissements dépendant des Ministères de la guerre et de la marine.

CHAPITRE II. — ÂGE D'ADMISSION DANS LES ATELIERS.

Ainsi que nous l'indiquions déjà dans notre précédent rapport, la disposition de la loi du 2 novembre 1892 qui a élevé à 13 ans l'âge d'admission dans les ateliers a été acceptée et obéie sans grandes difficultés dans l'immense majorité des industries. Les seules résistances dont on n'a pas encore pu triompher complètement se sont produites principalement dans les verreries, dans les briqueteries et dans les ateliers de corderie. Au début, on avait montré une certaine tolérance lorsqu'on se trouvait en présence d'enfants engagés sous le régime de la loi de 1874, mais il n'y a plus aujourd'hui aucun motif pour continuer cette tolérance. Aussi les inspecteurs ont-ils été invités à réprimer toutes les infractions qu'ils rencontreraient sur ce point.

Pendant l'année 1894, il a été constaté 273 contraventions pour emploi d'enfants au-dessous de 13 ans, relevées dans 78 procès-verbaux.

Voici les principales industries visées par les procès-verbaux :

INDUSTRIES.	NOMBRE de CONTRA- VENTIONS.
Briqueteries.....	4
Corderies.....	7
Imprimeries.....	12
Ramoneurs.....	4
Sucrieries.....	17
Verreries.....	129

Après avoir posé le principe de l'interdiction du travail industriel avant 13 ans révolus, la loi a néanmoins admis une exception pour les enfants de 12 à 13 ans munis du certificat d'instruction primaire institué par la loi de 1882, lorsque, d'autre part, ils justifiaient, par un certificat médical, d'un développement physique suffisant.

Si l'on s'en rapporte aux renseignements statistiques fournis par les inspecteurs, le nombre des enfants employés dans ces conditions aurait assez sensiblement diminué en 1894. Alors qu'en 1883 il en avait été trouvé 3,059 sur 232,073 enfants au-dessous de 18 ans, soit 1.3 p. 100, il n'en a plus été rencontré, en 1894, que 2,684 sur 280,796 enfants au-dessous de 18 ans, soit seulement 0.9 p. 100.

Les inspecteurs dans la circonscription desquels la réduction a été le plus marquée l'attribuent à diverses causes. L'inspecteur de la première circonscription y voit une conséquence de l'état de malaise dans lequel se trouve l'industrie parisienne; il croit que, d'autre part, les familles ouvrières recherchent de plus en plus, pour leurs enfants un peu instruits, les emplois de bureau ou de magasin, où les connaissances acquises à l'école peuvent avoir une application plus immédiate, et surtout plus fructueuse, que dans un atelier.

D'autres inspecteurs font entrevoir que, dans les chiffres fournis l'année précédente, figuraient un certain nombre d'enfants auxquels les maires avaient, par erreur, délivré un livret sur la présentation de l'ancien certificat élémentaire.

Certificat d'études. — En effet, au début de l'application de la loi du 2 novembre 1892, beaucoup de maires confondaient le certificat d'études primaires avec le certificat élémentaire, prévu par la loi de 1874, et que certains instituteurs délivraient encore. Aujourd'hui, cette erreur ne se produit plus que rarement. Néanmoins, un inspecteur signale que, dans sa circonscription, plusieurs écoles congréganistes délivrent aux enfants une pièce qui, comme aspect extérieur, ressemble, à s'y méprendre, au certificat d'études primaires véritable. Certains maires s'y sont trompés et ont, de bonne foi, sur la présentation de cette pièce délivré le livret à des enfants âgés de moins de 13 ans.

Certificat médical. — La délivrance du certificat médical exigé des enfants de 12 à 13 ans rencontre encore beaucoup de difficultés dans plusieurs départements. Dans la plupart, cependant, les préfetures ont fait le nécessaire et des indications suffisantes, destinées aux maires, ont été insérées dans le recueil des actes administratifs; mais ce document est rarement lu par les municipalités auxquelles il est adressé. Dans un grand nombre de mairies, les inspecteurs ont pu constater que les pages n'en étaient même pas coupées.

Si l'on s'en tient à ce moyen pour faire connaître aux maires les prescriptions de la législation nouvelle qui les intéresse, il est à craindre que la plupart d'entre eux les ignorent toujours. Les inspecteurs arriveraient plus rapidement à des résultats pratiques en voyant personnellement les autorités municipales au cours de leur tournée, et en leur expliquant, de vive voix, ce qu'elles ont à faire. C'est, d'ailleurs, ce que leur a recommandé l'Administration du commerce, dans les instructions générales du 19 décembre 1892.

Dans quelques départements, heureusement de plus en plus rares, les préfetures n'ont pas encore envoyé les instructions nécessaires, ni désigné les médecins chargés de délivrer les certificats; dans d'autres, ces médecins ne semblent pas avoir reçu des indications suffisamment précises, car souvent leurs certificats sont rédigés en termes trop vagues, ou encore ils exigent, en échange, une rétribution.

Il faudra, croyons-nous, un délai assez long pour faire observer complètement les prescriptions de la loi relative au certificat médical. Ces prescriptions n'intéressent heureusement qu'un très petit nombre de jeunes ouvriers qui, on l'a vu par les chiffres indiqués plus haut, ne forment qu'une faible partie du personnel industriel.

Les inspecteurs déclarent, d'ailleurs, qu'aucun enfant au-dessous de 13 ans, rencontré sans certificat médical, n'était occupé à des travaux dépassant ses forces.

Examen médical. — D'autre part, lorsqu'ils se trouvent en présence d'un enfant chétif, ne paraissant pas avoir les forces suffisantes pour être occupé à un travail industriel, les inspecteurs ont toujours la faculté de requérir un examen médical.

C'est bien rarement, du reste, que les inspecteurs se voient dans la nécessité de demander cet examen. En 1894, ils ne l'ont fait que deux ou trois fois et les médecins ont presque toujours conclu au maintien de l'enfant dans l'atelier. En présence de ce résultat négatif, les inspecteurs préfèrent, en général, s'entendre directement avec les patrons pour que les enfants un peu faibles soient occupés à des travaux légers.

CHAPITRE III. — DURÉE DU TRAVAIL.

L'application stricte de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892, qui fixe à des durées différentes la journée de travail des diverses catégories d'ouvriers, s'est heurtée à des difficultés réelles. Nous ne les avons pas dissimulées dans notre précédent rapport, et le Gouvernement, les ayant également reconnues, s'est associé aux propositions de loi dont le Parlement est saisi et

qui tendent à unifier la durée du travail. Le Sénat, dans ce sens, a voté un projet qui est actuellement soumis à la Chambre des députés. Nous espérons qu'une solution interviendra dans un délai rapproché.

En attendant, le service de l'inspection n'a pas suspendu son action sur ce point. Sans doute, alors que le Parlement avait manifesté son intention de reviser l'article 3, et que le Sénat avait même adopté pour cet article un texte nouveau, il était difficile de déferer aux tribunaux les industriels qui n'appliquaient pas strictement toutes les prescriptions dudit article, et notamment celle qui réduit à dix heures la durée du travail des enfants au-dessous de 16 ans.

Mais il était une limite jusqu'à laquelle la réforme pouvait être considérée comme définitivement acquise et hors de discussion : c'est la durée de onze heures. Cette durée est celle qui a été adoptée par le Sénat, et aucune des propositions soumises au Parlement, même la moins restrictive, ne demande une tolérance plus large. Cette réduction, le Ministre du commerce décida de l'appliquer sans retard; et des instructions formelles et précises furent adressées dans ce sens aux inspecteurs.

Ceux-ci rencontrèrent tout d'abord une assez vive résistance dans les ateliers où la journée normale dépassait onze heures, et ils durent souvent avoir recours aux procès-verbaux pour en triompher. Au cours de l'année 1894, ils en ont dressé un grand nombre relevant 2,531 contraventions qui se répartissent surtout dans les industries suivantes :

INDUSTRIES.	NOMBRE de CONTRA- VENTIONS.
Fabriques de biscuits	28
Brocheurs	30
Cartonniers	74
Fabriques de chocolat	49
Confiseurs	280
Corderies	180
Fabriques d'appareils d'éclairage	39
Filatures et peignage de laine	574
Filatures de coton	98
Filatures de lin et d'étoupes	100
Imprimeries	40
Modes et confections, couture	149
Relieurs	37
Retordeurs de laine	14
Teinture et apprêts	133
Tissages de coton	131
Tissages de toile	183
Tissages de laine et de drap	169
Tissages et moulinages de soie	64
Fabriques de tissus de caoutchouc	69

Cette énergie amena d'excellents résultats. Un grand nombre d'industriels, dont les usines marchaient autrefois pendant douze heures et même plus, ont réduit le travail à onze heures pour tout le personnel. C'est ce qu'ont fait la plupart des filatures de laine de l'arrondissement de Reims; les filatures et tissages de lin du Nord et de la Somme, etc.

D'autres ont voulu conserver le travail de douze heures pour les hommes tout en se conformant à la loi, pour ce qui concerne la durée du travail des femmes et des enfants. A cet effet, on a eu recours à divers procédés : tantôt on fait arriver les enfants une heure plus tard ou on les fait partir une heure plus tôt : tantôt on a recours au chevauchement des heures de repos; tandis qu'une partie du personnel a quitté l'usine, l'autre partie surveille ses métiers et réciproquement; les usines de la région des Vosges font, en général, usage de l'un de ces deux systèmes.

D'autres, enfin, ont établi les relais ou équipes de remplacement; c'est ce que pratiquent principalement les filatures de coton de la Normandie, les filatures et retorderies de laine et de coton du Nord, etc.

Nous avons déjà signalé, dans notre précédent rapport, tous les inconvénients des relais, qui rendent le contrôle à peu près impossible. Aussi, tant que le système des relais sera pratiqué, il sera difficile d'affirmer que les prescriptions de la loi relatives à la durée du travail sont exactement observées. Le projet de loi, adopté par le Sénat, et dont la Chambre des députés est actuellement saisie, supprime, heureusement, la faculté d'organiser des relais.

Dans la petite industrie, dans les chantiers de construction, le travail atteint quelquefois encore treize et quatorze heures, mais pour les hommes seulement, et, comme il s'agit d'ateliers auxquels la loi de 1848 n'est pas applicable, l'inspecteur ne peut pas intervenir.

CHAPITRE IV. — TRAVAIL DE NUIT ET REPOS HEBDOMADAIRE.

Avant le vote de la loi du 2 novembre 1892, l'emploi de la femme la nuit, dans l'industrie, se présentait sous plusieurs formes. Tantôt, il était permanent et régulier, par exemple, dans certaines filatures de coton, des peignages et des filatures de laine, des fabriques de bougies, des fabriques de lacets, etc. Dans d'autres ateliers, il n'avait lieu qu'à certaines époques de l'année, pendant une période plus ou moins prolongée; par exemple, dans les fabriques de conserves de poissons, de fruits ou de légumes, les distilleries de parfums, au moment de la récolte de certaines fleurs, etc.

Enfin, la femme travaillait parfois la nuit, d'une manière irrégulière et accidentelle, sous la forme de veillées, plus ou moins prolongées, selon les saisons de l'année ou les jours de la semaine, dans les ateliers de couture, lingerie, modes, fleurs, broderie, passementerie, pliage de rubans, fourrures, reliure, brochage, etc.

En dehors des usines à feu continu, dont nous parlerons plus loin, les grandes manufactures qui employaient des femmes la nuit, d'une façon permanente, et auxquelles cette faculté a été enlevée sans tolérances d'aucune sorte, se sont assez vite mises en règle. La plupart n'ont supprimé le travail de nuit que pour certains travaux qu'il était difficile d'enlever aux

femmes; pour le reste de leur fabrication, ils ont remplacé les femmes par des hommes. C'est ce qu'on fait certaines filatures de coton des Vosges, des peignages de laine du Nord et, au cours de l'année 1894, les filatures et carderies de laine de Mazamet (Tarn) et Vienne (Isère) qui avaient tout d'abord opposé à la loi une assez vive résistance.

D'autres industriels ont remplacé le travail de nuit par le travail à double équipe, tel que le permet le paragraphe 2 de l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892. Cette organisation du travail n'était guère, tout d'abord, pratiquée que dans les fabriques de lacets de Saint-Chamond (Loire). C'est encore là son centre principal. Néanmoins, les inspecteurs signalent, dans diverses régions, quelques usines où il a été introduit, ce sont :

Dans les Ardennes, 4 filatures de laine;

Dans les Vosges, 3 filatures de coton et une papeterie;

Dans le Nord, 1 filature de lin;

Dans la circonscription de Nantes, 1 fabrique de conserves de fruits (temporaire) et 1 filature de coton;

Dans le Tarn, 4 filatures de laine et 1 tissage à la main;

Dans l'Aveyron, une fabrique de drap a fait, sans succès, une tentative de travail à double équipe;

Dans la circonscription de Marseille, 3 souffleries de poils de lièvre et de lapin;

Enfin, dans la région lyonnaise, 1 fabrique de tulle et 33 fabriques de lacets.

Nous avons signalé, dans notre précédent rapport, les inconvénients du travail à double équipe, tel qu'il peut se pratiquer actuellement; nous n'y reviendrons pas.

Deux remèdes sont proposés : ou supprimer purement et simplement la double équipe, ou la réglementer de telle façon que les inconvénients signalés soient sensiblement atténués.

C'est à ce dernier parti que s'est arrêté le Sénat, dans la proposition de loi qui est actuellement soumise à la Chambre des députés.

Quelle que soit la solution adoptée définitivement par le Parlement, il est permis d'espérer qu'une modification suffisante pour éviter les abus sera apportée au texte actuel.

Après avoir interdit le travail de nuit, la loi de 1892 a prévu un certain nombre de tolérances. Nous allons les passer successivement en revue dans l'ordre suivi par le règlement d'administration publique du 15 juillet 1893.

Veillées. — Aux termes du paragraphe 4 de l'article 4 de la loi et de l'article 1^{er} du décret du 15 juillet 1893, un certain nombre d'industries peuvent prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir pendant soixante jours par an. Mais cette faculté a été subordonnée à des restrictions qui ont eu pour effet de la rendre le plus souvent illusoire. Ce sont la fixation à l'avance de périodes déterminées pour les veillées et la limitation de la durée de la journée à douze heures au maximum.

Nous avons exposé, dans notre précédent rapport, les difficultés qui en résultaient pour la bonne application de la réglementation. Ces difficultés, les rapports des inspecteurs en font foi, se sont reproduites en 1894. Il est du

devoir de la Commission supérieure du travail de rechercher les moyens d'y mettre un terme.

La limitation à douze heures de la durée du maximum du travail est inscrite dans la loi, et c'est au pouvoir législatif seul qu'il appartient d'y apporter des atténuations qui pourraient être nécessaires. Mais en attendant, on peut se demander si l'on n'améliorerait pas déjà très sensiblement la situation des industries en cause, en laissant aux patrons la faculté de répartir les soixante jours de veillées à leur gré, suivant leurs besoins, au lieu de les enserrer dans des périodes limitées à l'avance, et qui ne correspondent pas, le plus souvent, aux nécessités de leur production.

Sans doute, si cette mesure était prise, les difficultés ne disparaîtraient pas complètement pour toutes les industries actuellement autorisées à faire la veillée. Il est évident que les usines où la journée commence à 7 et même à 6 heures du matin ne pourront pas davantage en profiter puisque la durée du travail aura toujours atteint les douze heures permises avant 9 heures du soir; mais il résulte des rapports des inspecteurs que ces usines ont, pour la plupart, rarement recours à la veillée. Dans les ateliers de couture et de modes, où elle paraît surtout nécessaire, le travail commence en général, plus tard, à 8 heures en province, à 9 heures ou 9 heures et demie à Paris; les deux heures de travail supplémentaire, de 9 à 11 heures, pourront donc y être utilisées, au moins partiellement, sans que, pour cela, la journée dépasse la durée permise par la loi.

Travail de nuit permanent de sept heures. — L'article 2 du décret du 15 juillet 1893 a permis d'employer des personnes la nuit, d'une façon permanente, au pliage des journaux, au brochage des revues périodiques et à l'allumage des lampes de mines à condition que le travail ne dépasse pas sept heures sur vingt-quatre heures.

En ce qui concerne le pliage des journaux, il est certain que la durée du travail des plieuses ne dépasse pas et n'atteint même pas sept heures dans chaque journal; mais les inspecteurs soupçonnent fort les plieuses de passer successivement dans plusieurs imprimeries et de fournir ainsi une durée de travail plus longue que celle permise par la loi. Il ne semble pas que la loi ait donné les moyens de s'opposer à cette pratique.

Pour le brochage des imprimés et revues périodiques, la durée de sept heures est le plus souvent insuffisante et les industriels ont dû fournir deux équipes; mais les infractions doivent néanmoins être assez fréquentes.

Au cours de l'année 1894 a été, d'autre part, soulevée la question du travail de nuit des femmes employées comme compositrices dans quelques journaux du matin. A la suite d'une enquête spéciale qui lui a démontré le petit nombre des compositrices travaillant la nuit, proportionnellement à l'ensemble des compositeurs de journaux, M. le Ministre du commerce a donné aux inspecteurs des instructions sévères et, actuellement, l'emploi des femmes la nuit, comme compositrices, a complètement cessé.

La seule résistance curieuse à signaler est celle d'un imprimeur de province. Se basant sur les termes de la loi qui interdisent le travail de nuit aux filles mineures et aux femmes, il avait prétendu que les filles majeures n'étaient pas visées par cette prescription; il avait, en conséquence, renvoyé

toutes les femmes mariées qu'il occupait pour les remplacer par des filles majeures, affirmant être, ainsi, en règle avec la loi. Les condamnations prononcées contre lui, en première instance et en appel, ont prouvé, comme cela d'ailleurs ne pouvait faire doute, que son interprétation était erronée.

Travail de nuit temporaire. — Les inspecteurs du travail sont unanimes à constater que le travail de nuit temporaire, permis par l'article 3 du décret du 15 juillet 1893, est très peu pratiqué par les industries autorisées à le faire. Cela se comprend facilement. Pour y avoir recours, les industries qui travaillent régulièrement pendant le jour doivent constituer momentanément une équipe complémentaire, ce qui leur est très difficile. Il n'y a guère que les industries où le travail est irrégulier et commence à des heures variables, telles que les fabriques de conserves de poissons, de légumes, de fruits, pour lesquelles la tolérance soit réellement utile. En dehors de ces fabriques, très peu d'industries ont eu recours à cette faculté.

Les fabricants de conserves de poissons ont fait remarquer qu'il leur était souvent difficile de satisfaire à l'obligation, inscrite dans l'article 6 du décret du 15 juillet 1893, d'avertir l'inspecteur douze heures à l'avance, chaque fois qu'ils veulent employer des femmes la nuit. En raison de la nature de leur industrie, ces fabricants se trouvent dans des conditions tout à fait spéciales. Ils ne savent jamais à l'avance si la pêche sera abondante ou non, et, d'autre part, les bateaux rentrent à des heures variant chaque jour, or le poisson doit être travaillé sans retard. Les sardiniers sont donc parfois dans l'impossibilité de prévenir l'inspecteur dans le délai fixé par le règlement. En attendant sur ce point une légère modification qui est à l'étude, l'inspecteur se contente d'exiger que l'avis soit toujours envoyé avant le commencement du travail.

Usines à feu continu. — Si les prescriptions de la loi et du décret du 15 juillet 1893 sont, dans leurs grandes lignes, assez bien observées dans les usines à feu continu, des infractions de détail, assez nombreuses, tenant le plus souvent à la nature même de l'industrie, y sont encore relevées. Ainsi dans un certain nombre d'établissements, le roulement établi ne donne pas à chaque ouvrier un jour complet, c'est-à-dire vingt-quatre heures consécutives de repos par semaine; dans d'autres, au moment du changement d'équipe, certains ouvriers travaillent dix-huit heures sur vingt-quatre. Les inspecteurs reconnaissent, d'ailleurs, qu'il y a là des difficultés pratiques. Aussi, leurs efforts tendent, tout d'abord, à faire modifier les organisations les plus défectueuses.

Les procès-verbaux dressés en 1894 par les inspecteurs du travail ont relevé 503 enfants ou femmes employés la nuit contrairement à la loi.

Voici les industries où les infractions ont été les plus nombreuses :

Fabriques de biscuits.....	24
Fabriques de chocolat.....	49
Fabriques d'appareils d'éclairage.....	45
Filatures et peignages de laine.....	57
Filatures de coton.....	12
Imprimeries.....	19
Modes, confections, couture.....	196
Verreries.....	41

Repos hebdomadaire. — Ainsi que nous le constatons dans notre précédent rapport, le jour choisi pour le repos hebdomadaire est presque universellement le dimanche. Néanmoins, quelques maisons israélites ont adopté le samedi.

En dehors d'elles, il n'y a d'exception que dans les industries pour lesquelles le dimanche est un jour de grande besogne; par exemple, les ateliers de fabrication ou de réparation de bicyclettes, certains charrons, bourreliers et maréchaux ferrants, dans les campagnes, qui travaillent le dimanche matin, etc.; les ouvriers dans ce cas se reposent un autre jour de la semaine.

L'inspecteur de la 8^e circonscription cite un cas assez curieux : « Des trieurs, emballeurs et expéditeurs de fruits du Lot-et-Garonne, dit-il, qui livrent leurs marchandises en Angleterre, ont choisi le jeudi comme jour de repos hebdomadaire. Cet usage est provoqué par ce fait que les Anglais observent rigoureusement le repos dominical, de sorte que les expéditions de fruits faites d'Agen le jeudi parviendraient le dimanche matin à Londres, où ces fruits devraient séjourner, invendus, jusqu'au marché du lundi. »

Le repos des jours fériés est également bien observé.

Les procès-verbaux dressés constatent 515 contraventions en ce qui concerne le repos hebdomadaire et le travail des jours fériés.

Voici les industries dans lesquelles elles ont principalement été relevées :

INDUSTRIES.	NOMBRE des CONTRA- VENTIONS.
Blanchisseries	38
Brocheurs	79
Cartonniers	39
Confiseurs	40
Fabriques d'enveloppes	44
Imprimeries	19
Modes, confections, couture	53
Relieurs	70
Tissages et moulinages de soie	30
Tuileries	11

CHAPITRE V. — TOLÉRANCES ACCORDÉES PAR LES INSPECTEURS.

Les tolérances que les inspecteurs peuvent, dans certains cas, accorder aux industriels sont de deux catégories; les unes, relatives au travail de nuit, ne prévoient que des circonstances exceptionnelles : un chômage résultant d'une cause accidentelle et de force majeure. Ces circonstances se produisent rarement; aussi les autorisations de ce genre sont-elles peu nombreuses.

En outre, pour certaines industries déterminées par le règlement d'administration publique du 15 juillet 1893, les inspecteurs divisionnaires ont le droit de permettre soit la prolongation de la journée au delà de la durée fixée par la loi, soit la suppression momentanée du repos hebdomadaire.

Ces autorisations ont été beaucoup plus nombreuses en 1894 qu'en 1893. Il ne faut pas en conclure qu'en réalité les cas où le travail ait été prolongé au delà des limites ordinaires aient été plus fréquents. Pendant la première année d'application de la loi, beaucoup d'industriels n'ayant pas encore été visités par les inspecteurs, ignoraient plus ou moins les prescriptions nouvelles, et prolongeaient le travail chaque fois que la nécessité s'en faisait sentir, sans demander la moindre autorisation préalable.

Les industries où les autorisations ont été le plus nombreuses sont :

INDUSTRIES.	NOMBRE des AUTORISATIONS.
Confections, couture et lingerie.....	197
Modes et confections de chapeaux.....	79
Imprimeries typographiques.....	48
Conserves de fruits et confiseries.....	39
Tissages de nouveautés.....	36
Teintureries.....	30

On voit que ce sont surtout les industries auxquelles la veillée est permise qui ont, également, eu recours à la prolongation du travail.

Cela s'explique par ce fait que la plupart de ces industries n'ont pas pu utiliser la faculté qui leur est donnée de veiller à des époques déterminées, par suite du manque de concordance de ces époques avec le véritable moment des affaires.

CHAPITRE VI. — LIVRETS. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

Livrets. — Les inspecteurs ont encore rencontré un certain nombre d'enfants non munis du livret prescrit par la loi; cela tient souvent à ce que les municipalités ne s'en sont pas encore procuré. Dans d'autres mairies, on délivre bien des livrets, mais on les fait payer, sous prétexte qu'il n'y a aucun crédit inscrit au budget municipal pour cette dépense; le fait est chaque fois signalé au préfet, dont l'intervention a, le plus souvent, coupé court aux difficultés soulevées.

Enfin quelques livrets ont été, par erreur, délivrés à des enfants au-dessous de 13 ans, bien qu'ils ne fussent munis ni du certificat d'études primaires, ni du certificat médical. Ce sont là de légères infractions isolées dues le plus souvent à la négligence ou à l'ignorance.

Registres, affichage. — Sur ces deux points, les prescriptions de la loi ont été rapidement observées. On doit ce résultat à la remise gratuite de registres et d'affiches faite aux industriels par les inspecteurs. La dépense assez considérable que cette distribution a nécessité ne doit pas être regrettée, car elle a singulièrement facilité l'application de la loi dans les petits ateliers.

Ce qui s'exécute moins, c'est l'envoi à l'inspecteur et à la mairie d'un exemplaire du tableau indiquant la répartition des heures de travail et des

heures de repos. Beaucoup de petits industriels, dont l'instruction est rudimentaire, répugnent à recopier, en triple exemplaire, le tableau qu'ils ont dressé. Aussi, certains inspecteurs et inspectrices ont-ils pris le parti de remplir eux-mêmes ces tableaux sous la dictée de l'industriel, de les faire signer par lui et d'emporter l'exemplaire qui leur est destiné.

La proposition de loi votée par le Sénat simplifie un peu ces formalités en supprimant le troisième exemplaire du tableau destiné à la mairie. Cette suppression se justifie d'autant plus que souvent les mairies ne conservent pas les exemplaires qui leur sont envoyés et ignorent même ce que cet envoi signifie.

CHAPITRE VII. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

Les prescriptions légales relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail peuvent être divisées en deux catégories. Les unes, résultant de la loi du 12 juin 1893 et du règlement d'administration publique du 10 mars 1894, visent l'installation même des établissements industriels, abstraction faite du personnel qui y est occupé; les autres, inscrites dans la loi du 2 novembre 1892 et le décret du 13 mai 1893, ont pour but de protéger plus spécialement les enfants et les femmes. C'est de ces dernières seulement que nous avons à nous occuper ici.

Les inspecteurs en surveillent l'exécution avec le plus grand soin et, après un premier avertissement, répriment avec sévérité les infractions constatées. Les procès-verbaux dressés par eux en 1894 ont relevé 398 contraventions aux articles 12, 13 et 14 de la loi du 2 novembre 1892 ou au décret du 10 mars 1894. Celles relatives à la loi de 1892 se répartissent comme suit :

NATURE DES CONTRAVENTIONS.	NOMBRE des CONTRA- VENTIONS.
Nettoyage et visite de machines pendant la marche.	51
Machines non protégées.	89
Machines à pétrole.	1
Emploi d'enfants aux scies.	1
Lames tranchantes.	8
Emploi d'enfants sur des échafaudages volants.	2
Surcharges.	2
Travail aux machines à coudre avant 16 ans.	1
Travaux interdits aux enfants.	1
Conditions imposées pour certains travaux.	1
Article 14 de la loi du 2 novembre 1892, après accident.	62
Article 14 de la loi du 2 novembre 1892, sans accident.	31

CHAPITRE VIII. — ACCIDENTS,

Déclaration des accidents. — Au fur et à mesure que l'action du service de l'inspection se fait sentir dans un plus grand nombre de localités, on voit augmenter sensiblement le chiffre des déclarations d'accidents, néanmoins,

les déclarations sont encore loin de représenter l'ensemble des accidents qui se produisent dans les établissements industriels.

En 1893, il avait été déclaré 3,655 accidents; en 1894, le nombre des déclarations s'est élevé à 14,954 accidents ayant atteint 15,083 personnes. Ces chiffres ne représentent qu'environ 6 personnes atteintes par 1,000 ouvriers employés. Or, d'après les statistiques allemande et autrichienne, on compte, chaque année, de 27 à 30 accidents (1) par 1,000 ouvriers (2).

La progression des déclarations continuera donc, certainement, pendant les années qui vont suivre. L'on peut dès maintenant prévoir que les travaux statistiques auxquels les accidents donneront lieu, les enquêtes nombreuses qu'ils nécessiteront absorberont une partie de plus en plus considérable du temps des inspecteurs. Aussi conviendrait-il peut-être d'examiner s'il est bien utile d'exiger la déclaration des petits accidents, n'occasionnant qu'une incapacité de travail de trois ou quatre jours et, par suite, sans conséquences sérieuses et durables, et si, étant donnés les moyens d'action et le personnel dont on dispose pour assurer l'application des lois réglementant le travail, il ne serait pas préférable de limiter la déclaration aux accidents présentant une certaine gravité.

CHAPITRE IX. — ÉTABLISSEMENTS SPÉCIAUX.

Les observations qui précèdent ne s'appliquent pas aux minières et carrières dont la surveillance est confiée au corps des mines et qui font l'objet d'un compte rendu séparé annexé à ce rapport. (*Voir page 278*).

Les établissements de bienfaisance, les théâtres et cafés-concerts font également l'objet des chapitres spéciaux ci-après.

Établissements de bienfaisance. — D'après la statistique fournie par les inspecteurs, il y aurait en France 1,432 établissements de bienfaisance. Voici les départements dans lesquels ils sont le plus nombreux :

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ÉTA- BLISSEMENTS de bienfaisance.
Seine.....	124
Nord.....	85
Seine-et-Oise.....	47
Loire-Inférieure.....	37
Meurthe-et-Moselle.....	37
Ille-et-Vilaine.....	35
Bouches-du-Rhône.....	34
Rhône.....	31
Côtes-du-Nord.....	30
Gironde.....	30

(1) On sait que dans ces statistiques on compte un accident par personne atteinte d'une incapacité de trois jours au moins.

(2) Ces chiffres ont été tirés des statistiques officielles des pays en question, en écartant les mines et la navigation de façon à les rendre aussi comparables que possible avec les industries visées par la loi du 2 novembre 1892, autres que les mines qui ne figurent pas dans les chiffres ci-dessus.

Sur ces 1,432 établissements, 1,111 ont été visités par les inspecteurs en 1894. Ils y ont rencontré 1,524 garçons et 12,138 filles au-dessous de 13 ans, sur lesquels 131 garçons et 514 filles étaient munis du certificat d'études primaires; 1,475 garçons et 13,452 filles au-dessous de 16 ans; 702 garçons et 8,362 filles de 16 à 18 ans; 6,521 filles mineures et 4,970 filles majeures et femmes; ensemble, 49,048 personnes.

Les contraventions relevées dans les établissements de bienfaisance sont assez peu nombreuses; faut-il en conclure qu'on s'y conforme exactement à toutes les prescriptions de la loi? quelques inspecteurs émettent des doutes à cet égard à cause des difficultés d'un contrôle efficace.

La résistance constatée sous la loi de 1874 a maintenant disparu pourtant, et l'on montre partout la plus grande déférence pour les observations de l'inspecteur.

Théâtres et cafés-concerts sédentaires. — Professions ambulantes. — La seule prescription de la loi du 2 novembre 1892 visant les théâtres et cafés-concerts sédentaires est relative à l'emploi des enfants sur la scène avant l'âge de 13 ans; il est interdit, sauf autorisation spéciale. En fait, cette autorisation est rarement refusée et les inspecteurs n'ont sur ce point qu'à veiller à ce qu'elle soit toujours demandée. Aussi apportent-ils principalement leurs soins aux précautions de sécurité prévues par la loi du 12 juin 1893 dont nous n'avons pas à nous occuper ici.

Qu'il nous suffise de constater qu'ils ont, en général, pu accomplir leur service et exercer leur contrôle sans la moindre difficulté; trois procès-verbaux seulement ont dû être dressés contre des directeurs de théâtre récalcitrants.

CHAPITRE X. — INSPECTION.

L'année 1893 avait surtout été consacrée à l'installation et à la mise en train des nouveaux inspecteurs qui sont venus heureusement compléter le service si restreint existant sous le régime de la loi du 19 mai 1874.

Pendant l'année 1894, l'inspection, à part quelques vacances momentanées, a pu enfin fonctionner dans son ensemble; et l'on peut dès maintenant affirmer qu'elle rendra les services qu'on en attendait.

En général, les inspecteurs ont apporté dans leurs délicates fonctions beaucoup de zèle, d'activité et de dévouement. Aussi, malgré les difficultés qu'a rencontrées forcément au début une loi qui trouble parfois si profondément certaines habitudes industrielles, ils ont obtenu des résultats déjà très appréciables.

En 1893, le nombre des visites avait été de 68,490; en 1894, il a atteint 128,800, dont 1,631 visites de nuit.

Dans leurs rapports, certains inspecteurs émettent divers vœux tendant à l'amélioration du service; ce sont là des questions d'ordre administratif que le Département du commerce examinera avec tout le soin et l'intérêt qu'elles comportent.

CHAPITRE XI. — COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. — COMITÉS DE PATRONAGE.

Commissions départementales. — Les commissions départementales, dont la création a été ordonnée par l'article 24 de la loi du 2 novembre 1892, ont été constituées dans 74 départements.

Comme la loi laissait aux Conseils généraux toute latitude pour le nombre et la composition de ces commissions, une assez grande diversité existe entre les départements. Dans 52 départements, il n'a été constitué qu'une seule commission; dans d'autres, le nombre des commissions est égal à celui des arrondissements, ou bien leur répartition a été faite suivant certains groupements industriels. Le département qui a institué le plus de commissions est celui du Doubs, où elles sont au nombre de 12.

Quant à la composition de ces commissions, elle est également très variable; elles comprennent, en général, outre les membres de droit, un certain nombre de conseillers généraux, quelques membres des conseils d'hygiène, des industriels, parfois des magistrats, et enfin, dans le département de Seine-et-Oise, un certain nombre d'ouvriers.

Comités de patronage. — Quant aux comités de patronage prévus par l'article 25 de la loi du 2 novembre 1892, il n'en a encore été constitué qu'un très petit nombre en dehors de ceux qui existaient déjà auparavant.

Il faut attendre l'expérience des années qui vont suivre pour apprécier la vitalité de ces commissions et comités et le rôle utile qu'ils pourront remplir.

CHAPITRE XII. — PÉNALITÉS.

En 1893, les inspecteurs ont surtout usé des moyens de persuasion; il n'en pouvait être autrement au début d'une réglementation nouvelle. C'est encore la bienveillance qui, le plus souvent, a guidé leur action pendant l'année 1894. Il se sont toutefois rendu compte que pour vaincre certaines tendances, même passives, les mesures de répression étaient parfois nécessaires. Aussi, le nombre des procès-verbaux dressés par eux a-t-il sensiblement augmenté; il s'est élevé à 704 pour l'ensemble des lois réglementant le travail.

Les industries dans lesquelles ils ont été le plus nombreux sont les suivantes :

INDUSTRIES.	NOMBRE des PROCÈS- VERBAUX.
Filatures et peignages de laine	77
Couture et modes	59
Imprimeries	40
Tissages et moulinsages de soie	34
Entrepreneurs de maçonnerie	28
Entrepreneurs de bâtiments	23
Teintureries et apprêts	25
Filatures de coton	24
Verreries	18
Briqueteries et tuileries	18
Tissages de laine	17

Si l'on réunit les groupements industriels, on trouve :

INDUSTRIES.	NOMBRE des PROCÈS- VERBAUX.
Industrie textile.....	226
Industrie du bâtiment.....	70
Industrie du vêtement et accessoires.....	69
Métallurgie et ferronnerie.....	64
Céramique et verrerie.....	39
Alimentation.....	35

Sur ces 704 procès-verbaux, 590 ont été suivis de condamnations; 16 ont été suivis d'acquittement; 89 ont été classés par le parquet ou par l'inspecteur divisionnaire, et enfin 9 sont encore en instance.

Le total des amendes prononcées s'élève à 23,366 francs.

Cet exposé succinct de l'application, en 1894, de la loi du 2 novembre 1892 montre que, malgré les difficultés résultant, sur certains points, de la législation elle-même, des résultats très appréciables ont été obtenus. Ces progrès seront encore plus considérables et plus rapides lorsque le Parlement aura apporté au texte en vigueur quelques modifications nécessaires.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Paris, le 1^{er} juillet 1895.

Au nom de la Commission supérieure :

Le Président,

RICHARD WADDINGTON.

Les Rapporteurs,

L. AGUILLON, L. BOUQUET.

Année 1895.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'application de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans l'industrie, s'est poursuivie en 1895, sans que les réformes législatives que paraissait comporter sur certains points la réglementation nouvelle aient pu être adoptées. C'est dire que le service de l'inspection a rencontré les mêmes difficultés que les années précédentes. Le fait que la loi a été remise en discussion le lendemain du jour où elle avait été promulguée ne pouvait déjà qu'entraver son action. Le maintien d'un *statu quo*, dont tout le monde reconnaît les inconvénients, n'était pas de nature à affermir son autorité. En cet état provisoire, on comprend que l'inspection se soit efforcée, comme par le passé, d'allier à la fermeté le tact et la bienveillance qui peuvent seuls enlever à son contrôle tout caractère vexatoire. Nous sommes, d'ailleurs, heureux de constater qu'elle a obtenu, en 1895, des résultats dont il ne faut pas diminuer l'importance. Si ces résultats témoignent du dévouement avec lequel les fonctionnaires chargés du service se sont acquittés de leur mission, ils prouvent aussi qu'on ne tarderait pas à accepter partout des règles, qui avait paru tout d'abord jeter quelque trouble dans les habitudes industrielles, si quelques modifications, suggérées par l'expérience, en rendaient l'application plus facile.

Certaines améliorations susceptibles d'être réalisées, par la voie réglementaire, et auxquelles la Commission supérieure avait donné son assentiment, ont été heureusement consacrées par un décret du 26 juillet 1895. Il est vivement à désirer que celles qui exigent la sanction parlementaire aboutissent à brève échéance et soient enfin introduites dans la loi.

On s'est conformé, dans l'exposé qui va suivre, au cadre du rapport adopté l'année précédente, afin de permettre de comparer les faits et de rapprocher les chiffres.

CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS.

Statistique du personnel surveillé et du personnel occupé. — Le rapport concernant l'année 1894 avait indiqué d'une façon tout à fait approximative non seulement le nombre des établissements industriels à surveiller, mais encore l'importance du personnel qui y était occupé. Ce n'est que lorsqu'une expérience un peu prolongée aura permis à chaque inspecteur de faire ce travail d'une façon précise et complète qu'il pourra être publié avec utilité. On s'est, en conséquence, borné à annexer au présent rapport la statistique, d'une exactitude encore relative, des établissements industriels soumis au contrôle des inspecteurs avec celle des établissements visités en 1895. La répartition en est faite suivant les lois qui leur sont applicables, lois de 1848, de 1892 et de 1893.

Sous cette réserve, le nombre des établissements industriels soumis à la

surveillance des inspecteurs a été de 286,763 en 1895, alors qu'il n'était que de 267,906 en 1894. L'augmentation de 18,857, soit de 7.03 p. 100, en faveur de 1895, s'explique par ce fait que, au cours de leurs tournées dans des communes qu'ils n'ont pas encore visitées, les inspecteurs ont rencontré un certain nombre de petits établissements industriels dont ils ignoraient l'existence; ajoutons que quelques préfets ont, sur la demande du service, donné des instructions pour que les maires dressent, dans leurs communes respectives, la liste des industries soumises aux lois sur le travail. Bien que ce relevé ait parfois laissé à désirer, il a été d'une grande utilité, en permettant d'établir une statistique là où elle faisait défaut. Il est à désirer que cet exemple soit suivi dans tous les départements.

D'après les renseignements fournis par les inspecteurs, sur les 286,763 établissements dont l'existence a été signalée en 1895, 157,377 occupaient un personnel mixte (hommes, femmes ou enfants), et 129,386 n'employaient que des hommes.

Sur ces 286,763 usines ou ateliers, les inspecteurs en ont visité 109,486 en 1895, soit 38.18 p. 100. Le nombre des ouvriers qui y étaient occupés s'élevait à 1,764,181. Ces chiffres représentent 75.57 p. 100 du total des 2,500,000 ouvriers indiqués dans le rapport de 1894, comme soumis aux lois sur le travail, et, en moyenne, près de 17 ouvriers par atelier visité. On peut tirer de ce fait la conclusion, déjà signalée l'année dernière, que ce sont les grandes agglomérations industrielles qui fixent avec juste raison l'attention des inspecteurs du travail. Tous les établissements dans lesquels l'observation des prescriptions légales ne pouvait être différée ont reçu la visite de l'inspecteur. Ceux qui n'ont pas encore été inspectés sont d'une importance tout à fait secondaire.

Voici la répartition des ouvriers de tous âges dont le service a constaté la présence.

DÉSIGNATION.			NOMBRE D'OUVRIERS.
Enfants de 12 à 13 ans munis du certificat.	Garçons.	996	2,055
	Filles.	1,059	
Enfants de 13 à 16 ans.	Garçons.	84,017	164,527
	Filles.	80,510	
Enfants de 16 à 18 ans.	Garçons.	65,530	131,843
	Filles.	66,313	
Filles mineures de 18 à 21 ans.			95,714
Filles et femmes majeures.			349,998
Ouvriers adultes.			1,020,044

Comme on le voit, les enfants des deux sexes au-dessous de 18 ans représentent 16.92 p. 100 du personnel inspecté; le personnel féminin de tout âge, 25.26 p. 100.

Nous avons déjà fait remarquer que ces proportions variaient sensiblement dans les diverses régions, suivant la nature des industries qui y dominent.

Voici les départements où la proportionnalité des enfants au-dessous de 18 ans employés dans l'industrie est la plus forte.

DÉPARTEMENTS.	PROPORTION des ENFANTS au-dessous de 18 ans.
	p. 100.
Côtes-du-Nord.....	36.8
Pyrénées-Orientales.....	31.3
Ardèche.....	28.8
Haute-Loire.....	28.6
Indre.....	26.0
Cher.....	25.0
Mayenne.....	23.6
Manche.....	23.0
Ille-et-Vilaine.....	22.4
Hautes-Alpes.....	22.2
Drôme.....	22.2
Vosges.....	22.2
Vaucluse.....	21.1
Nord.....	21.1

Ceux où la proportionnalité du personnel féminin est la plus forte sont :

DÉPARTEMENTS.	PROPORTION du PERSONNEL féminin.
	p. 108.
Finistère.....	48.1
Ardèche.....	46.2
Isère.....	44.4
Alpes-Maritimes.....	41.3
Drôme.....	40.7
Tarn-et-Garonne.....	40.4
Vaucluse.....	39.7
Vendée.....	39.4
Maine-et-Loire.....	38.8
Basses-Alpes.....	38.4
Gard.....	37.9
Charente.....	37.6
Haute-Loire.....	36.9
Mayenne.....	36.5
Orne.....	36.3
Haute-Garonne.....	35.6

Il y a 23 départements dans lesquels le personnel enfantin et féminin réunis représentent plus de la moitié de l'ensemble des ouvriers; ce sont :

DÉPARTEMENTS.	PROPORTION des ENFANTS et des femmes.
	p. 100.
Ardèche.....	75.0
Finistère.....	66.9
Haute-Loire.....	65.5
Drôme.....	62.9
Vaucluse.....	60.8
Isère.....	60.3
Mayenne.....	60.1
Côtes-du-Nord.....	59.8
Tarn-et-Garonne.....	57.6
Vendée.....	57.5
Basses-Alpes.....	57.3
Gard.....	55.9
Pyrénées-Orientales.....	55.7
Morbihan.....	55.2
Creuse.....	54.7
Charente.....	54.6
Haute-Garonne.....	54.3
Indre.....	53.2
Maine-et-Loire.....	52.5
Alpes-Maritimes.....	51.7
Orne.....	51.6
Hautes-Alpes.....	31.5
Ain.....	51.3

Nous avons indiqué, pour 1894, les industries qui occupent une si grande quantité de femmes et d'enfants; les renseignements ne peuvent pas varier sensiblement d'une année à l'autre.

On n'a tenu compte, dans les chiffres ci-dessus, ni du personnel des mines et carrières, ni de celui des établissements de bienfaisance et des établissements dépendant des Ministères de la guerre et de la marine.

CHAPITRE II. — ÂGE D'ADMISSION DANS LES ATELIERS.

La disposition qui porte que les enfants ne peuvent être employés dans les établissements industriels avant l'âge de 13 ans révolus reçoit son application. Le nombre des enfants au-dessous de cet âge, dont la présence irrégulière est constatée dans les établissements industriels, décroît d'année en année. On peut affirmer que, dans un avenir très rapproché, ce fait ne constituera plus qu'une exception. Les infractions relevées sont immédiatement suivies du renvoi des enfants, quand elles ne sont pas l'objet de procès-verbaux de contravention motivés par des résistances obstinées.

C'est dans les verreries, les tissages, les filatures et les briqueteries que des enfants au-dessous de 13 ans ont été le plus fréquemment rencontrés. Aussi, des instructions spéciales ont-elles été données depuis longtemps aux inspecteurs pour qu'ils tiennent rigoureusement la main à ce que les infractions y soient rapidement réprimées. Il importe d'autant plus de veiller à l'application de la loi de 1892, sur ce point, qu'elle est le corollaire de la loi du 28 mars 1882 sur l'instruction primaire, dont elle contribue à assurer l'application.

Les contraventions dressées, en 1895, pour emploi d'enfants ne remplissant pas les conditions réglementaires, se sont élevées à 396, relevées par 113 procès-verbaux; elles avaient été de 273, en 1894, constatées dans 78 procès-verbaux. Cette augmentation de 123 contraventions ne dénote pas que la situation se soit aggravée. Elle atteste seulement que le service de l'inspection a dû faire preuve de plus de sévérité, à mesure que le temps écoulé depuis la promulgation de la loi rendait les infractions plus inexcusables. Cette observation générale s'applique à toutes les constatations qui vont suivre.

Le tableau ci-après indique les principales industries visées par les procès-verbaux, en 1895.

INDUSTRIES.	NOMBRE de CONTRA- VENTIONS.
Tissage de soie	165
Verreries et cristalleries.....	65
Moulinage, dévidage et filature de la soie.....	45
Filature et tissages autres.....	16
Briqueteries et tuileries.....	10
Ramonage.....	7

Si la loi prohibe, en principe, l'admission des enfants dans l'industrie avant l'âge de 13 ans révolus, elle permet, cependant, de les y employer à partir de l'âge de 12 ans, à la double condition qu'ils soient munis du certificat d'études primaires institué par la loi de 1882 et du certificat d'aptitude physique.

Le nombre des enfants employés dans ces conditions, qui ont été rencontrés au cours de l'inspection de 1895, a été de 2,055. Il avait été de 3,059 en 1893 et de 2,684 en 1894, soit une diminution s'élevant respectivement à 1,004 et à 629, pour chacune des deux dernières années. Le rapport relatif à 1894 a indiqué les causes de cette réduction, L'usage tendrait, du reste, à se répandre de ne faire commencer l'apprentissage des enfants qu'à l'âge de 13 ans révolus.

On a signalé les difficultés que rencontre, dans certains départements, la

délivrance du certificat d'aptitude physique aux enfants de 12 à 13 ans qui désirent entrer dans l'industrie. C'est un service dont l'organisation exige le concours des médecins chargés de la surveillance des enfants du premier âge, des inspecteurs des écoles ou de médecins désignés par l'Administration; comme le certificat est délivré gratuitement, le préfet doit s'assurer préalablement du consentement du médecin qu'il désigne. De leur côté, les municipalités ne suivent pas toujours les recommandations qui leur ont été adressées de faire afficher le nom et l'adresse du médecin de service dans les écoles communales et à la mairie. On s'explique, dès lors, que, sous ce rapport, l'application de la loi laisse encore à désirer. Conformément aux instructions qui leur ont été données, les inspecteurs s'efforcent de vulgariser, en ce qui les concerne, l'usage du certificat d'aptitude physique. Chaque fois que l'occasion se présente, ils remettent aux patrons des modèles de certificat et exigent que les enfants de 12 à 13 ans soient soumis à un examen médical auquel est subordonné leur séjour ultérieur à l'usine. Ils ne manquent pas de rappeler aux autorités locales qu'elles ont à intervenir pour assurer l'exécution de la loi. Des mesures ont été prises pour que ce service soit organisé d'une façon définitive.

On devra veiller, notamment, à ce que les maires fixent, à la fin de l'année scolaire, d'accord avec le médecin de service, un jour où ce dernier se tiendra à la disposition des enfants, déjà munis du certificat d'études primaires, qui seraient dans l'intention de requérir la délivrance du certificat d'aptitude physique.

CHAPITRE III. — DURÉE DU TRAVAIL.

L'article 3 de la loi, qui règle la durée du travail des différentes catégories d'ouvriers protégés, est celui qui a soulevé, aussi bien de la part des patrons que de la part des ouvriers, les réclamations les plus vives. On s'aperçut bientôt que ce système était en désaccord avec l'organisation habituelle du travail dans la plupart des manufactures. Le Gouvernement, aux prises avec les difficultés les plus graves, sous la menace de grèves et pour éviter la fermeture d'établissements industriels considérables, dut, après l'adoption par la Commission sénatoriale d'une proposition de loi fixant d'une manière uniforme à onze heures la durée du travail quotidien pour les femmes et les enfants (1^{er} rapport de M. Maxime Lecomte, déposé le 27 février 1894), prescrire au service de l'inspection, le 3 mars suivant, de tenir rigoureusement la main à ce que cette limite ne fût pas tout au moins dépassée, jusqu'au jour où le Parlement se serait définitivement prononcé sur la revision de la loi.

C'est ce *modus vivendi* que le service de l'inspection a fait observer, en 1895. Il résulte du rapport des inspecteurs qu'il a été accueilli avec la plus grande faveur. Dans un certain nombre d'industries, il peut être considéré comme à peu près établi pour toutes les catégories de travailleurs.

On peut dire que l'adoption de la journée de onze heures, pour les enfants et les femmes, serait universelle, si des industriels ne trouvaient dans la loi même, grâce aux relais et aux équipes tournantes ou de remplacement, des

facilités pour se dérober à ses prescriptions. Les moyens ingénieux employés dans certaines usines pour prolonger le travail au delà de la durée légale, ont été précédemment indiqués: il n'est pas nécessaire d'y revenir. Les rapports des inspecteurs, pour 1895, attestent une fois de plus que le service n'est pas toujours en situation, malgré toute la sagacité qu'il apporte, de déjouer les fraudes de certains industriels peu scrupuleux. En présence de ces difficultés, le service a redoublé de vigilance et de fermeté. Les contraventions relevées par des procès-verbaux, qui avaient été au nombre de 2,531 en 1894, ont atteint le chiffre de 3,877 en 1895. Le tableau ci-après en donne la répartition entre les principales industries visées dans les procès-verbaux des inspecteurs.

INDUSTRIES.	NOMBRE de CONTRA- VENTIONS.
Filatures de coton.....	716
Tissage de coton.....	199
Confection.....	669
Filatures de lin et d'étoupes.....	525
Tissages de toile.....	213
Filatures et peignages de laine.....	301
Tissage de laine.....	241
Brochage et reliure.....	178
Moulinage de la soie.....	144
Retordage de laine.....	87
Blanchisseries.....	79
Confiseries, fabriques de chocolat.....	85
Teintureries, apprêts.....	81
Tissages de soie.....	45
Tresses et lacets.....	44
Imprimeries.....	38
Fabriques de tapis.....	35
Porcelaines et faïences.....	34
Produits alimentaires.....	33

Il est vivement à désirer que ce mode d'organisation du travail, qui paralyse l'action de la surveillance, soit définitivement condamné.

CHAPITRE IV. — TRAVAIL DE NUIT ET REPOS HEBDOMADAIRE.

La loi qui interdit le travail de nuit aux enfants âgés de moins de 18 ans, aux filles mineures et aux femmes, est appliquée dans la grande industrie, soit que le travail de nuit ait disparu, soit qu'on ait substitué des ouvriers aux femmes et aux enfants dans les équipes de nuit. Les abus ne se produisent guère que dans les petits ateliers et ceux de moyenne importance.

notamment chez les modistes et les couturières. Il est, d'ailleurs, souvent impossible de les constater et de les réprimer, le travail se faisant dans un local autre que l'atelier et où l'inspecteur n'a pas libre accès. Il faudrait un personnel beaucoup plus nombreux pour saisir toutes les contraventions.

À côté du travail de nuit, il convient de signaler le travail à deux équipes, que certains industriels ont organisé, entre 4 heures du matin et 10 heures du soir, par application de la tolérance inscrite au paragraphe 2 de l'article 4 de la loi de 1892. Le nombre des usines qui ont employé ce mode de travail est descendu de 51 à 33. C'est dans la région lyonnaise, notamment à Saint-Chamond, berceau de ce système, que cette réduction s'est produite. Le nombre des établissements à double équipe y est tombé de 31 à 20. Mais il ne faudrait pas, d'après l'inspecteur divisionnaire, en conclure que ce mode d'organisation tend à disparaître. La diminution signalée serait due uniquement au ralentissement des affaires.

Par contre, ce qui est digne de remarque, c'est le développement pris par ce mode de travail dans la région du Nord, où le nombre des établissements utilisant une double équipe a été porté, en 1895, de 1 à 5, par suite de l'introduction du même procédé dans 4 filatures. Dans les Vosges, le nombre des usines fonctionnant dans les mêmes conditions s'est trouvé porté à 5 par le fait de l'adoption de la même organisation dans une filature de coton. Il est, en outre, un phénomène qu'il importe de signaler : si le nombre des usines qui bénéficient de la tolérance autorisée par l'article 4, § 2, de la loi, est descendu de 51 à 33, la pratique qui consiste à faire alterner les équipes, après quatre heures et demie de travail, pour que l'usine puisse fonctionner pendant dix-huit heures sans interruption, paraît être devenue générale, de partielle qu'elle était autrefois. Elle est aujourd'hui appliquée, non seulement à Saint-Chamond, mais dans le Nord et dans les Vosges. Les inconvénients de ce mode de travail, qui ont été précédemment démontrés, ne pourraient donc que s'aggraver si le Parlement n'y portait remède, en supprimant purement et simplement la double équipe, sauf dans les usines à feu continu.

Indépendamment du travail à double équipe, la loi de 1892 admet certaines tolérances; il importe d'examiner l'usage qui en a été fait.

Veillées. — Après avoir interdit le travail de nuit aux enfants et aux femmes, réduit la durée de la journée et établi, pour certaines catégories de travailleurs, l'obligation du repos hebdomadaire dont il sera question ci-après, la loi du 2 novembre 1892, voulant tenir compte des nécessités industrielles, a prévu un certain nombre de tolérances qui ont fait l'objet d'un règlement d'administration publique, en date du 15 juillet 1893.

L'expérience ne tarda pas à démontrer que les dispositions de ce décret ne répondaient pas, sur tous les points, aux intentions qui les avaient fait édicter et que plusieurs d'entre elles étaient absolument inutilisables pour les industriels en vue desquels elles avaient été établies. C'est ainsi que la faculté de prolonger le travail jusqu'à 11 heures du soir, à la condition que la journée ne dépassât pas douze heures, était tout à fait illusoire pour les industries qui ouvrent leurs ateliers à une heure matinale.

Le décret du 26 juillet 1895 est venu parer à cet inconvénient. En même temps qu'il retirait à certaines industries un droit dont elles ne pouvaient faire usage, il a prévu que, à certaines époques de l'année, d'ailleurs variables, elles pourraient avoir besoin de tolérances, et il les a classées au nombre des industries en faveur desquelles les restrictions relatives à la durée du travail et à l'obligation du repos hebdomadaire peuvent être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire. Le même décret a supprimé du règlement la clause d'après laquelle les industries autorisées à veiller ne pourraient jouir de cette faculté que d'une façon consécutive et pendant une période déterminée à l'avance.

Ces deux réformes donnent pleine satisfaction aux desiderata exprimés par la Commission supérieure, dans son rapport de 1894. Il convient d'ajouter que, d'après l'article 6 du décret du 26 juillet 1895, les quelques industries auxquelles le droit de veiller a été maintenu sont seulement tenues de prévenir l'inspecteur par l'envoi d'une lettre ou d'un télégramme, avant le commencement du travail exceptionnel. On est obligé de reconnaître que la difficulté du contrôle se trouvera singulièrement accrue. Il importera de tenir la main à ce que la faculté ne dégénère pas en abus. C'est là que la surveillance aura un rôle des plus efficaces à exercer.

Il est une autre amélioration due au décret du 26 juillet 1895 qui mérite d'être notée. Le décret de 1893 permettait à un grand nombre d'industries de profiter simultanément de plusieurs des tolérances autorisées par la loi. Le décret de 1895 a supprimé le cumul pour la plupart de ces industries.

Travail de nuit permanent de sept heures. — C'est l'article 2 du décret du 15 juillet 1893 qui détermine les industries qui, par dérogation à l'article 4 de la loi, peuvent occuper des filles majeures et des femmes la nuit, sans que le travail puisse dépasser sept heures par vingt-quatre heures.

La durée du travail des femmes, occupées la nuit au pliage des journaux, varie entre deux heures et cinq heures; elle n'atteint pas généralement les sept heures réglementaires. Mais il est à craindre que ces ouvrières n'aient déjà été employées, le jour, chez d'autres patrons; dans ce cas, le contrôle est bien difficile et, en cas de contravention, la responsabilité de l'inspection ne saurait être mise en jeu.

Quant aux ateliers consacrés au brochage de revues périodiques, paraissant à heure fixe, ils ont mis à profit la faculté qui leur était donnée de travailler la nuit, en constituant une équipe spéciale; les difficultés qui s'étaient produites n'ont pas tardé à disparaître.

L'application de la loi du 2 novembre 1892 aux compositrices, employées, la nuit, dans certaines imprimeries, ayant soulevé de nouvelles réclamations, l'Administration a examiné la question de savoir si les travaux de composition pourraient être rangés au nombre de ceux pour lesquels de sérieuses nécessités industrielles imposent une dérogation à la règle générale. Si la loi a permis quelques atténuations à cette règle, elle ne les a tolérées qu'en cas de nécessité absolue, et quand les conditions mêmes de l'industrie ne permettent pas de faire exécuter le travail par des hommes. Or, il est résulté de l'enquête à laquelle il a été procédé qu'aucune nécessité de ce genre ne pouvait être in-

voquée pour permettre aux compositrices le travail de nuit. Ordre a, en conséquence, été donné, en 1895, au service de l'inspection d'avoir à dresser procès-verbal contre les industriels qui ne se soumettraient pas à la loi. La question est aujourd'hui définitivement tranchée.

Travail de nuit temporaire. — L'article 3 du décret du 15 juillet 1893 octroyait l'autorisation de faire travailler temporairement le personnel protégé, la nuit, pendant une durée maximum de dix heures, à un certain nombre d'industries qui, elles aussi, ne pouvaient bénéficier de cette faculté. Il s'agit de celles qui, travaillant régulièrement pendant le jour, se trouvaient, pour mettre à profit la tolérance autorisée par la loi, dans la nécessité de constituer provisoirement une équipe volante de nuit, dont les éléments leur faisaient défaut. Le décret du 26 juillet 1895 n'a, en conséquence, maintenu l'autorisation de faire travailler temporairement, la nuit, le personnel protégé qu'aux industries dont le travail irrégulier commence à des heures variables et imprévues et qui, par suite, peuvent seules réellement user de cette faculté.

Comme, d'autre part, les nécessités de la fabrication se conciliaient difficilement avec l'obligation, qui leur était imposée, d'aviser douze heures à l'avance l'inspecteur, chaque fois qu'elles voulaient faire usage de cette tolérance, le nouveau décret leur a seulement prescrit de prévenir l'inspecteur avant le commencement du travail.

Cette modification, qui avait été indiquée comme utile par la Commission supérieure, paraît avoir donné satisfaction aux réclamations des intéressés.

Les déclarations, qui avaient été de 39 en 1894, ont atteint en 1895 le nombre de 58. Ce sont les fabriques de conserves alimentaires qui, au nombre de 50 et avec un personnel mixte comprenant 3,050 femmes ou enfants, ont presque exclusivement profité de cette tolérance, pendant une durée moyenne de 35 jours par an environ.

Usines à feu continu. — Quand les femmes majeures et les enfants du sexe masculin sont employés, la nuit, dans les usines à feu continu, leur travail, qui ne doit pas dépasser dix heures par vingt-quatre heures, est coupé par des intervalles de repos représentant une durée totale au moins égale à deux heures.

Le travail dans ces usines est, d'une manière générale, organisé de façon à ne pas dépasser dix heures de travail effectif. C'est ce que font les sucreries qui fonctionnent trois ou quatre mois de l'année sans interruption. Dans les usines métallurgiques, qui occupent un grand nombre d'enfants, de jour et de nuit, le travail n'excède pas dix heures, à cause des nombreux arrêts dans la fabrication.

La besogne réservée aux enfants est presque nulle et sujette à de fréquentes interruptions.

Le travail est fait, le plus souvent, par deux équipes qui se relèvent soit à 6 heures du matin et à 6 heures du soir, soit à midi et à minuit.

Les alternances d'équipes de jour et de nuit s'effectuent soit tous les huit jours, soit tous les quinze jours, soit tous les mois.

La nécessité de constituer des équipes spéciales, pour remplacer les enfants, après dix heures de travail et le jour de repos hebdomadaire, soulève toujours de très sérieuses difficultés. Les inspecteurs reconnaissent, comme en 1894, que les infractions qu'ils relèvent sont le plus souvent inhérentes à la nature même de l'industrie. Leurs efforts tendent à ramener les usines à feu continu à l'application régulière de la loi.

Ils ont obtenu de certains industriels qu'ils suspendent le travail un jour par semaine, afin que les alternances d'équipes puissent se faire, aussi bien pour les adultes que pour les enfants, sans excéder la durée du travail fixée par les lois de 1848 et de 1892.

C'est de ce côté que doit se porter toute leur attention.

Des maîtres de forges, qui font marcher leur usine douze jours consécutifs, suivis de deux jours de repos pour la réparation des fours, demandaient à adopter cette organisation pour les enfants; ils pensaient que deux jours de repos consécutifs par quinzaine pourraient équivaloir à un jour de repos hebdomadaire. Cette interprétation n'a pu être admise, la loi ne permettant pas de faire travailler les enfants plus de six jours par semaine.

L'Administration a dû, en outre, tenir la main à ce que, pendant la durée des deux heures de repos qui doivent couper le travail de nuit, l'enfant ne se livrât à aucun travail, celui-ci ne consistât-il que dans la simple surveillance de la marche des machines, car une surveillance, quelle qu'elle soit, ne peut être considérée comme un repos dans le sens où ce mot a été pris par la loi.

Les procès-verbaux dressés, en 1895, par les inspecteurs ont relevé la présence de 1,137 enfants ou femmes, employés, la nuit, dans des conditions irrégulières.

Voici les industries où les infractions ont été les plus nombreuses :

INDUSTRIES.	NOMBRE des PROCÈS- VERBAUX.
Confection et couture.	668
Brochage et reliure.	134
Filatures de coton.	102
Imprimeries.	74
Blanchisseries.	23
Doreurs.	23
Teintures et apprêts.	18
Faïences et porcelaines.	18
Jouets.	18

Repos hebdomadaire. — L'adoption pour le repos hebdomadaire d'un autre jour que le dimanche constitue toujours une exception. Elle se rencontre

surtout chez les blanchisseurs de la banlieue de Paris qui préfèrent choisir, comme jour de repos de leur personnel, celui où ils vont reporter le linge en ville.

Les maréchaux et les charrons, les bourreliers adoptent généralement le lundi, le dimanche étant le jour où leurs clients viennent faire réparer leurs outils et ferrer leurs chevaux.

L'amélioration déjà signalée l'année dernière est aujourd'hui partout réalisée. Toutefois, l'habitude de faire rester les apprentis le jour du repos hebdomadaire, pour ranger l'atelier, n'a pas encore complètement disparu dans la petite industrie. C'est une pratique dont l'inspection devra poursuivre l'abolition avec persévérance.

Quelques industriels ont établi un roulement pour accorder successivement un jour de repos par semaine au personnel protégé. La loi ne dit pas, en effet, que le jour du repos hebdomadaire sera le même pour tous dans un même établissement. Dans ce cas, le jour de repos individuellement assigné à chaque ouvrier doit être affiché sur le tableau des heures de travail, qui ne saurait être modifié sous peine de contravention. Il ne faut pas se dissimuler que, malgré ces précautions, la surveillance deviendra plus difficile et qu'il sera malaisé de déjouer la fraude.

Par contre, il n'est pas possible d'admettre que des industriels puissent faire reposer leur personnel, depuis le dimanche midi jusqu'au lundi midi. Deux demi-journées consécutives, qui constituent en fait vingt-quatre heures de repos continu, ne saurait équivaloir à un jour de repos dans le sens légal. Étant donné, en effet, que, aux termes de la loi, l'ouvrier doit quitter l'usine au plus tard à 9 heures du soir, le samedi, par exemple, pour n'y rentrer que le lundi au plus tôt à 5 heures du matin, la durée minimum du repos hebdomadaire, pris dans ces conditions, est non de vingt-quatre heures mais de trente-deux heures. Le Comité consultatif des arts et manufactures, qui a été saisi de la question, a exprimé l'avis qu'il y avait lieu d'interpréter la loi en ce sens que le repos prescrit par la loi doit comprendre au moins un jour plein.

Si le jour de repos hebdomadaire est, en général, observé, on ne saurait en dire autant des jours fériés. Cela tient à ce que, si l'article 7 de la loi permet à l'inspecteur divisionnaire d'autoriser exceptionnellement certaines industries à travailler le jour du repos hebdomadaire, elle ne lui a pas conféré le même pouvoir en ce qui touche les jours fériés. Les industriels comprennent difficilement cette distinction qu'ils n'hésitent pas à qualifier de subtilité, surtout quand il s'agit du lundi de Pâques et du lundi de la Pentecôte, que bien des industriels persistent à considérer comme jours ouvrables, bien qu'ils aient été déclarés jours fériés par la loi du 8 mars 1886. Si, en raison de circonstances exceptionnelles, le législateur a été conduit à autoriser les inspecteurs divisionnaires à lever temporairement l'obligation du repos hebdomadaire, il semble qu'elles auraient dû le déterminer à donner la même autorisation en ce qui concerne les jours fériés.

Les procès-verbaux dressés pour non-observation du jour de repos hebdomadaire et des jours fériés ont relevé 1,793 contraventions en 1895. Il n'y en avait eu que 515 en 1894.

Voici les industries dans lesquelles les contraventions ont été principalement relevées :

INDUSTRIES.	NOMBRE des PROCÈS- VERBAUX.
Filatures de coton.....	680
Filatures de soie	185
Modes et confection.....	168
Brochage et reliure.....	119
Blanchisseries et repassages.....	68
Aprêt et teinture.....	77
Imprimeries.....	50
Confiseries, fabriques de chocolat.....	46
Tissage de la soie.....	36
Broderie, tapisserie et passementerie.....	43
Constructions mécaniques.....	54
Cartons et papeteries.....	29
Mégisseries.....	31
Emballage.....	27

CHAPITRE V. — TOLÉRANCES ACCORDÉES PAR LES INSPECTEURS.

L'article 4, § 7, de la loi dispose que, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'interdiction du travail de nuit peut, dans n'importe quelle industrie, être temporairement levée par l'inspecteur, pour un délai déterminé.

44 établissements seulement ont demandé, en 1895, le bénéfice de cette tolérance, qui s'est appliquée à 1,903 femmes ou enfants, pendant une durée moyenne de 33 jours. C'est que l'adoption provisoire de ce mode de travail n'est pas, il faut bien le reconnaître, à la portée de tout le monde. C'est seulement lorsque dans un établissement le chômage est partiel qu'il est possible à un industriel de faire travailler, de nuit, dans une partie de son usine, le personnel qui chôme dans l'autre, le jour, par suite d'une réparation importante à faire à un moteur ou en raison de tout autre événement fortuit. Mais quand il s'agit d'un accident ayant entraîné la suspension complète du travail, il devient impossible de récupérer ainsi le temps perdu, les industriels n'ayant pas sous la main une seconde équipe pour organiser le travail de nuit. Aussi, les intéressés se bornent-ils, en pareil cas, à demander à l'inspecteur la seule autorisation qui pourrait leur permettre d'expédier les commandes en souffrance, tout en donnant aux ouvriers la faculté de regagner le salaire dont le paiement a été suspendu par le chômage, à savoir l'autorisation de faire travailler les femmes et les enfants douze heures pendant une période déterminée. Des demandes nombreuses faites en ce sens, en 1895, n'ont pu être accueillies, en présence des termes formels de la loi.

Nous avons parlé d'un certain nombre d'industries, en faveur desquelles

l'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire, pour les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge. Ces industries avaient été désignées par le décret du 15 juillet 1893. La nomenclature en a été modifiée, comme il a été dit plus haut, par un décret du 26 juillet 1895, rendu sur l'avis conforme de la Commission supérieure du travail.

C'est surtout dans la première circonscription que ces modifications ont été appréciées. Il résulte du rapport de l'inspecteur divisionnaire que c'est à Paris qu'elles ont été accueillies avec la plus grande faveur par les industries dites « de saison ». Dans les autres circonscriptions, le décret du 26 juillet 1895 n'était pas encore suffisamment connu, au 31 décembre dernier, pour qu'on ait pu se rendre compte de ses résultats. Toutefois, on peut dire, dès à présent, que, en général, il paraît avoir été goûté aussi bien des patrons que des ouvrières. Les premiers sont satisfaits qu'on leur laisse le choix des jours pendant lesquels ils peuvent prolonger la durée du travail, les secondes, qu'on ne puisse les retenir impunément à l'atelier après 9 heures du soir. Quelques procès-verbaux ont inspiré une crainte salutaire. Ces tolérances, qui avaient été octroyées, en 1894, au nombre de 521, ont atteint, en 1895, le chiffre de 1,450. Nous avons expliqué plus haut que ces tolérances avaient remplacé, pour un grand nombre d'industries, les autorisations de veiller. Leur durée n'a, d'ailleurs, pas dépassé douze heures et n'a pas été étendue au travail de nuit.

Le tableau ci-après indique les industries où les autorisations données par le service de l'inspection ont été le plus fréquentes.

INDUSTRIES.	NOMBRE des AUTORISATIONS.
Confection, couture et lingerie pour femmes.....	616
Imprimeries typographiques.....	142
Blanchisseries de linge fin.....	126
Confection et fourrures.....	52
Tissage des étoffes de nouveauté destinées à l'habillement.....	47
Teinture, apprêt, blanchiment, impression, gaufrage et moirage des étoffes.....	45
Briqueteries en plein air.....	39

Il est bien entendu que ces tolérances ne doivent être accordées par les inspecteurs divisionnaires que lorsque les résultats de leur enquête leur ont démontré qu'elles ne pourraient être refusées sans inconvénient. Leur devoir strict est aussi de tenir énergiquement la main à ce que des autorisations successives ne fassent pas d'une dérogation momentanée aux prescriptions de la loi une permission continue de s'y soustraire.

CHAPITRE VI. — LIVRETS. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

Livrets. — On constate une grande amélioration dans l'observation de l'article 10 de la loi, qui fait une obligation aux maires de délivrer un livret aux enfants des deux sexes âgés de moins de 18 ans, qui veulent entrer dans l'industrie. Le pourcentage des enfants dont la situation est régulière a partout augmenté. Les efforts constants de l'Administration tendent, d'ailleurs, à obtenir que toutes les municipalités soit approvisionnées de livrets dans la mesure de leurs besoins.

La délivrance du livret, qui doit avoir lieu gratuitement, est, en effet, une des formalités essentielles de la réglementation nouvelle, puisque les industriels ne manqueraient pas de se prévaloir de l'absence de livrets dans une commune pour s'excuser d'avoir admis dans leurs ateliers des enfants au-dessous de l'âge réglementaire. Aussi, les préfetures ont-elles été itérativement invitées à prendre des mesures pour vaincre la négligence et l'inertie des municipalités. Mais chaque fois que l'exécution de la loi dépend de l'activité ou du bon vouloir des autorités municipales, il ne faut pas s'étonner de constater quelques défaillances. C'est avec raison que l'inspecteur divisionnaire de la 3^e circonscription fait l'éloge de la mairie de Pontallier-sur-Saône (Côte-d'Or), qui lui a prêté un concours empressé. Le secrétaire a fait prévenir tous les chefs d'atelier qui occupaient des enfants ou des femmes et les a invités à se présenter à la mairie. Là, on leur a remis un exemplaire de la loi du 2 novembre 1892, acheté par la commune, et on a donné un livret à chaque enfant, de sorte que, lorsque l'inspecteur est venu visiter les ateliers, les patrons étaient en règle. Si cet exemple était suivi partout, la loi de 1892 ne tarderait pas à être, sur ce point, appliquée avec régularité.

Registres. — *Affichage.* — Aux termes de l'article 11, les chefs d'industrie sont tenus d'inscrire les enfants de moins de 18 ans qu'ils emploient sur un registre spécial, avec toutes les indications qui figurent sur les livrets. Ils doivent, en outre, afficher le texte de la loi et des règlements d'administration publique rendus pour son exécution, les heures de repos et le jour du repos hebdomadaire.

L'accomplissement de ces formalités n'a pas soulevé de difficultés. Peut-être un jugement du tribunal correctionnel de Châlons-sur-Marne, du 15 décembre 1894, qui a considéré comme un délit le refus d'un industriel de recevoir le registre des mises en demeure prescrit par la loi du 12 juin 1893, n'a-t-il pas été sans exercer, par répercussion, une heureuse influence sur l'application de la loi du 2 novembre 1892.

Dans certaines circonscriptions, l'inspection a constaté l'existence du registre réglementaire dans une proportion qui s'est élevée, de 1892 à 1895, de 40 p. 100 à 80 p. 100. S'il n'est pas partout le même, le progrès a été partout très sensible. On ne rencontre plus la négligence persistante d'autrefois dans certains petits ateliers, les intéressés sachant que le service n'admet plus que des patrons prévenus ne soient pas en règle avec la loi.

Quant à l'envoi, qui doit être fait à l'inspecteur, d'un duplicata du tableau des heures de travail, il s'effectue régulièrement dans certaines circonscriptions; il laisse à désirer dans d'autres, où des procès verbaux de contraven-

tion ont dû être dressés. Le service de l'inspection éprouve toujours les mêmes difficultés pour obtenir des petits industriels qu'ils se conforment, à cet égard, aux instructions qui leur sont données. Il importe que la vigilance de l'inspection soit, de ce côté, toujours en éveil. La loi ne peut être appliquée qu'à la condition que les heures de repos soient affichées, ainsi que celles de l'entrée et de la sortie des ateliers.

CHAPITRE VII. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — Les règles spéciales relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs protégés sont inscrites dans les articles 12 à 14 de la loi du 2 novembre 1892, ainsi que dans le décret du 13 mai 1893. Ces règlements ont été généralisés depuis par la loi du 12 juin 1893 et le règlement d'administration publique du 10 mars 1894. Mais l'application de la loi de 1893 ne rentre pas dans le cadre de ce rapport.

Il résulte des informations des inspecteurs qu'ils tiennent sévèrement la main à ce que, conformément au décret du 13 mai 1893, le personnel protégé ne soit pas employé aux travaux présentant des causes de danger ou excédant les forces, ou dangereux pour la moralité. Ils veillent également à ce que les enfants, les filles mineures et les femmes ne puissent être employés, que sous les conditions déterminées par les règlements, dans les établissements insalubres ou dangereux, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé.

En ce qui touche l'article 14 de la loi de 1892, qui indique les mesures à prendre en vue d'assurer l'hygiène et la sécurité des personnes protégées (ventilation, éclairage, protection des roues, courroies et engrenages, clôture des puits et ouvertures), la question s'est posée de savoir si cette partie de la loi du 2 novembre 1892 n'avait pas été abrogée par celle du 12 juin 1893. Certains tribunaux se sont prononcés dans le sens de l'affirmative, et, comme la loi de 1893 exige, par son article 6, que les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettent les chefs d'industrie en demeure d'avoir à se conformer aux prescriptions réglementaires qu'elle édicte, ils ont acquitté les contrevenants à la loi de 1892, à qui des mises en demeure n'avaient pas été préalablement signifiées dans les conditions prescrites par la loi de 1893, au moyen d'une inscription sur le registre d'usine. Dans la pensée des juges, les articles 12, 13 et 14 de loi de 1892 n'auraient constitué qu'un jalon, une pierre d'attente, jusqu'à la promulgation de la loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

D'autres tribunaux ont adopté une jurisprudence contraire. Si les lois de 1892 et de 1893 ont des points de contact, elles sont, en effet, absolument indépendantes l'une de l'autre; si elles renferment des dispositions similaires, elles en ont de dissemblables; elles ont chacune une sphère d'action qui leur est propre et qui est déterminée par des règlements distincts, et on ne voit nulle part que le législateur ait voulu annuler la première par la seconde. C'est dans ce dernier sens qu'il a été statué par la Cour de cassation, dans un arrêt du 28 mars 1896. La Cour suprême a décidé que, « en attribuant à la disposition de la loi de 1893, qui accordent aux chefs d'industrie le bénéfice d'une mise en demeure préalable à toute poursuite, une portée géné-

rable, et en l'étendant des contraventions aux règlements d'administration publique, rendus en exécution de cette loi, aux prescriptions similaires de la loi de 1892. Le jugement attaqué a tout à la fois faussement appliqué et violé tant la seconde que la première de ces deux lois ». Ajoutons que c'est bien en ce sens que paraît devoir se fixer la jurisprudence de la Cour de cassation, car, par un second arrêt, en date du 12 juin 1896, fortement motivé, elle a décidé que ni la loi de 1892, ni le décret-règlement du 13 mai 1893, rendu en vue de son exécution, n'ont été abrogés par la loi de 1893 et par le décret du 10 mars 1894, et que ces deux législations conservent leur autorité et puisent en elles-mêmes leur force exécutoire.

Le nombre des procès-verbaux que l'inspection a dû dresser, en 1895, tant pour contraventions aux règles d'hygiène et de sécurité prescrites par la loi de 1892 que pour infractions à la loi de 1893 et au décret du 10 mars 1894, s'est élevé à 804. Il avait été de 398, en 1894. Il y a une augmentation de procès-verbaux qui dénote l'activité avec laquelle l'action de l'inspection s'est exercée.

Les infractions relatives à la loi de 1892 se répartissent comme suit :

NATURE DES CONTRAVENTIONS.	NOMBRE des CONTRA- VENTIONS.
Travaux dangereux.....	1
Visite de machines pendant la marche.....	47
Machines non protégées (art. 14 de la loi de 1892).....	336
Machines à pédales.....	2
Emploi d'enfants aux scies.....	4
Lames tranchantes.....	3
Emploi des enfants sur des échafaudages volants.....	1
Surcharges.....	49
Travail aux machines à coudre avant 16 ans.....	1
Travaux contraires aux bonnes mœurs.....	1
Travail interdit aux enfants au-dessous de 18 ans.....	4
Conditions imposées pour certains travaux.....	5
Emploi des femmes, filles et enfants dans les établissements insalubres.....	1

Bonnes mœurs. — L'inspection n'a eu à intervenir qu'à de très rares intervalles, pour assurer l'exécution de l'article 16 de la loi de 1892, qui porte que les chefs d'industrie doivent veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique dans leurs ateliers. Il a été relevé en tout 17 contraventions. Dans un moulinage de soie, l'inspecteur a dû exiger le renvoi d'un contremaître. Deux procès-verbaux donnant lieu à des poursuites ont été dressés dans une manufactures de lacets.

Un seul procès-verbal a été dressé pour contravention à l'article 13 du décret du 13 mai 1893, qui interdit d'employer des enfants, des filles mineures ou des femmes à des ouvrages de nature à blesser leur moralité.

CHAPITRE VIII. — ACCIDENTS.

Aux termes de l'article 15, tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers doit être l'objet d'une déclaration faite au maire de la commune par le chef de l'entreprise. Avis de l'accident doit être immédiatement donné par le maire à l'inspecteur du travail.

De sérieux progrès ont été réalisés, en 1895, dans l'application de cette disposition. Le nombre des déclarations d'accidents, qui avait été de 3,655 en 1893, et de 14,954 en 1894, a atteint en 1895 le chiffre de 20,390, soit une augmentation de plus de 36 p. 100 sur le dernier exercice. D'après ces déclarations, le nombre des personnes atteintes par lesdits accidents, qui avaient été de 15,083 en 1894, s'est élevé à 20,504 en 1895. Cette augmentation ne s'est pas produite uniformément dans toutes les régions. Quelques inspecteurs, et notamment M. Laporte, font remarquer qu'il ne faudrait pas conclure de l'augmentation des déclarations que le nombre des accidents s'est accru depuis un an. Tout tend à démontrer, au contraire, que les accidents industriels diminuent dans une certaine mesure, grâce aux dispositions préventives adoptées à l'instigation de l'inspection. C'est seulement la déclaration qui est faite plus régulièrement par les industriels. Quoi qu'il en soit, il faut bien reconnaître que, malgré la publicité donnée à la loi, les prescriptions relatives aux déclarations d'accidents ne sont pas encore appliquées comme elles devraient l'être. Cela tient à plusieurs causes : les petits industriels surtout semblent ignorer la loi ; d'un autre côté, certaines mairies négligent de donner immédiatement avis au service de l'inspection des déclarations qu'elles reçoivent ; dans quelques régions, les industriels croient être en règle quand ils ont fait une déclaration à la police ou à la gendarmerie ; dans d'autres, ils se dispensent de faire la déclaration d'accident sous prétexte que leur personnel est assuré. Des instructions pressantes ont été adressées aux préfets pour qu'ils portent, de nouveau, à la connaissance des municipalités les dispositions réglementaires sur la matière, en leur demandant d'y donner la plus grande publicité. L'autorité supérieure leur a recommandé de veiller à ce que toutes les communes soient munies de formules de procès-verbaux et de faire le nécessaire pour qu'elles en soient approvisionnées.

CHAPITRE IX. — ÉTABLISSEMENTS SPÉCIAUX.

Établissements de bienfaisance. — Le contrôle des établissements de bienfaisance ne rencontre pas en général de difficulté. Celles qui se sont produites ne constituent que de rares exceptions. Les inspecteurs constatent chez les intéressés un grand empressement à se mettre en règle avec la loi. Une simple observation du service suffit, le cas échéant, à provoquer la régularisation de la situation. Les infractions les plus fréquentes sont celles qui résultent du défaut d'affichage du tableau indiquant les conditions du travail et l'emploi de la journée ou qui proviennent de l'envoi irrégulier de l'état du personnel.

C'est seulement dans quelques colonies pénitentiaires que le service de l'inspection a été tenu en échec. Ajoutons que la directrice d'un hospice a dû être poursuivie pour contravention à la loi, dans un ouvrage.

Comme il s'agit d'établissements soumis à la haute surveillance du Ministre de l'intérieur, il est permis d'espérer qu'on arrivera prochainement à l'application de la loi, qui soumet expressément à l'inspection les établissements laïques ou religieux, lorsqu'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

D'après les renseignements donnés par les inspecteurs, il y aurait, en France 1,496 établissements de bienfaisance; le tableau ci-après indique les départements où ils sont les plus nombreux.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'ÉTA- BLISSEMENTS de bienfaisance.
Seine.....	122
Seine-et-Oise.....	49
Meurthe-et-Moselle.....	42
Nord.....	84
Côtes-du-Nord.....	33
Finistère.....	31
Ile-et-Vilaine.....	27
Loire-Inférieure.....	33
Gironde.....	50
Tarn.....	27
Bouches-du-Rhône.....	34
Rhône.....	45

Sur ces 1,487 établissements, 1,105 ont été visités par les inspecteurs, en 1895. Ils y ont rencontré 1,053 garçons et 13,174 filles au-dessous de 13 ans, sur lesquels 78 garçons et 524 filles étaient munis du certificat d'études primaires; 1,201 garçons et 13,271 filles de 13 à 16 ans; 656 garçons et 8,033 filles de 16 à 18 ans; 6,863 filles mineures et 5,593 filles majeures et femmes, soit ensemble 49,844 personnes.

Théâtres et cafés-concerts. — Les inspecteurs étant chargés d'assurer, d'une manière générale, l'exécution de la loi de 1892, sont tenus par là même de veiller à l'application de l'article 8, qui permet d'employer, exceptionnellement et seulement avec l'autorisation de l'Administration, des enfants âgés de moins de 13 ans, dans les théâtres ou cafés-concerts sédentaires, pour la représentation de pièces déterminées. M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts a, par une circulaire du 26 janvier 1895, donné des instructions aux préfets pour que les commissaires de police dressent procès-verbal contre tout emploi d'enfants qui n'aurait pas été autorisé. L'article 17 de la loi charge, en outre, les inspecteurs, concurremment avec les commissaires de police, de l'exécution de la loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes.

Bien que le service de l'inspection se trouve déjà très chargé par la surveillance des établissements industriels soumis à son contrôle, il n'a pas né-

gligé cette partie de sa tâche, tout en usant avec une extrême réserve du droit qui lui assure l'accès des théâtres. Les inspecteurs se sont surtout préoccupés de faire observer les dispositions de la loi du 12 juin 1893, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, dont ils ont également pour mission d'assurer l'exécution dans ces établissements.

Ils se sont vus dans l'obligation de dresser quelques procès-verbaux de contraventions contre des directeurs de théâtre qui mettaient obstacle à l'accomplissement de leurs fonctions, en leur refusant l'entrée de l'établissement. Mais, d'une manière générale, l'application des dispositions de la loi ne soulève pas de difficultés. Quelques inspecteurs critiquent seulement la facilité avec laquelle les autorisations sont données. Elles constitueraient parfois, non une exception suivant le vœu de la loi, mais la règle pour certains enfants qui figurent, en fait, presque toute l'année, sur la même scène ou sur des scènes différentes. Ils regrettent aussi que, dans des cafés-concerts, des enfants âgés quelquefois de 4 ou 5 ans paraissent dans un répertoire à l'interprétation duquel il serait tout au moins contraire à l'article 16 de la loi et au décret du 13 mai 1893 de les faire participer. Il suffira de signaler les faits pour qu'ils ne se produisent pas à l'avenir, car il importe que les enfants restent dans les milieux qui conviennent à leur âge et à leur santé. A la suite de scandales qui lui ont été signalés, M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts a décidé de ne plus autoriser les enfants à interpréter, à Paris, la chansonnette de café-concert. L'obligation imposée aux directeurs de province de demander l'autorisation préalable permettra à l'autorité préfectorale de tenir la main à ce que les lois de la morale et de l'humanité soient respectées. Nous sommes certains qu'elle ne faillira pas à sa tâche.

Mines et carrières. — Les mines et carrières dont la surveillance est confiée aux corps des mines font l'objet d'un compte rendu spécial annexé au présent rapport. (*Voir page 281*).

CHAPITRE X. — INSPECTION.

Le service de l'inspection a régulièrement fonctionné pendant l'année 1895. Les inspecteurs ont exercé leurs délicates fonctions avec zèle et intelligence. Ils ont entretenu les meilleurs rapports avec les autorités administratives et judiciaires. Ceux qu'ils ont eus avec les industriels ont été, en général, empreints de la plus grande courtoisie. Ils sont bien accueillis par ceux-là mêmes auxquels ils ont pour devoir de rappeler les obligations qui leur sont imposées par la loi. Il est rare de rencontrer des difficultés. A mesure que l'inspection s'exerce davantage, elle semble mieux appréciée et, comme conséquence, elle obtient plus aisément l'exécution des prescriptions qu'elle réclame.

Les ouvriers ont aussi plus de confiance dans les inspecteurs et s'adressent plus volontiers à eux, reconnaissant l'utilité de la mission protectrice qui leur est confiée; le meilleur accueil leur est d'ailleurs réservé, quand ils viennent demander des renseignements au service de l'inspection.

En 1894, le nombre des visites avait été de 128,800, dont 1,631 visites de nuit. En 1895, le nombre des visites a été de 133,734, dont 2,369 visites

de nuit, soit une augmentation totale de près de 5,000 visites. Cette augmentation pourrait être beaucoup plus sensible, si les inspecteurs n'avaient pour devoir de se consacrer tout particulièrement à la visite des usines et manufactures qui comptent un grand nombre de travailleurs. Le temps qu'ils passeraient à contrôler de petits ateliers, qui souvent ne comptent qu'un ouvrier, serait employé au détriment des intérêts des grandes agglomérations ouvrières qui ont particulièrement droit à leur sollicitude. Il ne faut pas, d'ailleurs, perdre de vue que, avec les déclarations d'accidents, les enquêtes dont le soin incombe au service se sont singulièrement multipliées; elles entraînent l'accomplissement de formalités qui absorbent beaucoup de temps, quand l'inspecteur doit se rendre sur les lieux, au domicile de la victime ou à l'hôpital, et entendre les témoignages. Une enquête de cette nature exige quelquefois plusieurs jours.

Si on se rappelle que les moyens d'action des inspecteurs se trouvent naturellement proportionnés à l'importance des indemnités qui leur sont allouées pour frais de tournées, indemnités qu'il est difficile d'augmenter dans la situation budgétaire actuelle, on est obligé de reconnaître que le service de l'inspection, pris dans son ensemble, a fait, en 1895, le plus grand nombre de visites possible.

Il importe d'autant plus de le constater que, indépendamment des difficultés d'ordre économique, inhérentes à la loi elle-même, que l'inspection rencontre sur son chemin, il en existe d'autres qui viennent souvent entraver son action. Il arrive parfois que, malgré les précautions prises par l'inspecteur pour ne pas ébruiter sa venue dans un centre manufacturier, des industriels désireux de se dérober aux rigueurs de la loi sont prévenus de sa visite. Tantôt ce sont les hôteliers ou les employés des gares de chemins de fer qui les signalent, en toute hâte, aux fabricants du pays; tantôt ce sont des sonneries spéciales qui annoncent dans les ateliers que l'inspecteur vient de pénétrer dans la maison. Ailleurs, il a fallu constater qu'il était inutile de continuer l'inspection dans une région, après une première visite, les patrons s'avertissant mutuellement, par exprès ou par téléphone, de la présence de l'inspecteur. Hâtons-nous d'ajouter que ces moyens de déjouer la surveillance sont heureusement exceptionnels et que l'immense majorité des industriels, loin d'apporter une entrave à l'action de nos agents, cherchent, au contraire, à faciliter leur tâche.

Il y a une autre mission que la loi du 2 novembre 1892 avait confiée aux inspecteurs : c'était d'établir la statistique des conditions du travail industriel dans la région qu'ils sont chargés de surveiller.

Le service de l'inspection a fait remarquer que, s'il doit se borner à réunir et coordonner, pour une industrie déterminée, les renseignements divers que l'application des lois sur le travail lui fournit chaque jour, rien n'est plus simple. Mais l'inspecteur divisionnaire de la 1^{re} circonscription estime que, si les inspecteurs doivent s'enquérir de tout ce qui se rattache à la condition des ouvriers, à leurs rapports avec les patrons, aux salaires, en un mot à la question sociale, le mieux serait d'y renoncer, car jamais, en ces matières, l'inspection ne sera en situation de faire aussi bien que l'Office du travail, qui a été précisément constitué pour procéder aux enquêtes de ce genre.

Comme on l'a dit au Congrès de Milan : « Ce service, spécialement outillé en vue de ces travaux statistiques qui sont sa préoccupation exclusive, répondra certainement mieux aux intentions du législateur que n'auraient pu le faire les inspecteurs du travail, sans négliger plus ou moins la partie capitale et réelle de leur fonction, qui est de faire respecter les lois réglementant le travail. Sans doute, ces derniers pourront, dans certains cas, et sur les questions se rattachant directement à leur fonction, recueillir et fournir d'utiles renseignements; mais, pour que chaque service reste dans la sphère de ses attributions, l'ensemble des travaux statistiques doit rester confié à l'Office du travail.

« A un autre point de vue également, il paraît préférable de ne pas trop pousser les inspecteurs dans la voie des enquêtes sur les conditions de l'industrie et du travail. Il est difficile, pour ne pas dire impossible, de traiter la plupart des questions qui se rattachent à cet ordre d'idées sans faire entrer en ligne de compte les salaires, le prix de revient du produit fabriqué. Or, tous ceux qui se sont occupés d'études de cette nature, qui ont cherché à recueillir des documents précis, savent combien les moindres questions portant sur ces divers points sont de nature à mettre immédiatement les chefs d'industrie en défiance contre celui qui les pose. C'est pour ce motif qu'une disposition, imposant aux industriels l'obligation de fournir aux inspecteurs un état du personnel et des salaires moyens gagnés par catégories d'ouvriers employés, après avoir été proposée lors de la discussion de la loi de 1892, a été rejetée par le Parlement. »

Nous ne pouvons que partager cette manière de voir. Nous estimons que la fonction de l'inspection est assez importante et assez multiple pour qu'elle ne soit pas encore compliquée par une tâche qu'elle ne pourrait mener à bonne fin, en admettant qu'elle en eût le moyen, sans négliger celle qui est la raison d'être de son existence, l'application régulière des lois concernant le travail, l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels. La statistique des conditions économiques du travail en France ne saurait être poursuivie par deux services distincts sous peine d'arriver, suivant les appréciations, à des données parfois contradictoires.

CHAPITRE XI. — COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. — COMITÉS DE PATRONAGE.

Il n'y a que 6 départements dans lequel ces commissions ont été convoquées, en 1895.

Ces commissions sont celles de l'Aube, des Bouches-du-Rhône, de la Charente, d'Indre-et-Loire, du Nord et des Basses-Pyrénées.

Ces convocations n'avaient le plus souvent pour objet que de constituer les commissions départementales.

C'est dire que jusqu'ici le rôle de ces commissions a été assez effacé.

Cependant l'Administration n'a pas manqué de signaler aux préfets la nécessité qui s'impose d'appeler dans les commissions, si on veut qu'elles remplissent le but de leur institution, des hommes ayant acquis une compétence éprouvée par la pratique des choses industrielles et l'étude des questions concernant le travail.

Quant aux comités de patronage, qui doivent être institués dans chaque

département, en vue de la protection des enfants employés dans l'industrie et du développement de leur instruction professionnelle, ils ne paraissent pas, malgré la diligence faite par certains préfets pour les organiser, avoir exercé jusqu'ici une action bien féconde.

Là encore, l'Administration aurait manqué à son rôle si elle n'avait pas engagé les préfets à insister auprès des conseils généraux pour qu'ils prennent une initiative qui ne manquerait pas de susciter des bonnes volontés et des dévouements auxquels on n'a jamais fait appel en vain.

CHAPITRE XII. — PÉNALITÉS.

Le nombre des procès-verbaux dressés par les inspecteurs qui avait été, en 1894, pour l'ensemble des lois réglementant le travail, de 704, s'est élevé, pour 1895, à 1,332. Soit une augmentation de 87 p. 100.

Ces chiffres démontrent avec quelle fermeté le service de l'inspection a rempli son devoir, quand ses avertissements et ses conseils n'avaient pas été entendus. Ces mesures répressives étaient nécessaires pour vaincre des résistances qui, si elles n'avaient été réprimées, auraient enlevé aux inspecteurs l'autorité dont ils ont besoin.

Voici les industries dans lesquelles les procès-verbaux ont été les plus nombreux :

INDUSTRIES.	NOMBRE de PROCÈS- VERBAUX.
Entrepreneurs de bâtiments.....	70
Entrepreneurs de maçonnerie.....	62
Filatures de coton.....	62
Imprimeries lithographiques.....	56
Modes, confection, couture.....	142
Serruriers, constructions mécaniques.....	103
Tissage et moulinage de la soie.....	45

Sur ces 1,332 procès-verbaux, 1,102 ont été suivis de condamnations, 18 ont abouti à un acquittement, 138 ont été classés par les parquets, et enfin 74 étaient encore en instance au 31 décembre 1895.

Le total des amendes prononcées, qui avait été de 23,366 francs en 1894, a atteint en 1895 le chiffre de 41,456 fr. 25, soit une augmentation de 77 p. 100.

En résumé, il résulte de l'exposé qui précède que, malgré les difficultés d'application, des progrès incontestables ont été réalisés dans l'exécution de la loi du 2 novembre 1892.

Les abus qui résultaient autrefois de la prolongation illimitée de la durée du travail et de l'emploi des femmes, la nuit, dans les établissements industriels tendent de plus en plus à disparaître. Ce but a été atteint grâce à la vigilance d'un corps d'inspecteurs recruté aujourd'hui par la voie du con-

cours, dans tous les rangs de la société, et qui possède les connaissances techniques et la valeur professionnelle nécessaires pour l'accomplissement de sa mission. Enfin, tout le monde est d'accord pour reconnaître que de très grandes améliorations ont été réalisées, au point de vue de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, dans les usines et les ateliers. Ces résultats permettent de bien augurer de l'avenir.

Lorsque le Parlement aura introduit dans la loi les modifications dont la pratique a révélé la nécessité, la nouvelle réglementation, acceptée de tous dans le monde du travail, entrera définitivement dans les habitudes du pays. Il est vivement à désirer que ces réformes reçoivent à brève échéance la sanction législative.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre profond respect.

Paris, le 18 novembre 1896.

Au nom de la Commission supérieure :

Le Président,

RICHARD WADDINGTON.

Le Rapporteur,

GEORGES BRETON.

Année 1896.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels, fait au président de la Commission supérieure instituée pour veiller à son application un devoir d'adresser au Président de la République un rapport annuel sur les résultats de l'Inspection et les faits relatifs à l'exécution de la loi.

C'est à ce devoir que nous nous conformons, en vous rendant compte des mesures prises, en 1896, pour assurer le respect de la volonté du législateur.

Aucune modification n'a été apportée à la réglementation du travail. Les difficultés d'application que nous avons signalées dans les précédents rapports n'ont pas disparu. Nous avons exprimé le vœu que des dispositions nouvelles vinssent remplacer à brève échéance quelques-unes des prescriptions de la loi de 1892, dont on n'aurait pu imposer une observation intégrale sans ouvrir une crise industrielle. Nous regrettons que le Parlement

n'ait pas achevé la discussion du projet de réforme qui lui a été soumis et qui, en unifiant notamment, la durée du travail quotidien pour tout le personnel protégé, aurait permis de faire pénétrer partout les bienfaits de la réglementation nouvelle et mis l'Inspection à même d'exiger que la loi fût universellement observée. Mais, si le projet n'a pas encore reçu la sanction législative, ce serait une erreur de croire que le service de l'Inspection n'a pas obtenu des résultats satisfaisants. Les obstacles n'ont pas découragé ses efforts. Son action ne s'est pas ralentie un seul instant. Il a accompli avec persévérance la mission qui lui est confiée de vulgariser la loi, d'en faire apprécier les avantages et d'en assurer l'exécution. Grâce à sa fermeté, grâce aussi à la bonne volonté de la très grande majorité des intéressés, la plupart des prescriptions de la loi sont aujourd'hui entrées dans les mœurs industrielles.

Nous nous attacherons, dans le présent rapport, à rapprocher de chacune des règles inscrites dans la loi les faits qui sont comme la mesure de son application.

Limitation de l'âge d'admission des enfants dans les ateliers, réduction de la durée du travail, interdiction du travail de nuit, obligation du repos hebdomadaire, prohibition des travaux dangereux et insalubres, déclaration des accidents, tels sont les points principaux que nous passerons successivement en revue.

CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS.

Statistique des établissements à surveiller et du personnel occupé. — La loi a pris soin de spécifier quels établissements seraient tenus d'observer les obligations qu'elle impose. Il est donc nécessaire d'indiquer le nombre de ces établissements et l'importance du personnel qui y est occupé. Bien que les renseignements fournis par les inspecteurs ne soient qu'approximatifs, car l'extrême mobilité des petits ateliers ne permet guère de donner des statistiques mathématiquement exactes, c'est là un élément d'appréciation qui doit être fourni chaque année et qui deviendra, nous l'espérons, un terme de comparaison de plus en plus sûr.

Dans un tableau, annexé au présent rapport, ces établissements sont répartis, par département, suivant les lois qui leur sont applicables (lois de 1848, de 1882 et de 1893), et dans un autre tableau, suivant qu'ils emploient un personnel mixte, c'est-à-dire composé d'enfants, de femmes et d'hommes, ou d'adultes hommes seulement.

Le nombre des établissements industriels, dont l'Inspection constate chaque année l'existence va en progressant, à mesure que les moyens d'information se précisent et se multiplient. Mais cette statistique est loin d'être définitive, car ce n'est que par des investigations personnelles que l'Inspection peut découvrir les ateliers soumis à sa surveillance. Ses recherches seraient simplifiées si les municipalités, écoutant les recommandations itératives qui leur ont été adressées, envoyaient aux inspecteurs la nomenclature des établissements qui, dans chaque commune, sont placés sous leur contrôle. Le service de l'Inspection n'aurait en sa possession des éléments complets à cet égard que s'il avait la faculté de compulser les états matrices des

rôles de la contribution des patentes, afin d'y relever les noms et les domiciles des industriels dont l'existence ne lui aurait pas encore été signalée. Il serait à désirer que le Département du commerce et de l'industrie se concertât avec le Ministère des finances pour que ces documents puissent être communiqués aux inspecteurs. Ceux-ci pourraient, d'ailleurs, consulter dès à présent, sans difficulté, les listes électorales des tribunaux de commerce où ils trouveraient d'utiles indications.

Quoi qu'il en soit le nombre des établissements industriels soumis à la surveillance des inspecteurs a été de 296,797 en 1896, alors qu'il n'était que de 286,763, en 1895, soit une augmentation de 10,034.

Le personnel employé dans ces établissements s'élèverait à 2,673,314 ouvriers ainsi répartis :

DÉSIGNATION.	NOMBRE D'OUVRIERS.	P. 100.
Enfants au-dessous de 18 ans..... { Garçons.....	229,092	8.5

Parmi les 296,797 établissements susdésignés, 157,335 occupent un personnel mixte et 139,462 un personnel adulte hommes.

Sur ces 296,797 usines ou ateliers, les inspecteurs en ont visité 117,539, soit 39.60 p. 100 et 8,053 de plus qu'en 1895. Le nombre des ouvriers qui y étaient occupés s'élevait à 1,741,443. Ces chiffres représentent 65.14 p. 100 du total des ouvriers employés dans les établissements soumis aux lois sur le travail et, en moyenne, près de 15 ouvriers par atelier.

Nous remarquons dans les précédents rapports que ce sont les grands établissements industriels qui font surtout l'objet de la préoccupation des inspecteurs du travail, précisément en raison du nombreux personnel qu'ils occupent et des multiples prescriptions sur l'hygiène et la sécurité à l'observation desquelles il y a lieu de veiller. Les chiffres ci-dessus prouvent que c'est de ce côté que se porte toujours, avec juste raison, la surveillance, car l'inspection d'une usine importante et les poursuites qui peuvent en être la conséquence ont plus de retentissement et, par suite, plus d'efficacité dans une région que la visite d'un petit atelier occupant un ou deux ouvriers quelquefois d'une façon intermittente. Mais la loi doit être appliquée partout, et il importe que tous les établissements soumis à la réglementation du travail soient successivement visités. L'insuffisance du personnel de l'Inspection n'a pas encore permis d'atteindre ce résultat.

Le tableau ci-après donne la répartition des ouvriers de tous âges dont le service a constaté la présence :

DÉSIGNATION.	GARÇONS.	FILLES.	NOMBRE	
			DE GARÇONS et de filles.	D'OUVRIERS et ouvrières.
Enfants. {	de 12 à 13 ans munis du certificat	969	807	1,776
	de 13 à 16 ans.....	80,392	78,801	159,193
	de 16 à 18 ans.....	62,164	63,003	125,167
TOTAL	143,525	142,611	286,136	286,136
Filles mineures de 18 à 21 ans.....				98,546
Filles et femmes majeures.....				347,896
Ouvriers adultes hommes.....				1,008,865
TOTAL				1,741,443

D'après ce tableau, les enfants des deux sexes au-dessous de 18 ans représentent 16.43 p. 100 du personnel inspecté; le personnel féminin de tout âge, 33.82 p. 100.

Ces proportions varient sensiblement dans les diverses régions suivant la nature des industries qui y dominent.

Les départements où la proportionnalité des enfants au-dessous de 18 ans est la plus forte sont les suivants :

DÉPARTEMENTS.	PROPORTION DES ENFANTS au-dessous de 18 ans.
	p. 100.
Haute-Loire	34.6
Ardèche.....	28.7
Pyrénées-Orientales.....	27.3
Drôme.....	23.5
Vienne.....	23.3
Charente-Inférieure.....	23.1
Côtes-du-Nord.....	22.7
Loir-et-Cher.....	22.2
Tarn-et-Garonne.....	21.5
Ille-et-Vilaine.....	21.2
Cher.....	20.8
Indre-et-Loire.....	20.8
Corrèze.....	20.7
Territoire de Belfort.....	20.7
Oise.....	20.4
Hautes-Alpes.....	20.3
Haute-Savoie.....	20.1

Ceux où la proportionnalité du personnel féminin est la plus considérable sont :

DÉPARTEMENTS.	PROPORTION DU PERSONNEL féminin.
	p. 100.
Ardèche.....	68.6
Mayenne.....	65.7
Isère.....	60.9
Drôme.....	58.9
Finistère.....	57.6
Haute-Loire.....	57.4
Tarn-et-Garonne.....	53.5
Basses-Alpes.....	52.3
Gard.....	51.9
Hautes-Alpes.....	50.2
Indre.....	50.0
Vendée.....	50.0
Vaucluse.....	48.5
Orne.....	47.8
Savoie.....	47.7
Charente.....	46.9
Tarn.....	46.8

Il y a 18 départements dans lesquels les personnels enfantin et féminin réunis représentent plus de la moitié de l'ensemble des ouvriers. Ce sont :

DÉPARTEMENTS.	PROPORTION DES ENFANTS et des femmes.
	p. 100.
Ardèche.....	75.0
Mayenne.....	71.0
Haute-Loire.....	65.5
Finistère.....	65.1
Isère.....	65.1
Drôme.....	63.2
Basses-Alpes.....	60.2
Tarn-et-Garonne.....	58.9
Hautes-Alpes.....	58.1
Gard.....	56.8
Vendée.....	56.7
Tarn.....	55.5
Vaucluse.....	54.8
Orne.....	54.5
Creuse.....	53.8
Morbihan.....	52.8
Savoie.....	51.6
Hérault.....	51.0

Dans les chiffres indiqués ci-dessus ne figurent pas les mines, minières et carrières, dont la surveillance n'est pas confiée aux inspecteurs du travail, ni les établissements dépendant des Ministères de la guerre et de la marine.

CHAPITRE II. — ÂGE D'ADMISSION DANS LES ATELIERS.

La loi du 28 mars 1882, sur l'instruction primaire, ne libérant l'enfant de toute obligation scolaire qu'à l'âge de 13 ans, il semble que l'Inspection ne devrait éprouver aucune difficulté pour faire appliquer l'article 2 de la loi du 2 novembre 1892 qui fixe également à 13 ans l'âge d'admission des enfants dans les établissements industriels. Cependant, un assez grand nombre d'enfants de moins de 13 ans, non munis des deux certificats prescrits par la loi, ont été rencontrés dans les ateliers visités en 1896. Les inspecteurs et les inspectrices ont dû les rendre à leurs familles, malgré les supplications des parents qui auraient voulu qu'ils pussent travailler. Parfois, ces enfants, faute de place dans les écoles, restent abandonnés aux dangers et aux sollicitations de la rue. En ce moment, il y a, notamment à Paris, plusieurs milliers d'enfants qui ne peuvent, pour ce motif, être admis à suivre les classes primaires et auxquels les ateliers sont fermés.

Pour vaincre les dernières résistances des chefs d'industries qui se montrent réfractaires à l'observation de la loi, le service de l'Inspection a dû dresser, en 1896, un plus grand nombre de procès-verbaux que les années précédentes. Alors que le nombre des contraventions déferées à la justice n'avait été que de 273 en 1894, de 396 en 1895, il s'est élevé à 435 en 1896.

Voici les principales industries visées par les procès-verbaux :

INDUSTRIES.	NOMBRE de CONTRA- VENTIONS.
Verreries et cristalleries..	165
Moulinages de soie..	33
Filatures..	29
Modes et confections	14
Imprimeries..	11
Sucreries	9
Corderies..	8

Comme on le voit, c'est dans les verreries et les cristalleries que les infractions à la loi sont les plus nombreuses. On explique de plusieurs manières les difficultés que rencontre ici l'exécution de la loi. L'industrie du verre se trouvait comprise au nombre de celles dans lesquelles la loi de 1874 permettait d'employer des enfants à partir de 10 ans. Les maîtres verriers prétendent, d'autre part, qu'ils ne peuvent pas observer les dispositions réglementaires, parce qu'ils ne trouvent pas, surtout dans les pays où les enfants vont de préférence dans les exploitations minières, le personnel

nécessaire au fonctionnement des usines. Mais le service de l'Inspection ne pouvait se laisser arrêter par ces considérations dont le législateur avait eu connaissance et dont il n'a pas cru devoir tenir compte ; il a pour mission de faire respecter la loi et, par des visites inopinées, pratiquées de jour et de nuit, il s'est efforcé d'en assurer l'application. Nous sommes, d'ailleurs, heureux de constater que, dans certaines régions, les verriers ont complètement renoncé à employer des enfants en sous-âge. Dans d'autres, ils font de louables efforts pour réduire le jeune personnel. Si les tentatives faites pour installer le portage mécanique réussissaient, le problème serait définitivement résolu.

Il est un point qui a fixé l'attention de l'Administration. Ayant été informé que, dans un certain nombre de communes, les commissions scolaires continuaient à délivrer à des enfants mineurs de 13 ans, qui désiraient entrer en apprentissage, des dispenses de fréquenter l'école, par application de l'article 15 de la loi de 1882, M. le Ministre du commerce et de l'industrie a prié son collègue, M. le Ministre de l'instruction publique, de rappeler aux inspecteurs d'académie que cette dernière disposition ne pouvait pas se concilier avec les prescriptions de la loi du 2 novembre 1892. Ce n'est, en effet, que lorsque l'enfant est muni du certificat d'études primaires, institué par la loi précitée de 1882, qu'il peut être employé dans les ateliers à partir de 12 ans, s'il n'est, d'autre part, pourvu d'un certificat d'aptitude physique. Le nombre des enfants de cette catégorie rencontrés par l'Inspection, qui avait été de 3,059 en 1893, de 2,684 en 1894 et de 2,055 en 1895, n'a pas dépassé 1,776 en 1896. Il y a donc un mouvement de décroissance constant et il semble qu'on peut tirer des rapports des inspecteurs cette conclusion qu'un enfant de 12 ans, muni du premier diplôme primaire, n'embrasse pas une profession industrielle. La perspective d'un travail tranquille et continu incite, sans doute, les familles à rechercher pour leurs enfants un emploi dans le commerce plutôt que dans l'industrie où les chances de chômage sont plus fréquentes. Les différentes écoles doivent, d'ailleurs, prendre un grand nombre de ces enfants. Mais l'usage semble aussi se répandre de n'admettre à l'usine que des enfants âgés de 13 ans révolus.

Certificat d'études. — Au début de l'application de la loi de 1892, on confondait souvent le certificat d'études primaires que l'enfant de 12 ans doit produire pour entrer dans l'industrie avec l'ancien certificat d'instruction primaire élémentaire prévu par la loi de 1874, et qui était délivré par les instituteurs. Cette dernière pièce se rencontre aujourd'hui bien rarement. Sa disparition complète semble prochaine.

Certificat médical. — L'enfant de 12 ans muni du certificat d'études ne peut être admis dans un atelier que s'il produit, en outre, nous venons de le dire, un certificat d'aptitude physique. La loi a indiqué les médecins qui ont qualité pour délivrer ces certificats. Mais, comme la délivrance de cette pièce doit avoir lieu gratuitement, le préfet, avant de désigner le médecin chargé de ce service, doit s'assurer préalablement son concours. De là une source de difficultés malaisées à surmonter. C'est ainsi que le président du syndicat des médecins d'un département a déclaré que ni lui, ni ses collègues

ne délivreraient un certificat gratuitement, attendu que rien ne pouvait les y obliger. Il serait excessif que, dans ces circonstances, le service exigeât le renvoi d'un enfant qui ne serait pas muni d'un certificat dont il s'est trouvé dans l'impossibilité de se munir.

Si, dans un certain nombre de départements les médecins chargés de délivrer les certificats d'aptitude physique n'ont pas été désignés, il est des régions où cette désignation s'est faite très heureusement. Le préfet de la Gironde, notamment, a transmis au service de l'Inspection la liste nominative des médecins chargés du service. Il serait à souhaiter que cette mesure fût généralisée. Il s'agit là d'un intérêt social dont les médecins ne sauraient se désintéresser. Il suffira aux préfets de faire appel à leur dévouement, pour vaincre des résistances qui ne se seraient peut être pas produites si la tâche élevée à laquelle on les conviait ne leur avait été représentée comme un devoir et une obligation légale.

Ajoutons que les certificats d'aptitude physique ne sont pas toujours rédigés dans la forme réglementaire, parce que les médecins ont négligé de faire connaître la nature du travail qui pouvait être confié aux enfants. Il est vrai de dire que dans la majorité des cas, vu leur jeune âge, on ne les occupe qu'à des travaux tout à fait secondaires, et on s'explique que le médecin se préoccupe avant tout de savoir s'ils sont d'une constitution assez robuste pour supporter les fatigues d'un internement dans un atelier. Quoi qu'il en soit, le service devra tenir la main à ce que le médecin indique, conformément au modèle de certificat établi par l'Administration, le travail ou ceux des travaux auxquels l'enfant peut être employé.

Examen médical. — Les inspecteurs du travail ont le droit de requérir un examen médical de tout enfant au-dessous de 16 ans déjà admis dans un établissement industriel, à l'effet de constater si le travail dont il est chargé excède ses forces. Le service n'a pas eu à réclamer l'accomplissement de cette formalité.

Cependant, des inspecteurs ont eu l'occasion d'exiger qu'une occupation moins fatigante fût donnée à certains enfants peu robustes; il a toujours été donné satisfaction à leur demande. On a fait remarquer que ce mode d'intervention est plus efficace que l'examen médical qui serait peut-être d'une utilité contestable. Les enfants qui, sur l'injonction d'un inspecteur, quitteraient un atelier ne tarderaient pas à être embauchés dans un autre.

CHAPITRE III. — DURÉE DU TRAVAIL.

C'est toujours pour obtenir l'exécution de l'article 3, concernant la durée du travail, que l'Inspection éprouve les plus grandes difficultés. Par suite des organisations complexes imaginées par les industriels, les infractions qui échappent à l'Inspection sont encore nombreuses et il en sera ainsi tant que la loi n'aura pas imposé une durée uniforme de travail pour les différentes catégories de travailleurs.

Il est souvent impossible de constater actuellement les contraventions, les ouvriers refusant, dans la crainte d'être congédiés par leur patron, de répondre aux questions qui leur sont posées par l'inspecteur ou par le tribunal. Il faut reconnaître, cependant, qu'avec la tolérance provisoirement

accordée de laisser les enfants travailler onze heures, comme les femmes, on a obtenu de sérieuses améliorations. On peut affirmer qu'en temps normal la durée du travail ne dépasse pas onze heures dans les usines à personnel mixte où les enfants et les femmes sont les auxiliaires des ouvriers adultes. Ce n'est, d'ailleurs, pas sans de sérieuses difficultés que le service de l'Inspection a pu arriver à ce résultat sans provoquer les grèves qui ont marqué la première application de la loi de 1892. Certains faits, qu'on ne saurait se dispenser de mettre en lumière, dénotent les heureux effets de la réglementation nouvelle. Avant 1892, dans les tissages de la région lyonnaise, par exemple, la journée atteignait souvent treize heures et quelquefois davantage. Elle a été successivement réduite à douze heures et à onze heures. Pour compenser cette diminution dans la durée du travail, la vitesse des organes mobiles a été accélérée. Pour les articles faciles, deux métiers ont été confiés aux bonnes ouvrières. Enfin, diverses améliorations, rendant la surveillance plus facile, les pertes de temps moins nombreuses, le repos plus réel, ont ajouté leur influence aux modifications de l'outillage : si bien qu'au lieu d'avoir diminué ou même d'être restée stationnaire, la production a suivi une marche ascendante, et peu d'industriels se résoudraient aujourd'hui à revenir, d'une façon permanente, à la journée de douze heures.

Les résultats sont encore plus sensibles à Tarare, où les principaux industriels ont décidé, après entente, de pratiquer la journée de dix heures. Depuis lors, dans tous les ateliers, grands et petits, cette règle est universellement adoptée.

Il est vrai qu'un certain nombre d'industries se sont montrées réfractaires à la réduction de la durée du travail. Pour arriver à maintenir la journée de douze heures pour les hommes, sans que celle du personnel protégé dépasse onze heures, on a imaginé les combinaisons les plus ingénieuses. Elles ont pour conséquence de rendre la surveillance impossible. Y a-t-il, de la part de ces industriels, un parti pris de ne pas abaisser la durée du travail de leurs ouvriers ? Évidemment non. La plupart d'entre eux sont disposés à se soumettre aux exigences du législateur ; mais leur bonne volonté est souvent contrariée par des nécessités industrielles qu'ils ne parviennent pas toujours à surmonter. En présence de la situation commerciale actuellement difficile, par suite de l'excès de production, le plus grand nombre des industriels seraient heureux de réduire la durée du travail dans leurs usines, si une règle uniforme devait être appliquée dans tous les établissements. Aussi, appelons-nous de tous nos vœux la loi qui doit réglementer à nouveau, en l'unifiant, la durée du travail. En attendant, les inspecteurs ne sauraient apporter trop de vigilance et de perspicacité dans l'exercice d'une mission que les circonstances rendent parfois bien difficile.

Constatons, en terminant, que certaines branches d'industrie paraissent s'accommoder assez bien de la loi de 1892. Il y a, notamment, une sensible amélioration dans les ateliers de couture et de confections où la durée de la journée est généralement de onze heures aujourd'hui. Avant la loi de 1892, les ouvriers ne quittaient l'atelier que lorsque l'ouvrage était absolument terminé ; il arrivait même fréquemment que quelques ouvrières passaient la nuit, les samedis et veilles de fêtes. Ce travail supplémentaire était passé à

l'état d'habitude. Ces faits de surmenage semblent avoir à peu près disparu et la loi a eu, en outre, pour résultat de faire que, lorsqu'il y a lieu de veiller, les heures supplémentaires sont souvent mieux rétribuées.

Quant à la loi du 9 septembre 1848, qui fixe à douze heures la durée du travail chez les adultes hommes, elle est généralement appliquée dans les industries métallurgiques où les travaux sont ordinairement pénibles et où les ouvriers ne pourraient se faire à un travail prolongé. Dans cette branche de la production, les infractions à la loi constituent des faits isolés qui s'expliquent par des exigences industrielles d'un caractère accidentel.

C'est dans les établissements, comme les filatures, où le travail se borne le plus souvent à une simple surveillance et ne nécessite, de la part de l'ouvrier, qu'un effort restreint, que les infractions à cette réglementation sont les plus fréquentes. De semblables abus ne pourront être réprimés qu'en modifiant la législation en vigueur et en y introduisant l'obligation d'un affichage des heures de travail et de repos, à défaut duquel la surveillance est totalement désarmée. Un des obstacles qu'elle rencontre dans la constatation des contraventions consiste dans la faculté qu'ont les adultes hommes de travailler la nuit. Dans presque tous les cas la connivence de l'ouvrier avec le patron contribue, d'ailleurs, à augmenter les difficultés du contrôle.

Les résultats obtenus, en 1896, dénotent que le service de l'Inspection a redoublé d'activité. Les contraventions relevées par des procès-verbaux, pour infraction aux règles relatives à la durée du travail, avaient été de 3,877 en 1895 ; elles ont atteint en 1896 le chiffre de 5,725, soit une augmentation de près de 48 p. 100.

Les industries contre lesquelles il a été dressé le plus grand nombre de contraventions sont les suivantes :

INDUSTRIES.	NOMBRE de CONTRA- VENTIONS.
Filatures et peignages de laine	820
Moulinages de la soie	741
Tissages de soie	651
Filatures de coton	556
Filature de chanvre, d'étaupe et de jute	506
Modes, confections, couture, lingerie	344
Retorderies de laine	338
Tissages de laine de drap	321
Confiseurs, chocolatiers	292
Teintureries, apprêts	188
Tissages de coton	162
Tissages de fil de toile	111

CHAPITRE IV. — TRAVAIL DE NUIT ET REPOS HEBDOMADAIRE.

Autrefois dans les ateliers, on n'hésitait pas, nous l'avons dit, à prolonger le travail jusqu'à minuit et même toute la nuit. La loi de 1874, qui ne protégeait que les enfants et les filles mineures, ne parlait pas des femmes majeures. Il en résultait que certains ateliers avaient toute liberté pour faire travailler les femmes la nuit.

L'interdiction du travail de nuit, entre 9 heures du soir et 5 heures du matin, a fait cesser en grande partie ces abus. Elle a obligé les chefs d'industries à adopter une organisation nouvelle dont ils se sont, en général, bien trouvés. On peut, aujourd'hui, dans l'industrie, considérer comme définitive, la substitution du personnel masculin au personnel féminin. Les ouvrières sont complètement dispensées du travail de nuit et se félicitent de l'adoption du nouveau système qui ne fait nul obstacle à ce que, dans les limites fixées par la loi et dans les industries désignées par les règlements, les chômages soient compensés par la possibilité d'un travail supplémentaire, pendant la période active. Est-ce à dire qu'il n'y ait plus de réfractaires ni d'insoumis ? On ne saurait affirmer qu'il en soit ainsi, surtout dans la petite industrie ; mais, si ces abus n'ont pas complètement disparu, ils ont diminué dans de très fortes proportions. On enregistre, chaque année, de sensibles progrès et il est permis d'espérer que la réforme ne tardera pas à devenir à peu près générale.

La constatation des infractions à l'interdiction du travail de nuit rencontre, cependant, les plus sérieuses difficultés, car, dès que la présence de l'inspecteur est signalée à la porte de l'usine, on le fait attendre et il est facile de faire évader les enfants. Il arrive souvent, d'ailleurs, qu'aucun signe extérieur ne vient révéler qu'il existe un atelier en activité. Le travail de nuit accidentel est presque impossible à saisir, notamment chez les couturières, modistes, lingères et tailleurs, et l'expérience démontre que la visite de nuit, à moins qu'elle ne soit fondée sur une dénonciation ou une certitude morale, est le plus souvent inefficace. Les industriels pris en contravention objectent que leur bonne volonté se trouve aux prises avec les exigences de la clientèle.

D'autres industries, comme les fabriques de guipures, sont obligées d'employer des machines d'un grand prix, et c'est afin d'arriver à une production suffisamment rémunératrice que les patrons se sont vus contraints de travailler la nuit ; mais, à la suite des observations de l'Inspection, ils ont pris le parti de ne plus occuper que des adultes hommes.

Après avoir interdit, en principe, le travail de nuit aux enfants et aux femmes, l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 l'a exceptionnellement autorisé, entre 4 heures du matin et 10 heures du soir, quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas chacun plus de 9 heures coupées par une heure de repos. On a parlé longuement dans les précédents rapports de cette organisation qui offre les mêmes inconvénients que le travail de nuit.

En 1895, le nombre des établissements fonctionnant dans de semblables

conditions était descendu de 51 à 33. On avait prévu à cette époque que cette diminution, qui était seulement due à un ralentissement des affaires, n'impliquait, en aucune façon, que ce mode de travail eût une tendance à disparaître.

En effet, en 1896, le nombre des manufactures utilisant une double équipe est remonté à 55. De Saint-Chamond où il a pris naissance, le système a gagné différentes régions industrielles, telles que le Nord, les Ardennes, les Vosges, le Tarn, l'Ardèche, la Côte-d'Or et la Loire-Inférieure. Des tentatives ont été faites pour l'implanter dans l'Aube, dans le Morbihan et dans la Seine.

L'organisation de la double équipe s'est donc étendue, en 1896, comparativement à 1895, mais elle est restée inférieure à ce qu'elle était en 1894. A Saint-Chamond, notamment, le nombre des établissements ainsi organisés a été de 25 en 1896, après avoir été de 20 en 1895 et de 33 en 1894. L'inspecteur de la région tire de cette comparaison la conclusion qu'un pareil mode de travail peut convenir à quelques usines spéciales dont le nombre limité varie avec le degré de prospérité des affaires, mais qu'il ne peut s'adapter à la très grande majorité des établissements industriels et qu'il n'est, par conséquent, pas à redouter de le voir se développer outre mesure.

Quant au procédé qui consiste à faire alterner les équipes après 4 heures et demie de travail pour que l'usine puisse fonctionner pendant 18 heures sans interruption, c'est surtout à Saint-Chamond qu'on le pratique. Sur 24 établissements qui y ont eu recours en 1896, 20 se trouvent situés dans cette dernière ville.

Il nous paraît inutile de revenir, à nouveau, sur les inconvénients de toutes sortes qui résultent, pour le personnel protégé, du travail de la double équipe, qui n'est que le rétablissement déguisé du travail de nuit. On a encore présent à la mémoire les pétitions des Chambres de commerce de Saint-Quentin, de Cambrai, de Lille, de Reims, et celle du syndicat cotonnier de l'Est demandant énergiquement la modification de la loi et la suppression d'un système propre à jeter la perturbation dans la production industrielle et dans l'organisation du travail. En effet, au point de vue de la démoralisation, au point de vue de la rupture du lien de famille, au point de vue de l'impossibilité pour la femme de vaquer aux soins du ménage, tous les inconvénients du travail de nuit se retrouvent dans le travail à deux équipes.

Nous exprimons le vœu que le Parlement adopte, sans retard, les propositions qui lui sont soumises, en vue de mettre un terme à une pratique que nous considérons comme désastreuse pour les travailleurs et pour l'industrie nationale.

La loi qui interdit, en principe, le travail de nuit aux enfants et aux femmes a prévu certaines tolérances que nous passerons rapidement en revue afin de voir dans quelle mesure on y a eu recours.

Veillées. — L'article 4, § 4, permet d'occuper les femmes et les filles âgées de plus de 18 ans jusqu'à 11 heures du soir, pendant soixante jours

par an, à condition que la durée de la journée ne dépasse pas douze heures. Telle qu'elle est autorisée, la veillée constitue donc une double dérogation aux principes posés par la loi : 1° dérogation à la durée du travail; 2° dérogation à l'interdiction du travail de nuit. Le nombre des industries pouvant bénéficier de cette double tolérance, qui avait d'abord été fixé à 18 par le règlement d'administration publique du 15 juillet 1893, a été réduit à 5 par celui du 26 juillet 1895. L'expérience démontre que la faculté qui a été accordée à ces industries de veiller soixante fois par an jusqu'à 11 heures du soir, a remédié en partie aux dangers qui résultaient autrefois des veillées prolongées et multipliées souvent sans raisons sérieuses. Néanmoins, les inspecteurs du travail sont d'accord pour réclamer la suppression totale de la veillée, qui leur paraît incompatible avec l'interdiction de travailler plus de douze heures par jour et qui a surtout l'inconvénient grave de favoriser la fraude dans les maisons où tout contrôle est impossible après 9 heures du soir. Le législateur de 1892, disent-ils, a évidemment pensé que, en prolongeant jusqu'à 11 heures la durée du travail, l'ouvrière aurait le temps de prendre le repas du soir et de terminer ensuite la journée. Ce but n'est pas atteint et, malheureusement, la loi ne sert qu'à couvrir des abus. On fait observer qu'il est facile de faire douze heures de travail effectif entre 5 heures du matin et 9 heures du soir, période qui comprend seize heures, sans qu'il soit besoin de porter à dix-huit heures la durée possible de la présence à l'atelier. Si, pour tenir compte de certaines nécessités industrielles, on peut autoriser, provisoirement, le personnel protégé à faire, suivant le cas, une ou deux heures supplémentaires, le corps des inspecteurs estime que cette tolérance ne devrait pas dépasser 9 heures du soir. Conséquemment, dit un inspecteur, plus de travail de nuit et l'atelier fermé à 9 heures; l'hygiène et la morale y trouveraient leur compte et le service une difficulté de moins; en supprimant les exceptions accordées jusqu'ici, on apaiserait les sentiments de jalousie provoqués chez les industriels non visés aujourd'hui dans l'article 1^{er} du décret de 1895.

Les veillées, dit un autre inspecteur, sont inutiles et dangereuses parce qu'il semble qu'on donne d'une main ce qu'on retient de l'autre, et parce que c'est un moyen commode de contrevenir aux prescriptions relatives à la limitation du travail sans crainte d'être pris en contravention par le contrôle. Nous avons dit que la surveillance est à peu près impossible après 9 heures du soir, à moins d'entrer dans un atelier par surprise, procédé qui ne peut être employé d'une façon courante. D'ailleurs, aucun inspecteur ne met en doute qu'avec une meilleure organisation du travail et en augmentant, parfois, le personnel, on ne parvienne à se passer de la douzième heure. Il existe, à Marseille, dit l'inspecteur divisionnaire en résidence dans cette ville, quatre grandes maisons de couture ayant la même clientèle et faisant, par conséquent, le même genre de travail. Dans trois d'entre elles, où le nombre des ouvrières varie de 30 à 60, selon les nécessités du moment, on se passe, non seulement de la douzième heure, mais encore de la onzième. La journée qui commence à 8 heures du matin se termine à 8 heures du soir, après dix heures de travail. Au contraire, dans le quatrième de ces établissements, où l'on veut satisfaire aux commandes sans élever le nombre des ouvrières,

il existe des surmenages qui ont motivé des procès-verbaux de contravention. Le même inspecteur ajoute que sur 1,250 établissements de couture 84 seulement ont fait usage de la douzième heure supplémentaire. Quant aux ateliers de modes, qui sont au nombre de 556, il n'y en a que 20 qui aient bénéficié de la tolérance. Il y a, dans cette unanimité des inspecteurs à demander la suppression de la veillée, un fait de nature à mériter un très sérieux examen.

Il ne faudrait pas, cependant, laisser s'accréditer l'idée que, d'une manière générale, on fait abus des privilèges concédés par la loi. Malgré des habitudes locales qui entraînent les industries féminines à prolonger la durée du travail, on a constaté que les veillées paraissent diminuer là surtout où le travail supplémentaire y est largement rétribué. Le service de l'Inspection a, d'ailleurs, apporté dans l'exercice de la surveillance une vigilance qui a obligé les industriels à ne pas s'écarter de la légalité. Il est à peine besoin d'ajouter qu'il s'est énergiquement opposé à l'octroi de toutes espèces de tolérances en dehors de la loi. On a dû refuser à des maisons de deuil la faculté de prolonger la durée du travail au delà de 11 heures du soir. Il ne saurait appartenir à l'Inspection d'accorder des autorisations que la loi n'a pas prévues. Ces établissements, qui sont compris dans les industries de la confection et qui jouissent déjà, à ce titre, de certaines tolérances, doivent être et sont, en général, par cela même qu'ils sont le plus souvent exposés à des demandes urgentes, organisés de façon à pouvoir y répondre, sans contrevenir aux règlements.

Il faut en dire autant des blanchisseurs de fin qui ont, parfois, des poussées, au moment de l'affluence des étrangers, et qui voudraient avoir le droit de veiller jusqu'à 11 heures du soir. Etant donnée l'heure matinale à laquelle commence le travail dans cette industrie, les ouvrières ont fait douze heures avant 9 heures du soir et l'autorisation de veiller n'aurait pour résultat que de leur permettre de prolonger abusivement la journée au delà de la durée réglementaire.

Travail de nuit permanent de sept heures. — L'autorisation de déroger, d'une façon permanente, à l'interdiction du travail de nuit, à condition que la durée de ce travail ne dépasse pas sept heures, ne s'applique qu'à un nombre très restreint d'industries. Il s'agit de travaux essentiellement discontinus, qui ne se reproduisent qu'à certaines heures de la journée et pour des périodes relativement courtes (pliage des journaux, brochage des revues périodiques, allumage des lampes de mineurs). Il résulte des rapports des inspecteurs que cette dérogation n'a été mise à profit que dans les limites légales et sans que la durée du travail ait atteint sept heures par vingt-quatre heures.

Nous n'avons pas pensé qu'il fût possible d'assimiler aux opérations susdésignées la fabrication de l'amidon; c'eût été, suivant nous, aller à l'encontre des intentions les plus formelles du législateur que de prêter la main à une combinaison qui aboutirait indirectement à l'emploi des femmes, la nuit, d'une façon permanente. La suppression du travail des femmes, la nuit, s'impose comme un des sacrifices que la loi exige des industriels dans l'intérêt général du pays.

Travail de nuit temporaire. — L'article 3 du décret du 15 juillet 1893 permet à un certain nombre d'industries de faire travailler temporairement le personnel protégé, la nuit, pendant une durée maximum de dix heures. Ce sont celles qui, comme les fabriques de conserves, dont le travail commence nécessairement à des heures variables ou imprévues, manutentionnent des produits facilement altérables.

Les fabricants de conserves de poissons, notamment, se trouvent, en raison de la nature de leur industrie, dans des conditions toutes spéciales. Ils ne savent jamais à l'avance à quelle heure du jour ou de la nuit les bateaux de pêche qu'ils attendent arriveront au port; d'un autre côté, le poisson aussitôt débarqué a besoin d'être travaillé. Si la pêche est abondante, la durée de la journée légale du travail sera dépassée; si on ne termine pas le travail dans la nuit du samedi, par exemple, il devra être continué le dimanche, même si ce jour coïncide avec celui du repos hebdomadaire. Les conditions exceptionnelles dans lesquelles se pratiquent cette industrie et celles qu'on y a assimilées, font qu'elles échappent nécessairement aux règles de droit commun.

Mais il ne faut pas que les usines dont nous parlons puissent se prévaloir des irrégularités et des inégalités inhérentes à leur fonctionnement pour se soustraire à tout contrôle. Le *modus vivendi* qui a été adopté en leur faveur doit être strictement observé. Il résulte des rapports des inspecteurs que les déclarations réglementaires n'ont pas toujours été exactement faites en 1896. Le service de l'Inspection devra prendre des mesures pour que les établissements en question se conforment, à l'avenir, aux règles spéciales qui leur sont imposées.

Usines à feu continu. — Les usines à feu continu ne se rencontrent que dans sept industries déterminées par les règlements d'administration publique. Les enfants du sexe masculin et les femmes, dans certains cas, peuvent y être employés, tous les jours de la semaine, la nuit, aux travaux indispensables, sous la condition qu'ils auront au moins un jour de repos par semaine.

Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont fixés par le décret du 15 juillet 1893.

On peut affirmer que, d'une manière générale, les prescriptions réglementaires sont appliquées dans les usines à feu continu. Les enfants et les femmes n'y sont assujettis qu'à un travail d'une durée effective de dix heures et, quand ils sont occupés la nuit, leur travail est coupé par des repos représentant un nombre total au moins égal à deux heures.

Les sucreries ne travaillent que trois ou quatre mois de l'année. Le propre des travaux dans ces établissements est d'être de plus en plus intensif et d'exiger, par suite, l'intervention de l'ouvrier pendant un temps maximum. A ce point de vue, cette industrie a un réel caractère d'industrie de saison qui peut justifier certaines tolérances, afin que les enfants puissent suivre régulièrement les équipes dont ils font partie, aussi bien pour la durée des travaux que pour l'alternance des postes de jour et de nuit.

En ce qui concerne les verreries, le travail y est souvent réparti entre

trois équipes faisant chacune huit heures de présence sur vingt-quatre heures. Les changements de poste ont généralement lieu le dimanche.

Dans les usines métallurgiques, le personnel protégé n'est employé, d'une façon permanente, que dans les fabriques de fer marchand ou de fer de construction. La continuité de la fabrication y est établie par la constitution de deux équipes se relayant le matin et le soir. S'il est vrai que les enfants arrivent à l'usine avec les autres ouvriers, ils ne font pas, en réalité, un travail effectif de plus de huit à neuf heures. En effet, en dehors des repos réguliers de deux heures accordés à tout le personnel, la plupart des enfants, étant donnée la nature des occupations auxquelles ils sont employés, ne travaillent pas pendant dix heures. Le travail est essentiellement intermittent; aux fours à puddler, il n'occupe pas les enfants plus de sept heures; il en est de même pour les enfants employés comme jeteurs de sable, comme traîneurs de barres. D'après les renseignements recueillis, on peut affirmer que l'enfant ne travaille pas plus de 35 à 45 minutes par heure. En fait, le travail *effectif* est au-dessous de celui qui est autorisé par l'article 4 du décret du 15 juillet 1893. Les tentatives qui ont été faites pour limiter à dix heures la durée de la présence à l'usine ont rencontré jusqu'ici des difficultés insurmontables.

Nous n'avons pas pensé qu'il fût opportun de classer le triage des bouteilles au nombre des travaux qui peuvent être faits par des femmes, la nuit, dans les verreries. Après avoir inscrit dans la loi le principe de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes, le législateur a formellement indiqué que les dérogations à ce principe ne peuvent être admises que dans des cas nettement spécifiés. Pour les usines à feu continu, on ne peut employer des femmes, dit l'article 6, qu'à des travaux indispensables, c'est-à-dire, suivant l'interprétation qui a toujours été admise, à des travaux où l'emploi des femmes est justifié par une pratique industrielle constante. Or, on s'est passé jusqu'ici des femmes dans les verreries pour trier les bouteilles, la nuit, et rien ne justifierait une modification aux pratiques admises jusqu'à ce jour.

Nous ne croyons pas non plus que les amidonneries, dont nous avons déjà parlé, puissent être rangées au nombre des usines à feu continu et autorisées, comme telles, à employer des femmes au travail de nuit. Il résulte d'un avis du Comité consultatif des arts et manufactures que si, dans l'intérêt de l'entreprise, on y occupe des femmes, cet emploi n'est pas forcément indispensable, puisque, dans un grand nombre d'amidonneries, le travail est confié à des hommes. D'autre part, s'il est avantageux de maintenir le feu, d'une façon continue, il ne s'ensuit pas que ces manufactures possèdent le caractère d'usines à feu continu dans le sens attribué à ce terme par le législateur.

Avant de terminer le chapitre relatif au travail de nuit et aux dérogations qu'il comporte, nous devons indiquer combien de contraventions ont été relevées, en 1898, à raison de l'emploi d'enfants ou de femmes, la nuit, dans des conditions irrégulières. Le nombre des infractions relevées dans des procès-verbaux a été de 1,142, chiffre à peu près égal à celui qui avait été constaté en 1895.

Voici les industries où les contraventions ont été le plus nombreuses :

INDUSTRIES.	NOMBRE des CONTRA- VENTIONS.
Modes, confections, couture, lingerie.....	446
Amidon (Fabrique d'), féculeries.....	165
Tissages de coton.....	109
Moulinages de soie.....	105
Confiseries, fabriques de chocolat.....	72
Imprimeries.....	53
Verreries et cristalleries.....	47
Blanchisseries.....	24

Repos hebdomadaire. — A quelques rares exceptions près, le jour choisi pour le repos hebdomadaire est le dimanche. Il y a progrès dans la façon dont l'article 5 de la loi est observé. Les infractions se produisent principalement dans les petits ateliers où les apprentis continuent plus ou moins à venir faire le rangement ou le nettoyage, le dimanche matin. C'est une pratique que les inspecteurs devront s'attacher à faire disparaître, ainsi que celle qui consiste à faire revenir les ouvriers, le jour du repos, pour porter l'ouvrage chez la clientèle.

Le chômage des jours fériés est aussi plus régulièrement pratiqué. La résistance de certains industriels a nécessité des mesures de répression; on a dû montrer une sévérité particulière à l'égard de ceux qui, malgré des avertissements réitérés, continuaient à faire travailler les enfants et les femmes le jour de la Fête nationale.

Il a fallu rappeler à quelques chefs d'industrie que le 1^{er} janvier a été déclaré jour férié par un avis du Conseil d'État approuvé le 20 mars 1810.

Quant aux établissements qui n'occupent que des adultes hommes, ils échappent au contrôle de l'Inspection au point de vue de l'obligation du repos hebdomadaire.

Dans les usines à feu continu, les enfants, par suite des nécessités industrielles, ne peuvent prendre quelquefois leur repos qu'à des jours variables, qui coïncident généralement avec les changements d'équipes. Il arrive aussi que le système d'alternance des postes n'est pas toujours organisé de façon à donner une satisfaction rigoureuse aux prescriptions de la loi et que des enfants n'ont pas très régulièrement leur jour de repos hebdomadaire complet, après six jours de travail consécutifs. Le fait s'est produit, notamment, dans une verrerie à bouteilles fonctionnant à trois équipes, dans laquelle les enfants n'ont eu le repos hebdomadaire, dans une période de trois semaines, que de la façon suivante : une fois après six jours de travail, une fois après six jours et demi et une dernière fois après sept jours. Il aurait fallu, pour assurer l'exécution stricte de la loi, un certain nombre d'enfants employés en relai qu'on n'avait pas trouvés à embaucher. Il a été allégué que cette dérogation ne constituait pas un abus de travail réel, parce que les enfants astreints à ce régime ne sont occupés, suivant la brigade à laquelle le roulement les fait appartenir, que quarante-cinq, quarante-neuf ou cinquante-deux heures et demie par semaine au lieu de soixante, à raison de sept heures et demie par jour, au

lieu des dix heures autorisées par la loi. Les réformes proposées par les inspecteurs pour remédier à cet état de choses n'ont pu encore aboutir.

Nous devons ajouter, d'autre part, que si, en temps ordinaire, le chômage, qui est prolongé, dans certaines usines, du samedi soir au lundi matin, donne satisfaction à la loi, il n'en est pas toujours ainsi en temps de grande activité. Ces infractions ont fait l'objet de procès-verbaux de contraventions.

Quant aux usines métallurgiques, il en est qui arrêtent tous les quinze jours pour la réfection des fours, pendant deux ou trois jours, et qui profitent de cette interruption pour laisser reposer les enfants. Cette façon de procéder n'est peut-être pas conforme au texte de la loi; mais on objecte que, des deux jours de repos accordés aux enfants, l'un concerne la semaine passée, l'autre la semaine à venir, et que dans deux semaines il n'y a, en fait, que onze ou douze jours de travail. On a tenté, par la construction de fours supplémentaires, de donner uniformément le même jour de repos à tous les ouvriers; ces essais n'ont pas encore permis de se prononcer sur l'efficacité de cette mesure.

Une autre particularité à noter, c'est que, dans certaines usines à feu où le travail est fait par trois équipes, le repos pour chacune de ces équipes commence à des heures différentes et ne peut comprendre une journée pleine, de minuit à minuit. Mais il y a là des nécessités industrielles qui résultent de l'organisation même du travail. Par contre, il n'est pas inutile de faire remarquer que, dans les établissements travaillant à deux équipes, l'alternance entraîne, comme compensation, pour les enfants qui ont fait pendant une semaine le travail de nuit, trente-six et quelquefois quarante-huit heures de repos.

L'inobservation du repos hebdomadaire et des jours fériés a motivé, en 1896, 2,503 contraventions au lieu de 1,793, en 1895, soit une majoration de 39.5 p. 100.

Voici les industries dans lesquelles les infractions ont été principalement constatées :

INDUSTRIES.	NOMBRE des CONTRA- VENTIONS.
Moulinages de soie.....	728
Modes, confections, couture, lingerie.....	316
Relieurs.....	108
Blanchisseries.....	103
Confiseries, fabriques de chocolat.....	101
Tissages de coton.....	100
Jouets (Fabriques de).....	92
Imprimeries.....	91
Serruriers-mécaniciens.....	69
Cartonnages et papeteries.....	57
Amidon (Fabriques d'), féculeries.....	50
Corsets (Fabriques de).....	46
Filatures de soie.....	38
Faïences et porcelaines.....	36
Tapiserie, passementerie, broderie pour meubles.....	33
Colle forte (Fabriques de).....	30

CHAPITRE V. — TOLÉRANCES.

La loi du 2 novembre 1892 accorde à l'inspecteur divisionnaire du travail le droit d'octroyer différentes tolérances et de lever certaines interdictions concernant le travail de nuit, la durée du travail et le repos hebdomadaire.

C'est ainsi que, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, l'inspecteur peut autoriser une industrie quelconque à marcher la nuit au moyen des équipes qui n'ont pas travaillé le jour.

23 établissements, en 1896, contre 44, en 1895, ont bénéficié de cette dérogation à l'interdiction du travail de nuit. 852 femmes ou enfants, au lieu de 1,903, ont pu faire, de la sorte, durant la nuit, le travail interrompu pendant le jour. Ces quelques chiffres suffisent à indiquer que cette tolérance est loin de dégénérer en abus et que les inspecteurs exercent un contrôle efficace sur les requêtes qui leur sont adressées. Des demandes n'ont pu être favorablement accueillies, soit parce qu'elles n'étaient pas suffisamment justifiées, soit parce que les conditions dans lesquelles on proposait d'organiser le travail n'étaient pas réglementaires.

C'est ainsi que, à la suite de chômages accidentels, de nombreuses pétitions sont parvenues au service, tendant à obtenir, pour le personnel protégé, la faculté de prolonger la durée de la journée de travail, après 9 heures du soir.

Ces tolérances ont dû être refusées, la loi n'autorisant pas cette prolongation et permettant seulement de compenser le chômage de jour par un travail de nuit.

La dérogation prévue par la loi ne peut être mise le plus souvent à profit que par des industriels qui ont la possibilité de faire travailler de nuit, dans un atelier, les ouvriers qui chôment le jour dans un autre, ou par les patrons qui, indépendamment de leur personnel ordinaire, peuvent recruter temporairement une seconde équipe. Mais, comme cette dernière organisation surtout ne peut avoir qu'un caractère tout à fait provisoire, on comprend qu'elle ne soit pas à la portée de tous les industriels. C'est ce qui explique le très petit nombre de tolérances accordées.

Il n'en n'est pas de même des autorisations de prolonger exceptionnellement la durée du travail jusqu'à concurrence de douze heures ou de faire travailler le jour du repos hebdomadaire. On a pu se rendre compte, en 1896, mieux qu'on ne l'avait fait l'année précédente, des résultats de la réforme opérée par le décret du 26 juillet 1895, qui a modifié la nomenclature des industries en faveur desquelles l'obligation du repos hebdomadaire et les restrictions relatives à la durée du travail peuvent être temporairement levées par les inspecteurs divisionnaires. Ce sont principalement les industries de saison de Paris qui ont bénéficié de la réforme susindiquée. Quelques chiffres suffiront à le démontrer. L'autorisation de prolonger la durée du travail a été accordée, à Paris, à 512 établissements, contre 655 en province.

Celle de travailler le jour du repos hebdomadaire a été donnée, à Paris, à

533 maisons, contre 427 dans les départements. Ce sont les ateliers de confections, les blanchisseries, les fabriques de conserves et les imprimeries qui ont usé le plus largement des tolérances autorisées par la loi.

Si la statistique des établissements qui ont bénéficié de ces autorisations a de l'intérêt, il importe peu de savoir en combien de fois la tolérance a été accordée. Tel industriel formule sa requête, semaine par semaine, au fur et à mesure de ses besoins; tel autre fait sa demande en une seule fois.

Quant au total du personnel occupé, en 1896, pendant la durée de ces tolérances, il a été de 33,855 femmes ou enfants, pour la durée du travail, et de 25,639, pour la dispense du repos hebdomadaire. Il est à remarquer que ces deux chiffres ne sauraient s'additionner, les mêmes personnes pouvant avoir fait l'objet des deux sortes de tolérances. On voit par là que ces dérogations ne prennent pas une bien grande importance et on peut en conclure qu'elles ne sont pas accordées sans un sérieux examen.

C'est ainsi que l'inspecteur de la 11^e circonscription, constatant chez certains tisseurs de soie une tendance à demander l'autorisation de prolonger la durée du travail non seulement pour la fabrication d'étoffes de fantaisie, mais encore pour la confection des étoffes courantes, exige des industriels qu'ils justifient du caractère de nouveauté du tissu et de l'importance de la commande. Il réclame, en outre, le numéro du métier qui doit tisser l'étoffe, le nom des ouvrières préposées à sa conduite, de façon à pouvoir exercer un contrôle efficace pendant la durée de la tolérance.

On ne maintiendra, en effet, ces dérogations exceptionnelles dans les limites que le législateur a voulu y assigner que par une surveillance des plus étroites. Nous rappelons, à nouveau, que chaque autorisation temporaire ne peut être accordée que pour une durée de travail effectif ne dépassant jamais douze heures par jour et qu'elle ne doit s'exercer, dans aucun cas, au delà de 9 heures du soir. Afin de faciliter le contrôle de l'inspecteur, chacune des autorisations doit indiquer, en détail, les heures auxquelles doit commencer et finir le travail, ainsi que les heures et la durée des repos. Il est, d'ailleurs, bien entendu que la faculté de prolonger la durée de la journée de travail en semaine n'implique pas celle de travailler le jour de repos hebdomadaire. Ces tolérances sont absolument distinctes et ne doivent se cumuler que dans des cas de nécessité absolue. « Quand on a obligé le personnel d'un atelier à travailler douze heures par jour au lieu de onze, dit l'inspecteur de la première circonscription régionale, il n'est que juste de lui accorder vingt-quatre heures de repos. Par contre, si la durée de la journée n'est pas augmentée, il y a moins d'inconvénients à supprimer temporairement le repos hebdomadaire. » C'est en agissant d'après ce principe que le surmenage a été modéré, dans une certaine mesure, pour quelques-unes des industries privilégiées.

Nous avons lieu de croire que tous les inspecteurs s'inspirent de ces considérations; nous leur recommandons de suivre la même ligne de conduite. Nous savons que quelques-uns d'entre eux s'appliquent même à ne tolérer le travail du dimanche que pendant la matinée. C'est un exemple qui, dans l'intérêt de la vie de famille, mériterait d'être suivi dans la mesure où le système peut se concilier avec les besoins de l'industrie.

Le tableau ci-après indique les industries où les autorisations ont été les plus nombreuses :

INDUSTRIES.	NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS ayant bénéficié d'autorisation	
	Durée du travail.	Repos hebdomadaire.
Confections, couture et lingerie pour femmes et enfants.....	279	175
Blanchisseries de linge fin.....	237	174
Fabriques de conserves.....	133	117
Imprimeries.....	104	102

CHAPITRE VI. — LIVRETS. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

Livrets. — Les livrets individuels, que les maires sont tenus de délivrer gratuitement aux enfants des deux sexes de moins de 18 ans occupés dans des établissements industriels, ont été remis bien plus régulièrement en 1896 qu'en 1895. Les communes qui n'en étaient pas encore munies ont été invitées à s'en pourvoir. Il y a des sections où des résultats très complets ont été obtenus. Aussi, la proportion des enfants ayant un livret a-t-elle subi une progression ascendante très rassurante pour l'avenir; le pourcentage atteint dans quelques circonscriptions les chiffres de 93, 94 et 96 p. 100. Si le progrès n'est pas partout aussi accentué, il est généralement très sensible. Il serait encore plus appréciable si le contrôle portait tous les ans sur les mêmes établissements, car, lors de chaque visite, les chefs d'industries sont mis en demeure d'avoir à se mettre en règle avec la loi en exigeant que les enfants qu'ils occupent soient munis du livret réglementaire. Quoi qu'il en soit, tout fait espérer que, dans un avenir prochain, l'article 10 de la loi de 1892 sera universellement appliqué.

Si l'on constate encore quelques exceptions regrettables, c'est que, souvent le patron hésite à faire prendre un livret à l'apprenti qu'il n'occupe qu'à titre d'essai. Or, il faut que les chefs d'industrie sachent bien que, en admettant dans leurs ateliers un enfant sans livret, ils s'exposent à se voir dresser contravention.

Nous avons précédemment indiqué les moyens qu'avait suggérés l'expérience pour arriver, au point de vue de la délivrance du livret, à l'exécution complète de la loi. En voici d'autres qui méritent d'être signalés. Dans un département, le préfet communique l'état des livrets délivrés, tous les trois mois, à l'inspection, qui peut ainsi se rendre compte des résultats obtenus par les visites antérieures, ce qui évite les contre-visites dans les communes où les infractions n'existent plus et permet aux inspecteurs d'élargir le cercle de leur action.

On signale, d'autre part, l'intérêt qu'il y aurait à faire afficher et commenter dans les classes, par les instituteurs et les institutrices, à la fin de l'année scolaire, au moment du départ des élèves, un extrait de la loi du 2 novembre 1892. Les jeunes écoliers, en âge de travailler dans les ateliers,

sauraient ainsi que, pour être admis, ils doivent être munis d'un livret. Les maires et les instituteurs pourraient devenir, dans maintes circonstances, des auxiliaires précieux pour le service de l'inspection.

Les livrets sont, dans la très grande majorité des cas, convenablement établis. Ils contiennent généralement toutes les indications nécessaires. Cependant, les inspecteurs signalent des irrégularités et des lacunes qui dénotent que cette pièce est encore dressée parfois avec trop peu de soin. L'acte ou le bulletin de naissance n'est pas toujours exigé et les livrets sont remplis sur les indications peu précises fournies par les parents, ce qui donne lieu à un certain nombre d'erreurs. Ces irrégularités, jointes à la remise de livrets ancien modèle et même du livret d'ouvrier aboli depuis longtemps, créent à l'inspection de sérieuses difficultés. Le service ne doit pas manquer de signaler ces faits à l'autorité préfectorale, afin que la situation soit régularisée. Les inspecteurs ont également le devoir de désigner les communes qui ne délivreraient pas gratuitement le livret réglementaire. Il s'agit d'une dépense obligatoire qui peut être inscrite d'office au budget communal.

Ajoutons que c'est avec intention que la loi a désigné les maires pour délivrer les livrets et qu'il n'est pas possible de leur substituer les commissaires de police, dont l'intervention changerait le caractère de la mission confiée aux municipalités.

Les inspecteurs doivent aussi recommander aux mairies de ne pas donner de nouveaux livrets aux enfants qui ont négligé de retirer le leur, en quittant leur patron pour se faire embaucher ailleurs; les doubles emplois seraient facilement évités si les communes tenaient un registre des livrets qu'elles délivrent. De cette façon, le titulaire d'un livret n'en pourrait obtenir un duplicata que sur la présentation du précédent hors d'usage ou d'une attestation certifiant que cette pièce a disparu ou a été détruite.

Les patrons n'ont, d'ailleurs, pas le droit de retenir les livrets des enfants qui veulent les quitter pour entrer dans une autre maison. Le livret est une pièce d'identité qui doit suivre le titulaire dans tous les ateliers où il passe, et un patron n'a plus le droit de conserver le livret d'un enfant qu'il n'a celui de le recevoir sans cette pièce.

Registres.— Les registres spéciaux, sur lesquels les chefs d'industrie doivent inscrire les noms des enfants mineurs de 18 ans qu'ils emploient, sont tenus, en général, d'une façon plus régulière. Dans la grande industrie, il est assez rare que ces registres ne soient pas au courant, quoique les mutations dans le jeune personnel y soient fréquentes. C'est dans les petits ateliers qu'on relève les irrégularités les plus nombreuses. Quoi qu'il en soit, nous sommes heureux de constater, d'une année à l'autre, une amélioration sensible.

Dans certains départements, pour faciliter aux industriels le moyen de se procurer les imprimés de toute nature qui leur sont nécessaires et de se mettre ainsi en règle avec les lois de 1892-1893, des démarches ont été faites auprès des libraires des principaux centres qui ont consenti à organiser un dépôt de toutes ces pièces, fournies par les éditeurs à des conditions commerciales dans lesquelles le service n'a pas à intervenir. C'est un exemple qui pourrait être utilement suivi partout. Le registre d'inscription est celui que l'inspecteur doit se faire représenter à chacune de ses visites et sur lequel il consigne ses

observations ou ses mises en demeure. Il importe donc qu'il se trouve, sans exception, entre les mains de tous les industriels.

Affichage. — L'affichage que les patrons doivent faire dans chaque atelier de la loi et des règlements, du tableau de l'emploi du temps et du nom de l'inspecteur, s'effectue de plus en plus exactement. C'est encore dans la grande industrie que ces prescriptions sont le plus fidèlement suivies. La mobilité du petit atelier paralyse beaucoup, d'ailleurs, les efforts de l'Inspection au point de vue du contrôle. Dans certaines grandes villes, il se déplace constamment et échappe souvent à une seconde visite. D'ailleurs, si on tient compte des difficultés de placer deux ou trois affiches dans des ateliers très exigus comme le sont, la plupart du temps, ceux des menuisiers, serruriers, etc., ou ceux des modistes, couturières et autres, qui font le plus souvent partie du domicile privé, il faut reconnaître que les résultats acquis sont satisfaisants et dénotent la bonne volonté des patrons de se soumettre à la loi.

En ce qui touche particulièrement l'indication des heures de travail et de repos, elle est observée dans les industries où le travail a toujours lieu aux mêmes heures; mais il n'en est pas toujours ainsi dans celles où il a été établi des équipes de remplacement. Comme c'est précisément dans ces industries que ces mesures s'imposent le plus utilement, les inspecteurs ne manquent pas de relever les contraventions qu'ils rencontrent. L'affichage de l'emploi du temps est, en effet, une des prescriptions essentielles, car elle permet au service et au personnel ouvrier de constater les infractions relatives à la durée du travail. Des poursuites ont été exercées, quand l'horaire affiché n'était pas conforme aux heures suivies dans les ateliers ou quand il n'avait pas été envoyé à l'inspecteur comme le prescrit le deuxième paragraphe de l'article 11. Cette formalité est, d'ailleurs, mieux observée que par le passé; la fermeté avec laquelle les infractions sont réprimées n'y est pas étrangère.

CHAPITRE VII. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

L'article 14 de la loi de 1892, concernant les mesures générales de sécurité, dispose que, dans tout atelier contenant des appareils mécaniques, les roues, engrenages, les courroies, et tout autre organe pouvant offrir une cause de danger, doivent être séparés des ouvriers, de telle manière que l'approche n'en soit possible que pour les besoins du service. Les puits, trappes et ouvertures de descente doivent être clôturés. Des règlements d'administration publique déterminent, d'autre part, les travaux dangereux ou insalubres qui sont interdits aux enfants, aux filles mineures et aux femmes, et les établissements dans lesquels ils ne peuvent être employés que sous certaines conditions propres à les soustraire aux manipulations et aux émanations insalubres. Ces prescriptions, inscrites dans le texte même de la loi ou dans les règlements d'administration publique pris pour en assurer l'exécution, ont force exécutoire, sans qu'il soit nécessaire de recourir, au préalable, à la mise en demeure prescrite par la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. C'est, du reste, dans ce sens, qu'il a été statué par la Cour de cassation, par un arrêt du 28 mars 1896.

On peut affirmer, d'une manière générale, que les usines et manufactures sont, actuellement, dans une situation satisfaisante, au double point de vue de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Si cette situation est moins bonne dans les établissements de moindre importance, elle témoigne, néanmoins, de sérieux progrès accomplis.

C'est dans les petits ateliers que les prescriptions réglementaires sont le moins bien observées.

Toutes les fois que des bâtiments neufs sont construits par des industriels, on peut remarquer que tout le confort des travailleurs y a été prévu et distribué sans parcimonie. Ils sont installés de façon à ménager aux ouvriers, dans la plus large mesure possible, l'espace, l'air et la lumière. Malheureusement, dans les petits établissements dont l'installation très ancienne est aussi très défectueuse, c'est-à-dire dans ceux-là mêmes qui, en raison de leur outillage suranné, ne peuvent arriver qu'avec peine à se maintenir, la situation pécuniaire des patrons les empêche de recourir à une transformation radicale qui pourrait seule assurer la stricte application des dispositions légales. Il faut aussi compter avec la disposition même des locaux où sont placés les appareils mécaniques, disposition qui ne permet pas toujours d'apporter les changements utiles sans nécessiter des frais énormes, ou qui rend même ces changements absolument impossibles. Dans ces établissements, l'Inspection doit souvent se contenter de demi-mesures propres à assurer aux ouvriers une sécurité relative, qui n'en constitue pas moins un résultat appréciable.

La résistance d'un locataire qui ne veut ou ne peut prendre à sa charge les transformations que la loi impose et, plus souvent encore, le refus du propriétaire, non seulement de les faire exécuter de ses deniers, mais même de contribuer à la dépense, n'est pas non plus sans soulever de sérieuses difficultés.

Les ouvriers eux-mêmes, en faveur de qui ces dispositions de sécurité ont été édictées, mettent souvent obstacle à leur application; pour ne rien changer à leurs habitudes, ils enlèvent fréquemment les dispositifs installés pour les garantir, sous prétexte qu'ils les gênent dans leur travail. Des ouvriers, obéissant à une habitude contractée depuis longtemps, ont été surpris nettoyant les cardes pendant la marche, malgré la défense absolue des patrons.

Les industriels, désireux d'éviter les accidents, écoutent plus volontiers les observations qui leur sont faites; ils suivent presque toujours les avis des inspecteurs et s'habituent, de plus en plus, aux investigations du service dont ils sont mieux disposés à accepter l'intervention. Ils reconnaissent la nécessité des dispositions tutélaires prescrites par la loi. Les nombreux accidents dont ils ont été témoins dans leurs usines et les causes de danger qui sont si fréquentes, en raison des nombreux métiers employés et de leur mouvement rapide, les ont édifiés depuis longtemps à cet égard.

De sérieuses améliorations ont été apportées, notamment, dans la grande industrie; on a pris, maintenant, l'habitude de recouvrir les organes dangereux. Les heureux effets des mesures adoptées n'ont pas tardé à se faire sentir. Dans un atelier où tous les ouvriers avaient eu les mains et les doigts

mutilés par les dégauchisseuses dans l'espace de quatre ans, aucun accident n'est arrivé depuis l'installation de systèmes de protection.

Le directeur d'une usine métallurgique importante n'a pas hésité à déclarer que, grâce aux appareils installés d'après les conseils des inspecteurs, des accidents très graves avaient pu être évités. Combien d'industriels pourraient faire la même déclaration ?

Il est à noter que les constructeurs eux-mêmes livrent leurs machines beaucoup mieux protégées qu'autrefois. Plusieurs d'entre eux manifestent le désir d'être renseignés sur les causes des accidents qui surviennent aux appareils qu'ils livrent, de manière à pouvoir y apporter les modifications suggérées par l'expérience.

Si des progrès très sensibles ont été constatés dans l'hygiène des ateliers, les dépendances des usines, qui laissaient fort à désirer, ont aussi subi d'heureuses transformations. Ajoutons, d'ailleurs, que l'habitude de loger les ouvrières, dans la petite industrie, tend à disparaître. Autrefois, toutes les ouvrières de modes, en province, étaient prises à l'année et habitaient chez la patronne. Depuis la loi qui interdit le travail de plus de onze heures, les modistes, comme les couturières, rentrent tous les soirs à leur domicile.

Ce n'est pas sans faire preuve d'une certaine sévérité que l'Inspection est arrivée aux résultats que nous venons d'indiquer. Le nombre des procès-verbaux qu'elle a dû dresser, en 1896, tant pour contraventions aux règles d'hygiène et de sécurité prescrites par l'article 14 de la loi de 1892 et par le décret du 13 mai 1893, que pour infractions aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 et du décret du 10 mars 1894, s'est élevé à 1,080. Il avait été de 398, en 1894 et de 804, en 1895.

Les contraventions relatives à la loi de 1892 et au décret du 13 mai 1893, les seules dont nous ayons à nous occuper ici (l'application de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs échappant à notre contrôle), se répartissent comme il suit :

NATURE DES CONTRAVENTIONS.	NOMBRE des CONTRA- VENTIONS.
Infractions aux règles générales d'hygiène et de sécurité prescrites par l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892.....	233
Graissage de mécanisme en marche.....	97
Machines non protégées.....	257
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux roues verticales.....	2
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux métiers dits « à la main ».....	1
Emploi d'enfants de moins de 16 ans aux scies circulaires.....	2
Emploi d'enfants de moins de 16 ans au travail des lames tranchantes mécaniques ..	8
Emploi d'enfants de moins de 16 ans au service des robinets à vapeur.....	1
Emploi d'enfants de moins de 16 ans sur des échafaudages volants.....	2
Surcharges.....	51
Travail aux machines à coudre avant 16 ans.....	1
Travail interdit aux enfants au-dessous de 18 ans.....	2
Conditions imposées pour certains travaux.....	9

Bonnes mœurs. — L'Inspection n'a eu, heureusement, à relever qu'un très petit nombre de contraventions à l'article 16 de la loi qui impose aux industriels l'obligation de veiller au maintien des bonnes mœurs et à l'observation de la décence publique dans leurs usines. Nous exprimerons, cependant, le vœu que les patrons, qui logent encore des ouvrières, s'occupent davantage de la surveillance de leur personnel. Il est à désirer qu'une discipline sévère et une tenue convenable soient observées surtout dans les établissements à personnel mixte.

CHAPITRE VIII. — ACCIDENTS.

Les déclarations d'accidents deviennent de plus en plus nombreuses. Cette progression constante et rapide n'a d'autre cause que l'observation plus régulière de l'article 15 de la loi qui prescrit aux chefs d'entreprises d'informer le maire de la commune de tout accident ayant occasionné une blessure à un ou plusieurs ouvriers. Ce résultat est dû à l'action des inspecteurs qui ne manquent pas de sévir contre tout industriel qui a négligé de déclarer un accident. Il n'est pas permis, en effet, de faire preuve d'indulgence lorsque la santé ou la vie des ouvriers est en jeu. Aussi, les préfets ont-ils inséré, à nouveau, la loi de 1892 dans le recueil des actes administratifs, sur l'ordre de l'autorité supérieure, qui leur a, en outre, prescrit de faire afficher, dans toutes les communes de leur département, les règlements d'administration publique relatifs aux déclarations d'accidents, ainsi que le modèle du procès-verbal à dresser par le maire.

Grâce à ces différentes mesures, le nombre des déclarations s'est promptement accru. Après avoir été, pour l'ensemble des travailleurs (lois de 1892 et 1893), de 3,655, en 1893, de 14,954, en 1894, de 20,390, en 1895, il s'est élevé, en 1896, au chiffre de 25,922 accidents ayant atteint 26,021 victimes. Ces chiffres comprennent les accidents survenus dans les *ateliers* ou *chantiers* de chemins de fer. Les compagnies ne sont pas, il est vrai, d'après un avis du Conseil d'Etat du 1^{er} août 1894, assujetties aux prescriptions de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs (qui ne s'applique pas aux établissements publics), et elles échappent, par suite, au contrôle du Ministre du commerce et de l'industrie, qui ferait double emploi avec celui du Ministre des travaux publics. Mais, quoique non obligatoire, la déclaration des accidents est faite au service de l'Inspection qui en tient compte dans ses statistiques, dont l'exactitude est ainsi plus complète.

Malgré les progrès que nous venons d'enregistrer, la loi est loin d'avoir encore son plein et entier effet. Les déclarations d'accidents faites, en 1896, ne représentent pas 10 personnes atteintes par 1,000 ouvriers employés. Or, d'après les statistiques allemande et autrichienne, on compterait chaque année 27 à 30 accidents par 1,000 ouvriers. Nous espérons que les statistiques françaises, une fois régulièrement établies, n'accuseront pas un pourcentage aussi élevé. Ce n'est que lorsque les accidents seront tous exactement déclarés qu'il sera possible de se prononcer à cet égard. Aussi, les différentes autorités administratives chargées de concourir à l'exécution

de la loi doivent-elles redoubler de vigilance pour obtenir que celle-ci reçoive sa complète exécution.

Le défaut de déclaration est dû souvent à l'inobservation de la loi par des patrons qui n'informent le maire que des accidents trop graves pour être cachés et qui reculent devant une démarche lorsque l'accident est de peu d'importance. Certains industriels trouvent que l'obligation du certificat médical constitue une charge onéreuse pour eux, et c'est aussi la cause du défaut de déclaration de la part des petits patrons qui hésitent à dépenser 3 ou 5 francs pour un accident quelquefois insignifiant.

Une autre difficulté provient de ce que des chirurgiens ou des médecins attachés aux hôpitaux, alléguant le secret professionnel, refusent de délivrer le certificat médical sans lequel le service ne peut dresser procès-verbal.

Mais l'insuffisance des statistiques provient aussi de la négligence des maires qui ne dressent pas les procès-verbaux de déclaration d'accidents ou ne les transmettent pas régulièrement au service de l'Inspection. C'est une abstention des plus condamnables, car les résultats risquent d'être faussés si, dans telle région ou dans telle industrie, on n'applique pas des règles qui sont minutieusement observées ailleurs, ce qui met les inspecteurs dans l'impossibilité d'agir là où leur intervention serait le plus nécessaire.

La façon dont les déclarations d'accidents sont libellées n'est pas non plus à l'abri de toute critique. Il en résulte pour le service de l'Inspection des difficultés, des démarches qui entraînent des pertes de temps.

Nous avons fait observer, l'année dernière, que, si le nombre de déclarations n'avait cessé de s'accroître, il n'en résultait pas que le nombre des accidents eût augmenté.

L'expérience démontre, en effet, que ces derniers diminuent avec l'application plus rigoureuse des mesures de sécurité.

Ajoutons que, dans un département, il a été prescrit aux sous-préfets, indépendamment des mesures ci-dessus, de dresser un état trimestriel donnant le nombre des accidents de travail survenus dans les communes de leur arrondissement. Ces états sont ensuite transmis à l'inspecteur divisionnaire.

Enfin, quelques parquets et, à Paris, la préfecture de police, donnent connaissance au service de l'Inspection du travail des accidents parvenus à leur connaissance par l'intermédiaire de la gendarmerie et des commissaires de police.

Ce sont là des éléments de contrôle très précieux que rien, dans la loi, ne permet d'exiger. Aussi, ne peut-on que féliciter les inspecteurs qui ont su les obtenir.

CHAPITRE IX. — ÉTABLISSEMENTS SPÉCIAUX.

Établissements de bienfaisance. — La situation de ces établissements ne s'est pas sensiblement modifiée, en 1896. D'après les rapports des inspecteurs, on en comptait 1,496 contre 1,491 en 1895. Il en a été visité 1,125 au lieu 1,105 l'année précédente. Quant au personnel rencontré dans lesdites maisons, il était de 50,869. Il avait été de 49,844, en 1895.

Voici les départements dans lesquels ces établissements seraient le plus nombreux :

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES ÉTA- BLISSEMENTS de bienfaisance.
Seine.....	133
Nord.....	88
Meurthe-et-Moselle.....	44
Rhône.....	44
Loire-Inférieure.....	40
Bouches-du-Rhône.....	35
Côtes-du-Nord.....	32
Gironde.....	31
Finistère.....	30
Tarn.....	30
Ille-et-Vilaine.....	29
Pas-de-Calais.....	28
Aisne.....	27
Seine-et-Oise.....	27
Seine-Inférieure.....	26
Somme.....	26

Quant au personnel dont le service a constaté la présence, le tableau ci-après en donne le dénombrement par sexe et par âge :

DÉSIGNATION DU PERSONNEL.	NOMBRE D'ENFANTS PROTÉGÉS par sexe.	TOTAUX.
Enfants au-dessous de 13 ans non munis du certificat...	Garçons..... 1,500 Filles..... 13,604	15,104
Enfants de 12 à 13 ans munis du certificat.....	Garçons..... 36 Filles..... 559	595
Enfants de 13 à 16 ans.....	Garçons..... 1,047 Filles..... 13,318	14,365
Enfants de 16 à 18 ans.....	Garçons..... 474 Filles..... 7,996	8,470
Filles mineures de 18 à 21 ans.....		6,293
Filles et femmes majeures.....		6,042
ENSEMBLE.....		50,869

On ne comprend pas dans ces statistiques les ouvroirs proprement dits qui ne reçoivent que des externes et qui sont de véritables ateliers soumis à

toutes les obligations de la loi de 1892. Entrent seuls en ligne de compte les orphelinats et les établissements où on élève les enfants.

Par une raison inverse, on a dû en exclure les établissements religieux où on se borne à loger des enfants qui vont travailler dans les usines du voisinage.

Il résulte des chiffres ci-dessus que le service de l'Inspection, chargé de contrôler si les établissements de bienfaisance se conforment à la réglementation du travail, n'a pas négligé cette partie de sa mission. Il importe, en effet, de veiller à ce que certaines maisons ne se livrent pas, sous le couvert de la charité, à l'exploitation de l'enfance.

Ces établissements sont généralement bien tenus. Les conditions d'hygiène sont bonnes et ne laissent à désirer que dans un petit nombre de cas. Les inspecteurs rencontrent rarement des difficultés. Il est seulement à remarquer qu'on prend, d'habitude, un temps beaucoup trop long pour annoncer leur visite et les introduire dans les salles de travail. C'est ce qui a fait dire à un inspecteur que, tant qu'il y aura des grilles et des parloirs pour l'Inspection, on pourra craindre que l'application de la loi ne soit qu'apparente.

Le service n'a rencontré de résistance que dans des circonstances très rares. Quelques colonies pénitentiaires, qui relèvent plus particulièrement du Département de l'intérieur, auraient la prétention d'échapper à la loi de 1892. Comme les principes que cette loi édicte sont formels et qu'elle vise expressément, parmi les établissements soumis aux obligations qu'elle impose, les établissements publics ou privés, laïques ou religieux, où travaillent des enfants, il est urgent que des mesures soient concertées entre les administrations compétentes pour mettre fin à une résistance qui ne saurait se prolonger davantage.

L'une des dispositions de la loi, à l'observation de laquelle on apporte le plus de négligence, est celle qui prescrit d'envoyer tous les trois mois à l'inspecteur du travail un état nominatif des enfants élevés dans les établissements précités. Peut-être cette formalité ne répond-elle pas à une nécessité bien réelle. Une fois entrées à l'orphelinat, dit un inspecteur, les jeunes filles n'en sortent guère avant 21 ans; le nombre des places est limité et toujours au complet; les mutations y sont rares. Il propose de n'exiger qu'une ou deux fois par an, au lieu de quatre, la production desdits états qui deviendrait, sans doute, plus régulière.

C'est dans les refuges que l'application de cette règle a soulevé le plus de difficultés. La supérieure d'un de ces établissements, qui se retranchait derrière le secret professionnel pour se soustraire à la loi, a été l'objet de poursuites qui ont abouti à une condamnation.

Théâtres et cafés-concerts sédentaires. — La loi du 2 novembre 1892 qui, par son article 8, interdit, en principe, d'employer des enfants de moins de 13 ans dans les théâtres ou cafés-concerts sédentaires, n'avait pas consacré le droit d'entrée des inspecteurs dans ces établissements. C'est la loi de 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs qui, en leur ouvrant l'accès des établissements de ce genre où il est fait emploi d'appareils mécaniques, leur a donné le moyen d'exercer leur surveillance sur le personnel protégé. Une clause de la proposition de loi actuellement soumise à la Chambre des dé-

putés a pour but de régulariser cet état de choses. Mais, dès maintenant, les inspecteurs peuvent être considérés comme ayant leur entrée dans tous les théâtres, car il n'y en a pas beaucoup qui ne fassent, à un titre quelconque, usage d'un appareil mécanique, et le service doit pouvoir y pénétrer, en tout état de cause, afin de s'en assurer.

Les inspecteurs se sont acquittés de cette partie de leur tâche avec la mesure et la réserve dont les instructions ministérielles leur recommandent de ne pas se départir. Quand on a tenté de faire paraître sur la scène des enfants en sous-âge, soit comme chanteurs, soit comme acrobates (car les inspecteurs sont chargés de prêter leur concours pour l'application de la loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants dans les professions ambulantes), l'Inspection est intervenue pour empêcher ces abus.

Elle n'a pas non plus perdu de vue que le règlement d'administration publique du 13 mai 1893, rendu en exécution de la loi du 2 novembre 1892, interdit d'employer des enfants au-dessous de 18 ans dans les ménageries.

Il a fallu, dans de rares circonstances, recourir à des procès-verbaux de contravention pour vaincre les résistances que les directeurs de théâtres opposaient à la visite de l'Inspection. Nous rappellerons, à ce sujet, que, si ces derniers sont tenus de fournir à l'inspecteur les moyens de constater qu'aucune des prescriptions des lois sur le travail n'est violée dans leurs établissements, ce fonctionnaire ne peut avoir accès dans la salle même du spectacle que s'il est prouvé que c'est de là seulement que la surveillance peut s'exercer. Peut-être certaines difficultés auraient-elles été évitées si les inspecteurs s'étaient strictement conformés à ces instructions.

La Commission supérieure avait constaté, en 1895, que les autorisations exceptionnelles de jouer, données dans les départements à des enfants de moins de 13 ans, avaient été beaucoup trop fréquentes. Afin d'éviter, dans la mesure du possible, ces exhibitions, le plus souvent inutiles et toujours regrettables, M. le Ministre des beaux-arts a, sur la demande de M. le Ministre du commerce et de l'industrie, invité les préfets à restreindre les autorisations et à ne les concéder que pour des rôles qu'ils reconnaîtraient absolument indispensable de confier à des enfants.

Ces observations s'appliquent surtout à la chansonnette de café-concert pour laquelle, à la suite de véritables scandales, on avait dû interdire, à Paris, l'intervention de l'enfant. L'Administration des beaux-arts a rappelé aux préfets les termes de la circulaire du 26 janvier 1893, qui leur recommande de n'autoriser aucun enfant à chanter en public qu'après avoir fait prendre connaissance par leurs agents du répertoire qui doit être interprété et s'être assurés que rien, dans le sens ou les paroles, ne peut offenser la décence ou les bonnes mœurs. Il est permis de se demander s'il ne serait pas nécessaire d'aller plus loin, car il est douteux que la loi qui autorise l'emploi exceptionnel d'enfants de moins de 13 ans pour la représentation de *pièces déterminées*, ait entendu par là l'interprétation de la chansonnette de café-concert. Il semble qu'il n'y aurait que des avantages à étendre aux départements l'interdiction radicale qui a été prise à l'égard de la capitale.

L'application de l'article 8 de la loi de 1892 soulève deux difficultés que nous devons signaler.

Cet article, qui interdit l'emploi d'enfants au-dessous de 13 ans dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires, c'est-à-dire permanents, ne s'applique pas aux théâtres forains qui n'ont qu'une existence passagère. La loi du 7 décembre 1874, relative à la protection des enfants dans les professions ambulantes, ne régit pas non plus ces établissements, si les enfants ne s'y livrent pas aux exercices de force définis par ladite loi. Ils échappent ainsi à tout contrôle. C'est là une lacune fâcheuse, car elle constitue une exception en faveur d'établissements qui, plus que d'autres, ont besoin d'être surveillés. Il suffirait, pour réparer cet oubli, d'ajouter dans le nouveau texte le mot *forain* à la suite du mot *sédentaire*.

Cette addition ferait disparaître une autre difficulté d'interprétation que soulève l'application parallèle des deux lois précitées. Alors que la loi de 1892 ne permet pas de faire paraître des enfants de moins de 13 ans dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires, l'article 1^{er} de la loi du 7 décembre 1874 autorise les acrobates et saltimbanques, etc., à employer leurs enfants dans leurs représentations, à partir de 12 ans, s'ils n'exécutent pas de tours de force périlleux. Il y a là une antinomie qu'il importe de supprimer.

CHAPITRE X. — INSPECTION.

On ne peut que se féliciter des résultats obtenus par le service de l'Inspection, en 1896.

Les inspecteurs ont des rapports satisfaisants avec les industriels, généralement soucieux de se soumettre aux prescriptions de la loi; ils accomplissent, d'ailleurs, leur devoir sans se préoccuper de l'état d'esprit de ceux qui chercheraient à paralyser l'action du service.

Les tournées d'inspection sont combinées de façon à donner le maximum d'effet utile, en restant dans la limite du crédit alloué. L'itinéraire est régulièrement soumis à l'inspecteur divisionnaire qui rejoint inopinément, en route, les inspecteurs départementaux, aussi souvent qu'il peut le faire. Les visites de contrôle ont permis de constater que partout ces fonctionnaires avaient très consciencieusement rempli leur mission. Leur activité a permis de découvrir et de réprimer bien des abus.

Les ouvriers commencent à exprimer leur satisfaction de se sentir protégés, ainsi que leurs femmes et leurs enfants; ils ont une très grande confiance dans l'efficacité de l'inspection pour faire disparaître les irrégularités qui peuvent se produire.

Le nombre total des visites effectuées a été, en 1896, de 140,878, chiffre qui dépasse de 7,144 le nombre des visites de 1895. Les résultats de cette dernière année présentaient déjà une différence en plus de 5,000 visites environ sur l'exercice précédent. Il y a donc une progression constante dont il y a lieu de s'applaudir, bien qu'il ne faille pas considérer, d'une façon absolue, le nombre des visites faites par les inspecteurs comme le corollaire de leur activité. Le temps d'une inspection varie suivant l'industrie. Quelques minutes suffisent, ordinairement, pour un petit atelier, alors que plusieurs heures sont à peine suffisantes pour visiter convenablement une usine ou une manufacture. Ainsi que le fait remarquer un inspecteur, rien ne serait plus facile

à un agent que d'augmenter le nombre de ses visites; en réalité, l'œuvre accomplie ne présenterait qu'un médiocre intérêt.

A côté des résultats tangibles, dit l'inspecteur de la 1^{re} circonscription, il y a d'autres labeurs qui restent ignorés parce qu'il est impossible de les traduire en chiffres.

« Il y a d'abord, dit M. Laporte, le travail de bureau. S'il est à peu près le même pour tout le personnel en ce qui regarde l'état mensuel des visites, il se complique singulièrement pour les inspecteurs par les écritures considérables qu'occasionnent les états d'accidents, le libellé des procès-verbaux; les rapports sur affaires spéciales, les réponses aux circulaires ministérielles, etc., sans compter le rapport annuel et les statistiques de fin d'année. . .

« Les enquêtes spéciales qui sont réclamées aux inspecteurs sont fort nombreuses, à cause de la grande quantité d'accidents industriels qui se produisent chaque jour. En 1896, nous avons eu à connaître de 4,968 accidents (dans trois départements seulement), sur lesquels un dixième environ a nécessité une instruction. Par suite, descente sur les lieux, interrogatoire des témoins, visite à l'hôpital pour recueillir les dires du blessé. Puis, s'il y a eu procès-verbal, convocation chez le juge d'instruction, comparution devant le tribunal. Toutes ces démarches, qui prennent beaucoup de temps, ne comptent sur la feuille mensuelle de l'inspecteur que pour une seule visite, celle qui est faite chez l'industriel.

« Et les dénonciations, les plaintes qui affluent chaque jour pendant la période des affaires! Toutes, malgré quelquefois leur exagération manifeste ou leur invraisemblance, font l'objet d'une enquête particulière avec rapport à la suite, et souvent procès-verbal.

« Puis, encore, les visites de nuit et celles du dimanche, dont l'inspecteur ou l'inspectrice ne peut tenir compte que s'il a laissé trace de son passage en signant le registre de l'industriel. Et si les portes sont closes — ce qui arrive neuf fois sur dix — la visite est regardée comme nulle et ne figure pas à l'état mensuel.

« Tout cela, évidemment, est la conséquence inévitable de la fonction d'inspecteur, et nul de nous ne songe à s'en plaindre. Si j'en ai parlé, c'est dans le but de faire mieux juger l'Inspection, dont on affecte trop souvent de méconnaître les services. »

Personne n'ignore les difficultés multiples que l'inspecteur rencontre sur son chemin et les obstacles qu'il a à surmonter pour s'acquitter de sa mission; nous les avons indiquées l'année dernière, nous n'y reviendrons pas. On pourrait relater telles circonstances dans lesquelles des industriels ont manqué aux égards qu'ils devaient à un fonctionnaire chargé d'un service public. De ce chef, les inspecteurs ont dû dresser 9 procès-verbaux pour obstacle mis à l'accomplissement de leur devoir.

Quelques-uns se plaignent de ne pas trouver auprès des autorités administratives l'appui moral qui leur est nécessaire pour l'exécution de leurs fonctions. Nous estimons qu'il serait à désirer que les inspecteurs pussent rencontrer, d'une façon générale, un concours plus effectif.

CHAPITRE XI. — COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. — COMITÉS DE PATRONAGE.

L'article 24 de la loi dispose que les Conseils généraux devront instituer une ou plusieurs commissions chargées de présenter, sur l'exécution de la loi et les améliorations dont elle serait susceptible, des rapports qui seront transmis au Ministre et communiqués à la Commission supérieure.

Ces commissions, à de rares exceptions près, ont été constituées dans tous les départements.

Mais il n'y en a que cinq qui se soient réunies en 1896 : ce sont celles de l'Aude, de la Charente, d'Indre-et-Loire, de Maine-et-Loire et de la Sarthe.

Faut-il en conclure que la surveillance active de l'inspection du travail dans l'industrie assure d'une façon suffisante l'application de la loi du 2 janvier 1892 ? C'est l'avis général des préfets. Il semble que si les lois réglementant le travail rencontraient des résistances ou des difficultés d'application sérieuses, on ne manquerait pas d'en retrouver l'écho au sein de ces commissions,

La question s'est posée de savoir si l'initiative des réunions des commissions ne devrait pas appartenir à l'inspecteur. On fait valoir à l'appui de cette manière de voir que ce fonctionnaire est mieux à même que personne de savoir à quels moments les réunions seraient utiles, de procurer aux commissions un ordre du jour déterminé, en un mot de leur permettre de délibérer, en connaissance de cause, sur les objets rentrant dans leurs attributions.

La réponse à la question posée ne peut être que négative. Si l'inspecteur du travail peut fournir à la commission les renseignements nécessaires sur le fonctionnement de la loi, sur les résultats qu'elle produit, sur les améliorations qu'elle comporte, et c'est dans ce but que le législateur a voulu qu'il fût membre de droit de la commission, il ne saurait lui appartenir de la mettre en mouvement.

Le rôle de ces commissions est d'ailleurs très bien défini par la loi. Elles sortiraient de leur rôle en s'érigant en juges de la conduite des inspecteurs du travail, qui relèvent exclusivement du Ministre. Elles ont été instituées à titre purement consultatif.

Si elles peuvent apporter un concours utile à l'Administration en lui présentant des vœux sur les modifications qu'il leur semblerait nécessaire d'apporter à la législation, elles ne sauraient, en aucun cas, s'arroger le droit de discuter les instructions ministérielles et d'en surveiller l'application.

Comités de patronage. — Si les commissions départementales n'ont pas fait preuve de vitalité en 1896, les comités de patronage institués par l'article 25 de la loi de 1892 pour la protection et le développement de l'instruction professionnelle des apprentis et des enfants employés dans l'industrie n'ont pas montré une plus grande activité.

C'est aux Conseils généraux qu'il appartient de déterminer le nombre et

les circonscriptions des comités de patronage. C'est également à eux qu'incombe le soin de nommer, concurremment avec les préfets, les membres de la commission directrice de ces comités. Ces désignations faites, on pouvait espérer que les intéressés, dans les différentes circonscriptions déterminées par les Conseils généraux, prendraient l'initiative de constituer ces comités et d'élaborer les statuts qui doivent être soumis, dans les départements, à l'approbation des préfets. Malgré les efforts de l'Administration, les comités de patronage, à quelques rares exceptions près, n'étaient pas encore constitués en 1896.

A quoi faut-il attribuer ce peu d'empressement à répondre aux vœux du législateur?

Dans certains départements, à la préexistence de comités de patronage qui rendent des services sérieux; dans d'autres, à ce que la population ouvrière n'est pas assez dense pour se prêter à la constitution d'associations de ce genre.

Dans d'autres régions plus particulièrement agricoles, l'initiative individuelle ne trouverait que difficilement les éléments de vitalité nécessaires pour le fonctionnement d'œuvres de cette nature. Le défaut de compétence des personnes sur lesquelles certains Conseils généraux ont fixé leur choix n'est peut-être pas non plus étranger au peu de développement qu'a pris l'institution.

Il a paru utile de créer, par contre, dans quelques villes industrielles où le nombre des enfants employés dans l'industrie est considérable, plusieurs comités de patronage.

Rien ne doit entraver les efforts et les bonnes volontés lorsqu'il s'agit de l'amélioration morale et matérielle des enfants occupés dans les usines et les manufactures. Ce n'est pas sur ce terrain qu'on peut redouter la concurrence.

Rien ne s'oppose d'ailleurs dans la loi à la création de comités de patronage multiples dans une même ville. Mais ce concours de plusieurs comités de patronage doit être subordonné à une condition *sine qua non* : c'est que la protection de ces comités, quelle que soit la classification adoptée, s'étende à tous les enfants employés dans l'industrie. Il ne serait possible de limiter cette tutelle aux apprentis d'une ou de plusieurs branches de la production, à l'industrie de la laine, par exemple, comme on avait proposé de le faire dans une région.

Il est d'ailleurs à désirer que les principaux chefs d'établissement tiennent à honneur de revendiquer la place qui leur appartient et qui doit leur être réservée dans les comités de patronage, puisque ces comités poursuivent non seulement une œuvre de protection et de moralisation dans les milieux industriels, mais encore le développement de l'instruction professionnelle des jeunes ouvriers.

CHAPITRE XII. — PÉNALITÉS.

Le nombre des procès-verbaux dressés pour infractions aux lois de 1848, de 1892 et de 1893, qui avait été de 703 en 1894 et de 1,332 en 1895, s'est élevé à 1,612 en 1896.

Voici les industries dans lesquelles les contraventions ont été les plus nombreuses :

INDUSTRIES.	NOMBRE	
	de PROCÈS- VERBAUX.	de CONTRA- VENTIONS.
Modes, confections, couture et lingerie.....	177	1,394
Moulinage de la soie.	111	1,740
Entrepreneurs de bâtiments.....	76	121
Serruriers et mécaniciens.....	75	282
Entrepreneurs de maçonnerie	72	127
Imprimeries.....	58	339
Filature et peignage de laine	56	1,185
Cartons et cartonnages.....	44	213
Blanchisseries.....	43	226
Verreries et cristalleries.....	42	479

Les 1,612 procès-verbaux dressés en 1896 et dans lesquels étaient relevées 18,837 contraventions ont reçu les solutions suivantes :

INDUSTRIES.		NOMBRE de PROCÈS- VERBAUX.
Procès-verbaux...	suivis de condamnations.....	1,391
	suivis d'acquiescement	58
	classés par le service.....	32
	classés par le parquet.	117
	encore en instance.....	14
ENSEMBLE.....		1,612

Le total des amendes prononcées, qui avait été de 23,366 francs en 1894 et de 41,456 fr. 25 en 1895, a atteint, en 1896, le chiffre de 58,545 francs, soit, respectivement, une augmentation de 150 p. 100 et de 41 p. 100 sur les deux années précédentes.

Nous avons indiqué, dans le rapport de 1895, que cette activité dans la répression ne dénote pas que la loi soit moins bien appliquée. Elle atteste seulement que l'Inspection, dont l'action était, à l'origine, plutôt préventive que répressive, fait aujourd'hui preuve de plus de sévérité vis-à-vis des industriels qui ne peuvent plus arguer de leur ignorance pour se soustraire aux obligations que la loi impose. Nous appelons d'ailleurs de tous nos vœux le jour où la diminution des contraventions révélera que la loi est universellement exécutée. Peut-être arriverait-on plus tôt à ce résultat si les tribunaux qui témoignent d'une indulgence excessive ne faisaient pas, quelquefois, des

articles 365 du Code d'instruction criminelle, de l'article 463 du Code pénal et de la loi de sursis conditionnel du 26 mars 1891, une application qui est en contradiction flagrante avec les principes généraux du droit et les dispositions de la loi du 2 novembre 1892.

Il paraîtrait utile de leur rappeler : 1° que la prohibition du cumul des peines est inapplicable aux contraventions de simple police et qu'il y a lieu d'infliger l'amende prévue par la loi, autant de fois qu'il y a de contraventions relevées dans la prévention et retenues par le tribunal; 2° qu'il n'y a pas lieu d'admettre de circonstances atténuantes devant les tribunaux de simple police, la faculté d'appliquer l'article 463 du Code pénal ayant été limitée, par la loi elle-même, au cas où les tribunaux correctionnels sont appelés à connaître des procès-verbaux qui leur sont déférés; que la loi dite *loi Béranger* n'a pas accordé le bénéfice du sursis aux contraventions de simple police.

Si ces principes n'étaient pas rigoureusement respectés par les justices de paix, il serait à craindre que des contraventions qui, sous le régime de la loi du 19 mai 1874, relevaient de la juridiction correctionnelle, ne fussent aujourd'hui l'objet d'une répression inefficace, ce qui enlèverait à l'Inspection toute autorité.

Nous exprimerons enfin le vœu qu'on tienne la main à la stricte application des instructions qui prescrivent au ministère public d'aviser le service de la décision du tribunal, immédiatement après le prononcé du jugement, afin d'éviter que l'Inspection n'en soit informée après les délais d'appel.

Nous venons d'examiner, dans un rapide coup d'œil, les résultats obtenus en 1896; c'est en voyant le chemin parcouru qu'on se rend plus facilement compte de ce qui reste à faire. Des indications générales contenues dans ce rapport il résulte que la loi, qui avait d'abord soulevé quelques défiances, entre progressivement dans les mœurs industrielles. On reconnaît qu'il est possible de protéger la femme et l'enfant contre un labeur excessif et les risques professionnels sans entraver la libre expansion du travail national. On a compris que ce sont là des forces vitales qu'il importe de ménager dans l'intérêt même de la défense économique du pays. Aussi bien, l'année 1896 marque-t-elle un nouveau pas en avant dans la voie de l'application normale et régulière de la loi.

Si de sérieux progrès ont été réalisés, c'est en grande partie à la vigilance et à la fermeté avec lesquelles l'Inspection s'acquitte de sa mission qu'il faut l'attribuer. La légitime influence dont elle jouit est due à l'impartialité et à l'intégrité qui président à tous ses actes. Son action n'aurait pas manqué d'être encore plus efficace si les cadres étaient moins limités.

Nous avons vu que, sur 296,797 établissements, le service n'a pu en visiter que 117,539, soit 39.60 p. 100. Ces chiffres seuls indiquent que les inspecteurs ne sont pas assez nombreux pour remplir leur lourde tâche. Nous exprimons le vœu que la situation budgétaire permette d'augmenter le personnel dans un avenir rapproché. C'est une mesure qui offrirait de grands avantages, alors même qu'elle serait restreinte aux limites strictement indispensables pour assurer le service dans les sections où les inspecteurs seraient en congé, malades ou appelés sous les drapeaux pour effectuer une période d'instruction militaire.

Nous nous empressons d'ajouter qu'il ne suffirait pas de renforcer le contrôle pour supprimer tous les abus. Il en est qui proviennent de ce qu'il y a dans les textes législatifs des fissures qui permettent à certains industriels d'échapper aux obligations que la loi impose. Ce n'est qu'après que celle-ci aura été révisée et complétée que les difficultés d'application disparaîtront et que la réglementation du travail produira tous les bienfaits qu'on est en droit d'en attendre.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Paris, le 8 novembre 1897.

Au nom de la Commission supérieure :

Le Président,

RICHARD WADDINGTON.

Le Rapporteur,

GEORGES BRETON.

COMPTES RENDUS

de l'application de la loi du 2 novembre 1892 dans les mines, minières et carrières, annexés aux rapports de la Commission supérieure.

Année 1893.

A raison de la date assez tardive à laquelle ont été rendus, en 1893, les derniers règlements pour l'exécution de la loi du 2 novembre 1892, les ingénieurs des mines n'ont guère pu s'occuper que durant le cours du second semestre d'assurer l'application de la loi dans les exploitations minérales de la surveillance desquelles ils sont chargés en vertu de l'article 17 de la loi et des instructions de détail données par la circulaire ministérielle du 4 mai 1893.

Toutefois les mines, sauf de rares exploitations sans importance, ont été visitées, quelques-unes d'entre elles plusieurs fois même.

D'après les statistiques du Ministère des travaux publics (1), on exploite actuellement en France 493 concessions de substances diverses. Le personnel occupé dans ces mines et leurs dépendances paraît pouvoir se dénombrer comme suit d'après les relevés des ingénieurs des mines :

PERSONNEL.		AU FOND.	AU JOUR.	TOTAL.	P. 100.
Enfants de 12 à 13 ans.....	Garçons.....	9	57	66	0.04
	Filles.....	"	2	2	
Enfants de 14 à 16 ans.....	Garçons.....	4,521	3,971	8,492	6.00
	Filles.....	"	790	790	
Enfants de 16 à 18	Garçons.....	5,686	2,525	8,211	6.00
	Filles.....	"	801	801	
Filles mineures de 18 à 21 ans.....		"	727	727	0.46
Filles et femmes majeures.....		"	2,859	2,859	1.50
Ouvriers adultes.....		114,600	24,249	138,849	86.00
TOTAUX.....		124,816	35,981	160,797	100.00

On peut dire que, dans son ensemble, la loi est en général convenable.

(1) Pour tous les renseignements statistiques qui n'ont pas été joints au présent compte rendu, se reporter aux publications détaillées du Ministère des travaux publics.

ment appliquée partout. Elle l'est complètement dans les grandes entreprises, moins bien dans les petites exploitations qui se rapprochent des carrières de peu d'importance dont on parlera ci-dessous. Aussi bien, ce qui n'est pas observé dans les entreprises auxquelles on fait allusion, ce ne sont pas tant les règles du fond que les dispositions concernant les livrets, les registres et les divers affichages.

Il n'y a pas de raison suffisante pour séparer ici les minières des carrières ; ces deux sortes d'exploitations ne diffèrent aujourd'hui que par des distinctions de droit bien peu importantes.

Dans les minières et carrières il y a une double distinction à faire : d'une part, entre les exploitations souterraines et les exploitations à ciel ouvert ; d'autre part, entre les entreprises dont la continuité de travail et le développement constituent de vraies exploitations industrielles, et celles, exploitées temporairement, par des tâcherons, avec un personnel parfois si réduit qu'un très grand nombre d'ingénieurs seraient portés à les considérer comme rentrant dans les ateliers familiaux que l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 dispense de la surveillance qu'elle a instituée.

D'après les statistiques du Ministère des travaux publics, le dénombrement de toutes ces entreprises et du personnel qu'elles occupent, sans distinction d'âge ni de sexe, paraît s'établir comme suit :

CATÉGORIES DES ENTREPRISES.		NOMBRE.	PERSONNEL occupé.
Minières souterraines.....		18	594
Carrières souterraines {	continues.....	1,917	14,849
	temporaires.....	1,815	3,854
Minières à ciel ouvert.....		78	999
Carrières à ciel ouvert {	continues.....	9,209	47,391
	temporaires.....	23,632	48,016
TOTAUX.....		36,669	115,703

Les minières et les carrières souterraines continues sont toutes visitées au moins une fois l'an, et il en est de même pour les grandes entreprises à ciel ouvert. Quant aux exploitations temporaires, et surtout à cette immensité de fouilles insignifiantes, à ciel ouvert, répandues sur toute la surface du territoire, ce n'est qu'en plusieurs années, que le personnel des mines, avec la constance qu'il a, peut espérer arriver à les visiter. C'est déjà beaucoup que de pouvoir connaître leur existence et les dénombrer par l'intermédiaire des maires. que la loi des mines appelle à concourir à leur surveillance et qu'elle leur confie même plus spécialement pour les exploitations à ciel ouvert.

Aussi bien, le nombre des personnes protégées est très inférieur relativement à celui relevé dans les mines.

Pour les exploitations souterraines, sur un effectif total de 15,819 ouvriers et ouvrières constaté dans les établissements visités, on a relevé 1,223 personnes protégées, soit 7.7 p. 100, ce qui fait une proportion inférieure de plus de moitié à celle signalée dans les mines. La proportion serait encore moindre dans les exploitations à ciel ouvert, puisque, sur un personnel total de 56,670 qui a pu être dénombré, on n'aurait relevé que 1,956 personnes protégées, soit moins de 3.5 p. 100.

En ce qui concerne l'application aux minières et carrières de la loi du 2 novembre 1892, considérée dans son ensemble, on peut la résumer par une observation qui se rapproche de celle ci-dessus présentée pour les mines.

Convenablement observée généralement dans les vastes exploitations, qui sont des facteurs de la grande industrie, elle l'est d'autant moins qu'on descend l'échelle d'importance pour en arriver à ces chantiers éphémères de tâcherons travaillant isolément avec leurs femmes et leurs enfants et où toute surveillance devient difficile, pour ne pas dire impossible, à raison de la précarité du travail.

Comme on l'a dit pour certaines mines, les irrégularités constatées paraissent porter plus sur les règles de forme, sur les dispositions relatives aux livrets, aux registres et surtout à l'affichage que sur celles de fond, c'est-à-dire l'âge, la durée et la nature du travail.

Les observations détaillées qui seront ci-dessous données, d'après les renseignements fournis par les ingénieurs, sur tous les points que touche la loi, compléteront ces indications générales.

Mais auparavant il y a lieu de s'arrêter sur une question préjudicielle concernant les tourbières.

Les tourbières ne sont pas nommées dans la loi du 2 novembre 1892, qui ne mentionne explicitement que les mines, les minières et les carrières. En droit, les tourbières forment, dans la loi organique de l'industrie extractive, une classe à part que régissent les articles 83 à 86 de la loi du 21 avril 1818. La raison de cette réglementation spéciale paraît différente de celle qui motive la réglementation des mines, des minières et des carrières. Ces trois catégories d'entreprises ont des dangers communs résultant de leurs procédés d'abatage, qui sont semblables en principe et qui produisent la destruction de la croûte terrestre. L'exploitation des tourbières met plus en cause la salubrité que la sécurité; la surveillance dont elles sont l'objet a plus pour objet l'écoulement d'eaux dont la stagnation serait dangereuse que l'excavation à créer.

En l'état actuel, on peut admettre que les tourbières, n'ayant pas été nommées dans la loi du 2 novembre 1892, et notamment dans son article 1^{er}, ne sont pas soumises à cette loi. A l'appui de cette interprétation on peut faire valoir que les travaux des tourbières ne diffèrent guère des travaux agricoles, qu'on n'y travaille que quelques mois, durant la belle saison, dans l'intervalle des travaux des champs, et lorsque les circonstances atmosphériques le permet.

Dans la plupart des pays à tourbe, en outre, on ne travaille guère aux tourbières que par atelier de famille. Les hommes font l'extraction pro-

prement dite; les enfants et les femmes l'étendage et l'empilage des mottes (1).

A la suite de ces observations générales, on va passer en revue, dans l'ordre même de la loi, les points sur lesquels des remarques spéciales achèveront de montrer les conditions particulières dans lesquelles sont appliqués la loi et les règlements qui la complètent. On s'abstiendra de toute indication partout où la loi s'est trouvée déjà appliquée, ainsi que partout où son application n'a soulevé ni difficulté sérieuse ni irrégularité importante, ou n'a pas fait surgir de questions intéressantes.

Au fond, si on laisse de côté de pures questions de formes, telles que celles des livrets, des registres ou même des déclarations d'accidents, le seul point qui semble de nature à retenir plus spécialement l'attention est celui du travail des jeunes ouvriers de 16 à 18 ans. Si on ne veut pas les chasser partout des travaux du fond — et on aura l'occasion de dire la gravité exceptionnelle qu'aurait une pareille mesure — il faudrait ramener de cinquante-quatre à soixante heures le temps pendant lequel ils peuvent être occupés au cours de la semaine; en un mot, on devrait permettre quotidiennement dix heures entières de travail effectif. Il semble que ce soit là le point du nouveau régime qui ait donné lieu aux observations les plus sérieuses.

Age d'admission. — L'élévation de 16 à 18 ans pour l'âge auquel le travail des enfants ou jeunes ouvriers est réglementé a introduit dans le travail de plusieurs bassins houillers ou d'autres centres d'extraction des modifications qu'il est bon de relever.

Dès la promulgation de la loi de 1874, on avait renoncé dans le *bassin houiller de Saint-Étienne* à employer au fond des enfants de moins de 16 ans. Depuis la loi du 2 novembre 1892, la tendance manifeste est d'écarter du fond les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans; là où on a gardé ceux qui y étaient occupés, on n'en embauche plus.

« Cette tendance est très regrettable, dit M. l'ingénieur en chef des mines de Castelnau. Au moment où les ouvriers commencent à être habitués à la mine, où ils pourraient commencer sérieusement leur apprentissage de piqueur ou de boiseur, ils sont obligés de partir pour le service militaire. Lorsqu'ils redescendent dans la mine, soit vers 23 ou 24 ans, ce sont encore des débutants au lieu d'être, comme ils le devraient, des ouvriers entièrement formés. Il résultera très probablement de ce fait des inconvénients sérieux au point de vue de la sécurité, comme au point de vue économique; ce n'est évidemment pas du jour au lendemain que l'on s'en apercevra; mais il est à craindre que ces résultats soient bien nets d'ici à une dizaine d'années. »

A ces judicieuses observations d'un juge si compétent, on peut ajouter une autre remarque sur les inconvénients de ce retard dans le début de la profession; nous voulons parler des versements pour la constitution des retraites. Ce sont les versements des premières années qui sont particulièrement féconds à raison de la longue capitalisation des intérêts; ils n'existeront plus désor-

(1) Dans le département de l'Aisne, par exemple, sur 786 personnes occupées dans 194 ateliers ou lots, il n'y a pas moins de 390 personnes protégées, soit 50 p. 100 de l'effectif total.

mais; ou, si le jeune ouvrier travaille ailleurs qu'à la mine, ce sera, à coup sûr, avec un moindre salaire, partant de moindres versements, à son livret et une moindre retraite quand l'heure en sera venue.

Aux mines de houille de Decize (Nièvre), qui constituent un des établissements occupant relativement le plus d'enfants au fond, l'âge d'embauchage a été relevé à 16 ans depuis la promulgation de la loi, encore que rien n'ait été changé dans la réglementation des enfants au dessous de 16 ans.

Dans le bassin houiller du Gard, on n'occupait pas au fond d'enfants au-dessous de 13 ans.

Il y en avait quelques-uns au jour (4 à 5) sans certificats d'aptitude physique, ils ont été congédiés.

Au reste, au fond, excepté aux mines de la Grand'Combe, qui occupent un effectif relativement considérable d'enfants au-dessous de 15 ans, les mines du Gard n'occupent que de jeunes ouvriers de 16 à 18 ans, et, dans plusieurs mines, comme on le dit au paragraphe VI, on est même obligé de leur substituer des adultes, parce qu'on ne peut les employer au trainage ou au roulage qui s'effectuent avec des paniers ou des wagons trop lourds.

Dans le bassin houiller de Carmaux, où l'on n'admettait jadis au fond que des enfants de moins de 16 ans, ils ne descendront désormais plus qu'après 18 ans.

Dans les importantes carrières du sous-arrondissement minéralogique de Reims, beaucoup d'exploitants avaient également pris le parti de renvoyer tous les ouvriers de moins de 18 ans, qui ne pouvaient plus être occupés, comme jadis, simultanément avec les adultes; le service des mines s'est entremis pour les faire reprendre, estimant qu'il serait possible de les occuper avec un horaire différent de celui des adultes.

En somme, c'est le grand bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais qui reste la pépinière occupant au fond le nombre relatif de beaucoup le plus considérable d'enfants et surtout d'enfants de moins de 16 ans.

Durée du travail. — On sait qu'il est assez difficile, dans les travaux souterrains, de faire exactement le décompte du travail effectif, qui sert de base à la réglementation, à raison de la difficulté de faire état, en dehors du temps de la remonte et de la descente, des repos qui ne se prennent pas toujours à des heures déterminées ou pendant des périodes fixées, mais qui, de par la pratique généralement admise, n'en constituent pas moins réellement des repos à défalquer de la durée de la présence pour dégager le travail effectif.

Ainsi, dans les houillères du Pas-de-Calais, on évalue généralement à deux heures la différence entre le travail effectif et la présence, à savoir :

Une heure pour la remonte et la descente;

Une demi-heure au moins pour le repos du briquet entre 9 heures et 10 heures;

Une demi-heure par intermittence de ci et de là, intermittences très variées comme durée et comme situation pendant le poste.

Hors des longues coupes, la durée de la présence dans la mine paraît varier suivant les exploitations ou les entreprises de huit heures à onze heures.

Il n'est pas impossible, avec ces conditions, que, dans quelques mines,

la durée du travail effectif n'atteigne, pour quelques ouvriers de moins de 16 ans, huit heures et demie et même neuf heures; on admet cependant que ce doit être là une exception rare.

En tout cas, il semble qu'il ait pu y avoir des prolongements de travail irréguliers pendant les longues coupes.

Dans le *bassin houiller du Gard*, au contraire, pour les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans, les seuls qui soient employés à la garde des portes d'aérage et au service des recettes des puits faisant l'extraction à plusieurs étages, les exploitants voudraient dix heures de travail par jour et, par suite, soixante heures par semaine, au lieu de cinquante-quatre, parce qu'ils ne paraissent pas défalquer, comme repos, les intermittences du travail qui ne semblent cependant pas contestables.

A un autre point de vue, l'application du régime spécial, prévu pour certaines mines par l'article 7, § 3, de la loi du 2 novembre 1892 et par l'article 3 du décret du 3 mai 1893, a fait soulever dans les *houillères du Pas-de-Calais*, auxquelles ce régime peut s'appliquer et s'est appliqué, une question particulière.

Les enfants qui descendent entre 4 et 5 heures du matin ne doivent pas être assujettis, à raison du régime spécial en question, à plus de dix heures de présence, tandis que ceux qui descendent après 5 heures, sous l'application du seul droit commun, peuvent rester dans la mine un temps illimité, souvent douze heures pendant les *longues coupes* de l'hiver notamment, à condition que le travail effectif ne dure pas huit heures.

Aussi, les ingénieurs faisaient-ils observer, les uns, qu'il vaudrait mieux, dans tous les cas, limiter la durée du travail effectif à huit heures et le temps de présence dans la mine à onze heures au *maximum*; les autres, que les enfants pussent travailler de 4 heures du matin à minuit, en limitant la durée du travail à huit heures et celle de la présence à dix ou onze heures.

Mais on ne peut admettre que, dans une même mine, ainsi que cela semble avoir été fait, il soit permis de cumuler pour des enfants travaillant simultanément les deux régimes prévus par la loi et les règlements. Ce cumul ne semble pas conforme à l'esprit de la réglementation; c'est l'un ou l'autre système qu'il faut adopter, à moins de les appliquer dans des exploitations ou à des travaux suffisamment distincts.

Ce n'est en somme que dans quelques rares exploitations de carrières à ciel ouvert où l'on a trouvé des jeunes ouvriers de 16 à 18 ans, plus rarement des enfants, ayant la même durée de travail que celle des adultes et une durée dépassant nettement en été celles permises par la loi.

Partout où ces faits ont été relevés, notamment dans des *carrières d'argile d'Eure-et-Loir* ou de la *Haute-Saône*, les observations nécessaires ont été faites aux exploitants.

Travail de nuit. — Un certain nombre de *mines de houille du Nord et du Pas-de-Calais* ont fait leur déclaration, qui a été acceptée, pour bénéficier du régime spécial du travail de nuit, de 4 à 5 heures du matin et de 9 heures du soir à minuit, de l'article 9, § 3, de la loi du 2 novembre 1892 et de l'article 3 du décret du 3 mai 1893.

On a dit, au paragraphe 2 ci-dessus, à propos de la durée du travail, les particularités soulevées par l'application de ce régime dans le *Pas-de-Calais*.

Aussi bien, il ne paraît pas que l'utilité de l'emploi des enfants au poste de nuit soit bien grande. Dans le *sous-arrondissement minéralogique de Béthune*, sur 2,931 enfants de 13 à 18 ans occupés souterrainement, il n'y en a que 31, soit 1 p. 100, qui descendent au poste de nuit. Pour ne pas avoir été chiffrée ailleurs, la proportion dans le *Nord* et le restant du *Pas-de-Calais* ne paraît pas plus grande.

On n'a pas recouru ailleurs que dans le *bassin houiller du Nord* à ce régime spécial.

Mais il est intéressant de signaler que les *ardoisières des Ardennes* mettent à profit les dispositions du 2^e alinéa de l'article 4 de la loi pour le travail au fond. Le travail y commence à 4 heures du matin pour l'une des équipes et il finit à midi.

Au jour, dans le *bassin houiller de l'Aveyron*, on applique le régime de cette disposition soit pour les ateliers de triage, soit pour les fabriques d'agglomérés.

Quelques particularités sont à signaler en ce qui concerne le travail de nuit dans les établissements du jour qui constituent des annexes des mines.

Dans le département du *Gard* on a considéré à tort, comme rentrant dans les usines à feu continu de l'article 6 de la loi et de l'article 4 du décret du 15 juillet 1893, les fours servant, sur les *mines de calamine*, à calciner ces minerais.

Aux *houillères d'Ahun (Creuse)* on a cru devoir tolérer à l'usine d'agglomérés le travail de nuit, par alternance, chaque huitaine, de deux équipes de garçons de 16 à 18 ans. Il y a plus de quinze ans que les choses se passaient ainsi, et on a considéré à tort que les fabriques d'agglomérés devaient être considérées comme classées ou devant être classées dans les usines à feu continu autorisées à travailler la nuit.

Dans les *houillères du Pas-de-Calais* au contraire, les ingénieurs ayant rencontré de jeunes ouvriers au-dessous de 18 ans occupés aux ateliers de préparation (lavage et agglomération) ont exigé la disparition de ce qu'ils ont considéré comme une irrégularité; ils se sont assurés par contre-visites que le nécessaire avait été fait.

Il reste à mentionner une dérogation temporaire d'un mois, pour pouvoir travailler à deux postes et partant la nuit, accordée par l'ingénieur en chef par application de l'article 4, dernier alinéa, de la loi, à une des deux usines à agglomérés d'une *houillère du Gard*, à la suite d'un accident qui avait forcé d'arrêter l'autre usine pour réparations.

Repos hebdomadaire. — Dans les *houillères du Sud-Est (Aveyron et Carmaux)* une application intéressante a été faite de la faculté de choisir le jour du repos hebdomadaire.

Les triages mécaniques et les fours à coke marchant d'une façon continue, on a établi dans l'*Aveyron* un roulement entre tout le personnel pour le repos hebdomadaire des personnes protégées; le jour du repos variant ainsi et revenant successivement.

De même à *Carmaux* les femmes occupées au chargement du coke, qui

jadis ne se reposaient pas, sont aujourd'hui partagées en sept équipes chômant un jour déterminé de la semaine.

On a relevé dans quelques *carrières de Seine-et-Oise* que de jeunes ouvriers de 16 à 18 ans font parfois une demi-journée de travail dans la matinée du jour qui devait être réservé au repos; des observations ont été faites à ce sujet aux exploitants.

Travaux souterrains. — L'exclusion des filles et des femmes des travaux du fond est entrée dans les mœurs en France depuis la loi de 1874.

On a toutefois signalé quelques filles ou femmes travaillant parfois avec leur père ou leur mari dans quelques petites exploitations de carriers-tâcheurs, notamment dans l'*arrondissement minéralogique de Rouen* ou dans la *Somme*.

Dans des *plâtrières souterraines de l'Ariège et de la Haute-Garonne*, quelques femmes ou filles mineures étaient occupées à sortir à dos de la pierre à plâtre suivant le système de *gourbatage* usité dans toutes les Pyrénées. Les ingénieurs ont requis la cessation immédiate de cette irrégularité.

On ne reviendra pas sur ce qui a été dit plus haut en ce qui concerne plus spécialement la durée du travail au fond.

Il y a lieu toutefois d'ajouter, comme se rapprochant des observations faites pour les houillères du Gard, que, dans les *carrières du sous-arrondissement minéralogique de Versailles* (Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Eure-et-Loir, Loiret), on a rencontré de jeunes ouvriers de 16 à 18 ans travaillant ordinairement dix heures par jour et soixante heures par semaine au lieu de cinquante-quatre qui constituent le maximum autorisé; quelques-uns, d'autre part, étaient occupés dix heures, au lieu de cinq qui est le maximum, comme aides au travail de l'abatage; des observations ont été faites sur ces deux points aux exploitants.

En ce qui concerne le travail dans les mines proprement dites, il n'y a lieu de relever qu'une observation. Dans les *houillères du département du Nord* où les herscheurs (ou rouleurs) sont payés par la compagnie et ne sont pas au compte des ouvriers du chantier, on a renoncé à occuper au chantier les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans parce que l'on ne peut pas les occuper cinq heures seulement au travail de l'abatage et le reste du temps à des travaux accessoires, dont l'équipe dans l'espèce n'est pas chargée.

Travaux dangereux ou fatigants. — En ce qui concerne les *mines* ou leurs dépendances, il n'y a lieu de signaler que deux circonstances qui se sont présentées dans les *houillères du Gard*.

Dans les mines où l'on emploie un grand matériel de traînage ou de roulage, on doit remplacer les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans par des adultes pour se conformer aux règles du décret du 13 mai 1893 sur les poids à porter ou à pousser; la substitution ne s'est pas faite d'un coup, mais les ingénieurs se sont occupés de l'obtenir le plus rapidement possible.

Dans les usines à agglomérés on a dû de même changer les filles de moins de 16 ans partout où se fabriquent des briquettes de 5 à 10 kilogrammes; on a pu le faire aisément par permutation avec d'autres ouvrières prises dans les ateliers du triage.

Le service de *Seine-et-Oise* et *Seine-et-Marne* a soulevé deux questions im-

portantes, par le nombre et l'importance du personnel qu'il intéresse, relativement aux exploitations de *meulières* et de *grès*.

Le tableau A du décret du 13 mai 1893 interdit l'accès des enfants au-dessous de 18 ans, des filles mineures et des femmes dans les établissements où s'opèrent : *l'extraction et la fabrication des meulières et meules*, et le tableau C interdit l'accès des enfants au-dessous de 18 ans dans les établissements où s'opèrent *l'extraction et le piquage des grès, lorsque les poussières se dégagent librement dans les ateliers*.

Si la *meulière* du tableau A avait dû s'entendre de la pierre de construction qui donne lieu à des exploitations importantes dans la Brie et la Beauce (1), on eût atteint de nombreux intéressés dans des carrières qui, en somme, ne diffèrent pas de toutes autres carrières de pierre de même dureté. Le tableau A, au paragraphe précité, ne doit s'appliquer qu'aux vraies pierres à meules de la Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne) et d'Épernon (Eure-et-Loir).

Pour les grès à pavés, l'extraction et la taille occupent, en Seine-et-Oise, en plein air, dans 23 carrières à ciel ouvert, 59 enfants de moins de 16 ans, et 81 de 16 à 18 ans, qui, travaillant d'abord avec leur père, arrivent promptement à gagner jusqu'à 5 et 7 francs par jour à la taille. Faut-il leur interdire ce travail? Ce sera une grave perturbation dans la région. Le mot d'*atelier* employé dans le décret ne veut-il pas viser exclusivement des travaux clos et couverts et non des chantiers en plein air? C'est ce qu'ont pensé avec raison les ingénieurs dans l'espèce.

Hygiène et sécurité des établissements. — Si l'on excepte les particularités découlant de certaines règles du décret du 13 mai 1893 et qui s'appliquent aux ateliers de surface plus qu'aux chantiers d'abatage, puits et galeries, on peut dire que, dans son ensemble, les questions d'hygiène et de sécurité en matière d'industrie extractive se confondent avec celles que soulève la police des mines par application des lois spéciales que les ingénieurs des mines sont plus particulièrement chargés de faire observer. Il n'y a donc pas lieu de s'arrêter ici à ce sujet.

Surveillance des enfants et police des ateliers. — La délivrance des livrets, la tenue des registres, l'affichage des règlements et avis sont les points qui ont laissé et laissent le plus à désirer.

Ce n'est que dans les grandes entreprises, habituées depuis longtemps à la régularité de la vie administrative, que la loi s'est trouvée promptement appliquée sur tous ces points. Ailleurs, comme on l'a déjà dit, il semble que la situation soit d'autant plus irrégulière que l'entreprise est moins importante.

Les exploitants ne sont pas, il est vrai, seuls responsables des irrégularités constatées à cet égard. Les municipalités ont une bonne part, sinon même la part prépondérante, de responsabilité dans l'absence des livrets.

Accidents. — L'utilité que pourrait produire la déclaration des accidents est complètement annihilée par deux particularités signalées un peu partout.

(1) 20 carrières occupent 54 personnes protégées.

Les déclarations sont faites très irrégulièrement par les exploitants, et là où ils les font, les maires négligent de les transmettre aux ingénieurs.

Ainsi que le constate l'ingénieur en chef de l'un des plus importants services, ce sont les établissements les mieux tenus et les moins dangereux qui font le plus exactement leurs déclarations; il en résulte un bouleversement complet des risques, de la nature réelle des choses et de la portée des statistiques qu'on voudrait établir avec de pareils documents.

Ces négligences de transmission de la part des maires vont à ce point qu'un relevé très complet qui a pu être fait, sur renseignements directs, par les ingénieurs des mines dans le bassin houiller du Pas-de-Calais, a montré que 55 p. 100 des accidents qui avaient été dûment déclarés par les exploitants aux maires n'ont pas été envoyés par ceux-ci aux ingénieurs.

Le relevé détaillé fait par les ingénieurs du Pas-de-Calais, d'après les statistiques des caisses de secours, leur a montré que la proportion exacte des accidents de plus de trois jours dans les houillères de ce département atteignait, pour les seules personnes protégées de la loi de 1892, et pour l'année entière, une proportion de 8 p. 100 de l'effectif pour le fond et de 4 p. 100 pour le jour, et cela nonobstant une grève de sept semaines.

Les ingénieurs des mines ont procédé partout, conformément aux lois et règlements sur la police des mines, à l'instruction approfondie de tout accident ayant entraîné, pour une personne protégée de la loi de 1891, la mort ou des blessures graves. Le procès-verbal de l'instruction, au lieu d'être envoyé seulement comme jadis au Parquet et à l'Administration des travaux publics, a été, en outre, envoyé à l'Administration du commerce et de l'industrie.

Contraventions. — Partout les ingénieurs des mines ont pensé que, pendant la première année d'application, il s'agissait beaucoup plus de vérifier les faits et de faire connaître la loi que d'en assurer l'application immédiate en déférant aux tribunaux les contraventions constatées.

Elles n'ont pas laissé d'être nombreuses comme l'indiquent suffisamment les divers renseignements donnés dans le présent compte rendu.

S'il a été fait de très nombreuses observations on n'a en somme dressé qu'un seul procès-verbal de contravention, suivi de condamnation, pour une infraction constatée, à la suite d'un accident dans une mine de Meurthe-et-Moselle, au sujet de l'absence d'inscription d'un enfant.

Surveillance administrative. — Les ingénieurs se sont occupés avec les inspecteurs du travail de délimiter minutieusement les limites de leurs domaines respectifs dans les entreprises dont certaines dépendances pouvaient ressortir à l'une ou à l'autre inspection. L'accord semble s'être fait partout aisément. Les ingénieurs ont en principe laissé la surveillance aux inspecteurs partout où le caractère minier ne s'imposait pas, nettement et exclusivement. Ainsi, par exemple, les ateliers centraux de réparation des mines d'Anzin ont été laissés sous la surveillance de l'inspecteur du travail parce que ces ateliers effectuent les réparations non seulement pour les mines et leurs dépendances immédiates, mais aussi pour le chemin de fer d'intérêt général, avec service public de voyageurs et de marchandises, qu'exploite la Compagnie.

On a eu l'occasion, dans les paragraphes précédents de ce compte rendu, d'indiquer suffisamment, et à diverses reprises même, la façon dont les ingé-

nieurs et le personnel sous leurs ordres se sont occupés de ce nouveau service dans cette première année, ainsi que les résultats par eux constatés et obtenus. Il serait inutile d'y revenir ici.

Les visites et les contre-visites de vérification n'ont pas pu être partout aussi multipliées qu'il eût été désirable, non seulement parce que le service spécial, comme on l'a dit, n'a pour ainsi dire fonctionné que durant le second semestre, mais aussi parce que l'Administration des mines a dû remanier toute l'organisation du personnel de son service ordinaire, à la suite de la réorganisation du service du contrôle des chemins de fer auquel les ingénieurs des mines du service ordinaire concouraient et concourent encore, mais en moindre nombre que jadis. Les changements de résidence du personnel et les modifications des limites des services n'ont pas laissé de troubler le fonctionnement de la surveillance.

Paris, le 16 juillet 1894.

Le Président,

RICHARD WADDINGTON.

Le Rapporteur,

L. AGUILLON.

Année 1894.

La loi du 2 novembre 1892, art. 17, § 3, a stipulé que son exécution dans les exploitations de mines, minières et carrières serait exclusivement confiée aux ingénieurs des mines placés, pour ce service, sous l'autorité du Ministre du commerce et de l'industrie. Par là, le législateur a voulu éviter les inconvénients qui auraient pu résulter d'une double surveillance établie pour des objets analogues et confiée à des autorités différentes. S'inspirant de cette idée fondamentale, la circulaire du Ministre du commerce et de l'industrie du 4 mai 1893 a défini les limites des exploitations minérales de manière à comprendre dans le domaine des ingénieurs des mines non seulement les annexes des exploitations qui en sont légalement inséparables au point de vue du droit des mines, mais encore les établissements qui s'y rattachent intimement au point de vue industriel sans être assujetties à la police des mines et partant à l'inspection normale des ingénieurs des mines. Ainsi les exploitations proprement dites et leurs dépendances immédiates sont surveillées simultanément par ces ingénieurs, et au titre de la police des mines sous l'autorité du Ministre des travaux publics, et pour l'application de la loi du 2 novembre 1892 et des règlements qui la complètent sous l'autorité du Ministre du commerce et de l'industrie; les autres établissements se rattachant industriellement aux exploitations minérales n'étaient tout d'abord surveillés par eux qu'à ce dernier titre; la loi du 12 juin 1893 et les décrets rendus pour son exécution sont venus ajouter un nouvel élément à cette situation.

Cette loi et ces décrets ne sont pas applicables aux exploitations extractives non plus qu'à leurs dépendances légales, c'est-à-dire à la première catégorie des établissements ci-dessus définis. Ils s'appliquent, au contraire, à la seconde, et leur exécution a été confiée aux ingénieurs des mines sous l'autorité du Ministre du commerce et de l'industrie pour rester fidèle au principe rationnel posé par le législateur à l'article 17 précité par la loi du 2 novembre 1892.

Dans leurs rapports, les ingénieurs en chef des mines ont indiqué, par arrondissement minéralogique, les résultats de l'application, en 1894, des lois et règlements dont l'exécution leur est confiée, sous l'autorité du Ministre du commerce et de l'industrie.

La présente note a pour objet de signaler les points plus spécialement intéressants de ces comptes rendus en ce qui concerne le travail des enfants et des femmes.

La loi du 2 novembre 1892 est généralement bien observée dans l'ensemble de l'industrie extractive; elle l'est d'une façon très satisfaisante dans les grandes exploitations. Dans les petites carrières, la situation est moins bonne, non pas tant au point de vue des règles du fond, durée et nature du travail, que des dispositions sur les formalités telles que livrets, registres, affichages, etc. Les irrégularités relevées en 1893 disparaissent d'ailleurs.

Toutes les mines ont été visitées dans l'année, généralement même plusieurs fois, par les ingénieurs et les contrôleurs, soit exclusivement pour ce service spécial, soit le plus souvent en même temps que pour le service propre de la police des mines. Quant aux petites exploitations de carrières répandues irrégulièrement sur toute la surface de la France, ce ne sera qu'en plusieurs années qu'elles pourront être toutes visitées; au reste, elles n'occupent généralement que peu ou même point de personnes protégées.

Presque partout les ingénieurs signalent la tendance persistante des exploitants de mines à écarter de plus en plus des travaux souterrains les enfants au-dessous de 16 ans, voire même, surtout dans le Centre et le Midi, les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans, par suite des difficultés très grandes à accommoder les règles légales sur leur emploi avec l'organisation actuelle des exploitations; et les ingénieurs, d'autre part, insistent à nouveau sur les graves inconvénients qui vont résulter de cette situation pour le recrutement futur du personnel des mines; un apprentissage, du fond, qui ne peut être commencé qu'à 18 ans et doit être interrompu par le service militaire, leur semble ne devoir donner que des mineurs insuffisamment expérimentés, au détriment de la sécurité de la mine, du prix de revient de l'exploitant et du gain de l'ouvrier.

Dans le bassin houiller du Nord, qui emploie toujours au roulage souterrain un très grand nombre d'enfants, on se plaint plus spécialement de l'impossibilité d'occuper, pendant une demi-journée, les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans aux travaux de mineur, c'est-à-dire au véritable apprentissage; dans toutes les mines où l'on opère par spécialisation du travail au chantier, on ne peut occuper utilement ces enfants à quelque autre travail pendant la seconde partie de leur journée.

Dans les mines du Centre et du Midi, où l'organisation du travail et du

roulage ne permet guère l'emploi des enfants, c'est l'exclusion complète du fond au-dessous de 18 ans vers laquelle on tend.

En présence des inconvénients incontestables de cette situation pour l'avenir des mines, des ingénieurs voudraient qu'on pût occuper les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans la pleine journée, lorsqu'ils seraient munis d'un certificat spécial d'aptitude délivré par un médecin.

Les mines de houille du Nord et du Pas-de-Calais continuent à être les seules qui recourent à l'organisation spéciale prévue par l'article 9, § 3, de la loi, sans que l'emploi des enfants au poste du soir ait beaucoup d'importance (1); par contre, ce régime spécial qui limite la durée non seulement du travail effectif, mais aussi de la présence dans la mine, soulève toujours quelque confusion et, par suite, des malentendus avec le régime normal qui ne limite que la durée du travail effectif sans rien stipuler sur la durée de la journée. Les ingénieurs persistent à penser qu'on pourrait unifier la situation, à l'avantage de tous, par un seul régime qui limiterait à la fois l'une et l'autre durée, mais permettrait le travail des enfants dans une limite d'heures analogues à celles de ce paragraphe 3 dudit article 9.

C'est vers une solution de ce genre que l'on tend par le recours au système des deux postes de l'article 4, § 2, de la loi. Aux applications qui en avaient été faites dès 1893 dans les travaux à l'extérieur des houillères de l'Aveyron, il faut ajouter l'application aux travaux du fond dans les mines de Blanzv : elles ont mis à l'essai un roulement à deux postes à charbon, de 4 heures du matin à 10 heures du soir, le second poste chevauchant de 8 à 10 heures du soir sur le poste aux réparations qui reste au fond jusqu'à 4 heures du matin.

On a signalé dans trois mines, dont deux importantes (Pontpéan et la Chazotte), l'essai du travail à trois postes de huit heures, pendant deux desquelles on peut employer les enfants.

Les ingénieurs s'accordent à signaler l'inutilité du travail des déclarations d'accidents dans les conditions prévues par les lois sur le travail. La question se présente dans des conditions un peu spéciales résultant de la situation légale qu'on rappelait au début de cette note.

La loi du 12 juin 1893 n'étant pas applicable aux exploitations extractives, les exploitants ne sont tenus de déclarer tous les accidents dans leurs exploitations proprement dites que pour les personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892; pour les adultes, ils n'ont à déclarer que les accidents « graves » en vertu des lois sur la police des mines et en vue des enquêtes auxquelles ces accidents donnent lieu. Ce n'est que pour les dépendances des mines, en fait assez peu importantes, qui, se trouvant hors de la police des mines, sont soumises à la loi du 12 juin 1893, que l'industrie extractive rentre dans le droit commun des déclarations à faire pour tout le personnel et pour tous accidents sans distinction de gravité. On arrive par là à un régime assez singulier et à une modalité de système dont on ne pourrait fina-

(1) On signale dans un arrondissement 100 enfants au poste du soir sur un effectif de 3,000 ouvriers, soit 3.3 p. 100.

lement rien tirer d'utile. A ce point de vue, il n'est pas sans intérêt de signaler les faits précis relevés par divers ingénieurs qui ont établi par des rapprochements certains que, dans des districts importants où les déclarations ont été régulièrement faites par les exploitants, la moitié n'a pas été envoyée par les maires.

Si la loi du 12 juin 1893 et le décret du 20 mars 1894 ne sont, comme on l'a dit plusieurs fois, applicables qu'aux dépendances des exploitations qui ne relèvent pas de la police des mines, et si la police des mines ne permet aux ingénieurs d'intervenir en droit que pour protéger la sécurité des travailleurs et non leur salubrité ou leur hygiène, en fait les ingénieurs se sont efforcés d'étendre sans distinction les règles ou l'esprit de ce nouveau régime aux exploitations et à leurs dépendances sans distinction. Là où ils ont le pouvoir d'en réclamer l'application, ils n'ont nulle part encore cru devoir recourir à des mises en demeure formelles. Ils espèrent arriver partout avec le temps à remplir les vues du législateur sans contrainte de cette nature.

En ce qui concerne plus spécialement les infractions à la loi du 2 novembre 1892, à raison de la bonne volonté qu'ils ont généralement constatée, les ingénieurs n'ont eu, en 1894, à dresser que 6 procès-verbaux qui ont été suivis de condamnations.

Paris, le 1^{er} juillet 1895.

Le Président,

RICHARD WADDINGTON.

Le Rapporteur,

L. AGUILLON.

Année 1895.

Le législateur a confié aux ingénieurs et contrôleurs des mines du service ordinaire, agissant comme inspecteurs du travail, sous l'autorité du Ministre du commerce et de l'industrie, le soin d'assurer l'application de la loi du 2 novembre 1892 dans les exploitations des mines, minières et carrières, ainsi que dans les établissements qui en dépendent directement au point de vue industriel, en un mot dans toutes les entreprises de l'industrie extractive.

Les ingénieurs en chef ont rendu compte pour leur arrondissement minéralogique, ou circonscription de service, des résultats de cette surveillance pendant l'année 1895. La présente note a pour objet de tirer de ces rapports les faits les plus intéressants et les plus importants.

Statistique des établissements et de leur personnel. — La statistique de l'industrie extractive, au point de vue du nombre des établissements et du per-

sonnel qui y est occupé, peut se résumer comme suit pour 1895, en arrondissant certains chiffres pour plus de simplicité :

DÉSIGNATION.	NOMBRE	PERSONNEL			PROPOR- TION. p. 100.		
		PROTÉGÉ.	ADULTÉ.	TOTAL.			
Mines exploitées.....	426	22,315	127,950	150,265	14.8		
Minières . {	souterraines.....	4	8	12	"		
	à ciel ouvert.....	34	683	701	"		
Carrières . {	souterraines.. {	continues....	1,566	1,000	12,250	13,250	7.5
		temporaires ..	2,891	110	1,850	1,960	5.6
	à ciel ouvert.. {	continues....	8,055	2,650	39,750	42,400	6.2
		temporaires ..	21,297	1,650	41,900	43,550	3.7
TOTAL.....	34,226	27,832	224,391	252,138	11.5		

On considère comme établissement toute exploitation qui se distingue des exploitations voisines soit parce que les exploitants sont différents, soit parce que les travaux n'ont pas de lien entre eux.

Le rapprochement des chiffres du tableau précédent fait ressortir tout de suite la variation considérable d'importance entre les entreprises qui y figurent. Il n'y a, en réalité, aucun rapprochement possible entre les grands établissements miniers, voire même les carrières importantes, et cette multitude de fouilles dont on tire, occasionnellement ou temporairement, soit souterrainement, soit à ciel ouvert, quelques matériaux ou quelques amendements pour l'agriculture, destinés généralement à une consommation sur place. Ces carrières « temporaires », suivant l'appellation qui leur a été donnée, se rapprochent peut-être plus des travaux agricoles que des chantiers de l'industrie extractive. Elles occupent chacune 1, 2 ou 3 ouvriers, qui ne s'emploient à cette besogne que lorsqu'ils ne peuvent plus concourir aux travaux des champs.

Même pour les mines, aucun rapprochement n'est possible entre l'entreprise des mines d'Anzin, par exemple, qui ne constitue pourtant qu'un seul « établissement » avec ses 12,000 ouvriers, dont 2,000 protégés, et ces petites entreprises qui végètent dans les gorges des Alpes ou des Pyrénées, se rapprochant singulièrement des carrières « temporaires » tant par leur peu de développement, la faible importance de leur effectif et leurs longs chômages.

Au point de vue de l'effectif du personnel protégé (enfants, filles mineures et femmes), le tableau précédent montre que, en laissant de côté les minières trop peu nombreuses pour qu'on puisse en déduire un résultat appréciable, la proportion du personnel protégé va en décroissant des mines aux carrières à ciel ouvert et, parmi les carrières, des exploitations souterraines aux exploitations à ciel ouvert.

En somme, au point de vue du personnel protégé, les mines présentent à peu près seules un sérieux intérêt.

Les différentes catégories de ce personnel s'y répartissent comme suit :

DÉSIGNATION.	AU FOND.	AU JOUR.	TOTAL.
Enfants de 12 à 13 ans..... { Garçons.....	9	38	47
Enfants de 12 à 13 ans..... { Filles.....	"	1	1
Enfants de 13 à 15 ans..... { Garçons.....	4,914	3,873	8,787
Enfants de 13 à 15 ans..... { Filles.....	"	1,116	1,116
Enfants de 16 à 18 ans..... { Garçons.....	5,863	2,284	8,147
Enfants de 16 à 18 ans..... { Filles.....	"	951	951
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	"	753	753
Femmes majeures.....	"	2,513	2,513
TOTAUX.....	10,786	11,529	22,315

Ainsi la proportion du personnel protégé, de 14.8 p. 100 de l'effectif, se partage en 7 p. 100 à l'intérieur et 7.8 p. 100 au jour.

Entre les diverses catégories, la proportion de 14.8 p. 100 se répartit comme suit :

DÉSIGNATION.	P. 100.
Enfants de 12 à 13 ans.....	0.03
Enfants de 13 à 15 ans.....	6.60
Enfants de 16 à 18 ans.....	6.07
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	0.50
Femmes majeures.....	1.60
TOTAL.....	14.80

Durant l'année 1895, toutes les mines sans exception ont été visitées par les ingénieurs et contrôleurs; les mines importantes l'ont été plusieurs fois. Toutes les exploitations souterraines continues de minières ou carrières ont été également inspectées. Les grandes carrières continues à ciel ouvert l'ont été généralement toutes également. Quant aux carrières temporaires et surtout à celles d'entre elles exploitées à ciel ouvert, leur dissémination et l'éloignement de beaucoup d'entre elles ne permettent guère au service des mines de les visiter que dans une période de trois ans. L'inconvénient n'est pas grand, étant donnée la nature de ces exploitations.

Ces visites sont faites le plus souvent tant pour la surveillance ordinaire des mines que pour l'exécution de la loi du 2 novembre 1892. Un certain

nombre d'entre elles sont toutefois effectuées chaque année spécialement pour ce dernier objet.

Nous allons indiquer les résultats les plus saillants relevés dans ces visites et consignés dans les rapports des ingénieurs en suivant l'ordre de leurs observations.

Age des enfants, embauchage. — On ne cite guère qu'une seule exploitation, celle des mines d'Aniche (Nord) qui embauche des enfants de 12 à 13 ans, dans les conditions de la loi du reste; elle le fait pour pouvoir lutter contre la concurrence des importantes verreries établies dans la localité. Ailleurs, l'emploi d'enfants au-dessous de 13 ans est exceptionnel; leur nombre va s'atténuant chaque année.

Les enfants au-dessous de 13 ans ont été trouvés généralement avec leurs deux certificats. 3 procès-verbaux ont toutefois été dressés pour absence de ces documents.

On a signalé dans les rapports précédents la tendance des mines du Centre et du Midi, depuis la promulgation de la loi du 2 novembre 1892, d'écarter du fond non seulement les enfants de moins de 16 ans, mais même les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans. Il semble qu'en 1895 ces idées, loin de s'étendre, ont subi un recul.

Si on cite des mines qui persistent dans leurs premières intentions, comme celles du Gard et des Bouches-du-Rhône, pour les enfants de moins de 16 ans, et celles de l'Auvergne pour les jeunes gens de moins de 18 ans, on en mentionne d'autres qui ont augmenté les embauchages, comme celles de Blanzÿ, ou repris les jeunes ouvriers de 16 à 18 ans, comme dans l'Aveyron et dans la Loire.

Durée et conditions du travail. — On a peu d'observations nouvelles à ajouter à celles des rapports précédents, notamment en ce qui concerne l'application dans les mines du Nord du régime spécial de l'article 9, § 3, de la loi du 2 novembre 1892, qui permet, sous certaines conditions, le travail à double équipe entre 4 heures du matin et minuit; le recours au système de la double équipe entre 4 heures du matin et 10 heures du soir de l'article 4, § 2, soit pour les travaux du fond, comme aux mines de houille de Blanzÿ, soit pour les travaux du jour, comme dans les ateliers des mines de houille de l'Aveyron; le travail à trois postes de huit heures des mines de houille de la Chazotte (Loire) et de plomb de Pontpéan (Ille-et-Vilaine); sur tous ces points il n'y a aucune innovation ni extension des pratiques antérieures.

On doit ajouter toutefois que, dans les mines de houille du Pas-de-Calais, sur les observations faites par l'Administration supérieure, on a renoncé à appliquer simultanément dans la même fosse le régime exceptionnel de l'article 9, § 3, de la loi et le régime normal du décret du 3 mai 1893.

Dans le Nord, on a, d'autre part, insisté comme répondant à une nécessité des exploitations, sur la possibilité de maintenir la continuité des services du jour, et ce au moyen d'équipes alternantes, comme on doit le faire dans les usines feu continu, auxquelles, du reste, les mines paraissent pouvoir être justement comparées.

Ailleurs, on a fait remarquer qu'avec les nouvelles méthodes de déhouillement rapide par remblaiement immédiat, auxquelles le souci de la sécurité a conduit, avec l'abréviation de la durée des postes vers laquelle on marche, il serait rationnel et équitable d'étendre à toutes les mines la possibilité d'appliquer le régime spécial que l'article 9, § 3, de la loi du 2 novembre 1892 et le décret du 3 mai 1893 n'ont stipulé que pour des mines de houille à couches minces, comme celles du Nord.

Il n'a été en 1895 demandé aux ingénieurs aucune tolérance pour dérogation aux conditions du travail de nuit.

Livrets et registres, affichage. — On a encore relevé dans les petites exploitations, des absences de livrets qui, presque invariablement, incombent aux maires.

On doit espérer que la circulaire ministérielle du 1^{er} juin 1896 mettra fin à ces irrégularités.

Les affichages prescrits par la loi ont lieu régulièrement dans toutes les grandes exploitations, avec les tolérances que la nature du travail souterrain oblige d'admettre pour la précision des indications relatives aux heures des repos.

Dans toutes ces innombrables exploitations de carrières que nous signalions au début de cette note, on continue à ne pouvoir obtenir un affichage dont les conditions matérielles de ces exploitations ne laissent pas de rendre la réalisation singulièrement difficile en pratique. L'inconvénient ne paraît pas assez sérieux pour que l'on astreigne le service à procéder à des rigueurs qui ne conduiraient à rien de véritablement utile.

Accidents. — On sait que le service des mines procède à une instruction immédiate et circonstanciée de tous les accidents survenus dans les mines, minières et carrières qui ont entraîné la mort ou des blessures graves, ce qui, en matière de police des mines, correspond à une incapacité de travail de 20 à 30 jours.

Pour les accidents de moindre importance — qui sont près de sept à huit fois plus nombreux — les déclarations ne parviennent au service des mines que d'une façon très incomplète et partant très erronée et sans utilité pratique.

Cela tient à la situation tout à fait spéciale où se trouve l'industrie extractive par suite du conflit des textes réglant la question par application simultanée des lois des 2 novembre 1892 et 12 juin 1893, d'une part, et des lois et règlements sur la police des mines. Nous ne reviendrons pas sur cette question, qui est suffisamment connue.

Contraventions. — En présence de la véritable bonne volonté qu'ils trouvent généralement chez les exploitants pour assurer l'application de la loi, les ingénieurs des mines ont rarement cru devoir constater par procès-verbaux les infractions qui ont pu être rencontrées.

Il n'a été dressé en 1895 que quatre procès-verbaux, tous quatre relatifs à des carrières.

Dans une carrière de l'Ariège, un contrôleur avait rencontré une femme occupée au fond; l'ingénieur en chef a justement regretté que l'on se soit contenté de la faire remonter au jour sans que des poursuites aient été provoquées contre l'exploitant.

Observations générales. — En somme, la loi du 2 novembre 1892 peut être considérée comme régulièrement appliquée dans toute exploitation vériditable de l'industrie extractive.

Dans les mines du Nord de la France, on s'y est soumis aisément et sans gêne.

Il n'en est peut-être pas de même dans le Centre et dans le Midi, dont les mines ont des conditions de gisement et, par suite, des organisations de travail très différentes.

Les modifications proposées par le Sénat et encore plus par la Commission du travail de la Chambre des députés, dans son dernier projet, seraient de nature à tenir compte de ces différences mieux que ne l'avait fait la loi du 2 novembre 1892.

Le Président,

RICHARD WADDINGTON.

Le Rapporteur,

L. AGUILLON.

Année 1896.

Les ingénieurs et contrôleurs des mines sont chargés, sous l'autorité du Ministre du commerce et de l'industrie, d'assurer l'application de la loi du 2 novembre 1892 dans les exploitations des mines, minières et carrières, ainsi que dans leurs dépendances; ces dépendances comprennent soit celles rattachées aux exploitations minérales en vertu de la police ordinaire des mines, soit celles qui ne dépendent pas de la police des mines, mais sont rattachées aux exploitations par un lien industriel immédiat et intime.

La présente note a pour objet de résumer, comme les années précédentes, les faits essentiels des rapports par lesquels les ingénieurs en chef des mines ont rendu compte de l'application de la loi dans leur arrondissement minéralogique.

Statistique des établissements et de leur personnel. — D'après les renseignements recueillis par le service des mines, la statistique de l'industrie extrac-

tive pour l'application de la loi du 2 novembre 1892 s'établit conformément au tableau suivant :

DÉSIGNATION.	NOMBRE	PERSONNEL			PROPORTION du PERSONNEL protégé au personnel total.	
		PROTÉGÉ.	ADULTE.	TOTAL.	en 1896.	en 1895.
					p. 100.	p. 100.
Mines exploitées	436	23,594	131,210	154,804	15.2	14.8
Minières. {	souterraines.....	18	36	225	#	"
	à ciel ouvert.....	123	82	1,049	"	"
Carrières. {	souterraines. {	continues... 1,631	1,488	15,830	8.5	7.5
		temporaires.. 2,960	243	3,531	6.4	5.6
	à ciel ouvert. {	continues... 10,228	3,032	49,757	5.7	6.2
		temporaires.. 25,251	2,119	51,047	3.9	3.7
TOTAL.....	40,647	30,594	252,613	283,207	10.8	#
TOTAL en 1895.....	34,226	27,832	224,391	252,138	#	11.0

L'augmentation de 36,000 personnes dénotée par ce tableau dans le personnel de 1895 par rapport à celui de 1896 s'applique, pour 4,500, aux mines, et pour le restant aux carrières. Mais pour ce groupe d'exploitations, dont la dissémination et la temporanéité du travail rendent la surveillance si difficile, cette augmentation paraît résulter d'une meilleure connaissance de la situation plutôt que d'un surcroît d'activité.

On a déjà signalé, dans le rapport de l'année dernière, les différences présentées individuellement par les diverses exploitations groupées ensemble dans le tableau ci-dessus, depuis l'entreprise des mines d'Anzin avec son effectif de 12,000 personnes, dont 2,000 protégées, occupées dans les ateliers les plus multiples et les plus divers, jusqu'à ces mines, assez nombreuses, et surtout à ces innombrables carrières qui ne sont que des fouilles, plus ou moins temporaires, sans agencements et sans outillage, occupant deux ou trois personnes, et où souvent même un ouvrier travaille seul.

C'est ainsi que pour les exploitations de mines, nonobstant le nombre des petites exploitations, la moyenne de l'effectif du tableau ci-dessus est encore de plus de 350 ouvriers par établissement, tandis que cette moyenne tombe à 2 pour les carrières à ciel ouvert temporaires et n'est pas même de 2 pour les carrières souterraines temporaires; elle n'est que de 10 pour les carrières souterraines continues et de 5 pour les carrières à ciel ouvert continues, qui se rattachent pourtant les unes et les autres à l'industrie véritable.

Le nombre des personnes protégées a naturellement augmenté en chiffres absolus avec l'effectif total, mais dans une moindre proportion. Au total, il y aurait un effectif de personnes protégées de 10.8 p. 100 au lieu de 11 p. 100 de l'effectif total. Mais cette réduction insignifiante sur l'ensemble résulte de la réduction relative plus forte dans les carrières à ciel ouvert con-

tinues. Il y a au contraire augmentation relative pour les autres catégories, notamment pour les mines.

Aussi bien ce n'est que pour celles-ci que la question du travail des femmes et des enfants présente un réel intérêt à raison du nombre des personnes protégées.

Le tableau suivant indique pour les mines la répartition comparée du personnel protégé en 1895 et 1896 :

DÉSIGNATION.	AU FOND.		AU JOUR.		TOTAL.	
	EN 1896.	EN 1895.	EN 1896.	EN 1895.	EN 1896.	EN 1895.
Enfants de 12 à 13 ans... { Garçons.	6	9	41	38	47	47
{ Filles...	"	"	"	1	"	1
Enfants de 13 à 15 ans... { Garçons.	4,931	4,914	4,272	3,873	9,203	8,787
{ Filles...	"	"	1,257	1,116	1,257	1,116
Enfants de 16 à 18 ans.... { Garçons.	6,640	5,863	2,272	2,284	8,312	8,147
{ Filles...	"	"	1,024	951	1,024	951
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	"	"	1,022	753	1,022	753
Femmes majeures.....	"	"	2,729	2,513	2,729	2,513
TOTAUX.....	10,977	10,786	12,617	11,529	23,594	22,315
Proportion p. 100 du personnel total..	7.0	7.0	8.2	7.8	15.2	14.8

Ce tableau montre que la proportion relative du fond est restée la même d'une année à l'autre; toute l'augmentation relative porte sur le personnel du jour. C'est le résultat du développement pris par la préparation des combustibles pour laquelle on emploie surtout des femmes et des enfants.

On reconnaît encore le même fait en examinant, comme dans le tableau suivant, la répartition de la proportion relative des personnes protégées par catégories :

DÉSIGNATION.	P. 100.	
	EN 1896.	EN 1895.
Enfants de 12 à 13 ans.....	0.03	0.03
Enfants de 13 à 15 ans.....	6.74	6.60
Enfants de 16 à 18 ans.....	6.03	6.07
Filles mineures de 18 à 21 ans.....	0.65	0.50
Femmes majeures.....	1.75	1.60
TOTAL.....	15.20	14.80

L'augmentation porte en majeure partie sur les filles et les femmes qui

ne sont pas occupées à l'intérieur et sur les enfants de 13 à 15 ans qui sont plus spécialement employés aussi à l'extérieur.

Le tableau suivant, qui donne pour les personnes protégées la proportion entre l'effectif visité et l'effectif existant, permet de se rendre compte de l'activité de la surveillance du service des mines :

DÉSIGNATION.	PERSONNEL		P. 100.
	EXISTANT.	VISITÉ.	
Mines.....	23,594	23,508	99.6
Minrières. ... { souterraines.....	36	36	100.0
{ à ciel ouvert.....	82	65	79.2
Carrières ... { souterraines ... { continues.....	1,488	1,397	91.0
{ { temporaires.....	243	129	53.0
{ à ciel ouvert... { continues.....	3,032	1,948	64.0
{ { temporaires.....	2,119	431	20.0
TOTAL.....	30,594	27,514	90.0

Toutes les grandes exploitations et à peu près toutes les exploitations souterraines continues ont été visitées; les exploitations importantes ou difficiles ont été visitées plusieurs fois. Ce qu'il est impossible de visiter tous les ans, ce sont ces innombrables carrières souterraines et surtout à ciel ouvert, à travail discontinu, disséminées irrégulièrement sur toute la surface du territoire.

Ces visites sont effectuées par le service des mines concurremment avec celles qu'il exécute pour la police des mines, et c'est justement pour profiter de cette circonstance et éviter le dualisme d'inspection qui pourrait sans cela exister que le législateur français, d'accord avec les législateurs de tous les autres pays, a donné compétence pour l'application de la loi du 2 novembre 1892 aux ingénieurs des mines à la place des inspecteurs du travail.

Nous donnons ci-dessous les faits les plus saillants relevés dans ces visites et consignés dans les rapports des ingénieurs en suivant l'ordre de leurs observations.

Âge des enfants, embauchage. — L'emploi des enfants de 12 à 13 ans continue à diminuer; on paraît vouloir y renoncer même aux mines d'Aniche, où des raisons spéciales, indiquées au rapport précédent, faisaient maintenir systématiquement leur embauchage. Tous ceux qui sont occupés avaient leurs deux certificats, à l'exception d'un enfant de nationalité étrangère qui avait son certificat médical, mais pas de certificat scolaire. Le service des mines de Marseille a cru pouvoir tolérer l'emploi de cet enfant à cause de sa nationalité; c'était une erreur qui lui a été signalée, la loi doit s'appliquer sans distinction dans toutes ses parties aux étrangers comme aux Français.

On a continué dans quelques mines du centre, notamment à Decize, à écarter des travaux du fond les enfants de moins de 16 ans. On les a même

écartés, dans ladite mine, des travaux du jour en vue d'éviter les roulements spéciaux nécessités sans cela, pour rester dans les limites de la loi. On se borne à occuper des enfants de 16 à 18 ans avec un roulement de travail de cinq jours par semaine, de façon à ne pas dépasser soixante heures de travail hebdomadaire avec un travail quotidien de dix heures et demie à onze heures.

Il n'y a d'ailleurs rien à ajouter aux observations présentées les années précédentes sur les modifications dans le travail des mines qui ont été la conséquence de la loi du 2 novembre 1892.

Durée et conditions du travail. — On sait que la loi du 2 novembre 1892 donne pour les exploitations minérales ou leurs dépendances trois formules de travail : 1° celle, que l'on peut dire de droit commun, résultant du régime normal de la loi combiné, pour les travaux souterrains, avec celui du décret du 3 mai 1893; 2° le régime de la double équipe de l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 qui permet de commencer le travail à 4 heures du matin et de le continuer jusqu'à 10 heures du soir; 3° le régime, spécial à quelques mines placées dans des conditions particulières, de l'article 9, § 3, de la loi du 2 novembre 1892, qui permet de travailler au fond de 4 heures du matin à minuit.

Les rapports des années précédentes ont fait connaître les diverses applications régulières qui ont été faites de ces formules et les observations qu'elles ont soulevées dans le pratique. On n'a pas à y revenir si ce n'est pour signaler une nouvelle application du régime spécial de l'article 9, § 3, de la loi du 2 novembre 1892 aux mines de houille de Decize (Nièvre) (1).

Comme les années précédentes, les ingénieurs insistent pour assurer la marche de l'industrie extractive, sur l'utilité de maintenir la double équipe de 4 heures du matin à 10 heures du soir pour les travaux souterrains et sur l'utilité des équipes alternantes pour la continuité indispensable du travail extérieur pendant les douze heures qu'il doit durer.

Ils continuent à demander que, pour simplifier les règles et éviter les contestations, le travail souterrain soit réglé d'après la durée de la présence et non sur la durée du travail effectif, qui est impossible à constater; ils demandent aussi, partout où l'on est obligé à travailler au fond à double poste, que la durée du travail puisse, pour les enfants comme pour les adultes, être prolongée jusqu'à minuit.

Les règles sur la durée et les conditions générales du travail paraissent, en somme, avoir été bien observées partout.

On mentionne la pratique adoptée dans les mines de fer de Meurthe-et-Moselle — qui ne pourrait, il est vrai, être généralisée partout — consistant à faire des appels aux heures de repos indiquées pour assurer la cessation effective du travail à ces heures.

Quelques irrégularités ont été pourtant signalées. Dans le bassin de Saint-

(1) Ce régime est en outre appliqué : dans le département du Nord, aux mines de Douchy, Escarpelle et Azincourt et à Anzin, dans la quinzaine de la Sainte-Barbe; dans le département du Pas-de-Calais, à 7 mines sur 15; toutefois, dans ce département, ce régime ne s'applique qu'à 398 enfants sur 6,153.

Étienne, cinq jeunes ouvriers de 16 à 18 ans ont été trouvés travaillant la nuit, et cette constatation a, dans un cas, entraîné la condamnation de l'ingénieur de la mine et du gouverneur.

Aux mines de Drocourt (Pas-de-Calais), des enfants ont été trouvés travaillant après minuit. A Carmaux, le service des mines a, par erreur, admis dans les ateliers de carbonisation le travail de personnes protégées les jours fériés : c'est une tolérance que la loi et les règlements ne peuvent autoriser pour les mines et leurs dépendances. C'est à tort également que le service des mines a autorisé les mines d'Ahun, malgré les avaries pour lesquelles on l'avait sollicité, à faire travailler le personnel protégé pendant quatre dimanches ou jours de repos hebdomadaires.

Aucune tolérance n'a d'ailleurs été régulièrement accordée pour la durée du travail. Suivant de vieux usages, on a toutefois, sans autorisation explicite, laissé dans le Nord prolonger le travail souterrain, « la coupe », d'une heure ou deux pendant la quinzaine de Sainte-Barbe (du 15 au 30 novembre).

Depuis longtemps l'emploi des femmes souterrainement a cessé en France dans toute exploitation de quelque importance; mais de temps en temps on en rencontre quelqu'une travaillant avec son mari dans une pauvre carrière; tel a été le cas en 1896 dans une carrière de Normandie et des glaisières de la Marne.

Livrets et registres, affichage. — La situation reste à peu près telle qu'on l'a signalée dans les années précédentes, avec une tendance à l'amélioration. La loi est convenablement observée dans toutes les exploitations un peu importantes; dans les petites exploitations, on continue à trouver quelques enfants sans livrets, le plus généralement parce que les maires n'ont pu leur en fournir, comme cela se présente notamment dans le Sud-Ouest.

Il en est de même pour les registres d'inscription.

Les affichages prescrits par la loi ont lieu sauf dans les carrières, en fait si nombreuses, où il n'existe aucun abri où l'on puisse apposer les affiches.

Accidents. — La situation reste aussi la même pour les déclarations d'accidents. On sait que, pour les exploitations minérales auxquelles ne s'applique pas la loi du 12 juin 1893, les accidents dont les conséquences sont légères (entre trois jours et vingt à trente jours d'incapacité) ne sont déclarés individuellement aux maires que lorsqu'ils atteignent les personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892; ces déclarations ainsi restreintes restent donc sans intérêt.

Aussi bien les maires continuent à transmettre très irrégulièrement celles qui leur sont faites; d'ailleurs, en dehors des grandes entreprises, elles paraissent être faites avec négligence. Pour combler ces lacunes au point de vue de la statistique, les ingénieurs des mines, dans plusieurs services, se sont entendus avec les exploitants pour recevoir d'eux mensuellement ou trimestriellement, sous forme d'état, le relevé de tous les accidents. Ce relevé ne préjudicie pas aux avis directs et immédiats que les ingénieurs reçoivent, en vertu des dispositions sur la police des mines, pour tous les accidents ayant des conséquences graves. Ces accidents donnent lieu à une enquête immédiate; les procès-verbaux sont transmis simultanément, en même temps qu'au parquet, au Ministère des travaux publics et au Ministère du commerce et

de l'industrie lorsque l'une des victimes est une personne protégée par la loi du 2 novembre 1892.

Contraventions et pénalités. — Les ingénieurs se plaisent à reconnaître la bonne volonté qu'ils rencontrent généralement chez les exploitants pour l'exécution de la loi du 2 novembre 1892.

Aussi n'ont-ils cru, comme les années précédentes, devoir déférer les infractions à l'autorité judiciaire que pour des faits d'une gravité particulière, tels que l'emploi d'enfants la nuit ou pour des infractions qui se liaient à des accidents, sans qu'il y eût toutefois relation directe de cause à effet.

C'est dans ces conditions que 6 procès-verbaux ont été dressés en 1896 au lieu de 4 en 1895.

Observations générales. — En somme, on peut admettre que la loi du 2 novembre 1892 est généralement bien observée dans l'industrie extractive et plus spécialement dans les grandes entreprises.

Toutefois, comme dans le rapport de l'année précédente, on ne peut que souhaiter, pour le développement de l'industrie minérale, la prompt adoption des quelques modifications par la Commission de la Chambre des députés.

Le Président,

RICHARD WADDINGTON.

Le Rapporteur,

L. AGUILLON.

RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

SUR L'APPLICATION DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL DE 1893 À 1896 (1).

Nombre des établissements visités.

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Établissements n'occupant aucun ouvrier lors de la visite.....		7,107
Établissements soumis	aux lois de 1848, 1892 et 1893.....	14,518
	aux lois de 1892 et 1893.....	31,047
	aux lois de 1848 et 1893.....	4,428
	à la loi de 1893 seule.....	3,947
TOTAL des établissements visités		61,047
Nombre de contre-visites.....		7,443

Statistique du personnel rencontré.

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Établissements visités.....		61,047
Enfants de moins de 13 ans. (Établissements de bienfaisance.)	Garçons.....	728
	Filles.....	8,963
Enfants de 12 à 13 ans ayant le certificat médical et le certificat d'études (1882)	Garçons.....	1,600
	Filles.....	1,459
Enfants de 13 à 16 ans.....	Garçons.....	64,827
	Filles.....	63,294
Enfants de 16 à 18 ans.....	Garçons.....	46,305
	Filles.....	54,588
Filles mineures de 18 à 21 ans		70,209
Filles et femmes majeures.....		268,277
Ouvriers adultes..	Usines et manufactures.....	644,607
	Ateliers.....	66,903
TOTAL des ouvriers et ouvrières (A).....		1,282,069
MOYENNE des ouvrier par établissement visité.....		21
(A) Les enfants au-dessous de 13 ans rencontrés dans les établissements de bienfaisance ne sont pas compris dans ce total.		

(1) Extraits des états publiés à la suite des rapports de la Commission supérieure du travail.

*Autorisations de figurer dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires
accordées à des enfants âgés de moins de 13 ans.*

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Autorisations accordées.....		66
Enfants.	{ Garçons.....	166
	{ Filles.....	101
	{ Sans indication de sexe.....	64
TOTAL.....		331
NOTA. — Il n'a pas été accordé d'autorisation à des troupes quittant Paris pour aller en province. — L'âge minimum des enfants figurant dans ce tableau est 5 ans.		

NOMBRE D'ACCIDENTS DÉCLARÉS : 3,674.

Suite donnée aux procès-verbaux.

DÉSIGNATION.		NOMBRE DE PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS	
		par les inspecteurs du travail.	par le service des mines.
Procès-verbaux ...	{ suivis de condamnations.....	87	1
	{ encore en instance.....	2	"
	{ classés.....	9	"
TOTAUX.....		98	1
Contraventions visées.....		149	"
TOTAL des amendes.....		3,054 ^f	5 ^f

*Déclarations faites
relativement aux dérogations temporaires à l'interdiction du travail de nuit.
(Décret du 15 juillet 1893, art. 3.)*

DÉSIGNATION.		NOMBRE.	
Établissements.		5	
Durée en jours des déro- gations.	{ maxima.	30	
	{ minima.	24	
Détail du personnel em- ployé la nuit.	{ Enfants de 13 à 18 ans.	127	
	{ Filles et femmes... {	de 18 à 21 ans	4
		au-dessus de 21 ans.	100
TOTAL du personnel.		231	

*Tolérances accordées par les inspecteurs divisionnaires
en ce qui concerne la durée du travail et le repos hebdomadaire,
(Décret du 15 juillet 1893, art. 5.)*

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Établissements.....		74
Durée en jours de la to- lérance.....	minima.....	90
	maxima.....	1
Détail du personnel ayant usé de la tolérance...	Enfants au-dessous de 18 ans.....	1,217
	Filles mineures de 18 à 21 ans.....	663
	Femmes.....	2,826
TOTAL.....		4,706

*Nombre des visites effectuées par le service de l'inspection.
Nombre des établissements visités.*

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Inspecteurs départementaux		95
MOYENNE des visites		1,305
Visites effectuées par les inspecteurs départementaux	Visites	106,772
	Contre-visites	17 236
TOTAL		124,008
Visites et contre-visites effectuées par les inspecteurs divisionnaires		4,792
TOTAL GÉNÉRAL des visites		128,800
Visites de nuit		1,631
Établissements visités	n'occupant aucun ouvrier lors de la visite.	9,749
	aux lois de 1848, 1892 et 1893	18,879
	aux lois de 1892 et 1893	52,283
	aux lois de 1848 et 1893	7,706
	à la loi de 1893 seule	18,118
TOTAL		106,735

Établissements industriels d'après l'importance du personnel employé.

DÉSIGNATION.		AVEC UN PERSONNEL	
		MIXTE.	D'HOMMES adultes seulement.
Établissements occupant	de 1 à 10 ouvriers	127,391	103,922
	de 11 à 20 —	12,638	4,978
	de 21 à 50 —	8,953	2,118
	de 51 à 100 —	3,990	402
	de 101 à 200 —	1,946	122
	de 201 à 500 —	1,084	29
	plus de 500 —	327	6
TOTAL des ouvriers		156,329	111,577
Établissements industriels		267,906	
Personnel occupé..	Enfants au-dessous de 18 ans.	208,310	203,582
	Garçons	203,582	130,081
	Filles	130,081	399,097
	Filles mineures de 18 à 21 ans	399,097	1,513,873
	Filles majeures et femmes au-dessus de 21 ans	1,513,873	2,454,943
TOTAL		2,454,943	

Statistique du personnel rencontré dans les établissements visités.

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Établissements visités		106,735
Enfants.	de 12 à 13 ans ayant le certificat médical et le certificat d'études (1882)	Garçons..... 1,625 Filles..... 1,059
	de 13 à 16 ans	Garçons..... 82,151 Filles..... 73,450
	de 16 à 18 ans.....	Garçons..... 60,896 Filles..... 62,615
	Filles mineures de 18 à 21 ans.....	87,453
	Filles et femmes majeures.....	324,947
	Ouvriers adultes	979,010
TOTAL des ouvriers et ouvrières.....		1,673,206
Proportionnalité du personnel p. 100.	au-dessous de 18 ans	16.7
	féminin de tout âge.....	32.8
	des enfants, filles et femmes.....	41.4
MOYENNE des ouvriers par établissement visité.....		16

*Statistique des établissements visités et du personnel rencontré.
Comparaison entre 1893 et 1894.*

DÉSIGNATION.	EN 1893.	EN 1894.	DIFFÉRENCE POUR 1894.
Enfants.....	de 12 à 13 ans ayant le certif. méd. et le certificat d'études (1882) .	3,059	2,684 — 375
	de 13 à 18 ans	229,014	279,112 + 50,098
Filles mineures et femmes.....	338,486	412,400	+ 73,914
Ouvriers adultes.....	711,510	979,010	+ 267,500
TOTAL des ouvriers et ouvrières.....	1,282,069	1,673,206	+ 391,137
Établissements visités.....	61,047	106,735	+ 45,688

Application de la loi dans les établissements de bienfaisance.

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Nombre des établissements de bienfaisance.		1,432
Établissements de bienfaisance visités.		1,111
Personnel rencontré.	Enfants... {	au-dessus de 13 ans non munis du certificat. { Garçons. 1,293

Autorisations de figurer dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires accordées à des enfants âgés de moins de 13 ans.

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Autorisations accordées.		87
Enfants.	Garçons.	165
	Filles.	120
TOTAL.		285
NOTA. — Il n'a pas été accordé d'autorisation à des troupes quittant Paris pour aller en province. — L'âge minimum des enfants figurant dans ce tableau est 3 ans.		

NOMBRE DES ACCIDENTS DÉCLARÉS : 14,954.

Suite donnée aux procès-verbaux.

DÉSIGNATION.	NOMBRE DE PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS	
	par les inspecteurs du travail.	par le service des mines.
Procès-verbaux... { suivis de condamnations	590	3
{ suivis d'acquittement.....	16	"
{ encore en instance	9	3
{ classés.....	89	"
TOTAL.....	704	6
Contraventions visées.....	6,018	"
TOTAL des amendes.....	23,366	26

Mines, minières et carrières. (Nombre des exploitations visitées.)

DÉSIGNATION.	NOMBRE.
TOTAL des exploitations existantes.....	37,687
Mines.....	444
Minières..... { souterraines.....	7
{ à ciel ouvert	52
Carrières..... { souterraines.. { continues.....	1,050
{ temporaires	613
{ à ciel ouvert.. { continues.....	2,400
{ temporaires	1,994
TOTAL des exploitations visitées.....	6,560

Mines, minières et carrières.

(Statistique du personnel occupé dans les exploitations visitées.)

DÉSIGNATION.			EXPLOITATIONS VISITÉES.								TOTAUX
			MINES.	MINIÈRES		CARRIÈRES					
				souter- raines.	à ciel ouvert.	souterraines		à ciel ouvert			
						conti- nues.	tem- poraires.	conti- nues.	tem- poraires.		
Enfants	de 12 à 13 ans ayant le certi- ficat médical et le certificat d'études	au fond. Garçons.	12	"	"	13	1	"	"	26	
		Garçons.	74	"	1	16	"	10	"	101	
		Filles...	2	"	"	"	"	"	"	2	
	de 13 à 16 ans ..	au fond. Garçons.	4,653	15	"	136	34	"	"	4,838	
		Garçons.	3,755	"	31	439	8	593	88	4,914	
		Filles...	973	3	9	5	2	26	4	1,022	
	de 16 à 18 ans..	au fond. Garçons.	5,532	10	"	148	50	"	"	5,740	
		Garçons.	2,282	"	21	293	7	608	132	3,343	
		Filles...	997	3	2	10	4	12	12	1,040	
	Filles mineures de 18 à 21 ans (au jour)		1,097	4	4	53	4	81	15	1,258	
	Filles et femmes majeures (au jour).....		2,703	10	9	120	40	300	88	3,270	
	Ouvriers adultes	au fond.....	93,299	102	"	6,859	958	"	"	101,218	
au jour.		32,948	9	826	4,213	363	18,981	5,822	63,162		
TOTAUX.....			148,327	156	903	12,305	1,471	20,611	6,161	189,934	

*Déclarations faites
relativement aux dérogations temporaires à l'interdiction du travail de nuit.*

(Décret du 15 juillet 1893, art. 3.)

DÉSIGNATION.		NOMBRE.	
Établissements.		39	
Durée en jours des déro- gations.	{ maxima.	30	
	{ minima.	1	
Détail du personnel em- ployé la nuit	{ Enfants de 13 à 18 ans	439	
	{ Filles et femmes	{ de 18 à 21 ans.	284
		{ au-dessus de 21 ans.	1,058
TOTAL du personnel.		1,781	

*Tolérances accordées par les inspecteurs divisionnaires
en ce qui concerne la durée du travail et le repos hebdomadaire.*

(Décret du 15 juillet 1893, art. 15.)

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Établissements.....		521
Durée en jours de la to- lérance.....	minima.....	90
	maxima.....	1
Détail du personnel ayant usé de la tolérance... {	Enfants au-dessous de 18 ans.....	4,864
	Filles mineures de 18 à 21 ans.....	3,641
	Femmes.....	11,985
TOTAL.....		20,490

*Nombre des visites effectuées par le service de l'inspection.
Nombre des établissements visités.*

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Inspecteurs départementaux.....		96
MOYENNE des visites.....		1,338
Visites effectuées par les inspecteurs départementaux.....	Visites.....	109,486
	Contre-visites.....	18,944
TOTAL.....		128,430
Visites et contre-visites effectuées par les inspecteurs divisionnaires.....		5,304
TOTAL GÉNÉRAL des visites.....		133,734
Visites de nuit.....		2,639
Établissements visités	n'occupant aucun ouvrier lors de la visite.....	7,910
	aux lois de 1848, 1892 et 1893.....	19,132
	aux lois de 1892 et 1893.....	52,658
	aux lois de 1848 et 1893.....	8,804
	à la loi de 1893 seule.....	20,982
TOTAL.....		109,486

Statistique du personnel rencontré dans les établissements visités.

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Etablissements visités		109,486
Enfants.	de 12 à 13 ans ayant le certificat médical et le certificat d'études (1882).....	Garçons 996 Filles 1,059
	de 13 à 16 ans.....	Garçons 84,017 Filles 80,510
	de 16 à 18 ans.....	Garçons 65,530 Filles 66,313
	Filles mineures de 18 à 21 ans.....	95,714
	Filles et femmes majeures.....	349,998
	Ouvriers adultes.....	1,020,044
TOTAL des ouvriers et ouvrières.....		1,764,181
Proportionnalité du personnel p. 100.	au-dessous de 18 ans.....	16.9
	féminin de tout âge.....	33.6
	des enfants filles et femmes.....	42.1
MOYENNE des ouvriers par établissement visité.....		16

*Statistique des établissements visités et du personnel rencontré.
Comparaison entre 1894 et 1895.*

DÉSIGNATION.	EN 1894.	EN 1895.	DIFFÉRENCE POUR 1895.
Enfants.	de 12 à 13 ans ayant le certif. méd. et le certificat d'études (1882).. 2,684	2,055	— 629
	de 13 à 18 ans..... 279,112	296,370	+ 17,258
Filles mineures et femmes	412,400	445,712	+ 33,312
Ouvriers adultes	979,010	1,020,044	+ 41,034
TOTAL des ouvriers et ouvrières.	1,673,206	1,764,181	+ 90,975
Etablissements visités.	106,735	109,486	+ 2,751

Application de la loi dans les établissements de bienfaisance.

DÉSIGNATION.		NOMBRE.	
Nombre des établissements de bienfaisance.....		1,496	
Établissements de bienfaisance visités.....		1,105	
Personnel rencontré..	Enfants ...	{ au-dessous de 13 ans non munis du certificat.....	Garçons..... 975
		{ de 12 à 13 ans munis du certificat.....	Filles..... 12,650
		{ de 13 à 16 ans.....	Garçons..... 78
		{ de 16 à 18 ans.....	Filles..... 524
		{ de 13 à 16 ans.....	Garçons..... 1,201
		{ de 16 à 18 ans.....	Filles..... 13,271
		{ de 16 à 18 ans.....	Garçons..... 656
		{ de 16 à 18 ans.....	Filles..... 8,033
	Filles mineures de 18 à 21 ans.....	6,863	
	Filles majeures et femmes	5,593	
TOTAL du personnel.....		49,844	
Infractions relevées..	{	Durée du travail.....	118
		Affichage.....	223
		Envoi de l'état trimestriel.....	459
		Hygiène.....	28
		Sécurité	11
Procès-verbaux dressés		2	

Autorisations de figurer dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires accordées à des enfants âgés de moins de 13 ans.

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Autorisations accordées.....		87
Enfants.....	Garçons.....	359
	Filles.....	199
TOTAL.....		558
NOTA. — Il n'a pas été accordé d'autorisation à des troupes quittant Paris pour aller en province. — L'âge minimum des enfants figurant dans ce tableau est 3 ans.		

NOMBRE DES ACCIDENTS DÉCLARÉS : 20,390.

Suites données aux procès-verbaux.

DÉSIGNATION.	NOMBRE DE PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS		
	par les inspecteurs du travail.	par le service des mines.	
Procès-verbaux ... {	suivis de condamnations.....	1,102	6
	suivis d'acquittement	18	"
	encore en instance	74	4
	classés.	138	2
TOTAL		1,332	12
Contraventions visées.		10,635	"
TOTAL des amendes.....		41,456 ^f 25 ^c	116 ^f 00 ^c

Mines, minières et carrières. (Nombre des exploitations visitées.)

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
TOTAL des exploitations existantes.....		37,502
Mines.....		425
Minières..... {	souterraines.....	13
	à ciel ouvert	34
Carrières..... {	souterraines.. { continues.....	1,117
	temporaires	885
	à ciel ouvert.. { continues.....	2,914
	temporaires.....	2,652
TOTAL des exploitations visitées.....		8,040

Mines, minières et carrières.

(Statistique du personnel occupé dans les exploitations visitées.)

DÉSIGNATION.			EXPLOITATIONS VISITÉES.								TOTAUX
			MINES.	MINIÈRES		CARRIÈRES					
				souter- raines.	à ciel ouvert.	souterraines		à ciel ouvert			
						conti- nues.	tem- poraires.	conti- nues.	tem- poraires.		
Enfants	de 12 à 13 ans ayant le certifi- cat médical et le certificat d'études	au fond. Garçons.	9	"	"	1	"	"	"	10	
		au jour. {	Garçons.	38	"	"	21	"	17	"	76
			Filles...	1	"	"	4	"	4	"	9
	de 13 à 16 ans ..	au fond. Garçons.	4,913	10	"	62	19	"	"	5,004	
		au jour. {	Garçons.	3,871	"	4	527	2	468	105	4,977
			Filles...	1,140	4	"	15	"	9	5	1,173
	de 16 à 18 ans ..	au fond. Garçons.	5,841	16	"	117	11	"	"	5,985	
		au jour. {	Garçons.	2,271	"	6	568	8	665	135	3,653
			Filles...	951	3	"	22	3	53	5	1,037
	Filles mineures de 18 à 21 ans (au jour)...		1,053	2	"	58	3	128	19	1,263	
Filles et femmes majeures (au jour).....		2,606	7	"	288	35	307	107	3,370		
Ouvriers adultes	au fond.....	93,647	100	"	5,328	998	"	"	100,073		
	au jour.....	32,620	4	571	11,838	567	21,608	12,923	80,131		
TOTAUX.....			148,961	146	581	18,869	1,646	23,259	13,299	206,761	

Dérégations temporaires à l'interdiction du travail de nuit.

(Loi du 2 novembre 1892. — Art. 3 et 4 § 7.)

DÉSIGNATION.	DÉCLARA- TIONS FAITES en vertu de l'article 3.	AUTO- RISATIONS DONNÉES en vertu de l'article 4 § 7.
Établissements	58	44
Durée en jours des dérogations.....	69	105
maxima.....	1	1
minima.....		
Détail du personnel employé la nuit...	632	503
Enfants de 13 à 18 ans	536	82
Filles et femmes ...	2,038	1,318
de 18 à 21 ans.....		
au-dessus de 21 ans...		
TOTAL du personnel.....	3,196	1,903

*Tolérances accordées par les inspecteurs divisionnaires
en ce qui concerne la durée du travail et le repos hebdomadaire.*

(Décrets des 15 juillet 1893 et 26 juillet 1895. — Art. 5.)

DÉSIGNATION.	NOMBRE.	
	DÉCRET de 1893.	DÉCRET de 1895.
Établissements.....	264	786
Durée en jours de la tolérance.....	130	100
maxima.....	1	1
minima.....		
Détail du personnel ayant usé de la tolérance.....	4,184	6,265
Enfants au-dessous de 18 ans.....	3,495	4,558
Filles mineures et femmes de 18 à 21 ans...	11,007	21,052
Femmes.....		
TOTAL	18,686	31,875

*Nombre des visites effectuées par le service de l'inspection
et par le service des usines. — Nombre des établissements visités.*

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Visites effectuées par les inspecteurs départementaux	Visites	118,221
	Contre-visites	14,702
	Visites de nuit	2,328
	TOTAL	135,251
Visites effectuées par les inspecteurs divisionnaires	Visites	1,524
	Contre-visites	3,967
	Visites de nuit	136
	TOTAL	5,627
TOTAL GÉNÉRAL des visites		140,878
Visites faites par les ingénieurs des mines		1,151
Visites faites par les contrôleurs des mines		11,834
Établissements visités.	n'occupant aucun ouvrier lors de la visite	9,213
	{ aux lois de 1848, 1892 et 1893	19,608
	{ aux lois de 1892 et 1893	54,964
	{ aux lois de 1848 et 1893	9,236
	{ à la loi de 1893 seule	24,518
TOTAL		117,539

Statistique du personnel rencontré dans les établissements visités.

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Établissements visités		117,539
Enfants.....	de 12 à 13 ans ayant le certificat médical et le certificat d'études (1882).....	Garçons..... 969 Filles..... 807
	de 13 à 16 ans.....	Garçons..... 80,392 Filles..... 78,801
	de 16 à 18 ans.....	Garçons..... 62,164 Filles..... 63,003
	Filles mineures de 18 à 21 ans	98,546
	Filles et femmes majeures	347,896
	Enfants, filles et femmes.....	732,578
Ouvriers adultes.....		1,008,865
TOTAL des ouvriers et ouvrières.....		1,741,443
Proportionnalité du personnel p. 100.	au-dessous de 18 ans.....	16.4
	féminin de tout âge.....	33.9
	des enfants, filles et femmes.....	42.0
MOYENNE des ouvriers par établissement visité en 1896		14

*Statistique des établissements visités et du personnel rencontré. —
Comparaison entre 1895 et 1896.*

DÉSIGNATION.	EN 1895.	EN 1896.	DIFFÉRENCE POUR 1896.
Enfants.....	de 12 à 13 ans ayant le certif. méd. et le certificat d'études (1882)	2,055 1,776	— 279
	de 13 à 18 ans.....	296,370 284,360	— 12,010
Filles mineures et femmes.....	445,712	446,442	+ 730
Ouvriers adultes.....	1,020,044	1,008,855	— 11,179
TOTAL des ouvriers et ouvrières.....	1,764,181	1,741,443	— 22,738
Établissements visités	109,486	117,539	+ 8,053

Application de la loi dans les établissements de bienfaisance.

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Nombre des établissements de bienfaisance.....		1,491
Établissements de bienfaisance visités.....		1,125
Personnel rencontré..	au-dessous de 13 ans non munis du certificat.....	Garçons 1,500 Filles 13,604
	de 12 à 13 ans munis du certificat.....	Garçons 36 Filles 559
	de 13 à 16 ans.....	Garçons 1,047 Filles 13,318
	de 16 à 18 ans.....	Garçons 474 Filles 7,996
	Filles mineures de 18 à 21 ans.....	6,293
	Filles et femmes majeures.....	6,042
	TOTAL du personnel.....	50,869
	Duré du travail.....	430
	Affichage.....	216
Infractions relevées..	Envoi de l'état trimestriel.....	516
	Hygiène.....	111
	Sécurité.....	15
Procès-verbaux dressés ..		9

Autorisations de figurer dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires accordées à des enfants âgés de moins de 13 ans,

DÉSIGNATION.		NOMBRE.
Autorisations accordées.....		144
Enfants.....	Garçons.....	420
	Filles.....	221
TOTAL.....		641
NOTA. — Il n'a pas été accordé d'autorisation à des troupes allant de Paris en province.		

NOMBRE DES ACCIDENTS DÉCLARÉS : 25,922.

Suites données aux procès-verbaux.

DÉSIGNATION.		NOMBRE DE PROCÈS-VERBAUX DRESSÉS		
		par les inspecteurs du travail.	par le service des mines.	
Procès-verbaux ...	suivis de condamnations.	1,391	4	
	suivis d'acquittement.	58	"	
	encore en instance.	13	1	
	classés	par le service.	30	1
		par le parquet.	120	"
TOTAL.		1,612	6	
Contraventions visées.		13,837	"	
TOTAL des amendes.		58,545 ^f	40 ^f	

Mines, minières et carrières. (Nombre des exploitations visitées.)

DÉSIGNATION.		NOMBRE.	
TOTAL des exploitations existantes.....		40,647	
Mines.....		421	
Minières.....	{ souterraines.....	17	
	{ à ciel ouvert.....	76	
Carrières.....	{	souterraines.. { continues.....	1,227
		temporaires.....	888
	{	à ciel ouvert.. { continues.....	3,814
		temporaires.....	2,725
	TOTAL des exploitations visitées.....		9,168

Mines, minières et carrières.

(Statistique du personnel occupé dans les exploitations visitées.

DÉSIGNATION.			EXPLOITATIONS VISITÉES.								TOTAUX
			MINES.	MINIÈRES		CARRIÈRES					
				soulerraines.	à ciel ouvert.	souterraines		à ciel ouvert			
						continues.	temporaires.	continues.	temporaires.		
Enfants	de 12 à 13 ans ayant le certificat médical et le certificat d'études	au fond. Garçons.	6	"	"	"	"	"	"	6	
		au jour.	Garçons.	41	"	"	10	"	8	"	59
			Filles...	"	"	"	"	"	"	"	"
	de 13 à 16 ans. . .	au fond. Garçons.	4,931	11	"	121	23	"	"	5,086	
		au jour.	Garçons.	4,260	"	20	529	12	556	114	5,491
			Filles...	1,257	"	2	4	"	4	7	1,274
	de 16 à 18 ans. . .	au fond. Garçons.	6,017	11	"	190	23	"	"	6,241	
		au jour.	Garçons.	2,253	"	27	402	5	770	168	3,625
			Filles...	1,024	5	2	22	2	36	8	1,099
	Filles mineures de 18 à 21 ans (au jour)....		1,020	4	5	24	8	97	19	1,177	
	Filles et femmes majeures (au jour).....		2,699	5	9	95	56	477	119	3,460	
	Ouvriers adultes....	au fond.....	95,466	160	"	8,781	1,521	"	"	105,928	
au jour.....		34,809	23	951	5,917	468	28,341	7,768	78,277		
TOTAUX.....			153,783	219	1,016	16,095	2,118	30,289	8,203	211,723	

Dérogations temporaires à l'interdiction du travail de nuit.

(Loi du 2 novembre 1892, art. 4, § 7 et décret du 26 juillet 1895, art. 1^{er} et 3.)

DÉSIGNATION.	AUTO- RISATIONS DONNÉES en vertu de l'article 4 § 7.	DÉCLARATIONS FAITES EN VERTU	
		de l'article 1 ^{er} .	de l'article 3.
Établissements.	23	898	39
Durée en jours { maxima.....	273	600	116
des dérogations { minima.....	3	1	28
Détail du per- { Enfants de 13 à 18 ans.....	299	"	332
sonnel employé { Filles { de 18 à 21 ans.....	103	2,468	319
la nuit..... { et femmes { au-dessus de 21 ans. .	450	6,840	1,795
TOTAL.....	852	9,308	2,446

*Tolérances accordées par les inspecteurs divisionnaires
en ce qui concerne la durée du travail et le repos hebdomadaire.*

(Décret du 26 juillet 1895. — Art. 5.)

DÉSIGNATION.	NOMBRE.	
	Pour la durée du travail.	Pour le repos hebdomadaire.
Établissements	1,167	960
Tolérances accordées	1,681	1,434
Durée en jours de la { maxima.....	195	40
tolérance..... { minima.....	1	1
Détail du personnel { Enfants au-dessous de 18 ans.....	8,525	5,595
ayant usé de la to- { Filles mineures de 18 à 21 ans.....	6,541	4,396
lérance..... { Femmes.....	18,789	15,648
TOTAL.....	33,855	25,639

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

ASSOCIATION NORMANDE POUR PRÉVENIR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

RÈGLEMENT

concernant les ouvriers employés aux métiers à filer automates.

IL EST EXPRESSÉMENT DÉFENDU :

I. — Pendant la marche, si les machines fonctionnent.

- 1° D'enlever ou de déranger les couvre-engrenages;
 - 2° D'entrer, sous aucun prétexte, dans l'espace compris entre le chariot et le porte-cylindres;
 - 3° De nettoyer de quelque manière aucun organe, poulie, engrenage, corde, etc., de la têtère ou du chariot;
 - 4° De graisser les mouvements de la têtère ou du chariot;
 - 5° De nettoyer les rouleaux de propreté inférieurs des cylindres cannelés autrement que par devant le métier;
- Sinon on devra arrêter conformément aux articles 1° et 2°, III, jeter bas la courroie ou caler la détente.

II. — Pendant la marche, si les machines sont arrêtées.

- 1° De nettoyer sous les machines pendant la levée des bobines, à moins que ce ne soit à la dernière aiguillée avant la levée, le chariot étant aux trois quarts de sa sortie;
 - 2° De passer par dessus la têtère ou par dessous le chariot;
 - 3° De nettoyer aucun engrenage de la têtère, ou se placer entre le chariot et le porte-cylindres, à moins d'avoir enlevé la courroie ou calé la détente;
 - 4° De se placer sous le porte-cylindres, si le chariot n'a pas sa position normale d'arrêt (art. 1° et 2°, III);
 - 5° De remonter les courroies à l'aide d'échelle ou à la main;
- Cette opération doit se faire avec une perche à crochet; sinon, la personne spécialement désignée pour ce travail peut remonter la courroie.

III. — Pendant l'arrêt du métier pour nettoyage.

- 1° Le chariot doit être aux trois quarts de sa sortie;
 - 2° Le fileur doit rester à l'embrayage pendant tout le temps du nettoyage et surveiller ceux qui nettoient.
 - 3° Seuls, le fileur, et en son absence le premier rattacheur, peuvent remettre en marche.
- Ils ne le feront qu'après s'être assurés qu'il n'y a personne d'exposé, et avoir averti en criant : « gare! ».

RÈGLEMENT

concernant les ouvriers employés aux métiers continus dans les filatures et aux bobinoirs à deux tambours dans les tissages.

PENDANT LA MARCHÉ, IL EST EXPRESSÉMENT INTERDIT :

- 1° De passer des cordes; cette opération doit toujours se faire en arrêtant le métier;
- 2° De nettoyer les organes de la têtère, les pieds de bâtis ou tout autre point avoisinant les tambours, les engrenages ou la poulie motrice, à moins d'avoir arrêté le métier ou jeté bas la courroie;
- 3° De se coucher sous les métiers sous quelque prétexte que ce soit;
- 4° De se vêtir ou de se recoiffer dans le voisinage d'un métier;
- 5° Il est défendu expressément de remettre le métier en marche avant d'avoir remplacé les couvre-engrenages, les équerres de sûreté posées à l'extrémité des tambours, et tous autres organes de protection;
- 6° Il est également défendu aux femmes et aux jeunes filles de remonter les courroies qui auraient été jetées bas ou qui seraient tombées; seules les personnes spécialement désignées pour cette manœuvre sont autorisées à y procéder;
- 7° Il est recommandé à tous les ouvriers de signaler immédiatement au contremaître et, à son défaut, au directeur les irrégularités de marche qui se déclareraient dans leurs métiers ou les avaries qui se produiraient et particulièrement celles qui se déclareraient aux couvre-engrenages et autres engins de protection, sans chercher à y porter remède eux-mêmes.

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES (COMPOSITION) [Suite].

Cher (1).

Membres nommés par les Conseils généraux.

1^{re} COMMISSION.

M. MOUGNIÉ-NOËL, conducteur des ponts et chaussées, remplace M. Humbert, décédé.

2^e COMMISSION.

MM. le D^r GRAJON, GIRAUD, adjoint au maire de Mehun, et ROUSSEAU remplacent MM. BARDEL, décédé, MOULIN et JOLIVET, non acceptants.

4^e COMMISSION.

MM. BOURIN, maire de Châteaumeillant, BÉGUIN, conseiller général, et LAPEYRE, avoué, remplacent MM. le D^r GUILLOT, démissionnaire, TOURRATON, décédé, et BERGERON DE CHARON, non acceptant.

5^e COMMISSION.

M. ARNOUX, maire d'Aubigny-Ville, remplace M. GAUDILHON.

Loire-Inférieure (2).

Font également partie de la Commission : MM. RIVRON et DUVAL, présidents des Chambres de commerce de Nantes et de Saint-Nazaire; BERTIN et DIET, médecins des épidémies, et RIVET, ingénieur des mines.

Rhône (3).

MM. MARGARON (Antoine), ajusteur à Givors; BONNASSIEU-GUIRTOT, fabricant de broderies à Tarare; FOULLAT, président du Conseil de prud'hommes de Tarare; DESCHELETTES, manufacturier à Amplepuis, BONNARD, conseiller prud'homme à Amplepuis; FAYARD, contremaître teinturier à Villefranche et LAPEYRE, maître verrier à Givors, font également partie de la Commission.

(1) Voir années 1893, n^o 4, p. 646 et 1897, n^o 2, p. 191.

(2) Voir année 1894, n^o 4, p. 912.

(3) Voir année 1897, n^o 4, p. 362.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE
BUREAU DE L'INDUSTRIE.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

SIXIÈME ANNÉE (1898). — NUMÉROS 4 ET 5.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 28 JUIN 1898

*nommant le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes
et des télégraphes.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

ART. 1. — M. Maruéjols, député, est nommé Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en remplacement de M. Henry Boucher, dont la démission est acceptée.

ART. 2. — Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 28 juin 1898.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'intérieur,*

HENRI BRISSON.



LOI DU 7 DÉCEMBRE 1874 (1)

relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes (modifiée par la loi du 19 avril 1898, sur la répression des violences voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers des enfants).

ART. 1. — Tout individu qui fera exécuter par des enfants de moins de seize ans des tours de force périlleux ou des exercices de dislocation ;

Tout individu autre que les père et mère, pratiquant les professions d'acrobate, saltimbanque, charlatan, montreur d'animaux ou directeur de cirque, qui emploiera, dans ses représentations, des enfants âgés de moins de seize ans,

Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de seize à deux cents francs.

La même peine sera applicable aux père et mère exerçant les professions ci-dessus désignées qui emploieraient dans leurs représentations leurs enfants âgés de moins de douze ans.

ART. 2. — Les pères, mères, tuteurs ou patrons, et généralement toutes personnes ayant autorité sur un enfant ou en ayant la garde, qui auront livré, soit gratuitement, soit à prix d'argent, leurs enfants, pupilles ou apprentis âgés de moins de seize ans aux individus exerçant les professions ci-dessus spécifiées, ou qui les auront placés sous la conduite de vagabonds, de gens sans aveu ou faisant métier de la mendicité, seront punis des peines portées en l'article 1^{er}.

« La même peine sera applicable aux intermédiaires ou agents qui auront livré ou fait livrer lesdits enfants et à quiconque aura déterminé des enfants, âgés de moins de seize ans, à quitter le domicile de leurs parents ou tuteurs pour suivre des individus des professions susdésignées.

La condamnation entraînera de plein droit, pour les tuteurs, la destitution de la tutelle. Les père et mère pourront être privés des droits de la puissance paternelle. »

ART. 3. — Quiconque emploiera des enfants âgés de moins de seize ans à la mendicité habituelle, soit ouvertement, soit sous l'apparence d'une profession, sera considéré comme auteur ou complice du délit de mendicité en réunion prévu par l'article 276 du code pénal et sera puni des peines portées audit article.

Dans le cas où le délit aurait été commis par les pères, mères ou tuteurs, ils pourront être privés des droits de la puissance paternelle.

ART. 4. — Tout individu exerçant l'une des professions spécifiées à l'article 1^{er} de la présente loi devra être porteur de l'extrait des actes de nais-

(1) Voir années 1893, n° 5-6, p. 650 et 1896, n° 3, p. 194.

sance des enfants placés sous sa conduite et justifier de leur origine et de leur identité par la production d'un livret ou d'un passe-port.

Toute infraction à cette disposition sera punie d'un emprisonnement de un mois à six mois et d'une amende de 16 à 50 francs.

ART. 5. — En cas d'infraction à l'une des dispositions de la présente loi, les autorités municipales seront tenues d'interdire toutes représentations aux individus désignés en l'article 1^{er}.

Ces dites autorités seront également tenues de requérir la justification, conformément aux dispositions de l'article 4, de l'origine et de l'identité de tous les enfants placés sous la conduite des individus susdésignés. A défaut de cette justification, il en sera donné avis **immédiatement au parquet**.

Toute infraction à la présente loi commise à l'étranger à l'égard de Français devra être dénoncée, dans le plus bref délai, par nos agents consulaires aux autorités françaises, ou aux autorités locales, si les lois du pays en assurent la répression.

Ces agents devront, en outre, prendre les mesures nécessaires pour assurer le rapatriement en France des enfants d'origine française.

ART. 6. — L'article 463 du code pénal est applicable aux délits prévus et punis par la présente loi.

LOI DU 16 FÉVRIER 1883 X

*tendant à assurer l'application de la loi du 9 septembre 1848
sur la durée des heures de travail.*

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ART. 1. — Les commissions locales (1) et les inspecteurs du travail des enfants dans les manufactures, institués par la loi du 19 mai 1874, sont chargés de surveiller l'application de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée des heures de travail.

ART. 2. — Le Gouvernement est autorisé à augmenter le nombre des inspecteurs divisionnaires et des circonscriptions territoriales d'inspection institués par l'article 16 de la loi du 19 mai 1874.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 16 février 1883.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le Ministre du commerce,

PIERRE LEGRAND.

(1) Les commissions locales ont été supprimées par la loi du 2 novembre 1892.

X DÉCRET DU 17 MAI 1851

qui apporte des exceptions à l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail dans les manufactures et usines (modifié par un décret du 3 avril 1889).

Le Président de la République,

Sur le rapport du Ministre de l'agriculture et du commerce,

Vu l'article 2 de la loi du 9 septembre 1848 sur la durée du travail dans les manufactures et usines;

Le Conseil d'État entendu,

Décète ce qui suit :

ART. 1. — Ne sont point compris dans la limite de durée du travail fixé par la loi du 9 septembre 1848, les travaux industriels ci-après déterminés :

Travail des ouvriers employés à la conduite des fourneaux, étuves, sécheries ou chaudières à débouillir, lessiver ou aviver;

Travail des chauffeurs attachés au service des machines à vapeur, des ouvriers employés à allumer les feux avant l'ouverture des ateliers, des gardiens de nuit;

Travaux de décatissage;

Fabrication et dessiccation de la colle forte;

Chauffage dans les fabriques de savon;

Mouture des grains;

Imprimeries typographiques et imprimeries lithographiques; fontes, affinage, étamage, galvanisation de métaux;

Fabrication de projectiles de guerre et *tous travaux exécutés sur l'ordre du Gouvernement dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales* (1).

ART. 2. — Sont également exceptés de la disposition de l'article 1^{er} de la loi du 9 septembre 1848 :

1° Le nettoyage des machines à la fin de la journée;

2° Les travaux que rendent immédiatement nécessaires un accident arrivé à un moteur, à une chaudière, à l'outillage ou au bâtiment même d'une usine, ou tout autre cas de force majeure.

ART. 3. — La durée du travail effectif peut être prolongée au delà de la limite légale :

1° D'une heure à la fin de la journée de travail, pour le lavage et l'étendage des étoffes dans les teintureries, blanchisseries et dans les fabriques d'indiennes;

(1) La partie en italique est la seule modification au décret de 1851.

2° De deux heures dans les fabriques et raffineries de sucre, et dans les fabriques de produits chimiques;

3° De deux heures, pendant cent vingt jours ouvrables par année, au choix des chefs d'établissements, dans les usines de teinturerie, d'imprimerie sur étoffes, d'apprêts d'étoffes et de pressage.

ART. 4. — Tout chef d'usine ou de manufacture qui voudra user des exceptions autorisées par le dernier paragraphe de l'article 3, sera tenu de faire savoir préalablement au préfet, par l'intermédiaire du maire qui donnera récépissé de la déclaration, les jours pendant lesquels il se propose de donner au travail une durée exceptionnelle (1).

Fait à l'Elysée national, le 17 mai 1851.

Signé : LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

Par le Président :

Le Ministre de l'agriculture et du commerce,

Signé : L. BUFFET.

DÉCRET DU 29 JUILLET 1898

*modifiant la nomenclature des établissements insalubres,
dangereux ou incommodes.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu le décret du 15 octobre 1810, l'ordonnance du 14 janvier 1815 et le décret du 25 mars 1852, sur la décentralisation administrative;

Vu le décret du 3 mai 1886, déterminant la nomenclature et la division en trois classes des établissements insalubres, dangereux ou incommodes;

Vu les décrets des 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin 1897 et 17 août 1897, qui ont modifié cette nomenclature;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ART. 1. — La nomenclature des établissements insalubres, dangereux ou incommodes, contenue dans les tableaux annexés aux décrets des 3 mai 1886 et 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet

(1) Voir la circulaire ministérielle du 3 décembre 1884, année 1898, n° 1, p. 6.

1896, 24 juin 1897 et 17 août 1897, est modifiée conformément au tableau annexé au présent décret.

ART. 2. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait au Havre, le 29 juillet 1898.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre de l'agriculture,
chargé de l'intérim du Ministère du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes.*

VIGER.

TABLEAU.

Article à supprimer dans la nomenclature du décret du 3 mai 1886.

DÉSIGNATION DE L'INDUSTRIE.	INCONVÉNIENTS.	CLASSE.
Chantiers de bois à brûler dans les villes.....	Émanations nuisibles..... Dangers d'incendie.....	3°.

Vu pour être annexé au décret en date du 29 juillet 1898.

*Le Ministre de l'agriculture,
chargé de l'intérim du Ministère du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

VIGER.

PERSONNEL DE L'INSPECTION.

Par un arrêté ministériel, en date du 23 mai 1898, M. BOUYER, inspecteur départemental du travail à Angoulême, a été mis, sur sa demande et pour raison de santé, en congé illimité sans traitement à partir du 11 mai 1898.

Par un arrêté ministériel, en date du 2 septembre 1898, MM. RAZOÛS et FONTAINE, inspecteurs départementaux stagiaires du travail, ont été nommés inspecteurs départementaux de 5^e classe, au traitement de 3,000 francs à partir du 1^{er} septembre 1898.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 14 JUIN 1898

relative à la délivrance des certificats d'aptitude physique.

MONSIEUR LE PRÉFET, la loi du 2 novembre 1892, qui prohibe, en principe, l'admission des enfants dans l'industrie avant l'âge de 13 ans révolus, permet cependant de les employer à partir de l'âge de 12 ans, à la double condition qu'ils soient munis du certificat d'études primaires prévu par la loi du 28 mars 1882 et du certificat d'aptitude physique qui doit leur être délivré à titre gratuit par l'un des médecins chargés de la surveillance des enfants du premier âge, ou l'un des médecins inspecteurs des écoles ou tout autre médecin chargé d'un service public désigné par le préfet.

Des instructions très précises relatives à l'application de ces dispositions vous ont été adressées, les 20 décembre 1892 et 5 juin 1896. Or je suis informé qu'elles n'auraient pas encore reçu leur exécution ou qu'elles ne seraient appliquées que partiellement là où les médecins chargés de délivrer les certificats d'aptitude physique ne sont point partout désignés. Cette délivrance devant être faite gratuitement, je sais que des préfets ont, parfois, rencontré des difficultés pour s'assurer le concours de médecins désintéressés. Cependant, si le législateur sollicite ici leur intervention, c'est dans un intérêt social qui ne saurait les laisser indifférents. Je suis sûr qu'il aurait suffi, dans bien des cas, de faire appel à leur dévouement pour obtenir leur concours.

Je me plais à reconnaître que, si, contrairement au vœu de la loi, les médecins n'ont pas été désignés sur tous les points du territoire, il est des régions où cette désignation s'est faite de la façon la plus heureuse. Des préfets ont même transmis au service de l'Inspection du travail la liste des médecins chargés du service. Il importe que cette mesure soit généralisée. Veuillez, en conséquence, Monsieur le Préfet, si votre département était un de ceux où le service médical institué par la loi de 1892 n'est pas encore complètement organisé, prendre des dispositions pour que cette organisation soit définitive à brève échéance. La responsabilité de l'autorité préfectorale pourrait se trouver engagée si des enfants de 12 ans, munis du certificat d'études primaires, ne pouvaient entrer dans l'industrie, parce que l'Administration aurait négligé de désigner les médecins qui doivent les examiner et leur délivrer, le cas échéant, un certificat d'aptitude physique.

Les certificats d'aptitude, là où on les délivre, ne sont pas toujours rédigés dans la forme réglementaire. Les médecins doivent se conformer à la formule annexée à la circulaire du 5 juin 1896 et indiquer le travail ou ceux des travaux auxquels l'enfant peut être employé, dans telle ou telle industrie déterminée. Le but de la loi ne serait pas atteint si un enfant, qui a déclaré vouloir commencer son apprentissage dans une industrie, pouvait ensuite, muni d'un certificat conçu en termes trop vagues, embrasser une

profession beaucoup plus fatigante, pour l'exercice de laquelle le médecin n'aurait pas donné son autorisation.

Une autre observation s'adresse aux mairies qui se désintéressent trop souvent de cette question et qui ne sont pas en mesure de fournir aux enfants ou à leurs parents les indications nécessaires pour l'obtention du certificat. Les différentes autorités administratives chargées de concourir à l'observation de la loi (et les municipalités sont au premier rang puisqu'elles sont appelées, d'autre part, à délivrer les livrets et à dresser les procès-verbaux de déclarations d'accidents) doivent redoubler de vigilance pour répondre au vœu du législateur. En les invitant à s'y conformer, vous leur rappellerez que les certificats d'aptitude, aussi bien que les certificats d'études primaires, doivent rester annexés aux livrets dont ils attestent la délivrance régulière. Le procédé qui consiste à en constater l'existence par une mention inscrite sur le livret ne saurait suppléer la production des pièces et notamment celle du certificat d'aptitude, qui peut seul permettre à l'inspecteur de vérifier si l'enfant n'est pas occupé à un travail plus pénible que celui qui peut lui être confié.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire et de m'adresser un rapport pour me rendre compte de la suite qui aura été donnée aux instructions qu'elle renferme, ainsi que des résultats qui auront été obtenus. Vous devrez m'indiquer également les mesures qui ont dû être prises, conformément à la circulaire du 5 juin 1896, notamment, à la veille des vacances scolaires, en vue de la délivrance du certificat d'aptitude physique aux enfants des écoles qui veulent entrer dans l'industrie.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 14 MAI 1898

*relative à l'application de l'article 16 du décret du 10 mars 1894
dans les usines de location de force motrice.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, en vous informant, le 31 mars dernier (1), que le Comité consultatif des arts et manufactures venait de se prononcer en 1898, comme il l'avait fait en 1897, contre le classement des usines de force motrice, je vous avais recommandé de prescrire l'application rigoureuse dans ces établissements des mesures indiquées dans les règlements pour assurer la sécurité des ouvriers en cas d'incendie.

Désirant bien préciser la mission confiée au service de l'inspection, vous me demandez de vous faire connaître si elle consiste uniquement à prescrire les moyens d'assurer l'évacuation prompte et rapide du personnel en cas de

(1) V. p. 116.

sinistre, et non pas, comme on l'aurait déclaré récemment à la commission d'hygiène de la Seine, de veiller en outre à ce que toutes les causes d'incendie soient écartées.

Le rôle de l'inspection du travail est nettement défini par les articles 16 et 17 du règlement d'administration publique du 10 mars 1894. Il résulte clairement du rapport du Comité consultatif d'hygiène publique de France du 14 mars 1893 (*Bulletin* 1894, page 779) que les auteurs des règlements n'ont eu qu'un objectif : assurer la sécurité des ouvriers en facilitant leur retraite, sans se préoccuper de sauvegarder les bâtiments ou les marchandises (1).

En prenant les dispositions nécessaires pour écarter les causes d'incendie, le service de l'inspection empiéterait sur les attributions du préfet de police, qui tient de la législation des 16 et 24 août 1790 et du 12 messidor an VIII des pouvoirs suffisants pour prescrire toutes les mesures nécessaires à la répression des abus et des dangers signalés tant au point de vue de la salubrité que de la sûreté publiques.

Ce sont les termes dont s'est servi le comité consultatif des arts et manufactures dans le rapport que je vous ai communiqué et auquel vous devrez vous conformer.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 18 JUIN 1898

relative à l'application du décret du 10 mars 1894, en ce qui concerne l'installation des appareils destinés à l'évacuation des poussières.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des arts et manufactures une demande de délai qui m'a été adressée par un fabricant de noir animal et de gélatine à la suite des mises en demeure qui lui ont été faites d'avoir à assurer dans son usine les prescriptions du décret du 10 mars 1894.

(1) Le rapport de M. Napias est ainsi conçu :

« La plupart des réglementations étrangères sur la sécurité du travail préviennent le danger de l'incendie.

« Il arrive même qu'elles demandent que les ateliers soient munis d'extincteurs, de pompes, etc. Nous n'avons pas cru que le règlement devait aller jusque-là. Ce qui intéresse la sécurité des ouvriers, c'est que, si le danger paraît, l'évacuation soit possible.

« Les appareils extincteurs, les pompes, etc., sont évidemment très utiles pour sauvegarder les bâtiments, les marchandises, les matières premières, les machines; mais il appartient à l'industriel de rechercher dans quelle mesure il a intérêt à installer ces appareils protecteurs de sa fortune et nous n'avons pas à nous placer sur ce terrain ni à envisager les choses de ce point de vue.

« Il est évident que nous souhaitons cependant que tous les ateliers, toutes les usines ou manufactures soient munis d'appareils extincteurs et que les ouvriers soient familiarisés avec leur emploi, mais nous ne voyons pas là une prescription impérative au point de vue de la sécurité des ouvriers. »

Le service avait imparti un délai d'un an : 1° pour faire enduire de ciment les murs des emplacements où sont déposés les os et les cornes afin de permettre un lavage efficace ; 2° pour disposer un système aspirant destiné à enlever les poussières provenant du sciage des os et des moulins à noir. L'intéressé demande que ce délai soit de dix-huit mois, à raison des transformations qu'il se propose de réaliser dans son usine.

Le Comité, partageant l'avis du service de l'inspection, a considéré que s'il peut être donné satisfaction sur le premier point, il n'en est pas de même à l'égard des travaux qui doivent être exécutés pour assainir l'atmosphère des ateliers, parce que les appareils aspirateurs peuvent être conçus de manière à pouvoir suivre les machines-outils dont ils doivent être l'une des parties essentielles ; le Comité a, en conséquence, émis l'avis que j'adopte, qu'il y a lieu d'accorder le délai de dix-huit mois pour les magasins d'os et de cornes qu'il serait inutile d'aménager à la veille de leur déplacement, mais qu'il convient de laisser son plein effet à la mise en demeure pour l'installation, dans les délais fixés, des appareils destinés à l'évacuation des poussières.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 26 AOÛT 1898

*relative à une demande de tolérance
formée par les fabricants de pains d'épices et de biscuits de Reims.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, plusieurs fabricants de pains d'épices et de biscuits de Reims ont demandé à bénéficier des tolérances prévues par l'article 5 du décret du 25 juillet 1895 relatif à la prolongation de la durée du travail.

Cette demande, après avoir été l'objet d'une enquête approfondie, a été soumise au Comité consultatif des arts et manufactures.

Le Comité a fait remarquer, tout d'abord, que les fabricants de biscuits ne sont pas unanimes à réclamer les tolérances sollicitées et que même à Reims la plus importante maison n'a pas cru devoir s'associer à la pétition, parce que le surmenage de la veille se fait sentir le lendemain et que la durée de la journée actuelle lui paraît bien suffisante.

D'autre part, les femmes employées ne sont occupées, du propre aveu d'un industriel, qu'à l'emballage et à l'expédition des produits fabriqués ; or cette opération n'a aucun rapport avec la fabrication elle-même, en vue de laquelle a été sollicitée l'autorisation de faire des heures supplémentaires. Il suffit, pour expédier le produit dans de bonnes conditions, d'embaucher pendant les quelques jours de presse un personnel auxiliaire, afin de satisfaire la clientèle, puisque la fabrication proprement dite suffit à tous les besoins.

Dans ces conditions, le Comité a émis l'avis, que je partage, qu'il n'y avait pas lieu de prendre la demande en considération.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION.

Arrêt du 31 mars 1898.

TRAVAIL DANS L'INDUSTRIE. — OUVRIÈRES EMPLOYÉES PLUSIEURS JOURS DE SUITE PENDANT UNE DURÉE QUOTIDIENNE SUPÉRIEURE AU MAXIMUM LÉGAL. — NOMBRE DES AMENDES ENCOURUES.

Sur le pourvoi du ministère public près le Tribunal de simple police de Roubaix; — En cassation d'un jugement rendu, le 11 février 1897, par ledit Tribunal, qui a condamné le sieur B... à 97 amendes de 5 francs et a déclaré la Société X... et Y... civilement responsable des condamnations prononcées ci-dessous, est intervenu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Oùï, M. le Conseiller Paul Dupré en son rapport, M^e de Ramel, avocat en la Cour, en ses observations, et M. l'avocat-général Puech, en ses conclusions;

Vidant son délibéré en la Chambre du conseil et statuant sur le pourvoi du ministère public près le Tribunal de simple police de Roubaix, contre le jugement de ce tribunal du 11 février 1897;

Sur le moyen pris de la fausse application de l'article 3, § 2, de la loi du 2 novembre 1892, par fausse interprétation de l'article 26, § 2, de la même loi;

Attendu, en fait que X... et Y... étaient poursuivis comme prévenus d'avoir, entre autres infractions à la loi du 2 novembre 1892, fait, pendant trois jours consécutifs d'octobre 1896, travailler durant onze heures et demie 55 ouvrières, contrairement à la disposition du paragraphe 3 de l'article 3 de cette loi, qui fixe, pour ces ouvrières, à onze heures la plus grande durée du travail quotidien; qu'ils reconnaissaient le fait et ne contestaient que le nombre des amendes auxquelles ils pouvaient être condamnés de ce chef;

Que la poursuite en réclamait 165, soit, pour chacune des journées conventionnelles, autant d'amendes que d'ouvrières soumises à un travail excessif, tandis que les prévenus soutenaient qu'il n'en pouvait être prononcé que 55, soit une seule par ouvrière employée dans des conditions contraires à la loi;

En droit : Attendu que, sans doute, en employant trois jours de suite 55 ouvrières à un travail excédant la durée quotidienne légale, X... et Y... ont commis trois fois de suite une infraction aux prescriptions du paragraphe 3 de l'article 3 de la loi du 2 novembre 1892; et que, s'il devait leur être fait

application des principes généraux, chaque journée distincte où cette infraction s'est produite devrait entrer en ligne de compte dans le calcul des amendes encourues;

Mais attendu que pour le calcul de ces amendes l'article de la même loi formule une règle spéciale, restrictive de celles du droit commun;

Qu'en effet, aux termes du paragraphe 2 de cet article, lorsqu'il est relevé des infractions aux dispositions légales relatives à l'emploi des ouvriers protégés, le nombre des amendes partielles à additionner pour former l'amende totale se détermine par le nombre des *personnes* soumises à un emploi irrégulier;

Que, par cette disposition restrictive, le législateur a entendu protéger tout à la fois les ouvriers contre les dangers d'un travail excessif et les chefs d'établissement contre l'excès de répression auquel auraient pu conduire l'application pure et simple des principes et la multiplication des amendes par le nombre des journées où la contravention s'est reproduite à l'égard du même ouvrier;

Attendu que cette préoccupation du législateur l'avait même conduit, dans les lois antérieures, à ajouter à cette première restriction celle résultant d'un maximum total que ces amendes collectives, même calculées d'après le nombre des personnes, ne pouvaient dépasser dans aucun cas;

Que si la loi du 2 novembre 1892 a renoncé à cette seconde restriction et supprimé cette limite supérieure de l'amende totale, elle a conservé et consacré la première en disposant, dans les termes mêmes des lois antérieures, que l'amende serait appliquée autant de fois « qu'il y aurait de personnes employées dans des conditions contraires à la loi »;

D'où il suit qu'en se refusant à multiplier par le nombre des journées de travail excessif le nombre des ouvrières employées dans des conditions illégales pendant la période sur laquelle le procès-verbal, dans l'espèce, a porté et en se bornant à appliquer autant d'amendes que ce procès-verbal relevait d'ouvrières employées pendant une durée quotidienne supérieure au maximum légal, le jugement attaqué, loin de violer soit l'article 3, soit l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892, n'en a fait que la saine et juste application;

PAR CES MOTIFS, rejette...

X COUR DE CASSATION.

Arrêt du 27 mai 1898.

LOI DU 12 JUIN 1893. — ÉVACUATION DE TOUTES LES POUSSIÈRES SANS DISTINCTION PRÉSCRITE PAR LA LOI.

Sur le pourvoi du ministère public près le Tribunal de simple police de Saumur; — En cassation d'un jugement rendu, le 4 novembre 1897,

par ledit tribunal au profit des sieurs X... et Y..., est intervenu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Oùï, M. le Conseiller Paul Dupré, en son rapport, et M. l'avocat général Puech, en ses conclusions.

Statuant sur le pourvoi du ministère public près le Tribunal de simple police de Saumur contre un jugement de ce tribunal, relaxant, à la date du 4 novembre 1897, les sieurs X... et Y... des fins d'une poursuite pour contravention aux lois et règlements sur la salubrité des établissements industriels;

Vu la loi du 12 juin 1893, notamment en son article 3, qui confie à des règlements d'administration publique la détermination des mesures de salubrité applicables aux établissements industriels, en ce qui concerne..... *l'aération ou la ventilation*..... l'évacuation des *poussières* et vapeurs;

Vu l'article 6 du règlement d'administration publique du 10 mars 1894, prescrivant que les poussières ainsi que les gaz incommodes, insalubres ou toxiques soient évacués directement hors de l'atelier, au fur et à mesure de leur production, les poussières légères par des hottes ou cheminées d'appel, et les *poussières déterminées par les appareils mécaniques, par l'installation, autour de ces appareils, de tambours en communication avec une ventilation aspirante énergique,*

EN FAIT, attendu qu'il était établi par 3 procès-verbaux réguliers de l'inspecteur départemental du travail, qu'à la date du 21 octobre 1897, 40 tours et 11 scies circulaires, soit 51 appareils mécaniques producteurs de *poussières*, fonctionnaient dans les ateliers de la fabrique de chapelets de MM. X... et Y... et n'étaient pas entourés de tambours en communication avec une ventilation aspirante, conformément à l'article 6 du règlement d'administration publique susvisé, et ce nonobstant, d'une part, une mise en demeure à eux donnée dans les formes légales le 27 mars précédent, et, d'autre part, le rejet de la réclamation qu'ils avaient adressée à cet égard au Ministre du commerce; qu'il était relevé de ce chef 51 contraventions audit article 6, contre M. X..., l'un des directeurs de la fabrique;

Qu'à la même date et dans les mêmes conditions, 93 contraventions identiques étaient relevées contre M. Z..., l'un des directeurs de la fabrique de chapelets Z...;

Qu'à la date du lendemain 22 octobre, et toujours dans les mêmes conditions, 98 contraventions identiques étaient relevées contre M. Y..., l'un des chefs de la fabrique de chapelets X... et Y...;

Que, traduits à raison de ces contraventions devant le tribunal de simple police de Saumur, ces trois chefs d'industrie ont été relaxés de cette poursuite par un seul et même jugement à eux commun, que le ministère public près ce tribunal a déferé à la censure de la Cour.

EN DROIT : Attendu que les termes de l'article 6 susvisé du règlement d'administration publique du 10 mars 1894 sont généraux et absolus; qu'à la différence des gaz dont ils ne prescrivent l'évacuation que s'ils sont incommodes,

insalubres ou toxiques, ils prescrivent l'évacuation de toutes les poussières sans distinction; que cette exigence générale résulte non seulement de ce texte même, mais encore, non moins clairement, de toutes les autres dispositions tant de la loi que du décret qui sont relatives à l'aération et à la ventilation des ateliers, dispositions qui concordent à mettre en évidence la volonté du législateur d'assurer aux ateliers la plus grande pureté possible de l'air respirable, toujours vicié dans une certaine mesure par la présence de poussières, si rares et si légères qu'elles soient;

Et attendu qu'il ressort de ce qui précède que le jugement attaqué n'a pu, comme il l'a fait, refuser la sanction de la loi aux faits contraventionnels et ci-dessus précisés sous le prétexte que le peu de poussières produites par les appareils mécaniques n'étaient pas incommodes que par suite d'une interprétation erronée et arbitraire de la législation susvisée;

Casse et annule le jugement rendu, le 4 novembre 1897, par le Tribunal de simple police de Saumur et pour être statué conformément à la loi sur les poursuites dirigées contre MM. X... et Y..., renvoie la cause et les prévenus devant le Tribunal de simple police de Rennes à ce spécialement désigné par délibération prise en la Chambre du conseil.

COUR DE CASSATION.

Arrêt du 27 mai 1898.

LOI DE 1892. — JOUR DE REPOS HEBDOMADAIRE CONSIDÉRÉ COMME JOUR DE LIBERTÉ. — APPRENTI RETENU À L'ATELIER POUR RECEVOIR LES CLIENTS. — CONTRAVENTION.

Sur le pourvoi du ministère public près le Tribunal de simple police de Toulon; — En cassation d'un jugement rendu le 15 avril 1897, par ledit tribunal, au profit du sieur X..., est intervenu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Où, M. le conseiller Paul Dupré, en son rapport, et M. l'avocat général Puech, en ses conclusions;

Statuant sur le pourvoi du Ministère public près le Tribunal de simple police de Toulon contre un jugement de ce tribunal, qui relaxe le sieur X..., serrurier électricien, des fins d'une poursuite pour désobéissance à la loi du 2 novembre 1892, article 5;

Vu ledit article 5;

Attendu qu'il était constaté par un procès-verbal régulier de l'inspecteur départemental du travail, qu'à 11 heures du matin, le 21 février, jour choisi pour le repos hebdomadaire des jeunes apprentis du sieur X..., 3 enfants de 14 à 15 ans étaient occupés dans son atelier, et qu'il était relevé de ce

chef à sa charge 3 contraventions à la loi précitée; que le jugement attaqué a relaxé le prévenu sur ce triple chef, en se fondant sur ce que le fait à lui reproché d'avoir occupé à des travaux d'ateliers, ledit jour 21 février, 3 enfants de moins de 18 ans, était formellement contredit par l'enquête; qu'il résultait simplement de cette enquête que X..., partant le samedi 20 février pour acheter des fils électriques, avait chargé, avant son départ, son apprenti X... de garder l'atelier-magasin, le lendemain, pour répondre aux clients à sa place; que ce dernier, pour se distraire pendant sa garde, s'amusait pour son propre compte, avec l'apprenti X..., à frapper des sous sur des carrés de plomb qu'ils venaient de fondre, tandis que le 3^e les regardait faire et causait avec eux;

Attendu que le procès-verbal, titre de la poursuite, ne faisant foi que jusqu'à preuve contraire, ces déclarations du juge, puisées dans l'instruction, sont souveraines et propres à servir de base légale à sa décision; qu'en ce qui concerne les deux apprentis qui tenaient volontairement compagnie au premier, elles justifient pleinement le relaxe prononcé;

Mais attendu qu'il ressort de ces déclarations mêmes que ce premier apprenti n'était présent à l'atelier que par obéissance à un ordre de son patron; qu'il était ainsi privé du repos hebdomadaire que la loi du 2 novembre 1892 (spécialement son article 5) assure dans un but d'hygiène morale et physique à tous les travailleurs sur lesquels s'étend sa protection; qu'il importe peu qu'il ne fût astreint à ce moment à aucun travail matériel, l'esprit de la loi étant, à n'en point douter, que le jour du repos hebdomadaire fût pour les travailleurs protégés un jour de liberté pleine et entière;

D'où il suit qu'en retenant l'apprenti X..., ledit jour à l'atelier, pour y recevoir les clients, X... a contrevenu, à son égard, à l'article 5 de la loi sus-visée, et que le relaxe n'était pas justifié de ce chef;

Casse *parte in qua* et en ce qui concerne le fait X..., la décision de relaxe tenant pour les deux autres, le jugement de simple police de Toulon du 15 avril 1897, et pour être statué conformément à la loi sur la poursuite dirigée contre X..., renvoie la cause et le prévenu devant le Tribunal de simple police de la Seyne à ce spécialement désigné par délibération en la Chambre du conseil.

COUR DE CASSATION.

Arrêt du 27 mai 1898.

LOI DE 1893. — DÉCRET DE 1894. — APPAREILS PROTECTEURS. — OUVRIERS EXPOSÉS À DES ACCIDENTS À LEUR POSTE DE TRAVAIL PAR LES INSTRUMENTS QU'ILS MANIENT À LA MAIN.

Sur le réquisitoire formé par M. le Procureur général près la Cour de cassation, d'ordre de M. le Garde des Sceaux, tendant à l'annulation, dans

l'intérêt de la loi, d'un arrêt de la Cour d'appel de Nancy (1), qui a prononcé l'acquiescement du sieur X... , industriel à Ronceaux, et l'a renvoyé des poursuites dirigées contre lui, est intervenu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Où, M. le conseiller Paul Dupré, en son rapport, et M. l'avocat général Puech, en ses conclusions;

Vu la lettre du Garde des Sceaux, Ministre de la justice, en date du 29 juillet 1897;

Vu le réquisitoire du Procureur général, requérant, aux termes de cette lettre, l'annulation, dans l'intérêt de la loi, de l'arrêt du 19 février 1896 de la Cour d'appel de Nancy;

1° Dans son dispositif, en tant qu'il relaxe le sieur X... d'une poursuite pour contravention à la loi du 12 juin 1893 et au règlement d'administration publique du 10 mars 1894, rendu en exécution et par délégation de cette loi; et ce en violation de l'article 192 du code d'instruction criminelle;

2° Dans ses motifs, en tant qu'il déclare que les dispositions de l'article 2 de ladite loi sur la protection du travail dans les établissements industriels ne comprennent pas le temps du travail dans leurs prévisions; et, d'autre part, que les mesures de protection prises tant par la loi que par le règlement ne sont obligatoires qu'autant que les tribunaux les ont déclarées réalisables;

Vu l'article 441 du code d'instruction criminelle;

Vu l'article 192 du même code;

Vu les articles 2, § 2, et 3 de la loi du 12 juin 1893, 12, §§ 1 et 2 du règlement d'administration publique du 10 mars 1894;

Statuant sur le réquisitoire susvisé;

Sur le premier moyen :

Attendu que la contravention sur laquelle l'arrêt attaqué statue par voie de relaxe était, aux termes de l'article 192 du code d'instruction criminelle, jugée en dernier ressort par le Tribunal de Neufchâteau, qui en avait été saisi à titre de contravention connexe à un délit; que la Cour de Nancy n'a pu, dès lors, la retenir et statuer à nouveau sur elle, comme sur le délit qui lui était déféré par l'appel, sans méconnaître les règles de sa compétence, les principes de la chose jugée et commettre, par suite, un excès de pouvoirs;

Sur la première branche du 2° moyen;

Attendu que si la proposition, que le pourvoi prête à la Cour de Nancy, ne résulte point dans les termes où il la pose des motifs de l'arrêt attaqué, il ressort cependant des mêmes motifs que cette Cour estime que la loi de 1893 et le règlement de 1894 ne protègent pas les ouvriers contre les dangers de leurs propres outils;

Or, attendu que si les articles 3 de la loi et 12 du règlement ne visent, d'une manière précise, la loi dans le paragraphe 2, le règlement dans le paragraphe 1^{er} de ces articles respectifs, que les dangers de l'organisme général de l'atelier et ceux du voisinage réciproque des travailleurs, ces précau-

(1) Voir année 1897, n° 2, p. 108.

tions générales sont immédiatement complétées, tant dans la loi que dans le règlement, par d'autres prescriptions inscrites aux paragraphes suivants des articles visés; que, dans son paragraphe 3, l'article 2 de la loi prescrit d'installer et de tenir dans les meilleures conditions possible de sécurité non seulement les machines, mécanisme et appareils de transmission, mais spécialement *les outils et engins, c'est-à-dire les instruments mêmes que les ouvriers manient de la main;*

Que, dans son paragraphe 1^{er}, l'article 12 du décret précisant les précautions à prendre contre les dangers de ces mêmes instruments, prescrit de disposer les instruments tranchants, tournant à grande vitesse, machines à scier, fraiser, etc. . . , de telle sorte que les ouvriers ne puissent *de leur poste de travail* toucher involontairement les instruments;

Qu'ainsi, en déclarant les prévisions de la loi et du règlement visés étrangères aux dangers auxquels les ouvriers sont exposés par leur travail même et en ne leur accordant pour ce cas que la protection des règles du droit commun, l'arrêt attaqué a manifestement méconnu la volonté du législateur, violé les dispositions tant du règlement que de la loi;

Qu'il y a donc lieu de casser l'arrêt attaqué sur ce point;

Mais sur la deuxième branche du moyen:

Attendu qu'aux termes du procès-verbal qui servait de base à la poursuite, l'injonction faite au sieur X. . . ne consistait pas à exécuter dans les délais impartis une prescription matérielle déterminée, comme eût été celle de revêtir d'un organe protecteur donné l'appareil tenu pour dangereux, mais à obvier, dans ces délais, par des moyens laissés à sa recherche et à son choix à l'insécurité constatée de l'appareil;

Attendu que si, dans le premier cas, il n'eût pu appartenir au juge de police, une fois par lui constatée l'absence de l'organe protecteur exigé, de refuser la sanction de la loi à la prescription inexécutée, il lui appartenait, au contraire, dans le second cas, de statuer sur la valeur de l'exception que l'industriel tirait de l'impossibilité où il s'était trouvé de faire droit à l'injonction reçue, faute d'avoir pu, malgré ses recherches, découvrir un appareil protecteur répondant aux conditions posées;

Attendu, dès lors, qu'en statuant, en fait, d'après l'instruction et les débats et notamment d'après une expertise régulière constatant qu'au moment où se serait placée la contravention il n'existait ni en France, ni à l'étranger aucun appareil protecteur répondant mieux à ces conditions que l'appareil déjà annexé à la machine visée, et en relaxant dans ces conditions pour ce motif le sieur X. . . des fins de la poursuite, la Cour de Nancy n'a fait qu'une application légale et d'ailleurs souveraine de ses pouvoirs d'appréciation des faits;

Que, sur ce point, il y a lieu de rejeter le pourvoi;

Rejette cette branche du moyen; et sur sa première branche ainsi que sur le premier moyen,

Casse et annule, *parte in quâ*, et dans la mesure susdite dans l'intérêt de la loi seulement, tant le dispositif que les motifs de l'arrêt susvisé.

X

COUR DE CASSATION.

Arrêt du 27 mai 1898.

LOI DE 1893. — APPAREILS PROTECTEURS. — MACHINES ISOLÉES. — NÉCESSITÉ DE LES PROTÉGER.

Sur le pourvoi du ministère public, près le Tribunal de simple police du canton de Valence (Drôme); — En cassation d'un jugement rendu le 21 juin 1897, par ledit Tribunal, au profit du sieur X. . . , est intervenu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Oùï, M. le Conseiller Paul Dupré, en son rapport, et M. l'avocat général Puech, en ses conclusions;

Vu la loi du 12 juin 1893, articles 5 et 6, et le décret du 10 mars 1894, article 12;

Attendu qu'aux termes de l'article 12, § 1^{er}, du décret du 10 mars 1894, toutes les parties dangereuses des machines employées dans les établissements industriels doivent être munies de dispositifs protecteurs; que parmi ces machines dangereuses, le même article désigne spécialement les volants des moteurs; que, d'autre part, la loi du 12 juin 1893 assure la sanction des peines de police non seulement à ses propres prescriptions, mais (art. 5) à celles des règlements d'administration publique rendus pour son exécution, ce qui est le caractère du décret précité, à la condition, pour ces dernières, d'une mise en demeure préalable fixant un délai d'exécution qui ne peut être inférieur à un mois;

Et attendu qu'il résultait d'un procès-verbal régulier, d'ailleurs non contesté, de l'inspecteur départemental du travail, que, malgré une mise en demeure du 7 août 1896, faite conformément à l'article 6 de la loi du 12 juin 1893 et basée sur les dispositions formelles du décret du 10 mars 1894, article 12, § 1^{er}, le volant du moteur à gaz de l'établissement du sieur X. . . n'était muni d'aucun dispositif protecteur, bien que le délai d'un mois accordé à cet industriel pour l'exécution de ce travail fût écoulé depuis le 7 septembre 1896;

Que néanmoins le juge de police en condamnant X. . . à raison d'autres contraventions, l'a relaxé des fins de la poursuite dirigée contre lui de ce chef par le motif que l'isolement complet du moteur, enfermé dans une cage, dont la clef n'était confiée qu'à l'ouvrier chargé de sa surveillance rendait cette prescription inutile;

Ce que faisant, le juge a admis une excuse arbitraire et illégale et manifestement violé les dispositions législative et réglementaire susvisées,

Casse et annule *parte in quâ* et seulement en ce qui concerne la contraven-

tion susmentionnée, le surplus du jugement tenant, le jugement susvisé et susdaté; et pour être statué sur ce chef, conformément à la loi, renvoie la cause et le prévenu devant le Tribunal de simple police de Chabeuil à ce spécialement désigné par délibération en la Chambre du conseil.

COUR DE CASSATION.

Arrêt du 9 juillet 1898.

LOI DE 1893. — TRAPPES. — CLÔTURES OBLIGATOIRES.

Sur le pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police de Marseille, en cassation d'un jugement rendu le 21 octobre 1897 par ledit tribunal au profit du sieur X. . . , est intervenu l'arrêt suivant :

LA COUR,

Où M. André Boulloche, conseiller, en son rapport, et M^e Puech, avocat général, en ses conclusions;

Vu le mémoire déposé par le commissaire de police remplissant les fonctions de ministère public près le tribunal de simple police de Marseille à l'appui de son pourvoi;

Sur le moyen pris de la violation des articles 2, § 2 et 7 de la loi du 12 juin 1893,

Vu les articles 1, § 1^{er}, et 2, § 2, de la dite loi ainsi conçus :

ART. 1. § 1. — Sont soumis aux dispositions de la présente loi, les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances.

ART. 2. § 1. — Les puits, trappes et ouvertures doivent être clôturés.

Attendu qu'un accident s'étant produit dans un chantier d'une maison en construction, sise à Marseille, au cours du travail des ouvriers, par suite du défaut de clôture d'une trappe, X. . . , entrepreneur de maçonnerie, a été traduit devant le tribunal de simple police de cette ville pour contravention à l'article 2, § 2, sus-visé;

Attendu qu'il a été relaxé des fins de la poursuite par le motif qu'il était indispensable que la trappe demeurât ouverte pour permettre aux ouvriers d'exécuter leur travail, et que l'obligation de clôturer les puits, trappes et ouvertures ne peut exister « qu'en dehors des heures de travail, quand la nécessité de ce travail s'oppose à cette clôture ».

Attendu qu'en statuant ainsi, le jugement attaqué a méconnu le caractère général et absolu de l'obligation imposée par l'article 2, § 2, de la loi du 12 juin

1893, que cette loi exige, dans l'intérêt de la sécurité des travailleurs, que toutes les trappes existant dans les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances soient garnies d'une clôture; que cette prescription doit être rigoureusement observée, aussi bien pendant les heures de travail que dans le cas où les ouvriers seraient obligés de faire usage de ces trappes, que la contravention existe par cela seul qu'une trappe n'est pas clôturée ainsi que le prescrit la loi;

Qu'il suit de là qu'en relaxant X... des fins de la prévention, le juge de police a violé par fausse interprétation l'article 2, § 2 de la loi du 12 juin 1893, et par refus d'application l'article 7 de la même loi, qu'ainsi sa décision doit encourir la censure de la Cour de cassation;

PAR CES MOTIFS, casse et annule le jugement rendu le 21 octobre 1897 par le tribunal de simple police de Marseille, et pour être statué conformément à la loi renvoie la cause et le prévenu X... devant le tribunal de simple police d'Aubagne, à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

X

COUR D'APPEL DE LYON.

Arrêt du 6 janvier 1898. (Extrait.)

COURROIES. — MONTAGE À LA MAIN PENDANT LA MARCHÉ DU MOTEUR. — AFFICHES INTERDISANT CE TRAVAIL. — ACCIDENT SUIVI DE MORT. — CONDAMNATION.

L'affichage d'un avis interdisant le montage des courroies à la main pendant la marche du moteur ne suffit pas pour dégager la responsabilité d'un directeur d'usine.

—

LA COUR,

Attendu qu'il résulte de l'instruction des débats et des déclarations mêmes de X... que la mission de surveiller son usine incombait exclusivement à son contremaître R..., préposé par lui à cet effet, qu'il peut y suffire aussi bien à cause du nombre relativement restreint des ouvriers attachés à la fabrication que de la facilité avec laquelle, d'après lui, peut s'exercer cette surveillance, en raison de l'aménagement intérieur de l'usine organisé spécialement, d'après X..., pour la rendre plus facile et ce d'autant plus que R..., ce qui ressort également des déclarations et des explications de X..., n'avait à s'occuper que de l'atelier et non du magasin dont la direction appartenait à un nommé P..., X... démentant sur ce point les énonciations du procès-verbal de l'inspecteur;

Qu'il ressort des documents versés au procès et notamment du procès-verbal

dressé par l'Inspecteur que, malgré l'avis affiché dans l'usine et ainsi conçu : « Le bourrelier seul est chargé de mettre les courroies en place; il devra faire arrêter la machine »; il est avéré que cette prescription n'étant jamais observée et que le bourrelier s'était livré d'autres fois à des réparations de même nature dans des conditions identiques à celles qui ont amené sa mort;

Qu'il appartenait au contremaître seul, dans le cas où des réparations de courroies étaient nécessaires, de prescrire l'arrêt de la machine et écarter par suite toute possibilité d'accident;

Que de son aveu même il n'en faisait rien, laissant aux ouvriers dont l'outillage exigeait momentanément le travail du bourrelier, le soin de prévenir celui-ci en dehors de lui et sans les astreindre, comme il aurait dû le faire, à lui en référer, ce qui constitue à sa charge une imprudence grave par suite de l'inobservation des règlements dont il se rendait coupable et aux conséquences de laquelle il ne saurait échapper sans qu'il soit porté atteinte aux dispositions de la loi présente et ce d'autant plus que, des explications qu'il a fournies, il ressort que l'inobservation des règlements sur la matière était voulue par lui, puisqu'il a déclaré pour l'expliquer que, si on les observait, la machine serait constamment arrêtée et le travail général suspendu;

Que, par suite, il ressort des considérations qui précèdent que c'est à tort que les premiers juges ont relaxé R. . . des fins de la poursuite dirigée contre lui pour homicide par imprudence;

Qu'il y a lieu, en conséquence, de réformer le jugement dont est appel et disant droit à l'appel interjeté par M. le Procureur de la République de déclarer R. . . coupable d'avoir, par imprudence, inattention, négligence et inobservation des règlements, involontairement causé la mort de Z. . . sans préjudice de la condamnation prononcée contre M. . . pour les faits de négligence et d'inobservation des règlements qui engagent sa propre responsabilité;

Condamne . . .

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE.

ANGLETERRE ⁽¹⁾.

LOI INDUSTRIELLE DU 27 MAI 1878

(MODIFIÉE PAR LES LOIS DES 5 AOÛT 1891 ET 6 JUILLET 1895).

TITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX FABRIQUES ET AUX ATELIERS.

CHAPITRE PREMIER.

MESURES DE SALUBRITÉ.

Conditions sanitaires.

ART. 3 (2). — Toute fabrique doit être tenue en état de propreté et garantie contre les émanations provenant d'égouts, de lieux d'aisances de système quelconque, d'urinoirs ou de toute autre cause d'insalubrité.

Une fabrique ne doit pas être surpeuplée pendant le travail au point d'être dangereuse et nuisible à la santé des ouvriers; elle doit être aérée de manière à rendre inoffensifs, autant que possible, tous les gaz, vapeurs, poussières et autres impuretés insalubres qui se produisent dans le cours de la fabrication ou du travail.

Toute fabrique qui aura contrevenu aux dispositions du présent article sera réputée ne pas être tenue en conformité avec la présente loi.

Avis donné par l'inspecteur aux autorités sanitaires.

ART. 4. — Lorsqu'un inspecteur préposé à l'exécution de la présente loi aura constaté, dans une fabrique ou un atelier, relativement aux égouts, la-

(1) Traduction de M. Boulin, inspecteur départemental du travail à Lyon.

(2) Cet article visait primitivement les ateliers. Ces derniers ont été exclus par l'article 3 de la loi de 1891. D'une façon générale, toutes les modifications qui ont été apportées à la loi de 1878, dite loi principale, soit par l'act de 1891, soit par celui de 1895, seront faites dans la traduction sans qu'il en soit fait mention par une annotation spéciale. (*Note du traducteur.*)

trines, dépôts d'immondices ou autres nuisances, ou au service des eaux, un fait, une omission ou un défaut d'installation punissables et relevant de la loi sur la santé publique, mais non de la présente loi, il en avisera par écrit l'autorité sanitaire du district, laquelle sera tenue d'ouvrir telle information et de prendre telle mesure qu'elle jugera convenables pour assurer l'observation de la présente loi.

L'inspecteur pourra, pour l'exécution du présent article, se faire assister dans ses visites aux fabriques et aux ateliers, d'un médecin ou d'un inspecteur de la salubrité ou d'un autre agent de l'autorité sanitaire.

CHAPITRE II.

MESURES DE SÉCURITÉ.

Clôture de certains mécanismes.

ART. 5. — Dans le but d'assurer la sécurité dans les établissements industriels où se trouvent des machines, les mesures suivantes devront être prises :

§ 1. Les monte-charges, les volants faisant corps avec le moteur à vapeur, à eau, ou tout autre moteur mécanique, qu'il soit situé dans la chambre des machines ou non, et en général toutes les parties des roues hydrauliques et des mécanismes qu'elles font mouvoir devront être clôturés convenablement.

§ 2. Les poulies qui ne pourront être protégées autrement devront être pourvues d'une enveloppe protectrice.

§ 3. Tous les organes du *mill-gearing* (de la transmission) seront munis de dispositifs protecteurs ou placés et disposés de manière que la sécurité des ouvriers soit aussi bien garantie que si ces organes étaient entourés d'appareils protecteurs.

(L'article 96 définit l'expression de *mill-gearing*.)

§ 4. Tous les dispositifs placés pour assurer la sécurité seront constamment tenus en bon état, pendant la marche des parties dangereuses des machines. Cette disposition ne s'applique pas aux machines en réparation ou qui sont examinées pour être réparées, ni pendant le nettoyage ou le graissage ou le changement de quelque mécanisme.

Toute fabrique qui aura contrevenu aux dispositions du présent article sera réputée ne pas être tenue en conformité avec la présente loi.

ART. 6. — Abrogé.

ART. 7. — Abrogé.

ART. 8. — Abrogé.

Nettoyage des machines en marche.

ART. 9. — Les enfants ne peuvent être employés au nettoyage des mécanismes en marche dans les usines à moteur mécanique quelconque.

Les adolescents et les femmes ne peuvent être employés, dans les fabri-

ques, au nettoyage des organes de transmission, pendant qu'ils fonctionnent, pour mettre en mouvement n'importe quelle machine-outil.

Les enfants, les adolescents et les femmes ne peuvent être employés dans l'espace compris entre les parties fixes et les parties mobiles d'un *self-acting*, alors que cette machine fonctionne par un moteur mécanique.

Tout enfant, adolescent ou femme qui sera occupé contrairement aux dispositions du présent article sera réputé être employé non conformément à la présente loi.

CHAPITRE III.

CONDITIONS DU TRAVAIL ET REPOS.

Durée du travail des enfants, des adolescents et des femmes.

ART. 10. — Les enfants, les adolescents et les femmes ne peuvent être employés dans les fabriques et les ateliers que pendant les heures déterminées ci-après.

Industries textiles. — Adolescents et femmes.

ART. 11. — Dans les fabriques textiles, le travail des adolescents et des femmes sera réglé ainsi qu'il suit :

§ 1. A l'exception du samedi, la journée du travail sera comprise entre six heures du matin et six heures du soir, ou entre sept heures du matin et sept heures du soir.

§ 2. Le samedi, la journée de travail commencera soit à six heures du matin, soit à sept heures.

§ 3. Lorsque la journée de travail commencera le samedi à six heures du matin, et si un repos d'au moins une heure est accordé, le travail industriel proprement dit cessera à une heure de l'après-midi et toute autre occupation une demi-heure plus tard.

S'il est accordé moins d'une heure pour les repos, le travail industriel cessera à midi et demi et toute autre occupation à une heure de l'après-midi.

§ 4. Lorsque la journée de travail commencera le samedi à sept heures, le travail industriel prendra fin à une heure et demie et toute autre occupation à deux heures de l'après-midi.

§ 5. Pendant la journée de travail ci-dessus fixée, il sera accordé pour les repas les repos suivants :

Chaque jour de la semaine, à l'exception du samedi, au moins deux heures, dont une heure au moins en une ou plusieurs fois avant trois heures de l'après-midi.

Le samedi, au moins une demi-heure.

§ 6. Les adolescents et les femmes ne pourront être employés sans interruption plus de quatre heures et demie sans un repos d'au moins une demi-heure.

Industries textiles. — Enfants.

ART. 12. — Dans les fabriques textiles, le travail des enfants sera réglé ainsi qu'il suit :

§ 1. Les enfants ne pourront être employés plus d'une demi-journée ou plus d'un jour sur deux.

§ 2. La demi-journée des enfants, si elle a lieu le matin, commencera en même temps que la journée des adolescents et prendra fin à une heure de l'après-midi, ou au temps du dîner, si celui-ci commence plus tôt.

§ 3. Si cette demi-journée est prise dans l'après-midi, elle commencera, à l'exception du samedi, à une heure, à moins que le temps du dîner ne finisse plus tard, et elle prendra fin en même temps que la journée des adolescents.

§ 4. Le samedi, le travail des enfants commencera et finira en même temps que celui des adolescents.

§ 5. Les enfants ne pourront être occupés plus de deux semaines de suite le matin, ni plus de deux semaines de suite le soir, ni travailler deux samedis de suite; ils ne seront pas occupés le samedi lorsque, pendant la semaine, ils auront travaillé plus de cinq heures et demie en un seul jour.

§ 6. Pour les enfants qui travailleront un jour sur deux, les heures d'entrée et de sortie, ainsi que les heures de repos, seront les mêmes que pour les adolescents; toutefois ils ne travailleront pas deux jours de suite ni aux mêmes jours deux semaines de suite.

§ 7. Aucun enfant ne pourra être occupé sans interruption, plus longtemps que les adolescents, sans un repos d'une demi-heure au moins.

Durée du travail des adolescents et des femmes dans les fabriques non textiles et des adolescents dans les ateliers.

ART. 13. — Dans les fabriques non textiles, le travail des adolescents et des femmes et, dans les ateliers, celui des adolescents sera réglé ainsi qu'il suit :

§ 1. A l'exception du samedi et de quelques cas prévus par la présente loi, la journée de travail sera comprise entre six heures du matin et six heures du soir ou entre sept heures du matin et sept heures du soir ou encore entre huit heures du matin et huit heures du soir.

§ 2. Sauf les exceptions autorisées par la présente loi, la journée de travail commencera le samedi à six ou sept heures du matin et se terminera à deux heures de l'après-midi, ou encore commencera à sept ou à huit heures du matin et se terminera à trois ou quatre heures de l'après-midi.

§ 3. Dans les fabriques et ateliers, la journée de travail sera coupée par les repos suivants :

Chaque jour de la semaine, à l'exception du samedi, non moins d'une heure et demie, dont une heure au moins en une ou plusieurs fois avant trois heures de l'après-midi.

Le samedi, non moins d'une demi-heure.

§ 4. Dans les fabriques non textiles, les adolescents et les femmes, et dans les ateliers les adolescents, ne pourront être employés sans interruption plus de cinq heures, sans un repos d'au moins une heure.

Durée du travail des enfants dans les fabriques non textiles et les ateliers.

ART. 14. — Dans les fabriques non textiles et les ateliers, le travail des enfants sera réglé ainsi qu'il suit :

§ 1. Les enfants ne pourront être employés plus d'une demi-journée, ou dans les fabriques et dans les ateliers qui accordent, sauf le samedi, deux heures pour les repas, plus d'un jour sur deux.

§ 2. La demi-journée des enfants, si elle a lieu le matin, commencera, le samedi aussi bien que les autres jours, à six ou sept heures du matin et prendra fin à une heure de l'après-midi, ou au temps du dîner si celui-ci commence plus tôt.

§ 3. Si cette demi-journée est prise dans l'après-midi, elle commencera, le samedi aussi bien que les autres jours, à une heure de l'après-midi ou à la fin du temps du dîner, mais pas plus tôt que midi et demi, et finira, le samedi à deux heures de l'après-midi et les autres jours à six ou sept heures du soir, suivant que la journée aura commencé à six ou à sept heures du matin.

§ 4. Les enfants ne pourront être occupés plus de deux semaines de suite le matin, ni plus de deux semaines de suite le soir ; le samedi, ils ne seront pas occupés aux mêmes heures que les autres jours de la même semaine.

§ 5. Pour les enfants qui travailleront un jour sur deux :

(α) La journée de travail commencera à six heures ou à sept heures du matin et se terminera le soir, à l'exception du samedi, à six ou sept heures ;

(β) Le samedi, la journée commencera à six ou sept heures du matin et prendra fin à deux heures de l'après-midi ;

(γ) Il sera accordé à ces enfants, à l'exception du samedi, au moins deux heures pour les repas, et le samedi au moins une demi-heure ;

(δ) Ces enfants ne seront, en aucun cas, employés deux jours de suite, ni aux mêmes jours deux semaines de suite.

§ 6. Aucun enfant ne pourra être employé sans interruption plus de cinq heures sans un intervalle de repos d'une demi-heure au moins.

Durée du travail des femmes dans les ateliers.

ART. 15. — Dans les ateliers, le travail des femmes sera réglé ainsi qu'il suit :

§ 1. Dans les ateliers où sont occupés des enfants et des adolescents, ou l'une seulement de ces catégories de travailleurs, le travail des femmes est soumis aux mêmes règles que celui des adolescents.

§ 2. Abrogé.

Un atelier ne peut être réputé n'occuper ni enfants ni adolescents que si le patron a informé l'inspecteur de son intention de ne point en employer.

Ateliers de famille. — Durée du travail des enfants et des adolescents.

ART. 16. — Lorsque des personnes sont employées à domicile, c'est-à-dire dans une maison, une chambre ou un local qui, tout en étant un lieu d'habitation, peut être considéré comme une fabrique ou un atelier, au sens de la présente loi; si, dans le cours du travail qui s'y fait, il n'est fait usage d'aucun moteur mécanique et si les personnes qui y sont occupées sont les membres de la même famille et y habitent, les prescriptions précédentes, en ce qui concerne l'emploi des enfants, des adolescents et des femmes, ne seront pas applicables. La réglementation à laquelle ils seront soumis est la suivante :

§ 1. La durée du travail des enfants et des adolescents ne pourra excéder les heures ci-après :

§ 2. Pour les adolescents, la journée de travail commencera à six heures du matin et finira les jours ordinaires à neuf heures du soir et le samedi à quatre heures.

§ 3. Les adolescents devront jouir d'un repos non inférieur à quatre heures et demie, tant pour les repas que pour les sorties, et le samedi de deux heures et demie.

§ 4. Les enfants ne pourront travailler soit tous les jours, que de six heures du matin à une heure de l'après-midi, ou de une heure de l'après-midi à huit heures du soir, et le samedi à quatre heures; en vertu des prescriptions de la présente loi concernant l'éducation, ces enfants seront considérés comme employés à la demi-journée.

§ 5. Les enfants ne pourront être employés avant une heure de l'après-midi deux semaines de suite, ni deux semaines de suite après cette heure, ni être employés le samedi avant une heure de l'après-midi, si un jour de la même semaine ils ont travaillé avant cette heure, ni après la même heure si un jour de la même semaine ils ont travaillé après cette heure.

§ 6. Les enfants ne pourront travailler plus de cinq heures de suite sans un repos d'une demi-heure.

Heures simultanées des repas. Interdiction du travail pendant leur durée.

ART. 17. — Dans les fabriques et les ateliers, sauf les exceptions autorisées par la présente loi, les règles suivantes relatives aux heures des repas devront être observées :

§ 1. Les temps de repos accordés pour les repas seront les mêmes pour les enfants, les adolescents et les femmes.

§ 2. Aucun enfant, adolescent ou femme, pendant le temps accordé pour les repas, ne pourra être employé dans la fabrique ou l'atelier ou demeurer dans une pièce dans laquelle s'exécute un travail manuel ou industriel.

ART. 18. — Abrogé.

Affichage d'un tableau de travail.

ART. 19. — Tout patron d'une fabrique ou d'un atelier peut déterminer, dans les limites de la présente loi, et sauf les exceptions autorisées, la durée du travail, les temps de repos pour les repas ainsi que le mode d'emploi des enfants — système des demi-journées ou système de l'alternance — qu'il aura choisi. Ces indications, qu'il peut modifier de temps à autre, seront affichées dans la fabrique ou l'atelier.

Les heures qui caractérisent la journée de travail et celles des temps de repos seront réputées être celles qui auront été inscrites sur le tableau affiché dans la fabrique ou l'atelier; et tous les enfants employés dans la fabrique ou l'atelier devront être soumis au même régime de la demi-journée ou de l'alternance.

Aucun changement dans les heures de travail ou de repos, ni dans le mode d'emploi des enfants, ne peut être fait par le patron de la fabrique ou de l'atelier sans que l'inspecteur en soit informé par écrit, ainsi que les ouvriers, par une affiche. Un tel changement ne peut être fait qu'une fois au plus par trimestre, à moins d'une autorisation motivée et écrite par l'inspecteur.

ART. 20. — Abrogé.

*Interdiction d'employer les enfants, les adolescents et les femmes
le dimanche.*

ART. 21. — Sauf les exceptions autorisées par la présente loi, aucun enfant, adolescent ou femme ne pourront être employés le dimanche dans les fabriques et les ateliers.

CHAPITRE IV.

CONGÉS.

Congés et demi-congés dans les fabriques et ateliers.

ART. 22. — Sauf les cas spécifiés dans la présente loi, les patrons des fabriques et des ateliers donneront aux enfants, aux adolescents et aux femmes qu'ils occupent les congés indiqués ci-après :

§ 1. Le jour de Noël, le Vendredi-Saint ou, si le tableau affiché dans l'établissement l'indique, le jour de fête le plus rapproché du Vendredi-Saint dans la liste des jours de congé donnée par la loi de 1875 (*Holidays Extension Act*, 1875).

§ 2. Huit demi-journées de congé par an; toutefois un jour entier pourra être substitué à deux demi-journées.

§ 3. La moitié au moins de ces demi-congés ou de ces congés devra être accordée entre le quinzième jour de mars et le 1^{er} octobre de chaque année.

§ 4. Abrogé.

§ 5. Une demi-journée de congé comprendra au moins la moitié du

temps pendant lequel les adolescents et les femmes sont employés les jours ordinaires autres que le samedi.

Tout enfant, adolescent ou femme qui sera occupé, dans les fabriques et les ateliers, pendant les jours ou les demi-journées qui ont été fixés en vertu du présent article, comme congés ou demi-congés, sera réputé être employé contrairement à la loi.

Si, dans une fabrique ou un atelier, les jours de congé et de demi-congé ne sont pas fixés ainsi qu'il est prescrit par le présent article, le patron de la fabrique ou de l'atelier sera passible d'une amende de 5 livres au plus (125 francs).

CHAPITRE V.

INSTRUCTION DES ENFANTS.

Fréquentation scolaire des enfants employés dans les fabriques et les ateliers.

ART. 23. — Les parents d'un enfant qui travaille dans une fabrique ou un atelier devront lui faire suivre la classe d'une école qualifiée (1) qu'ils pourront choisir.

§ 1. L'enfant travaillant d'après le système des demi-journées suivra chaque jour ouvrable au moins une des deux classes.

§ 2. L'enfant occupé dans l'industrie d'après le système de l'alternance suivra au moins deux classes, chaque jour ouvrable qui précédera celui de son travail.

§ 3. Le Secrétaire d'État déterminera, avec l'approbation de l'*Education Department*, ce qu'on doit entendre par une classe pour l'application du présent article; les classes auront lieu entre huit heures du matin et six heures du soir.

(α) Les enfants travaillant dans l'industrie ne sont pas tenus de suivre les classes le samedi, ainsi que les jours de congé et de demi-congé qui leur sont accordés en vertu de la présente loi.

(β) L'absence de l'école est excusable, et le directeur de l'école doit en certifier, pour cause de maladie ou toute autre cause de force majeure; de même lorsque l'école est fermée par suite d'un congé scolaire ou pour une autre cause.

(γ) Lorsque, dans un rayon de deux milles autour de la résidence de l'enfant, il n'y a pas d'école qualifiée qu'il puisse suivre, cet enfant pourra suivre les classes d'une école non qualifiée mais temporairement approuvée par un inspecteur, lequel devra faire immédiatement à l'*Education Department* un rapport de sa visite et de l'approbation qu'il aura donnée.

L'enfant qui pendant une semaine n'aura pas suivi toutes les classes obli-

(1) « Certified efficient school. » L'expression est définie à l'article 105. (*Note du traducteur.*)

gatoires ne pourra être employé la semaine suivante jusqu'à ce qu'il ait remplacé le nombre des classes qu'il a manquées.

L'*Education Department* fera connaître de temps en temps, aux intéressés, par tel moyen qu'il jugera pratique, la liste des écoles qualifiées de chaque district scolaire.

Certificat de fréquentation scolaire.

ART. 24. — Le patron d'un établissement dans lequel un enfant est employé devra, le premier lundi qui suit la semaine où cet enfant a commencé à être occupé et les lundis suivants, ou tel jour que désignera l'inspecteur, réclamer du directeur de l'école qualifiée fréquentée par l'enfant un certificat en bonne forme constatant sa présence aux classes obligatoires.

L'emploi d'un enfant sans le certificat prescrit ci-dessus constituera une infraction à la présente loi.

Le patron devra conserver ce certificat pendant les deux mois qui suivront la date de sa délivrance, en supposant que l'enfant continuât d'être occupé par lui, et le représenter à toute réquisition de l'inspecteur pendant cette période.

Payment de la rétribution scolaire par le patron, en déduction du salaire.

ART. 25. — L'Administration ou le directeur de l'école primaire qualifiée que fréquente un enfant employé dans une fabrique ou dans un atelier, ou telle personne désignée par l'Administration ou le Directeur, peuvent demander, par écrit, au patron, le payment par semaine d'une somme spécifiée n'excédant pas six pence (60 centimes) ni la douzième partie du salaire de l'enfant; sur cette demande le patron est tenu, aussi longtemps qu'il emploie l'enfant et que celui-ci fréquente l'école, de verser la rétribution demandée, laquelle peut être recouvrée comme une dette; le patron pourra déduire la somme ainsi payée du montant du salaire de l'enfant.

Les enfants de 13 ans ayant obtenu le certificat d'instruction sont assimilés aux adolescents.

ART. 26. — Lorsqu'un enfant de 13 ans aura obtenu d'une personne autorisée à cet effet par l'*Education Department* un certificat constatant qu'il a acquis un certain degré d'instruction en lecture, en écriture et en calcul, ou qu'il a suivi pendant un temps déterminé, dans les conditions précisées plus haut, une école qualifiée, cet enfant pourra être occupé au même titre qu'un adolescent.

Le degré d'instruction et la durée d'assiduité à l'école seront déterminés par le Secrétaire d'État, avec l'approbation de l'*Education Department*. L'arrêté sera publié dans le *London Gazette* six mois au moins avant d'être mis en vigueur.

La fréquentation d'une école industrielle qualifiée sera, pour l'application du présent article, équivalente à celle d'une école primaire qualifiée.

CHAPITRE VI.

CERTIFICATS D'APTITUDE PHYSIQUE.

Certificats d'aptitude physique pour les enfants et les adolescents âgés de moins de 16 ans employés dans les fabriques.

ART. 27. — Les enfants et les adolescents âgés de moins de 16 ans ne pourront, plus de sept jours ouvrables, ou plus de treize, si le médecin certificateur réside à plus de trois milles de l'établissement, être employés dans une fabrique, si le patron n'est pourvu d'un certificat en bonne forme établissant que ces enfants ou ces adolescents ont l'aptitude physique nécessaire pour travailler dans cette fabrique.

Le certificat d'aptitude physique visé par le présent article doit émaner du médecin certificateur du district. Il devra énoncer qu'il a été établi sur la production d'un acte de naissance ou d'une pièce officielle constatant que la personne y dénommée a l'âge indiqué; de plus, il devra attester qu'après examen elle n'est pas reconnue hors d'état, par maladie ou infirmité, de travailler journallement pendant le temps légal, dans l'usine désignée.

Certificats d'aptitude physique pour les enfants et les adolescents employés dans les ateliers.

ART. 28. — Afin de permettre aux patrons d'ateliers de répondre à l'esprit de la présente loi et d'assurer l'emploi dans ces ateliers d'enfants et d'adolescents de moins de seize ans ayant les aptitudes physiques nécessaires, lesdits patrons sont autorisés à réclamer, s'ils le jugent à propos, du médecin certificateur du district, des certificats d'aptitude physique pour les enfants et les adolescents de moins de seize ans travaillant dans leurs ateliers, et cela dans les mêmes conditions que pour les fabriques.

Pouvoir de l'inspecteur d'exiger un nouveau certificat d'aptitude physique.

ART. 29. — Lorsque l'inspecteur est d'avis qu'un enfant ou un adolescent de moins de seize ans est, par suite de maladie ou d'infirmité corporelle, hors d'état de travailler journallement, pendant le temps légal, dans la fabrique ou l'atelier où il est employé, il peut mettre le patron en demeure d'avoir à cesser d'employer cet enfant ou cet adolescent dans un délai qu'il fixera et qui ne pourra être inférieur à un jour, ni supérieur à sept; et, malgré le certificat d'aptitude physique qui aurait pu être délivré auparavant pour ledit enfant ou adolescent, il ne pourra continuer de le faire travailler, après le délai fixé par la mise en demeure, que si le médecin certificateur du district, examinant à nouveau et personnellement l'enfant ou l'adolescent, déclare qu'il n'est pas hors d'état de travailler.

Dispositions additionnelles concernant le certificat d'aptitude physique.

ART. 30. — Toutes les fabriques et tous les ateliers dirigés par le même patron et situés dans le district d'un même médecin certificateur peuvent être désignés dans le certificat d'aptitude physique, si le médecin juge qu'en conscience les enfants et les adolescents examinés peuvent y travailler.

L'acte de naissance à fournir au médecin pourra être remplacé par un bulletin de naissance (que ce bulletin soit établi en exécution de l'*Elementary Education Act, 1876*, ou autrement), soit par un certificat délivré par l'autorité locale, en vertu de l'*Elementary Education Act, 1876*, déclarant qu'il appert des renseignements fournis par l'officier de l'état civil que l'enfant est né à la date portée sur le certificat.

Lorsque le certificat d'aptitude physique porte un âge dont la preuve a été fournie au médecin certificateur autrement que par l'acte de naissance, l'inspecteur peut l'annuler par écrit, s'il a des raisons de croire que l'âge réel de l'enfant ou de l'adolescent est moindre que celui qui est mentionné.

Un nouveau certificat d'aptitude doit être délivré pour l'enfant qui passe dans la catégorie des adolescents.

Le patron devra, s'il en est requis, montrer à l'inspecteur, dans la fabrique ou l'atelier même dans lequel l'enfant ou l'adolescent est occupé, le certificat d'aptitude prescrit par la présente loi.

CHAPITRE VII.

ACCIDENTS.

ART. 31. — Abrogé.

Enquête et rapport du médecin certificateur.

ART. 32. — Lorsque le médecin certificateur est informé, en exécution de la présente loi, qu'un accident est survenu dans une fabrique ou un atelier, il devra, dans le plus bref délai possible, se transporter sur les lieux et procéder le plus complètement qu'il pourra à une enquête sur la nature et les causes de la mort ou des blessures qui ont été les suites de l'accident, et adresser un rapport à l'inspecteur dans les vingt-quatre heures.

Pour ces enquêtes seulement, le médecin certificateur aura tous les pouvoirs d'un inspecteur; il pourra pénétrer dans toutes les pièces d'un bâtiment où la victime aurait été transportée.

Le Secrétaire d'État établira un tarif pour fixer, au sujet de ces enquêtes, les honoraires du médecin certificateur; chaque enquête ne pourra donner lieu à une dépense de plus de 10 ni de moins de 3 schellings (3 fr. 75), laquelle sera portée au chapitre des dépenses prévues par la présente loi.

TITRE II.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES CONCERNANT DIVERSES CATÉGORIES DE FABRIQUES ET D'ATELIERS.

CHAPITRE PREMIER.

PRESRIPTIONS D'HYGIÈNE SPÉCIALES À CERTAINES FABRIQUES ET À CERTAINS ATELIERS.

Blanchissage à la chaux et lavage des locaux intérieurs des fabriques.

ART. 33. — Dans le but d'assurer l'exécution de la présente loi, en ce qui concerne la propreté des fabriques, tous les murs intérieurs des salles de travail, tous les plafonds (que ces murs ou ces plafonds soient enduits en plâtre ou non), ainsi que tous les escaliers et les couloirs seront, s'ils n'ont pas été peints à l'huile et vernis au moins une fois dans les sept ans qui précèdent, blanchis à la chaux au moins une fois tous les quatorze mois qui suivent la dernière opération de ce genre; et, s'ils ont été peints à l'huile ou vernis, ils seront lavés à l'eau chaude et au savon au moins une fois tous les quatorze mois à dater de leur dernière peinture.

Les fabriques qui contreviendront à ces prescriptions seront réputées n'être pas tenues conformément aux dispositions de la présente loi.

Lorsque les prescriptions de cet article ne seront pas nécessaires pour remplir le but que s'est proposé la présente loi en ce qui concerne la propreté, ou si ces mesures sont inapplicables dans certaines circonstances spéciales, le secrétaire d'État peut, s'il le juge à propos, prendre un arrêté autorisant des exceptions aux dispositions prescrites (consulter l'appendice note n° 1).

Blanchissage à la chaux, peinture et lavage des murs intérieurs des boulangeries.

ART. 34. — Les murs intérieurs des diverses pièces composant les boulangeries, les plafonds (que ces murs ou plafonds soient enduits en plâtre ou non), ainsi que les couloirs et les escaliers, seront peints à l'huile ou vernis, ou blanchis à la chaux ou encore partiellement peints ou vernis, le restant étant blanchi à la chaux; pour la peinture ou le vernissage, trois couches seront appliquées et cette opération sera renouvelée au moins une fois tous les sept ans, et un lavage à l'eau chaude et au savon sera exécuté au moins une fois tous les six mois; le blanchissage à la chaux sera renouvelé au moins une fois tous les six mois.

Les boulangeries qui contreviendront à ces prescriptions seront réputées n'être pas tenues conformément aux dispositions de la présente loi.

*Prescriptions relatives aux pièces servant de chambres à coucher
à proximité des boulangeries.*

ART. 35. — Dans les boulangeries, toute pièce située sur le même étage et faisant partie du même édifice que la boulangerie ne pourra servir de chambre à coucher, à moins d'être disposée ainsi qu'il suit :

Elle sera distincte de la boulangerie et pourvue d'une séparation qui s'étendra du plancher au plafond.

Elle possédera, donnant sur l'extérieur, une fenêtre d'au moins 9 pieds carrés (0^m83) de superficie et dont la moitié pourra s'ouvrir pour l'aération.

Toute personne qui fait occuper ou qui, en toute connaissance de cause, aisse occuper un local disposé contrairement aux prescriptions ci-dessus, sera passible d'une amende n'excédant pas 20 shillings (25 fr.), et en cas de récidive, 5 livres (125 fr.).

Emploi des ventilateurs dans les fabriques et les ateliers.

ART. 36. — Si, dans une fabrique ou un atelier où l'on aiguise, doucit ou polit à la meule, ou si l'on pratique une opération donnant naissance à des poussières assez abondantes pour nuire à la santé des ouvriers, et s'il paraît à l'inspecteur que cette situation peut être améliorée par l'usage d'un ventilateur ou par tout autre moyen mécanique, cet inspecteur peut ordonner que l'établissement de ce ventilateur ou d'un autre appareil convenable ait lieu dans un temps raisonnable; et si ledit appareil n'est pas disposé, entretenu et employé, l'établissement sera réputé n'être pas tenu conformément aux prescriptions de la présente loi.

Protection des ouvriers dans le travail du filage au mouillé.

ART. 37. — Les enfants, les adolescents et les femmes ne pourront être employés dans aucune partie d'une fabrique où se pratique le filage au mouillé, à moins que des mesures suffisantes soient prises d'une manière permanente pour empêcher les travailleurs d'être mouillés, et, dans le cas de l'emploi de l'eau chaude, pour éviter la diffusion de la vapeur dans la pièce qu'ils occupent.

Toute fabrique qui aura contrevenu aux dispositions de cet article sera réputée n'être pas tenue en conformité de la présente loi.

CHAPITRE II.

RESTRICTIONS RELATIVES À L'EMPLOI DES OUVRIERS PROTÉGÉS, AUX REPOS
ET AU CERTIFICAT D'APTITUDE.

*Interdiction du travail des enfants et des adolescents dans certaines fabriques
et dans certains ateliers.*

ART. 38. — Les enfants et les adolescents ne pourront être employés dans les fabriques et les ateliers, ou dans les parties de fabriques ou d'ate-

liers, et seulement dans les limites indiquées dans le premier schedule de la présente loi.

Un tableau contenant les interdictions prononcées en vertu du présent article sera affiché dans les fabriques et les ateliers auxquels ces interdictions s'appliquent.

Interdiction de prendre les repas dans certaines parties des fabriques et ateliers.

ART. 39. — Les enfants, les adolescents et les femmes ne peuvent prendre leurs repas ni rester pendant le temps de repos dans les parties de fabriques ou d'ateliers auxquelles s'applique le présent article; et tout enfant, adolescent ou femme qui sera rencontré prenant ses repas contrairement à ces dispositions sera réputé être employé en contravention de la présente loi.

Un tableau des interdictions prononcées par cet article sera affiché dans les fabriques et dans les ateliers auxquels ces interdictions s'appliquent.

Le présent article vise les parties d'usines ou d'ateliers indiquées dans le second schedule.

Lorsqu'en raison des procédés employés dans certaines manufactures ou certains ateliers non compris dans le schedule, le fait d'y prendre les repas est particulièrement dangereux pour la santé, le secrétaire d'État peut, par un arrêté rendu en vertu de la présente loi, étendre la prohibition énoncée par cet article auxdits manufactures ou ateliers.

S'il est prouvé au secrétaire d'État qu'une plus longue interdiction n'est plus nécessaire pour protéger la santé des enfants, des adolescents et des femmes dans quelques catégories de fabriques ou d'ateliers, ou dans leurs dépendances pour lesquelles l'interdiction a été antérieurement prononcée, il peut, en vertu de ce paragraphe, rapporter cet arrêté, sans préjudice néanmoins d'un arrêté futur pouvant de nouveau intervenir.

Durée du travail dans les fabriques d'impression sur tissus, de blanchiment et de teinture.

ART. 40. — Dans les fabriques d'impression sur tissus, de blanchiment et de teinture, la durée du travail pour les enfants, les adolescents et les femmes, ainsi que les repos accordés pour les repas seront semblables à ceux des fabriques textiles, et les prescriptions de la présente loi concernant l'emploi des enfants, des adolescents et des femmes dans une fabrique textile s'appliqueront à ces industries; néanmoins, ils pourront travailler sans interruption pendant cinq heures comme dans les fabriques non textiles.

Exigibilité du certificat d'aptitude physique dans certains ateliers.

ART. 41. Le secrétaire d'État peut, par un arrêté rendu en vertu de cet article, étendre à certains ateliers l'interdiction d'employer des enfants et des adolescents de moins de 16 ans sans un certificat d'aptitude physique,

lorsqu'il appert, en raison de circonstances spéciales relatives à ces ateliers que cette mesure est utile pour la protection des enfants et des adolescents de moins de 16 ans qui y sont employés; les prescriptions relatives à ces certificats s'appliqueront, par conséquent, aux ateliers énumérés dans l'arrêté au même titre que dans les fabriques.

S'il est reconnu qu'une plus longue interdiction n'est plus nécessaire pour protéger la santé des enfants et des adolescents de moins de 16 ans employés dans certains ateliers visés antérieurement par l'arrêté, le secrétaire d'État peut, en vertu de ce paragraphe, rapporter cet arrêté, sans préjudice néanmoins d'un arrêté futur pouvant de nouveau intervenir.

CHAPITRE III.

DÉROGATIONS SPÉCIALES ET TOLÉRANCES AU PROFIT DE DIVERSES CATÉGORIES DE FABRIQUES ET ATELIERS.

A. — Durée du travail.

ART. 42. — Abrogé.

Le secrétaire d'État peut autoriser, dans certaines industries, la journée de 9 heures à 9 heures.

ART. 43. — Lorsqu'il est acquis que les conditions du travail d'une industrie exercée dans certaines fabriques non textiles ou dans certains ateliers (que ces conditions soient générales ou particulières à une localité), exigent que les dérogations mentionnées ci-après soient accordées et que cela n'a pas pour effet d'être préjudiciable à la santé des enfants, des adolescents et des femmes intéressés, le secrétaire d'État peut prendre un arrêté qui autorise ces fabriques ou ces ateliers à fixer les heures du travail, à l'exception du samedi, entre 9 heures du matin et 9 heures du soir pour les adolescents et les femmes. Dans ce cas, pour les enfants, la demi-journée du matin commencera à 9 heures et celle du soir finira à 8 heures. Le patron devra spécifier cette organisation du travail dans un tableau affiché.

(Ces prescriptions s'appliquent :

Aux ateliers où l'on prépare le poisson;

Aux ateliers de reliure de Londres, entre le 1^{er} septembre et le dernier jour de février;

Aux ateliers des marchands tailleurs de Manchester et de Salford;

Aux fabriques de chapeaux de paille.)

Travail des garçons de plus de 16 ans dans les fabriques de tulles et dentelles ayant un moteur mécanique.

ART. 44. — Dans les parties des fabriques où s'opère au moyen de métiers mécaniques la fabrication des tulles et dentelles, malgré les dispositions de

la présente loi en ce qui concerne l'emploi des adolescents dans les fabriques textiles, les jeunes garçons au-dessus de 16 ans pourront être employés entre 4 heures du matin et 10 heures du soir, dans les conditions suivantes, savoir :

a) Lorsque ces jeunes garçons seront occupés avant le commencement ou après la fin de la journée normale de travail de la fabrique, il leur sera accordé, entre 4 heures du matin et 10 heures du soir, au moins neuf heures de repos, pour prendre leurs repas et pour sortir de l'établissement.

b) Ceux qui auront été occupés avant le commencement de la journée normale de travail ne pourront l'être après la fin de cette même journée normale,

c) Ceux qui auront été employés un jour après la fin de la journée normale de travail ne pourront l'être le lendemain matin avant le commencement de cette même journée.

Par journée ou temps normal de travail, on entend, pour l'application du présent article, le temps de travail des adolescents de moins de 16 ans ou des femmes qui seront ou qui pourraient être employés dans l'établissement; ce temps sera indiqué par un avis affiché dans l'établissement.

Travail des garçons de plus de 16 ans dans les boulangeries.

ART. 45. — Malgré les prescriptions de la présente loi, relatives à l'emploi des adolescents dans les fabriques non textiles et les ateliers, les jeunes garçons de plus de 16 ans pourront travailler dans les boulangeries entre 5 heures du matin et 9 heures du soir, aux conditions suivantes :

a) Lorsque ces jeunes garçons seront occupés avant le commencement ou après la fin du travail de la boulangerie, il leur sera accordé, entre 5 heures du matin et 9 heures du soir, au moins sept heures de repos pour prendre leurs repas et sortir de l'établissement.

b) Ceux qui auront été occupés avant le commencement du travail normal ne pourront l'être après la fin de ce même travail.

c) Ceux qui auront été occupés après la fin du temps de travail normal ne pourront l'être le lendemain matin avant le commencement de ce même temps.

Par temps normal de travail dans les boulangeries et pour l'application du présent article, on entend le temps de travail des adolescents de moins de 16 ans ou des femmes qui seront ou qui pourraient être employés dans l'établissement, ce temps sera indiqué par un avis placardé dans l'établissement.

Lorsqu'il est acquis que les conditions du travail dans les boulangeries (que ces conditions soient générales ou particulières à une localité) exigent que les dérogations mentionnées ci-dessous soient accordées, et pourvu que cela n'ait pas pour effet de nuire à la santé des adolescents intéressés, le secrétaire d'État peut prendre un arrêté en vertu duquel les boulangeries en général ou telles boulangeries en particulier auront la faculté d'occuper des jeunes garçons de 16 ans et au-dessus dans les mêmes conditions que les ouvriers adultes.

*Remplacement du samedi par un autre jour de la semaine,
en ce qui concerne l'organisation du travail.*

ART. 46. — Lorsqu'il est acquis que les conditions du travail d'une industrie exercée dans une certaine catégorie de fabriques ou d'ateliers (que ces conditions soient générales ou particulières à une localité) exigent, en ce qui concerne le temps normal de travail, que la journée du samedi soit remplacée par un autre jour de la semaine, le secrétaire d'État peut prendre un arrêté en vertu duquel les patrons de ces fabriques ou de ces ateliers ont le droit, pourvu qu'ils en informent leur personnel par un avis affiché dans leurs établissements, de substituer au samedi un autre jour de la semaine. Dans ce cas, la présente loi s'appliquera dans ces usines ou ateliers comme si le jour choisi était un samedi, et le samedi un jour ordinaire.

(Les tolérances mentionnées à cet article s'appliquent :

a) Dans les établissements où l'on imprime des journaux quotidiens ou périodiques, des indicateurs de chemins de fer et des débats parlementaires.

b) Dans les établissements où un travail industriel est exercé conjointement avec la vente au détail.

c) Dans les ateliers de couture et de confections, ainsi que là où s'exerce une industrie d'alimentation.

d) Dans les établissements situés dans une localité où le marché a lieu le samedi ou ceux pour lesquels il a été choisi un jour spécial comme demi-jour hebdomadaire.

e) Aux carrières du comté de Cornouailles.)

*Emploi des adolescents et des femmes dans les teintureries
de rouge d'Andrinople.*

ART. 47. — Le samedi, les adolescents et les femmes pourront être employés aux opérations de la teinture au rouge d'Andrinople jusqu'à 4 h. 30 du soir ; toutefois, ce supplément de travail sera organisé de manière que le nombre total des heures qu'ils feront dans la semaine ne pourra dépasser le maximum légal.

*Emploi continu pendant cinq heures au lieu de quatre et demie
dans certaines fabriques.*

ART. 48. — Dans certaines fabriques, les enfants, les adolescents et les femmes pourront, du 1^{er} novembre au 31 mars suivant, être employés sans interruption pendant autant de temps que si l'établissement était une fabrique non textile, à condition que la première heure soit considérée sur le tableau affiché par le patron comme un temps de repos, et que l'entrée n'ait lieu qu'à 8 heures.

Cette dérogation s'appliquera aux fabriques textiles indiquées dans la septième partie du schéma III du présent act.

Lorsqu'il est acquis qu'en général ou dans certaines localités seulement,

les habitudes des ouvriers réclament d'étendre ladite dérogation à certaines fabriques textiles, et que, d'autre part, la nature de l'industrie exercée ne présente aucune cause d'insalubrité et ne peut devenir dangereuse pour la santé des ouvriers par suite de la modification du temps de travail, le Secrétaire d'État peut rendre un arrêté accordant le bénéfice du présent article auxdites fabriques.

Jours de congé et de demi-congé différents pour les diverses catégories de travailleurs.

ART. 49. — Lorsqu'il est acquis que les habitudes ou les nécessités de l'industrie exercée dans certaines fabriques non textiles ou dans certains ateliers, réclament que tous ou une partie des congés et des demi-congés soient accordés aux enfants, aux adolescents et aux femmes ou aux équipes qu'ils forment, à des jours différents, le Secrétaire d'État peut rendre un arrêté ordonnant qu'il en soit ainsi en vertu du présent article.

(L'arrêté du 22 décembre 1878, rendu en vertu de l'article 49, vise les industries suivantes :

Impression des périodiques, des horaires de chemins de fer et des comptes rendus parlementaires.

Travaux qui dépendent d'un commerce de détail et se font dans le même bâtiment (fabriques non textiles et ateliers).

Confection des vêtements et préparation de matières alimentaires (fabriques non textiles et ateliers).

Fabrication du verre en feuille.)

Travail des ouvriers israélites.

ART. 50. — Lorsque le patron d'une fabrique ou d'un atelier appartient à la religion juive, il pourra employer les adolescents et les femmes dans les conditions suivantes :

§ 1^{er}. Les adolescents et les femmes pourront être occupés le samedi jusqu'à 9 heures du soir, lorsque la fabrique ou l'atelier aura été fermé pendant la journée jusqu'au coucher du soleil.

§ 2. Si le patron tient sa fabrique ou son atelier fermé le samedi, avant et après le coucher du soleil, il pourra occuper les adolescents et les femmes une heure de plus tous les autres jours de la semaine (excepté le dimanche) pourvu que cette heure ne soit pas prise sur les temps de repos et que le travail ne commence pas avant 6 heures du matin ni ne finisse après 9 heures du soir.

§ 3. Lorsque tous les enfants, les adolescents et les femmes occupés par un patron israélite appartiendront à la même religion, il pourra être substitué aux congés de Noël et du Vendredi Saint deux autres jours, en vertu du *Holidays Extension act, 1875*. Avis en sera donné par un tableau affiché dans la fabrique ou l'atelier, de plus aucune opération commerciale ne pourra être entreprise le jour de Noël et le Vendredi Saint.

Travail des ouvriers israélites le dimanche.

ART. 51. — Les adolescents et les femmes appartenant à la religion juive pourront être occupés le dimanche dans les conditions suivantes :

§ 1^{er}. Si le patron de la fabrique ou de l'atelier est lui-même israélite.

§ 2. La fabrique ou l'atelier ne seront pas ouverts le samedi et aucune opération commerciale ne pourra être entreprise le dimanche.

§ 3. Le patron ne pourra pas profiter de la tolérance qui l'autorise à occuper les adolescents et les femmes le samedi soir ou une heure de plus chaque jour de la semaine.

En un mot, et sauf les réserves ci-dessus, le jour de repos hebdomadaire pourra être le samedi à la place du dimanche, et dans ce cas le patron de la fabrique ou de l'atelier devra choisir lequel, du vendredi ou du dimanche, sera substitué au samedi.

Heures de repas.

Déroptions relatives aux heures et lieux de repas.

ART. 52. — Les dispositions de la présente loi, établissant que les heures de repas devront avoir lieu aux mêmes heures pour tous les enfants, les adolescents et les femmes, ne seront pas applicables dans les établissements désignés dans la seconde partie du schédoule III.

De même, les prescriptions qui interdisent de les faire travailler pendant les heures de repas ou de les laisser dans une pièce où se pratiquerait un travail quelconque, ne seront pas applicables dans les établissements désignés dans la même partie du schédoule III.

Lorsqu'il est acquis qu'il est nécessaire, par suite de la continuité du travail ou par suite de circonstances spéciales, d'étendre les dispositions du présent article à certains établissements et lorsque cette extension n'est pas préjudiciable à la santé des enfants, des adolescents et des femmes, le Secrétaire d'État peut prendre un arrêté accordant le bénéfice des dérogations ci-dessus auxdits établissements.

Heures supplémentaires.

Journée de quatorze heures pour les adolescents et les femmes.

ART. 53. — Dans les fabriques non textiles, les ateliers ou leurs dépendances et entrepôts désignés dans la troisième partie du schédoule III, les femmes pourront être occupées soit entre 6 heures du matin et 8 heures du soir, soit entre 7 heures du matin et 9 heures du soir, soit enfin entre 8 heures du matin et 10 heures du soir. A condition :

a) Qu'il leur soit accordé, pour les repas, entre ces mêmes heures, au moins deux heures, dont une demi-heure au moins après 5 heures du soir ;

b) Que le nombre des journées faites dans ces conditions ne dépasse pas trois par semaine ni trente par an.

Lorsqu'il est acquis que, soit par suite de la corruptibilité des matières premières employées, soit parce que l'industrie subit des fluctuations saisonnières ou est sujette à des périodes d'activité soudaines et imprévues, il importe de tolérer l'emploi des femmes dans les conditions sus-énoncées et, lorsque cela ne saurait être nuisible à la santé de ces travailleurs, le Secrétaire d'État peut prendre un arrêté étendant à certaines fabriques non textiles, à certains ateliers, à leurs dépendances ou entrepôts les bénéfices du présent article.

*Autorisation de prolonger le travail d'une demi-heure
pour terminer une façon commencée.*

ART. 54. — Dans les fabriques ou les ateliers désignés dans la quatrième partie du schéma III, lorsque l'opération à laquelle travaille un enfant, un adolescent ou une femme n'est pas terminée à la fin du temps légal de travail de ces personnes, elles pourront être retenues pendant trente minutes au plus : pourvu cependant que la durée totale du travail de la semaine, y compris les demi-heures supplémentaires, ne dépasse pas le maximum fixé par la présente loi.

Lorsqu'il est acquis que dans certaines fabriques non textiles et dans certains ateliers la nature des opérations industrielles ne permet pas de fixer d'une manière exacte leur durée et que l'extension de la tolérance mentionnée plus haut n'est pas préjudiciable à la santé des enfants, des adolescents et des femmes, le Secrétaire d'État peut prendre un arrêté accordant le bénéfice du présent article à ces établissements.

*Travail des adolescents et des femmes dans les blanchisseries en plein air
et dans les teintureries de rouge d'Andrinople.*

ART. 55. — Les adolescents et les femmes pourront être employés aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour éviter les pertes provenant d'une combustion spontanée dans la teinture au rouge d'Andrinople, ou du mauvais état de l'atmosphère dans les blanchisseries en plein air.

*Journées de quatorze heures pour les femmes en vue d'éviter la détérioration
des marchandises.*

ART. 56. — Dans les fabriques et les ateliers désignés dans la cinquième partie du schéma III, les femmes pourront travailler de 6 heures du matin à 8 heures du soir, ou de 7 heures du matin à 9 heures du soir, sous les conditions suivantes :

§ 1^{er}. Il leur sera accordé pour les repas au moins deux heures, dont une demi-heure après 5 heures du soir.

§ 2. Aucune femme ne pourra être employée dans ces conditions plus de cinq jours par semaine ni de plus de soixante jours par an.

Lorsqu'il est acquis que dans certaines fabriques non textiles ou dans certains ateliers des matières premières sont susceptibles d'une prompte détérioration, le Secrétaire d'État peut prendre un arrêté accordant à ces établissements le bénéfice du présent article.

Dérogation relative aux fabriques à moteur hydraulique.

ART. 57. — Lorsque le Secrétaire d'État estime qu'une fabrique fonctionnant par un moteur hydraulique peut être arrêtée par la sécheresse ou envahie par l'eau, il pourra, par une ordonnance spéciale, autoriser l'emploi, dans cet établissement, des adolescents et des femmes, depuis 6 heures du matin jusqu'à 7 heures du soir, aux conditions qu'il jugera convenables, pourvu cependant que ces travailleurs ne soient pas privés du temps de repos légal et qu'aucune modification ait lieu pour le travail du samedi; pour les usines susceptibles d'être arrêtées par la sécheresse l'autorisation ne pourra s'étendre à plus de quatre-vingt-seize jours par an, ni à plus de quarante-huit pour celles qui peuvent être envahies par l'eau.

Dans aucun cas, d'ailleurs, l'autorisation ne pourra embrasser un nombre de jours plus grand que celui des jours de travail perdus durant les douze mois précédents.

(L'ordonnance du Secrétaire d'État (22 décembre 1882) vise les fabriques dans lesquelles un moteur hydraulique *seul* est employé.

Avis du temps perdu doit être donné à l'inspecteur dans les trois jours qui suivent, ainsi que des causes de l'arrêt du moteur. L'inspecteur doit être également informé des jours où, par suite du temps perdu, il sera usé de la tolérance.

La dérogation ne s'applique pas aux enfants.)

Travail de nuit.

Travail de nuit des garçons adolescents.

ART. 58. — Les garçons adolescents pourront être employés la nuit aux conditions suivantes :

§ 1^{er}. Le travail ne durera pas plus de douze heures de suite ; il commencera et finira aux heures fixées dans l'avis prescrit par la présente loi.

§ 2. Les dispositions de la présente loi concernant le temps des repas seront observées, sauf les modifications nécessaires quant aux heures.

§ 3. Les garçons adolescents occupés la nuit ne pourront travailler dans les douze heures qui précèdent le travail de nuit, ni dans les douze heures qui suivent.

§ 4. Les garçons adolescents ne pourront être occupés plus de six nuits, et dans le cas des hauts fourneaux ou des papeteries plus de sept nuits par deux semaines.

Les prescriptions de la présente loi relatives au travail du samedi et aux

congés ou demi-congés ne s'appliqueront pas en ce qui touche les garçons adolescents travaillant de jour et de nuit alternativement.

Les fabriques et ateliers admis à jouir des bénéfices du présent article sont spécifiées dans la sixième partie du schédule III.

Lorsqu'il est acquis que la nature du travail exécuté dans certaines fabriques non textiles et dans certains ateliers exige l'emploi des garçons adolescents âgés de plus de seize ans, pendant la nuit, et que ce travail n'est pas susceptible de nuire à la santé de ces travailleurs, le Secrétaire d'État peut prendre un arrêté admettant ces établissements à bénéficier des dispositions du présent article.

*Travail de nuit des garçons adolescents de plus de 16 ans
dans certaines imprimeries.*

ART. 59. — Dans les établissements où des journaux s'impriment de nuit deux fois au plus par semaine, les garçons adolescents âgés de seize ans et au-dessus peuvent être employés la nuit comme s'ils avaient dix-huit ans.

Travail des garçons adolescents dans les verreries.

ART. 60. — Dans les verreries les garçons pourront travailler aux heures fixées par le régime habituel de ces établissements, sous les conditions suivantes :

§ 1^{er}. La durée du travail hebdomadaire ne pourra excéder soixante heures, y compris les temps de repos.

§ 2. Les périodes de travail ne pourront dépasser le nombre de quatre par semaine si elles sont de quatorze heures, ou celui de cinq si elles sont de douze heures, ou celui de six si elles sont de dix heures, ou enfin un chiffre non supérieur à neuf en observant pour leur durée la limite ci-dessus.

§ 3. Les adolescents ne pourront être occupés pendant une période sans jouir ensuite d'un repos d'une égale durée.

§ 4. Abrogé.

CHAPITRE IV.

DÉROGATIONS SPÉCIALES AUX ATELIERS DE FAMILLE ET À QUELQUES CAS PARTICULIERS.

Dérogations relatives aux ateliers de famille et à quelques autres ateliers.

ART. 61. — Les dispositions de cette loi relatives au nettoyage (y compris le blanchissage à la chaux, le vernissage et le lavage), aux mesures d'hygiène, à l'encombrement, à la ventilation, ainsi que celles prescrivant diverses mesures pour les temps de repos, ou l'affichage des avis et extraits dans les fabriques et les ateliers, la désignation de jours de congé, la déclaration des accidents, ne sont pas applicables aux ateliers de famille, définis par l'article 16.

Lorsque ces établissements, par la nature du travail, constituent des

fabriques dans le sens de la présente loi, les règles relatives aux certificats d'aptitude physique s'appliqueront néanmoins comme s'ils étaient des ateliers et non des fabriques.

Les boulangeries ne sont pas dispensées par le présent article de l'observation des prescriptions de la loi relatives à la propreté (y compris le blanchissage à la chaux, la peinture et le lavage) et à la mise à l'abri des émanations malsaines.

Déroptions relatives à certains établissements de teillage de lin.

ART. 62. — Les prescriptions de la présente loi sur le travail des femmes ne seront pas applicables aux établissements de teillage de lin qui n'occuperont ni enfants ni adolescents et dans lesquels le travail se fait par intermittence, durant six mois au plus par année.

Les établissements de teillage de lin ne seront réputés n'occuper ni enfants ni adolescents que si le patron en donne avis à l'inspecteur.

CHAPITRE V.

DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES.

Prescriptions de mesures d'hygiène dans les établissements qui jouissent de certaines tolérances.

ART. 63. — Lorsque le Secrétaire d'État estime que des mesures spéciales doivent être prises en ce qui concerne la propreté et la ventilation dans les établissements qui sont appelés à profiter des dispositions accordant une prolongation de la durée du travail ou certaines tolérances au travail de nuit, il pourra prescrire ces mesures comme une condition aux dérogations ou aux tolérances. Et lorsque le Secrétaire d'État estime que ces mesures ont perdu leur utilité, ou que, eu égard à toutes les circonstances, elles sont d'une application difficile, il peut rapporter l'ordonnance qui les prescrit, sans préjudice d'arrêtés ultérieurs pouvant intervenir.

Abrogation et remise en vigueur des ordonnances du Secrétaire d'État.

ART. 64. — Lorsque le Secrétaire d'État estime que les dérogations qui ont été accordées par lui, en vertu de la présente loi, sont préjudiciables à la santé des enfants, des adolescents et des femmes occupés dans les établissements qui en bénéficient, il peut rapporter ses ordonnances, sans préjudice d'arrêtés ultérieurs pouvant intervenir.

Dispositions relatives aux ordonnances du Secrétaire d'État.

ART. 65. — Les règles suivantes s'appliqueront aux ordonnances rendues par le Secrétaire d'État en vertu de la présente loi :

§ 1^{er}. Ces ordonnances seront signées par le Secrétaire d'État et publiées dans le *London Gazette*. Elles seront exécutoires dès le jour de leur publication ou à partir d'une date déterminée.

§ 2. Elles seront temporaires ou permanentes, conditionnelles ou non, et, soit qu'elles étendent une prohibition ou une exception, accordent une tolérance, ordonnent l'adoption de certaines mesures, rapportent une ordonnance antérieure ou édictent une prescription quelconque, elles pourront le faire pour le tout ou pour partie.

§ 3. Elles seront communiquées aussitôt que possible aux deux Chambres; si l'une ou l'autre, dans les quarante jours qui suivront le dépôt, prononce l'annulation d'une ordonnance, celle-ci cessera d'être obligatoire, sans préjudice cependant pour la validité des actes faits dans l'intervalle, en exécution de cette ordonnance, et le Secrétaire d'État conservera le droit de rendre une nouvelle ordonnance.

§ 4. Les ordonnances, autant que leur teneur le permettra et pendant qu'elles seront en vigueur, auront force de loi comme si elles faisaient partie de la disposition de la loi d'où procède le pouvoir de les rendre.

Déclarations et registres pour l'usage des dérogations.

ART. 66. — Tout patron de fabrique ou d'atelier qui désire profiter des dérogations spécialement prévues par la présente loi devra en avvertir l'inspecteur du district au moins sept jours avant, et (à l'exception des établissements où l'affichage n'est pas nécessaire) il devra apposer un avis faisant connaître son intention et laisser cet avis affiché, dans la fabrique ou l'atelier, pendant toute la durée de la dérogation.

La fabrique ou l'atelier seront soumis aux prescriptions qui régissent les dérogations à la loi, pendant tout le temps qui s'écoulera depuis le moment où le patron en aura informé l'inspecteur, jusqu'à celui où il fera connaître qu'il cesse d'en faire usage.

Lorsque les heures du commencement et de la fin du travail, ainsi que les temps de repos différeront des heures légales et des temps ordinaires, l'avis à l'inspecteur du district, et celui qui sera affiché dans la fabrique ou l'atelier, devra les mentionner.

Tout patron de fabrique ou d'atelier devra mentionner sur un registre spécial et faire connaître à l'inspecteur du district toutes les particularités prescrites relatives à l'emploi des enfants, des adolescents et des femmes travaillant sous le régime des dérogations. L'enregistrement et l'avis à l'inspecteur ne seront pas obligatoires pour les établissements non tenus à l'affichage à moins que le Secrétaire n'en décide autrement.

Lorsque le patron d'une fabrique ou d'un atelier bénéficie des dérogations autorisées par la loi, si toutes les conditions prescrites soit par la loi, soit par les ordonnances du Secrétaire d'État ne sont pas observées :

1° La fabrique ou l'atelier seront réputés ne pas être tenus conformément à la loi si ces conditions sont relatives à la propreté, à la ventilation ou à l'encombrement;

2° Les enfants, les adolescents ou les femmes seront réputés être employés contrairement aux prescriptions légales, si ces conditions concernent l'une des particularités des dérogations.

TITRE III.

APPLICATION DE LA LOI. — PÉNALITÉS. — PROCÉDURE.

CHAPITRE PREMIER.

INSPECTION.

Nominations et traitements des inspecteurs, commis et auxiliaires.

ART. 67. — Le Secrétaire d'État nommera, sauf approbation de la Trésorerie quant au nombre et aux appointements, les inspecteurs (sous le titre qu'il déterminera)

(Les titres déterminés par le Secrétaire d'État sont les suivants :

Inspecteurs en chef des fabriques et ateliers;

Inspecteurs principaux;

Inspecteurs;

Sous-inspecteurs.)

et les commis et auxiliaires, qu'il jugera nécessaires pour faire exécuter la présente loi; il fixera leurs attributions et déterminera le chiffre de leurs appointements; il pourra nommer un inspecteur en chef à la résidence de Londres; il fera des règlements et donnera des instructions pour l'accomplissement des fonctions des inspecteurs; il pourra déplacer ces inspecteurs, commis et auxiliaires.

Les appointements des inspecteurs, commis et auxiliaires, ainsi que les dépenses faites par eux ou par le Secrétaire d'État pour l'exécution de la présente loi, seront payés sur des crédits votés par le Parlement.

Les arrêtés nommant les inspecteurs seront publiés par le *London Gazette*.

Ne pourront être nommés inspecteurs ceux qui dirigent une fabrique ou un atelier ou qui ont des intérêts directs ou indirects dans un établissement industriel, ou dans les affaires qui s'y traitent et les travaux qui s'y font, ou dans un brevet d'invention qui y serait exploité; la fonction est également incompatible avec celle d'employé de fabrique.

Les inspecteurs n'auront à remplir aucune fonction paroissiale ou municipale.

Un rapport annuel de leurs travaux, dressé selon les instructions du Secrétaire d'État, sera communiqué aux deux Chambres.

Les personnes qui auront à adresser des communications à un inspecteur en vertu des prescriptions de la présente loi, seront informées du nom et de l'adresse de ce fonctionnaire par la voie du *London Gazette* ou autrement.

Pouvoirs des inspecteurs.

ART. 68. — Pour assurer l'exécution de la présente loi les inspecteurs ont les pouvoirs ci-après :

§ 1^{er}. Ils ont droit d'entrée et de visite, de jour et de nuit, dans toutes

les parties des fabriques et des ateliers où il y a lieu de croire que l'on travaille et de jour, dans tout endroit qu'on peut raisonnablement supposer être une fabrique ou un atelier.

§ 2. Ils peuvent se faire assister de la force publique chaque fois qu'ils ont des raisons de prévoir une résistance sérieuse à l'accomplissement de leurs fonctions, soit dans les fabriques, soit dans les ateliers.

§ 3. Ils ont le droit de se faire présenter les registres, les certificats, les avis et tous les documents prescrits par la présente loi, les examiner et en prendre copie.

§ 4. Ils peuvent procéder aux interrogatoires et enquêtes nécessaires pour s'assurer de l'observation de la présente loi et des lois sur la santé publique, en ce qui concerne les fabriques et ateliers ainsi que les personnes qu'on y emploie.

§ 5. — Ils ont entrée dans les écoles où ils ont lieu de supposer que des enfants employés dans des établissements industriels suivent les classes.

§ 6. Ils peuvent interroger seuls, ou, s'ils le jugent à propos, en présence d'un tiers, toute personne rencontrée dans une fabrique, un atelier ou une école, ou qu'ils ont des raisons de croire avoir été employée dans un établissement industriel depuis moins de deux mois; il peuvent requérir cette personne de se laisser interroger et de signer une déclaration certifiant la véracité de ses dires.

§ 7. Ils ont enfin tous autres pouvoirs qui seraient nécessaires pour faire exécuter la présente loi.

Les patrons des fabriques et des ateliers, leurs agents et les personnes à leur service devront céder aux réquisitions d'un inspecteur, soit pour entrer dans les établissements, soit pour inspecter, interroger, faire des enquêtes, en un mot exercer les fonctions qui lui ont été dévolues par la loi sur les fabriques et les ateliers.

Quiconque contrarie volontairement l'exercice des pouvoirs d'un inspecteur, à lui conféré par le présent article, ou manque de déférer aux réquisitions d'un inspecteur faites en exécution du présent article, ou de produire les certificats et les documents qu'il doit produire aux termes de la présente loi; quiconque cache ou tente de cacher un enfant, un adolescent ou une femme, dans le but d'éviter son interrogatoire par un inspecteur, est réputé mettre obstacle à l'accomplissement des devoirs de cet inspecteur. Néanmoins personne n'est tenu de témoigner contre soi-même ou de fournir des preuves.

Toute personne mettant obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur est passible d'une amende n'excédant pas cinq livres (125 fr.); en outre, le patron de la fabrique ou de l'atelier où la contravention est commise est passible d'une amende de cinq à vingt livres (125 à 500 fr.) au maximum, selon que la contravention a été commise de jour ou de nuit; si l'obstruction a eu lieu dans un atelier de famille, l'amende est de vingt schillings (25 fr.) le jour et de cinq livres (125 fr.) la nuit.

Commission des inspecteurs.

ART. 70. — Tout inspecteur est tenu, s'il en est requis, de présenter sa commission au patron de l'établissement où il veut pénétrer.

Ceux qui auront contrefait ou altéré une commission d'inspecteur ou fait usage d'une commission fausse ou altérée, ceux qui prendront sans droit la qualité d'inspecteur, seront punis d'un emprisonnement de trois mois au plus avec ou sans travaux forcés.

CHAPITRE II.

MÉDECINS CERTIFICATEURS.

Remplacement du médecin certificateur par le médecin du bureau des pauvres.

ART. 71. — Lorsqu'il n'y a pas de médecin certificateur dans un rayon de trois milles d'un établissement industriel, le médecin du bureau des pauvres en remplira les fonctions.

Désignation des médecins certificateurs.

ART. 72. — En se conformant aux instructions du Secrétaire d'État, les inspecteurs désigneront un nombre suffisant de médecins, choisis sur les listes officielles, comme médecins certificateurs; ils pourront les révoquer.

Les nominations et les révocations des médecins certificateurs pourront être annulées par le Secrétaire d'État, sur appel à lui adressé.

Un médecin qui aurait la direction d'une fabrique ou d'un atelier, ou qui serait intéressé directement ou indirectement dans les opérations ou les transactions d'un établissement industriel, ou dans un brevet d'invention s'y rapportant, ne peut être nommé médecin certificateur pour ledit établissement.

Le Secrétaire d'État déterminera par des instructions les devoirs des médecins certificateurs, la manière de tenir les registres de visites, la forme des certificats et des autres documents dont ils auront à faire usage.

Délivrance des certificats d'aptitude physique.

ART. 73. — Aucun certificat d'aptitude physique ne pourra être délivré si la personne au sujet de laquelle il est établi n'a été l'objet d'un examen personnel.

Le médecin certificateur ne pourra examiner un enfant ou un adolescent, et ne pourra signer le certificat d'aptitude physique que dans la fabrique ou l'atelier où ces personnes sont ou devront être employées, à moins que le nombre des enfants et des adolescents employés dans l'établissement soit inférieur à cinq, ou à moins d'une permission écrite et motivée de l'inspecteur.

Si un médecin refuse de délivrer à la personne examinée le certificat d'aptitude physique, il devra, s'il en est requis, donner par un écrit signé les motifs de son refus.

Honoraires des médecins certificateurs.

ART. 74. — Au sujet des honoraires des médecins chargés d'examiner les enfants et les adolescents employés dans les établissements industriels et de délivrer les certificats d'aptitude physique, il est établi les prescriptions suivantes :

§ 1^{er}. Ces honoraires peuvent faire l'objet d'une convention entre le patron et le médecin certificateur.

§ 2. En cas d'absence d'une pareille convention, on suivra les règles ci-après :

Lorsque la fabrique ou l'atelier ne sera pas à une distance de plus d'un mille de la résidence du médecin, les honoraires seront de 2 s. 6 d. (3 fr. 10) par visite, plus 6 d. (0 fr. 60) par personne examinée en sus de la première.

Lorsque la fabrique ou l'atelier sera éloigné de la résidence du médecin de plus d'un mille, ces honoraires seront augmentés de 6 d. (0 fr. 60) par demi-mille en plus.

Si l'examen a lieu non à l'établissement mais à la résidence du médecin ou dans un endroit désigné par lui, endroit qu'il aura fait connaître, dans la manière prescrite, ainsi que le jour et l'heure, les honoraires sont fixés à 6 d. (0 fr. 60) par personne examinée.

§ 3. Le patron est tenu de solder les honoraires du médecin lorsque l'examen est terminé, ou au moment de la signature des certificats ou à toute autre époque désignée par l'inspecteur.

§ 4. Le patron pourra déduire, en vue de ces honoraires, une somme qui n'excédera pas 3 pence (0 fr. 30) sur les salaires des personnes pour qui le certificat a été établi.

§ 5. Le Secrétaire d'État pourra, s'il le juge à propos, opérer des changements dans le taux des honoraires fixés par le présent article.

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Déclaration de prise de possession d'une industrie.

ART. 75. — Quiconque deviendra patron d'une fabrique devra, dans un délai d'un mois, sous peine d'une amende de 5 livres (125 fr.) au plus, informer l'inspecteur du district du nom et de la situation de cet établissement, de l'adresse à laquelle il désire recevoir ses lettres, de la nature du travail, de l'espèce et de la force du moteur et de la raison sociale sous laquelle sera dirigée l'entreprise.

Réglage des heures de travail sur une horloge publique.

ART. 76. — L'inspecteur pourra désigner par écrit une horloge publique ou en vue du public, sur laquelle devront être réglées les heures d'emploi des enfants, des adolescents et des femmes dans la fabrique ou l'atelier et des heures de repos. Cette horloge sera indiquée sur l'affiche apposée dans l'établissement.

Registre obligatoire dans les fabriques et les ateliers.

ART. 77. — Le patron de chaque fabrique et atelier dans lesquels sont employés des enfants et des adolescents de moins de 16 ans, pour qui le certificat d'aptitude physique est obligatoire, est tenu d'avoir différents registres de forme donnée sur lesquels seront portés les noms de ces enfants et de ces adolescents, ainsi que les différents détails des conditions du travail résultant de l'application de la loi.

Il devra envoyer à l'inspecteur tels extraits de ces registres qui lui seront réclamés par ce fonctionnaire.

Lorsque le secrétaire d'État estime qu'un établissement ne tombant pas sous l'application de cet article, doit néanmoins tenir un registre, il peut rendre une ordonnance le prescrivant et, pendant tout le temps que cette ordonnance sera en vigueur, les mesures ci-dessus s'appliqueront à l'établissement.

Les infractions aux dispositions de cet article seront susceptibles d'une amende n'excédant pas 40 shillings (50^s).

Affichage de la loi et de renseignements divers.

ART. 78. — A l'entrée de chaque usine et de chaque atelier, ainsi que dans tels endroits qui seront désignés par l'inspecteur, seront affichés dans la forme prescrite et tenus constamment en état et à la place convenable pour pouvoir être lus des ouvriers :

- § 1. Un extrait déterminé de la loi;
- § 2. Le nom et l'adresse de l'inspecteur de l'établissement;
- § 3. Le nom et l'adresse du médecin certificateur du district;
- § 4. S'il y a lieu, l'horloge sur laquelle seront réglées les heures de travail et celles des repas;
- § 5. Tous les avis et documents dont l'affichage est prescrit par la présente loi.

En cas d'infraction aux dispositions de cet article, le patron de l'établissement sera passible d'une amende n'excédant pas 40 shillings (50^s).

Communications entre patrons et inspecteurs.

ART. 79. — Les avis, arrêtés, réquisitions, mises en demeure et tous documents établis en exécution de la présente loi peuvent être imprimés ou manuscrits, ou en partie imprimés ou en partie écrits à la main.

Ces différentes pièces peuvent être délivrées ou adressées à la résidence de la personne qu'elles concernent, ou remises à un préposé ou à un employé de l'établissement industriel, soit sous leur forme originale soit en simple copie. Elles peuvent être adressées également sous forme de lettre recommandée; dans ce cas, elles seront considérées comme remises à la date où une lettre ordinaire arriverait à destination; le reçu de la poste servira en cas de contestation. En les adressant, il suffira d'indiquer convenablement la fabrique ou l'atelier sans qu'il soit besoin d'énoncer le nom du patron.

Vérification des poids et mesures employés dans les établissements industriels.

ART. 80. — Les lois en vigueur sur les poids et mesures s'appliqueront aux poids, mesures, balances, mesures de longueur, appareils de pesage employés dans les fabriques et les ateliers pour contrôler l'importance du travail produit et fixer les salaires des ouvriers, comme si ces poids et ces mesures servaient à la vente des marchandises; les inspecteurs spéciaux ou toute autre personne autorisée pour la vérification des poids et mesures, devront vérifier et estampiller lesdits appareils de pesage ou mesures de capacité et de longueur dans les mêmes conditions que s'ils opéraient dans une maison de commerce.

CHAPITRE IV.

PÉNALTÉS ET AMENDES.

Amende pour tenue d'un établissement dans des conditions contraires aux prescriptions de la loi.

ART. 81. — Le patron d'une fabrique ou d'un atelier qui n'est pas tenu en conformité de la présente loi est passible d'une amende n'excédant pas 10 livres (250^f).

La cour de juridiction sommaire pourra, en infligeant l'amende, ou au lieu de prononcer cette amende, enjoindre au patron de prendre, dans un délai déterminé, les mesures nécessaires pour mettre la fabrique ou l'atelier en règle avec la présente loi; la cour pourra, sur requête, prolonger ce délai, mais si à l'expiration du temps fixé, soit antérieurement soit par la prolongation, le patron ne s'est pas conformé à l'injonction de la cour, il sera passible d'une amende qui ne pourra excéder 1 livre (25^f) par jour de retard.

Indemnité à la victime d'un accident causé par défaut de clôture, etc.

ART. 82. — Lorsqu'une personne sera tuée ou blessée par la faute d'un patron qui aura négligé de placer autour de certains mécanismes les appareils de protection réclamés par la présente loi, ou de clôturer les cuves, les bassins ou autre ouverture, ou qui n'aura pas maintenu ces dispositifs en bon état, ce patron sera passible d'une amende n'excédant pas 100 livres (2,500^f) dont le montant pourra être attribué, en tout ou en partie, à la

victime ou à ses ayants droit ou sera appliquée à tel usage que le secrétaire d'État déterminera.

Amende pour emploi illégal d'enfants, d'adolescents ou de femmes.

ART. 83. — Lorsqu'un enfant, un adolescent ou une femme sera employé dans une fabrique ou un atelier contrairement aux dispositions de la présente loi, le patron sera passible d'une amende n'excédant pas 3 livres (75^f) si l'infraction s'est produite de jour et 5 livres (125^f) si elle a eu lieu de nuit. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura eu de personnes employées illégalement.

S'il s'agit d'un atelier de famille défini par l'article 16 de la présente loi, l'amende sera de 1 ou 2 livres (25^f ou 50^f) au maximum, suivant que l'infraction aura été commise de jour ou de nuit.

Tout enfant, adolescent ou femme qui ne jouira pas des temps de repos fixés par la présente loi, ou qui, contrairement aux prescriptions légales, sera employé pendant les temps de repos ou restera dans les ateliers, sera réputé être occupé contrairement aux prescriptions de la loi.

Amende aux parents complices de l'emploi illégal de leurs enfants.

ART. 84. — Seront passibles d'une amende n'excédant pas 20 shillings (25^f) pour chaque contravention :

§ 1. Les parents des enfants ou adolescents employés dans une fabrique ou un atelier, contrairement à la présente loi, à moins qu'il apparaisse à la cour que la contravention a été commise sans qu'il y ait eu, de leur part, consentement, connivence ou inaction volontaire;

§ 2. Les parents qui auront négligé de faire suivre l'école à leurs enfants conformément à la présente loi.

Faux en matière de certificats, d'inscriptions ou de déclarations.

ART. 85. — Quiconque contrefera ou altérera un certificat prescrit par la présente loi, ou délivrera ou signera un certificat qu'il saura matériellement faux; quiconque emploiera sciemment et fera usage d'un certificat contrefait, altéré ou faux, ou présentera comme applicable à une personne un certificat délivré pour une autre, ou se donnera faussement pour la personne dénommée dans le certificat; quiconque, enfin, se rendra volontairement complice d'une de ces fraudes, sera passible d'une amende n'excédant pas 20 livres (500^f) ou d'un emprisonnement de trois mois au plus, avec ou sans travaux forcés.

Sera passible de la même peine, la personne qui inscrira volontairement une énonciation fausse sur un des registres, avis, certificats ou autres documents dont la présente loi prescrit la tenue, la délivrance ou l'envoi, ou qui fera ou signera une fausse déclaration dans l'exécution de la présente loi et celui qui, sciemment, fera usage de cette fausse énonciation ou déclaration.

Amende à l'auteur direct de la contravention dont le patron est responsable.

ART. 86. — Lorsque l'auteur d'une infraction, en raison de laquelle le patron d'une fabrique ou d'un atelier est passible d'une amende, en vertu de la présente loi, est, en fait, un préposé, un agent, un ouvrier de ce patron, il est soumis aux poursuites comme s'il était lui-même le patron.

Mise hors de cause du patron par condamnation de l'auteur direct

ART. 87. — Le patron d'une fabrique ou d'un atelier, qui est prévenu d'une contravention à la présente loi pourra, sur sa demande expresse, réclamer la comparution devant la cour de la personne qu'il accusera d'être l'auteur véritable de la contravention; cette personne devra comparaître en même temps que le prévenu, et si, l'existence de la contravention étant établie, celui-ci prouve d'une manière satisfaisante pour la cour qu'il a fait toute diligence pour assurer l'exécution de la loi et que la personne indiquée a agi à son insu et sans son consentement, il sera relaxé, et l'auteur de la contravention sera seul condamné.

D'ailleurs, au moment où l'inspecteur relève la contravention, s'il estime que le patron a fait toute diligence pour assurer l'exécution de la loi et que le véritable auteur de l'infraction a agi à son insu et sans son consentement ou contrairement à ses ordres, l'inspecteur pourra procéder contre celui qu'il croit être le véritable contrevenant sans mettre le patron en cause.

Restriction au cumul des amendes.

ART. 88. — La même personne ne pourra être passible d'une amende supérieure aux maxima pour une contravention relevée plusieurs jours de suite.

Il en sera autrement si la récidivité est constatée après le commencement des poursuites exercées pour la même contravention, ou si l'infraction consiste dans l'emploi de deux ou plusieurs enfants, adolescents ou femmes, contrairement à la loi.

CHAPITRE V.

PROCÉDURE.

Poursuites des contraventions. — Recouvrement et application des amendes.

ART. 89. — Les contraventions à la présente loi seront poursuivies et les amendes seront recouvrées devant le tribunal de juridiction sommaire et conformément aux « Summary Jurisdiction Acts ».

Les amendes infligées en exécution de la présente loi, à l'exception de celles qui doivent avoir une autre destination (art. 82), seront versées au Trésor.

Pour juger les causes provenant de l'exécution de la présente loi, le tri-

bunal de juridiction sommaire se composera soit de deux ou de plusieurs juges de paix siégeant dans la salle ou le lieu public où les juges ont coutume de se tenir pour les causes de peu d'importance, soit d'un magistrat siégeant seul ou avec des assesseurs dans le lieu désigné pour le service public de la justice et munis légalement de pouvoirs les plaçant au-dessus des juges de paix.

Lorsque des poursuites seront engagées devant un tribunal de juridiction sommaire comme suite à une infraction commise dans une fabrique ou un atelier contre les dispositions de la présente loi, le patron de cet établissement, son père, son fils, son frère ne peuvent faire partie dudit tribunal (1).

Procédure d'appel.

ART. 90. — Toute personne qui croira avoir été l'objet d'une condamnation trop sévère à la suite de poursuites engagées contre elle devant un tribunal de juridiction sommaire pourra rappeler de ce jugement. En Angleterre, le rappel en justice est soumis aux conditions et aux règles suivantes :

1° L'appel sera porté devant le tribunal compétent pour la prochaine session trimestrielle ou générale.

(Le reste de l'article a été abrogé par le « Summary Jurisdiction Act, 1884 ».)

Délai de poursuite et procédure générale en juridiction sommaire,

ART. 91. — Les dispositions suivantes devront être suivies pour ce qui concerne la procédure sommaire à engager à la suite des infractions commises à la présente loi.

§§ 1, 2 et 3. (Abrogés et remplacés par l'article 29 de la loi de 1891 ci-après et par le « Summary Jurisdiction Act, 1884 ».)

§ 4. Il suffira d'exprimer que l'établissement est une fabrique ou un atelier dans le sens de la loi.

§ 5. De même, il suffira de constater le nom de la personne connue comme patron de la fabrique ou de l'atelier ou seulement la raison sociale de l'établissement.

De la preuve sur procédure sommaire.

ART. 92. — Toute personne rencontrée dans une usine ou un atelier, à moins que ce soit pendant les heures des repas, ou pendant que toutes les machines sont arrêtées, ou qu'elle ne vienne apporter des aliments aux ouvriers entre 4 et 5 heures de l'après-midi, sera réputée, jusqu'à preuve du contraire, employée dans cet établissement.

(1) En Angleterre, les juges de paix sont des personnes honorables qui ont été commissionnées par la Reine pour rendre la justice dans le comté où elles résident.

(Note du traducteur.)

Les cours, salles de récréation, endroits exposés à la vue du public, les salles de classe, les salles d'attente et autres pièces dépendant de l'établissement, où ne fonctionne aucun mécanisme et où ne s'opère aucun travail de fabrication, ne sont pas considérés, pour l'application du présent article, comme faisant partie de l'usine ou de l'atelier; le présent article n'est pas applicable aux établissements qui ne sont pas soumis aux dispositions de la présente loi sur l'affichage des avis (art. 61).

Lorsqu'un enfant ou un adolescent paraît au tribunal avoir l'âge indiqué par l'enquêteur, le prévenu sera invité à faire la preuve du contraire.

Une déclaration écrite du médecin certificateur du district indiquant avoir personnellement examiné la personne employée dans la fabrique ou l'atelier et la croire au-dessous de l'âge porté sur la déclaration, sera admise comme preuve au sujet de l'âge de ladite personne.

Toute copie d'un jugement intervenu en vertu des dispositions de la présente loi et certifiée conforme par le greffier « clerk » du juge de paix pourra être admise comme preuve; sur la demande écrite de l'inspecteur et moyennant un droit de 1 shilling (1^f25) ledit greffier est tenu de délivrer cette copie dûment certifiée conforme.

TITRE IV.

DÉFINITIONS, RÉSERVES, APPLICATION À L'ÉCOSSE ET À L'IRLANDE.

ABROGATION DES LOIS ANTÉRIEURES.

CHAPITRE 1^{er}.

DÉFINITIONS.

Fabriques et ateliers visés par la loi.

ART. 93. — L'expression « fabrique textile (Textile factory) » s'adresse à tout local dans lequel ou dans les dépendances duquel des machines mues par la vapeur, l'eau ou toute autre force mécanique sont employées à la préparation, à la fabrication, au finissage ou à toute autre opération annexe de la mise en œuvre du coton, de la laine, du poil, de la soie, du lin, du chanvre, du jute, de l'étoffe, de la ramie, des fibres de coco ou de toute autre matière de même espèce, soit isolément, soit sous forme de mélange entre elles ou avec d'autres, ou d'un produit préparé à l'aide de ces matières.

Ne sont pas considérées comme fabriques textiles les établissements où se font l'impression sur étoffes, le blanchiment et la teinture, les ateliers où se font les opérations accessoires qui suivent la fabrication du tulle et des dentelles mécaniques « lace warehouse », les papeteries, les établissements de teillage du lin, les corderies et les chapelleries.

L'expression « fabrique non textile » s'applique :

§ 1. Aux travaux et aux établissements désignés dans la première partie du schéma IV;

§ 2. A tous les établissements dénommés dans la deuxième partie du même schédule et dans les dépendances closes desquels un moteur à vapeur, l'eau, ou toute autre force mécanique sont employés pour la conduite des opérations manufacturières;

§ 3. Aux locaux dans lesquels ou dans les dépendances closes desquels se fait, en vue d'un gain et à l'aide d'un moteur à vapeur, de l'eau, ou de toute autre force mécanique, un travail manuel consistant à fabriquer, modifier, réparer, orner, achever ou approprier des marchandises destinées à être vendues.

L'expression « fabrique » s'applique indistinctement aux fabriques textiles et aux fabriques non textiles.

L'expression « atelier (Workshop) » s'applique :

§ 1. Aux locaux désignés dans la deuxième partie du schédule IV, mais dans lesquels il n'est pas fait usage de moteur mécanique;

§ 2. Aux chambres, locaux et emplacements dans lesquels ou dans les dépendances closes desquels se fait, sans moteur, un travail manuel consistant à fabriquer, modifier, réparer, orner, achever ou approprier des marchandises destinées à être vendues et où le patron pour lequel les ouvriers travaillent a droit d'entrée et de surveillance.

Une partie de fabrique ou d'atelier peut, pour l'application de la loi, être traitée comme une fabrique ou un atelier séparés. Les locaux servant exclusivement de chambre à coucher ne seront pas considérés comme faisant partie d'un établissement industriel.

Tout local situé dans l'enceinte ou dans les dépendances d'une fabrique ou d'un atelier et dans lequel ne se fait aucune opération manufacturière ou manuelle dépendant de l'établissement ne sera pas considéré comme faisant partie de la fabrique ou de l'atelier; mais il pourra, s'il s'y exécute un autre travail, être traité comme une fabrique ou un atelier.

Aucun local n'échappera à la définition de la fabrique ou de l'atelier par la seule raison que le travail s'y exécute en plein air.

La présente loi ne s'applique pas aux ateliers autres que les boulangeries, qui n'emploient ni enfant, ni adolescent, ni femme; mais, sauf cette exception, elle s'applique à toutes les fabriques et à tous les ateliers, y compris ceux qui appartiennent à la Couronne; toutefois, pour raison d'utilité publique, le Secrétaire d'État pourra accorder à ceux-ci le bénéfice de dérogations dont il fixera l'étendue et la durée.

Dans les écoles qualifiées, l'exécution, pendant les heures de classe, par les enfants et les adolescents, de travaux manuels destinés à leur instruction professionnelle, ne sera pas considéré comme devant produire un gain, au sens de la présente loi.

Définition de l'emploi au travail industriel.

ART. 94. — Tout enfant, adolescent ou femme qui, payé ou non payé, est occupé dans une fabrique ou un atelier, soit à la fabrication elle-même, soit au nettoyage des salles de travail, soit à nettoyer ou à graisser certains mécanismes, soit enfin à n'importe quelle occupation se rattachant de près ou

de loin à l'industrie qui est exercée dans l'atelier ou la fabrique sera considéré, pour l'application de la présente loi, comme travaillant dans un établissement industriel, alors même qu'il serait occupé comme apprenti et gratuitement.

Définition d'école qualifiée et reconnue.

ART. 95. — L'expression « école qualifiée (Certified efficient school) » s'entend d'une école primaire publique au sens des « Elementary Education Acts, 1870 et 1873 », d'une maison d'école qualifiée suffisante par le « Local Government Board » et aussi d'une école primaire pouvant être visitée par les inspecteurs de l'enseignement, réclamant de ses élèves la même assiduité que dans une école primaire publique et tenant tous les registres prescrits par l'« Education Department ». L'expression « école reconnue qualifiée (Recognised efficient School) » s'entend d'une école qualifiée définie comme ci-dessus et aussi d'une école que l'« Education Department » considère, en vertu de l'« Elementary Education Act, 1870 », comme donnant une instruction élémentaire suffisante pour une école de district et reconnue par un des inspecteurs institués par la présente loi, lequel a charge d'en rendre immédiatement compte à l'« Education Department ».

Définitions diverses.

ART. 96. — A moins d'une définition différente, le mot « enfant (child) » s'entend d'une personne de moins de 14 ans.

Le mot « adolescent (young person) » d'une personne de plus de 14 ans et de moins de 18 ans.

Le mot « femme (woman) » s'entend d'une femme de 18 ans et plus.

Le mot « parent (parent) » s'entend d'un père, d'une mère, d'un tuteur ou de toute autre personne ayant la charge d'un enfant ou d'un adolescent.

Le mot « Trésor (Treasury) » s'entend des commissaires du Trésor.

Le mot « Secrétaire d'État » s'entend des Ministres.

Les mots « Education Department » s'entendent des lords du Conseil privé de l'instruction publique.

Les mots « autorité sanitaire (Sanitary authority) » s'entendent des autorités établies par le « Public Health Act, 1875 » et à Londres, des comités, du conseil qui possèdent les pouvoirs des autorités urbaines.

Le mot « person » s'entend d'individus isolés ou d'une société.

Le mot « semaine (week) » s'entend de la période qui s'écoule d'un samedi à l'autre, de minuit à minuit.

Le mot « nuit (night) » s'entend du temps qui s'écoule entre 9 heures du soir et 6 heures du matin.

Les mots « Summary Jurisdiction Acts » s'entendent de la loi (11 et 12, Victoria, chap. 43) définissant les devoirs des juges de paix en dehors des sessions et relative aux poursuites sommaires en Angleterre et dans le Pays de Galles.

Les mots « tribunal de juridiction sommaire (Court of Summary jurisdiction) » s'entendent des juges de paix, du fonctionnaire de police métropo-

litain ou de n'importe quel officier judiciaire, appointé ou non, désignés par les « Summary Jurisdiction Acts » et les autres lois relatives à la procédure sommaire.

L'expression « mill-gearing (organes de transmission) » s'entend de tout arbre de transmission, qu'il soit vertical, oblique ou horizontal, des roues, tambours, poulies par lesquels le mouvement des moteurs est transmis aux machines outils.

Des travaux en chambre qui ne tombent pas sous le coup de la loi.

ART. 97. — L'exécution dans une maison ou une chambre particulière, par la famille ou par quelque membre de la famille, d'un travail manuel en vue d'un commerce ou d'un gain et se rapportant aux industries dénommées dans le schédule V, ne donnera pas au local le caractère d'un atelier dans le sens de la présente loi.

Lorsque le secrétaire d'État estime qu'en raison du caractère du travail exécuté dans une maison ou une chambre particulière par la famille ou par quelque membre de la famille, il y a lieu de comprendre cette industrie parmi celles appelées à bénéficier du présent article, il pourra rendre une ordonnance en ce sens.

Cette ordonnance sera établie dans la forme prescrite par le titre II de la présente loi, et les dispositions y mentionnées s'appliqueront autant que possible comme si ladite ordonnance étendait une exception.

Des métiers en chambre, intermittents ou accessoires.

ART. 98. — L'exécution dans une maison particulière ou dans une chambre, par la famille ou par quelque membre de la famille, d'un travail manuel en vue d'un commerce ou d'un gain, ne donnera pas non plus au local le caractère d'un atelier, s'il est intermittent et ne constitue pas le seul ou le principal moyen d'existence de ceux qui s'y livrent.

CHAPITRE II.

RÉSERVES.

Du loueur de force motrice.

ART. 99. — Le propriétaire ou loueur de machines mues mécaniquement et au moyen desquelles est utilisé directement ou indirectement le travail des enfants, adolescents ou femmes dans une fabrique, s'il n'est pas le patron de l'usine et s'il emploie et rétribue lui-même ces personnes, est considéré comme leur patron en ce qui concerne les contraventions à la présente loi relatives à l'emploi des enfants, adolescents ou femmes.

*Travail de certains adolescents comme mécaniciens
ou pour la préparation des poissons.*

ART. 100. — La présente loi ne s'applique pas aux adolescents employés comme mécaniciens, artisans ou manœuvres, à la réparation des machines dans un établissement industriel; elle ne s'applique pas non plus au travail de nettoyage, salage et emballage du poisson frais.

Application de la loi de 1875 sur l'hygiène publique.

Ans. 101. — Les prescriptions de l'article 91 de la loi sur l'hygiène publique « Public Health Act, 1875 » concernant la propreté, la ventilation ou l'encombrement des fabriques, ateliers ou lieux de travail, ne s'appliqueront désormais qu'aux établissements pour lesquels aucune disposition de cette nature n'a été prévue par la présente loi.

Il est désormais entendu que la loi de 1875 s'applique aux locaux dans lesquels des personnes seront occupées quel que soit leur nombre.

Documents se rapportant aux lois abrogées.

ART. 102. — Tous les décrets et autres documents législatifs se rapportant aux lois abrogées par le présent « Act » sont d'ores et déjà modifiés de manière à se rapporter à la loi nouvelle.

CHAPITRE III.

APPLICATION DE LA LOI À L'ÉCOSSE ET À L'IRLANDE.

Réserves temporaires à l'emploi des enfants de moins de 10 ans.

ART. 103. — Les prescriptions de la présente loi, en ce qui concerne les fabriques et les ateliers de l'Écosse et de l'Irlande dans lesquels un enfant de moins de 10 ans peut légalement être employé, seront modifiées ainsi qu'il suit :

§ 1. Pendant les douze mois qui suivront la mise en vigueur de la présente loi, les enfants de 9 ans et au-dessus peuvent être employés comme s'ils avaient 10 ans;

§ 2. Les enfants de moins de 9 ans qui, avant la mise en vigueur de la présente loi, étaient légalement employés dans les fabriques et les ateliers, de même que les enfants de moins de 10 ans qui seront occupés pendant les douze mois qui suivront cette mise en vigueur, pourront continuer à être employés comme s'ils avaient plus de 10 ans, après l'expiration du délai.

§ 3. Pendant les douze mois qui suivront la mise en vigueur de la présente loi, les enfants de 13 ans et au-dessus pourront être occupés dans les mêmes conditions que les adolescents;

§ 4. Les enfants de 13 ans et au-dessus qui, avant l'expiration du délai de douze mois, seront occupés comme les adolescents dans les fabriques et les ateliers pourront continuer à être employés dans les mêmes conditions après l'expiration du délai.

Certificat de naissance.

ART. 104. — Lorsque, en vertu de la présente loi, l'âge d'un enfant doit être certifié par une pièce officielle pour qu'il puisse être employé dans l'industrie et recevoir en même temps l'instruction élémentaire, toute personne peut obtenir, sur une demande écrite d'après un modèle déterminé et moyennant un droit qui n'excède pas 6 deniers (of 60).

§ 1. En Écosse, un extrait certifié par le greffier « registrar » du registre tenu en vertu de la loi (17-18, Vict., chap. 80) et des amendements à cette loi.

§ 2. En Irlande, un extrait conforme établi par le greffier « registrar » du registre de l'état-civil et se rapportant à la naissance de l'enfant pour lequel la demande a été produite.

Application de la loi en Écosse

ART. 105. — Au sujet de l'application de la présente loi en Écosse :

§ 1. Les mots « école qualifiée (certified efficient school) » s'entendent d'une école publique ou de toute autre école primaire soumise à l'inspection gouvernementale;

§ 2. Abrogé;

§ 3. Les mots « autorité sanitaire » s'entendent de l'autorité locale visée par la loi sur l'hygiène publique en Écosse de 1867;

§ 4. Les mots « médecin du service d'hygiène (medical officer of health) » s'entendent du médecin commissionné en vertu de la loi sur l'hygiène publique en Écosse; ou, lorsque ce fonctionnaire n'existe pas, du médecin désigné par le conseil de paroisse.

Les mots « médecin des pauvres (poor law medical officer) » s'entend du médecin désigné par le conseil de paroisse;

§ 5. Les mots « Companies Clauses Consolidation Act, 1845 » s'entendent de la loi portant le même titre mais particulière à l'Écosse;

§ 6. Les mots « lois sur la procédure sommaire » désignent la loi de 1864 « The summary Procedure Act, 1864 »;

§ 7. Les mots « tribunal de procédure sommaire » s'entendent du sherif du comté ou d'un de ses substituts;

§ 8. Les mots « Education department » s'entendent des lords du conseil privé nommé pour l'instruction en Écosse;

§ 9. Les mots « tribunal de comté » s'entendent de la justice rendue par le shérif;

§ 10. Les publications qui, en vertu de la présente loi, doivent être faites par le *London Gazette* le seront par l'*Edinburgh Gazette* lorsqu'elles concernent spécialement l'Écosse.

(Suivent une série de définitions sans intérêt particulier.)

Application de la loi à l'Irlande.

ART. 106. — Au sujet de l'application de la présente loi en Irlande.
Cet article contient une série de définitions de même nature que les précédentes.

Lois abrogées.

ART. 107. — Cet article énumère les lois et parties de lois antérieures qui ont été abrogées par l'Act de 1878.

APPENDICE.

NOTE N° 1.

En vertu du troisième paragraphe de l'article 33 de la loi du 27 mai 1878, le Secrétaire a rendu, le 22 décembre 1882, l'arrêté suivant :

Schedule A.

Sont exemptées de toutes les mesures prescrites par l'article 33, les fabriques non textiles ci-après :

Hauts-fourneaux;

Usines à cuivre;

Usines métallurgiques;

Fonderies (à l'exception des fonderies de bronze);

Distilleries;

Brasseries;

Fabriques de sucre;

— de ciment;

-- d'engrais.

Scieries de pierres et de marbre;

Fabriques de couleurs et de vernis;

— de produits chimiques;

— dans lesquelles il est fait usage d'ammoniaque;

Verreries et cristalleries;

Ateliers de teillage du lin dans lesquels ni enfant, ni adolescent ne sont occupés et qui ne sont ouverts que six mois par an;

Les établissements dans lesquels il n'existe aucune fenêtre garnie de ses vitres.

Schedule B.

Les fabriques non textiles sont exemptées des mesures prescrites par l'article 33, dans les limites déterminées ci-après :

Les salles des fabriques servant à retirer les marchandises et dans lesquelles il n'est procédé à aucune manipulation industrielle;

Les parties des fabriques, ou les salles, dans lesquelles se dégage de la vapeur d'eau provenant des opérations industrielles;

Les ateliers dans lesquels il est fait usage de matières résineuses;

Les ateliers où l'on travaille le bois brut;

Les salles dans lesquelles s'opèrent la fusion et le moulage des métaux (à l'exception du bronze);

Les dépendances servant d'habitation et munies de papiers peints;

Les plafonds ou toits d'usine qui sont en briqueterie ou en fer, ou dont la distance au plancher est d'au moins vingt pieds (6 m. 08);

Les plafonds des pièces dans lesquelles se font les manipulations suivantes : impression, blanchissage, teinture; construction de machines; fabrication de machines agricoles; charbonnage; mégisserie, travail des peaux, tannage; fabrication d'eaux gazeuses; fabrication de conserves de fruits, confiserie; travaux de gravure; fabrication des colles, du savon, des bougies; minoterie; fabrication des mouvements de montres, travail du bronze.

Ces exceptions ne s'appliquent qu'aux ateliers comportant un cubage d'air de 300 pieds cubiques ($8^{\text{m}^3} 427$) par personne.

En outre, lorsque l'inspecteur constate que les pièces citées dans le schedule B ne sont pas tenues proprement, il peut mettre le chef d'établissement en demeure, par écrit, d'avoir à faire le blanchissage à la chaux; et si la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet dans les deux mois qui suivent, les exceptions accordées cesseront de s'appliquer à n'importe quelle partie de l'usine. (1)

PREMIER SCHEDULE.

(ART. 38 DE LOI DE 1878.)

Prescriptions particulières concernant l'hygiène.

1° Les adolescents et les enfants ne pourront être employés à l'étamage des glaces par le mercure, ni à la préparation de la céruse ou blanc de plomb;

2° Les adolescents du sexe féminin et les enfants ne pourront être occupés dans les ateliers où s'opère la fusion du verre et au travail des fours à cuire;

3° Les enfants du sexe féminin de moins de 16 ans ne seront pas occupés dans les fabriques de briques et de tuiles non décoratives, ni à la fabrication et au raffinage du sel;

4° Les enfants ne pourront être employés au polissage à sec des métaux et au trempage des allumettes;

5° Les enfants de moins de onze ans ne pourront être employés au polissage des métaux, quel que soit le procédé.

(1) Les tolérances prévues par le schedule B ont été étendues, par une ordonnance du 8 février 1896, aux ateliers de construction de navires, aux manufactures d'armes, aux ateliers de construction de machines, à la condition que chaque travailleur ait à sa disposition au moins 2,500 pieds cubiques d'air (70^{m^3}).

SCHEDULE II.

(ART. 39 DE LA LOI DU 27 MAI 1878.)

L'interdiction prononcée pour les enfants, les adolescents et les femmes de prendre leurs repas ou de séjourner, pendant les temps de repos, dans les salles de travail, s'applique aux cas suivants :

- 1^o Verreries. — Dans les locaux où s'opèrent les mélanges;
- 2^o Cristalleries. — Dans les locaux où se fait l'ébauchage, le taillage et le polissage du flint glass;
- 3^o Fabriques d'allumettes chimiques. — Dans tous les ateliers, à l'exception de ceux où se fait le fendage du bois;
- 4^o Fabrique des produits céramiques. — Dans les ateliers où se fait l'immersion et le polissage.

L'interdiction ci-dessus a été, par ordonnance du 22 décembre 1882, étendue aux ateliers dans lesquels se font les opérations ci-après :

- Triage, dépoussiérage et manipulation des chiffons et de la laine;
- Flambage dans les fabriques textiles, de même que dans les fabriques d'impression sur étoffes, dans les blanchisseries et les teintureries;
- Le polissage, le doucissage, l'aiguillage à la meule;
- Le décapage des métaux;
- Le bronzage;
- La peinture sur faïence majolique;
- Le nettoyage et la réparation des cordes d'instruments;
- L'aiguillage, le tournassage, le polissage de l'os, de l'ivoire, de la nacre et de l'écaille;
- La manutention des produits chimiques et des pièces d'artifice;
(Dans ce cas, une pièce doit être réservée uniquement comme réfectoire.)
- La fabrication du blanc de plomb;
(Dans ce cas, une pièce doit être réservée uniquement comme réfectoire.)
- Lorsqu'il se dégage des poussières :
- Dans les imprimeries lithographiques, les fabriques de cartes à jouer, les fabriques de cartonnages, de papier de tenture, de calendriers, de fleurs artificielles, de papier émaillé, dans les fabriques de couleurs.

SCHEDULE III.

1^{re} PARTIE. — (ART. 42 DE LA LOI DE 1878.)

Abrogé.

2^e PARTIE. — (ART. 52.)

Heures de repas.

Les industries dans lesquelles les temps de repos pour les repas pourront être accordés à des heures différentes sont :

- 1^o Pour les enfants, les adolescents et les femmes :
- Les hauts-fourneaux;

Les usines métallurgiques;
Les verreries;
Les papeteries;
Les imprimeries typographiques.

2° Pour les adolescents :

Les fabriques d'impression sur étoffes, les blanchisseries et les teintureries dans lesquelles les opérations de teinture et de blanchiment sont faites en plein air;

Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 17 ne sont pas applicables en ce qui concerne les enfants, les adolescents et les femmes :

Aux usines métallurgiques;
Aux verreries;
Aux papeteries;
Aux imprimeries typographiques;

Et aux fabriques d'impression sur étoffes, aux blanchisseries, teintureries dans lesquelles les opérations de teinture et de blanchiment se font en plein air.

Par une ordonnance, en date du 22 décembre 1882, les dérogations précédentes ont été étendues :

1° Aux fabriques textiles dans lesquelles des adolescents du sexe féminin et des femmes sont occupées dans des ateliers séparés où ne se trouve aucun appareil mécanique, à condition que l'entrée à l'usine pour ces travailleurs ait lieu une heure après celle des adultes hommes et des autres adolescents, et que les temps de repas soient les mêmes dans chaque atelier;

2° Aux fabriques non textiles et aux ateliers dans lesquels on fabrique des vêtements de confection;

3° Aux fabriques non textiles et aux ateliers dont le personnel adolescent est partagé entre plusieurs ateliers, ou forme plusieurs équipes, à la condition que les heures des repas soient les mêmes pour chaque atelier et pour chaque équipe;

4° Au traitement du minerai d'étain, aux mines de kaolin et aux carrières du comté de Cornouailles.

Par une ordonnance publiée le 1^{er} mars 1887 :

Aux boulangeries et aux fabriques de biscuits à fours mobiles.

Par une ordonnance, en date du 1^{er} mai 1896 :

Aux ateliers de photogravure, à la condition que la liste nominative des enfants, des adolescents et des femmes appelés à jouir de la tolérance soit affichée dans la fabrique ou l'atelier ainsi que les heures de repos accordées à chacun d'entre eux.

SCHEDULE III.

3^e PARTIE. — (ART. 53.)

Heures supplémentaires.

Les établissements soumis aux dispositions du premier paragraphe de l'article 53 sont les suivants :

1^o Établissements dans lesquels les matières premières sont susceptibles de détérioration :

Usines de teillage de lin;

Briquetteries et tuileries où l'on ne fabrique pas les briques et les tuiles décoratives;

Corderies en plein air;

Les ateliers à ciel ouvert des blanchisseries et des teintureries au rouge d'Andrinople;

Fabriques de colle.

2^o Industries saisonnières :

Imprimeries typographiques;

Ateliers de reliure;

Imprimeries lithographiques;

Fabriques de registres;

— de fagotins;

— de bonbons et d'objets d'étrennes (*Christmas presents*);

— de calendriers;

— de valentines (1);

— d'enveloppes;

— d'eaux gazeuses;

— de cartes à jouer.

3^o Industries sujettes à une activité soudaine et imprévue :

Articles de confection;

Tapissiers décorateurs;

Fabriques de fleurs artificielles;

— de cartons;

— de biscuits;

Teintureries à façon.

La dérogation mentionnée à l'article 53 s'applique également aux magasins des usines textiles ou non et des ateliers dans lesquels les ouvriers sont uniquement occupés au polissage, au nettoyage, à l'encartonnage et à l'emballage des marchandises.

Par une ordonnance publiée le 22 décembre 1882, la même dérogation s'applique : à la gravure pour estampe; à la fabrication des papiers colorés

(1) Lettres que les jeunes gens des deux sexes échangent le jour de la Saint-Valentin.
(Note du traducteur.)

et émaillés; à la fabrication des gazomètres, des chaudières et d'autres appareils en partie confectionnés en plein air; aux fonderies d'étain, aux mines de kaolin et aux carrières de la Cornouailles; aux établissements non textiles dans lesquels le seul travail exécuté consiste à marquer, à étendre, à enrouler, à emballer;

Par une ordonnance publiée le 17 octobre 1890 :

Aux poudrières et fabriques de feux d'artifice.

Par une ordonnance publiée le 27 novembre 1883 :

Aux fabriques de *pork pies* (1).

Par une ordonnance publiée le 14 mars 1884 :

A l'ourdissage, au devidage et au canetage dans les ateliers de tissage des rubans.

SCHEDULE III.

4^e PARTIE. (ART. 54 DE LA LOI DU 27 MAI 1878.)

Les établissements qui sont autorisés à faire travailler une demi-heure supplémentaire pour terminer une façon commencée et dans les conditions déterminées par l'article 54 sont les suivants :

Blanchisseries et teintureries;

Fabriques d'impression sur étoffes;

Usines métallurgiques, fonderies, papeteries dans lesquelles les adolescents du sexe masculin ne sont pas employés la nuit.

Par une ordonnance publiée le 22 décembre 1882, cette dérogation est étendue :

Aux boulangeries et aux fabriques de biscuits;

Au traitement des minerais d'étain, aux mines de kaolin et aux carrières de la Cornouailles.

SCHEDULE III.

5^e PARTIE. (ART. 56.)

Journée de quatorze heures en vue d'éviter la détérioration de la matière première.

Les établissements dans lesquels les femmes pourront être occupées pendant quatre-vingt-seize jours par an dans les conditions déterminées par l'article 56, sont les suivantes :

Fabriques de conserves de fruits;

- pour la préparation et la mise en boîtes des poissons;
- de lait condensé.

Par une ordonnance, en date du 22 août 1893, cette dérogation est étendue aux crémeries et fromageries.

(1) Sorte de gâteau dans la composition duquel entre de la viande de porc.

(Note du traducteur.)

SCHEDULE III.

6^e PARTIE (ART 58.)

Travail de nuit.

Établissements dans lesquels les garçons adolescents pourront être occupés la nuit dans les conditions déterminées par l'article 58.

Hauts-fourneaux;

Usines métallurgiques;

Imprimeries typographiques;

Papeteries.

Par une ordonnance publiée, le 22 décembre 1882, le travail de nuit, pour la même catégorie de travailleurs, a été autorisée pour les établissements ci-après :

Moulins à huile et noyaux;

Laminage du cuivre et du laiton;

Fabrication des tubes en fer et en métal pour laquelle il est fait usage de fours Siemens à gaz;

Casseries de sucre dans les raffineries.

Par une ordonnance publiée le 29 juin 1888 .

Galvanisation des métaux.

Par une ordonnance publiée le 14 juin 1889 :

Fabrication des tubes métalliques.

Par une ordonnance publiée le 18 mai 1894 :

La préparation du kaolin et de la pâte à porcelaine.

Par une ordonnance publiée le 3 juillet 1894 :

Le lavage des minerais de fer.

SCHEDULE III.

7^e PARTIE (ART. 48).

Les établissements dans lesquels les enfants, les adolescents et les femmes peuvent être employés pendant cinq heures sans interruption, pendant les mois d'hiver, sont les suivants :

Les fabriques de tissus élastiques;

Les fabriques de rubans;

Les fabriques de passementeries;

Par une ordonnance, en date du 22 décembre 1882, cette tolérance est étendue :

Aux fabriques de bonneterie;

Aux manufactures de laine des comtés d'Oxford, de Wilts, de Worcester, de Gloucester et de Somerset;

Aux filatures de soie grège.

SCHEDULE IV.

PREMIÈRE PARTIE.

Liste des fabriques non textiles.

- 1° Fabriques d'impression sur tissus;
- 2° Usines pour le blanchiment et la teinture des étoffes et des textiles;
- 3° Usines céramiques;
- 4° Fabriques d'allumettes chimiques;
- 5° Fabriques de capsules pour fusils;
- 6° Fabriques de cartouches;
- 7° Fabriques de papier de tenture;
- 8° Coupe de futaine;
- 9° Hauts-fourneaux;
- 10° Usines à cuivre;
- 11° Usines métallurgiques;
- 12° Fonderies de métaux;
- 13° Construction des machines; préparation du caoutchouc et de la gutta-percha. Emploi de ces substances comme matières premières;
- 14° Papeteries;
- 15° Verreries et cristalleries;
- 16° Manufactures de tabac;
- 17° Imprimeries typographiques;
- 18° Ateliers mécaniques de reliure;
- 19° Usines de teillage du lin.

SCHEDULE IV.

DEUXIÈME PARTIE.

Liste des fabriques non textiles et ateliers.

- 20° Fabriques de chapeaux;
 - 21° Corderies;
 - 22° Boulangeries;
 - 23° Fabriques de tulle ou de dentelles;
 - 24° Chantiers de construction de navires;
 - 25° Carrières;
 - 26° Carreaux de mines (non soumis au Coal mines regulation act, 1872) et au (Metalliferous mines regulation act, 1872).
-

LOI INDUSTRIELLE DU 25 AOÛT 1883.

ART. 1. — Cette loi sera désignée sous le nom de loi industrielle de 1883 « Factory and workshop Act. 1883. »

Fabriques de céruse.

Certificat nécessaire aux fabriques de céruse.

ART. 2. — A partir du premier janvier mil huit-cent-quatre-vingt-quatre tout fabricant de blanc de plomb ou céruse devra être muni d'un certificat de l'inspecteur attestant que son établissement est tenu conformément aux prescriptions de la présente loi.

Conditions nécessaires pour la délivrance du certificat.

ART. 3. — Aucun certificat ne pourra être délivré à une fabrique de céruse à moins que toutes les prescriptions contenues dans le schedule qui accompagne la présente loi ne soient remplies.

Le secrétaire d'État a tout pouvoir pour rendre, au moment opportun, des ordonnances annulant, étendant ou modifiant les dispositions contenues dans ledit schedule.

Délivrance du certificat.

ART. 4. — Sur la demande écrite du patron d'une fabrique de céruse et adressée à l'inspecteur en chef des fabriques, cet établissement sera visité dans un délai convenable par un inspecteur, et si ce fonctionnaire constate que les prescriptions indiquées dans le schedule sont remplies, il établira un certificat de constat qui sera adressé au secrétaire d'État et dont copie dûment signée, sera laissée séance tenante à l'industriel.

Annulation du certificat.

ART. 5. — Lorsqu'un inspecteur estime qu'une fabrique de céruse, qui était auparavant organisée selon les prescriptions de la loi, ne l'est plus au moment d'une visite ultérieure, il devra signifier immédiatement au patron les points sur lesquels s'est formé son jugement; et, à moins qu'il soit donné satisfaction à l'inspecteur dans un délai convenable, le Secrétaire d'État peut, s'il le juge à propos, retirer le certificat antérieurement délivré, jusqu'à ce qu'il soit remédié aux inconvénients constatés.

Pénalités.

ART. 6. — Tout patron d'une fabrique de céruse qui, à partir du premier janvier mil huit cent quatre-vingt-quatre, ne se sera pas pourvu du certificat prescrit par la présente loi, est passible sur poursuites sommaires, d'une amende n'excédant pas deux livres (50 fr.) par jour de retard.

ART. 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 abrogés ou modifiés.

Boulangeries.

Prescriptions pour les boulangeries.

ART. 15. — Il est interdit désormais de faire usage pour y établir une boulangerie, de toute pièce ou de tout local pour lequel il ne serait pas tenu compte des prescriptions suivantes :

1° Aucun cabinet d'aisance, urinoir, coffre à cendres ne devra être situé dans une boulangerie, ni communiquer directement avec elle;

2° Le réservoir de l'eau destinée au service de la boulangerie sera séparé de celui qui doit pourvoir aux besoins des water closet;

3° Les conduites pour l'échappement des eaux ménagères et des matières allant aux fosses d'aisance ne devront avoir aucune communication avec les boulangeries.

Toute personne qui fait usage ou qui est cause qu'il est fait usage comme boulangerie d'un local contrairement aux dispositions du présent article est passible, par procédure sommaire, d'une amende n'excédant pas quarante shillings (50 fr.) et, en cas de récidive, cinq shillings (6 fr. 25) par jour pour toute la période qui sépare la dernière poursuite de la première.

Pénalités.

ART. 16. — Lorsque, par suite des poursuites exercées par un inspecteur ou par l'autorité locale, le tribunal de juridiction sommaire acquiert la conviction que le sous-sol d'une pièce servant de boulangerie (que cette boulangerie existât ou non au moment de la publication de la présente loi) n'est pas construit dans les conditions sanitaires propres aux boulangeries, le patron est passible d'une amende n'excédant pas quarante shillings (50 fr.) et, en cas de récidive, cinq livres (125 fr.).

Le tribunal de juridiction sommaire peut, en sus de cette amende, ou à sa place, fixer un délai au delà duquel toutes les modifications nécessaires devront être faites par le patron. Le même tribunal peut également sur demande écrite, prolonger le délai accordé primitivement ou subséquemment; mais si à l'expiration les travaux n'ont pas été exécutés, le patron est passible d'une amende n'excédant pas une livre par jour de retard.

Autorité chargée de l'application de la loi dans les boulangeries de détail.

ART. 17. — En ce qui concerne les boulangeries de détail l'exécution des prescriptions de la présente loi, ainsi que celles contenues dans les articles 3, 33, 34 et 35 de la loi industrielle de 1878 (relatives à la propreté, à l'aération, à l'encombrement et à différentes conditions sanitaires) sera surveillée par l'autorité locale du district auquel appartient la boulangerie, et non par les inspecteurs des fabriques. Par suite, l'officier de police sanitaire aura tout pouvoir pour pénétrer, inspecter et prendre toutes les dispositions légales ou autres, au même titre que lesdits inspecteurs.

§ 1° et 2° (abrogés).

Définitions.

ART. 18. — La présente loi fera corps avec la loi industrielle de 1878 et à moins de dispositions contraires :

Les mots « fabrique de céruse » s'entendent de toutes les fabriques et de tous les ateliers dans lesquels on prépare du blanc de plomb.

Les mots « boulangerie de détail » s'entendent de tout établissement dans lequel on confectionne du pain, des biscuits ou des pâtisseries destinés à être vendus au détail dans un magasin qui fait corps avec lui.

Les mots « autorité locale » s'entendent, en ce qui concerne la ville de Londres, des commissaires des égouts. En ce qui concerne les paroisses et les districts désignés dans les schedules A et B qui accompagnent le « Metropolis Management Act, 1855 » et les paroisses désignées par décision du Conseil, des Comités de districts et de paroisses élus en vertu de cette loi. En ce qui concerne les districts sanitaires urbains, de l'autorité sanitaire urbaine. Enfin, en ce qui concerne les districts sanitaires ruraux, de l'autorité sanitaire rurale établie par le « Public Health Act, 1875 ».

Application à l'Écosse et à l'Irlande.

ART. 19. — Pour l'application de la présente loi en Écosse les mots « autorité locale » s'entendent de l'autorité établie par le « Public Health (Scotland) Act, 1867 ».

ART. 20. — Pour l'application de la présente loi en Irlande les mots « autorité locale » s'entendent, en ce qui concerne les districts sanitaires urbains, de l'autorité sanitaire urbaine et en ce qui concerne les districts sanitaires ruraux, de l'autorité sanitaire rurale désignée dans le « Public Health (Ireland) Act, 1878 ».

SCHEDULE (1).

*Conditions nécessaires pour obtenir le certificat.
(Fabriques de céruse.)*

1° Les hottes et les cheminées d'appel de la fabrique devront être suffisamment ventilées;

2° Les ouvriers devront avoir à leur disposition les moyens de se laver fréquemment les mains et les pieds; ils devront être pourvus d'eau chaude ou froide, de savon, de brosses et d'essuie-mains.

3° Les femmes employées dans la fabrique devront pouvoir prendre des bains fréquents, le patron mettra à leur disposition de l'eau chaude ou froide, du savon, des serviettes de toilette et des brosses;

4° Il devra être installé, en dehors des ateliers, une pièce spéciale pour servir de réfectoire aux ouvriers;

5° Chaque ouvrier travaillant à proximité des auges devra être pourvu d'un surtout à capuchon, ceux qui seront occupés au battage, aux fourneaux à calciner, au cylindre broyeur auront un surtout muni d'un capuchon et un masque respirateur enveloppant la tête;

6° Une boisson acidulée devra être mise à la disposition des ouvriers.

LOI INDUSTRIELLE DU 5 AOÛT 1891.

Mesures de salubrité dans les ateliers.

Pouvoirs du Secrétaire d'État en matière de salubrité des ateliers.

ART. 1. — 1° Lorsque les prescriptions de la loi sur la santé publique et relatives aux émanations provenant d'égouts, de latrines et autres nuisances ou bien en ce qui concerne la propreté, la ventilation, l'encombrement, le blanchissage à la chaux, ne seront pas observées dans des ateliers ou des catégories d'ateliers (y compris ceux qui n'occupent ni enfant, ni adolescent, ni femme) ou dans des blanchisseries, le Secrétaire d'État pourra, s'il le juge nécessaire, autoriser ou commettre un ou des inspecteurs qui, pendant un temps déterminé, sera ou seront chargés de prendre telles mesures utiles pour assurer l'observation de la loi;

2° L'inspecteur désigné à cet effet aura, en ce qui concerne les ateliers et

1) Ce schedule a été remplacé par un règlement spécial, voir p. 461.

les blanchisseries visés au paragraphe précédent, les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi principale de 1878 et par la présente à l'égard des fabriques; il pourra poursuivre, comme le ferait l'autorité sanitaire du district, les infractions à la loi sur la santé publique et réclamer l'adoption des moyens préventifs qu'il indiquera. Il est autorisé à se faire rembourser par l'autorité sanitaire locale, tous les frais de poursuites intentées contre lesdits ateliers ou blanchisseries, s'il n'a pu en effectuer le recouvrement sur une autre personne et si la personne poursuivie n'a pas été acquittée.

Pouvoirs de l'inspecteur après avis à l'autorité sanitaire.

ART. 2. — 1° L'article 4 de la loi principale s'appliquera aux ateliers où ne sont employés ni enfant, ni adolescent, ni femme et aux blanchisseries;

2° Lorsqu'un inspecteur, conformément audit article 4 tel qu'il est modifié par la présente loi aura notifié à l'autorité sanitaire une omission ou un défaut d'installation et que celle-ci n'aura pas pris dans le délai d'un mois, les mesures nécessaires pour remédier à cette omission ou à ce défaut, ou n'aura pas poursuivi les infractions signalées, l'inspecteur pourra se substituer à l'autorité sanitaire et agir à sa place. Il sera en droit de se faire rembourser par elle toutes les dépenses qui en résulteront, s'il n'a pu être remboursé par une autre personne et si la procédure n'a pas été suivie d'acquiescement.

Pouvoirs des autorités sanitaires en matière de salubrité des ateliers.

ART. 3. — 1° Les articles 3 et 33 de la loi industrielle de 1878 (se rapportant à la propreté, à la ventilation, à l'encombrement, au blanchissage à la chaux des fabriques et des ateliers) cessent de s'appliquer aux ateliers;

2° Dans le but de remplir leur mission dans les ateliers, à l'exclusion de ceux qui tombent sous l'application de la loi de 1891 sur la santé publique pour Londres, les autorités sanitaires et leurs délégués ont, sans préjudice de leurs autres pouvoirs, le droit de pénétrer, d'inspecter et de dresser procès-verbal au même titre que les inspecteurs en vertu de la loi de 1878;

3° Lorsque le médecin de l'autorité sanitaire est informé qu'un enfant, un adolescent ou une femme sont occupés dans un atelier, il doit en informer sur-le-champ l'inspecteur des fabriques du district.

Propreté des ateliers et blanchissage à la chaux.

ART. 4. — 1° Tout atelier tel qu'ils sont définis par la loi principale (1878), y compris ceux qui n'emploient ni enfant, ni adolescent, ni femme, et tout lieu de travail qui tombe sous l'application de la loi de 1875 sur la santé publique, doivent être tenus à l'abri des émanations provenant des égouts, lieux d'aisance quelconques, urinoirs et autres nuisances, faute de quoi ces ateliers seront considérés comme insalubres et passibles de la procédure instituée par la loi sur la santé publique.

2° Lorsque, d'après le certificat d'un médecin du service d'hygiène ou

d'un inspecteur de salubrité, il est démontré à une autorité sanitaire que le blanchissage à la chaux, le nettoyage ou la désinfection d'un atelier ou d'une partie d'atelier sont nécessaires à la santé des ouvriers, l'autorité sanitaire adressera au patron une mise en demeure écrite prescrivant que ces mesures soient exécutées.

3° Si la personne visée par l'inspection n'a pas exécuté les prescriptions dans le délai déterminé, elle sera passible d'une amende qui n'excédera pas 10 shillings (12 fr. 50) par jour de retard; de plus, l'autorité sanitaire peut, si elle le juge à propos, faire exécuter d'office les mesures réclamées et en recouvrer la dépense contre la personne en défaut, au moyen de la procédure sommaire;

4° Cet article ne s'applique pas aux ateliers et aux lieux de travail visé par la loi sanitaire de Londres de 1891.

ART. 5. — (Cet article substitue quelques nouveaux termes à ceux de l'article 3 de la loi principale. Il a été tenu compte de cette substitution en le traduisant).

Mesures de sécurité.

ART. 6. — Le 3° paragraphe de l'article 5 de la loi principale est modifié ainsi qu'il suit : « *Toutes les parties dangereuses des mécanismes et tous les organes, etc.* ».

Mesures en cas d'incendie.

ART. 7, § 1^{er}. — Toute fabrique dont la construction sera commencée après le 1^{er} janvier 1892 et dans laquelle seront employés plus de quarante ouvriers, devra être pourvue d'un certificat de l'autorité sanitaire du district constatant que ladite fabrique dispose, à tous les étages, de moyens d'évacuation suffisants en cas d'incendie, autant que, dans chaque cas, les circonstances le permettront; et une fabrique qui ne sera pas pourvue dudit certificat sera réputée ne pas être tenue conformément aux prescriptions de la loi principale. Il appartient à l'autorité sanitaire de rechercher si chaque fabrique visée par le présent article est en possession des moyens susdits et de délivrer les certificats.

§ 2. Quant aux fabriques auxquelles les dispositions du paragraphe précédent ne s'appliquent pas et dans lesquelles plus de quarante personnes sont employées, il appartiendra à l'autorité sanitaire du district de se rendre compte aussitôt après la promulgation de la présente loi, et ensuite de temps en temps, si ces fabriques sont pourvues de moyens d'évacuation comme il est dit plus haut. Dans le cas où elle n'en seraient pas pourvues, l'autorité sanitaire doit adresser un avis écrit à la personne responsable aux termes de la loi sur la santé publique de 1875, c'est-à-dire au propriétaire, spécifiant les mesures nécessaires à l'établissement de ces moyens de sauvetage et le requérant de les appliquer dans un délai déterminé. Sur cette réquisition, le propriétaire a le droit de prendre telles dispositions qui seront nécessaires quels que soient les engagements qui le lient avec le chef de l'industrie exercée dans l'établissement; faute de se conformer à cette mise en demeure,

le propriétaire sera passible d'une amende d'une livre (25 fr.) au plus, par jour de retard. En cas de désaccord entre le propriétaire et l'autorité sanitaire, le litige sera soumis à l'arbitrage dans les conditions déterminées par le schédule I qui accompagne la présente loi, avec cette seule différence que les parties à l'arbitrage seront l'autorité sanitaire et le propriétaire, et la décision arbitrale aura force de loi pour les deux parties. Si le propriétaire allègue que le patron de l'industrie exercée dans la fabrique doit supporter la dépense des mesures réclamées, ou y contribuer, il peut en référer au tribunal du comté où se trouve située la fabrique; ce tribunal après avoir entendu le patron prendra telle décision qui lui paraîtra juste et équitable d'après toutes les circonstances de la cause.

§ 3. Il sera pourvu à toutes les dépenses qui incomberont aux autorités sanitaires, par suite de l'exécution du présent article, de la manière suivante :

a) Les autorités des districts urbains les porteront au compte des dépenses prévues par la loi sanitaire de 1875;

b) Les autorités des districts ruraux les comprendront parmi les dépenses spéciales provenant de l'exécution de la loi sanitaire de 1875 et les mettront au compte de la localité où est située la fabrique.

§ 4. En ce qui concerne le comté de Londres, le conseil de comté se substituera aux autorités sanitaires et les dépenses seront portées au chapitre des dépenses prévues par le « Metropolitan Building Act. 1855 » et par les amendements à cette loi.

Règlements spéciaux et réquisitions.

Règlements spéciaux et réquisitions en matières de travaux dangereux et insalubres.

ART. 8, § 1^{er}. — Sur une déclaration du Secrétaire certifiant qu'à son avis un mécanisme, un procédé de fabrication ou une méthode particulière de travail manuel en usage dans une fabrique ou un atelier (à l'exception des ateliers de famille) sont insalubres ou dangereux pour les travailleurs en général ou pour les femmes, les enfants ou pour une autre catégorie d'ouvriers, ou certifiant que l'aération est insuffisante ou que la quantité de poussière produite et répandue dans la fabrique ou l'atelier est dangereuse ou insalubre, l'inspecteur en chef peut adresser au patron un avis écrit, soit pour lui proposer tel règlement de travail, soit pour le requérir d'adopter telles mesures spéciales qui paraîtront audit inspecteur raisonnables, pratiques et susceptibles d'obvier aux inconvénients signalés.

§ 2. Faute par le patron de faire connaître à l'inspecteur en chef les observations à ce règlement ou à cette réquisition dans les vingt et un jours qui suivent la réception de l'avis ci-dessus, ce règlement devra entrer en vigueur ou cette réquisition sera observée.

§ 3. Si l'avis portant opposition propose des changements au règlement et à la réquisition, le Secrétaire d'Etat doit les examiner et peut y adhérer

avec ou sans modification ultérieure à convenir avec le patron et dès lors le règlement entrera en vigueur ou la réquisition sera observée sous réserve desdites modifications.

§ 4. Si le Secrétaire d'État n'acquiesce pas à l'opposition ni aux propositions de changement faites par le patron, les points en litige seront soumis à l'arbitrage institué par la présente loi et la date de réception de l'opposition du patron par le Secrétaire d'État sera considérée comme date du recours à l'arbitrage; le règlement sera ensuite mis en vigueur, ou la réquisition recevra son effet comme il en sera décidé par la décision arbitrale.

§ 5. Tous les avis prévus par le présent article pourront être adressés par la poste.

§ 6. La procédure de l'arbitrage institué par la présente loi est déterminée par le schedule I.

§ 7. Nul ne pourra, par un contrat préalable, s'interdire de faire ou se reconnaître passible d'une amende ou d'une pénalité pour faire tels actes qui sont nécessaires pour obéir aux prescriptions du présent article.

Pénalités pour infractions aux règlements spéciaux et réquisitions.

ART. 9, § 1^{er}. — Si une personne tenue à observer un des règlements spéciaux établis dans une fabrique ou un atelier en vertu de la présente loi contrevient à une de ses prescriptions ou manque de s'y conformer, elle pourra être condamnée, sur procédure sommaire, à une amende n'excédant pas deux livres (50 fr.); et le patron de la fabrique ou de l'atelier pourra également être condamné, sur procédure sommaire, à une amende n'excédant pas dix livres (250 fr.), à moins qu'il ne prouve qu'il a pris les moyens pratiquement en son pouvoir pour faire connaître et pour faire appliquer ledit règlement.

§ 2. Toute fabrique ou atelier dans lesquels existe une contravention à une réquisition faite en vertu de la présente loi seront réputés ne pas être tenus conformément aux prescriptions de la loi principale de 1878.

Changement aux règlements spéciaux.

ART. 10, § 1^{er}. — Lorsque des règlements spéciaux auront été établis en vertu de la présente loi dans une fabrique ou un atelier, le Secrétaire d'État peut, de temps en temps, proposer au patron de cette fabrique ou de cet atelier diverses modifications ou des règlements nouveaux; les dispositions de la présente loi s'appliqueront à ces modifications ou à ces règlements nouveaux de la même manière qu'aux anciens règlements.

§ 2. Le patron d'une fabrique ou d'un atelier dans lesquels des règlements spéciaux ont été établis pourra, de temps en temps, proposer par écrit à l'inspecteur en chef, sauf approbation du Secrétaire d'État, diverses modifications ou des règlements nouveaux; et les dispositions de la présente loi relatives aux changements proposés par le patron au moment de l'établissement des règlements spéciaux s'appliqueront à ces modifications ou à ces règlements nouveaux.

Affichage des règlements spéciaux.

ART. 11, § 1^{er}. — Des exemplaires imprimés de tous les règlements spéciaux en vigueur dans une fabrique ou un atelier seront affichés à toute époque dans un endroit bien en vue dans la fabrique ou l'atelier, et de manière qu'ils puissent être lus facilement par tous les travailleurs. Dans les fabriques et les ateliers du Pays de Galles et du Monmouthshire ces règlements seront aussi rédigés en langue galloise.

§ 2. Une copie imprimée de tous ces règlements spéciaux sera remise par le patron à toute personne qu'ils intéressent au moment de son entrée à l'usine.

§ 3. Tout patron qui aura commis une infraction aux dispositions du présent article, pourra être condamné sur procédure sommaire à une amende n'excédant pas dix livres (250 fr.).

§ 4. Toute personne qui aura arraché, dégradé ou déchiré des règlements affichés en vertu de la présente loi ou l'un des avis apposés par application de règlements spéciaux, pourra être condamnée, sur procédure sommaire, à une amende n'excédant pas cinq livres (125 fr.).

Visa des règlements spéciaux par les inspecteurs.

ART. 12. — L'inspecteur devra, s'il en est requis, viser un exemplaire d'affiche qu'il reconnaîtra être la reproduction exacte d'un règlement spécial actuellement en vigueur dans une fabrique ou un atelier en vertu de la présente loi. Cet exemplaire, ainsi visé, attestera l'existence officielle de ce règlement (mais sans exclure un autre mode de preuve) et le fait qu'il est dûment établi par application de la présente loi (1).

Journée de travail.

Journée de travail des femmes.

ART. 13. — § 1. Les dispositions suivantes remplacent le paragraphe 2 de l'article 15 de la loi principale :

§ 2. Dans les ateliers qui n'emploient ni enfants ni adolescents et dont le patron a notifié à l'inspecteur son intention d'appliquer ce système :

a) La journée de travail des femmes sera, excepté le samedi, limitée à une période de douze heures comprise entre 6 heures du matin et 10 heures du soir, et le samedi elle sera limitée à une période de huit heures comprise entre 6 heures du matin et 4 heures de l'après-midi.

b) La journée de travail des femmes sera partagée par un repos, pour les repas et les sorties, qui ne sera pas inférieur à une heure et demie la semaine et à une demi-heure le samedi.

(1) Voir les règlements spéciaux actuellement en vigueur.

Envoi de l'avis prescrit par l'article 66 de la loi principale.

ART. 14. — § 1. L'avis réclamé par l'article 66 de la loi principale concernant l'emploi des enfants, des adolescents ou des femmes relativement aux dérogations à la durée du travail, doit être adressé à l'inspecteur avant 8 heures du soir, le jour où les enfants, les adolescents ou les femmes sont occupés exceptionnellement.

§ 2. Lorsque, conformément audit article 66, le patron d'une fabrique ou d'un atelier est tenu d'adresser un avis ou de faire une inscription relativement à une prolongation du travail, il affichera dans son usine une note indiquant les conditions auxquelles est soumis ce travail supplémentaire et cette note restera affichée pendant la durée de la dérogation. Faute de quoi il sera passible, sur procédure sommaire, d'une amende n'excédant pas 5 livres (125 fr.).

Durée du travail le samedi dans un cas particulier.

ART. 15. — A la place de l'article 18 de la loi principale est substituée la disposition ci-après :

Dans les fabriques non textiles et les ateliers dans lesquels la durée du travail des adolescents et des femmes ne dépasse pas huit heures les jours ordinaires de la semaine et lorsque l'avis en a été affiché dans l'atelier ou la fabrique et la notification faite à l'inspecteur, la journée de travail du samedi de la même semaine, pourra s'étendre, pour ces adolescents ou ces femmes, de 6 heures du matin à 4 heures de l'après-midi, avec un repos de deux heures au moins pour les repas.

Congés.

Amendement à l'article 22 de la loi principale.

ART. 16. — A la place du paragraphe 4 de l'article 22 de la loi principale est substitué le paragraphe suivant :

Une interruption de travail ne pourra être considérée comme congé ou demi-congé que si l'avis en a été affiché dans la fabrique ou l'atelier pendant la première semaine de janvier et si un exemplaire de cet avis a été adressé le jour de l'affichage à l'inspecteur du district.

Cet avis peut être modifié par un avis subséquent, affiché et envoyé de la même manière au moins quatorze jours avant le congé ou le demi-congé auquel il se rapporte.

Conditions du travail.

Défense de faire travailler les femmes après les couches.

ART. 17. — Le patron d'une fabrique ou d'un atelier ne permettra pas, en connaissance de cause, qu'une femme soit employée dans les quatre semaines qui suivront son accouchement.

Défense de faire travailler les enfants âgés de moins de 11 ans.

ART. 18. — A partir du 1^{er} janvier 1893, les enfant de moins de 11 ans ne pourront être employés dans les fabriques ou les ateliers.

Cependant, ceux qui, au 31 décembre 1892, seront légalement occupés en vertu des dispositions de la loi principale pourront continuer de l'être.

Rapport des médecins certificateurs.

ART. 19. — Tout médecin certificateur devra chaque année, à une époque déterminée, adresser au secrétaire d'État, dans la forme prescrite, un rapport sur le nombre des personnes examinées par lui dans le courant de l'année et sur les résultats de ses opérations.

Certificat de naissance des enfants et des adolescents de moins de 16 ans.

ART. 20. — Lorsque l'âge d'un enfant ou d'un adolescent de moins de 16 ans aura besoin d'être attesté ou prouvé, en exécution de la présente loi ou pour un motif quelconque se rapportant à l'instruction primaire ou au travail de cet enfant ou de cet adolescent, toute personne pourra, sur demande écrite dans la forme et donnant tels renseignements que la Direction des affaires locales pourra le prescrire, et moyennant une taxe de 6 pence (0 fr. 60), obtenir un extrait du registre de l'état civil certifié par le greffier public ou le chef-greffier et concernant la naissance de l'intéressé. Les formules de la demande nécessaire pour obtenir cet extrait seront délivrées gratuitement au public au bureau du greffier de l'état civil.

ART. 21. — (Cet article abroge une disposition de la loi principale. Il a été tenu compte de cette abrogation.)

Amendements divers.

Déclaration des accidents.

(L'article 31 de la loi principale de 1878 et le premier paragraphe de l'article 22 de la loi de 1891 ont été abrogés et remplacés par l'article 18 de la loi du 6 juillet 1895).

ART. 22. — § 1. (Abrogé.)

§ 2. La déclaration d'accident doit, si la victime n'a pas été transportée à son domicile, indiquer ce domicile et le lieu où elle a été transportée.

§ 3. Quand un accident du travail a été suivi de mort, le coroner devra immédiatement aviser l'inspecteur du district de l'heure et du lieu de son enquête. A cette enquête pourront assister ou se faire représenter par un avoué, un avocat ou un mandataire, avec l'autorisation du coroner, tout parent de la victime, un inspecteur, le patron de la fabrique ou de l'atelier dans lequel l'accident s'est produit, et tout délégué de la majorité des ouvriers de l'établissement muni d'un pouvoir écrit à cet effet.

Inspecteurs dans le pays de Galles et le Monmouthshire.

ART. 23. — Parmi les candidats à l'inspection, à mérite égal ceux qui connaissent le gallois seront choisis de préférence pour le pays de Galles et le Monmouthshire.

ART. 24. — (Abrogé.)

ART. 25. — (Abrogation de l'article 69 de la loi principale.)

Déclaration de prise de possession d'une industrie.

ART. 26. — § 1. La déclaration prescrite par l'article 75 de la loi principale (relative à la prise de possession d'un établissement) est également exigible pour l'ouverture d'un atelier, alors même que ni enfant, ni adolescent, ni femme y seraient occupés.

§ 2. Lorsqu'un inspecteur reçoit l'avis à lui adressé en exécution du paragraphe ci-dessus il doit aviser immédiatement l'autorité sanitaire du district de l'endroit où est situé cet atelier.

Liste des travailleurs.

ART. 27. — § 1. Tout patron de fabrique ou d'atelier (y compris les ateliers n'occupant ni enfant, ni adolescent, ni femme), tout entrepreneur employé par ledit patron devra, s'il en est requis par une ordonnance du secrétaire d'État rendu en vertu de l'article 65 de la loi principale, laquelle sera soumise à certaines exceptions qui y seront mentionnées, tenir d'après un modèle déterminé, une liste indiquant les noms de toutes les personnes qui seront occupées par lui, soit comme ouvrier, soit comme entrepreneur, en dehors de la fabrique ou de l'atelier ainsi que l'adresse de l'endroit où elles travaillent. Ces listes seront vérifiées par les inspecteurs ou par les autorités sanitaires (1).

§ 2. En cas de contravention à cet article, le patron de l'établissement ou l'entrepreneur seront passibles d'une amende n'excédant pas 4 shillings (5 fr.).

Récidive dans certains cas.

ART. 28. — En cas de récidive dans les deux ans qui suivent les contraventions punies par les articles 68, 81, 82 et 83 de la loi principale sur les fabriques, l'amende ne pourra être inférieure à 20 shillings (25 fr.) pour chaque contravention.

Prescription en matière de contravention.

ART. 29. — En matière de juridiction sommaire, et en cas de poursuites pour infraction aux lois sur les fabriques, la prescription est acquise trois mois après qu'un inspecteur des fabriques aura eu connaissance de la con-

(1) Consulter l'article 42 de la loi de 1895.

travention, ou, s'il y a eu enquête, deux mois après la clôture de celle-ci et, en tous cas, six mois après la date de la contravention elle-même.

ART. 30. — (Cet article soumet les ateliers aux dispositions de l'article 92 de la loi principale.)

ART. 31. — (Cet article modifie le texte de l'article 93 de la loi principale. Il a été tenu compte de cette modification.)

Exceptions.

ART. 32. — Les prescriptions de la loi principale ainsi que celles de la présente loi ne s'appliqueront pas aux travaux nécessaires pour éviter la détérioration des fruits, au moment où ceux-ci arrivent dans les fabriques ou ateliers de conserves en juin, juillet, août et septembre.

Application à l'Écosse.

ART. 33. — Au sujet de l'application de la présente loi à l'Écosse, il est fait quelques modifications concernant : *a*, le registre de l'état civil ; *b*, la direction des affaires locales ; *c*, la désignation de certains jours de congé en remplacement du jour de Noël et du vendredi saint.

Application à l'Irlande.

ART. 34. — (Cet article modifie l'article 106 de la loi principale.)

Taxe pour les certificats de naissance.

ART. 35. — (Cet article fixe à 0 fr. 60 la taxe à percevoir pour les certificats de naissance. Art. 104 de la loi principale.)

Boulangeries de détail.

ART. 36. — Les mots « boulangeries de détail » mentionnés dans la loi du 25 août 1883 ne s'entendent pas des établissements qui sont des fabriques aux termes de la loi principale.

Définitions.

ART. 37. — § 1. Pour l'application de la loi principale et de la présente loi, le mot « mécanisme » (machinery) s'entend aussi de la manœuvre des vannes.

§ 2. Pour l'application de la présente loi, les mots « ateliers de famille » s'entendent des ateliers définis par l'article 16 de la loi principale.

ART. 38. — (Cet article classe les fabriques de porcelaine dans les fabriques non textiles n° 3 du schédule IV de la loi principale.)

ART. 39. — (Lois et parties de lois que le présent « act » abroge.)

ART. 40. — A moins qu'il en soit autrement déterminé, la présente loi entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1892.

NOTE N° 1.

LOI INDUSTRIELLE DU 5 AOÛT 1891.

En vertu de l'article 8 ont été déclarés dangereux les procédés de fabrication et les travaux ci-après :

Par une ordonnance du secrétaire d'État publiée le 13 mai 1892 :

La fabrication du blanc de plomb;
La fabrication des couleurs;
La préparation de l'arsenic;
La fabrication du fer émaillé.

Par une ordonnance du 7 juin 1892 :

La fabrication des allumettes chimiques, à l'exception de celles où il est fait usage de phosphore rouge ou de phosphore amorphe.

Par une ordonnance du 27 décembre 1892 :

La fabrication des objets en faïence;
La préparation de l'émail au plomb;
L'étamage et l'émaillage des ustensiles de cuisine, en fer;
L'emploi des accumulateurs électriques;
La fabrication des explosifs à la dinitrobenzine;
La fabrication des produits chimiques;
Le travail dans les carrières;
La fabrication du minium, de la litharge et du massicot;
Le travail du lin.

Par une ordonnance du 11 mai 1894 :

La fabrication et la fusion du bronze.

Par une ordonnance du 22 juin 1894 :

L'étamage et l'émaillage des ustensiles de cuisine et autres objets métalliques.

Par une ordonnance du 19 avril 1895 :

L'emploi du chromate de plomb et le tissage ou l'emploi des objets et étoffes teintes au chromate.

Par une ordonnance du 1^{er} janvier 1896 :

La préparation du métal à canons, du métal des cloches, du métal blanc du delta-métal, de la manilla-mixture et du bronze phosphoreux.

Par une ordonnance du 26 juillet 1896 :

Le triage des laines, des poils de chèvres et des poils de chameaux.

Par une ordonnance du 11 septembre 1896 :

La fabrication des eaux gazeuses ;
La métallurgie du plomb ;
L'emploi des bichromates.

Par une ordonnance du 1^{er} décembre 1896 :

La vulcanisation du caoutchouc au moyen du sulfure de carbone.

SCHÉDULE I

réglant

la procédure des arbitrages prévus par la loi industrielle du 5 août 1891.

1° Les parties à l'arbitrage sont, d'une part, les patrons des fabriques ou ateliers; de l'autre, l'inspecteur en chef agissant au nom du secrétaire d'Etat;

2° Chaque partie à l'arbitrage a un délai de quatorze jours, à dater du recours à l'arbitrage, pour nommer un arbitre;

3° Nul ne peut être choisi comme arbitre en vertu de la présente loi, s'il appartient au personnel, à la direction, ou s'il est intéressé dans les affaires de l'établissement dont il s'agit;

4° La désignation d'un arbitre sera faite par écrit et notifiée immédiatement à la partie adverse; elle ne pourra plus être révoquée sans son consentement;

5° Le décès, le déplacement ou tout autre changement des parties n'aura aucun effet sur la procédure réglée par le présent schédule;

6° Si dans le délai de quatorze jours mentionné plus haut l'une des parties n'a pas nommé d'arbitre, celui qui a été choisi par la partie adverse pourra procéder seul au jugement du litige; la décision de cet unique arbitre sera définitive;

7° Si, avant qu'aucune décision soit rendue, un des arbitres meurt ou devient incapable de remplir ses fonctions, ou refuse ou néglige de les remplir pendant sept jours, la partie qui a choisi cet arbitre peut en désigner un autre pour agir en son lieu et place; faute de l'avoir fait dans un délai de sept jours après la réception d'un avis adressé par l'autre partie à cet effet, l'arbitre restant pourra procéder seul au jugement du litige et sa décision sera définitive;

8° Dans les deux cas précédents où un arbitre unique a le droit d'agir

seul, la partie défaillante peut, si l'arbitre unique n'a pas encore commencé ses opérations, désigner un arbitre qui agira dès lors comme si cette partie n'avait pas fait défaut;

9° Faute par les arbitres d'avoir rendu une décision dans les vingt et un jours qui suivront la date de désignation du dernier nommé d'entre eux, ou dans tel délai plus étendu qu'ils auront pu fixer d'un commun accord, le litige sera réglé par le tiers arbitre choisi comme il va être dit;

10° Avant d'examiner l'objet du différent, les arbitres devront désigner, par un acte écrit, un tiers arbitre qui devra les départager au besoin;

11° Si le tiers arbitre meurt ou devient incapable de remplir ses fonctions avant d'avoir rendu sa décision, ou s'il refuse de la rendre dans un délai raisonnable après qu'il a été choisi, les personnes ou la personne qui l'ont désigné devront immédiatement en choisir un autre à sa place; .

12° Si les arbitres refusent ou ne peuvent arriver à désigner un tiers arbitre, ou s'ils négligent de le faire dans les sept jours qui suivront la demande faite par l'une ou l'autre des parties, cette désignation pourra être faite par le président des assises dans la juridiction duquel la fabrique ou l'atelier dont il s'agit est situé;

13° La décision du tiers arbitre est définitive sur les points qui lui sont soumis;

14° Faute par un arbitre unique de rendre sa décision dans les vingt et un jours qui suivent sa nomination, la partie qui l'a choisi peut en désigner un autre pour le remplacer;

15° Chaque fois qu'il sera possible, des dispositions devront être prises pour que l'examen des points en litige ait lieu en même temps par les deux arbitres et le tiers arbitre;

16° Les arbitres et le tiers arbitre, ou l'un quelconque d'entre eux, peuvent interroger les parties et leurs témoins sous la foi du serment; ils peuvent de même prendre l'avis de tous conseils, ingénieurs ou savants qu'ils jugent utile de consulter;

17° S'il y a lieu, la rémunération d'un arbitre ou d'un tiers arbitre sera fixée par le secrétaire d'Etat et payée avec les autres frais d'arbitrage par les parties, ou seulement par l'une d'elles, selon ce qui sera décidé par le jugement arbitral intervenant. Ces frais seront taxés par le maître de la Cour suprême et, en Ecosse, par l'auditeur de la Cour d'assises, et le magistrat taxateur devra certifier, sur la demande écrite de l'une des parties, le bien fondé du compte. La part qui, le cas échéant, peut être mise au compte du secrétaire d'Etat sera payée sur les crédits de l'inspection des fabriques. La part à la charge du patron peut en cas de non-payement, être recouvrée de la même manière que les amendes fixées par la loi principale.

SCHÉDULE II.

Cet appendice détaille les articles et les parties d'articles des lois de 1878, 1883, 1888 et 1889 qui ont été abrogés par la loi de 1891.

LOI INDUSTRIELLE DU 6 JUILLET 1895

LOI RELATIVE AUX FABRIQUES ET AUX ATELIERS.

Mesures de salubrité et de sécurité.

Surpeuplement des fabriques et des ateliers.

ART. 1. — § 1. Toute fabrique, en vertu de l'article 3 de la loi principale et tout atelier, en vertu de la loi sur la santé publique, seront réputés être surpeuplés au point d'être dangereux ou nuisibles à la santé des ouvriers lorsque, dans n'importe quelle salle de travail, chacune des personnes employées au même moment n'aura pas à sa disposition un espace de 250 pieds cubiques en temps ordinaire et de 400 pieds durant le travail supplémentaire (7^{me} 023 et 11^{me} 26).

§ 2. Le secrétaire d'État a néanmoins le pouvoir, conformément à l'article 65 de la loi principale, de modifier cette proportion pour un temps donné, pendant lequel tout autre système d'éclairage que la lumière électrique pourra être employé. Il peut également, en vertu des mêmes dispositions et pour ce qui concerne certains procédés de fabrication ou de travail, substituer à ces nombres de 250 et de 400, d'autres chiffres plus élevés. Dans ce cas la décision du secrétaire d'Etat aura force de loi.

§ 3. Au nombre des avis qui doivent être affichés dans l'établissement par application de l'article 78 de la loi principale, il faut ajouter la désignation du nombre des travailleurs qui peuvent être occupés dans chaque salle de travail d'après les dispositions qui précèdent.

Faculté de désigner certains établissements comme dangereux.

ART. 2. — § 1. Sur la déclaration d'un inspecteur certifiant qu'un local servant à une fabrique ou à un atelier, ou à une partie de fabrique ou d'atelier est dans des conditions telles que le procédé de fabrication qu'on y emploie ou le travail qui s'y fait ne peut être exécuté sans cause d'insalubrité ou de danger pour les travailleurs, tout tribunal de juridiction sommaire peut interdire d'en faire usage dans le but d'y exécuter les travaux susmentionnés, jusqu'à ce qu'il ait été convaincu que les modifications nécessaires ont été faites.

§ 2. Aucune poursuite ne pourra être faite en vertu de cet article si des poursuites sont déjà engagées par une autorité sanitaire, en exécution des dispositions de la loi sur la santé publique; à moins que l'inspecteur ne soit autorisé à poursuivre en vertu des articles un ou deux de la loi de 1891.

§ 3. En cas d'infraction aux dispositions du présent article le patron est passible d'une amende qui ne pourra excéder 40 shillings par jour de retard (50 fr.).

Disposition relative aux avis à donner à l'autorité sanitaire.

ART. 3. — Lorsque, en vertu de l'article 4 de la loi principale un inspecteur informe l'autorité sanitaire d'un fait, d'une omission, ou d'un défaut d'installation, il est du devoir de celle-ci de faire connaître à l'inspecteur les suites qui ont été données à son avis.

Pouvoir d'interdire l'emploi d'une machine.

ART. 4. — § 1. Sur la déclaration d'un inspecteur établissant qu'une machine en usage dans une usine ou dans un atelier est de nature à ne pouvoir être employée sans danger pour la sécurité des ouvriers, tout tribunal de juridiction sommaire peut en interdire pour toujours l'emploi, ou, si cette machine peut être modifiée ou transformée, jusqu'à ce que cette modification ou cette transformation ait été faite.

§ 2. Lorsqu'une déclaration est faite en vertu de cet article, le tribunal peut, sur la demande expresse de l'inspecteur et sur la preuve faite que l'usage de cette machine est une cause imminente de danger, rendre un arrêt provisoire interdisant son emploi soit d'une manière absolue, ou le soumettant à certaines conditions, jusqu'à ce qu'il soit statué le plus rapidement possible, d'une manière définitive.

§ 3. En cas d'infraction à une injonction de cette nature la personne qui a la responsabilité de la marche de la machine sera passible d'une amende qui ne pourra excéder 40 shillings (50 fr.) par jour de retard.

Pénalité pour emploi de personnes dans des locaux malsains.

ART. 5. — § 1. Lorsqu'un inspecteur informe par écrit le patron d'une fabrique ou d'un atelier, ou encore un entrepreneur travaillant pour le compte de ce patron, qu'un local, dans lequel s'exécutent des travaux préparatoires ou connexes à ceux qui se font dans cette fabrique ou cet atelier, offre des causes d'insalubrité ou de danger pour les ouvriers, et si le patron ou l'entrepreneur, après l'expiration d'un délai de un mois après la réception de l'avis, continue à faire travailler dans ce local, le tribunal compétent étant convaincu de l'état d'insalubrité ou d'insécurité qu'il présente, ledit patron ou entrepreneur sera passible, par jugement sommaire, d'une amende n'excédant pas dix livres (250 fr.)

§ 2. Cet article s'appliquera au cas où le patron donnerait du travail au dehors, comme si le local qu'il occupe était un atelier.

§ 3. Il est entendu que cet article ne peut s'appliquer qu'aux catégories de travaux et aux ateliers extérieurs qui seront spécifiés par une ordonnance du secrétaire d'État rendue conformément à l'article 65 de la loi principale. Ladite ordonnance ne pourra d'ailleurs viser que les locaux qui, par suite de la densité de la population et la nature des travaux qui y sont exécutés,

peuvent offrir des risques spéciaux de danger et d'insalubrité pour les personnes qui y sont employées et les habitants du voisinage.

*Pénalité pour les ateliers de confection
dans lesquels a été constatée une maladie infectieuse.*

ART. 6. — Tout patron de fabrique, d'atelier ou de blanchisserie, toute personne donnant du travail au dehors ou tout entrepreneur faisant exécuter ce travail qui donnera des articles de vêtement à confectionner, à nettoyer ou à réparer dans une maison d'habitation ou dans un logement alors qu'un des locataires de la maison est atteint de la fièvre scarlatine ou de la petite vérole, sera passible d'une amende n'excédant pas 10 livres (250 fr.), à moins qu'il fournisse la preuve qu'il ignorait l'existence de la maladie et qu'il ne pouvait raisonnablement en être informé.

ART. 7. — (Cet article modifie les termes des paragraphes 1, 3 et 4 de l'article 5 de la loi principale. Il a été tenu compte de ces modifications.)

Amendement à l'article 9 de la loi de 1878; nettoyage des machines en marche.

ART. 8. — Le premier paragraphe de l'article 9 de la loi principale (relatif au nettoyage des mécanismes dangereux) s'appliquera aux adolescents aussi bien qu'aux enfants. Seront considérés comme dangereux tous les mécanismes signalés comme tels par l'inspecteur au patron.

Disposition relative à l'emplacement des machines « self acting. »

ART. 9. — § 1. Dans tout établissement construit après la mise en vigueur de la présente loi, les machines « self acting » devront être disposées de manière que le chariot puisse, dans sa course, laisser entre lui et tout objet fixe ne faisant pas partie de la machine, un intervalle de dix-huit pouces (0 m. 46) lorsque cet intervalle est susceptible d'être employé comme passage pour n'importe quel motif.

§ 2. Toute personne employée dans une fabrique ne pourra séjourner dans l'espace compris entre le chariot et la partie fixe d'une machine « self acting », à moins que ladite machine ne soit arrêtée alors que le chariot s'éloigne.

§ 3. Tout établissement dans lequel le chariot d'un « self acting » fonctionnera en contravention aux dispositions ci-dessus sera réputé ne pas être tenu en conformité de la loi principale; toute personne pouvant se tenir en une place de manière à constituer une infraction au deuxième paragraphe de cet article sera réputée être employée contrairement aux dispositions de la même loi.

Mesures en cas d'incendie.

ART. 10. — § 1. Sur la demande de l'inspecteur et la preuve étant faite qu'un ou plusieurs appareils mobiles de sauvetage en cas d'incendie sont nécessaires pour assurer la sécurité de l'une quelconque des personnes oc-

cupées dans une fabrique ou un atelier, le tribunal de juridiction sommaire peut requérir du patron de la fabrique ou de l'atelier l'établissement et l'entretien du ou desdits appareils.

§ 2. Pendant que l'une quelconque des personnes occupées dans une fabrique ou un atelier y réside, soit pour son travail, soit pour y prendre ses repas, les portes de la fabrique, de l'atelier ou de la pièce dans laquelle se trouve cette personne ne pourront être fermées à clef ou au verrou, ou de telle manière qu'on ne puisse aisément et immédiatement les ouvrir de l'intérieur.

§ 3. Dans toutes les usines et dans tous les ateliers dont la construction sera faite après la mise en vigueur de la présente loi, les portes de chaque pièce dans laquelle plus de dix personnes seront employées devront s'ouvrir de dedans en dehors, à moins que ce soient des portes mobiles.

§ 4. Le paragraphe 1^{er} de l'article 7 de la loi de 1891 s'appliquera aux ateliers dont la construction commencera après la mise en vigueur de la présente loi et dans lesquels plus de quarante personnes seront employées, de la même manière qu'aux fabriques. Quant au paragraphe 2 dudit article 7 il s'appliquera à tous les ateliers non visés par les dispositions ci-dessus de la même manière qu'aux fabriques.

§ 5. Afin d'assurer plus étroitement les prescriptions de l'article 7 de la loi de 1891, en ce qui concerne les issues en cas d'incendie, l'inspecteur peut faire les informations et prendre les mesures inscrites à l'article 4 de la loi principale et à l'article 2 de la loi de 1891. Les dispositions de ces articles s'appliqueront en conséquence.

§ 6. En cas d'infraction à une réquisition établie en vertu du présent article le patron de la fabrique ou de l'atelier sera passible d'une amende n'excédant pas 40 shillings (50 francs) par jour de retard. La fabrique ou l'atelier dans lequel aura été constatée ladite infraction seront réputés n'être pas tenus en conformité avec la loi principale.

Disposition relative à l'arbitrage.

ART. 11. — § 1. Si, en vertu de l'article 7 de la loi de 1891, il y a demande à l'arbitrage, au sujet d'une réquisition de l'autorité sanitaire ou du conseil de Comté de Londres, cette demande devra être établie dans le mois qui suit la constatation du différend à arbitrer.

§ 2. Lorsqu'un différend de cette nature est soumis à l'arbitrage la réquisition de l'autorité sanitaire ou du conseil de Comté sera annulée, modifiée ou maintenue suivant la décision des arbitres.

Représentation des ouvriers à l'arbitrage.

ART. 12. — Lorsqu'un différend est soumis à l'arbitrage par application de l'article 8 de la loi de 1891, les arbitres ou le tiers arbitre peuvent, sur la demande de l'un quelconque des ouvriers appartenant à la catégorie pour laquelle le différend a pris naissance, et s'ils estiment pouvoir en toute sécurité engager des dépenses nouvelles par suite de cette demande, nommer

une personne chargée de représenter des ouvriers ou une catégorie d'entre eux à l'arbitrage. Le mandataire ainsi désigné a tous pouvoirs de suivre et de prendre part à l'arbitrage, soit en personne, soit par l'intermédiaire d'un conseil, d'un avocat ou d'un agent, dans la mesure et d'après le mode indiqués par les arbitres ou par le tiers arbitre; il est soumis à la même responsabilité que les parties en cause en ce qui concerne les dépenses.

Extension de certaines prescriptions relatives aux blessures.

ART. 13. — L'article 82 de la loi principale qui détermine certaines compensations à accorder aux victimes d'accidents causés par l'absence de clôturage des mécanismes dangereux, s'étendraient aux cas où la mort, les blessures, ou encore les maladies professionnelles (injury to health) seraient dus à la négligence du patron de l'établissement à se conformer à l'une des dispositions des lois industrielles, ou à une prescription particulière, à une réquisition établie par application de la loi de 1891.

Dans le cas d'une maladie professionnelle le patron ne pourra, en vertu du présent article, être rendu responsable que si elle est causée d'une manière directe par ladite négligence.

Travail des personnes protégées.

ART. 14. — § 1. (modification à l'article 53 de la loi principale).

§ 2 (modifications aux articles 53 et 56 de la loi principale).

§ 3. A partir du 1^{er} janvier 1896 l'article 58 de la loi principale ne s'appliquera plus qu'aux adolescents de 14 ans et au-dessus, et les ordonnances que le secrétaire d'État a le pouvoir de rendre par application de l'article 63 de ladite loi pourront prévoir le nombre total des heures de travail de chaque semaine, la durée des séances et les temps de repos pour les adolescents admis au travail de nuit; lesdites ordonnances pourront être rapportées.

§ 4. L'article 58 de la loi principale ne peut autoriser le travail de nuit, pour les adolescents, dans les fabriques énumérées dans la sixième partie du schedule III, que lorsqu'ils seront occupés à des travaux accessoires.

§ 5. Les adolescents admis à travailler la nuit par application de l'article 59 de la loi principale ne pourront être occupés plus de douze heures d'une manière consécutive.

§ 6. A partir du premier janvier 1897 l'article 60 de la loi principale ne s'appliquera plus qu'aux adolescents de 14 ans et au-dessus et le travail du dimanche sera interdit.

§ 7. Le paragraphe 4 de l'article 60 sera remplacé par le suivant : Ces adolescents ne pourront être employés plus de 5 heures sans un repos d'au moins une demi-heure.

§ 8. Il ne pourra y avoir aucun travail supplémentaire le samedi, ou le jour qui est substitué au samedi comme demi-congé. Toutefois le travail défini par l'article 50 de la loi principale ne sera pas réputé être un travail supplémentaire.

Tenue du registre des enfants obligatoire pour certains ateliers.

ART. 15. — Les registres dont la tenue est prescrite par l'article 77 de la loi principale seront obligatoires pour les ateliers auxquels s'applique l'article 53 de ladite loi.

Restrictions relatives à l'emploi en dehors de l'usine ou au dedans pendant la même journée.

ART. 16. — § 1. En dehors des heures de travail, il est interdit d'employer des enfants à l'extérieur d'une fabrique ou d'un atelier les jours où ils sont occupés à l'intérieur.

§ 2. En dehors des heures de travail, il est interdit d'employer des adolescents ou des femmes à l'extérieur d'une fabrique ou d'un atelier les jours où ils sont occupés à l'intérieur soit avant, soit après l'heure du dîner.

§ 3. Par application du présent article, les enfants, les adolescents et les femmes qui portent du travail au dehors ou pour qui il est donné du travail à emporter, seront réputés être occupés en dehors de l'établissement le jour où ledit travail est donné ou emporté.

§ 4. Lorsqu'un adolescent ou une femme sont occupés alternativement par le même patron soit dans une fabrique ou un atelier, soit dans un magasin, la durée totale du travail ne devra pas excéder le nombre d'heures indiqué par les lois industrielles s'ils étaient occupés uniquement dans la fabrique ou l'atelier.

§ 5. Tout enfant, adolescent ou femme employé contrairement aux dispositions du présent article sera réputé être employé en contravention avec la loi principale.

§ 6. Lorsqu'il est acquis que, par suite des habitudes ou des exigences du métier, certaines fabriques ou certains ateliers répandus dans le pays ou situés dans une localité particulière ont besoin d'échapper aux prescriptions du présent article, le Secrétaire d'État a tout pouvoir pour rendre une ordonnance accordant auxdits établissements telles exemptions qu'il est nécessaire.

Jours de congé.

Jours de congé en Angleterre et dans le pays de Galles.

ART. 17. — Dans le cas de non-affichage de l'avis dont copie doit être envoyée à l'inspecteur, ainsi qu'il est prescrit par la loi principale et la loi de 1891, et substituant à l'un des jours de congé qui y sont énoncés un autre jour de congé ou deux demi-congés, lesdits jours de congés qui devront être accordés dans les établissements de l'Angleterre et du pays de Galles en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article 22 de la loi principale seront le jour de Noël en entier, ainsi que le Vendredi saint et les jours désignés pour la fermeture des banques. Et à moins que d'autres jours de congé

ou de demi-congé soient choisis, il ne sera pas nécessaire d'apposer dans la fabrique ou l'atelier l'avis qui les indique, ni d'en faire part à l'inspecteur du district.

Accidents.

Déclarations d'accidents.

ART. 18. — Les dispositions suivantes remplaceront l'article 31 de la loi principale, savoir :

§ 1. Lorsque dans une fabrique ou un atelier il survient un accident entraînant soit la mort d'un ouvrier, soit une blessure produisant une incapacité de travail de cinq heures dans les trois jours qui suivent l'accident, déclaration en sera faite de suite par écrit à l'inspecteur du district.

§ 2. Si l'accident a occasionné la mort de la victime ou s'il est dû à un mécanisme mû par un moteur mécanique quelconque, s'il s'est produit au travail des creusets ou à proximité d'un bac ou d'un bassin quelconque rempli d'un liquide bouillant ou d'un métal en fusion ou de toute autre substance; si cet accident est la suite d'une explosion, d'une fuite de gaz ou de vapeur, s'il est produit par une projection de métal, avis doit en être donné immédiatement par écrit au médecin certificateur du district, à moins que, par application de la loi de 1875 sur les explosifs, l'avis en soit adressé à l'inspecteur du Gouvernement.

§ 3. La déclaration doit indiquer l'adresse de la victime et mentionner le lieu où elle a été transportée.

§ 4. En cas de non-déclaration, le patron de l'établissement sera passible d'une amende n'excédant pas 5 livres (125 fr.).

§ 5. Si l'accident de travail est survenu dans une usine métallurgique ou un haut-fourneau, ou dans une autre fabrique ou atelier et si la victime n'est pas employée directement par le patron de l'établissement, la personne au compte de laquelle elle travaille devra en rendre compte immédiatement audit patron; à défaut de quoi elle pourra être condamnée à une amende n'excédant pas 5 livres (125 fr.).

§ 6. Le présent article s'appliquera également aux ateliers n'occupant ni enfant, ni adolescent, ni femme.

Enquêtes.

ART. 19. — Lorsqu'un accident survenu dans une fabrique ou un atelier est suivi de mort, le coroner ajournera son enquête, à moins que l'inspecteur ou telle personne désignée par le Secrétaire d'État ne soit présent pour assister aux informations; au moins quatre jours avant celui qu'il aura désigné pour l'enquête, il enverra à l'inspecteur un avis l'informant de l'heure et du lieu de ladite enquête.

Toutefois, si l'accident n'a causé la mort que d'une seule personne et si l'avis du lieu et de l'heure adressé à l'inspecteur a été envoyé suffisamment à

temps pour que celui-ci l'ait reçu au moins vingt-quatre heures avant le commencement de l'enquête, le coroner ne sera pas obligé, par application du présent article, d'ajourner ladite enquête si la majorité du jury pense que cet ajournement n'est pas nécessaire.

Registre des accidents.

ART. 20. — § 1. Tout patron de fabrique ou d'atelier devra tenir un registre sur lequel seront inscrits, dans les huit jours qui suivent, tous les accidents soumis à déclaration en vertu des lois industrielles. Ledit registre pourra être vérifié à tout moment par l'inspecteur et le médecin certificateur.

§ 2. En cas d'infraction au présent article, le patron pourra être condamné sommairement à une amende n'excédant pas 10 livres (250 fr.).

Enquêtes spéciales.

ART. 21. — § 1. Lorsque le Secrétaire d'État estime qu'une information spéciale doit être faite au sujet d'un accident survenu dans une fabrique ou un atelier et qu'il importe d'en connaître les causes et les circonstances, il pourra l'ordonner; dans ce cas, il sera pratiqué, ainsi qu'il est dit aux articles 55 et 56 du *Coal mines Regulation Act. 1887* avec la restriction toutefois que seules seront mentionnées les lois industrielles.

§ 2. Le présent article s'appliquera également aux ateliers n'occupant ni enfant, ni adolescent, ni femme.

Prescriptions spéciales.

Blanchisseries de linge fin. — Application des lois industrielles aux blanchisseries de linge fin.

ART. 22. — § 1. Les dispositions suivantes s'appliqueront aux blanchisseries de linge fin.

a) La durée du travail, non compris les heures de repos, ne devra pas excéder dix heures pour les enfants, douze heures pour les adolescents et quatorze heures pour les femmes dans chaque journée de vingt-quatre heures, ni trente heures par semaine pour les enfants et soixante heures pour les adolescents et les femmes, et en plus le travail supplémentaire toléré pour les femmes.

b) Les enfants, les adolescents et les femmes ne pourront être employés plus de cinq heures sans un intervalle de repos d'une demi-heure au moins.

c) Les enfants, les adolescents et les femmes employés dans les blanchisseries de linge fin devront jouir des jours de congé accordés aux enfants, aux adolescents et aux femmes employés dans les fabriques et les ateliers en vertu des lois industrielles de 1878 et de 1895.

d) En ce qui concerne les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité, aux accidents, à l'affichage des avis et des extraits, ainsi qu'aux matières à spécifier dans ces avis (autant qu'elles peuvent se rapporter aux blanchis-

series), aux avis d'entrée en possession d'un établissement, aux prérogatives des inspecteurs, aux amendes, aux poursuites pour infraction au présent article, à l'instruction des enfants, les lois industrielles auront le même effet que si chaque blanchisserie où il est fait usage d'un moteur quelconque était une fabrique et si chaque blanchisserie sans moteur était un atelier.

e) L'avis à afficher dans les blanchisseries devra spécifier la durée du travail et les temps de repos; mais les heures ainsi déterminées pourront être modifiées chaque jour avant le commencement du travail.

f) Les articles 17 et 18 de la loi de 1891 s'appliqueront aux buanderies de la même manière qu'aux fabriques et aux ateliers.

§ 2. Pour les blanchisseries où il est fait usage d'un moteur quelconque :

a) Un ventilateur ou tout autre moyen efficace devra être installé et maintenu en bon état afin de régulariser la température dans les salles de repassage et pour conduire au dehors la vapeur des pièces de la buanderie.

b) Les poêles à chauffer les fers devront être suffisamment éloignés des chambres de repassage, et il ne pourra être fait usage de fers à gaz émettant des vapeurs toxiques.

c) Les planchers seront tenus en bon état et disposés de manière à permettre l'écoulement libre de l'eau.

Toute blanchisserie qui aura contrevenu à ces dispositions sera réputée n'être pas en conformité de la loi principale.

§ 3. Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas aux blanchisseries des prisons, des maisons de correction, des écoles industrielles et des établissements soumis à l'inspection en vertu de lois autres que les lois industrielles, ni aux blanchisseries des institutions religieuses et de bienfaisance.

Il en sera de même pour les blanchisseries tenues par les membres d'une même famille ou dans lesquelles deux personnes au plus, étrangères à la famille, sont occupées.

§ 4. Dans les blanchisseries, le travail supplémentaire des femmes est soumis aux conditions suivantes :

a) Aucune femme ne pourra être occupée plus de quatorze heures par jour.

b) Le travail supplémentaire ne dépassera pas deux heures chaque jour.

c) Il ne pourra y avoir d'heures supplémentaires de travail que trois fois par semaine ou trente fois par an.

d) Les prescriptions de l'article 66 de la loi principale et de l'article 14 de la loi de 1891 relatives aux avis seront applicables aux blanchisseries.

Docks, etc.

Extension aux travaux des docks, etc., de certaines prescriptions des lois industrielles.

ART. 23. — § 1. L'article 82 de la loi principale, les prescriptions des lois industrielles relatives aux accidents, l'article 68 de la loi principale con-

cernant les prérogatives des inspecteurs, les articles 8, 9, 10, 11 et 12 de la loi de 1891 relatifs aux travaux dangereux, ainsi que les dispositions de la présente loi permettant de prescrire l'établissement d'appareils de protection s'appliqueront :

a) Aux travaux de chargement et de déchargement exécutés sur les quais, les jetées, dans les docks et entrepôts, que ces travaux soient exécutés ou non au moyen de machines ou d'appareils à bras;

b) Aux travaux d'entreprises (édifices ou autres) pour lesquels il est fait usage d'un moteur mécanique quelconque.

Comme si ces travaux étaient faits dans un établissement industriel par des procédés ordinaires de fabrication et comme si la personne qui fait un usage temporaire des machines ou appareils susmentionnés soit par elle-même ou par ses agents ou ses ouvriers était le patron d'une fabrique.

Pour permettre l'application de ces dispositions, l'entrepreneur occupant ou faisant usage du dock, de la jetée, des quais, de l'entrepôt, ou qui dirige l'entreprise de construction où des machines sont employées sera considéré comme un patron de fabrique.

§ 2. Les dispositions de la présente loi relatives aux accidents et aux enquêtes spéciales s'appliqueront également :

a) Aux travaux de construction et de réparation des édifices mesurant plus de trente pieds (9 m. 120) en hauteur et pour la construction et la réparation desquels il est fait emploi d'échafaudages ;

b) Ou lorsque dans ces édifices mesurant plus de trente pieds en hauteur plus de vingt ouvriers sont occupés moyennant salaires.

Comme si l'entrepreneur des travaux de construction ou de réparation, ou le patron des ouvriers, étaient des patrons de fabrique.

Usines de force motrice.

Substitution du propriétaire des usines de force motrice aux patrons, en ce qui concerne certaines prescriptions.

• ART. 24. — § 1. Lorsque la force motrice est distribuée dans des ateliers distincts contenus dans un même édifice, mais occupés par différentes personnes, comme si chacun d'eux formait un établissement séparé au sens légal du mot, le propriétaire de l'édifice ou loueur (qu'il soit ou non un de ces petits patrons) est tenu, indépendamment du patron, d'assurer l'exécution des dispositions ci-après :

a) Les prescriptions sanitaires ~~contenues~~ dans l'article 3 de la loi principale.

b) Les mesures de sécurité mentionnées aux articles 5 et 82 de la loi principale, à l'exception de celles qui doivent être établies par le patron.

c) L'affichage des avis dans la forme prescrite par l'article 19 de la loi principale, excepté dans le cas indiqué par le paragraphe 2 plus bas.

d) Le blanchiment à la chaux de la salle des moteurs, des couloirs, des

escaliers prescrit par l'article 33 de la loi principale, ainsi que des ateliers occupés par plusieurs locataires.

e) L'établissement de conduits de ventilation ou d'autres appareils nécessaires pour assurer le fonctionnement des aspirateurs que l'article 36 de la loi principale ordonne de disposer pour enlever les poussières. Excepté dans les fabriques textiles.

§ 2. Lorsque différentes industries sont exercées dans l'usine du loueur, l'affichage des avis requis par l'article 19 de la loi principale doit être fait par le patron locataire et non par le propriétaire de l'usine.

§ 3. Les articles 8, 9, 10 et 11 de la loi de 1891 auront leur effet, et le Secrétaire d'État pourra prescrire tels règlements spéciaux, comme si le loueur de force ou propriétaire de l'usine était patron.

§ 4. Les dispositions de la présente loi (1) en ce qui concerne les interdictions à prononcer pour causes d'insécurité ou d'insalubrité dans les usines de force motrice devront être adressées au propriétaire de l'usine et non au patron.

§ 5. Lorsque, par application du présent article, les propriétaires d'usines de force motrice prendront la place de patrons, les réquisitions à recevoir, les avis à envoyer, la procédure à suivre prévus par les lois industrielles et concernant les patrons auront le même effet vis-à-vis desdits propriétaires ou loueurs.

§ 6. Pour l'exécution des mesures prescrites par la présente loi, en ce qui concerne les usines de force motrice, toutes les constructions situées dans le même lot de terrain ou dans le même enclos seront considérées comme faisant partie d'un seul et même établissement.

§ 7. Le présent article ne recevra son application qu'au cas où le patron locataire ne payerait qu'un loyer égal ou inférieur à 200 livres par an (5,000 fr.)

Prescriptions concernant l'aiguisage et les coutelleries dans les usines de force.

ART. 25. — § 1. Lorsque l'aiguisage est pratiqué dans une usine de force motrice, le propriétaire est responsable de l'exécution des mesures prescrites ci-après et contenues dans le schedule I.

§ 2. Le propriétaire d'une usine de force motrice et le locataire ou patron, chacun en ce qui le concerne, devront veiller à ce que les appareils de protection des meules, ainsi que les agrafes par lesquelles ils sont attachés soient tenus en bon état.

§ 3. Dans chaque atelier d'une usine de force motrice où se fait l'aiguisage et la fabrication des couteaux, le propriétaire est tenu d'établir un moyen de communication avec la salle des machines et la chambre des chaudières permettant de demander l'arrêt immédiat du moteur.

§ 4. Une usine de force motrice dans laquelle il serait relevé une contravention aux dispositions du présent article sera réputée n'être pas tenue conformément aux prescriptions de la loi principale, et pour les infractions aux

(1) Voir l'article 2.

mesures incombant au propriétaire, celui-ci sera substitué aux patrons dans les poursuites.

§ 5. Le présent article ne s'applique pas aux fabriques textiles.

Validité du certificat d'aptitude physique.

ART. 26. — Le certificat d'aptitude physique prescrit pour les adolescents et les enfants employés dans une usine de force motrice sera valable pour tous les ateliers que comporte cette usine.

Boulangeries.

Dispositions relatives aux boulangeries.

ART. 27. — § 1. (Applique à toutes les boulangeries les prescriptions des articles 34 et 35 de la loi principale. Dans la traduction de ces articles il a été tenu compte des nouvelles dispositions.)

§ 2. (Modifie l'article 15 de la loi de 1883, modification faite.)

§ 3. Désormais il ne pourra plus être établi de boulangeries dans les sous-sols. Dans le cas contraire lesdites boulangeries seront réputées être des ateliers tenus non en conformité avec la loi principale.

Restrictions particulières relatives à l'emploi de certains travailleurs.

Pouvoir d'interdire ou de restreindre l'emploi de certains travailleurs dans les industries dangereuses.

ART. 28. — § 1. L'article 8 de la loi de 1891 sera étendu de manière à autoriser l'établissement de règlements spéciaux et de réquisitions ayant pour but soit d'interdire l'emploi, soit de modifier ou de restreindre la durée du travail de toutes ou d'une certaine catégorie des personnes occupées à un procédé de fabrication ou à une opération manuelle que le secrétaire d'Etat, par application du présent article, aura déclarés insalubres ou dangereux pour la sécurité. A la condition cependant que tel règlement spécial ou telle réquisition établis conformément au présent article et concernant l'emploi et la durée du travail des ouvriers adultes soient soumis pendant quarante jours à l'examen des deux Chambres avant d'avoir leur effet.

§ 2. Les articles 8, 9, 10, 11 et 12 de la loi de 1891 s'appliqueront désormais aux ateliers n'occupant ni enfant, ni adolescent, ni femme.

Prescriptions spéciales d'hygiène.

Notifications de certaines maladies à l'inspecteur en chef.

ART. 29. — § 1. Tout médecin praticien soignant ou appelé en visite auprès d'un malade atteint d'un anthrax ou chez lequel il constate des symp-

tômes d'empoisonnement par le plomb, le phosphore ou l'arsenic qu'il suppose avoir été contracté dans une fabrique ou un atelier devra (à moins que l'avis n'en ait déjà été envoyé) adresser à l'inspecteur en chef des fabriques, au Ministère de l'intérieur à Londres, un avis faisant connaître le nom et l'adresse exacte du malade ainsi que la nature de la maladie dont il le croit atteint. Pour chaque avis envoyé par application du présent article le médecin a droit à des honoraires s'élevant à 2 shillings 6 pence (3 fr. 10) qui seront payés sur les fonds mis à la disposition du secrétaire d'État pour l'exécution de la loi principale.

§ 2. Lorsqu'un médecin praticien néglige d'envoyer immédiatement l'avis qu'aux termes du paragraphe précédent il est tenu de produire, il sera passible d'une amende n'excédant pas 40 schillings (50 fr.).

§ 3. L'avis écrit pour chaque cas d'empoisonnement par le plomb, le phosphore ou l'arsenic, ou d'anthrax devra être adressé de suite à l'inspecteur et au médecin certificateur du district, et les prescriptions des lois industrielles relatives aux accidents auront leur effet pour chacun de ces cas en particulier de la même manière que pour les accidents visés par ces prescriptions.

§ 4. Le secrétaire d'État a tout pouvoir pour rendre une ordonnance, conformément aux dispositions de l'article 65 de la loi principale, pour appliquer les prescriptions du présent article à l'une des maladies provenant de l'exercice de la profession dans les fabriques ou les ateliers; par suite, ces prescriptions recevront leur application.

Lavabos dans les industries insalubres.

ART. 30. — § 1. Dans toutes les fabriques et tous les ateliers où il est fait usage du plomb, de l'arsenic ou de toute autre substance toxique, il sera installé des appareils d'emploi facile pour la propreté de tous les ouvriers occupés dans les parties de l'établissement où l'on manipule ces substances.

§ 2. Toute fabrique ou tout atelier où sera relevée une contravention au présent article seront réputés n'être pas tenus en conformité avec la loi principale.

Dispositions relatives aux fabriques où règne une certaine humidité.

ART. 31. — La loi de 1889 sur les fabriques de tissus de coton « cotton cloth factories act, 1889 » s'appliquera aux fabriques textiles dans lesquelles un certain état d'humidité atmosphérique est obtenu artificiellement, soit au moyen de la vapeur d'eau, soit par tout autre procédé mécanique et qui ne seront pas soumises à un règlement spécial établi en vertu de l'article 8 de la loi de 1891. Conformément à l'article 65 de la loi principale le secrétaire d'État pourra faire au schedule fixant le degré maximum d'humidité telles modifications jugées nécessaires.

Température des fabriques et ateliers.

ART. 32. — § 1. Des mesures appropriées devront être prises dans les fabriques et les ateliers afin d'entretenir une température convenable dans chaque pièce où des personnes sont occupées.

§ 2. Toute fabrique, tout atelier en contravention aux dispositions du présent article seront réputés être tenues non en conformité avec la loi principale.

Amendement à l'article 36 de la loi principale.

ART. 33. — L'article 36 de la loi principale s'appliquera à toutes les fabriques et à tous les ateliers où des procédés de fabrication donneront naissance à des gaz, des vapeurs ou à d'autres impuretés, de nature à être préjudiciables à la santé des travailleurs.

Amendements divers.

Indication du nombre des ouvriers.

ART. 34. — Tout patron de fabrique ou d'atelier devra, chaque année et le 1^{er} mars au plus tard, adresser à l'inspecteur du district, pour faire parvenir au secrétaire d'Etat, un tableau indiquant exactement le nombre des personnes employées dans la fabrique ou dans l'atelier le 31 décembre précédent. Ce tableau classera les travailleurs d'après l'âge et le sexe, d'après les instructions qui seront données par le Secrétaire d'Etat. Faute de quoi ledit patron sera passible d'une amende n'excédant pas 10 livres (250 fr.).

Dispositions sanitaires.

ART. 35. — § 1. Tout local qui ne tombe pas sous l'application de la loi de 1890 sur la santé publique « Public Health acts amendment act 1890 », toute fabrique ou tout atelier devront être pourvus des dispositifs nécessaires et convenables en vue d'assurer l'hygiène des personnes employées ou pouvant être employées dans la fabrique ou l'atelier et en rapport avec leur nombre. Dans le cas où des personnes de sexes différents seraient occupées ou pourraient être occupées, des mesures propres à assurer leur liberté d'allures seraient prises.

§ 2. Toute fabrique ou tout atelier dans lesquels il sera relevé une contravention au présent article seront réputés n'être pas tenus en conformité avec la loi principale.

Amendement aux prescriptions sur la durée du travail.

ART. 36. — § 1. (Addition au paragraphe 1 de l'art. 13 de la loi principale.)

§ 2. (Addition au paragraphe 2 de l'art. 13 de la loi principale.)

§ 3. Dans les fabriques non textiles et les ateliers où le travail commence, pour les adolescents et les femmes, à 8 heures du matin pour se terminer à 8 heures du soir, en ce qui concerne l'application de l'article 14 de la loi principale, la demi-journée des enfants employés le matin commencera à 8 heures du matin, celle des enfants employés le soir finira à 8 heures et le

samedi à 4 heures. Les enfants travaillant un jour sur deux commenceront à 8 heures du matin et termineront à 8 heures du soir et le samedi à 4 heures.

ART. 37. — § 1 et 2. (Modifications diverses à l'art. 53 de la loi principale et à la troisième partie du schedule III.)

Amendement à l'article 58 de la loi principale.

ART. 38. — Rien dans la loi principale ne pourra empêcher l'emploi d'adolescents du sexe masculin, auxquels s'applique l'article 58 de ladite loi, lorsqu'ils seront divisés en trois équipes travaillant huit heures chacune, à condition qu'il y ait un intervalle de seize heures entre chaque séance de travail.

Ateliers d'un même établissement considérés comme parties distinctes.

ART. 39. — En se conformant à l'article 65 de la loi principale, le Secrétaire d'État peut ordonner que pour une catégorie de fabriques ou d'ateliers, les différentes parties composant un même établissement soient considérées comme des fabriques ou des ateliers distincts (1).

Renseignements relatifs aux salaires à donner dans certains cas.

ART. 40. — § 1. Afin de permettre à chaque ouvrier payé aux pièces de calculer le montant du salaire qui lui est dû, tout patron de fabrique textile devra faire connaître les détails des prix de façon applicables au travail à rendre, ainsi que certains renseignements sur la nature de l'ouvrage dont les prix de façon sont ainsi fixés.

a) Les détails concernant les prix de façon applicables au travail rendu par les tisseurs de laine filée ou autres étoffes de laine (non compris les articles de bonneterie) devront être donnés par écrit à chaque ouvrier au moment où le travail lui sera remis, ils devront être également affichés sur une pancarte ne contenant aucun autre renseignement et placée en un lieu où la lecture en soit facile.

b) En ce qui concerne les prix de façon applicables au travail rendu par chaque ouvrier n'appartenant pas à la catégorie des tisseurs désignés ci-dessus, les renseignements devront lui être donnés par écrit au moment où le travail lui est remis. Mais lorsque dans un atelier tous les ouvriers payés aux pièces sont soumis au même tarif, il suffira d'apposer dans cet atelier

(1) Comme suite aux dispositions de cet article, le secrétaire d'État a rendu une ordonnance portant que les différentes parties des blanchisseries et des teintureries, des imprimeries typographiques et des ateliers de confection pourront être considérées comme des établissements séparés, au sujet du travail supplémentaire des femmes, à condition que chaque salle de travail ainsi que la direction et le personnel de ces diverses parties soient distincts.

un seul placard contenant les détails précités et de le placer dans un endroit ou la lecture en soit facile.

c) Tous les renseignements permettant à chaque travailleur de calculer le montant du salaire qui lui est dû au moment où il rend son travail, devront (à l'exception du cas où il est fait usage d'appareils de mesurage automatiques) lui être donnés par écrit en lui remettant le travail.

d) Les détails concernant, soit les prix de façon, soit le travail lui-même devront être exprimés en termes clairs et non par des symboles.

e) Lorsqu'il est fait usage d'un mesureur automatique pour établir la quantité de travail exécuté, le bâti ou l'enveloppe de cet appareil devra indiquer le nombre de dents de chaque roue, ainsi que le diamètre du cylindre enrouleur; toutefois pour les machines à broches munies d'un chariot, le nombre des broches et la longueur de la course dudit chariot pourront être substitués à la place du diamètre du cylindre enrouleur.

f) Lorsque les détails concernant les salaires à appliquer au travail rendu par chaque ouvrier sont indiqués par le mesureur automatique, lorsqu'une pancarte contenant tout ce qui est relatif aux prix de façon est affichée dans chaque salle de travail, comme suite d'un accord intervenu entre les patrons et les ouvriers et des présentes prescriptions, ledit affichage pourra être considéré comme un moyen suffisant d'appliquer les dispositions du présent article.

§ 2. Tout patron qui omettra de se conformer aux prescriptions du présent article, ou qui fera usage d'un appareil de mesurage qu'il saura ne pas répondre aux détails annoncés ou mesurant d'une manière trompeuse le travail payé aux pièces; tout ouvrier qui faussera sciemment les indications de l'appareil mesureur, seront passibles pour chaque infraction d'une amende de 10 livres au plus et, en cas de récidive dans les deux ans qui suivront la première condamnation, d'une amende qui ne pourra être inférieure à 1 livre (25 fr.). Un compteur automatique qui répond aux prescriptions du présent article ne peut être réputé donner de fausses indications.

§ 3. Quiconque étant occupé comme ouvrier dans une fabrique ou un atelier et ayant reçu les renseignements en question, que ces renseignements lui aient été remis directement ou à un de ses camarades, les divulguera dans le but de dévoiler un secret de fabrication sera passible d'une amende n'excédant pas 10 livres (250 fr.).

§ 4. Quiconque, dans le but d'avoir connaissance ou de divulguer un secret de fabrication, tentera d'obtenir ou obtiendra d'un ouvrier communication desdits renseignements; quiconque pour atteindre ce but versera de l'argent à un ouvrier ou lui en fera verser, sera passible d'une amende n'excédant pas 10 livres (250 fr.).

§ 5. L'article 24 de la loi de 1891 est abrogé.

§ 6. Sur le rapport d'un inspecteur faisant la preuve que les dispositions du présent article sont applicables à une catégorie quelconque de fabriques non textiles ou d'ateliers et, s'il le juge à propos, le Secrétaire d'État peut rendre une ordonnance, conformément à l'article 65 de la loi principale, en vertu de laquelle lesdites prescriptions s'appliqueront à cette catégorie de fa-

briques ou d'ateliers avec telles modifications qu'il lui semblera nécessaire d'adopter d'après les circonstances (1).

Avis d'existence d'ateliers.

ART. 41. — Quiconque dirige un atelier devra, dans un délai d'un an après la mise en vigueur de la présente loi, à moins que cela n'ait déjà été fait en vertu de l'article 36 de la loi de 1891, fournir à l'inspecteur du district un avis contenant la désignation de l'atelier, sa situation topographique, l'adresse où il désire que ses lettres lui soient envoyées, la nature de l'industrie exercée ainsi que la raison sociale dudit atelier; faute de quoi il sera passible d'une amende n'excédant pas 5 livres (125 fr.). Chaque avis ainsi envoyé sera transmis de suite à l'autorité sanitaire du district dans lequel est situé l'atelier.

*Amendement à l'article 27 de la loi de 1891
concernant la liste des travailleurs à l'extérieur.*

ART. 42. — § 1. Tout patron de fabrique ou d'atelier auquel s'applique l'article 27 de la loi de 1891, tout entrepreneur occupé par ledit patron devront, avant le 1^{er} mars et le 1^{er} septembre de chaque année, envoyer à l'inspecteur du district dans lequel est situé la fabrique ou l'atelier, une liste nominative de toutes les personnes directement occupées par lui, soit comme ouvriers soit comme entrepreneurs, pour le compte de la fabrique ou de l'atelier, mais à l'extérieur, ainsi que l'adresse des locaux où ils travaillent; faute de quoi il sera passible d'une amende n'excédant pas 40 shillings (50 fr.).

§ 2. — L'article 27 de la loi de 1891 et le présent article s'appliqueront à n'importe quel local où des travaux de confection de vêtements destinés à être vendus seront donnés à faire au dehors, au patron de ce local et à son entrepreneur pour ce qui concerne lesdits travaux, comme si le local en question était un atelier.

*Obligation d'inscrire sur le registre certains détails
relatifs au blanchissage à la chaux.*

ART. 43. — Le défaut d'inscrire sur le registre tenu en vertu des dispositions de l'article 27 de la loi principale, les détails prescrits au sujet du blanchissage à la chaux, constituera sans autre preuve l'infraction aux prescriptions concernant le blanchissage.

(1) En exécution du paragraphe 6, une ordonnance du Ministre de l'intérieur, en date du 10 août 1897, a fixé la manière dont les patrons devront donner connaissance des prix de façon dans les fabriques de câbles en acier et en fer, ainsi que dans les fabriques d'ancres pour navires et bateaux.

Amendement aux articles 66, 75 de la loi principale et 29 de la loi de 1891.

ART. 44. — § 1 et 2. (Modifications faites.)

ART. 45. — (Addition faite au paragraphe 2 de l'article 62 de la loi principale.)

Enquêtes spéciales et examen complémentaire faits par le médecin certificateur.

ART. 46. — § 1. Tout médecin certificateur est tenu, sur l'ordre du Secrétaire d'État, de pratiquer certaines enquêtes spéciales et d'examiner à nouveau certains adolescents ou enfants; les dépenses occasionnées de ce chef seront liquidées comme les autres dépenses provenant de l'exécution des lois industrielles.

§ 2. Les honoraires à donner aux médecins certificateurs appelés, en vertu des dispositions du présent article et des prescriptions des lois industrielles, à examiner certains travailleurs de fabriques ou d'ateliers, devront être fixés d'après le tarif contenu dans le second schedule à la présente loi, ou d'après tel tarif qui pourra lui être substitué par le Secrétaire d'État.

Publication des ordonnances.

ART. 47. — Toutes les ordonnances rendues conformément à l'article 65 de la loi principale seront publiées de la façon que le Secrétaire d'État jugera le plus convenable pour que les intéressés en soient informés.

Délivrance de divers documents aux propriétaires de fabriques.

ART. 48. — Les avis, ordonnances, réquisitions, mises en demeure ou tous autres documents que les lois industrielles prescrivent ou indiquent d'adresser au propriétaire de fabrique ou d'atelier, défini par la présente loi, pourront être remis, soit l'original, soit une copie, à l'agent dudit propriétaire.

Compétence du prévenu pour sa propre défense.

ART. 49. — Toute personne prévenue d'une infraction aux lois industrielles pourra, si elle le juge à propos, réclamer de présenter elle-même sa propre défense et, par suite, pourra fournir ses preuves de la même manière et avec les mêmes conséquences que tout autre témoin.

Payement des frais par le contrevenant réel au lieu du patron.

ART. 50. — Lorsqu'aux termes de l'article 87 de la loi principale, une personne autre que le patron de la fabrique ou de l'atelier est poursuivie devant le tribunal de juridiction sommaire et convaincue du délit reproché au patron, ladite personne pourra être condamnée, à la discrétion du tribunal, aux frais complémentaires de la poursuite.

Droit des inspecteurs de poursuivre.

ART. 51. — Tout inspecteur, spécialement autorisé par écrit par le Secrétaire d'État, et bien que n'étant ni conseiller, ni avocat, ni agent de loi, pourra poursuivre ou requérir devant un tribunal de juridiction sommaire ou en justice pour n'importe quelle charge, accusation ou poursuite provenant de l'exécution des lois industrielles et de l'accomplissement de ses fonctions d'inspecteur.

Application à l'Irlande.

ART. 52. — (Cet article substitue au « Public Health (Ireland) act, 1874 » et au « Public Health act. 1875 » le « Public Health (Ireland) act. 1878 ».)

Définitions.

ART. 53. — Dans la présente loi, à moins qu'il en soit déterminé autrement :

§ 1. Les mots « Lois industrielles » « Factory acts » s'entendent de la loi de 1878, de celle de 1891 et de la présente loi.

Les mots « Loi principale » « The principal act » s'entendent de la loi de 1878.

§ 2. Il devra être tenu compte des différents amendements introduits par la présente loi en ce qui concerne le texte des articles visés des lois précédentes.

Abrogations.

ART. 54. — Les lois portées sur le troisième schedule sont et demeurent abrogées.

Mise en vigueur.

ART. 55. — La présente loi entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1896.

SCHEDULE I.

(ART. 25 DE LA LOI DE 1895.)

Réglementation pour les ateliers d'aiguillage dans les usines de force motrice.

1^o Les enveloppes des transmissions et des poulies, connues sous le nom d'enveloppes tambours, devront être disposées et entretenues en bon état;

2^o Des mains courantes seront placées sur les tambours et tenues en bon état;

3^o Les appareils de protection pour les courroies, vulgairement appelés « Scochtmen » seront établis et tenus en bon état;

4^o Les planchers qui seront établis après la mise en vigueur de la présente

loi devront être organisés de manière à permettre l'écoulement des ordures; des couloirs, des puits et autres installations propices à cet écoulement seront ménagés et entretenus;

5° Les ateliers d'aiguisage, les cabinets, construits après la mise en vigueur de la présente loi seront construits de manière que pour l'aiguisage des pièces fines il y ait un espace d'au moins 3 pieds (0^m 912) entre chaque paire de caisses à meule et pour l'aiguisage des grosses pièces, un espace de 4 pieds (1^m 21) et en avant des meules au moins 6 pieds (1^m 82);

6° Les abords des tambours dans les salles d'aiguisage devront être clôturés soigneusement;

7° A moins d'une autorisation spéciale accordée par le Secrétaire d'Etat aucune meule ne devra être placée de manière que son plan de rotation rencontre une autre meule ou le poêle à chauffer;

8° Aucune meule, montée après la mise en vigueur de la présente loi ne devra être située en avant d'une porte ou d'une ouverture par où pénétrèrent les ouvriers.

SCHEDULE II.

(LOI DE 1895, ART. 46.)

Tarif des honoraires du médecin certificateur.

10 personnes et au-dessous.....	2 ^s 6 ^d (3 ^f 10) par visite.
20 — — — — —	3 (3 75) —
30 — — — — —	3 6 (4 35) —
50 — — — — —	4 (5 00) —
75 — — — — —	4 6 (5 60) —
100 — — — — —	5 (6 25) —
100 — — — et au-dessus.....	7 6 (9 35) —

En plus 1 shilling (1 fr. 25) par mille ou fraction de mille au-dessus du premier mille à partir de la résidence du médecin certificateur.

SCHEDULE III.

(ART. 54 DE LA LOI DE 1895.)

Liste des lois et articles de lois abrogés.

MODÈLE DE DÉCLARATION D'ACCIDENT.

(ART. 18 DE LA LOI DE 1895.)

A envoyer à l'inspecteur des fabriques et ateliers et au médecin certificateur du district.

Nom et adresse de la fabrique ou atelier.....

Nature de l'industrie.....

Date de l'accident.....

Nom exact de la victime.....

Âge de la victime.....

Occupation.....

Adresse (rue et numéro).....

Indication du lieu où a été transportée la victime.

Nature de la ou des blessures.....

La blessure est-elle grave ou légère.....

Désignation de la machine cause de l'accident...

Quelles sont les causes de l'accident.....

Signature du patron, du directeur ou du préposé,

Date

LOI DU 30 AOÛT 1889
sur les fabriques de tissus de coton (1).

Titre.

ART. 1. — Cette loi peut être citée sous le nom de loi sur les fabriques de tissus de coton de 1889² « cotton cloth factories act. 1889 ».

Mise en vigueur.

ART. 2. — La présente loi entrera en vigueur à partir du 1^{er} mars 1890.

ART. 3. — La présente loi fera partie de l'ensemble législatif établi par la loi industrielle de 1878.

Définitions.

ART. 4. — Les mots « fabrique de tissus de coton » signifient toute salle, toute construction, tout atelier ou leurs dépendances dans lesquels se fait le tissage des étoffes en coton.

Quant à l'élévation artificielle de la température et à la production de l'humidité, on doit l'entendre ainsi chaque fois que cette élévation de température ou cette production d'humidité est la conséquence d'un procédé artificiel autre que l'emploi du gaz destiné uniquement aux besoins de l'éclairage.

Température et humidité de l'atmosphère.

ART. 5. — § 1. A aucun moment le degré de l'humidité de l'atmosphère d'une fabrique de tissus de coton ne devra dépasser le chiffre indiqué dans la colonne I de la table formant le schedule A qui accompagne la présente loi et situé en face du chiffre de la colonne II donnant la température qui existe au moment de l'observation.

En aucun cas, dans une fabrique de tissus de coton, la température ne sera élevée artificiellement au delà de 70° (2), excepté lorsque cela est indispensable pour donner l'humidité suffisante à la fabrication en cours et cela en se conformant au tableau annexé au schedule A.

§ 2. Le fait que l'un des thermomètres à boule mouillée existant dans lesdits établissements indique une température supérieure à celle portée dans la colonne III du schedule A en face du chiffre de la colonne II marquant la température existant dans ladite fabrique sera une preuve suffisante que l'état hygrométrique excède la limite prescrite dans le paragraphe précédent.

(1) Voir la loi du 6 août 1897 et l'ordonnance du 2 février 1898, p. 426.

(2) On fait usage en Angleterre de l'échelle de Fahrenheit. 70° F correspondent à 21° 11 de l'échelle centigrade.

Pouvoir de modifier la table d'humidité.

ART. 6. — Par une ordonnance à cet effet le secrétaire d'État a tout pouvoir de rapporter ou de modifier le schedule A qui accompagne la présente loi ainsi que de faire dresser une table nouvelle à la condition toutefois que la table substituée à l'ancienne soit entièrement soumise à l'approbation des deux Chambres du Parlement en session, sinon, dans les trois semaines qui suivront le commencement de la première session à venir. Dans le cas où cette table ne serait pas approuvée par l'une des deux Chambres dans le délai de quarante jours après le dépôt, ladite table deviendra nulle et sans effet. Il est entendu également que la nouvelle table ne pourra entrer en vigueur qu'après l'expiration dudit délai de quarante jours, même si elle a été approuvée; de plus, qu'elle sera publiée dans le *Journal de Londres (London gazette)* et distribuée à chaque patron de fabrique de tissus de coton qui, en vertu des dispositions de la présente loi, aura donné avis qu'un certain état hygrométrique était obtenu artificiellement dans son établissement. À partir du 15^e jour qui suivra la publication dans le *London gazette*, la table modifiée sera mise en vigueur à la place de l'ancienne.

Thermomètres qui doivent être employés.

ART. 7. — Pour constater l'état hygrométrique de l'atmosphère et la température dans les fabriques de tissus de coton, il devra être placé et maintenu en parfait état de fonctionnement, dans chaque atelier, deux paires de thermomètres vérifiés à boule humide et sèche (1).

Les prescriptions suivantes seront observées au sujet de l'emploi desdits thermomètres :

a) Une des paires de thermomètres sera placée au centre et l'autre à l'une des extrémités de l'atelier ou dans tel endroit que l'inspecteur des fabriques désignera ou approuvera et de manière à être vue par les travailleurs.

b) Le patron, le directeur ou, en leur absence, le préposé devront lire les indications des thermomètres deux fois par jour et chaque jour de travail entre dix et onze heures du matin et entre trois et quatre heures du soir. Leurs observations seront relevées pour chaque paire de thermomètres de la manière et dans la forme prescrites par la schedule B qui accompagne la présente loi.

c) Les observations relevées de la manière prescrite seront transcrites sur un tableau pendu près des thermomètres et qui, après avoir été rempli, sera adressé chaque mois à l'inspecteur du district, non sans en avoir pris copie à titre de référence.

d) À proximité de chaque paire de thermomètres et disposé dans un cadre vitré, à une place déterminée et convenable, sera placée une copie de la table contenue dans la schedule A.

e) En principe, les indications du tableau seront considérées comme exactes et donnant l'état hygrométrique et la température des ateliers dans lesquels il est apposé (2).

(1) Analogues aux thermomètres constituant le psychromètre de Celsius.

(2) Cet article a été modifié par l'article 1^{er} de l'ordonnance de 1898, p. 426.

Avis à donner de la production artificielle d'humidité.

ART. 8. — Tout patron de fabrique de tissus de coton dans laquelle l'humidité de l'atmosphère serait obtenue artificiellement sera tenu d'en informer l'inspecteur en chef des fabriques.

Cet avis sera fourni, pour chaque fabrique dans laquelle l'humidité est ainsi produite, dans la semaine qui suivra la mise en vigueur de la présente loi et, pour les autres fabriques, avant ou au moment de l'inauguration de cette production artificielle.

Admission d'air pur.

ART. 9. — Dans les fabriques au sujet desquelles semblable avis a été fourni, des dispositions permanentes satisfaisant l'inspecteur du district devront être prises pour qu'il puisse pénétrer de l'extérieur, pendant chaque heure de travail et pour chaque personne occupée, au moins 600 pieds cubiques (16 m³ 855) d'air nouveau.

Visite des fabriques.

ART. 10. — Tout établissement qui aura envoyé l'avis susmentionné devra être visité par un inspecteur des fabriques au moins une fois tous les trois mois. L'inspecteur aura à se rendre compte de la température, de l'humidité de l'atmosphère, de la ventilation, ainsi que de la quantité d'air nouveau admis dans les ateliers; il fera de sa visite un rapport à l'inspecteur en chef conformément au modèle donné par le schedule C.

Avis de cessation de l'emploi de l'humidité artificielle.

ART. 11. — Si, à une époque quelconque, le patron d'une fabrique ayant fourni l'avis mentionné à l'article 8 de la présente loi cesse d'élever l'humidité par des moyens artificiels, il peut en informer l'inspection. A dater de l'envoi de ce nouvel avis et aussi longtemps qu'a lieu la cessation de l'emploi d'humidité artificielle, les dispositions de la présente loi ne pourront s'appliquer à ladite fabrique.

ART. 12. — (Cet article édictait certaines mesures en vue d'éviter le dégagement libre des poussières. Ces mesures ont été généralisées par l'article 8 de la loi de 1891.)

Pénalités.

ART. 13. — Pour toute fabrique de tissus de coton où serait relevée une contravention aux dispositions de la présente loi ou dans laquelle une de ses prescriptions n'aurait pas été remplie, l'inspecteur informera par écrit le patron dudit établissement des actes ou omissions constituant la contravention ou l'infraction, et si les mêmes actes ou les mêmes omissions, ou l'un d'entre eux, continuent à se produire ou à subsister ou se renouvellent dans les douze mois qui suivront l'envoi dudit avis, le patron de la fabrique sera passible en poursuites sommaires, pour la première fois, d'une amende non inférieure à cinq livres (125 fr.) ni supérieure à dix livres (250 fr.) et, en cas de récidive, à une amende non inférieure à dix livres (250 fr.) ni supérieure à vingt livres (500 francs).

SCHÉDULE A.

Maxima de l'humidité de l'atmosphère à certaines températures données.

VAPEUR D'EAU PAR PIED CUBIQUE D'AIR (exprimée en grains) [A].	THERMOMÈTRE FAHRENHEIT	
	À BOULE SÈCHE.	À BOULE HUMIDE.
	2	3
5.1	60	58
5.2	61	59
5.4	62	60
5.6	63	61
5.8	64	62
6	65	63
6.2	66	64
6.4	67	65
6.6	68	66
6.9	69	67
7.1	70	68
7.1	71	68.5
7.1	72	69
7.4	73	70
7.4	74	70.5
7.65	75	71.5
7.7	76	72
8	77	73
8	78	73.5
8.25	79	74.5
8.55	80	75.5
8.6	81	76
8.65	82	76.5
8.85	83	77.5
8.9	84	78
9.2	85	79
9.5	86	80
9.55	87	80.5
9.9	88	81.5
10.25	89	82.5
10.3	90	83
10.35	91	83.5
10.7	92	84.5
11	93	85.5
11.1	94	86
11.5	95	87

[A] Le grain est la 60^e partie d'un drachme, c'est-à-dire près de 3 centigrammes. (Note du traducteur.)

SCHÉDULES B ET C.

Remplacées par les schédules B et C qui accompagnent l'ordonnance du 2 février 1898.

LOI DU 6 AOÛT 1897

*ayant pour but la publication d'une ordonnance
prescrivant certaines mesures relatives aux fabriques de tissus de coton.*

ART. 1^{er}. — Le Secrétaire d'État est autorisé à rendre une ordonnance, conformément à l'article 6 de la loi de 1889, sur les fabriques de tissus de coton, et reproduisant sous formes de prescriptions les indications contenues dans le rapport du 17 février 1896, publié par la Commission nommée le 28 mars 1896 par le Secrétaire d'État, afin d'étudier les résultats obtenus par la loi de 1889. Cette ordonnance tenant compte de mesures propres à assurer la santé du personnel des fabriques pourra exiger des observations thermométriques nouvelles et faire toutes les modifications nécessaires aux schédules qui accompagnent la loi de 1889. Les prescriptions de l'ordonnance auront force de loi.

ART. 2. — La présente loi sera citée comme loi additionnelle sur les fabriques de coton. La loi de 1889 et celle de 1897 seront citées collectivement comme loi de 1889-1897 sur les fabriques de tissus de coton.

ORDONNANCE DU 2 FÉVRIER 1898

sur l'hygiène des ouvriers dans les fabriques de tissus de coton.

ART. 1^{er}. — Dans toutes les fabriques de tissus de coton visées par la loi de 1889, le patron, le directeur ou la personne responsable devront, à part

les deux observations des thermomètres prescrites par l'article 7 de la loi précitée, en faire chaque jour une ~~troisième entre~~ sept et huit heures du matin. Cette observation sera relevée conformément aux indications du schéma B modifié comme ci-après :

ART. 2. — Les schémas B et C de la loi de 1889 sont modifiés et auront la forme indiquée à la suite de la présente ordonnance.

ART. 3. — Dans chaque fabrique de tissus de coton où l'on produit artificiellement de l'humidité, l'eau destinée à cet usage ~~devra~~ provenir soit d'une prise sur la canalisation publique des eaux potables, soit d'une autre source d'eau pure. Une eau quelconque pourra d'ailleurs être employée à la condition d'être purifiée d'une manière satisfaisante avant d'être introduite dans la fabrique sous forme de vapeur. Tous les tuyaux servant à l'introduction de l'air humide ~~seront tenus en~~ parfait état de propreté.

ART. 4. — Les tuyaux conduisant la vapeur dans les fabriques dont la température est de 70° F et au-dessus (21° 1/9) devront avoir, dans l'intérieur de l'établissement, un diamètre aussi faible que possible et leur longueur ne devra pas dépasser les limites nécessaires; ils seront recouverts d'une substance conduisant mal la chaleur, de manière à faire descendre vers un minimum la quantité de calorique diffusé dans l'établissement.

ART. 5. — Les dispositions pour la ventilation des fabriques seront de telle nature qu'à aucun moment, pendant le travail, la proportion d'acide carbonique contenu dans l'air des ateliers ne dépassera pas neuf dix millièmes (1).

ART. 6. — A moins d'un procédé reconnu par l'inspecteur comme étant également efficace, la partie externe des toitures de chaque fabrique de tissus de coton sera blanchie à la chaux avant le 31 mai de chaque année et l'enduit sera maintenu en bon état jusqu'au 31 août suivant.

ART. 7. — A partir de la publication de la présente ordonnance, un ou plusieurs vestiaires suffisants pour tout le personnel devront être installés dans les fabriques qui se construiront. Ces vestiaires seront ventilés et tenus à une température convenable.

(1) La proportion d'acide carbonique contenu dans l'air extérieur varie de 4 à 6 dix millièmes.

SCHEDULE B.

MODÈLE DE RELEVÉ DES INDICATIONS THERMOMÉTRIQUES.

Nom du patron.....

Adresse de l'établissement.....

Atelier..... { Numéro ou désignation.....
Nature de l'industrie.....
Nombre des ouvriers.....
Cubage en pieds cubiques.....

ANNÉE —		INDICATIONS DES THERMOMÈTRES EN DEGRÉS FAHRENHEIT.						OBSERVATIONS. —
MOIS	jours.	Entre 7 et 8 heures du matin.		Entre 10 et 11 heures du matin.		Entre 3 et 4 heures du soir.		Dans le cas où durant les 24 heures aucune hu- midité artificielle n'au- rait été produite, inscrire dans cette co- lonne le mot « aucune ».
		Boule sèche.	Boule mouillée.	Boule sèche.	Boule mouillée.	Boule sèche.	Boule mouillée.	
	1							
	2							
	3							
	4							
	5							
	6							
	7							
	8							
	9							
	10							
	11							
	12							
	13							
	14							
	15							
	16							
	..							
	..							
	..							
	..							
	30							
	31							

Signature :

Patron ou directeur.

LOI DU 25 AOÛT 1894

sur les carrières.

Application de la loi.

ART. 1. — La présente loi sera applicable dans toutes les exploitations (qui ne sont pas des mines) dans lesquelles des personnes sont occupées à extraire des ardoises, de la pierre, des coprolithes (1) et autres substances minérales et dont une partie a plus de vingt pieds (6 m. 08) de profondeur; ces exploitations seront considérées comme des carrières et régies par la présente loi.

Application aux carrières de certaines dispositions légales sur les mines.

ART. 2. — § 1. Les dispositions des lois sur les mines (metalliferous mines Regulation acts. 1872 and 1875, and the metalliferous mines [isle of Man] act. 1891) inscrites dans le schedule qui accompagne la présente loi seront applicables aux carrières, réserve faite pour les exceptions, au même titre qu'aux mines.

§ 2. Les carrières seront visitées par les inspecteurs des mines.

§ 3. Pour la nomination des inspecteurs des mines dans le Pays de Galles et le Monmouthshire, les candidats qui, à titres égaux, justifieront, en outre, de la connaissance de la langue galloise seront choisis de préférence.

Modifications au sujet de l'application aux carrières des lois industrielles.

ART. 3. — Au sujet de l'application dans les carrières des lois industrielles de 1878 et de 1891 et de toute autre loi industrielle amendant ces dernières, les modifications suivantes sont établies :

a) Les pouvoirs attribués par ces lois aux inspecteurs des fabriques sont transférés aux inspecteurs des mines.

b) Les articles 31 et 32 de la loi industrielle de 1878 ne s'appliqueront pas aux carrières.

(1) Ossements fossilifiés servant à la préparation d'engrais phosphatés et abondamment répandus dans le lias et le carbonifère anglais.

c) Contrairement aux dispositions de l'article 58 de la loi de 1878; les adolescents pourront être occupés dans les carrières par trois équipes travaillant huit heures chacune.

Mise en vigueur.

ART. 4. — La présente loi entrera en vigueur à dater du 1^{er} janvier 1895.

Titre.

ART. 5. — La présente loi pourra être citée comme loi de 1894 sur les carrières.

SCHEDULE.

DISPOSITIONS DES LOIS SUR LES MINES APPLICABLES AUX CARRIÈRES.

Metalliferous mines regulation act. 1872.

L'article 9.

L'article 11, en substituant au mot « poudre » le mot « explosif ».

Les articles 15, 16, 17 et 18.

Les articles 20, 21 et 22.

Les articles 24 à 40.

Dans l'article 41, la définition du « propriétaire », de l'« agent », ainsi que celle du « tribunal de juridiction sommaire », mais seulement pour ce qui concerne l'Ecosse.

Les articles 42 et 43.

Metalliferous mines regulation act. 1875.

L'article 1 (à l'exception de la stipulation conditionnelle).

Metalliferous mines (isle of Man) act. 1891.

L'article 1.

APPENDICE N° 1.

Table des avis qu'il est prescrit d'adresser aux inspecteurs des fabriques ou d'afficher dans les ateliers avec indication des articles que ces avis concernent.

NUMÉROS OFFICIELS des avis.	DÉSIGNATION DES AVIS.	LOIS ET ARTICLES DE LOIS que ces avis concernent.
AVIS À ADRESSER AUX INSPECTEURS DES FABRIQUES.		
35	Avis de l'ouverture ou de la prise de possession d'une fabrique ou d'un atelier.	Loi de 1878, art. 75. — Loi de 1891, art. 26. — Loi de 1895, art. 41.
29	Avis concernant l'intention de n'occuper que des adultes.	Loi de 1891, art. 13.
	Avis concernant l'intention de n'occuper que des adultes dans les fabriques pour le teillage du lin.	Loi de 1878, art. 62.
	Avis de production d'humidité artificielle dans les fabriques de tissus de coton.	Loi de 1889, art. 8. — Loi de 1895, art. 31.
	Avis annonçant la cessation de production d'humidité artificielle.	Loi de 1889, art. 11.
43	Déclarations d'accident, d'empoisonnement professionnel, etc.	Loi de 1895, art. 18 et 29.
AVIS À ADRESSER AUX INSPECTEURS DES FABRIQUES ET À AFFICHER DANS LES ATELIERS.		
30	Avis de l'intention de faire travailler huit heures le samedi.	Loi de 1891, art. 15.
31	Avis de l'intention de modifier la période de travail....	Loi de 1878, art. 19.
32	Avis de la modification aux heures des repas.....	Loi de 1878, art. 19.
33	Avis de la modification à l'emploi des enfants travaillant à la demi-journée.	Loi de 1878, art. 19.
34	Avis indiquant les jours de congé annuels.....	Loi de 1878, art. 22. — Loi de 1891, art. 16. — Loi de 1895, art. 42.
AVIS À AFFICHER DANS LES SALLES DE TRAVAIL.		
7	Indication des ateliers interdits aux enfants et aux adolescents.	Loi de 1878, art. 38, schedule I.
8	Indication des locaux où il est interdit de prendre des repas ou de séjourner pendant les heures de repos.	Loi de 1878, art. 39, schedule II.
	Avis faisant connaître le nombre de personnes pouvant être occupées dans chaque salle de travail.	Loi de 1895, art. 1 ^{er} .
	Règlements spéciaux pour les industries dangereuses...	Loi de 1891, art. 10.
	Taux des salaires dans les fabriques textiles.....	Loi de 1895, art. 40.

NUMÉROS OFFICIELS des avis.	DÉSIGNATION DES AVIS.	LOIS ET ARTICLES DE LOIS que ces avis concernent
AVIS, À ADRESSER AUX INSPECTEURS DES FABRIQUES ET À AFFICHER DANS LES ATELIERS, CONCERNANT LES CHANGEMENTS DANS LES PÉRIODES DE TRAVAIL, ETC.		
9 a), 9 c) et 9 d).	Avis de l'intention de faire travailler entre 9 heures du matin et 9 heures du soir.	Loi de 1878, art. 43 et 66.
10	Avis de l'intention de faire faire des heures supplémentaires aux adolescents du sexe masculin dans les fabriques de dentelles.	Loi de 1878, art. 44, 45 et 66.
11	Avis de l'intention d'employer des adolescents du sexe masculin de plus de 16 ans dans les boulangeries, entre 5 heures du matin et 9 heures du soir.	Loi de 1878, art. 45 et 46.
13	Avis de l'intention de substituer un autre jour au samedi.	Loi de 1878, art. 46 et 66.
15	Avis de l'intention de faire travailler cinq heures sans intervalle de repos.	Loi de 1878, art. 48 et 66, schedule III, 7 ^e partie.
16	Avis de l'intention d'accorder les jours de congé par séries de travailleurs.	Loi de 1878, art. 49 et 66.
17 et 18	Avis à donner par les patrons juifs de leur intention de jour des modifications apportées aux jours de congé, au travail supplémentaire et au travail du dimanche.	Loi de 1878, art. 50, 51 et 66.
19 et 20	Avis de l'intention d'établir différentes heures pour les repas, chaque équipe ayant une heure spéciale et une des équipes pouvant travailler pendant que l'autre est en repos.	Loi de 1878, art. 52 et 66, schedule III, 2 ^e partie.
21	Avis de l'intention d'employer les femmes pendant des heures supplémentaires.	Loi de 1878, art. 53, schedule III, 3 ^e partie.
22	Avis de l'intention de faire travailler une demi-heure de plus.	Loi de 1878, art. 54, schedule III, 4 ^e partie.
23	Avis de l'intention de faire travailler au delà du temps permis pour éviter des pertes (teinture au rouge d'andri-nople).	Loi de 1878, art. 55.
24	Avis de l'intention d'occuper des femmes à un travail supplémentaire.	Loi de 1878, schedule III, 5 ^e partie.
25	Avis de l'intention de récupérer le temps perdu dans les usines mues par une force hydraulique.	Loi de 1878, art. 57 et 66.
26	Avis de l'intention d'occuper des adolescents du sexe masculin dans les équipes de nuit.	Loi de 1878, art. 58 et 66, schedule III, 6 ^e partie.
27	Avis de l'intention d'occuper des adolescents du sexe masculin de plus de 16 ans deux nuits par semaine dans les imprimeries.	Loi de 1878, art. 59 et 66.
28	Avis de l'intention d'occuper des adolescents du sexe masculin pendant les heures de travail habituelles dans les verreries.	Loi de 1878, art. 60 et 66.
RAPPORTS PRODUITS EN VERTU DE LA LOI SUR LES FABRIQUES DE TISSUS DE COTON.		
Observations thermométriques et limites d'humidité. . . .		Loi de 1889, art. 7.
NOMBRE DES PERSONNES OCCUPÉES.		
Avis faisant connaître le nombre des personnes occupées le 31 décembre de chaque année, ainsi que leur âge et leur sexe.		Loi de 1895, art. 34.
Avis faisant connaître le nom des personnes occupées en dehors des ateliers et des fabriques, ainsi que l'adresse du lieu où elles travaillent.		Loi de 1895, art. 42.

APPENDICE N° 2.

Les prescriptions relatives à la réglementation du travail industriel en Angleterre étant dispersées dans le corps de lois d'une lecture assez longue, il peut être de quelque utilité de les résumer en un tableau analytique. Ce travail a été fait par M. Alexandre Redgrave. Nous publions la traduction du tableau qui a paru dans la 6^e édition de l'ouvrage publié par l'ancien inspecteur en chef des fabriques, avec la collaboration de MM. Jasper Redgrave et H.-S. Scrivener.

Tableau analytique des prescriptions contenues dans la loi industrielle de 1878 et dans les lois de 1891 et de 1895, applicables aux différentes catégories d'établissements industriels.

PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES FABRIQUES TEXTILES.	PRESCRIPTIONS CORRESPONDANTES DEVANT S'APPLIQUER	
	AUX FABRIQUES NON TEXTILES.	AUX ATELIERS.
HYGIÈNE.		
ART. 3. — Chaque fabrique doit être tenue dans un état constant de propreté et à l'abri des émanations nuisibles, etc.; elle doit être ventilée, non surpeuplée. Dans les usines de force motrice, les patrons qui payent une location supérieure à 200 livres (5,000 ^f) [et non le propriétaire] sont responsables de l'application de ces mesures.	Même disposition (applicable aux blanchisseries).	La surveillance des ateliers au point de vue sanitaire est à la charge de l'autorité sanitaire locale. A défaut d'autorité sanitaire, le Secrétaire doit pourvoir à cette surveillance. L'article 4 de la loi de 1891 s'applique aux ateliers qui n'emploient ni enfants, ni adolescents, ni femmes, et aux blanchisseries.
ART. 4. — Lorsqu'un inspecteur observe une cause d'insalubrité, il doit en informer l'autorité sanitaire.	Idem.	
L'inspecteur est autorisé à se faire accompagner dans ses visites par un médecin du service sanitaire.	Idem.	
ART. 33. — Chaque fabrique doit être blanchie une fois tous les 14 mois, à moins que les murs ne soient peints à l'huile une fois tous les 7 ans, auquel cas ils doivent être lavés une fois tous les 14 mois.	Idem.	
Le Secrétaire a le pouvoir d'exempter de cette obligation certaines usines ou certaines parties d'usines où cette mesure de propreté n'est pas nécessaire.	Idem.	

PRESCRIPTIONS	PRESCRIPTIONS CORRESPONDANTES DEVANT S'APPLIQUER	
CONCERNANT LES FABRIQUES TEXTILES.	AUX FABRIQUES NON TEXTILES.	AUX ATELIERS.
HYGIÈNE (Suite).		
Certaines dispositions hygiéniques sont obligatoires dans le cas où des personnes des deux sexes seraient employées.	Même disposition (applicable aux blanchisseries).	
ART. 37. — Les enfants, les adolescents ne peuvent être employés pour le filage au mouillé, à moins que des dispositions spéciales soient prises pour les tenir à l'abri de l'eau et de la vapeur.	Lorsque des poussières se produisent, ou des gaz, ou des vapeurs, ou autres impuretés, il est nécessaire d'organiser l'aspiration de ces poussières, gaz, etc. Le propriétaire des usines de force motrice non textiles, et non le patron, est responsable de l'application de ces prescriptions (art. 36). Dans les blanchisseries, des ventilateurs et des aspirateurs seront installés; on organisera l'écoulement de l'eau. Les boulangeries seront blanchies à la chaux une fois tous les six mois, ou, si les murs sont peints à l'huile, lavées une fois tous les six mois (art. 34). A dater du 1 ^{er} janvier 1896, aucune boulangerie ne pourra être installée dans le sous-sol d'une maison.	Même disposition.
SÉCURITÉ ET ACCIDENTS.		
ART. 5. — Les monte-charges, les volants, les machines à vapeur, les moteurs à eau, les roues ainsi que les mécanismes dangereux doivent être munis d'organes de protection.	Même disposition (applicable aux blanchisseries).	Rien.
ART. 9. — L'emploi des enfants ou des adolescents au nettoyage des mécanismes en marche est interdit; de même, les enfants, les adolescents et les femmes ne peuvent être occupés au nettoyage des organes de transmission non arrêtés.	Idem.	Rien.
Certaines dispositions sont ordonnées pour les machines selfacting et il est interdit d'occuper un ouvrier dans l'espace compris entre le charriot et la partie fixe de la machine	Idem.	Rien.
ART 31. — Déclaration des accidents doit être faite à l'inspecteur chaque fois que le blessé éprouve une incapacité d'au moins cinq heures de travail durant les trois jours qui suivent.	Même disposition (applicable aux docks, ports, quais, entrepôts, édifices en construction dans lesquels il est fait emploi d'un moteur).	Même disposition, que des adolescents ou des femmes soient employés ou non. (Applicable à la construction des édifices quand il est fait usage d'échafaudages ou lorsque
Cette déclaration est faite au médecin certificateur si l'accident entraîne la mort de la victime ou s'il est		

PRESCRIPTIONS CO. CERNANT LES FABRIQUES TEXTILES.	PRESCRIPTIONS CORRESPONDANTES DEVANT S'APPLIQUER	
	AUX FABRIQUES NON TEXTILES.	AUX ATELIERS.
SÉCURITÉ ET ACCIDENTS (Suite).		
causé par une machine mue par un moteur, etc., ou à une explosion (à moins que l'accident ne relève de l'article 63 de la loi sur les explosifs).		vingt personnes y sont occupées.
Le médecin certificateur a charge de faire un rapport à l'inspecteur.	Même disposition	Même disposition.
ART. 82. — Lorsqu'une personne est blessée par suite de la négligence de protéger les organes de transmission ou les mécanismes, etc., ainsi que cela est prescrit, le patron est passible d'une amende de 100 livres, qui peut être donnée, par le secrétaire d'État, en indemnité au blessé.	Même disposition (applicable aux docks, ports, quais, entrepôts, etc., comme ci-dessus).	Même disposition si les bacs, bassins doivent être munis d'une barrière.
Dans le cas des usines de force motrice, le patron est responsable lorsque la location qu'il paye est supérieure à 200 livres par an.	Même disposition	Même disposition, que des adolescents ou des femmes soient ou non employés.
Le secrétaire d'État peut ordonner des mesures spéciales pour assurer la sécurité du personnel dans les travaux dangereux.		
Dans chaque fabrique, des moyens convenables de sauvetage en cas d'incendie doivent exister.	Idem.	Même disposition pour les ateliers inaugurés postérieurement au 1 ^{er} janvier 1896 et occupant plus de quarante personnes.
DURÉE DU TRAVAIL ET HEURES DES REPAS.		
ART. 10. — Les enfants, les adolescents et les femmes ne peuvent être occupés que pendant le temps indiqué sur l'avis affiché.	Même disposition	Même disposition.
<i>Adolescents et femmes.</i>		
ART. 11. — La durée du travail, y compris le temps pour les repas, sera prise soit entre 6 heures du matin et 6 heures du soir, ou entre 7 heures du matin et 7 heures du soir.	Mêmes heures et en plus entre 8 heures du matin et 8 heures du soir.	Mêmes heures; mais lorsqu'aucun adolescent ni enfant n'est employé, les femmes peuvent travailler le samedi de 6 heures à 4 heures du soir, et les autres jours entre 6 heures du matin et 10 heures du soir.
	Le secrétaire d'État peut autoriser le travail entre 9 heures du matin et 9 heures du soir (art. 43).	Même disposition.

PRESCRIPTIONS		PRESCRIPTIONS CORRESPONDANTES DEVANT S'APPLIQUER	
CONCERNANT LES FABRIQUES TEXTILES.		AUX FABRIQUES NON TEXTILES.	AUX ATELIERS.
DURÉE DU TRAVAIL ET HEURES DES REPAS (Suite).			
Le samedi, lorsque le travail commence à 6 heures du matin :	Tout travail doit cesser à 2 heures de l'après-midi (art. 23).	Même disposition.	
S'il est laissé au moins une heure pour les repas, le travail industriel doit cesser à 1 heure de l'après midi, et toute autre occupation à 1 h. 1/2.			
S'il est laissé moins d'une heure pour les repas, le travail industriel doit cesser à midi 1/2, et toute autre occupation à 1 heure.			
Le samedi, lorsque le travail commence à 7 heures du matin, le travail industriel doit cesser à 1 heure 1/2 et toute autre occupation à 2 heures.	Tout travail doit cesser à 3 heures de l'après-midi (art. 13).	Idem.	
	Lorsque la durée du travail est comprise entre 8 heures du matin et 8 heures du soir, ou entre 9 heures du matin et 9 heures du soir, le travail peut continuer le samedi jusqu'à 4 heures (art. 36 de la loi de 1895).	Idem.	
	Dans les usines à feu continu, le demi-congé du samedi n'est pas obligatoire pour les adolescents du sexe masculin (de 14 ans et au-dessus) à partir du 1 ^{er} janvier 1897 (art. 58).		
	Dans la teinture au rouge d'Andrinople, le travail peut continuer le samedi jusqu'à 4 heures 1/2 du soir (art. 47).		
	Dans certaines circonstances, le Secrétaire peut permettre de substituer un autre jour de la semaine au samedi (art. 46).	Idem.	
	Lorsque chaque jour de la semaine la durée du travail n'a pas dépassé huit heures, la durée du travail peut être prolongée le samedi jusqu'au même chiffre.	Idem.	
ART. 50. — Lorsque le patron d'une fabrique appartient à la religion juive et qu'il ferme son établissement le samedi jusqu'au coucher du soleil, il peut occuper les adolescents et les femmes le même jour jusqu'à 9 heures du soir.	Même disposition.	Idem.	
ART. 11. — Tous les adolescents et toutes les femmes doivent avoir deux heures de repos, dont une heure avant 3 heures du soir.	Le repos est d'une heure et demie, dont une heure avant 3 heures du soir.	Idem.	
Le samedi, il doit être accordé au moins une demi-heure.	Même disposition (art. 13)	Idem.	
Aucun adolescent ni femme ne peuvent être employés plus de quatre heures et demie sans un repos d'au moins une demi-heure.	Ces travailleurs ne peuvent être occupés plus de cinq heures de suite sans un repos d'au moins une demi-heure (art. 13) [applicable aux blanchisseries].	Idem.	

PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES FABRIQUES TEXTILES.	PRESCRIPTIONS CORRESPONDANTES DEVANT S'APPLIQUER	
	AUX FABRIQUES NON TEXTILES.	AUX ATELIERS.
DURÉE DU TRAVAIL ET HEURES DES REPAS (Suite).		
ART. 48. — Il est fait exception pour les fabriques indiquées dans la 7 ^e partie du schedule III.	(Dans les blanchisseries, les adolescents ne peuvent être occupés plus de douze heures par jour ni plus de soixante heures par semaine; les femmes ne peuvent être occupées plus de quatorze heures par jour ni plus de soixante heures par semaine.)	Même disposition.
ENFANTS.		
ART. 12. — Les enfants doivent être employés soit le matin, soit le soir, ou un jour sur deux.	Même disposition (art. 14).....	Même disposition.
Le commencement et la fin du travail pour les enfants sont les mêmes que pour les adolescents.	Même disposition	Idem.
	Toutefois, la durée du travail peut être comprise entre 8 heures du matin et 8 heures du soir, et le samedi 4 heures du soir, dans les établissements où les adolescents et les femmes sont employés dans ces conditions (art. 36 de la loi de 1895).	Idem.
Les enfants employés le matin doivent cesser le travail à l'heure du diner, mais pas plus tard que 1 heure 1/2.	Les enfants ne peuvent être occupés après 8 heures du soir (art. 43).	Idem.
Les enfants employés le soir peuvent commencer à travailler à la fin du temps laissé pour le diner, mais pas avant 1 heure.	Même disposition	Idem.
Les enfants employés un jour sur deux doivent cesser le travail le samedi en même temps que les adolescents.	Idem.....	Idem.
	La demi-journée du samedi matin finit et la demi-journée du samedi soir commence aux mêmes heures que les autres jours de la semaine.	Idem.
Un enfant ne pourra être occupé deux samedis de suite, ni le samedi d'une semaine dans laquelle il aura été occupé un jour plus de cinq heures et demie.	Un enfant ne peut être occupé le matin ou le soir deux semaines de suite.	Idem.
Les enfants travaillant un jour sur deux auront les mêmes heures d'entrée et de sortie que les adolescents, mais ils ne peuvent être occupés deux jours de suite, ni deux semaines de suite le même jour.	Même disposition. Les enfants travaillant un jour sur deux doivent avoir deux heures de repos.	Idem.
Les enfants travaillant un jour sur deux doivent avoir les mêmes temps de repos que les adolescents.	Même disposition	Idem.

PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES FABRIQUES TEXTILES.	PRESCRIPTIONS CORRESPONDANTES DEVANT S'APPLIQUER	
	AUX FABRIQUES NON TEXTILES.	AUX ATELIERS.
DURÉE DU TRAVAIL ET HEURES DES REPAS. (Suite.)		
Un enfant ne peut être occupé plus de quatre heures et demie sans un repos d'une demi-heure. — Excepté.	Un enfant ne peut être occupé plus de cinq heures sans un repos d'une demi-heure (applicable aux blanchisseries).	Même disposition.
ART. 48. — Dans les fabriques désignées dans la 2 ^e partie du schéma III et celles que le Secrétaire désignera pour être ajoutées à la liste.	(Dans les blanchisseries, les enfants ne peuvent être occupés plus de dix heures par jour ni plus de trente heures par semaine.)	<i>Idem.</i>
CONGÉS.		
ART. 22. — Chaque enfant, adolescent ou femme devront jouir des congés suivants :	Même disposition (applicable aux blanchisseries).	Même disposition.
Le jour de Noël en entier ainsi que le vendredi-saint; ou, à la place du vendredi-saint, le jour de fête reconnue le plus rapproché. (<i>Holidays Extension act, 1873.</i>)	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Avis doit être donné des jours de congé et doit être affiché, à l'exception du jour de Noël, du vendredi-saint et des jours de fête légaux.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Un demi-congé doit comprendre la moitié de la durée du travail un autre jour que le samedi.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Aucun enfant, adolescent ou femme ne peut être employé les jours choisis comme jours de congé.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
En Ecosse, d'autres jours de congé peuvent être substitués à Noël et au vendredi-saint.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Huit demi-congés ou un nombre de congés entiers équivalents dont la moitié sera accordée entre le 15 mars et le 1 ^{er} octobre suivant.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
ART. 50. — Dans une fabrique appartenant à un juif et dont tout le personnel est juif, deux jours fériés peuvent être substitués au jour de Noël et au vendredi-saint.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
ART. 106. — En Irlande, le 17 mars, ou le vendredi-saint, ou le lundi de Pâques peuvent être donnés et seront calculés comme deux demi-congés.	<i>Idem.</i> Le secrétaire d'État est autorisé à permettre que les congés soient accordés à des jours différents pour chaque équipe, sous certaines conditions (art. 49).	<i>Idem.</i> <i>Idem.</i>
	Dans les usines à feu continu, les huit demi-congés ne sont pas obligatoires (art. 58).	<i>Idem.</i>

PRESCRIPTIONS	PRESCRIPTIONS CORRESPONDANTES DEVANT S'APPLIQUER	
CONCERNANT LES FABRIQUES TEXTILES.	AUX FABRIQUES NON TEXTILES.	AUX ATELIERS.
INSTRUCTION DES ENFANTS.		
ART. 23. — Le père, la mère ou le tuteur d'un enfant doivent lui faire suivre la classe dans une école reconnue mais dont le choix leur est laissé.	Même disposition.....	Même disposition.
Tout enfant qui est employé le matin ou le soir doit suivre chaque jour la classe durant laquelle il ne peut être occupé.	Idem.....	Idem.
Tout enfant qui est employé un jour sur deux doit suivre les classes du jour où il n'est pas occupé.	Idem.....	Idem.
Les heures de classe sont comprises entre 8 heures du matin et 6 heures du soir.	Idem.....	Idem.
Un enfant n'est pas obligé de suivre la classe du samedi ni les jours de congé ou de demi-congé accordés en vertu des lois protectrices.	Idem.....	Idem.
La maladie est une excuse suffisante, etc., etc.	Idem.....	Idem.
Lorsqu'il n'existe aucune école qualifiée dans un rayon de deux milles autour du domicile de l'enfant, celui-ci peut suivre les classes d'une autre école temporairement approuvée par l'inspecteur.	Idem.....	Idem.
Tout enfant qui n'a pas suivi régulièrement les classes de la semaine ne peut être employé la semaine suivante que lorsqu'il aura suivi en plus autant de classes qu'il en a manquées.	Idem.....	Idem.
ART. 24. — Le patron doit obtenir du maître d'école un certificat de présence concernant tous les enfants employés dans son établissement; ce certificat sera conservé pendant deux mois et remis à l'inspecteur.	Idem.....	Idem.
ART. 25. — Les directeurs d'école peuvent réclamer par écrit aux patrons de fabrique des droits scolaires qui n'excèdent pas 30 cent (3 d.) par semaine ni le douzième des gains de l'enfant; ces droits sont déduits du salaire.	Idem.....	Idem.
ART. 26. — Lorsqu'un enfant de 13 ans a obtenu le certificat d'études défini par le programme prescrit ou lorsqu'il a suivi le nombre déterminé des classes, il est réputé être un adolescent.	Idem.....	Idem.

PRESCRIPTIONS	PRESCRIPTIONS CORRESPONDANTES DEVANT S'APPLIQUER	
CONCERNANT LES FABRIQUES TEXTILES.	AUX FABRIQUES NON TEXTILES.	AUX ATELIERS.
CERTIFICATS D'APTITUDE PHYSIQUE.		
ART. 27. — Un travailleur de moins de 16 ans ne peut être employé plus de 7 jours, ou si le médecin certificateur a sa résidence à plus de 3 milles de la fabrique, plus de 13 jours, sans que le patron ait obtenu un certificat d'aptitude physique constatant que ledit travailleur est apte à être occupé.	Même disposition.....	Le secrétaire d'État peut exiger le certificat d'aptitude pour les ateliers (art. 41) Le patron de l'atelier peut réclamer des certificats au médecin certificateur comme si son établissement était une fabrique (art. 28).
Aucun certificat d'aptitude physique ne peut être délivré sans la production d'un bulletin de naissance ou d'une pièce constatant officiellement l'âge du travailleur.	Idem.....	Non applicable aux ateliers.
ART. 29. — Lorsqu'un inspecteur estime qu'un travailleur de moins de 16 ans est trop faible pour être occupé, il en informe le patron par écrit, et ledit travailleur ne peut être employé plus de sept jours sans être examiné à nouveau par le médecin certificateur.	Idem.	
ART 30. — Un inspecteur a le droit d'annuler un certificat d'aptitude physique établi par le médecin certificateur, s'il n'y a eu aucune preuve fournie de l'âge du travailleur et s'il estime que le titulaire n'a pas l'âge mentionné sur le certificat.	Idem.	
Lorsque l'enfant passe dans la catégorie des adolescents, un nouveau certificat d'aptitude physique doit lui être délivré.	Idem.	
ART. 73. — Le certificat d'aptitude physique ne peut être délivré qu'après un examen fait en personne.	Idem.	
ART. 30. — Le même certificat d'aptitude physique est valable pour tous les établissements appartenant à un même patron et situés dans le district du médecin qui l'a établi; de même, il est valable pour tous les ateliers faisant partie de la même usine de force motrice. (Art. 26, loi de 1895.)	Idem.	
ART. 73. — Le médecin certificateur fait l'examen nécessaire à la délivrance du certificat seulement à la	Idem.	

PRESCRIPTIONS		PRESCRIPTIONS CORRESPONDANTES DEVANT S'APPLIQUER	
CONCERNANT LES FABRIQUES TEXTILES.		AUX FABRIQUES NON TEXTILES.	AUX ATELIERS.
CERTIFICATS D'APTITUDE PHYSIQUE. (Suite.)			
fabrique où sont occupés les enfants, à moins que le nombre des enfants et des adolescents à examiner soit inférieur à cinq, ou que cet examen ait lieu sur la demande de l'inspecteur.			
ART. 72. — Le médecin certificateur est nommé par l'inspecteur.	Idem.....	Disposition non applicable aux ateliers.	
ART. 74. — Des honoraires sont accordés au médecin certificateur.	Idem.		
ART. 71. — Lorsqu'il n'existe aucun médecin certificateur dans un rayon de 3 milles, le médecin des pauvres peut en remplir l'office.	Idem.		
RÉGLEMENTATION DES HEURES DE REPAS.			
ART. 17. — Tous les enfants, les adolescents et les femmes doivent avoir les repos aux mêmes heures.	Même disposition, avec exception toutefois pour les industries désignées dans le schedule III, 2° partie.		
Aucun enfant, adolescent ni femme ne peut rester, pendant les heures de repos, dans une salle où se ferait un travail industriel quelconque, ni être employé.	Même disposition, avec exception pour les industries désignées dans le schedule III, 2° partie.		
	Le secrétaire d'État est autorisé à étendre ces exceptions dans certains cas (art. 52).		Même disposition.
	Les repas ne peuvent être pris dans certains ateliers des verreries, des fabriques d'allumettes chimiques, des poteries (art. 39 et schedule II).		
	Le secrétaire d'État a le pouvoir d'étendre cette interdiction à certains ateliers insalubres (art. 39).		Même disposition.
ART. 19 et 78. — Un avis indiquant les heures des repas, la durée du travail, etc., doit être affiché.	Même disposition [applicable aux blanchisseries.]		
INTERDICTION EST FAITE D'EMPLOYER :			
ART. 20. — Des enfants âgés de moins de 11 ans.	Même disposition (applicable aux blanchisseries).		Même disposition.
ART. 21. — Des enfants, des adolescents et des femmes le dimanche.	Même disposition, excepté en ce qui concerne l'emploi des adolescents du sexe mâle dans les hauts-fourneaux et les papeteries (art. 68).		Idem.
ART. 51. — Cependant, lorsque le patron appartient à la religion juive et lorsque l'établissement est fermé le samedi depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, ledit patron peut occuper des adolescents juifs et des femmes juives le dimanche, comme si ce jour était un samedi.	Même disposition.....		Idem.
	Aucun enfant ne peut être employé à l'étamage des glaces par le procédé au mercure, ni à la fabrication de la cêruse (schedule I).		Idem.
	Les enfants et les adolescents du sexe féminin ne peuvent être occupés aux fours à fondre ou à recuire le verre (schedule I).		Idem.

PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES FABRIQUES TEXTILES.	PRESCRIPTIONS CORRESPONDANTES DEVANT S'APPLIQUER	
	AUX FABRIQUES NON TEXTILES.	AUX ATELIERS.
INTERDICTION EST FAITE D'EMPLOYER. (Suite.)		
	Les jeunes filles de moins de 16 ans ne seront pas employées à la fabrication des briques et au raffinage du sel (schedule I).	Même disposition.
	Les enfants ne seront pas occupés dans les ateliers où se fait le polissage à sec des métaux, ni dans ceux où a lieu le trempage des allumettes chimiques (schedule I).	<i>Idem.</i>
TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE ET TRAVAIL DE NUIT.		
ART. 44. — Dans les fabriques de tulle et dentelles, les adolescents du sexe masculin âgés de seize ans peuvent être occupés entre 4 heures du matin et 10 heures du soir sous certaines conditions.	Les adolescents du sexe masculin âgés de 16 ans peuvent être employés dans les boulangeries entre 5 heures du matin et 9 heures du soir, sous certaines conditions (art. 45).	Même disposition.
ART. 50. — Lorsque le patron d'une fabrique est juif et qu'il ferme son établissement le samedi entre le lever et le coucher du soleil, il peut employer les adolescents et les femmes autres jours de la semaine, mais non avant 6 heures du matin ni après 9 heures du soir.	Même disposition.	<i>Idem.</i>
ART. 57. — Le secrétaire d'État peut autoriser l'emploi des adolescents et des femmes pendant une heure supplémentaire, lorsqu'il s'agit de recouvrer le temps perdu dans les usines fonctionnant au moyen d'une force hydraulique; mais cette tolérance ne peut excéder 96 jours en cas de sécheresse ni 48 jours en cas d'inondation.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
ART. 63. — Lorsque des établissements jouissant de certaines tolérances laissent à désirer au point de vue de la propreté, etc., le secrétaire d'État peut ordonner des mesures spéciales comme conditions à la tolérance.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
ART. 64. — Lorsqu'une tolérance a été accordée et qu'il est reconnu que ladite tolérance est nuisible à la santé des ouvriers, le secrétaire d'État peut rendre une ordonnance la rapportant.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
	Les femmes peuvent être employées pendant quatorze heures, y compris les heures de repos, entre 6 heures du matin et 8 heures du soir, ou entre 7 heures du matin et 9 heures du soir, ou entre 8 heures du matin et 10 heures du	<i>Idem.</i>

PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES FABRIQUES TEXTILES	PRESCRIPTIONS CORRESPONDANTES DEVANT S'APPLIQUER	
	AUX FABRIQUES NON TEXTILES.	AUX ATELIERS.
TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE ET TRAVAIL DE NUIT (Suite).		
	soir, dans les industries désignées dans le schedule III, 3^e partie, et pendant trois jours par semaine et 30 jours par an; et pour les industries désignées dans le même schedule, 5^e partie, pendant 60 jours par an (art. 53, 56, amendés par la loi de 1895).	
	Le secrétaire d'État est autorisé à étendre cette tolérance à d'autres industries sous certaines conditions (art. 53-56).	Même disposition.
	Dans le cas où un travail entrepris ne serait pas terminé à la fin de la journée, dans les industries désignées dans le schedule III, 4^e partie, les enfants, les adolescents et les femmes peuvent être employés une demi-heure de plus, à la condition que la durée du travail n'excède pas celle qui est permise par la loi (art. 54).	<i>Idem.</i>
	Le secrétaire d'État est autorisé à étendre cette tolérance à d'autres industries sous certaines conditions (art. 54).	<i>Idem.</i>
	Les adolescents et les femmes peuvent être occupés aussi longtemps que cela est nécessaire pour éviter les combustions spontanées dans la teinture au rouge d'Andrinople et dans les blanchisseries en plein air (art. 55).	Rien.
	Les adolescents (de 14 ans et à partir du 1^{er} mars 1897) peuvent être employés dans les équipes de jour et de nuit, dans les industries dénommées dans le schedule III, 6^e partie (art. 58).	
	Le secrétaire d'État est autorisé à permettre l'emploi des adolescents du sexe masculin âgés de 16 ans dans les équipes de nuit (art. 58).	Même disposition.
	Les adolescents âgés de 16 ans et du sexe masculin peuvent être occupés la nuit dans les imprimeries de journaux de province, mais seulement deux nuits par semaine et pas plus de douze heures sans interruption (art. 59).	Rien.
	Les adolescents du sexe masculin (âgés de 14 ans et à partir du 1^{er} janvier 1897), peuvent être employés dans les verreries à des heures consacrées par la coutume,	<i>Idem.</i>

PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES FABRIQUES TEXTILES.	PRESCRIPTIONS CORRESPONDANTES DEVANT S'APPLIQUER	
	AUX FABRIQUES NON TEXTILES.	AUX ATELIERS.
TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRE ET TRAVAIL DE NUIT (Suite).		
	mais sous certaines conditions (art. 60).	
	Le Secrétaire d'État peut autoriser l'emploi des garçons de 16 ans dans les boulangeries au même titre que les hommes adultes (art. 45).	Même disposition.
	Dans les blanchisseries, les femmes peuvent travailler quatorze heures par jour pendant trois jours dans une semaine et pendant trente jours par an.	<i>Idem.</i>
PRESCRIPTIONS DIVERSES.		
ART. 19-78. — Doivent être affichés dans les salles de travail : la durée du travail et les heures des repas; un extrait de la loi; les noms des inspecteurs et des médecins certificateurs; la désignation de l'horloge sur laquelle doit se régler le travail; le nombre des personnes pouvant être occupées.	Même disposition (applicable aux blanchisseries).	Même disposition.
ART. 66. — Avis de certaines exceptions doivent être affichés et adressés à l'inspecteur.	<i>Idem.</i>	
Le travail supplémentaire indiqué à l'article 14 de la loi de 1891 doit être inscrit sur un registre et information doit être faite à l'inspecteur.	<i>Idem.</i>	
ART. 77. — Un registre sur lequel sont indiqués les noms des adolescents de moins de 16 ans doit être tenu dans la forme et avec les renseignements prescrits par le secrétaire d'État. Des extraits de ce registre sont envoyés à l'inspecteur sur sa demande.	Même disposition	Le Secrétaire d'État peut exiger qu'un registre soit tenu dans les ateliers (art. 77), auxquels l'article 53 de la loi de 1895 s'applique.
ART. 76. — Les heures de travail doivent être réglées sur une horloge publique.	<i>Idem.</i>	Même disposition.
ART. 92. — Quiconque se trouve dans une fabrique pendant que les machines sont en marche et que l'on travaille est considéré comme y étant employé, à moins de preuve contraire.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
ART. 94. — Définition du travail.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
ART. 75. — Tout industriel prenant possession d'un établissement doit en informer l'inspecteur dans le mois qui suit.	Même disposition (applicable aux blanchisseries).	<i>Idem.</i>
ART. 80. — Les inspecteurs des poids et mesures sont autorisés à vérifier les poids et mesures servant à la détermination des salaires, etc.	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>

LOI DE 1896
sur l'instruction primaire.

ART. 7. — Il incombe aux inspecteurs et aux sous-inspecteurs institués par les lois réglementant le travail dans les fabriques, les ateliers et les mines et non aux autorités locales, d'assurer l'exécution des prescriptions concernant l'emploi des enfants dans lesdites fabriques, ateliers et mines. Toutefois, les autorités locales ont pour mission de faciliter la tâche desdits inspecteurs et sous-inspecteurs dans l'accomplissement de leurs fonctions, soit par des informations, soit autrement.

LOI DE 1880
sur l'instruction primaire.

ART. 4. — Quiconque occupe un enfant de plus de dix ans et de moins de treize ans en résidence dans un district scolaire, lequel enfant n'aurait pas obtenu de certificat constatant qu'il possède les connaissances exigées par le règlement en vigueur dans le district et lui permettant d'être exempté totalement ou en partie de l'obligation de suivre les classes, sera réputé occuper cet enfant contrairement aux dispositions de la loi de 1876 sur l'instruction primaire et sera poursuivi en conséquence.

LOI DE 1883
sur l'instruction, en Écosse.

Dispositions au sujet des enfants employés dans l'industrie.

ART. 6. — A partir du 1^{er} septembre 1885, quelles que soient les dispositions de l'article 5 de la loi de 1878 sur l'instruction en Écosse et des lois réglementant l'instruction des enfants employés dans l'industrie, lesdites lois devront être lues et auront le même effet que si elles prescrivaient que nul ne peut occuper un enfant de dix à quatorze ans, à moins : 1^o que cet enfant n'ait subi l'examen démontrant qu'il a les connaissances indiquées par

le programme n° 3 prescrit par l'Administration de l'instruction publique en Écosse pour l'année 1883, ou dans l'un des programmes établis pour les années suivantes, et qu'il suit les classes d'une école publique ou inspectée en vertu de l'article 23 de la loi industrielle de 1878 ou de l'arrêté de l'Administration de l'instruction en Écosse établissant le nombre de classes auxquelles ledit enfant doit assister; 2° que cet enfant n'ait obtenu le certificat de capacité pour la lecture, l'écriture, les règles élémentaires du calcul, ainsi qu'il est prescrit à l'article 73 de l'« Education Scotland » Act, 1878, amendé par l'article suivant :

Il est interdit d'employer, pendant toute la journée, un enfant de moins de treize ans dans un des établissements tombant sous l'application de la loi industrielle de 1878.

Toutefois, les enfants occupés par un patron, avant le 1^{er} septembre 1885, pourront continuer à l'être, à la condition qu'ils suivent la classe ainsi qu'il est prescrit par la loi industrielle de 1878.

Amendement à l'article 73 de l'« Education Scotland » Act, 1878.

ART. 7. — Le certificat de capacité pour la lecture, l'écriture et le calcul élémentaire ne pourra être accordé à un enfant par un inspecteur de l'enseignement, en vertu de l'article 73 de l'« Education Scotland » Act, 1878, que si cet enfant a subi l'examen déterminé par le programme n° 5 arrêté par l'Administration de l'instruction publique en Écosse, pour l'année 1883, ou par tout autre programme déterminé par les arrêtés à intervenir ultérieurement.

Examen.

ART. 8. — L'examen, dont il est question aux deux articles précédents se rapporte aux trois parties suivantes : lecture, écriture et calcul élémentaire et de la manière qu'il est prescrit dans les programmes d'examens établis par l'Administration publique en Écosse, pour l'année 1883 ou pour une année subséquente.

LOI DE 1894

sur l'emploi des enfants dans les cirques, etc.

Licence nécessaire à l'emploi des enfants.

ART. 3, § 1. — Le tribunal de première instance ou, en Écosse, le conseil de scolarité peut, nonobstant toute autre disposition contenue dans la présente loi et pour tel temps qu'il le juge à propos, pour tel nombre d'heures

par jour, et en émettant telles restrictions ou conditions, accorder au sujet des enfants de plus de sept ans l'autorisation :

a) De figurer dans les représentations devant avoir lieu dans les endroits autorisés par la loi sur les fêtes publiques, ou dans les cirques et autres lieux de divertissements;

b) D'être entraînés à des exercices de corps;

c) Ou pour les deux objets ci-dessus.

A la condition que ce soit du parfait consentement des enfants et qu'il soit démontré que toutes les dispositions ont été prises pour sauvegarder leur sécurité et leur bon traitement dans les représentations ou les exercices d'entraînement; et le tribunal ou le conseil ont le pouvoir de changer, de soumettre à de nouvelles restrictions ou de rapporter la licence.

Cette licence est nécessaire aux personnes tombant sous l'application de la présente loi.

§ 2. Le Secrétaire d'État peut donner aux inspecteurs institués par l'article 67 de la loi industrielle de 1878 tous pouvoirs de rechercher s'il est tenu compte des conditions et des restrictions imposées dans les licences accordées en vertu du présent article. Pour remplir cette mission spéciale, et en dehors de leurs attributions ordinaires, lesdits inspecteurs ont droit de pénétrer, d'inspecter, de faire des recherches dans les lieux de divertissements publics où un enfant serait employé en vertu d'une autorisation accordée ainsi qu'il est dit plus haut, au même titre que ce droit leur est donné par l'article 68 de la loi de 1878 pour visiter les fabriques et les ateliers.

§ 3. Quiconque veut obtenir l'autorisation précitée devra, au moins sept jours à l'avance, en donner avis au chef de la police du district dans lequel les représentations devront avoir lieu. Celui-ci pourra indiquer à l'autorité qui est chargée de délivrer la licence, ou faire indiquer par une personne qu'il désignera à cet effet, les causes qui pourraient s'opposer à ce que l'autorisation fût accordée et ladite autorité ne délivrera aucune licence sans s'être assuré que la formalité ci-dessus a été remplie.

§ 4. Lorsqu'une autorisation de ce genre est accordée, il est du devoir de la personne qui en fait la demande d'en envoyer, dans les dix jours, une copie à l'inspecteur des fabriques du district où la licence est valable; faute de quoi elle sera passible, en juridiction sommaire, d'une amende n'excédant pas 5 livres (125^f).

§ 5. Aucune des dispositions de la loi de 1876 sur l'instruction primaire ou de la loi sur l'instruction en Écosse n'est abrogée par le présent article ni par celui qui le précède immédiatement.

NOTE. — L'emploi illégal d'un enfant aux termes de la loi ci-dessus peut entraîner une amende de 25 livres (625^f) ou, à défaut de paiement, ou en sus, un emprisonnement ne dépassant pas trois mois (art. 2).

LOI DE 1875
sur la santé publique.

ART. 38. — Sur le rapport d'un surveillant informant l'autorité locale qu'il existe un bâtiment servant de fabrique ou destiné à servir de fabrique ou de salle de travail dans lequel des personnes de sexes différents sont employées ou peuvent être employées en même temps pour des opérations industrielles ou pour l'exercice de leur métier, ladite autorité peut, à son gré, notifier par écrit au propriétaire ou au patron de ladite construction d'avoir à édifier, dans un temps déterminé, des urinoirs, des water-closets de différents systèmes, séparés pour les deux sexes et en nombre suffisant.

Quiconque néglige ou refuse de se conformer à une semblable mise en demeure s'expose pour chaque contravention à une amende n'excédant pas 20 livres (500^f) et, en cas de récidive, à une amende n'excédant pas 40 shillings (50^f) par jour de retard (1).

ART. 91. — Toute fabrique, atelier, lieu de travail (non encore soumis aux prescriptions d'une loi industrielle générale) qui n'est pas tenu dans un état de propreté convenable, ou qui ne serait pas ventilé de manière à rendre inoffensifs les gaz, les vapeurs, les poussières ou les autres impuretés se dégageant dans le cours du travail, ou dans lequel le nombre des ouvriers employés serait assez élevé pour être une cause d'insalubrité, sera réputé être insalubre et pourra donner lieu à des poursuites sommaires de la manière prévue par la présente loi.

Amendement de 1890 aux lois sur la santé publique.

ART. 22, § 1^{er}. — Tout édifice à l'usage d'un atelier ou d'une manufacture, ou dans lequel des personnes sont employées ou peuvent être employées pour y exercer leur profession, que cet édifice ait été construit avant ou après la mise en vigueur de la présente disposition, devra être organisé dans de bonnes conditions d'hygiène et de convenances morales, eu égard au nombre de personnes occupées ou pouvant être occupées et aux sexes desdites personnes.

§ 2. Lorsque, par le rapport d'un surveillant, l'autorité urbaine est informée que les dispositions du présent article ne sont pas exécutées dans un bâtiment, ladite autorité a tous pouvoirs d'adresser un avis écrit requérant le propriétaire ou patron d'avoir à faire telles modifications ou additions qu'elle indique pour se conformer aux prescriptions ci-dessus.

§ 3. Quiconque néglige ou refuse de se soumettre à cette mise en demeure

(1) Consulter l'article 35 de la loi de 1895.

sera passible, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas 20 livres (500^f) et d'une indemnité journalière n'excédant pas 40 shillings (50^f).

§ 4. Dans les districts où le présent article a force de loi, l'article 38 de la loi de 1875 sur la santé publique sera abrogé (1).

LOI DE 1891

sur la santé publique à Londres.

ART. 25, § 1^{er}. — Si, à la suite d'une constatation faite par un médecin ou par un inspecteur du service sanitaire, l'autorité sanitaire est informée qu'il est nécessaire, pour l'hygiène des travailleurs, qu'un atelier (à l'exception des boulangeries) ou qu'une partie d'atelier soit blanchie, nettoyée ou désinfectée, ladite autorité sanitaire adressera au propriétaire ou au patron de l'atelier un avis écrit requérant le blanchissage, le nettoyage ou la désinfection dudit atelier ou de la partie visée et cela dans un temps déterminé indiqué par l'avis. Si la personne recevant cette mise en demeure néglige de s'y conformer, elle sera passible d'une amende n'excédant pas 5 livres (125^f) et, en cas de récidive, à une amende n'excédant pas 10 shillings pour chacun des jours pendant lesquels l'infraction subsiste après la mise en demeure. L'autorité sanitaire a, d'ailleurs, le pouvoir de faire blanchir, nettoyer ou désinfecter l'atelier ou la salle et de recouvrer sommairement les frais qui en résultent aux dépens de la personne visée par l'avis.

§ 2. Le présent article s'appliquera à n'importe quelle usine visée par la loi industrielle de 1878 ou par les lois qui l'amendent et à tout établissement industriel, comme si cet établissement était un atelier.

ART. 26, § 1^{er}. — Les articles 34, 35 et 81 de la loi industrielle de 1878 ainsi que les articles 50 et 60 de la loi industrielle de 1883 (visant la propreté, la ventilation et les conditions sanitaires) devront, en ce qui concerne les boulangeries de détail, être appliqués par l'autorité sanitaire locale du district dans lequel est située la boulangerie.

§ 2. Pour assurer l'exécution du présent article, les dispositions de la présente loi relatives au droit que l'autorité sanitaire et que ses officiers possèdent de pénétrer dans les établissements, afin de s'assurer des causes d'insalubrité, auront le même effet que si elles étaient édictées à nouveau dans le corps du présent article; et quiconque refuserait l'entrée indiquée ci-dessus à l'autorité sanitaire ou à ses officiers, ou y apporterait des empêchements, sera passible d'une amende.

(1) La loi de 1890 ne reçoit son application que dans les districts où l'autorité locale en a ainsi décidé; toutefois, l'article 35 de la loi industrielle de 1895 pourvoit généralement aux mesures prescrites.

ART. 27. — Dans le cas où un enfant, un adolescent ou une femme serait occupée dans un atelier, et si ce fait vient à la connaissance du médecin de l'autorité sanitaire, celui-ci en informera immédiatement par écrit l'inspecteur des fabriques du district.

LOI DU 28 JUIN 1892

sur la durée du travail dans les magasins.

Considérant que la santé des adolescents employés dans les boutiques et les magasins a beaucoup à souffrir de la durée du travail, il y a lieu d'édicter les mesures suivantes :

Titre de la loi.

ART. 1^{er}. — La présente loi sera désignée sous le nom de « Shop Hours Act, 1892 ».

Mise en vigueur.

ART. 2. — La présente loi entrera en vigueur à partir du 1^{er} septembre 1892.

Durée du travail dans les magasins.

ART. 3, § 1^{er}. — Aucun adolescent ne peut être employé dans un magasin ou ses dépendances pendant plus de soixante-dix heures par semaine, y compris le temps nécessaire aux repas.

§ 2. Aucun adolescent ne peut, à la connaissance de son patron, être employé dans un magasin et ses dépendances, après avoir auparavant accompli dans la même journée un travail dans une fabrique ou un atelier, tels que ces derniers sont définis par la loi industrielle de 1878, que lorsque la durée totale du travail, à l'usine ou à l'atelier et au magasin, ne dépassera pas le nombre d'heures fixé par le paragraphe ci-dessus.

Affichage de la durée du travail.

ART. 4. — Dans chaque magasin où un adolescent sera employé, le patron est tenu d'afficher, dans un endroit bien en vue, un avis indiquant les dispositions de la présente loi, ainsi que la durée légale du travail hebdomadaire.

Amende.

ART. 5. — Tout patron qui occupe, dans un magasin ou ses dépendances, un adolescent contrairement aux dispositions de la présente loi est passible d'une amende n'excédant pas une livre pour chaque personne ainsi employée.

L'amende peut être infligée au contrevenant.

ART. 6. — Lorsqu'un patron est poursuivi pour infraction aux dispositions de la présente loi, il a le droit, sur une demande expresse faite par lui, de faire citer devant le tribunal, au jour fixé par le jugement, la personne qu'il désigne comme étant le véritable contrevenant; et si, après que l'infraction a été dûment établie, ledit patron prouve, d'une manière suffisante, qu'il a fait toute diligence pour assurer l'exécution de la loi et que la personne incriminée par lui a agi à son insu et en dehors de son consentement et sans sa connivence, ladite personne sera déclarée sommairement coupable de l'infraction et le prévenu renvoyé sans dépens.

Procédure sommaire.

ART. 7. — Toutes les contraventions à la présente loi seront poursuivies et toutes les amendes infligées de la manière qui est indiquée dans la loi industrielle de 1878, et les articles 88, 89, 90 et 91 de ladite loi, ainsi que l'article 92, en ce qui concerne la preuve à fournir de l'âge des travailleurs, de même que les dispositions relatives à l'application de cette loi à l'Écosse et à l'Irlande, lorsque ces dispositions y sont applicables, auront leur effet comme si ces prescriptions étaient rédigées à nouveau dans le corps du présent article.

Nomination des inspecteurs.

ART. 8. — Le conseil de comté ou de la commune et à Londres le conseil municipal peuvent nommer autant d'inspecteurs qu'ils le jugent nécessaire pour assurer l'exécution de la présente loi sur leur territoire respectif, et les articles 68 et 70 de la loi industrielle de 1878 recevront leur application comme si ces inspecteurs étaient nommés en vertu de ladite loi et comme si le mot « atelier » désignait également les magasins visés par la présente loi.

Les pouvoirs conférés par le présent article pourront être exercés en Irlande par le conseil municipal ou par les commissaires des villes ou des districts.

Définitions.

ART. 9. — A moins de définitions contraires :

Le mot « magasin » (shop) embrasse tous les établissements où se fait la vente au détail ou en gros, les marchés, les éventaires, les entrepôts dans lesquels des personnes sont occupées moyennant rétribution; il comprend, en outre, les établissements pourvus d'une licence et tous les débits de boissons.

Le mot « adolescent » s'entend de toute personne âgée de moins de dix-huit ans.

Les autres mots et termes ont la même signification que dans la loi industrielle de 1878.

Exceptions.

ART. 10. — Ne tombent pas sous l'application de la présente loi tout magasin dans lequel ne seraient employés que les membres de la même famille, habitant dans la maison dont le magasin fait partie ou à laquelle il est attaché, ni les membres de la famille du patron habitant avec lui, non plus que les personnes occupées d'une manière permanente à titre de domestiques.

LOI DU 21 DÉCEMBRE 1893

sur la durée du travail dans les magasins.

Cette loi indique sur quels fonds doivent être prises les dépenses occasionnées par l'exécution de la loi de 1892.

LOI DU 9 AVRIL 1895

*sur la durée du travail dans les magasins,
amendant la loi de 1892.*

ART. 1. — Tout patron qui néglige d'afficher l'avis requis par l'article 4 de la loi de 1892 sur la durée du travail dans les magasins et de la manière qu'il y est prescrit est passible d'une amende n'excédant pas 40 shillings (50^l).

RÈGLEMENTS SPÉCIAUX

de l'inspecteur en chef des fabriques.

La loi industrielle anglaise permet au Secrétaire d'État de désigner comme industrie dangereuse ou insalubre tout procédé de fabrication ou nature quelconque de travail susceptible de nuire à la sécurité ou à la santé des femmes, des enfants ou de tout autre catégorie d'ouvriers.

Cette déclaration faite, il est établi un règlement particulier pour chacune

des industries considérées comme dangereuses et les divers articles de ce règlement ont force de loi.

Ci-après les règlements actuellement en vigueur.

La plupart d'entre eux comportent deux parties distinctes : d'abord les obligations des chefs d'établissements, puis celles des ouvriers. En vertu de l'article 11 de la loi industrielle de 1891, ces règlements doivent être affichés dans les locaux de travail dans un endroit bien en vue et à portée des travailleurs ; un exemplaire est remis par le patron à toute personne qu'ils concernent, au moment de son entrée à l'usine.

Au bas de chaque affiche se trouve la mention suivante « quiconque, tenu à observer un des règlements spéciaux établis dans une fabrique ou un atelier en vertu de la présente loi, contrevient à une de ces prescriptions ou manque de s'y conformer, sera passible, sur procédure sommaire, d'une amende n'excédant pas 40 shillings (50 francs) et le patron de la fabrique ou de l'atelier sera également passible, sur procédure sommaire, d'une amende n'excédant pas 10 livres (250 francs), à moins qu'il ne prouve avoir fait toute diligence pour faire connaître ledit règlement et le faire respecter » (art. 9 de la loi industrielle de 1891).

« Quiconque aura arraché, dégradé ou dénaturé volontairement une affiche apposée dans les salles de travail sera passible, sur procédure sommaire, d'une amende n'excédant pas 10 livres (250 francs) » (art. 11 de la loi industrielle de 1891).

Produits chimiques.

1° A l'avenir, les chaudières, les bacs et tous les autres récipients devant contenir des liquides d'une nature dangereuse devront être disposés de manière à dépasser d'au moins trois pieds (0 m. 912) le sol ou la plate-forme sur laquelle ils se trouvent. Les récipients qui ne sont pas actuellement (déc. 1896) établis d'après la règle ci-dessus, ou pour lesquels l'inspecteur aura la conviction qu'une disposition de cette nature est impraticable, devront être entourés d'une clôture protégeant efficacement les ouvriers ;

2° Autour de ces chaudières, de ces bacs ou récipients, il devra être aménagé un espace libre. Si un obstacle quelconque est adossé au récipient, une barrière en défendra l'approche ;

3° Pour les chaudières à faire bouillir les lessives caustiques, la maçonnerie de support sera établie de manière qu'on ne puisse marcher au sommet ni sur les côtés ; et, quand cela sera possible, le récipient sera muni d'un couvercle en forme de dôme ;

4° Aucune planche ni passerelle, non munies de garde-corps, ne pourront être placées au-dessus des chaudières, des bacs ou des récipients, contenant des liquides d'une nature dangereuse et dépourvus de couvercle. La présente règle ne s'appliquera pas aux fosses à charrées lorsque ces fosses seront elles-mêmes suffisamment protégées ;

5° Des masques respirateurs seront mis à la disposition des travailleurs, dans les ateliers où des gaz toxiques ou des poussières dangereuses prennent naissance ;

6° Les passages dangereux seront largement éclairés ;

7° Chaque atelier où l'on prépare la soude et la potasse caustiques sera pourvu de seringues ou d'appareils à laver (wash bottles), lesquels seront enfermés dans des boîtes closes tenues en un endroit désigné, dans la proportion d'un appareil pour quatre chaudières. Ces appareils seront d'une capacité et d'une forme convenables, ils seront tenus constamment remplis d'eau pure. Des dispositions analogues seront prises dans les endroits où l'inspecteur des fabriques le jugera nécessaire ;

8° Des surtouts tenus en parfait état de propreté seront fournis à tous les ouvriers travaillant dans les ateliers où l'on manipule du chlorate de potasse ou un autre chlorate. Dans ces ateliers, des dispositions seront prises pour qu'un bain puisse être pris incontinent.

Dans les établissements où se fait la fabrication des chlorates et où on en manipule, le graissage sera fait au moyen du suif ou par tout autre lubrifiant convenable en place de l'huile ;

9° Des masques respirateurs contenant de l'oxyde de fer humide, ou toute autre substance propice, seront placés en des endroits d'un accès facile et prêts à être employés, dans le cas où de l'hydrogène sulfuré ou tout autre gaz toxique viendrait à se dégager subitement ;

10° Dans les ateliers où il se produit des gaz de densité élevée, les conduites d'entraînement seront tenues en parfait état d'entretien afin d'éviter tout échappement ;

11° Avant d'ouvrir les chambres de chloruration, dans les fabriques de chlorure de chaux et lorsqu'on jugera que la chaux vive a absorbé tout le gaz libre nécessaire à sa saturation, il est prescrit, avant l'ouverture des chambres, de faire le dosage du chlore d'après le procédé indiqué dans l'*Alcali Act*. Ce dosage sera inscrit chaque fois sur un registre tenu à cet effet.

Les chambres seront ventilées aussi activement que possible pendant l'embarillage, en organisant un courant d'air pur par l'ouverture de larges carnaux disposés aux deux extrémités et au plafond.

Emploi de la dinitro-benzine dans la fabrication des explosifs.

1° Personne ne peut être occupé à cette fabrication, à moins d'être muni d'un certificat médical constatant l'aptitude physique nécessaire ;

2° Les ouvriers seront examinés au moins une fois tous les quinze jours par le médecin certificateur, lequel aura le pouvoir de prescrire le changement d'atelier, provisoire ou définitif, pour quiconque présenterait des symptômes d'empoisonnement ; ou, si après un essai d'une durée suffisante l'homme de l'art acquiert l'opinion qu'un ouvrier est de par sa constitution impropre à être employé, il pourra en ordonner le renvoi ;

3° Il sera tenu à la disposition des ouvriers du lait frais et une boisson saine que le médecin jugera bon de voir consommer ;

4° Aucun repas ne sera pris dans l'atelier ;

5° Des lavabos séparés pour les hommes et les femmes seront installés et il sera fourni, en quantité largement suffisante, de l'eau chaude, du savon, des brosses à ongles et des serviettes. Lorsqu'une partie quelconque de la peau aura été en contact avec la dinitrobenzine, il y aura lieu d'en opérer le lavage immédiatement ;

6° Des surtouts et des capuchons seront donnés à tous les travailleurs dans les ateliers où l'on emploie la dinitrobenzine ; ces vêtements seront quittés et brossés à fond avant les repas et avant les sorties. Ils seront lavés au moins une fois par semaine.

7° Des masques respirateurs (pouvant être lavés) avec surface filtrante, composée d'une toile fine ou d'un morceau de drap sans couture ou de toute autre matière efficace, seront fournis aux ouvriers qui auraient à respirer des poussières ; d'ailleurs, le port de ces masques sera réclamé chaque fois que les ouvriers pourraient retirer des avantages de leur emploi ;

8° Partout où la dinitrobenzine est manipulée à la main, les ouvriers seront pourvus de gants en caoutchouc (tenus en état constant de propreté, surtout à l'intérieur) afin que les mains soient toujours protégées contre le contact direct avec ce corps. On pourra faire usage de fragments d'étoffe qui seront détruits immédiatement après leur emploi ;

9° Pour le concassage à la main de la dinitrobenzine on devra faire usage d'une longue tige de bois, d'une perche ou d'un outil muni d'un long manche de manière que la figure des ouvriers ne soit pas placée dans le voisinage immédiat du produit ;

10° Dans tous les ateliers et dans les dépendances de l'établissement où l'on purifie, pulvérise ou mélange des matières dont la dinitrobenzine fait partie, on devra installer des hottes, des cheminées d'appel et des ventilateurs mécaniques, de manière à conduire au dehors tous les gaz et les vapeurs produites ;

11° Les étuves à dessécher seront suffisamment ventilés et lorsque cela sera possible, elles seront chargées et déchargées à des heures déterminées. Un courant d'air sera organisé dans ces étuves un peu avant que les ouvriers aient à opérer le déchargement d'une partie ou de la totalité de leur contenu ;

12° Pour le remplissage des cartouches, les matières ne seront pas en contact direct avec les mains, mais on fera usage d'outils convenables. Lorsqu'il n'existera pas de machines à remplir les cartouches à ventilateur, brevetée, on devra installer un système de ventilation susceptible d'entraîner au dehors les vapeurs et les poussières, de manière qu'elles ne puissent être respirées par les ouvriers ;

13° Il devra être tenu un registre d'un modèle déterminé sur lequel une personne désignée par le chef de l'établissement sera tenue d'inscrire, au moins une fois par semaine, une constatation, en vertu de laquelle elle affirmera qu'elle s'est personnellement assurée que chacune des prescriptions contenues dans le présent règlement a été observée, ou, dans le cas contraire, les raisons qui ont empêché l'application. Le médecin certificateur inscrira sur ledit registre la date de ses visites, ainsi que leurs résultats et les prescriptions faites par lui ;

14° Les chambres d'immersion seront ventilées d'une manière efficace.

Fabriques d'allumettes chimiques au phosphore blanc ou jaune.

Obligations des chefs d'établissements.

1° Toute fabrique d'allumettes employant le phosphore blanc ou jaune, qui ne sera pas munie d'un certificat émanant d'un inspecteur et indiquant que les dispositions ci-après sont appliquées, sera déclarée ne pas être tenue en conformité de la loi ;

2° Les salles de travail où s'opèrent le mélange des produits, le chimicage et le séchage devront être séparées des autres ateliers ;

3° Les chefs d'établissements devront prendre les dispositions convenables pour éviter que les vapeurs se dégagent pendant le mélange, le chimicage, le séchage et l'emballage ne pénètrent dans le reste de la fabrique ;

4° Les ateliers où se font le mélange des produits, le chimicage des allumettes, la dessiccation et l'emballage devront être organisés de manière à assurer une ventilation énergique, tant naturelle qu'au moyen d'appareils mécaniques ;

5° Ces ateliers auront un nombre suffisant de lavabos, avec eau froide et eau chaude, savon, brosses à ongles et essuie-mains. Les chefs d'établissements s'assureront que chaque travailleur se lave les mains et la figure avant chaque repas et avant de quitter le travail. Les directeurs et les surveillants sont tenus d'avertir immédiatement le patron de tous les cas où ils s'apercevraient qu'une négligence est commise de ce chef ;

6° Toute personne occupée dans une fabrique d'allumettes qui souffrira de maux de dents ou dont les gencives seront enflées devra être examinée immédiatement par un médecin, aux frais du chef de l'entreprise ; et, si des symptômes de nécrose sont constatés, le cas sera immédiatement déclaré à l'inspecteur des fabriques du district ;

7° Quiconque sera atteint de nécrose ne pourra être de nouveau occupé dans une fabrique d'allumettes que lorsqu'un médecin qualifié aura délivré un certificat d'aptitude ;

8° Personne ne pourra être occupé dans les ateliers où se font les mélanges, le chimicage, le séchage et la mise en boîtes, après l'extraction d'une dent, à moins qu'un médecin qualifié ne certifie que cela peut se faire sans danger.

Obligations des ouvriers.

9° Quiconque est employé dans les ateliers où se font le mélange, le chimicage, la dessiccation et la mise en boîtes est tenu de se laver soigneusement les mains et la figure avant chaque repas et avant de quitter le travail.

Emploi et fabrication des bichromates.

1° A l'avenir les chaudières, les bacs et tous les récipients non munis de couvercle et contenant des liquides d'une nature dangereuse devront être dis-

posés de manière à dépasser d'au moins trois pieds (0 m. 912) le sol ou la plate-forme sur laquelle ils se trouvent. Les récipients qui ne sont pas actuellement (septembre 1897) établis d'après la règle ci-dessus, ou pour lesquels l'inspecteur aura la conviction qu'une disposition de cette nature est impraticable, seront **pourvus d'une barrière protectrice**. S'il existe une échelle, un escalier ne dépassant pas 27 pouces de largeur, placé contre le récipient et lorsque, eu égard à la nature des opérations, il sera impossible de disposer la dernière marche à 3 pieds du bord du récipient, une distance de 20 pouces de ce bord sera jugée suffisante ;

2° Autour de ces chaudières, de ces bacs ou récipients, il devra être ménagé un espace libre. Si un obstacle quelconque est adossé au récipient, une barrière en défendra l'approche ;

3° Aucune passerelle, aucune traverse servant de passage et non munies de garde-corps ne pourront être placées au-dessus des chaudières, des bacs ou récipients qui contiennent un liquide d'une nature dangereuse ;

4° Des masques respirateurs appropriés et pouvant recouvrir l'entrée des voies respiratoires seront mis à la disposition des ouvriers travaillant là où des poussières et des gaz nuisibles prennent naissance ;

5° Les passages et les endroits dangereux seront largement éclairés ;

6° Les poussières étant la principale cause du danger qui menace les ouvriers manipulant des composés chromiques, tous les moyens pratiques seront employés pour limiter la production de ces poussières ;

7° Des gants ou des mitaines en tissu imperméable seront distribués aux femmes chargées du triage des cristaux ;

8° Les chefs d'établissements devront tenir à la disposition de leurs ouvriers les moyens d'assurer leur propreté : lavabos, eau chaude et froide, savon, brosses à ongles, essuie-mains.

Vulcanisation du caoutchouc au moyen du sulfure de carbone.

Obligations des chefs d'établissements.

1° Les enfants ni les adolescents ne pourront être employés dans les ateliers où l'on fait usage du sulfure de carbone ;

2° A partir du 1^{er} mai 1898, personne ne pourra être occupé plus de cinq heures par jour dans les ateliers où l'on emploie le sulfure de carbone, ni plus de deux heures et demie sans un repos d'au moins une heure ;

3° Dans la fabrication des tissus caoutchoutés pour vêtements imperméables, par le procédé au sulfure de carbone :

a) Le bac contenant le sulfure de carbone devra se remplir automatiquement et sera muni d'un couvercle ;

b) L'étoffe sera conduite à la chambre d'immersion et retirée au moyen d'un appareil automatique ;

c) Aucun travailleur ne pourra pénétrer dans la chambre d'immersion pendant le cours ordinaire du travail ;

d) L'appareil sera couvert et les vapeurs seront entraînées loin des tra-

vailleurs au moyen d'un ventilateur agissant *per descensum* et fonctionnant d'une manière constante et efficace ;

4° L'immersion ne pourra être pratiquée qu'au cas où les bacs seront organisés de manière que les vapeurs soient entraînées loin des opérateurs par des tuyaux d'aspiration ;

5° Aucun aliment ne sera pris dans les salles où il est fait usage de sulfure de carbone ;

6° Un local convenable servira de réfectoire ;

7° Toutes les personnes occupées dans les ateliers où l'on emploie le sulfure de carbone seront examinées chaque mois par le médecin certificateur du district, lequel pourra, à partir du 1^{er} mai 1898, ordonner leur renvoi temporaire ou définitif ;

8° Aucun travailleur ne pourra être occupé dans les ateliers où l'on emploie le sulfure de carbone sans l'autorisation préalable du médecin certificateur ;

9° Un registre dont le modèle sera indiqué par le Secrétaire d'État devra être tenu à la disposition des inspecteurs des fabriques et du médecin certificateur du district ; celui-ci y inscrira les dates de ses visites, l'énoncé de ses prescriptions et le nombre des personnes qu'il aura examinées. Ce registre contiendra les noms de tous les travailleurs occupés dans les ateliers où l'on emploie le sulfure de carbone.

Obligations des ouvriers.

10° Personne ne pourra pénétrer dans la salle d'opération pendant le cours ordinaire du travail, ni pratiquer l'immersion dans des bacs non pourvus de l'aspirateur chargé d'entraîner au loin les vapeurs qui prennent naissance ;

11° Il est interdit aux ouvriers de prendre leurs repas dans les ateliers où il est fait usage de sulfure de carbone ;

12° A partir du 1^{er} mai 1898, personne ne pourra être occupé contrairement aux prescriptions du médecin certificateur (n° 7) ;

13° Toutes les personnes employées dans les ateliers où il est fait usage de sulfure de carbone devront se présenter elles-mêmes à l'examen indiqué au n° 7 ;

14° Il est du devoir de tous les travailleurs d'informer immédiatement le patron ou le contremaître des défauts qu'ils pourraient constater dans le fonctionnement de l'aspirateur ou de tout autre appareil prescrit par le présent règlement.

Métallurgie du plomb.

Les chefs d'établissements devront fournir des masques respirateurs et des surtout appropriés à tous les ouvriers qui seront employés au nettoyage des chambres ou canaux de fumée ; ils prendront des dispositions pour en assurer l'emploi.

Aucun ouvrier ne pourra être occupé plus de deux heures de suite dans les canaux de fumée (un repos d'une demi-heure avant une nouvelle entrée dans les canaux sera jugé suffisant).

Les patrons sont tenus d'organiser une salle de bains à l'usage des ouvriers employés au nettoyage des canaux de fumée, et chaque ouvrier devra prendre un bain avant de quitter le travail.

Les ouvriers auront à leur disposition les objets nécessaires à leur propreté personnelle : quantité suffisante d'eau chaude et d'eau froide; savon, brosses à ongles, essuie-mains.

Fabrication du massicot.

Obligations des chefs d'établissements.

Ils fourniront à leurs ouvriers les moyens d'assurer leur propreté personnelle : quantité suffisante d'eau chaude et d'eau froide, du savon, des brosses à ongles et des essuie-mains.

Ils mettront des masques respirateurs et des surtouts appropriés à la disposition de toutes les personnes occupées aux manipulations à sec.

Ils établiront des ventilateurs ou tout autre système efficace de ventilation partout où des poussières prennent naissance.

Ils mettront à la disposition de leurs ouvriers du sulfate de magnésie et une boisson sanitaire de composition recommandée.

Masques respirateurs. — Un bon masque respirateur peut être organisé avec un sachet de batiste, avec ou sans toile mécanique fine et disposé de manière à recouvrir l'entrée des voies respiratoires.

Boisson sanitaire recommandée. — Sulfate de magnésie, 2 onces; eau, 1 gallon; essence de citron, quantité suffisante pour parfumer.

Fabrication des oxydes de plomb.

Obligations des chefs d'établissements.

Pour retirer le massicot, le minium ou la litharge des fours à oxyder, il est interdit de jeter ces substances sur le sol de la fabrique ou de l'atelier; on devra se servir de pelles, non de rateaux, pour les placer immédiatement dans des wagonnets.

Le minium ou la litharge ne seront pas emballés dans l'atelier ou les ateliers où se fait la fabrication.

Pour cet emballage il sera placé, au-dessus des barils à remplir, une hotte communiquant avec un aspirateur, ou toute autre disposition permettant de faire l'opération sans danger.

Une salle de bains sera mise à la disposition des ouvriers employés à la manipulation du minium et de la litharge, ainsi que des lavabos et une quantité suffisante d'eau chaude, du savon, des brosses à ongles et des essuie-mains.

Chaque mois, les ouvriers seront examinés individuellement par un mé-

decin, et le résultat de la visite sera consigné sur un registre tenu à cet effet par les chefs de l'établissement.

Ils fourniront à leurs ouvriers et à discrétion une boisson sanitaire recommandée.

Emploi du chromate de plomb. — Emballage, dévidage, enroulage, tissage ou manipulation quelconque d'objets teints au chromate de plomb.

Obligations des chefs d'établissements.

Ils devront fournir tous les objets nécessaires à la propreté de leur personnel : eau chaude et froide en quantité suffisante, savons, brosses à ongles et essuie-mains.

Les ouvriers travaillant par les procédés à sec devront être pourvus de masques respirateurs et de surtouts appropriés.

Partout où des poussières se produisent dans le cours du travail, un respirateur mécanique ou tout autre procédé efficace de ventilation sera organisé.

Les chefs d'établissements mettront à la disposition de leurs ouvriers du sulfate de magnésie en quantité suffisante et la boisson sanitaire indiquée ci-après, ou toute autre boisson dont la composition sera connue de l'inspecteur des fabriques.

Masques respirateurs. — Un masque respirateur peut être préparé au moyen d'un sachet de batiste, avec ou sans toile métallique fine, et disposé de manière à recouvrir l'entrée des voies respiratoires.

Boisson sanitaire. — Sulfate de magnésie, 2 onces ; eau, 1 gallon ; essence de citron, quantité suffisante pour parfumer.

Obligations des ouvriers.

Quiconque est pourvu d'un masque respirateur ou d'un surtout est tenu d'en faire usage pour exécuter le travail à cause duquel ces objets sont prescrits.

Tous les ouvriers devront se laver les mains et la figure et s'approprier avant chaque repas et avant de quitter le travail.

Il est interdit de prendre aucune nourriture dans les ateliers où le chromate de plomb est employé.

Fabrication de la céruse.

Obligations des chefs d'établissements.

1° Ils mettront à la disposition des ouvriers employés aux travaux énumérés à la règle 24 des masques respirateurs, des surtouts appropriés et des capuchons ;

2° Chaque chambre de réaction sera munie d'une conduite à demeure ou

d'un tuyautage mobile communiquant avec un réservoir d'eau d'une contenance suffisante et permettant, au moyen d'une pomme d'arrosage, d'humecter les lames à la sortie des pots ;

3° Ils ne devront employer aucune femme sans un certificat d'aptitude physique délivré par un médecin pendant la première semaine d'occupation ;

4° Tout ouvrier s'étant absenté du travail pour cause de maladie ne pourra être employé à nouveau sans être examiné par un médecin ;

5° Ils mettront des surtouts à la disposition des femmes occupées à replacer les lames de plomb venant de l'épluchage sans avoir été refondues. Partout ailleurs, on leur distribuera en plus des capuchons, excepté à celles qui sont occupées au traitement du minerai ;

6° Le port des chaussures et des bas est facultatif, mais il est interdit aux femmes de faire usage à l'atelier des chaussures et des bas qu'elles portent pour aller à la fabrique et en revenir ;

7° Des salles de bains en nombre suffisant seront installées pour les travailleurs des deux sexes ;

8° Les chefs d'industrie établiront des vestiaires, un réfectoire, des lavabos avec portemanteau où les habits de ville seront séparés des costumes de travail ;

9° Toutes les semaines, un médecin examinera individuellement chaque ouvrier et consignera les résultats de sa visite sur un registre spécial fourni par la direction de l'établissement ;

10° Ce registre indiquera les heures d'entrée et de sortie de chaque ouvrier, ainsi que les heures où il doit prendre son bain ;

11° Tous les cas de saturnisme seront déclarés à l'inspecteur et au médecin certificateur du district ;

12° Des dispositions seront prises pour que chaque ouvrier, homme ou femme, prenne au moins un bain par semaine et pour que ce bain soit précédé d'un lavage ordinaire ;

13° Les objets dont le port est obligatoire seront fournis par les chefs d'établissements et ils s'assureront qu'il en est réellement fait usage. A la fin de chaque journée, les effets ayant servi aux ouvriers travaillant aux étuves seront réunis et lavés soigneusement ; pour les autres parties de la fabrique, ce lavage n'aura lieu qu'une fois par semaine ;

14° Les lavabos seront tenus en parfait état de propreté et pourvus d'essuie-mains propres après chaque repas ;

15° Les vestiaires, les bains et les cabinets d'aisances seront balayés et nettoyés une fois par jour ;

16° Ils s'assureront qu'aucun ouvrier ne quitte ses vêtements de travail dans le réfectoire, ou ses vêtements de ville dans n'importe quel atelier ;

17° Ils s'assureront qu'il y a dans les salles de bains et les lavabos une provision suffisante d'eau chaude et d'eau froide, des savons, des brosses et des essuie-mains ;

18° A proximité de chaque atelier, les ouvriers devront trouver les moyens de se laver ; il y aura même une provision suffisante d'une boisson sanitaire et les chefs d'établissements devront s'assurer que les ouvriers la consomment ;

19° A la fin de chaque période de travail, un délai d'au moins dix minutes, pris sur la durée normale du travail, sera accordé aux ouvriers pour les soins de propreté. Ce délai sera indiqué par une affiche et les chefs d'industrie sont responsables de l'observation de cette règle;

20° Ils veilleront à ce que toutes les inscriptions sur le registre soient faites au moment de la visite hebdomadaire du médecin;

21° Lorsqu'un ouvrier se déclarera indisposé, on devra appeler immédiatement un médecin; d'ailleurs, sur la demande de l'un quelconque d'entre eux, il lui sera délivré la potion prescrite qu'on aura soin de tenir préparée dans chaque atelier;

22° Les directeurs, etc., devront signaler immédiatement aux chefs d'établissements les cas où les ouvriers négligeraient de se conformer aux prescriptions ci-dessus;

23° Tous les ouvriers sortant de l'établissement devront être examinés afin de s'assurer s'ils sont convenablement nettoyés;

23° a A partir du 1^{er} juin 1897, aucune femme ne pourra être employée aux chambres de carbonatation (*white beds*) au décapage, au lavage, aux étuves et à l'emballage à sec de la céruse.

Obligations des ouvriers.

24° Chaque travailleur, homme ou femme, avant d'opérer les manipulations suivantes, devra revêtir les effets qui lui auront été remis par le préposé du chef d'industrie, savoir:

Chambres de carbonatation (blue beds et white beds). — Les femmes replaçant les lames de plomb venant du décapage sans avoir été refondues auront un surtout.

Les ouvriers des chambres (*white beds*) auront un surtout et un capuchon. A l'intérieur des chambres, les femmes porteront un masque respirateur en plus; non les porteurs.

Arrosage et épluchage. — Un surtout et un capuchon. Les femmes occupées au décapage seront munies d'un masque en plus.

Broyage. — Un surtout et un capuchon.

Mise à l'étuve. — Un surtout et un capuchon.

Déchargement des étuves. — Un surtout, un capuchon et un masque.

Préparation de la pâte pour peinture. — Un surtout et un masque;

25° Les travailleurs occupés à ces diverses manipulations devront, avant de prendre leurs repas, soit à domicile, soit au réfectoire de l'usine: laisser leur surtout, capuchon, etc., au vestiaire destiné à cet effet; se brosser avec soin pour enlever les particules plumbeuses qui adhéreraient à leurs vêtements; se laver avec soin les mains et la figure et veiller surtout au nettoyage des ongles. Dans le cas où ils ne porteraient pas de chaussures, se laver les pieds avec soin;

26° Tous les ouvriers devront prendre un bain au moins une fois par semaine;

27° Chaque travailleur devra consommer la boisson sanitaire qui lui sera remise à des heures déterminées;

28° Chaque lame de plomb sortant de l'écaillage sera arrosée abondamment, de manière à saturer d'eau les endroits où la corrosion est plus avancée, avant de passer à la machine à écraser ;

29° Il est interdit de fumer, de faire usage de tabac, ou de prendre un aliment quelconque ailleurs qu'au réfectoire ;

30° Personne ne peut être occupé sous un faux nom ou avec de faux papiers.

Ateliers à ventiler. — Arrosage et épluchage, broyage sous l'eau et à l'huile, déchargement des étuves.

Fabrication des couleurs et emploi de l'arsenic.

Obligations des chefs d'établissements.

Ils mettront à la disposition de leurs ouvriers une quantité suffisante d'eau froide et d'eau chaude, du savon, des brosses à ongles, des essuie-mains et ils prendront des mesures pour que chaque travailleur se lave les mains et la figure avant les repas et avant de quitter le travail. De plus, il sera installé une salle de bains à l'usage des ouvriers employés à la fabrication du rouge de Milan, du vermillon ou du rouge de Perse.

Ils fourniront des masques respirateurs et des surtouts, tenus en constant état de propreté, aux ouvriers travaillant dans les ateliers où l'on emploie la céruse, ou des composés arsenicaux pour la préparation ou le mélange des couleurs. Les ouvriers occupés au broyage des couleurs sous l'eau ou à l'huile, ceux qui sont employés dans les salles où l'on manipule du rouge de Milan, du vermillon, du rouge de Perse, seront pourvus de surtouts appropriés.

Ils mettront à la disposition de leur personnel, en quantité suffisante et dans un endroit d'un accès facile, une boisson sanitaire recommandée, et ils veilleront à ce que les ouvriers en fassent un usage journalier, partout où la céruse ou de l'arsenic sont manipulés. En outre, sur la demande des ouvriers, il leur sera délivré gratuitement une potion laxative.

Aucun aliment ne pourra être absorbé dans les ateliers où l'on emploie la céruse ou des sels arsenicaux.

Obligations des ouvriers.

Quiconque est pourvu d'un masque respirateur ou d'un surtout est tenu d'en faire usage chaque fois que cela est prescrit.

Tous les travailleurs devront se laver soigneusement les mains et la figure avant chaque repas et avant de quitter le travail.

Aucun aliment ne pourra être absorbé dans les ateliers où l'on emploie de la céruse ou de l'arsenic.

Défense est faite de fumer ou de faire usage du tabac dans les ateliers où l'on emploie de la céruse et des sels arsenicaux.

Établissements dans lesquels le plomb ou l'arsenic sont employés pour l'étamage et l'émaillage des objets métalliques et des ustensiles de cuisine.

Obligations des chefs d'établissements.

Ils devront mettre à la disposition de tous leurs ouvriers les moyens d'assurer leur propreté personnelle : quantité suffisante d'eau chaude et froide, savon, brosses à ongles, essuie-mains ; ils sont tenus également de veiller à ce que chacun en fasse emploi et que tous les travailleurs se lavent les mains et la figure avant chaque repas et avant de quitter les ateliers.

Aucune nourriture ne pourra être prise dans les ateliers où l'on étame et où on pratique l'émaillage.

Obligations des ouvriers.

Les ouvriers sont tenus de se laver les mains et la figure avant chaque repas et avant de quitter les ateliers.

Ils ne doivent pas prendre leurs repas dans les salles de travail où se fait l'étamage ou l'émaillage des objets métalliques et des ustensiles de cuisine.

Émaillage des objets en fer. — Emploi de plomb, de l'arsenic ou de l'antimoine.

Obligations des chefs d'établissements.

Ils devront fournir à leur personnel tous les objets nécessaires à la propreté : quantité suffisante d'eau chaude et d'eau froide, brosses à ongles, essuie-mains, et prendre des dispositions pour obliger chaque travailleur à se laver la figure et les mains avant les repas et avant la sortie des ateliers.

Ils mettront à la disposition de tous les ouvriers employés au polissage, au brossage et au nettoyage, des masques respirateurs, des surtouts et des capuchons.

A partir du premier octobre 1894, les tables sur lesquelles se pratiquent le brossage et le nettoyage devront être perforées de manière qu'au moyen d'un système de ventilation placé au-dessous de la table ou du banc de travail, et enveloppant la partie inférieure, les poussières puissent être entraînées facilement.

Ils devront fournir à leurs ouvriers une boisson sanitaire de composition déterminée et prendre des dispositions pour qu'elle soit consommée par tous.

Aucune femme ne pourra être employée sans un examen médical préalable fait par le médecin de l'établissement, lequel délivrera un certificat d'aptitude.

Quiconque se sera absenté du travail pour cause de maladie ne pourra

être occupé à nouveau sans qu'il soit délivré un certificat constatant la guérison.

Dès les premiers symptômes de maladie, le chef de l'établissement est tenu de faire examiner à ses frais, par un homme de l'art et dans le plus bref délai possible, l'ouvrier chez lequel ils ont été remarqués. Il est entendu que cette prescription ne s'applique pas au cas des maladies ne provenant pas du fait de l'industrie.

Les chefs d'établissements devront organiser un ou plusieurs vestiaires placés à un endroit à l'abri des poussières et de l'humidité et servant aux travailleurs pour entreposer leurs effets de sortie.

(Il est recommandé de mettre à la disposition de chaque ouvrière, le matin avant de commencer le travail, une légère collation; par exemple, une demi-pinte de lait [environ un demi-litre] et un biscuit.)

Obligations des ouvriers.

Chaque ouvrier auquel il est remis un masque respirateur, un surtout ou un capuchon est tenu de s'en servir lorsqu'il est employé au genre d'occupation pour lequel ces objets sont prescrits.

Tous devront se laver et se nettoyer soigneusement la figure et les mains avant les repas et avant la sortie des ateliers.

Aucune nourriture ne peut être prise ailleurs que dans le local spécialement affecté à cet usage.

Personne ne peut être employé sous un faux nom ou avec de faux papiers.

Masques respirateurs. — Un bon masque respirateur peut être organisé au moyen d'un sachet en batiste, avec ou sans toile métallique fine, et disposé de manière à recouvrir l'entrée des voies respiratoires.

Boisson sanitaire recommandée. — Sulfate de magnésie, 2 onces; eau, 1 gallon (4 litres 543); essence de citron, quantité suffisante pour parfumer.

Poteries et fabriques de porcelaine.

Obligations des chefs d'établissements.

1° Ils fourniront des surtouts et des capuchons à toutes les femmes occupées dans les ateliers où se pratiquent les opérations suivantes: immersion, dessiccation des poteries récemment immergées, nettoyage des cazettes, brossage de la porcelaine, dépôt de la glaçure, peinture en majolique. Le lavage de ces effets, soit qu'ils aient été employés par des femmes, soit qu'ils aient été employés par des hommes, sera fait aux frais du chef de l'établissement, à moins que les ouvriers ne s'en soient servis pour aller à leur domicile et en revenir; ils ne peuvent être emportés par les ouvriers que pour les réparations à faire après le lavage. Les chefs d'établissements ne sont pas responsables des dégâts causés par le lavage; ils sont tenus seulement de mettre à la disposition des ouvriers un vestiaire où ils pourront déposer leurs effets pendant le travail et les surtouts pendant les temps de repos;

2° Il ne devront pas permettre, même aux ouvriers adultes, de préparer

des aliments, d'en consommer et même de rester pendant les heures de repas dans les ateliers où se font l'immersion, la dessiccation, le dépôt de la glaçure, la peinture en majolique. Il y a exception pour le chauffeur qui surveille le four à cuire et pour les ouvriers faisant partie de l'équipe de nuit;

3° Pendant le tournassage, ils feront usage d'appareils mécaniques pour l'enlèvement de toutes les poussières; pour le nettoyage de la porcelaine, ils devront autant que possible faire emploi, soit d'appareils mécaniques, soit de tout autre procédé susceptible d'éloigner les particules de silicate. D'ailleurs, quelle que soit la nature du travail, ils sont tenus d'adopter les mesures efficaces pour l'entraînement des poussières et pour obvier aux inconvénients auxquels celles-ci peuvent donner naissance, soit par l'emploi de ventilateurs mécaniques, soit par tout autre moyen;

4° Ils devront fournir les balais, les brosses et en général tous les objets nécessaires pour le balayage journalier des ateliers, et des chambres à dessécher où pénètrent les ouvriers, ainsi que pour le nettoyage des tables de travail et des escaliers et passages conduisant aux ateliers. Le sol des ateliers sera nettoyé chaque jour ouvrable, les tables de travail et les escaliers une fois par semaine. Le balayage du sol des ateliers aura lieu à la fin de la journée de travail, à moins d'une raison majeure. Ce balayage pourra également être fait pendant le repos pour le dîner par des personnes employées et payées par le patron; ces personnes auront leur repos une heure avant les autres ouvriers et aucune femme ainsi occupée ne pourra être employée plus de cinq heures après le commencement de repos habituel pour le dîner sans un repos d'une demi-heure. Le nom des balayeuses sera affiché sur une pancarte placée à l'endroit qu'elles occupent dans l'atelier;

5° Ils mettront à la disposition des ouvriers occupés dans les ateliers énumérés à la règle 1 et à proximité du lieu où ils travaillent tous les objets nécessaires à l'entretien de leur propreté personnelle, tels que : eau en quantité suffisante, savon, brosses à ongles et essuie-mains ;

6° Les étuves ainsi que tous les ateliers et les diverses parties des fabriques seront ventilés efficacement, la température des ateliers ne pourra excéder 90° F. (32° C. 2/9).

Obligations des ouvriers.

7° Tous les ouvriers auxquels il aura été remis un surtout ou un capuchon devront le porter alors qu'ils seront occupés aux travaux pour lesquels ces effets sont prescrits et les quitter pour prendre leurs repas;

8° Les ouvriers employés aux travaux énumérés dans la règle 1 devront se laver soigneusement les mains et la figure avant chaque repas et en sortant de l'atelier;

9° Les ouvriers employés à l'immersion, au transport des objets recouverts de glaçure, au nettoyage après immersion, à la mise en cazettes, au brossage de la porcelaine, à la décoration et à la peinture en majolique ou à toute autre opération pendant laquelle ils se trouvent en présence de sels plombiques ne devront pas séjourner dans les ateliers où s'effectuent ces

manipulations pendant les heures de repos ni y prendre leurs repas, même un aliment quelconque, à l'exception du chauffeur chargé de la conduite du four à cuire et des ouvriers qui font partie de l'équipe de nuit;

10° Les mesures prises par les patrons en vue d'assurer la ventilation des différents ateliers et étuves et d'enlever les poussières ne devront pas être modifiées par les ouvriers, sans l'intervention des patrons ou directeurs de travaux et à leur insu;

11° Chaque ouvrier, à quelque sexe qu'il appartienne, est responsable de la propreté de la place qu'il occupe dans l'atelier, il devra s'assurer que le sol des salles de travail et les étuves dans lesquelles il aura à pénétrer sont balayés et nettoyés, que les débris, les cendres, la poussière sont enlevés chaque jour et que les tables de travail et les tablettes sont brossées au moins une fois par semaine.

Préparation du bronze et de certains autres alliages.

(BRONZE; MÉTAL POUR CANONS, POUR CLOCHES; MÉTAL BLANC; DELTA MÉTAL;
BRONZE PHOSPHOREUX ET MANILLA MIXTURE.)

Obligations des chefs d'établissements.

1° Ils doivent organiser tous les moyens possibles pour faciliter la sortie des gaz ou vapeurs toxiques ainsi que des poussières prenant naissance dans le cours du travail. Des ouvertures pouvant se fermer à volonté ou obturées seulement par des jalousies à planchettes fixes seront pratiquées dans le plafond des ateliers où se fait l'une quelconque des préparations ci-dessus. Dans le cas où l'un de ces ateliers serait situé au-dessous d'une autre salle de travail, il devra être établi une cheminée d'aérage (indépendante de toute cheminée servant à l'échappement des produits de la combustion dans les fourneaux ou les poêles) et destinée à entraîner au dehors les fumées prenant naissance pendant la préparation du bronze et traversant tous les ateliers situés au-dessus de lui;

2° Tous les établissements rentrant dans la définition qui a été faite des mots fabriques et ateliers par la loi industrielle de 1878, et dans lesquels se fait la préparation ci-dessus, devront être nettoyés à fond et blanchis à la chaux au moins une fois toutes les années, ou, si l'inspecteur des fabriques l'exige par écrit, au moins une fois tous les six mois à partir du jour où a eu lieu le dernier nettoyage et blanchissage. La date de ces opérations sera indiquée dans la forme prescrite sur le registre de l'usine;

3° Lesdits ateliers devront être pourvus d'un nombre suffisant de cuvettes en métal, d'eau et de savon pour l'usage des travailleurs qui y sont occupés;

4° L'emploi des femmes et des adolescents du sexe féminin est interdit dans tous les ateliers où se pratique l'une quelconque des préparations ci-dessus, à moins que ces travailleurs ne soient dans une salle séparée de l'atelier proprement dit par une cloison fermée partant du plancher et atteignant le plafond.

Obligations des ouvriers.

5° Il est interdit aux ouvriers de manger ou de préparer leurs repas dans lesdits ateliers avant qu'un délai d'au moins dix minutes se soit écoulé après la dernière fusion du métal.

Accumulateurs électriques.

Obligations des chefs d'établissements.

Ils devront organiser des lavabos et une salle de bains et fournir les objets nécessaires en quantité suffisante, tels que : eau chaude et froide, savon, brosses à ongles, essuie-mains.

Ils mettront à la disposition des ouvriers chargés d'opérer les mélanges des masques respirateurs et des surtouts appropriés.

Pour ceux qui seront occupés au nettoyage des piles, ils fourniront des gants et des sarraux.

Ils devront se rendre compte fréquemment de l'état de ces gants et remplacer ceux qui viendraient à être défectueux.

Masques respirateurs. — Un bon masque respirateur peut être préparé au moyen d'un sachet en batiste avec ou sans toile métallique fine, et disposé de manière à recouvrir l'ouverture des voies respiratoires.

Fabrications des eaux gazeuses.

Obligations des chefs d'établissements.

1° Ils doivent mettre à la disposition des ouvriers chargés du remplissage des bouteilles et de leur manutention dans l'intérieur de l'atelier, des masques en toile métallique destinés à protéger la figure;

2° De même ils doivent leur fournir des gantelets propres à protéger efficacement au moins la moitié de la paume de chaque main et l'espace compris entre le pouce et le petit doigt;

3° Ils sont tenus d'organiser leur outillage, de le disposer, de l'entourer d'appareils de protection, de manière à éviter autant que possible, en cas de rupture d'une bouteille, que les éclats viennent frapper l'un quelconque des ouvriers occupés dans l'atelier.

Obligations des ouvriers.

4° Les ouvriers préposés au remplissage des bouteilles et ceux qui manipulent des bouteilles pleines devront pendant le cours du travail faire usage d'un masque destiné à préserver la figure des éclats de verre. Exception est faite pour ceux qui placent les étiquettes aux bouteilles déjà posées dans les casiers des caisses de livraison;

5° Ces mêmes ouvriers sont tenus de faire usage, pendant le travail, des gantelets susnommés.

Filature et tissage du lin.

Ateliers de tissage

dans lesquels il est produit de l'humidité artificiellement.

Ventilation. — Il devra exister un ventilateur extracteur de 14 pouces par 2,500 pieds carrés de surface de plancher. Cette ventilation devra fonctionner d'une manière efficace et pendant toute la durée du travail.

Humidité. — Dans chaque atelier de tissage où il est produit de l'humidité artificiellement, il devra exister deux couples de doubles thermomètres tenus en bon état, une différence d'au moins 2 degrés existera pendant les heures de travail, entre le thermomètre à boule sèche et le thermomètre à boule mouillée (ex. : therm. à boule sèche 75 degrés, therm. à boule mouillée 73 degrés).

1° Une paire de thermomètres sera fixée au centre de l'atelier, la seconde à l'une des extrémités ou à tel endroit qui sera désigné ou approuvé par l'inspecteur des fabriques. Les ouvriers devront pouvoir lire les indications des instruments;

2° Le patron, le directeur ou le préposé sont tenus de lire les indications des thermomètres deux fois par jour, savoir : entre 10 heures et 11 heures du matin et entre 3 heures et 4 heures de l'après-midi, chaque jour où des ouvriers sont occupés dans l'atelier. Ces indications seront relevées régulièrement sur un tableau dont le modèle se trouve dans le schedule B qui accompagne la loi de 1889 sur les fabriques de tissus de coton. Ces indications ainsi relevées seront considérées comme représentant l'humidité réelle de l'atelier au moment de l'observation;

3° Le tableau où les indications des thermomètres seront relevées, conformément au paragraphe ci-dessus, sera placé près des instruments, et, après avoir été rempli, il sera adressé à la fin de chaque mois à l'inspecteur du district. Il en sera gardé une copie à titre de document (1).

Filature au mouillé.

Là où il n'existe pas de garde-eau, des surtouts ou des sarraux imperméables seront mis à la disposition de tous les ouvriers; ces vêtements devront pouvoir protéger d'une manière efficace la partie inférieure du tronc.

Le sol sera disposé de manière à permettre l'écoulement naturel de l'eau.

Les prescriptions concernant l'humidité dans les tissages s'appliqueront à la filature au mouillé.

Tissage et filature au mouillé réunis.

Lorsque de la vapeur d'eau est injectée dans un atelier, les tuyaux qui la conduisent seront enveloppés d'une substance conduisant mal la chaleur et dont la nature sera connue de l'inspecteur des fabriques.

(1) Consulter l'article 31 de la loi de 1891. Environ 80 établissements tombent, en Angleterre, sous l'application des lois de 1889 et de 1897 sur les fabriques de tissus de coton.

Broyage, teillage et sérançage à la main.

Il sera installé des ventilateurs aspirateurs entraînant les poussières au dehors et *per descensum*, ou toute autre organisation empêchant que ces poussières ne soient respirées par les ouvriers.

Lorsque des enfants ou des adolescents seront employés on mettra à leur disposition des masques respirateurs et ils devront en faire usage.

Sérançage mécanique.

Il sera installé des ventilateurs aspirateurs sur le côté de l'atelier où sont disposées les machines, et sur le côté opposé on établira des ouvertures à 6 ou 7 pieds du sol, à moins d'une organisation ayant la même efficacité que les ventilateurs.

Des masques respirateurs seront tenus à la disposition des enfants et des adolescents qui seraient occupés et qui devront en faire usage.

Vestiaire.

Les vestiaires seront ventilés de manière à éloigner les gaz, les vapeurs ou autres impuretés.

Triage de la laine, des poils et des duvets.

Obligations des chefs d'établissements.

1° Les balles de laine ou de poils seront ouvertes par des ouvriers expérimentés, aptes à juger de la qualité et de l'état de la matière avant que celle-ci soit soumise au triage;

2° Les emballages contenant les poils alpaga, les laines de cachemire, de Perse, les poils de chameaux, seront ouverts au-dessus d'un aspirateur entraînant *per descensum* les poussières à l'extérieur; cette opération sera faite dans un local spécial, complètement indépendant des salles de triage ou de toute autre pièce où se fait autre chose que l'ouverture des ballots;

3° La laine mohair sera lavée; si elle doit être triée, cette opération sera pratiquée alors que la matière est encore humide.

La laine de Perse sera lavée ou désinfectée autant que possible, avant d'être triée.

La laine ou les poils endommagés, les débris et les poils de provenance étrangère, enfin les laines appartenant aux espèces désignées dans les règles 2 et 4, seront lavés avant d'être choisis.

4° Les espèces alpaga, Pelitan, de cachemire ou de Perse et les poils de chameaux ou le mohair ne pourront être triés que dans des salles pourvues d'aspirateurs mécaniques disposés de telle façon que chaque place sur la table de travail soit reliée au canal collecteur par un tuyau d'aspiration s'ouvrant à une distance d'au moins dix pouces de la paroi supérieure du canal. L'appareil qui entraînera les poussières *per descensum* devra fonctionner normalement pendant tout le temps que durera le triage, et il sera

construit de manière à enlever par place et par minute au moins 75 pieds cubiques d'air (2 m³ 109)

Le canal collecteur sera nettoyé au moins une fois par semaine.

5° La poussière entraînée par l'aspirateur sera conduite dans un récipient convenablement approprié et non à l'extérieur. Les murs de l'atelier de triage seront époussetés soigneusement et le plancher de la table de travail essuyé au moins deux fois par semaine. Les poussières et les balayures seront réunies et brûlées. Les fragments de peau, les déchets de toute nature seront enlevés chaque jour de l'atelier de triage, désinfectés ou détruits. Les objets d'emballage dans lesquels auront été importées les laines considérées comme dangereuses seront nettoyés à la main et non brossés;

6° Il est interdit d'employer au triage quiconque a une coupure non cicatrisée ou une plaie sur une partie quelconque du corps;

7° Des dispositions seront prises pour tenir les vêtements des ouvriers, ainsi que les aliments apportés par eux, en dehors de l'atelier de triage. Il est interdit de prendre les repas dans ledit atelier.

Pendant les repas les fenêtres seront tenues ouvertes;

8° Aucun objet d'emballage, aucune balle de laine ou de poils ne sera emmagasinée dans l'atelier de triage, à moins d'être isolé d'une manière efficace. Un espace d'au moins 1,000 pieds cubiques (28 m³ 25) sera nécessaire pour chaque ouvrier, sans qu'on puisse y comprendre le volume de la partie servant de magasin;

9° Le plancher de la salle de triage sera balayé chaque jour après la sortie des ouvriers et arrosé entièrement avec une solution désinfectante;

10° Les murs et les plafonds seront blanchis à la chaux au moins une fois par an;

11° Les égratignures et les blessures légères seront l'objet de soins immédiats;

12° Les objets nécessaires à la propreté des ouvriers, tels que lavabos, eau, savon, brosses à ongles et essuie-mains, seront tenus à la disposition des ouvriers, soit dans la salle de triage, soit à proximité.

Obligations des ouvriers.

13° Si la personne qui ouvre les ballots de laine ou de poils remarque des débris ou des parties endommagées, elle est tenue d'en avertir immédiatement le contremaître;

14° Tout travailleur ayant une coupure non cicatrisée ou une plaie sur une partie quelconque du corps devra en informer de suite le contremaître;

15° Il est interdit aux ouvriers trieurs de prendre leurs repas dans l'atelier, ni d'y laisser des vêtements autres que ceux qu'ils portent pendant le travail;

16° Si les tuyaux d'aspiration placés au-dessous de chaque table de triage, si l'aspirateur lui-même ou une partie quelconque de l'appareil de ventilation cesse de fonctionner d'une manière normale, la personne qui s'en aperçoit la première est tenue d'en informer le contremaître tout de suite.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES.

DIRECTION DU TRAVAIL ET DE L'INDUSTRIE.
BUREAU DE L'INDUSTRIE.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

SIXIÈME ANNÉE (1898). — NUMÉRO 6.

NOTE. — La *Table analytique des années 1893 à 1898 inclus* paraîtra en même temps que le *Bulletin n° 1 de 1899*.

ACTES OFFICIELS.

DÉCRET DU 1^{er} NOVEMBRE 1898

*nommant le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes
et des télégraphes.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉCRÈTE :

ART. 1. — M. Paul Delombre, député, est nommé Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, en remplacement de M. Maruéjouls, dont la démission est acceptée.

ART. 2. — Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} novembre 1898.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil, Ministre de l'intérieur,

CHARLES DUPUY.

DÉCRET DU 15 NOVEMBRE 1898

*nommant un membre
de la Commission supérieure du travail dans l'industrie.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes;

Vu l'article 22 de la loi du 2 novembre 1892,

DÉCRÈTE :

ART. 1. — M. SAINSÈRE, conseiller d'État, est nommé membre de la Commission supérieure du travail dans l'industrie en remplacement de M. Bousquet, nommé directeur général des douanes.

ART. 2. — Le Ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 novembre 1898.

FÉLIX FAURE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du commerce,
de l'industrie, des postes et des télégraphes,*

PAUL DELOMBRE.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Extrait du procès-verbal de la séance du vendredi 18 novembre 1898.

SCRUTIN POUR LA NOMINATION DE DEUX MEMBRES DE LA COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL (1).

L'ordre du jour appelle le scrutin pour la nomination de deux membres de la Commission supérieure du travail.

(1) La Commission supérieure du travail se trouve composée ainsi qu'il suit : MM. Richard Waddington, sénateur, *président*; Poirrier (de la Seine), sénateur; Pajot, député; Sibille, député; Sainsère, conseiller d'État; Agullon, inspecteur général des mines; Liébaud, ingénieur, constructeur-mécanicien, membre du Comité consultatif des arts et manufactures; docteur Napias, directeur de l'Administration générale de l'Assistance publique, membre de

Le scrutin a lieu et donne le résultat suivant :

Nombre de votants.....	292
Bulletin blanc ou nul.....	1
Suffrages exprimés.....	291
Majorité absolue.....	146

Ont obtenu :

MM. Pajot.....	247 suffrages.
Sibille.....	228 —

MM. Pajot et Sibille, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages, sont proclamés membres de la Commission supérieure du travail.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 6 JUIN 1898

concernant les indemnités fixes allouées aux inspecteurs départementaux du travail de la 5^e circonscription pour frais de déplacement.

Par un arrêté ministériel, en date du 6 juin 1898, les indemnités fixes allouées aux inspecteurs départementaux du travail de la 5^e circonscription, ont été fixées ainsi qu'il suit :

Inspecteurs départementaux résidant à Lille :

Pour frais de déplacement dans la ville et sa
banlieue immédiate..... 400 francs chacun.

Inspecteurs départementaux résidant à Roubaix et à Tourcoing :

Pour frais de déplacement dans toute l'étendue
de leur section..... 750 francs chacun.

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DU 15 JUILLET 1898

relatif aux frais de déplacement des inspecteurs dans les filatures de soie qui réclament le bénéfice des primes (1).

Par un arrêté ministériel, en date du 15 juillet 1898, ont été rapportés les arrêtés des 3 décembre 1895 et 14 octobre 1896 allouant une indemnité fixe aux inspecteurs du travail dans l'industrie pour les visites dans les filatures qui réclament le bénéfice des primes.

l'Académie de médecine, membre du Comité consultatif d'hygiène publique de France; C. NICOLAS, conseiller d'État, directeur du travail et de l'industrie, *membres*; Georges BRETON, sous-directeur du travail et de l'industrie, *secrétaire*.

(1) Voir, page 550, le texte de la loi du 2 avril 1898 et des règlements et arrêtés pris pour son exécution.

Les frais de déplacement occasionnés par ces visites seront remboursés sur la production d'états spéciaux et dans les mêmes conditions que les frais de tournées du service de l'inspection du travail.

INSPECTION DU TRAVAIL (1).

Par un arrêté ministériel, en date du 28 octobre 1898, M. BARBRY, inspecteur départemental du travail de 3^e classe à Reims, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

Par un arrêté ministériel, en date du 2 décembre 1898, M. LAGARD, inspecteur divisionnaire du travail à Marseille, a été nommé membre de la Commission de contrôle des filatures de soie.

Par un arrêté ministériel, en date du 28 décembre 1898, M. WALLET, inspecteur départemental du travail de 3^e classe à Beauvais, a été admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite (2).

Par un arrêté ministériel, en date du 31 décembre 1898, ont été promus :

Inspecteur divisionnaire de 1^{re} classe.

M. JARACZEWSKI, inspecteur divisionnaire à Lille.

Inspecteurs départementaux de 3^e classe.

MM. NÉE, inspecteur à Rouen;
PRUNET, inspecteur à Toulouse;
CHÉRY, inspecteur à Nancy.

Inspecteurs départementaux de 4^e classe.

MM. HENRY (Charles), inspecteur à Limoges;
BRIS, inspecteur à Bordeaux;
LENOURY, inspecteur à Paris,
MARTY, inspecteur à Rodez;
FABRE, inspecteur à Privas;
MARTIN, inspecteur à Besançon;
PROUX, inspecteur à Valence;
VILLARD, inspecteur à Amiens.

Inspecteurs départementaux de 5^e classe.

MM. BEAUQUIS, inspecteur stagiaire à Lille;
DELASTRE, inspecteur stagiaire au Mans.

(1) Voir, page 546, le tableau par classe du personnel de l'Inspection.

(2) Par application du décret du 27 mai 1897, MM. BARBRY et WALLET continueront à exercer leurs fonctions jusqu'à la délivrance de leur brevet de pension.

Par le même arrêté, M. SALMIN, inspecteur départemental au Havre, a été mis, sur sa demande, en congé illimité sans traitement, à partir du 1^{er} janvier 1899.

M. MEURDRA (Georges-Eugène-Louis-Alexandre), candidat admissible à la suite du concours de 1897, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail au Havre, en remplacement de M. SALMIN.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 15 FÉVRIER 1898

*relative aux responsabilités encourues au point de vue pénal
par les industriels à la suite d'accidents.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, à la suite d'un accident survenu dans un chantier de bois de votre circonscription, le Parquet vous a demandé de lui faire connaître votre avis sur les responsabilités encourues, au point de vue pénal, et vous sollicitez des instructions à ce sujet.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que vous n'avez pas qualité pour vous prononcer sur la question de responsabilité pénale, qu'il appartient au Tribunal seul de déterminer. D'autre part, il lui incombe également de conclure de l'arrêt de cassation du 2 avril 1897 (1), si les dispositions de la loi du 12 juin 1893 s'appliquent aux chantiers de bois. Alors même que le service de l'inspection aurait eu à procéder à des constatations au sujet de l'accident dont il s'agit, il n'aurait pas à prendre position dans cette affaire.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 20 SEPTEMBRE 1898

*relative à l'application de l'article 12 du décret du 10 mars 1894
(Protection des scies circulaires).*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis à l'examen du Comité consultatif des arts et manufactures une réclamation qui m'a été adressée au sujet d'une mise en demeure signifiée par le service de l'inspection du travail d'avoir à protéger les scies circulaires existant dans une papeterie.

Le Comité a fait remarquer, tout d'abord, que la protection réclamée par la mise en demeure, et prescrite par le décret du 10 mars 1894, est relative aux instruments tranchants tournant à grande vitesse. Il ne suffit donc pas de recouvrir ces appareils quand ils sont au repos, comme le prétendait, par suite d'une interprétation nouvelle, le chef de cet établissement.

(1) Voir le texte de cet arrêt, page 527.

Le Comité a considéré, d'autre part, que, pas plus du reste que le service de l'Inspection, l'Administration supérieure n'a mission d'adopter un type d'appareil; elle ne saurait donc en désigner aucun.

Le texte du décret précité, longuement discuté il y a plus de quatre ans, au sein des différentes assemblées auxquelles il a été soumis, est des plus clairs et d'une application facile, puisqu'il décide que les machines-outils seront disposées de telle sorte que les ouvriers ne puissent, de leur poste de travail, toucher involontairement les instruments tranchants.

Le Comité a, en conséquence, émis l'avis, que j'adopte, que la mise en demeure qui a été faite doit être maintenue.

LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 22 SEPTEMBRE 1898

relative

aux mises en demeure faites en vertu de la loi du 12 juin 1893.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai l'honneur de vous transmettre une copie de la lettre que je viens d'adresser à un industriel de votre circonscription au sujet de la mise en demeure qui lui avait été signifiée d'avoir à se conformer aux prescriptions du décret du 10 mars 1894 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels.

Je saisis cette occasion pour vous rappeler qu'aux termes de la circulaire du 24 novembre 1896 (1) vous devez joindre aux dossiers des affaires concernant les mises en demeure le rapport de l'inspecteur départemental. Il est essentiel, d'ailleurs, que ce document reproduise *in extenso* le texte de la mise en demeure inscrite sur le registre d'usine.

J'ajouterai que le Comité consultatif des arts et manufactures a rappelé, au sujet de cette affaire, que le service de l'inspection du travail ne doit désigner aucun appareil protecteur, chapeau de sûreté ou autre. Il doit se borner à exiger l'exécution des prescriptions de la loi.

LETTRÉ MINISTÉRIELLE DU 22 SEPTEMBRE 1898

relative à l'application de l'article 12 du décret du 10 mars 1894.

(Protection des scies circulaires.)

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis à l'examen du Comité consultatif des arts et manufactures la réclamation qui m'a été adressée par un

(1) Voir année 1897, page 4.

tourneur contre la mise en demeure qui lui a été faite d'avoir à protéger les scies circulaires de son établissement.

Le Comité a émis l'avis, que j'adopte, que cet industriel doit se conformer à la loi en disposant ses appareils de telle sorte que les ouvriers, de leur poste de travail, ne puissent toucher involontairement les instruments tranchants. L'exécution de cette prescription ne peut rendre impossible la pratique de l'industrie dont il s'agit, puisque la grande majorité des industriels s'y sont conformés et que des milliers d'appareils protecteurs ont déjà été disposés conformément au règlement.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 29 SEPTEMBRE 1898 X

relative à l'envoi

des copies de jugements par le service de l'Inspection du travail (1).

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez envoyé la copie de deux jugements rendus par un tribunal de simple police de votre circonscription.

Je vous serai obligé de m'adresser, pour faire suite à cet envoi, une copie des procès-verbaux dressés par l'inspecteur départemental ainsi qu'une note établie par ce fonctionnaire et faisant connaître les circonstances de l'affaire.

Je tiendrais à ce qu'à l'avenir les copies de jugements qui vous paraîtraient de nature à être publiés dans le *Bulletin de l'Inspection* soient accompagnées de ces documents. S'il s'agit d'un jugement rendu sur appel, il y aurait également lieu de joindre le jugement de première instance.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 7 OCTOBRE 1898

relative à la protection des bâtis des machines à imprimer.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis à l'examen du Comité consultatif des arts et manufactures la réclamation qui m'a été adressée par un imprimeur contre la mise en demeure qui lui a été faite d'avoir à protéger les bâtis de ses machines à imprimer.

Le Comité a reconnu, en présence des accidents qui sont survenus aux ouvriers employés à ces machines, que, malgré l'absence de danger lorsque

(1) Voir années 1893, page 47; 1897, page 214, et 1898, page 483.

l'ouvrier est debout à sa place et qu'il observe les règlements, l'industriel devait prendre les mesures nécessaires pour mettre, en tout état de cause, l'ouvrier receveur à l'abri de tout danger et suivre, à cet égard, l'exemple de ses confrères qui ont trouvé le moyen de satisfaire à la loi sans nuire à leur travail. Je partage cette manière de voir.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 7 OCTOBRE 1898

*relative à l'application de l'article 6 du décret du 10 mars 1894.
(Évacuation des poussières dans les ateliers de coupage de chiffons.)*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des arts et manufactures une réclamation qui m'a été adressée par un fabricant de papier, au sujet de la mise en demeure, qui lui a été faite par le service de l'inspection du travail, d'avoir à se conformer, dans ses ateliers de coupage de chiffons, aux prescriptions de l'article 6 du décret du 10 mars 1894 relatif à l'évacuation des poussières.

Le Comité a constaté, tout d'abord, qu'il n'est pas question dans la réclamation de la ventilation des machines (c'est-à-dire de la coupeuse mécanique) et qu'il y a lieu de présumer que cette partie de la mise en demeure ne soulève aucune objection de la part du pétitionnaire. Quoi qu'il en soit, le Comité estime que, pour ce travail, il est nécessaire d'établir une ventilation énergique avec hottes et cheminées d'appel, en raison de la grande quantité de chiffons que la machine peut déchiqueter sur un espace très restreint.

La même solution devrait rigoureusement s'imposer pour le travail fait à la main. L'établissement de courants d'air peut, il est vrai, débarrasser l'atmosphère d'une partie des poussières, mais il constitue un autre danger pour l'ouvrière. Quant à l'emploi de masques protecteurs dont l'industriel voudrait prescrire l'emploi, il a certainement pour effet de réduire dans une grande mesure l'action des poussières sur les voies respiratoires; mais, outre qu'il ne peut être obligatoirement imposé, il ne répond pas aux dispositions de l'article 6 du décret du 10 mars 1894 qui dit expressément que les poussières doivent être évacuées au dehors de l'atelier, au fur et à mesure de leur production.

Le Comité consultatif, constatant que cette obligation est formelle, n'a pu qu'approuver les termes de la mise en demeure.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 7 OCTOBRE 1898

*relative à la suite donnée par le Parquet
aux procès-verbaux dressés par les inspecteurs du travail.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez adressé un rapport sur un incident qui s'est produit à la suite d'une visite que vous avez effectuée au théâtre d'un casino. Vous exposez que M. le procureur de la République n'a pas cru devoir donner suite au procès-verbal que vous aviez dressé contre le régisseur pour avoir mis obstacle à l'accomplissement des devoirs d'un inspecteur.

Je regrette de ne pouvoir intervenir en la circonstance. Les parquets ont, en effet, un pouvoir d'appréciation qu'ils tiennent de la loi elle-même. Il leur appartient d'examiner si les procès-verbaux doivent ou non être l'objet de poursuites devant les tribunaux et, en aucun cas, l'autorité administrative n'a qualité pour leur donner des instructions à cet égard.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 10 OCTOBRE 1898

*relative à l'application de l'article 6 du décret du 10 mars 1894.
(Évacuation des poussières dans les fabriques de papier.)*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des arts et manufactures la réclamation qui m'a été adressée par un fabricant de papier contre la mise en demeure qui lui a été signifiée par le service de l'inspection du travail, d'avoir à se conformer aux dispositions du décret du 10-mars 1894.

Le Comité a rappelé tout d'abord que le décret du 13 mai 1893, tableau A, interdit, à raison des poussières qui s'en dégagent, le travail de l'effilochage et du déchiquetage des chiffons aux enfants au-dessous de 18 ans, aux filles mineures et aux femmes. L'emploi de ce personnel ne pourrait donc être toléré, à la rigueur, que si les poussières étaient supprimées, c'est-à-dire si l'évacuation en était complètement assurée au fur et à mesure de leur production, par application des mesures prescrites par le décret du 10 mars 1894.

L'emploi du masque protecteur que l'on propose de faire adopter par les ouvrières peut avoir, il est vrai, pour effet de réduire l'action des poussières sur les organes de la respiration; mais l'usage de ces engins, qui ne peut être obligatoirement imposé, puisque les règlements n'en parlent pas, ne saurait

suppléer à l'évacuation des poussières au dehors de l'atelier prescrite par l'article 6 du décret de 1894, et qui peut seule être considérée comme efficace.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 10 OCTOBRE 1898

relative

à la conservation dans les archives du Bulletin de l'inspection du travail.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai l'honneur de vous adresser plusieurs documents demandés par un inspecteur départemental du travail de votre circonscription.

Je saisis cette occasion pour vous prier de rappeler aux inspecteurs placés sous vos ordres qu'ils ne doivent, sous aucun prétexte, se dessaisir des numéros du *Bulletin de l'inspection du travail* dont les premières années sont épuisées et qu'un tirage très limité, à raison de l'exiguité des crédits, ne permettrait pas de remplacer ultérieurement. Ce recueil, qui renferme les lois, les règlements, les décisions administratives ainsi que la jurisprudence, constitue une des parties essentielles des archives et de la bibliothèque des inspecteurs du travail. Ils doivent donc veiller avec le plus grand soin à sa conservation.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 12 NOVEMBRE 1898

relative

à l'évacuation des poussières dans les peignages de déchets de soie.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des arts et manufactures une réclamation formée par un directeur de peignages de déchets de soie, au sujet de la mise en demeure qui lui a été faite, par le service de l'inspection du travail, d'avoir à assurer l'évacuation des poussières de ses ateliers.

Le Comité a reconnu que, si les poussières légères sont enlevées par le nouveau mode d'aspiration qu'il a adopté, les poussières lourdes composées de matières organiques, de débris de chrysalides de vers à soie sont versées, à la sortie de la carde, dans l'atmosphère de l'atelier et y entretiennent, pour les ouvriers préposés à la machine, des émanations pouvant être nuisibles à leur santé.

Or ces poussières, qui rentrent dans la catégorie de celles qui sont visées par le paragraphe 3 de l'article 6 du décret du 10 mars 1894, ne peuvent

être enlevées qu'à la condition d'installer autour des cardes des tambours en communication avec une ventilation aspirante énergique et s'exerçant *per descensum*.

Le Comité a, en conséquence, émis l'avis qu'il n'y avait pas lieu d'accueillir la réclamation de cet industriel. Je n'ai pu, dès lors, que l'inviter à se conformer aux prescriptions du service de l'inspection.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 12 NOVEMBRE 1898

*relative à une demande de tolérances
formée par un fabricant de capsules métalliques.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai été saisi par un fabricant de capsules métalliques d'une demande tendant à ce que les femmes et les enfants qu'il emploie soient autorisés à travailler douze heures par jour à certaines époques de l'année, par application de l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892.

Le Comité consultatif des arts et manufactures, que j'ai consulté à ce sujet, n'a pas considéré que les conditions dans lesquelles s'exerce cette industrie différassent de celles des industries ordinaires où des époques d'activité succèdent périodiquement à des époques de calme, par suite des fluctuations de la demande; il n'a pas trouvé dans ces conditions les raisons qui ont fait admettre diverses branches de la production à bénéficier des exceptions prévues par la loi. Le Comité a, en conséquence, émis l'avis que la demande ne pouvait être prise en considération.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 17 NOVEMBRE 1898 X

*relative
à l'envoi des copies de jugements par le service de l'inspection du travail.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, je vous serai obligé, lorsque vous me transmettez à l'avenir des copies de jugements, accompagnées des renseignements que je vous ai demandés le 29 septembre dernier (1), de me faire connaître si les jugements dont il s'agit ont un caractère définitif ou bien s'il y a eu appel ou pourvoi en cassation. Il importe, en effet, de ne publier dans le *Bulletin de l'Inspection du travail* que le texte des jugements qui ne sont pas susceptibles d'être réformés.

(1) Voir page 479.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 21 NOVEMBRE 1898

*relative à une demande de tolérances
formée par un fabricant de charbons pour l'électricité.*

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis à l'examen du Comité consultatif des arts et manufactures une demande qui m'a été adressée en vue de faire ranger au nombre des usines à feu continu les fabriques de charbons pour l'électricité et de les autoriser, selon les termes de l'article 6 de la loi du 2 novembre 1892, à faire travailler les femmes et les enfants pendant la nuit.

Le Comité, sans préjuger le point de savoir si les fabriques dont il s'agit pouvaient rentrer dans la catégorie des usines à feu continu selon le sens que le législateur a attribué à ce mot, a émis l'opinion qu'il n'est pas démontré que le travail des femmes et des enfants soit indispensable pour les travaux indiqués. Il a, en conséquence, exprimé l'avis, et je partage cette manière de voir, qu'en raison de ces motifs la demande dont il s'agit ne peut être accueillie.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 23 NOVEMBRE 1898

*relative
à des irrégularités qui se produisent dans la délivrance des livrets.*

MONSIEUR LE PRÉFET, j'ai le regret de constater que, malgré les instructions réitérées qui vous ont été adressées par mon administration, certains Maires de votre Département ne se conforment pas, pour la délivrance des livrets aux enfants employés dans l'industrie, aux prescriptions de l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892.

C'est ainsi que les Maires de diverses communes ont délivré, même à des enfants âgés de 12 ans, des livrets hors d'usage (livrets d'ouvriers et livrets de la loi du 19 mai 1874). De plus, dans ces mairies, les livrets ne seraient pas remis gratuitement aux requérants, et les indications qu'ils doivent contenir y seraient mentionnées sans aucun soin; c'est ainsi que la date de naissance des titulaires n'y est pas indiquée, mais seulement leur âge approximatif. Quelquefois, ils portent la trace de surcharges qui peuvent faire concevoir des doutes sur l'authenticité des indications qu'ils renferment.

J'ajoute que les livrets ne sont pas délivrés gratuitement. Dans plusieurs localités on déclare que c'est à l'ouvrier à acheter son livret lui-même. Les règles à suivre ont été rappelées à votre Préfecture par les circulaires minis-

térielles des 11 novembre 1895 et 1^{er} juin 1896. Une circulaire antérieure du 13 octobre 1875 porte que le livret sera remis à l'intéressé sur le vu du bulletin de naissance qui lui sera délivré sur papier libre conformément à l'article 16, n^o 1, de la loi du 13 brumaire an vii. Enfin, par une circulaire récente du 12 mars 1898, M. le Ministre de l'Intérieur a rappelé que la délivrance du bulletin constitue une dépense obligatoire qui peut être inscrite d'office au budget communal. On ne s'explique pas dès lors que des mairies soient encore dépourvues du livret réglementaire. Je vous prie, en conséquence, de prendre d'urgence des mesures pour qu'elles en soient toutes approvisionnées.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 26 NOVEMBRE 1898

relative à la constitution des Comités de patronage.

MONSIEUR LE PRÉFET, vous m'avez demandé de vous faire connaître quelles instructions mon Administration désirerait voir donner aux Comités de patronage qui ont été constitués dans votre département en vertu de la loi du 2 novembre 1892.

Permettez-moi de vous faire observer, Monsieur le Préfet, que, si le législateur a prévu l'intervention des Conseils généraux dans la constitution des Comités de patronage dont ils déterminent la circonscription et que s'ils doivent participer à la nomination de la Commission directrice de ces Comités, il ne résulte pas de la loi que l'action administrative doive s'exercer d'une façon plus étendue. Celle-ci qui, comme le rappelait la circulaire ministérielle du 14 novembre 1895, a pour mission de suppléer au besoin à l'inaction de l'initiative individuelle ne doit rien négliger pour grouper les bonnes volontés en vue de réaliser l'œuvre de protection qu'on a eu en vue en instituant les Comités de patronage. Mais, une fois ces Comités organisés, c'est aux personnes dévouées qui les composent à prendre en main l'administration desdits Comités. Ici, l'autorité administrative ne saurait se substituer sans inconvénient à l'action individuelle. Une réglementation quelle qu'elle soit, et la loi n'en a pas prévu, ne pourrait qu'étouffer l'essor des idées généreuses et des libres initiatives.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 7 DÉCEMBRE 1898

relative à la classification des industries en 17 catégories.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, vous m'avez signalé les difficultés que présente le classement en 17 catégories de chacune des industries sou-

misés aux lois sur le travail, en me demandant d'examiner s'il n'y aurait pas lieu d'établir une nomenclature plus détaillée.

Permettez-moi de vous faire observer qu'une nomenclature quelle qu'elle soit présentera toujours des lacunes ou des doubles emplois; fût-elle exacte aujourd'hui, elle ne le serait plus demain par suite des progrès incessants de l'industrie et des sciences qui s'y rattachent.

La nomenclature, qui a été établie à la suite de la promulgation de la loi de 1892, n'échappe pas à cette critique; elle est perfectible et il y aura peut-être lieu d'examiner les modifications qu'elle comporte.

Quant à présent, j'estime qu'il appartient aux inspecteurs divisionnaires d'établir, chacun pour sa circonscription, l'unité de nomenclature entre ses collaborateurs, soit en leur donnant d'office des instructions, soit, de préférence, en dissipant les doutes qu'ils viennent à lui soumettre. Ce n'est que dans le cas où un divisionnaire ne pourrait pas résoudre certaines difficultés, malgré la compétence et la pratique industrielles qu'il doit avoir acquises, qu'il aurait à s'adresser à l'Administration supérieure pour obtenir ses instructions. Dans cet ordre d'idées, je pense que les questions d'espèce que vous m'avez soumises pourraient être tranchées dans le sens des indications suivantes :

Abattoirs.....	peuvent figurer au groupe I.	Alimentation.
Accumulateurs (Fabriques d').	— — X.	Machines-outils.
Acétylène (générat. et lampes).	— — IV.	Industries chimiques.
Aérostats (Construction d')...	— — XVII.	Divers.
Affinage des métaux (1).....	— — { XI. Pour l'acier.	
		{ XII. Pour l'or et l'argent.
Affutage (1).....	— — { X. Pour les scieries.	
		{ XII. Travail des métaux.
Agrafes (Fabrication d').....	— — XII.	Travail des métaux.
Aiguisage (1).....	— — { X. Pour les scieries.	
		{ XII. Pour les taillandiers et fabricants d'armes.
Allume-feux (Fabrication d')..	— — IV.	Industries chimiques.
Allumoirs (Fabrication d')....	— — IV.	Produits chimiques.
Aluminium.....	— — XI.	Métallurgie.
Alun.....	— — IV.	Produits chimiques.
Amidon.....	— — IV.	Industries chimiques.
Amorces (Fabrication d').....	— — IV.	Produits chimiques.
Aplatissage de cornes.....	— — II.	Tabletterie.
Apprêts pour fleurs.....	— — IX.	Industries textiles.
Argent.....	— — XII.	Travail des métaux.
Argenteurs.....	— — XII.	Travail des métaux.

(1) Suivant les cas.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 8 DÉCEMBRE 1898
relative à une demande de tolérances formée par les fabricants de faux.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, à la suite du refus d'un de mes prédécesseurs de reconnaître aux fabriques de faux le caractère d'usines à feu continu et de leur accorder par suite le bénéfice des tolérances prévues par l'article 6 de la loi du 2 novembre 1892 (1), j'ai été saisi, par un certain nombre de fabricants, d'une requête tendant à ce que la question fût l'objet d'un nouvel examen.

Répondant aux objections qui avaient motivé la décision ministérielle prise sur l'avis conforme du Comité consultatif des arts et manufactures, ils exposaient que leurs fours sont dans les mêmes conditions que les fours à réchauffer ou à puddler, qui, bien que classés comme usines à feu continu, sont éteints régulièrement tous les samedis; que leurs usines, étant placées sur des cours d'eau à débit très variable, ils sont obligés de travailler nuit et jour afin de mieux utiliser la force motrice et de retirer des moyens naturels le plus grand effet utile; et qu'enfin, s'ils n'étaient pas autorisés à occuper la nuit les jeunes ouvriers à des travaux d'ailleurs peu pénibles, il leur serait impossible de former des apprentis et, par suite, de bons ouvriers.

Après une enquête approfondie, la question a été portée à nouveau devant le Comité consultatif des arts et manufactures qui a formulé les observations suivantes :

En ce qui concerne l'analogie des fours avec les fours à puddler ou à réchauffer, il estime qu'il y a une remarque d'une portée considérable à faire : c'est que, dans les fabriques de faux, *il suffit d'une heure et même d'une demi-heure pour la mise en marche*, alors que les fours à puddler ou à réchauffer exigent de longues heures de chauffe pour atteindre la température élevée qui est nécessaire. La dimension de ceux-ci ne lui paraît pas, d'ailleurs, pouvoir être comparée avec celle des premiers, qui ne mesurent que 0 m. 80 de long sur 0 m. 50 de largeur et 0 m. 30 de hauteur.

Quant à la raison tirée de ce que le moteur, actionné par l'eau, doit marcher de jour et de nuit, le Comité ne l'a pas trouvée non plus satisfaisante. Tous les établissements bénéficiant de la force hydraulique pourraient, dit-il, s'appuyer sur le même motif pour réclamer les mêmes tolérances.

D'autre part, les conditions dans lesquelles est organisé le travail dans les fabriques de faux ne lui ont pas semblé de nature à exercer une influence sur le classement de ces établissements au nombre des usines à feu continu.

Enfin, le Comité a déclaré ne pas s'expliquer comment les gamins, attachés à chaque marteau, ne pourraient faire leur apprentissage pendant le jour. Il considère que, durant une journée de 11 heures, ces enfants ont la

(1) Voir année 1897, page 368.

facilité de s'initier très sérieusement à leurs futures fonctions d'étireurs et de platineurs.

En résumé, le Comité consultatif des arts et manufactures estime que, par leur mode de travail et la nature de leurs produits, les fabriques de faux rentrent dans la catégorie des établissements qui, comme la coutellerie et la taillanderie, opèrent la transformation des métaux dont la préparation a été préalablement effectuée dans les usines métallurgiques.

Il a, en conséquence, exprimé l'avis que ni la pétition des fabricants de faux, ni l'enquête à laquelle il a été procédé, ni le nouvel examen de la question ne fournissaient de motif pouvant conduire le Comité à modifier sa première opinion.

Je ne puis que porter cet avis à votre connaissance.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 17 DÉCEMBRE 1898

relative aux enquêtes faites par le service de l'Inspection.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai pris connaissance de votre rapport concernant une visite faite chez un industriel et de laquelle celui-ci avait conclu qu'une dénonciation avait été adressée contre lui.

En faisant connaître à cet industriel qu'il agissait sur un ordre de service du Ministre, l'inspecteur donnait par là même à entendre que sa visite n'avait pas un caractère ordinaire et qu'elle devait être provoquée par une dénonciation. Il n'a donc pas observé, dans cette circonstance, la prudence qui lui a toujours été recommandée.

Afin d'éviter que le fait ne se reproduise, je vous serai obligé de rappeler aux inspecteurs placés sous vos ordres que, sous aucun prétexte, ils ne doivent s'écarter des instructions ministérielles du 11 décembre 1895 (1); lorsqu'ils sont mis en mouvement par une réclamation quelconque, il faut que leur action s'exerce avec assez de circonspection pour qu'il ne puisse venir à l'esprit du patron qu'il a été signalé à l'attention de l'Inspection ou que celle-ci agit d'après les ordres de l'autorité supérieure.

(1) Voir année 1895, page 427.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 28 DÉCEMBRE 1898

relative à une demande de tolérances en faveur des fabriques de bérets.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis de nouveau au Comité consultatif des arts et manufactures une demande formée par un fabricant de bérets en vue d'obtenir que cette industrie soit admise à bénéficier des tolérances prévues par l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892.

Le Comité a reconnu que l'industrie dont il s'agit était sujette aux fluctuations de la mode et de la fantaisie; mais il a considéré, d'autre part, qu'il n'était pas nécessaire de modifier les décrets en vigueur pour lui accorder les tolérances qu'elle sollicite. Ceux-ci visent, en effet, la fabrication et la confection des chapeaux en toutes matières, et les bérets lui ont paru rentrer dans ce genre de production (1).

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 28 AVRIL 1896

relative

à une demande de tolérances formée par les fabricants de couvertures.

MONSIEUR L'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE, j'ai soumis au Comité consultatif des arts et manufactures une demande dont j'ai été saisi et tendant à ce que les fabriques de couvertures fussent appelées à bénéficier des tolérances prévues par la loi du 2 novembre 1892 relativement à la durée du travail.

Le Comité a émis l'avis que cette demande ne s'appuyait pas sur des motifs suffisants pour qu'il y eût lieu de déroger aux dispositions formelles de la loi.

(1) Voir année 1897, page 19.

X TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

ÉTUDE

SUR LA FILATURE DE LA LAINE DANS LA RÉGION DU NORD,

par **M. JARACZEWSKI,**

INSPECTEUR DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL.

I. — ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE LAINIÈRE.

De tout temps, la fabrication des tissus a été active dans les Flandres; les villes de Tourcoing et de Roubaix ont toujours été des centres importants de commerce et de fabrication : celle-ci pour le coton et celle-là pour la laine. On peignait déjà à Tourcoing un million de kilogrammes de laine en 1789; mais c'est à l'apparition des métiers mécaniques, vers 1815, que l'industrie lainière prit un rapide développement. En 1820, une révolution dans l'outillage se produisit par suite de l'introduction de la machine à vapeur et il se créa alors à Roubaix un nouveau centre de fabrication. Quelques années plus tard une crise se produisit dans ces centres industriels et elle dura jusqu'en 1831, époque de la levée de la prohibition des laines en Angleterre. Mais depuis l'industrie lainière n'a pas cessé de prospérer et de se développer dans cette région.

Le nombre des filatures, qui était à Tourcoing de 29 en 1837, s'élevait à 40 quinze ans plus tard et celui des broches passait de 25,000 à 83,600. C'est en 1839 qu'on commença à filer l'alpaga à Roubaix et qu'on fonda la première filature de laine cardée; le nombre des filatures était alors de 18. Enfin, par suite de la substitution du peignage mécanique au peignage à la main, le nombre et l'importance des peignages de laine se sont rapidement accrus à Roubaix et cette ville est devenue le grand centre d'approvisionnement des laines.

L'industrie lainière existe aussi depuis fort longtemps dans les environs d'Avesnes, mais elle s'est trouvée beaucoup plus disséminée, parce qu'on peignait et on filait jadis, ce qu'on appelait la *sayette*, dans un très grand nombre de localités. C'est vers 1818 que furent fondées les premières filatures et, dès le début, on y introduisit les métiers Mull-Jenny et la force à vapeur. Le peignage à la main fut supprimé dès la première apparition des peigneuses mécaniques et cette transformation contribua à assurer à cette industrie, dont le développement fut lent jusqu'en 1852, une ère de prospérité qui dura jusqu'en 1875. A cette époque, la ville de Fourmies pouvait être considérée comme le centre le plus important de laine peignée fine du monde entier. Mais cette situation ne s'est pas maintenue. Depuis lors, soit

concurrence étrangère, soit changement de mode, cette industrie est devenue, d'année en année, moins prospère et elle se trouve présentement dans des conditions particulièrement difficiles, malgré un outillage mécanique de filature réalisant tous les progrès connus jusqu'à ce jour. Quant aux peignages, le petit rendement des métiers, destinés tout spécialement aux laines fines, n'allait plus permettre la réalisation de bénéfices, en présence de prix de façon de moins en moins élevés. Devant cette situation, les industriels ne se sont pas résignés à transformer leur outillage, et la plupart d'entre eux ont préféré arrêter leur établissement.

Depuis longtemps, la Picardie était réputée par ses lainages et autres tissus, et la laine fournie par son bétail et par celui des provinces avoisinantes a été toujours appréciée comme laine demi-fine. Les premiers métiers firent leur apparition en 1828 et, six ans après, on comptait 58 filatures dont 46 à Amiens. Cette prospérité n'a pas été de longue durée, car, en 1864, il n'y avait plus au chef-lieu que 16 filatures. Il est vrai qu'il s'était fondé 7 peignages de laine et, à tout prendre alors, on pouvait mettre ces suppressions sur le compte d'une sélection inévitable. Depuis, la situation a bien changé : il ne reste plus aujourd'hui que 12 filatures dont 4 à Amiens et plus la moindre trace d'établissements de peignage. Il y a là quelque chose d'autant plus surprenant que la situation géographique de cette localité est des mieux assises. L'explication en est complexe : peut-être l'esprit d'association a-t-il fait défaut ou bien encore les capitalistes ont-ils hésité à prêter leurs fonds à l'industrie au moment opportun ? Toujours est-il que cette région a été supplantée par les centres industriels du Nord et qu'elle restera désormais leur modeste tributaire.

En résumé, l'évolution qui s'est produite vers le milieu du siècle dans les industries du lainage a eu pour point de départ la transformation de l'outillage industriel et le développement des moyens de transport.

II. — MATIÈRES PREMIÈRES.

La plupart des tissus destinés à l'habillement ou à l'ameublement sont fabriqués avec de la laine dont la texture diffère selon les espèces.

La laine de mouton est souple, frisée, ondulée; elle est hérissée de petites lames minces entourant la fibre et auxquelles on attribue la propriété feutrante dont elle jouit. La laine provenant de la chèvre de Cachemire ou d'Angora, du lama vigogne ou alpaga est, au contraire, lisse et un peu raide; elle se rapproche davantage de la texture d'un poil de lièvre ou de lapin, mais elle n'a pas de pouvoir feutrant. La blancheur de la laine est surtout recherchée pour les fils en écheveau destinés, après teinture, à la fabrication des étoffes de fantaisie.

Les laines employées en filature sont dites de toison ou mortes. Les premières proviennent de la tonte annuelle des animaux vivants et les secondes sont prises sur la peau des animaux tués. Elles sont classées d'après le degré de finesse, d'élasticité et de force de la fibre; ces distinctions sont extrêmement nombreuses.

On donne le nom de *mèche* à une réunion de fibres. Les mèches courtes, à pouvoir feutrant, sont utilisées dans la filature cardée; les mèches longues, au contraire, sont tout indiquées pour le travail du peigne.

Depuis le commencement du siècle, l'élevage des moutons mérinos s'est substitué en France à celui des moutons indigènes à laine commune dans le but de travailler, en filature, des laines fines à mèche relativement courte. Cette direction nouvelle de l'élevage a été une des causes, et non des moindres, du développement de l'industrie de la laine peignée fine dans la région du Nord. Les traités de commerce de 1862 vinrent encore favoriser ce développement, de sorte que c'est surtout à ces deux facteurs qu'on doit attribuer le développement de cette industrie dont la France fut pour ainsi dire, jusqu'en 1870, le centre presque unique.

Depuis cette époque, chaque pays chercha à favoriser sa production en modifiant le régime douanier. Dès lors, il s'ensuivit la fermeture progressive de nos débouchés pendant que notre consommation intérieure restait forcément stationnaire, d'où une surproduction qui fut le point de départ de la crise qui frappa notre industrie lainière. D'un autre côté, les qualités remarquables reconnues aux laines exotiques et leur bas prix facilitèrent considérablement leur importation, et la diminution de la production des laines françaises en a été le corollaire le plus évident. Dans la région du Nord, la laine de Picardie est complètement délaissée aujourd'hui pour la fabrication, sauf peut-être celle de Marquenterre encore employée pour la fabrication des couvertures ou plutôt comme laine à matelas.

Les laines étrangères les plus diverses sont traitées dans les peignages de Roubaix et de Tourcoing, mais la base de l'approvisionnement est formée par les laines d'Australie et de l'Amérique du Sud. Les laines mérinos sont toujours abondantes, mais la quantité des laines croisées s'élève chaque année. Les laines d'Afrique arrivent en moindre quantité; on peut citer ensuite celles de France, d'Angleterre et de Hollande et les laines du Levant et de l'Asie centrale arrivant par la voie du chemin de fer transcaspien.

Dans le but de diminuer le prix de revient des tissus, les laines sont souvent mélangées avec des déchets de peignage ou de filature et même avec de la renaissance, c'est-à-dire avec l'effilochage d'articles vieux ou neufs de bonneterie ou de lainage.

Marchés de laine brute. — Les ventes de laine indigène ont lieu sur les marchés de Paris, de Reims et de Saint-Omer. Ce dernier marché avait autrefois son importance, mais il est bien tombé aujourd'hui. Tous les ans, après la tonte des moutons, en général à partir du commencement du mois de juin et jusqu'à ce que la vente des laines soit terminée, c'est-à-dire vers la fin de juillet, des paysans viennent à Saint-Omer vendre leurs laines qui sont achetées directement par des commissionnaires envoyés par les industriels de Roubaix et de Tourcoing.

Les ventes de laine de provenance étrangère sont faites sur d'autres points. Les marchés de laine brute et fine se tiennent au Havre, à Anvers et à Londres; ceux de laine commune à Marseille, à Liverpool et à Londres. L'importance du marché de Londres est en décroissance. En 1897, cette

place avait reçu moins de laines que les années précédentes. On achète, de plus en plus, directement aux pays d'origine. Les maisons importantes de Roubaix et de Tourcoing ont des acheteurs en Australie et à Buenos-Ayres, qui leur expédient directement chaque année les commandes qui leur sont remises. Le marché d'Anvers a beaucoup diminué d'importance et paraît être délaissé par le commerce des laines de la région. C'est à Dunkerque que les laines de la Plata sont aujourd'hui débarquées à cause d'un droit de 3 fr. 60 par quintal (loi du 9 mai 1881) qui frappe ces laines entrant en France par les voies belges.

Les prix de laine brute en suint varient dans d'assez grandes limites suivant les saisons, les besoins de la consommation, les qualités de la laine, l'importance des totes, etc. Voici, pour 1897, les prix moyens de quelques-unes de ces laines :

Laines de France.....	1 ^f 00 à 1 ^f 20 le kilogramme.	
Laines de Buenos-Ayres.....	1 15 à 1 35	—
Laines d'Australie.....	1 50 à 1 80	—

III. — TRAITEMENT DES DIFFÉRENTES LAINES.

C'est sous la forme de toison, c'est-à-dire en une masse composée de flocons formés de plusieurs filaments réunis à leurs extrémités que les laines arrivent sur les marchés. Elles sont dites surges ou en suint, quand elles contiennent une matière grasse mêlée à d'autres substances étrangères. Ordinairement elles sont livrées au commerce sans avoir subi de lavage, ou après avoir subi un lavage à dos dans le but d'éliminer une grande partie des substances étrangères qui les souillent ; quelquefois elles reçoivent un lavage à froid, ou encore un lavage à chaud puis à froid.

La plus grande partie des laines sont livrées au peigneur en suint, et quel que soit le mode de travail qu'elles doivent subir, elles sont, avant d'être mises en œuvre, soumises à un triage, à un désuintage et à un lavage.

Les balles tirées des magasins de peignages sont ouvertes successivement et chaque toison est étendue sur une table et examinée. Les diverses parties en sont détachées : le dos fournit la première sorte, les flancs la seconde et la croupe la troisième. Après le triage, chaque sorte est séparément soumise à un lavage à froid dans des cuves remplies d'eau où le suint se dissout et que l'on vide dès que l'eau marque 10 à 12° Baumé. Ce lavage se fait aussi dans des appareils spéciaux, comme l'appareil Malard dont le but est de dépouiller aussi complètement que possible les laines de leur suint en employant le plus petit volume d'eau. Les laines, après ce premier lavage dit rationnel, subissent le lavage proprement dit qui s'opère dans des appareils formés de quatre bacs successifs dans lesquels le transport de la matière a lieu mécaniquement ; elles passent ensuite dans une dissolution savonneuse ou alcaline à chaud. Après avoir été rincées et au besoin séchées, elles sont en état de recevoir les opérations ultérieures.

Les laines sont traitées suivant leur qualité et leur longueur. On distingue quatre modes différents de traitement, selon qu'il s'agit de laines

longues, de laines à peigne, de laines mixtes et de laines à carde. Nous allons décrire rapidement ces différents modes de traitement.

1° Traitement des laines longues.

Les laines anglaises, les laines mohair et les laines alpaga sont les principales laines qui subissent ce traitement. En raison de leur longueur, ces laines, après lavage, ne passent pas à la carde. Elles sont soumises à une opération dite « démêlage », qui consiste à jeter ces laines, à la main, sur un cylindre de 0 m. 30 de diamètre et de 0 m. 60 de longueur, portant de grosses pointes d'acier et animé d'un mouvement lent de rotation. Deux autres petits cylindres arrachent le produit étalé pour le disposer en une nappe qui est ensuite étirée par des grosses barrettes se mouvant constamment d'une extrémité de l'appareil à l'autre. La nappe sortante subit plusieurs étirages successifs sur des peignes cylindriques de 0 m. 20 de diamètre et elle s'enroule enfin, sous forme de ruban autour d'une bobine pour passer au peignage.

Les peigneuses employées sont dites « verticales »; elles comprennent un tambour dont l'axe est plus ou moins incliné sur la verticale et qui est muni à la partie inférieure de plusieurs rangées d'aiguilles destinées à guider la nappe de laine qui descend verticalement de bobines alimentaires placées au-dessus. Ce tambour tourne uniformément en entraînant la nappe qui finit ainsi par être en contact avec des aiguilles inclinées fixées sur un cylindre vertical entourant le tambour et qui est animé, comme celui-ci, d'un même mouvement de rotation. Le peignage est effectué par la différence de vitesse de ces deux corps cylindriques. La nappe peignée est ensuite saisie par deux cylindres arracheurs qui l'obligent à passer à travers les dents d'un peigne circulaire, dit « nacteur », où elle est débarrassée des boutons et autres impuretés. Une brosse circulaire mobile prend la laine sortant des arracheurs et l'amène sur un grand tambour à axe horizontal muni de dents. Ce tambour est double et un embrayage automatique immobilise la partie chargée de laine qui est ensuite retirée à la main, pendant que l'autre partie continue à s'emparer de la laine peignée. Cet appareil fournit environ 140 kilogrammes de laine peignée en douze heures.

Les rubans peignés passent dans un assortiment de métiers dits « bancs à broches » où ils sont transformés en une mèche cylindrique légèrement tordue. Les bancs sont composés de deux paires de cylindres lamineurs dont la différence de vitesse produit l'étirage. La laine sort du premier banc sous la forme d'un ruban plat. Dans les bancs à broches suivants, la mèche est guidée entre les cylindres lamineurs par des barrettes à peigne qui, empêchant les filaments de s'écarter, les obligent à se développer complètement. Au sortir des cylindres lamineurs étireurs, la mèche est enroulée sur une bobine verticale en suivant les branches d'une ailette fixée à l'axe portant la bobine et animée d'un léger mouvement de rotation. En passant d'un banc à l'autre, la mèche reçoit ainsi une légère torsion, diminue de grosseur et peut être enroulée sur des bobines de plus en plus petites. Enfin, avant d'être filée, la mèche reçoit un dernier étirage qui règle le degré final de son amincissement.

Les métiers à filer, dits « continus », sont composés d'un bâti portant des chevilles pour recevoir les bobines sortant des bancs à broches, de cylindres étireurs et de broches sur lesquelles s'opère la torsion de la mèche. Celle-ci, en se dévidant, est étirée en passant par les cylindres, sans courir le risque d'être rompue parce qu'elle a déjà été légèrement tordue; puis elle reçoit la torsion définitive par une disposition d'ailettes, d'anneaux ou de godets et s'enroule enfin autour d'une bobine. Dans le système à ailettes, la broche, portant une bobine, est surmontée d'une ailette à deux branches et c'est autour de l'une des branches que la mèche reçoit la torsion, de la même manière que sur un banc à broches. Dans le système à anneaux, la bobine est fixée sur la broche et tourne avec elle; la torsion du fil est obtenue par une bague qui tourne librement autour d'ouvertures circulaires entourant la broche et ménagée sur une plaque, dite « plaque à anneaux », dans laquelle le fil passe pour se rendre sur la bobine. Enfin, dans le système à godets, la broche, recouverte d'un godet allongé et creux, reste immobile, mais elle reçoit un tube qui est animé d'un mouvement de rotation à l'aide d'une petite poulie à gorge fixée à la partie inférieure du tube. En tournoyant rapidement contre le bord du godet, le fil se tord et il vient ensuite s'enrouler autour d'un fuseau placé sur le tube.

Le travail des laines longues peut encore s'effectuer d'autres façons : 1° la préparation opérée comme précédemment et les mèches filées ensuite sur les métiers de la laine à peigne; dans ce cas, on peut obtenir un fil plus fin que sur les métiers continus, mais il est un peu moins régulier; 2° la préparation faite sur les métiers de la laine à peigne et la filature sur des métiers continus; on a ainsi un fil plus régulier mais moins fin, pour une même qualité de laine. De sorte que ces différents modes de travail dépendent surtout de la destination qui doit être donnée au fil.

2° *Traitement des laines à peigne.*

Les laines à peigne sont toutes celles qui ont un pouvoir fentrant peu développé; elles proviennent ordinairement de l'Australie, de l'Amérique du Nord, du pays de Galles et de Cheviot. Les laines, après avoir été ensimées, c'est-à-dire imprégnées d'une matière grasse dans le but de faciliter les opérations ultérieures et de diminuer le déchet, passent au travail de la carde.

Sans chercher à faire une description complète de cet appareil, on peut dire qu'il se compose d'un certain nombre de paires de cylindres qui sont recouverts d'un tissu caoutchouté hérissé de pointes de fil de fer très serrées et très fines. Les cylindres de chaque paire tournent en sens inverse, de sorte que leurs pointes dégagent, délient les filaments de laine qui sont fournis par un appareil distributeur. Sous l'action d'un grand tambour placé au-dessous d'eux et qui est animé d'un mouvement très rapide de rotation, ces filaments sont successivement entraînés d'une paire de cylindres à la suivante et finissent enfin par se déposer sur le grand tambour. Un peigne les détache alors en une nappe qui est entraînée vers une sorte d'entonnoir, d'où elle sort sous forme d'un ruban qui est, lui-même, enroulé sur une bobine animée d'un double mouvement de rotation et de translation. Ce ruban passe

ensuite dans un assortiment de métiers, dit « gills-boxs », afin de redresser les filaments et de donner au ruban, par des laminages et étirages successifs, plus d'homogénéité et de ténacité. C'est au sortir du dernier gills que la laine est prête pour le peignage.

Le gills-box étant un appareil tellement en usage dans la filature, il convient d'en faire une rapide description. Les organes principaux se composent de cylindres alimentaires et délivreurs, et de barrettes à aiguilles qui glissent, sur deux longerons filetés, entre ces cylindres. Le dressage des fibres est accompli par les barrettes et l'étirage par la différence de vitesse des cylindres.

L'opération du peignage a pour objet de rendre parfait et complet le parallélisme des filaments et de séparer les courts des longs et les frisés des droits ; elle s'exécute dans des appareils dits « peigneuses ». On distingue deux genres de peigneuses : les peigneuses à fort rendement ou circulaires et les peigneuses à faible rendement dites alsaciennes.

Parmi les peigneuses circulaires, nous nous contenterons de décrire très sommairement deux types, car les autres dérivent de l'un ou de l'autre.

La peigneuse Holden est plus spécialement destinée au traitement des laines à brins courts et fins ; elle se compose d'un grand peigne annulaire d'environ un mètre de diamètre, disposé horizontalement et garni, sur toute sa circonférence, de deux rangées d'aiguilles plantées verticalement. Ce peigne est animé d'un mouvement de rotation assez lent, par suite duquel toutes ses parties vont successivement se présenter devant : 1° un appareil alimentaire qui le charge de laine, à peu près comme le faisaient les peigneuses à la main ; 2° un appareil peigneur qui travaille toute la partie flottante de cette laine : 3° des cylindres arracheurs qui saisissent la partie peignée et l'entraînent, en déterminant le peignage du reste de la longueur par l'arrachage hors des aiguilles du peigne annulaire et par le passage à travers celles d'un peigne « nacteur » ; 4° devant un appareil qui effectue le nettoyage du peigne annulaire. L'appareil alimentaire est formé par deux leviers appelés « boxeurs », munis à leur partie supérieure de cylindres qui poussent les extrémités des rubans alimentaires dans une sorte d'embouchure formée par des brosses étroites, sur les soies desquelles glissent ces rubans. Les leviers sont animés d'un mouvement qui amène la laine au-dessus des aiguilles du peigne, puis l'enfonce dans ces aiguilles et l'abandonne en se retirant horizontalement. Le peigne ainsi chargé présente la laine aux peignes travailleurs, formés par des barrettes animées d'un mouvement carré, par suite duquel celles-ci s'élèvent verticalement près du peigne annulaire pour se planter dans la laine, puis s'éloignent horizontalement pour la peigner, s'abaissent ensuite et reviennent recommencer leur action près du peigne. Cette action est combinée avec celle d'une pince qui serre la laine contre la monture du peigne annulaire. L'arrachage est effectué par la rotation de cylindres cannelés placés verticalement et tangentielle-ment au grand peigne et qui s'emparent de toute la laine se présentant à eux. Le peigne « nacteur » est constitué par une série de segments dont l'ensemble forme un second peigne annulaire concentrique au premier et susceptible de l'envelopper complètement. Ces segments mobiles le long de glissières ver-

ticales se lèvent, sous l'action d'un guide fixe et de galets, en face de l'alimentation ou des peignes et s'abaissent, près des arracheurs, afin d'opérer, d'une manière complète, le peignage de la partie restée en arrière des aiguilles. Les organes nettoyeurs sont disposés entre les arracheurs et l'alimentation. L'action de cette peigneuse est facilitée par le chauffage à la vapeur du peigne annulaire et des barrettes. Les filaments adhérents aux aiguilles du peigneur constituent les « ressacs » ou débris qu'on recueille et qu'on soumet au même travail; les filaments courts et ondulés restant sur les aiguilles de la couronne constituent la blousse. Le rendement en peigné de cette machine varie de 80 à 160 kilogrammes en douze heures de travail, suivant la qualité de la laine traitée.

La peigneuse Noble est un autre type de peigneuse à grand rendement plus spécialement destiné aux laines communes et longues. Son principe diffère de celui de la peigneuse Holden. Elle se compose d'un grand peigne annulaire à l'intérieur duquel se trouvent deux autres peignes d'un diamètre beaucoup moindre. Les aiguilles forment plusieurs rangées à la circonférence des trois peignes qui sont disposés dans un même plan horizontal. Les deux peignes intérieurs touchent le grand en un seul point et à l'extrémité d'un même diamètre et ce dernier, en tournant, fait mouvoir les deux autres. Des bobines de laine sont disposées autour du grand peigne et entraînées avec lui; aux deux points de contact des peignes, les rubans qu'elles fournissent sont abattus et enfoncés dans les aiguilles par une paire de brosses animées d'un mouvement vertical très rapide de va-et-vient. A mesure que la rotation s'effectue, les peignes s'éloignent l'un de l'autre; une partie de la laine retenue par les aiguilles du petit peigne est arrachée hors de celles du grand et peignée par elles, tandis que l'inverse a lieu pour l'autre partie. Les trois peignes laissent donc flotter à leur circonférence une sorte de barbe de laine peignée qui sera saisie au passage par des cylindres qui, à leur tour, l'enlèveront des peignes et détermineront ainsi le peignage de la partie arrachée. Un petit volant, dit « soleil », disposé verticalement, dirige l'extrémité des filaments vers les cylindres arracheurs. Les filaments courts adhérent sur les petites couronnes constituent la blousse qui est successivement enlevée. Cette peigneuse est également chauffée à la vapeur. Son rendement varie de 90 à 200 kilogrammes de laine peignée en douze heures de travail, suivant la nature et la qualité de la laine traitée.

Les peigneuses à faible rendement qu'il nous reste à décrire sont employées pour les laines fines mérinos; elles dérivent toutes du principe de peignage inventé par Heilmann. Ce principe est le suivant : la matière à peigner, disposée en nappe sur un rouleau, est livrée, en bandes de même longueur, successivement et à des intervalles égaux, par un appareil alimentaire. Chaque bande est fixée par une pince à son extrémité et présentée aussitôt à l'action d'un appareil peigneur. Ensuite les filaments peignés sont saisis par un appareil arracheur qui les fait passer à travers un peigne au moment même où la première pince se lève. Les filaments de cette bande étant ainsi peignés aux deux extrémités sont déposés à la suite des bandes précédemment travaillées, de manière à reformer une nouvelle nappe que la machine délivre régulièrement. Les machines de ce système sont très

nombreuses, mais leur rendement est assez faible. La peigneuse Meunier, que l'on rencontre constamment dans la région de Fourmies, fournit en moyenne 32 kilogrammes de laine peignée par 12 heures. La peigneuse Offermann est fort en usage depuis quelques années dans la région de Roubaix parce qu'elle a reçu d'importants perfectionnements et des dispositifs mécaniques très ingénieux qui ont permis d'élever son rendement jusqu'à près de 80 kilogrammes par douze heures.

Les laines, après avoir été peignées passent dans un assortiment de gills-box afin d'obtenir un ruban de même grosseur et parfaitement homogène; elles sont ensuite dégraissées. Cette opération s'effectue dans un appareil appelé « lisseuse » qui se compose de bacs à dégraisser pourvus de rouleaux plongeurs, de rouleaux extracteurs d'eau et de cylindres sécheurs. Les rubans, en traversant les bacs remplis d'eau de savon chaude, se dépouillent des matières grasses, perdent leur eau au passage des rouleaux presseurs, sont desséchés en passant autour d'une série de cylindres chauffés intérieurement par un courant de vapeur et s'engagent enfin dans un rouleau d'entraînement d'un gills-box; ils sont alors mis en pelotes, emballés et envoyés aux filateurs. Telles sont les opérations du ressort de la peignerie de laine; nous allons exposer maintenant celles qui s'effectuent dans les filatures de laine peignée.

Filature de la laine. — La matière peignée est soumise tout d'abord à un travail de préparation qui consiste à égaliser le poids des pelotes et à donner aux rubans une cohésion et une homogénéité aussi parfaites que possible. On obtient l'uniformité dans le poids en réunissant les pelotes de manière que leur poids moyen soit sensiblement le même et en soumettant les rubans à un étirage tel qu'à leur sortie les pelotes conservent même poids et même grosseur. Quand ce résultat est atteint, les pelotes sont encore une fois réunies et les rubans traversent un métier, dit de « chute », à la sortie duquel ils s'enroulent sur des bobines. C'est en passant sur neuf métiers à étirer, dits bobinoirs, tous construits sur le même principe, que les rubans, par des étirages et des réunissages successifs, vont maintenant acquérir l'homogénéité nécessaire pour supporter le travail du filage. Chacun de ces métiers comporte des cylindres alimentaires, un peigne cylindrique, dit « hérisson », des cylindres étireurs et enfin deux petits tabliers sans fin et en buffle entre lesquels les rubans passent et se transforment, par un frottement de roulement sans torsion, en une sorte de cordon arrondi. A chaque passage, on réunit un certain nombre de rubans que l'on étire à une longueur égale à la somme de leurs longueurs. Au sortir du dernier bobinoir, dit « finisseur », les rubans ont atteint le degré de finesse qu'il serait impossible de dépasser sans les rompre. On porte alors les bobines sur lesquelles ils sont enroulés aux métiers à filer où, par une torsion et un étirage combinés, ils obtiennent enfin la ténacité, la fermeté et la solidité qui doivent constituer les qualités du fil.

Les métiers sur lesquels s'opère ce travail sont appelés « renvideurs ». Ils se composent de deux parties : 1° un bâti fixe allongé recevant les bobines et portant de petits cylindres fournisseurs et étireurs; 2° un chariot roulant

sur rails et portant les broches. L'étirage du fil est produit par la différence de vitesse des cylindres et la torsion par la rotation des broches. Pendant que le chariot s'éloigne du bâti, le filage se produit et le renvidage sur les broches a lieu pendant sa rentrée. Quand les fils n'ont pas besoin de remplir certaines conditions d'élasticité, ce qui est le cas des fils pour draperie, on opère de préférence le filage sur des métiers continus.

3° *Traitement des laines mixtes.*

Les laines mixtes sont des laines à filaments courts, qui tiennent le milieu entre les laines à peigne et les laines à carde. Les fils de laine mixte sont employés pour la fabrication des tapis et de certaines étoffes; on en emploie aussi en bonneterie. Les fils pour tapis sont filés sans mélange ou, suivant la qualité des tapis auxquels ils sont destinés, d'un tiers, de moitié et même de deux tiers de blousse. Ceux qui sont destinés à la fabrication des étoffes sont mélangés de déchets et d'effilochage, mais il n'y entre pas de blousse; la production de ces fils est presque nulle actuellement, car l'abaissement des prix de façon en filature ne permet plus de réaliser un bénéfice.

Leur traitement est à peu près semblable à celui de la laine à peigne et la seule différence consiste à ne pas les soumettre au peignage. Au sortir de la carde et après avoir reçu la façon voulue sur des gills-box, ces laines passent simplement par toutes les opérations de la filature de la laine à peigne.

On donne encore ce nom à des produits assez différents : 1° aux déchets de peignage repris par les cardes et mélangés à du peigné neuf; c'est plutôt là une variété de peigné; 2° à de la laine brute cardée mélangée à de la laine peignée avec ou sans association de déchets de laine; c'est alors une sorte de laine mélangée.

4° *Traitement des laines à carde.*

Les laines à carde comprennent toutes celles qui ne peuvent pas subir l'action du peigne et aussi les blousses, les déchets carbonisés, les laines dites renaissance provenant de l'effilochage des chiffons. Après avoir été lavées et échardonnées, ces laines sont ouvertes, démêlées et débarrassées de la poussière, puis « ensimées », c'est-à-dire chargées d'huile pour diminuer la production de déchets et adoucir les filaments, d'où le nom de filature au gras qui est aussi donné à ce mode de travail. C'est alors que les laines passent dans un assortiment de trois cardes à un seul tambour que l'on distingue sous les noms de carde briseuse, de carde intermédiaire ou repasseuse et de carde finisseuse ou « à loquettes ». Cette dernière divise la nappe sortante en une série de petits cordons s'enroulant sur une large bobine que l'on porte ensuite à la filature.

Pour les fils destinés à la draperie et aux couvertures communes dans lesquels il n'entre que de la renaissance et du coton, on emploie un assortiment comprenant seulement deux cardes. La première carde formée de trois grands tambours reçoit les chiffons effilochés avec ou sans mélange de coton et la nappe qui en sort passe immédiatement dans une autre carde à

deux tambours. Elle sort de cette cardé divisée en une série de petits cordons qui s'enroulent sur une large bobine, comme précédemment.

Les métiers à filer sont analogues aux métiers renvideurs employés dans le traitement de la laine à peigne. Ils se composent d'un bâti fixe sur lequel sont placées les larges bobines provenant des cardes finisseuses et d'un chariot mobile roulant sur rails et portant les broches autour desquelles s'enroule le fil ; mais le fonctionnement de ces métiers est tout à fait différent. Les rouleaux alimentaires placés sur le bâti ne livrent les cordons que pendant une partie de la course du chariot et durant laquelle ils sont légèrement tordus ; dès que l'alimentation est arrêtée, le chariot, continuant sa course, étire le fil et lui donne simultanément une torsion beaucoup plus forte. Le renvidage sur la broche a lieu pendant la rentrée du chariot.

Telles sont, décrites à grands traits, les principales opérations qui se pratiquent dans les filatures de laine.

IV. — CONDITION DES MATIÈRES TEXTILES.

La laine retient toujours une certaine quantité d'eau qui varie suivant les opérations qu'on lui fait subir et les conditions atmosphériques, d'où la nécessité, pour les transactions, de tenir compte de cet état hygrométrique.

Le titrage est l'opération qui consiste à déterminer l'état hygrométrique du textile afin de fixer la quantité d'eau nécessaire pour le ramener à la condition ordinaire et marchande. Le décret du 20 juillet 1853 a fixé à 15 p. 100 l'eau de restitution, qui a été élevée à 17 p. 100 par le décret du 1^{er} janvier 1867 ; mais, comme il n'est pas possible de passer aux machines une laine présentant ce degré hygrométrique, le taux commercial ordinairement pratiqué est de 18,25 p. 100.

En dehors de ce *conditionnement* hygrométrique, on procède fréquemment à une autre opération qui a pour objet de rechercher le poids des substances étrangères contenues dans la matière et qui a reçu le nom de *décreusage*.

Les établissements où se pratiquent ces opérations sont désignés sous le nom de *condition publique des matières textiles* ; c'est une organisation à peu près semblable à celle du pesage légal. Il y a des bureaux de conditionnement à Roubaix, à Tourcoing, à Fourmies, au Cateau et à Amiens.

La création de la condition publique des laines et des soies fut décidée à Roubaix par une délibération du conseil municipal, en date du 11 avril 1857, et les statuts de cette institution furent approuvés par décret du 31 août 1858. La condition publique de Tourcoing fut créée par un décret du 11 février 1863 ; celle d'Amiens par un décret du 20 octobre 1863 ; celle de Fourmies en 1875, sous les auspices de la Société industrielle de Fourmies ; enfin la condition publique du Cateau a été fondée le 1^{er} janvier 1896 et réglementée par le décret du 10 août 1896.

Les opérations que comporte le conditionnement sont entourées de toutes les garanties désirables ; elles sont faites par un personnel spécial et désintéressé et sont l'objet d'un contrôle sérieux et incessant ; ces opérations sont devenues les auxiliaires indispensables de toutes les transactions commerciales.

Le mouvement des laines dans ces établissements pendant l'année 1897 est donné dans le tableau suivant :

CONDITION PUBLIQUE.	LAINES			TOTAL.
	PEIGNÉES.	FILÉES.	DIVERSES et bloussos.	
	kilogr.	kilogr.	kilogr.	
Roubaix.....	23,683,003	5,775,316	801,146	30,259,465
Tourcoing.....	22,235,744	5,398,174	5,819,792	33,453,710
Fourmies.....	2,987,678	5,044,673	"	8,032,351
Le Cateau.....	121,119	879,481	"	1,000,600
Amiens.....	463,300	688,300	"	1,151,600
TOTAL.....	49,490,844	17,785,944	6,620,938	73,897,726

L'ensemble des opérations dans les conditions publiques représente avec une certaine exactitude les quantités totales de matières mises en œuvre par l'industrie. Cependant, en ce qui concerne la laine peignée, ces chiffres sont au-dessous de la réalité parce que, pour les laines peignées à forfait, l'opération est superflue et, pour les laines expédiées dans les départements, elle peut être faite dans d'autres conditions.

Numérotage des fils. — Pour déterminer si le fil a été obtenu dans les conditions voulues, on a fixé une unité de longueur de l'écheveau; mais elle n'est pas basée, comme pour le fil de coton, sur le système métrique. Cette unité métrique, malgré sa simplicité, n'a pas encore pu triompher des anciennes habitudes conservées dans l'industrie de la laine. Si, pour le fil de coton, le numéro indique un multiple de 1,000 mètres ou le nombre d'écheveaux ayant cette longueur dans un kilogramme de fil sortant de filature, pour le fil de laine la longueur de l'écheveau variera suivant les localités : elle sera de 1,428 mètres à Roubaix, de 710 mètres à Fourmies et à Amiens, de telle sorte qu'un kilogramme de fil portant le n° 10 à Roubaix correspondra à peu près au n° 20 à Fourmies.

Cette variation dans les numéros des fils est une cause d'embarras dans les transactions (1); aussi les divers bureaux de conditionnement se sont-ils occupés de préparer cette unification en décidant, dans un congrès tenu à Roubaix en 1885, que les bulletins de conditionnement porteraient en même temps le numéro kilogrammétrique et le numéro en usage dans chaque localité, en laissant au temps le soin de ramener tous les numéros de fils à la base métrique. Les filateurs de l'Est et de Fourmies, à leur tour, considérant que le numérotage adopté jusqu'ici compliquait tous les calculs et qu'il était regrettable de refuser l'adoption du système métrique inventé en France, décidèrent en 1885 de ne se servir que du numérotage d'écheveaux comptant 1,000 mètres au kilogramme. Mais les habitudes sont restées plus fortes que

(1) Dans les relations internationales, on commence à employer l'écheveau de 1,000 mètres.

les vœux et on se trouve encore en présence de difficultés assez semblables à celles que le commerce et l'industrie ont éprouvées avant l'invention du système métrique.

V. — PEIGNAGE DE LA LAINE.

Dans la région du Nord, on compte 31 peignages mécaniques qui sont actionnés par 50 machines à vapeur. Nous donnons, dans le tableau suivant, l'importance de l'outillage, mais il convient de remarquer que la force totale qui y est indiquée ne représente pas exactement celle qui est absorbée par ces établissements, car, dans quelques-uns, elle sert, en outre, à actionner des filatures ou des tissages.

DÉSIGNATION.	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS.	FORCE MOTRICE.		NOMBRE DE MÉTIERS.							INDUSTRIES ANNEXES.		
		Nombre de machines à vapeur	Nombre de chevaux vapeur.	BATTERIES et lavoirs.	CARDES.	PEIGNEUSES			LISEUSES.	Nombre d'assortiments.	Four à potasse.	Savonneries.	Production des corps gras.
						verticales.	circulaires.	à racines.					
Roubaix.....	22	39	18,660	116	1,923	16	959	555	277	117	29	13	9
Tourcoing.....													
Croix.....													
Dorignies.....	1	2	500	7	100	"	40	30	25	25	1	1	1
Fourmies.....	7	8	1,220	18	256	"	43	282	35	26	1	2	1
Frévent.....	1	1	80	2	35	"	"	37	6	6	1	"	"
TOTAL.....	31	50	20,460	143	2,314	16	1,044	904	343	174	32	16	11

Production. — La production théorique de ce matériel pourrait, croyons-nous, s'élever à 61,000,000 kilogr. et au double si le travail avait lieu sans interruption. Mais cette production est loin d'avoir été atteinte en 1897. D'après les renseignements recueillis auprès des industriels, elle ne s'élèverait qu'à 47,760,000 kilogrammes ainsi répartis :

Tourcoing.....	15,000,000 Kilogr.
Dorignies.....	1,600,000 —
Fourmies.....	1,200,000 —
Frévent.....	460,000 —

Ce total est loin de correspondre à l'ensemble des opérations faites dans les conditions publiques. Et si les industriels n'ont pas accusé des chiffres trop faibles, il faudrait alors rapporter cette différence à un stock fort important existant à la fin de 1896.

Quoi qu'il en soit, l'année 1897 n'a pas été, pour les peignages de la région du Nord, une période de forte production. On estime qu'en cette année la production a été réduite d'un cinquième, et si le travail n'a pas été com-

plètement arrêté à partir du mois d'août, il ne s'est continué qu'avec des équipes réduites. Cet état de choses tient à la situation difficile des affaires et à la création de puissants peignages à l'étranger. Ceux-ci surtout, à cause d'un outillage neuf et perfectionné, d'une main-d'œuvre moins élevée qu'en France, sont en mesure de déverser leurs produits sur nos marchés à des prix défiant toute concurrence.

Quant à la quantité de laine brute traitée dans les peignages, l'évaluation en est assez difficile. Les chiffres fournis par les gares et les arrivages par bateaux ne peuvent représenter toute la quantité de laine traitée; il y manque, pour certains établissements, tous les arrivages par wagons qui ne passent pas par les gares. Mais si l'on admet que la laine brute, quand on opère en grandes masses, donne environ 33 p. 100 de son poids de laine peignée, le poids de la laine brute ayant passé par les peignages pourrait s'élever à 143,000,000 kilogrammes et la presque totalité de cette laine a été travaillée à façon.

Prix de façon. — Le peignage se faisait autrefois à la main au prix de 2 fr. 25 le kilogramme. Des perfectionnements successifs apportés au matériel de peignage ont permis de réduire successivement ce prix de façon et la quantité des déchets. Depuis quelques années, la concurrence aidant, les prix se sont beaucoup affaiblis. Pour conjurer ce mal, les industriels les plus importants, constitués en syndicat, ont élaboré un tarif qui a été ensuite adopté par tous les autres peigneurs. Néanmoins les prix sont toujours en baisse et les cours ont varié en 1897 de 0 fr. 375 à 0 fr. 55 le kilogramme. Ces prix sont très bas et, par conséquent, fort peu rémunérateurs; aussi quelques filateurs qui peignaient pour leur compte ont préféré cesser ce travail pour le donner à façon dans les grands peignages de la région de Roubaix.

Lieux de vente. — Un marché de laine peignée existe à Anvers, un autre à Roubaix. Sur ce dernier marché, le total des affaires enregistrées à la cote a été seulement de 18,850,000 kilogrammes en 1897(1), en forte baisse sur les années précédentes. En 1895, le total des affaires avait été de 33,180,000 et en 1896 de 35,255,000 kilogrammes. La création, à Roubaix, d'un marché à terme a été diversement appréciée : les uns s'en plaignent, prétendant qu'il donne lieu à des variations de prix non en rapport avec le cours des choses; les autres l'approuvent, estimant que ces variations de prix dus à la spéculation tendent, au contraire, à remédier aux brusques écarts dans les prix d'une même marchandise, surtout dans les bonnes qualités. Aucune critique n'a été cependant formulée en 1897. On ne saurait contester que ce marché à terme active les transactions et qu'il facilite l'arrivage des laines, la production des peignés et leur écoulement. Les peigneurs de laine se sont efforcés de satisfaire aux besoins de la place et ils y sont parvenus par un outillage puissant et par une organisation leur permettant de procéder quand il le faut au travail de nuit.

(1) Mouvement du marché à terme en 1897 :

Affaires enregistrées à la cote.....	18,850,000 kilogr.
Reports.....	1,510,000 —
Réponses des primes.....	80,000 —

Main-d'œuvre. — Le nombre des ouvriers employés dans les peignages est le suivant :

LOCALITÉS.	HOMMES.	FEMMES.	FILLES MINEURES de 18 à 21 ans.	ENFANTS				ENSEMBLE.
				DE 16 À 18 ANS.		DE 13 À 16 ANS.		
				Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.	
Roubaix...	8,288	1,846	313	150	85	130	48	10,860
Dorignies..	281	57	90	42	81	19	39	609
Fourmies..	360	189	104	21	43	12	43	772
Frévent...	38	18	9	"	4	3	9	81
TOTAL..	8,967	2,110	516	213	213	164	139	12,322

D'après l'emploi, ce personnel se décompose ainsi :

LOCALITÉS.	TRIEURS.	DÉSUNTEURS ET LAVEURS.	CARDEURS, ÉGORGEURS et déboueurs.	PEIGNEURS.	LISSEURS.	OUVRIERS DE PRÉPARATION.	HOMMES DE PEINE.	CONTREMAÎTRES ET OUVRIERS SPÉCIAUX.	ENSEMBLE.
Roubaix.....	1,763	1,103	2,333	1,851	568	1,285	997	960	10,860
Dorignies.....	132	30	92	92	54	45	136	28	609
Fourmies.....	73	70	205	47	36	159	57	55	772
Frévent.....	16	6	19	6	6	15	4	9	81
TOTAL.....	1,984	1,209	2,649	2,066	664	1,504	1,194	1,052	12,322

Salaires. — L'outillage mécanique ayant atteint un degré de perfection remarquable, c'est l'appareil mécanique qui, dans toutes les opérations, fait le travail en réduisant l'ouvrier à un simple rôle de surveillant, de sorte que le rendement et la qualité du produit restent tout à fait indépendants de l'intelligence et de l'attention de l'ouvrier. C'est pourquoi ces ouvriers, employés à des travaux où l'apprentissage est secondaire, ne sont pas intéressés à la production de leurs métiers et touchent simplement un salaire fixe dont le taux se ressent de cette trop grande facilité de travail. Toutefois, dans les peignages à forfait qui sont les moins nombreux et les moins importants, les salaires sont en moyenne légèrement plus élevés, parce que le travail y est régulier et qu'ainsi l'ouvrier peut obtenir quelques augmentations dont ne bénéficient pas ceux des autres peignages qu'un chômage ou un ralentissement dans la production fait congédier.

Voici les salaires moyens payés aux ouvriers en 1897 :

LOCALITÉS.	TRIEURS.		DÉSUINEURS ET LAVEURS.	OUVRIERS AUX CARDES.				OUVRIERS PEIGNEURS.		LISSEURS.	OUVRIERS de PRÉPARATION.		HOMMES DE PEINE.	SURVEILLANTS, MÉCANICIENS, CHAUFFEURS et peigneurs.
	Hommes.	Femmes et enfants.		Cardeurs.		Dégorgeurs.	Débouteurs.	Hommes.	Femmes.		Hommes.	Femmes.		
				Hommes.	Femmes.									
fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.		
Roubaix...	5 75	"	3 50	3 00	2 25	3 60	3 90	3 80	3 12	3 72	3 00	2 50	4 15	6 50
Tourcoing.	5 75	"	3 40	2 30	2 25	3 45	3 75	3 35	3 00	3 50	2 75	2 40	3 40	6 00
Croix....	6 00	"	3 65	"	"	4 75	4 75	3 60	2 75	3 60	3 60	2 75	3 50	6 00
Dorignies..	4 80	1 25	4 40	3 90	1 60	3 90	3 90	3 85	1 60	2 35	4 15	1 60	4 40	5 50
Fourmies..	4 50	2 25	3 25	3 00	2 00	3 00	3 25	"	2 10	"	"	2 10	3 00	5 00
Frévent...	3 50	2 25	3 00	"	1 75	"	3 00	"	1 90	2 75	"	2 00	2 75	"

Les salaires ci-dessus correspondent à un travail de jour d'une durée de douze heures pour les hommes et de onze heures pour les femmes et les enfants ; il convient de les majorer d'un douzième pour le travail de nuit.

Un fait ressort de ce tableau, c'est qu'à Roubaix, où les peignages sont plus importants et font plus d'affaires, les salaires sont plus élevés qu'à Tourcoing. On remarquera encore que les salaires établis à Croix, pendant que l'établissement était en pleine prospérité, sont demeurés relativement élevés, surtout pour les ouvriers adultes.

Voici un tableau comparatif des salaires payés à différentes époques, dans la région, pour une durée de douze à treize heures de travail.

GENRE D'OCCUPATION.	LOCALITÉS.	1833.	1844.	1867.	1878.	1889.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Trieurs de laine.....	Tourcoing.....	2 75	3 25	3 75	5 00	6 25
	Fourmies.....	3 00	4 00	4 20	4 50	5 00
Laveurs de laine à la main.	Tourcoing.....	3 50	4 00	4 50	"	"
	Fourmies.....	2 00	2 40	2 90	"	"
Ouvriers de préparation...	Tourcoing.....	1 60	1 85	2 60	2 85	3 25
Ouvrières de préparation..	Tourcoing.....	1 00	1 15	1 35	2 25	3 25
Peigneurs.....	Fourmies.....	"	"	1 55	2 00	2 25
Hommes de peine.....	Tourcoing.....	1 50	1 75	2 50	3 00	3 25
	Fourmies.....	1 00	1 50	2 65	3 00	3 00

Durée et organisation de travail. — La durée du travail pendant le jour a été fixée dans un certain nombre de peignages à douze heures ; mais pour se conformer aux exigences de la loi du 2 novembre 1892, qui limite la durée du travail à onze heures, il a été établi, dans les ateliers de préparation et de peignage où le personnel réglementé par la loi est encore employé, une

équipe spéciale pour que chaque ouvrière ait une heure de repos supplémentaire, sans arrêter la marche des métiers. Le travail de jour étant arrêté pendant une heure pour le repas du milieu de la journée, il en résulte que l'écart est de treize heures entre le moment où l'ouvrier commence son travail et celui où il le finit, et les ouvriers de l'équipe de nuit, composée d'hommes seulement, ne peuvent plus effectuer qu'un travail ininterrompu de onze heures. Dans d'autres peignages, les changements d'équipes ont lieu régulièrement toutes les douze heures, en sorte que le poste de jour, déduction faite de l'arrêt d'une heure pour le repas du milieu du jour, ne peut être occupé pendant plus de onze heures; mais celui de nuit travaille alors pendant douze heures consécutives. Le repos du dimanche pour le personnel protégé est régulièrement observé : le travail se termine le samedi soir à minuit et ne reprend que le lundi à six heures du matin.

La loi du 2 novembre 1892 a été ainsi un réel bienfait pour le personnel féminin employé dans cette industrie, par suite de la suppression du travail de nuit et de la réduction de la journée de travail qui se sont effectuées sans occasionner une modification du salaire journalier.

VI. — FILATURE DE LA LAINE PEIGNÉE.

Il est assez difficile d'évaluer la force motrice qui met en mouvement les diverses filatures de laine peignée de la région du Nord, car, dans certains établissements, le moteur ne développe pas toute sa force et, dans d'autres, il la partage avec un peignage, une retorderie ou un tissage. Il semble cependant que la mise en train d'une filature de 10,000 broches doive nécessiter une force de 150 chevaux-vapeur. Cette industrie, qui est une des plus importantes de la région, dispose d'un outillage dont l'importance est donnée dans le tableau suivant :

LOCALITÉS.	NOMBRE						
	DE FILATURES			de CARDES.	DE BROCHES AUX MÉTIERS À FILER		
	travaillant à forfait.	travaillant à façon.	ENSEMBLE.		renvideurs.	continus.	ENSEMBLE.
Roubaix.....	10	15	25	"	323,158	4,968	328,126
Tourcoing.....	24	17	41	119	441,972	27,848	469,820
Wattrelos.....	1	"	1	"	11,192	6,560	17,752
Saint-Amand.....	1	"	1	"	"	216	216
Fournies et environs.	36	19	55	"	650,820	25,186	676,006
Frévent.....	2	"	2	35	26,000	"	26,000
Amiens et le départ ^l .	8	7	15	24	63,327	4,115	67,442
TOTAL.....	82	58	140	178	1,516,469	68,893	1,585,362

Le travail dans les filatures est entrepris à forfait ou à façon. Les filateurs à forfait travaillent pour leur compte; ils achètent, des laines pour les trans-

former en fils qu'ils revendent ensuite à leurs risques et périls ou qu'ils utilisent dans leurs fabriques de tissus. Les filateurs à façon ne sont au contraire que des intermédiaires s'engageant à filer à un prix de façon convenu des lots de laine qu'on leur confie. La situation des premiers est mieux assise : ils peuvent travailler les laines en grandes masses, choisir les qualités pour lesquelles le travail de filature est plus facile, profiter des variations de cours pour activer ou restreindre leur production. Dans les moments de crise, c'est, dit-on, dans les transactions plutôt que dans les opérations industrielles que quelques-uns d'entre eux sont parvenus à réaliser des bénéfices. Quel que soit l'état de l'industrie, les façonniers, au contraire, doivent assurer la marche de leur établissement. Si les affaires sont tendues, ils n'hésitent pas à prendre aussi bien des matières d'une élaboration difficile qu'en petites quantités. S'il y a crise, comme ils ne peuvent se résigner à laisser leur matériel inactif et, par suite, leur capital sans rémunération, ils sont en quête de matières à travailler, de sorte que, selon la loi inéluctable de l'offre et de la demande, le prix de façon ne peut tendre qu'à baisser. Si ce prix devient trop peu rémunérateur, c'est alors aux conditions de la main-d'œuvre qu'il faut toucher, au risque d'entraîner des plaintes et parfois des grèves. La situation de ces industriels est donc fort précaire et on s'explique la disparition de certaines filatures naguère encore très prospères.

Pour réagir contre cette baisse persistante des prix de façon, il avait été question, dans la région de Roubaix, de constituer un syndicat dans le but de racheter la plupart des filatures à façon, mais ce projet ne s'est pas encore réalisé. Les filateurs qui ont tenu constamment leur établissement au niveau des progrès modernes sont seuls, croyons-nous, en mesure de résister aujourd'hui à cette tension prolongée des affaires; quant à ceux qui n'ont pas été en mesure de renouveler leur matériel, ils sont infailliblement appelés à disparaître.

Les produits sortant de filature sont classés d'après l'épaisseur et la torsion. Les fils allant du numéro 1 à 40 (écheveau de 710 mètres au kilogr.) font partie de la série des numéros gros, ceux de 40 à 80, des numéros moyens; au delà, on a la série des numéros fins. Sous le rapport de la torsion, on distingue : le fil floche, le fil trame, le fil demi-chaîne, chaîne à retordre, crêpé, qui sont des fils de plus en plus tordus.

Les fils pour bonneterie vont du n° 5 au n° 30, suivant qu'il s'agit de la grosse bonneterie ou bien de la bonneterie fine, qui se fabrique aussi dans une certaine proportion, bien qu'elle soit une spécialité de la région de Troyes et surtout de l'Angleterre. Les fils obtenus sur les métiers à filer continus ne dépassent pas le n° 60, mais ils sont plus tordus que ceux qui passent par métiers renvideurs; ils sont en outre faits avec des laines plus grosses et plus longues et ils acquièrent ainsi un lustrage particulier qui les fait rechercher pour la fabrication de certains tissus. Dans la région de Fourmies, le n° 80 est celui qui se fait couramment. Les numéros élevés sont délaissés par la mode et ne trouvent plus de débouchés à l'étranger; aussi certains filateurs de cette région se sont décidés à devenir les clients de Roubaix et de Tourcoing en filant des numéros plus gros et ils ont en conséquence approprié leur matériel à cette nouvelle destination.

Prix de façon. — On filait en 1825 à raison de 0 fr. 14 l'écheveau de 710 mètres. Mais ce prix, à la suite d'améliorations successives apportées à l'outillage, descendit en 1864 à 0 fr. 0175 et même à 0 fr. 0125 après l'adoption des métiers renvideurs automatiques. Les filateurs s'émurent de cette baisse continuelle et formèrent alors un syndicat afin de ramener à un taux rémunérateur ce prix qui était descendu à 20 p. 100 au dessous du prix de revient. Les prix se relevèrent alors, mais la crise qui dura de 1890 à 1895 les fit retomber de nouveau. En 1895, les prix ont varié de 0 fr. 009 à 0 fr. 015; en 1896, ils se sont maintenus entre 0 fr. 0135 et 0 fr. 0175 jusqu'en septembre; en 1897, les prix de façon se sont considérablement abaissés et sont descendus à 0 fr. 008. Actuellement, le prix de base est 0 fr. 01 l'écheveau, à partir du n° 40; mais, au-dessous de ce numéro, le prix de façon reste invariable et est de à 0 fr. 40 le kilogramme.

La façon des fils de couleur ou mélangés se paye 0 fr. 05 de plus au kilogramme. On ne fait aucune différence entre les prix de façon des fils de chaîne ou de trame. Mais, si ces derniers doivent être livrés en canettes et non en bobines, on paye 0 fr. 05 de plus au kilogramme, ce qui revient, dans ce cas, à établir néanmoins une différence entre le prix de façon de la chaîne et de la trame.

Les laines à peigne sont livrées aux filateurs à façon avec ou sans conditionnement. Les marchés sans conditionnement ne se passent qu'avec certaines maisons connues par leur probité commerciale. Avec les autres, les laines sont livrées conditionnées et en remboursement; on entend, par cette expression, que le filateur est tenu de rendre la laine en fil conditionné et de payer au négociant, au prix de facture, la différence du poids de laine qu'il a prise en charge. Mais, pour éviter ces remboursements, le filateur mélange des déchets à la laine fournie, et si le poids qu'il rend en fils surpasse celui de la laine peignée conditionnée reçue, c'est le négociant qui paye le surplus au prix du peigné. Il peut ainsi réaliser un gain qui compense, dans une certaine mesure, l'avalissement des prix de façon. On admet, dans ces transactions, une perte de 1 p. 100 pour filaments perdus, poussières, etc. Les déchets représentent 2 1/2 à 3 p. 100, mais ces déchets peuvent s'élever jusqu'à 7 p. 100, quand ce sont des laines pour la fabrication des tapis.

Production. — On estime qu'une broche produit en moyenne par douze heures, dans les filatures de laine peignée, 5,75 écheveaux de 710 mètres; dans les filatures de laine mixte, couramment 6 écheveaux. Voici, du reste, quelques résultats :

Dans une filature de laine peignée, à Roubaix, la broche a produit :

5,54 écheveaux au numéro moyen.....	53 50
5,50 — — — — —	58 00
5,32 — — — — —	62 00

Dans une autre filature, à Tourcoing :

5,26 écheveaux au numéro moyen.....	44 00
5,38 — — — — —	46 00
5,70 — — — — —	48 00
6,46 — — — — —	52 00

Quant à la production totale en 1897, les indications sont très vagues et il paraît impossible de chercher à en faire l'évaluation. Les chambres de commerce de Roubaix et de Tourcoing, pas plus aujourd'hui qu'en 1895, n'ont pu fournir aucun renseignement. Elles n'ont aucune base d'évaluation et, pour le nombre des broches, elles admettent même des chiffres absolument erronés. On paraît néanmoins être d'accord pour accuser une baisse de 30 p. 100 sur la production de l'année précédente.

Main-d'œuvre. — Les filatures de laine peignée occupent un personnel de 16,283 ouvriers répartis, suivant l'âge et le sexe, comme l'indique le tableau ci-dessous :

CARDES ET FILATURES.	ENFANTS				FILLES MINEURES.	FEMMES.	HOMMES.	TOTAL.
	DE 13 à 16 ANS.		DE 16 à 18 ANS.					
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.				
Roubaix.....	155	184	85	130	223	1,117	1,336	3,230
Tourcoing.....	362	322	207	250	601	1,349	2,158	5,249
Wattrelos.....	7	13	5	20	31	81	53	210
Saint-Amand.....	9	7	"	3	1	"	3	23
Fourmies et envir ^e .	493	301	318	230	431	1,199	2,947	5,919
Frévent.....	33	50	19	39	41	88	222	492
Amiens et départ ^t .	92	49	72	58	89	344	456	1,160
TOTAL.....	1,151	926	706	730	1,417	4,178	7,175	16,283

Durée et organisation du travail. — La filature de la laine peignée comprend, comme il a été dit précédemment, deux élaborations distinctes :

1° La préparation du ruban, par un passage à travers les divers métiers de l'assortiment;

2° La filature en fin opérée sur des métiers renvideurs ou continus.

La production sur les métiers de préparation est en rapport direct avec le temps de leur fonctionnement; mais sur les métiers à filer, il n'en est pas ainsi : la production dépend de la qualité de la laine, de la grosseur et de la torsion du fil.

Pour obtenir du matériel industriel la production maximum, il importe donc que les métiers de préparation soient toujours en nombre suffisant pour alimenter régulièrement les métiers à filer. Or, dans la région de Fourmies, ce principe a bien été observé à la création des filatures; mais la mode et la fermeture de certains débouchés ayant obligé les filateurs à se porter sur d'autres genres de fils, le matériel a cessé de répondre exactement à ces nouveaux besoins. Il a fallu soit augmenter la durée de leur fonctionnement, soit leur nombre; c'est au premier moyen qu'on s'est ordinairement arrêté. Mais, comme ces métiers sont soignés par des femmes ou des filles mineures, on a dû alors, pour ne pas contrevenir aux exigences de

la loi du 2 novembre 1892, constituer des équipes de roulement permettant à chaque ouvrière de ne rester au travail que le temps légal. Pour les métiers à filer, la durée de leur fonctionnement n'a pas varié, elle est encore de douze heures, parce que ce sont des ouvriers qui sont chargés de les conduire; cependant, pour les jeunes aides, on a réduit le temps de leur travail afin de rester dans les limites légales. En ce qui concerne le matériel, le faible écartement des broches a obligé d'en laisser inactives un certain nombre pour permettre le filage de fils plus gros.

Afin de continuer la préparation pendant la nuit, on a songé à employer des hommes comme cela se pratique, paraît-il, dans les filatures de Russie; mais cet emploi qui, du reste, a été satisfaisant n'a eu lieu qu'accidentellement à la suite de circonstances exceptionnelles. En ces mêmes circonstances, le travail de nuit a été établi pour les métiers à filer; ici on a constaté que le travail des fils de couleur était difficile à la lumière électrique et que cette succession d'équipes de jour et de nuit sur les mêmes métiers renvideurs était préjudiciable à la production.

Mentionnons encore cette participation d'hommes aux travaux de préparation dans le Santerre. Mais il n'y a pas là une affectation systématique : les femmes, ne tenant guère à participer à ces travaux, sont simplement remplacées par des hommes âgés qui se contentent d'un modeste salaire. Dans cette région, les besognes sont subordonnées aux besoins de l'industrie locale : la bonneterie. Il y a une morte-saison pendant l'hiver où le travail peut être même suspendu; en juin et juillet, il y a encore un chômage relatif dû à ce que les hommes réclament un certain nombre de journées pour travailler aux champs.

Salaires. — Les soigneuses ou ouvrières de préparation sont payées à l'heure; elles reçoivent de 0 fr. 20 à 0 fr. 25 à Roubaix; de 0 fr. 19 à 0 fr. 21 à Tourcoing, et dans les régions de Fourmies et d'Amiens de 0 fr. 18 à 0 fr. 20. Les ouvrières, dites de relais, chargées de suppléer successivement les ouvrières de préparation, reçoivent en plus une indemnité qui est d'environ 2 francs par semaine. La mise en application de la loi de 1892 n'a pas apporté de modifications sensibles au salaire de ces ouvrières, car la plupart des filateurs ont augmenté légèrement le prix de l'heure pour tenir compte de la réduction de la douzième heure de travail.

Aux métiers renvideurs, le prix de façon est réglé par métier et d'après un tarif variable suivant les localités; il se compose d'un salaire fixe, qui est la garantie minimum, et d'une prime basée sur la production. A Tourcoing, le conducteur ou premier fileur reçoit 0 fr. 333, le rattacheur ou deuxième fileur, 0 fr. 23, et le bâcleur ou bobineur 0 fr. 111 par heure; une prime est accordée quand le métier fournit plus de 11 écheveaux de 1.428 mètres à la broche par soixante-douze heures de fonctionnement, et elle s'accroît proportionnellement. A Roubaix, le salaire fixe est un peu plus élevé : le conducteur gagne 0 fr. 4166; chaque rattacheur 0 fr. 27, sauf le premier qui reçoit 0 fr. 277, et chaque bâcleur 0 fr. 145; par contre, la prime n'est accordée qu'à partir d'une production un peu plus forte. Toutefois ce point de départ n'est pas absolument constant, il varie selon les matières à tra-

vailler. Dans quelques filatures, le salaire est entièrement réglé d'après la production.

Le personnel qui assure la marche des métiers renvideurs dépend du nombre de broches, de la qualité de la laine, de l'épaisseur et de la torsion du fil.

La conduite de deux métiers se faisant face et comportant 1.200 broches réclame un premier fileur, quatre rattacheurs et deux aides.

On supprime un rattacheur quand le nombre des broches ne dépasse pas 1.000.

Dans les filatures à forfait, on s'attache surtout à avoir un travail plus soigné et à diminuer la quantité de déchets par augmentation du nombre des rattacheurs; mais, dans les filatures à façon, on les réduit, car on s'attache surtout à filer davantage et dans les conditions les moins onéreuses.

Les conditions de travail ne sont pas tout à fait les mêmes à Frévent et dans la région de Fourmies.

Le fonctionnement d'un métier de 500 à 600 broches est remis entre les mains d'un seul ouvrier fileur, rétribué suivant le nombre d'écheveaux filés et qui se charge d'embaucher, pour son compte, les aides indispensables.

Dans quelques filatures de Roubaix et de Tourcoing, les métiers renvideurs sont conduits par des femmes payées suivant le même tarif que les hommes; mais la durée de leur travail est de onze heures seulement et certains travaux accessoires, tels que le remontage des courroies, des cordes de métiers, ne sont pas à leur charge.

Le salaire de ces différentes catégories d'ouvriers varie suivant les régions et l'emploi. Pour le premier fileur, chef de brigade, les écarts extrêmes de son gain semblent avoir été les suivants: 0 fr. 73 par heure à Roubaix et 0 fr. 36 à Frévent.

Voici, du reste, le salaire moyen de ces différentes catégories de travailleurs.

CATÉGORIES.	ROUBAIX.	TOUR- COING.	FRÉVENT.	RÉGION de FOURMIES.	AMIENS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Conducteur	0 53	0 49	0 46	0 45	0 51
1 ^{er} rattacheur	0 33	0 31	0 25	0 25	0 34
2 ^e —	0 32	0 31	0 21	0 19	0 30
3 ^e —	"	"	"	0 16	"
Bâcleurs	0 14	0 14	0 12	0 12	0 13
Petits bobineurs	"	"	"	0 09	"

Depuis l'origine de l'industrie, les salaires ont été constamment en augmentant. A Fourmies, ils sont restés, à partir de 1889, quelque temps sans changement, puis ils ont subi une diminution de 10 p. 100, pour revenir actuellement à leur taux précédent.

Voici un tableau qui montre les salaires payés aux ouvriers de filatures à diverses époques pour un travail de douze heures à treize heures.

GENRE D'OCCUPATION.	LOCALITÉS.	1833.	1844.	1855.	1867.	1878.	1884.
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Ouvriers de préparation	Tourcoing.....	"	0 90	1 25	1 40	"	"
	Fourmies.....	0 60	0 85	1 10	1 60	2 15	2 25
Fileurs.....	Tourcoing.....	3 00	3 70	3 90	4 00	4 25	4 75
	Fourmies.....	3 00	3 70	4 20	4 90	5 50	6 00
Rattacheurs.....	Tourcoing.....	"	1 25	2 00	2 50	3 00	3 40
	Fourmies.....	0 60	1 00	1 10	1 60	2 15	2 50
Bâcleurs et bobineurs.....	Tourcoing.....	"	0 50	"	0 60	0 75	0 95

VII. — FILATURE DE LA LAINE CARDÉE.

Les laines que l'on met en œuvre dans les filatures de laine cardée sont presque toutes travaillées à forfait et proviennent des pays étrangers; elles sont de qualités très diverses et constamment mélangées avec une proportion plus ou moins grande de déchets de laine ou d'effilochage d'étoffes de laine. On arrive ainsi à produire des tissus de belle apparence et à des prix très réduits. C'est en Angleterre qu'on a commencé à mélanger la laine de basse qualité avec des chiffons remanufacturés pour fabriquer des draps inférieurs susceptibles d'être exportés. Depuis on a été fort loin dans cette voie puisqu'on fabrique actuellement des fils dans lesquels il n'entre que des chiffons de pure laine neufs ou vieux. Pour les meilleurs articles, le fil pour trame est seul formé d'un mélange de renaissance et de laine mère; dans les tissus intermédiaires la chaîne et la trame se composent d'un mélange de laine et de renaissance qui varie suivant la qualité du tissu; enfin dans les tissus inférieurs, la trame seule est en renaissance et la chaîne est mélangée de coton ou tout en coton.

Les fils de laine cardée s'emploient dans la fabrication des couvertures, des tapis et surtout pour la draperie. La bonneterie et l'ameublement en emploient également.

Cette industrie est loin d'avoir, dans la région du nord, l'importance de la filature de la laine peignée; elle se pratique seulement dans 23 établissements.

Le tableau suivant indique l'importance de l'outillage :

LOCALITÉS.	NOMBRE		
	D'ÉTABLISSEMENTS.	D'ASSORTIMENTS de cartes.	DE BROCHES.
Roubaix.....	4	67	51,720
Tourcoing.....	9	74	36,372
Wasquehal.....	1	41	20,000
Le Cateau et Solre-le-Château....	5	16	8,260
Région d'Amiens.....	4	9	2,420
TOTAL.....	23	207	118,772

Main-d'œuvre. — Ces filatures sont desservies par un personnel dont la répartition est donnée dans le tableau suivant :

LOCALITÉS.	ENFANTS				FILLES MINEURES.	FEMMES.	HOMMES.	TOTAL.
	DE 13 À 16 ANS.		DE 16 À 18 ANS.					
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.				
Roubaix.....	51	69	62	28	33	74	333	650
Tourcoing.....	14	3	8	4	15	68	353	465
Wasquehal.....	32	64	29	42	31	80	145	423
Le Cateau et Solre- le-Château.....	15	10	15	5	28	86	172	331
Région d'Amiens..	10	"	7	1	2	7	22	49
TOTAL.....	122	146	121	80	109	315	1,025	1,918

Dans les ateliers de préparation, le personnel est entièrement féminin et la durée du travail est limitée à onze heures. Mais, dans les ateliers de filature, où les travailleurs sont en grande partie des hommes, la durée du travail est de douze heures; s'il y a quelques exceptions, c'est dans les établissements où l'on file pour des articles de fantaisie ou bien quand le rattachage des fils est exécuté par des femmes.

Les métiers renvideurs comportent de 400 à 500 broches; ils sont ordinairement conduits par 1 ouvrier fileur, 4 rattleurs et 1 bâcleur; mais cette composition peut varier selon les matières et la nature du travail.

Les soigneuses de cartes sont payées à l'heure. Aux métiers à filer, le salaire s'établit d'après la production.

Voici le prix moyen que reçoivent par heure les diverses catégories d'ouvriers :

GENRE D'OCCUPATION.	ROUBAIX.	SOLRE- LE-CHÂTEAU.	LE CATEAU.	AMIENS.
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Fileur.....	0 40	0 43	0 35	0 42
Rattacheur.....	0 30	"	0 22	"
Rattacheuse.....	0 21	"	"	"
Bâcleur.....	0 18	0 09	0 14	0 18
Soigneuse de cardes....	0 24	0 15	0 19	0 20

Malgré la situation tendue des affaires, les filateurs ont dû maintenir à peu près leur chiffre de production normal afin de ne pas augmenter leurs frais généraux. La quantité de fils produite en 1897, provenant de laine mère avec déchets et renaissance, a été la suivante :

Roubaix.....	2,000,000 kilogr.
Tourcoing.....	1,500,000 —
Wasquehal.....	500,000 —
Le Cateau.....	175,000 —
Solre-le-Château.....	328,000 —
Amiens.....	196,000 —
ENSEMBLE.....	4,699,000 —

On produit, dans la région de Roubaix et au Cateau, des fils de laine cardée (genre Verviers) formée de laine mère, de blousse, de renaissance et de coton. Les fils destinés à la fabrication des couvertures contiennent jusqu'à 50 p. 100 de laine mère et, dans les fils pour la draperie ou la fabrication des tapis, il entre une forte proportion de blousse. Ordinairement la proportion de laine mère introduite dans la composition des fils de laine cardée ne dépasse pas le cinquième du poids total.

La fabrication du molleton, étoffe moelleuse de laine, foulée mais non tondue, se fait à Solre-le-Château. Dans ces établissements on effectue : le cardage, le filage, le tissage et la teinture. Le personnel employé se compose de 240 ouvriers dont les deux tiers sont occupés à la carderie et à la teinture.

La filature de laine cardée a été très prospère il y a quelques années, mais elle se trouve maintenant dans une période difficile. Les filateurs attribuent cette situation à la main-d'œuvre qui est plus élevée que dans d'autres centres de fabrication, à la réglementation du travail qui limite la durée d'emploi du personnel féminin, à des charges fiscales élevées, à la cherté des charbons, enfin à la concurrence étrangère, celle de la Belgique notamment qui serait facilitée par le bon marché de la main-d'œuvre et la non-réglementation du travail en ce pays. Si ces affirmations étaient toutes exactes, il ne faudrait pas

d'autres causes pour expliquer la situation actuelle. Une situation aussi défavorable ne peut avoir en effet qu'une répercussion fâcheuse sur l'industrie.

VIII. — EXPORTATION. — IMPORTATION.

Les transactions en laines peignées et filées avec les pays étrangers sont peu considérables. Voici les chiffres pour 1897 fournis par les bureaux de douane de Tourcoing, Roubaix et Fournies.

LOCALITÉS.	LAINES PEIGNÉES		FILS DE LAINE PEIGNÉS		FILS DE LAINE CARDÉS	
	exportées.	importées.	exportés.	importés.	exportés.	importés.
	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.	kil.
Tourcoing.....	8,250,334	1,879	496,418	1,214	28,794	78,975
Roubaix.....	3,041,911	307	320,414	1,294	30,586	47,638
Fournies.....	"	"	120,725	709	38,999	81,491
TOTAL.....	11,292,245	2,186	937,557	3,217	98,379	208,104

Pour les laines peignées, ce sont des laines de différentes provenances qui sont expédiées à l'étranger.

La Chambre de commerce de Tourcoing indique les prix suivants :

Peignés d'Australie.....	4 ^f 65 ^e à 4 ^f 75 ^e le kilogramme.	
— de Buenos-Ayres et Montevideo....	3 90 à 4 00	—
— de France.....	3 50 à 3 60	—
— de laine ordinaire.....	2 75 à 3 00	—

L'exportation des fils de laine peignée est à destination des pays de l'Europe centrale; les fils teints sont principalement dirigés vers l'Allemagne.

Dans la région d'Amiens, le tiers des fils de laine partait jadis pour l'exportation; mais, depuis l'organisation des industries étrangères, l'exportation est devenue presque nulle.

L'importation des fils de laine peignée doit être considéré comme parfaitement négligeable. On n'emploie comme venant de l'étranger que ce que la filature française n'a pas intérêt à fabriquer elle-même.

Enfin, on importe de Verviers quelques spécialités de fils cardés, parce que la quantité en est trop petite pour qu'il y ait avantage à les fabriquer dans les filatures de la région.

IX. — SITUATION INDUSTRIELLE.

Les causes principales du développement de l'industrie lainière, à certaines époques, sont dues aux perfectionnements apportés à l'outillage industriel et à la baisse successive des frais de transport. L'entrée en franchise des laines brutes en facilitant l'exportation des tissus a été une autre cause de dévelop-

pement de notre industrie nationale. Aussitôt après la suppression du tarif douanier, en 1864, l'exportation s'est élevée, en effet, à 355 millions. Elle tomba à 230 millions en 1870, mais pour reprendre une marche ascendante après la guerre. L'industrie se développa alors très rapidement afin de suppléer à la production alsacienne qui nous avait échappé. Cette ère de prospérité prit fin, en 1875, à cause de la création d'industries similaires en pays étrangers et à des droits prohibitifs appliqués aux produits français dans le but de favoriser le développement de ces industries naissantes.

A la suite de ces mesures prohibitives, la filature de la laine se développa rapidement en Allemagne. Les broches qui étaient au nombre de 400,000 en 1870 s'élevèrent à 1,500,000. Les fabricants de tissus de la Saxe cessèrent de s'approvisionner en France et abandonnèrent définitivement notre marché. Bien plus, sur tous les marchés extérieurs, les filateurs allemands, favorisés par des installations permettant une grande production et par des conditions de travail moins onéreuses que les nôtres, purent offrir leurs produits à des prix inférieurs et ils nous firent ainsi une concurrence redoutable.

C'est encore le bill Mac-Kinley qui a eu pour conséquence de nous fermer le marché américain et enfin la mode qui, en délaissant certains genres de tissus qu'on ne fabriquait autrefois qu'à Fourmies, a porté un coup terrible à l'industrie de cette région.

A la suite de l'application aux États-Unis du bill Wilson, fixant des droits moins onéreux sur nos produits et après la reprise de nos relations commerciales avec la Suisse, une amélioration se manifesta qui permit de rouvrir des filatures en chômage et d'accroître le nombre des assortiments de préparation jugé alors insuffisant pour les articles que la mode réclamait plus spécialement.

Cette reprise n'a pas été de longue durée et, depuis le mois de juillet 1897, les affaires ont été de nouveau très tendues. L'alimentation des peignages a été difficile et, cette difficulté notamment dans la région de Fourmies, a amené la réduction de la production et même la fermeture de quelques établissements. La filature aussi n'a pas été épargnée et, malgré le prix relativement élevé de la matière, les prix de façon ont été considérablement réduits. En fin d'année, la production avait sensiblement baissé et on attribuait la cause de cette diminution à la grande quantité de laines restant disponibles sur le marché par suite de la douceur exceptionnelle des précédents hivers.

La concurrence, toujours plus acerbe et plus étendue des nations productrices, nous paraît être la cause principale et persistante de cet état de choses. Dans les circonstances actuelles, ce serait une illusion de compter sur un accroissement de notre exportation en ce qui concerne nos peignés et nos filés. La concurrence sera toujours malaisée avec les produits anglais et allemands sur les marchés extérieurs et notamment sur ceux qui, ayant été plus ou moins fermés, ont pu devenir pour nos concurrents un terrain de facile prise. Mais la situation n'est pas désespérée et on pourrait facilement développer nos transactions, sur les marchés extérieurs, en produits finis, si l'action de nos manufacturiers se portait principalement à la création de tissus nouveaux où l'art, le goût et l'ingéniosité entrent pour une grande part, plutôt qu'à la fabrication de qualités communes ou classiques. Quant à ces der-

nières, ne pourrait-on pas tempérer la concurrence étrangère sur nos propres marchés et sur nos marchés coloniaux en les frappant de quelques droits nouveaux? C'est aux industriels à faire œuvre d'esprit inventif, à apporter les capitaux nécessaires à l'amélioration de leurs procédés de fabrication, à concentrer leurs moyens de production en des mains plus puissantes, mais moins nombreuses, à faire connaître enfin aux pouvoirs publics les moyens les plus certains pour animer et développer l'industrie. Il est temps d'aviser, car une situation semblable, par sa continuité, finirait par entraîner des conséquences critiques pour les travailleurs et désastreuses pour l'industrie lainière.

JURISPRUDENCE.

COUR DE CASSATION.

Arrêt du 12 juillet 1894.

PEINE. — AMENDE. — RÉDUCTION DU TAUX LÉGAL.

Doit être annulé le jugement qui abaisse à 1 franc le chiffre de l'amende dont le taux légal est fixé de 5 à 15 francs par l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892.

Déchéance du pourvoi de T... contre un jugement rendu, le 28 avril 1894, par le tribunal correctionnel de Saint-Étienne, qui l'a condamné à vingt-huit amendes de 1 franc chacune, et annulation du même jugement, sur le pourvoi du procureur de la République près le tribunal de première instance de cette ville.

LA COUR,

Oùï M. le conseiller Paul Dupré, en son rapport, et M. l'avocat général Sarrut, en ses conclusions;

Joint les pourvois, vu la connexité;

Statuant sur celui du sieur T...

Attendu que le demandeur, condamné à de simples peines pécuniaires, n'a ni consigné l'amende exigée par l'article 420 du code d'instruction criminelle, ni produit les pièces supplétives prévues par ledit article à défaut de consignation;

Déclare T... déchu de son pourvoi susvisé et le condamne, par corps, à l'amende envers le trésor public et aux dépens, en fixant au minimum la durée de la contrainte par corps;

Et statuant sur le pourvoi du procureur de la République de Saint-Étienne:

Attendu que la loi du 2 novembre 1892 fixe à 5 francs, dans son article 26, le minimum de l'amende applicable aux contraventions de simple police qu'elle punit;

Et attendu que le jugement attaqué abaisse, sans en donner d'ailleurs de motifs, à 1 franc chacune des amendes que le jugement de simple police, dont était appel, fixait au taux légal de 5 francs; en quoi, il viole manifestement la disposition impérative de l'article 26 susvisé,

Casse et annule le jugement du tribunal correctionnel de Saint-Étienne, du 28 avril dernier, et, pour être statué conformément à la loi sur l'appel du jugement de simple police du 15 février précédent, renvoie la cause et les parties devant le tribunal correctionnel de Montbrison, à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil;

Ordonne, etc.

Arrêt du 9 novembre 1895.

X

I. — PEINES. — CONTRAVENTION DE SIMPLE POLICE. — NON-CUMUL DES PEINES.

II. — TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FEMMES DANS LES MANUFACTURES. — LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — CONTRAVENTIONS. — ARTICLE 463 DU CODE PÉNAL NON APPLICABLE.

I. — Le principe de non-cumul des peines est inapplicable en matière de contraventions de simple police.

II. — La loi du 2 novembre 1892 n'autorisant pas l'application de l'article 463 du Code pénal, doit être annulée la décision qui condamne le prévenu à une peine inférieure au minimum prévu par cette loi.

Annulation, sur le pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police de Besançon, d'un jugement rendu le 21 juin 1895, par ledit tribunal au profit de M^{me} R. D...

LA COUR,

Où M. le conseiller de Rebertin, en son rapport, et M. l'avocat général Duval, en ses conclusions;

Sur le moyen pris de la fausse application de l'article 365 du code d'instruction criminelle, en ce que le jugement attaqué n'a prononcé qu'une seule amende pour deux contraventions;

Attendu qu'il appert du procès-verbal et des constatations mêmes du jugement que S. C..., femme R. D..., maîtresse couturière, a commis deux contraventions à l'article 10 de la loi du 2 novembre 1892 : 1° en n'inscrivant pas sur un livret la date de l'entrée dans son atelier d'une ouvrière âgée de moins de dix-huit ans; 2° en ne mentionnant pas sur le registre à ce destiné les indications relatives à cette mineure;

Que, cependant, le juge de répression ne l'a condamnée qu'à une seule amende, alors que la prohibition du cumul des peines est inapplicable aux contraventions de simple police;

Sur le moyen pris de la violation de l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892 et de la fausse application de l'article 463 du code pénal :

Attendu que l'article 26 fixe à 5 francs le minimum de l'amende et n'autorise pas l'application de l'article 463;

Qu'en condamnant la prévenue à 1 franc d'amende seulement le jugement a méconnu les dispositions visées au pourvoi :

PAR CES MOTIFS,

Casse et annule le jugement du tribunal de simple police de Besançon, du 21 juin dernier, et, pour être fait droit à nouveau sur les contraventions relevées contre la femme R. D..., conformément à la loi, renvoie les parties et les pièces de la procédure devant le tribunal de simple police d'Audeux, à ce désigné par délibération spéciale en la chambre du conseil;
Ordonne, etc.

✕ Arrêt du 15 janvier 1897.

TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES.

- 1° SENS DU MOT *ATELIER* CONTENU DANS L'ARTICLE 1^{er} DU 2 NOVEMBRE 1892. —
LOCATION DES PLACES OCCUPÉES ET DES MÉTIERS EMPLOYÉS.
2° MANUFACTURIER. — DIRECTEUR OU GÉRANT DE L'ÉTABLISSEMENT. — RESPONSABILITÉ PÉNALE.

- 1° Le mot *atelier*, employé par l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892, désigne tout lieu où travaillent un certain nombre d'ouvriers, et s'applique, par suite, à un local où le travail se fait en commun, alors même que les places occupées et les métiers employés par les ouvriers leur seraient loués par le manufacturier, directeur ou gérant de l'établissement.
2° Est pénalement responsable, aux termes de l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892, le manufacturier qui, dans une maison lui appartenant, a organisé des ateliers où travaillent habituellement des ouvrières mineures auxquelles il fournit le chauffage, l'éclairage, la matière première et des métiers qui ne peuvent être employés que pour son compte personnel.

Rejet du pourvoi de L... , contre un jugement rendu, le 30 octobre 1896, par le tribunal correctionnel de Saumur (Maine-et-Loire) qui l'a condamné à quarante-deux amendes de 5 francs chacune, etc.

LA COUR,

Oùï, en son rapport, M. le conseiller Bard;

Oùï, en ses observations, M^e Gauthier, avocat à la cour;

Oùï, en ses conclusions, M. l'avocat général Melcot;

Sur le moyen unique pris de l'inapplicabilité des articles 1, 5, 10, 11 et 25 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels : 1° en ce que l'établissement du demandeur ne constituerait pas un atelier au sens légal du mot; 2° en ce qu'il serait tout au moins un atelier de famille échappant à la réglementation prévue par la loi; 3° en ce que le demandeur, n'en ayant pas la direction, ne serait pas pénalement responsable;

En ce qui touche la première branche du moyen :

Attendu que l'article 1^{er} de la loi du 2 novembre 1892 est ainsi conçu : « Le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, est soumis aux obligations déterminées par la présente loi »;

Attendu que le mot *atelier* désigne tout lieu où travaillent un certain nombre d'ouvriers; que, loin d'apporter une restriction au sens ordinaire de ce mot, le législateur l'emploie manifestement dans sa signification la plus large, en ajoutant même aux ateliers des établissements au sujet desquels un

doute aurait pu s'élever; qu'il veut que tous ces établissements et leurs dépendances soient soumis à l'action de la loi;

Attendu que, par suite, il importe peu que, dans la fabrique du demandeur L. . . , les places occupées et les métiers employés par les ouvriers leur soient loués par le sieur L. . . ; que, du moment que le travail se fait en commun, il y a atelier dans le sens légal du mot;

Sur la seconde branche du moyen :

Attendu que le législateur a introduit dans la loi une exception concernant « les travaux effectués dans les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur »; qu'il est souverainement constaté en fait par le jugement attaqué que ces conditions n'existent pas dans l'espèce;

Sur la troisième branche du moyen :

Attendu que l'article 26 de la loi déclare pénalement responsable les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans ladite loi, qui auront contrevenu aux prescriptions qu'elle édicte;

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que L. . . est manufacturier; que, dans une maison lui appartenant, il a organisé trois ateliers dans lesquels travaillent habituellement des ouvrières mineures, auxquelles il fournit le chauffage, l'éclairage, les métiers à travailler et la matière première; qu'enfin les métiers ne peuvent être employés que pour son compte personnel;

Attendu que, dans ces circonstances, c'est à bon droit que le tribunal de Saumur a décidé que L. . . était pénalement tenu à l'observation de la loi du 2 novembre 1892;

Et attendu que, de tout ce qui précède, il résulte que, loin de violer la dite loi, le jugement attaqué en a fait, au contraire, une juste application, Rejette, etc.

Arrêt du 21 janvier 1897.

TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FEMMES DANS LES MANUFACTURES. — RELIGIEUSES APPARTENANT À UNE COMMUNAUTÉ LÉGALEMENT RECONNUE. — QUALITÉ D'OUVRIÈRES NON APPLICABLE.

C'est à bon droit que le tribunal de simple police relaxe la supérieure d'une communauté religieuse reconnue légalement, en décidant que la loi du 2 novembre 1892 ne saurait être appliquée à des religieuses qui ne sont pas des ouvrières employées dans l'établissement, au sens prévu par la loi.

Rejet du pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police de Montélimar (Drôme) contre un arrêt rendu, le 12 septembre 1896, par ledit tribunal, au profit de N. R. . . , supérieure de la Trappe, dite de Maubec.

LA COUR,

Où, en l'audience publique du 16 janvier 1897, M. le conseiller de Kerbertin, en son rapport, et M. l'avocat général Melcot, en ses conclusions;

Après avoir renvoyé la cause à ce jour et en avoir délibéré en chambre du conseil, conformément à la loi;

Vidant son délibéré :

Sur le moyen pris de la violation des articles 5 et 21 de la loi du 2 novembre 1892, relative au travail des femmes dans les établissements industriels, en ce que le jugement attaqué aurait à tort relaxé la dame R. . . , supérieure de la communauté de Maubec, des fins de la poursuite dirigée contre elle à raison de contraventions à l'article 5 de cette loi;

Attendu que la communauté des Trappistines de Maubec, qui est légalement reconnue, recueille et entretient des orphelines qu'elle emploie au moulinage de la soie dans un atelier annexé à la maison conventuelle;

Attendu que le 14 juillet, jour de la fête nationale, l'inspecteur chargé de veiller à l'observation de la loi du 2 novembre 1892 dont l'article 5 prohibe, les jours légalement fériés, tout travail des femmes employées dans les établissements industriels, a constaté qu'aucune orpheline ne travaillait dans l'atelier à Maubec, mais que cinq religieuses trappistines y étaient occupées;

Que, sur le vu de son procès-verbal, la dame R. . . , leur supérieure, a été traduite devant le tribunal de simple police de Montélimar comme pénalement responsable de l'infraction relevée à la charge de ces cinq religieuses, mais qu'elle a été relaxée par le jugement attaqué;

Attendu que le jugement décide, en fait, que ces trappistines, n'étant pas des ouvrières employées dans l'établissement, n'ont pas contrevenu à la règle édictée dans l'intérêt exclusif desdites employées;

Que, dans ces conditions, il a pu, sans violer les dispositions des articles visés au pourvoi, prononcer le relaxe de l'inculpée;

Et attendu qu'il est d'ailleurs régulier en la forme,

Rejette, etc.

Arrêt du 19 février 1897.

TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES.

1° LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — INFRACTION. — MISE EN DEMEURE NON EXIGÉE.

2° LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — APPAREIL DANGEREUX NON MUNI D'UN ORGANE PROTECTEUR.

1° La mise en demeure préalable à toute poursuite exigée par l'article 5 de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels n'est pas nécessaire lorsqu'il s'agit d'une infraction prévue et punie par la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes et le décret réglementaire du 13 mai 1893 pris en exécution de cette loi.

2° Est suffisamment motivé l'arrêt qui condamne le prévenu pour infraction à la loi du 2 novembre 1892 en se bornant à constater que la courroie de la machine qui a causé l'accident n'était muni d'aucun organe protecteur, et ne spécifie pas les circonstances qui imprimaient un caractère dangereux à l'appareil.

Rejet du pourvoi du sieur F. A. . . , contre un jugement rendu, le 23 no-

vembre 1896, par le tribunal correctionnel d'Amiens, qui l'a condamné à 15 francs d'amende.

LA COUR,

Où M. le conseiller Accarias, en son rapport, et M. l'avocat général Puech, en ses conclusions;

Vu les conclusions déposées par M^e Boivin-Champeaux;

Sur le moyen pris de la violation des articles 3 et 6 de la loi du 12 juin 1893 et 12 du règlement d'administration publique du 10 mars 1894 :

Attendu que le règlement d'administration publique du 10 mars 1894, pris pour l'application de la loi du 12 juin 1893, exige par son article 12 que dans les manufactures, fabriques, usines, chantiers et ateliers de toute sorte, quels que soient l'âge et le sexe des personnes qui y travaillent, les parties dangereuses des machines soient recouvertes d'appareils protecteurs;

Attendu que les règlements d'administration publique rendus en exécution de la loi du 12 juin 1893 ne peuvent, d'après les articles 3 et 6 de cette loi, être appliqués ou même donner lieu à des procès-verbaux qu'après une mise en demeure restée sans résultats;

Et attendu qu'A... s'est vu dresser procès-verbal le 21 décembre 1895 et a été poursuivi sans avoir été mis en demeure de se conformer aux prescriptions de l'article 12 susvisé, et que de là le pourvoi conclut qu'il a été illégalement condamné;

Mais attendu que la contravention relevée au procès-verbal du 21 septembre 1895 et pour laquelle A... a été condamné est celle que prescrivent et punissent les articles 26 de la loi du 2 novembre 1892 et 2 du règlement d'administration publique du 13 mai 1893 pris en exécution de cette loi;

Attendu qu'aux termes dudit article 2 « il est interdit d'employer des enfants au-dessous de 18 ans, des filles mineures et des femmes dans les ateliers où se trouvent des machines actionnées à la main ou par un moteur mécanique, dont les parties dangereuses ne sont point recouvertes de couvre-engrenages, garde-mains et autres organes protecteurs;

Et attendu que la loi du 2 novembre 1892 et le décret du 13 mai 1893, qui n'ont point été abrogés par la loi du 12 juin 1893 et le décret du 10 mars 1894, n'exigent aucune mise en demeure préalablement au procès-verbal et à la poursuite; d'où il suit que ce premier moyen ne saurait être accueilli;

Sur le moyen pris de la violation des articles 26 de la loi du 2 novembre 1892, 2 du décret du 13 mai 1893 et 7 de la loi du 20 avril 1810 (1) en ce que le jugement attaqué n'a pas spécifié les circonstances qui dans l'espèce auraient imprimé un caractère dangereux à l'appareil non muni d'un organe protecteur :

« Attendu, dit ce jugement, qu'il résulte tant des constatations et de l'enquête faite par l'inspecteur départemental, que des autres éléments de la cause et des débats, que la courroie et le volant de la machine dite *lingotteuse* à la-

(1) Loi sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice.

quelle travaillait la jeune L'H... présentait pour elle un sérieux danger et n'étaient munis d'aucun organe protecteur »;

Attendu que l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892 distingue, dans tout établissement contenant des appareils mécaniques, d'une part, les roues, courroies et engrenages, qu'il considère comme étant toujours et nécessairement dangereux, et, d'autre part, les autres organes à l'égard desquels il doit y avoir lieu à une appréciation de fait;

Attendu que le décret du 13 mai 1893, rendu en exécution de la loi du 2 novembre 1892, se réfère sans aucun doute à cette distinction; que, dès lors, il suffisait de constater, comme l'a fait le jugement attaqué, que la courroie de la machine dite *lingotteuse*, à laquelle travaillait la jeune L'H..., n'était munie d'aucun organe protecteur; d'où il suit que ce second moyen doit être rejeté comme le premier:

Par ces motifs, et attendu que le jugement attaqué est régulier en la forme,

Rejette, etc.

Arrêt du 20 février 1897.

TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES. — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — NULLITÉ.

L'article 26 de la loi du 2 novembre 1892 n'autorisant pas l'application de l'article 463 du Code pénal, doit être annulée la décision qui condamne le prévenu à une peine inférieure au minimum prévu par cette loi.

Annulation, sur le pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police de Carpentras, d'un jugement rendu, le 28 août 1896, par ledit tribunal, dans la cause d'entre ledit ministère public et le sieur B...

LA COUR,

Oùï, en son rapport, M. le conseiller Bard et, en ses conclusions, M. l'avocat général Puech;

Statuant sur le pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police de Carpentras;

Vu l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels;

Attendu que cet article porte que les personnes qui auront contrevenu aux prescriptions de ladite loi seront poursuivies devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 francs; qu'aucune disposition légale n'autorise à faire à ces contraventions de simple police l'application de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes; que cette application est réservée par l'article 27 au cas de récidive, qui entraîne une poursuite correctionnelle et une amende de 16 à 100 francs; qu'en prononçant

contre un contrevenant des amendes inférieures à 5 francs le tribunal de simple police de Carpentras a donc violé l'article susvisé :

PAR CES MOTIFS,

Casse et annule le jugement rendu, le 28 août 1896, par le tribunal de simple police de Carpentras contre B. . . , et, pour être à nouveau statué conformément à la loi, renvoie la cause et les parties devant le tribunal de simple police de Pernes, à ce désigné par délibération spéciale prise en chambre du conseil ;

Ordonne, etc.

Arrêt du 27 février 1897.

I. — TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES MANUFACTURES. — DÉCRET DU 13 MAI 1893. — ORGANE PROTECTEUR FIXE.

II. — JUGEMENTS ET ARRÊTS. — CONCLUSIONS DU PRÉVENU. — MOTIFS INSUFFISANTS.

I. — Doit être annulé, pour fausse application de l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892, de l'article 2 du décret du 13 mai 1893 et du tableau A annexé à ce décret, le jugement qui décide que les organes protecteurs exigés par le décret du 13 mai 1893 doivent être fixes, et que, s'il est impossible d'établir de tels organes, l'emploi des femmes doit être exclus.

II. — Doit être annulé, pour défaut de motifs, le jugement qui refuse de faire droit aux conclusions à fin d'expertise déposées par le prévenu, sans s'expliquer d'une manière précise sur ces conclusions,

Annulation, sur le pourvoi de Pierre P. . . , d'un jugement rendu, le 13 novembre 1896, par le tribunal correctionnel d'Amiens, qui l'a condamné à 6 francs d'amende, etc.

LA COUR,

Oùï, à l'audience publique d'avant-hier, M. le conseiller Accarias, en son rapport; M^e Bouchié de Belle, en ses observations, et M. l'avocat général Melcot, dans ses conclusions;

Vidant son délibéré en chambre du conseil;

Sur le moyen pris de la fausse application des articles 2 du décret du 13 mai 1893 et 26 de la loi du 2 novembre 1892, ainsi que de la violation des articles 14 du même décret et 14 de la même loi, en ce que le jugement attaqué a décidé que les organes protecteurs exigés par le susdit article 2 doivent être fixes, et que, s'il était impossible d'établir de tels organes, l'emploi des femmes devait être exclu;

Attendu qu'un procès-verbal du 6 juin 1895 constate qu'une femme qui travaillait dans le peignage de laine du sieur P. . . avait été blessée à la main en faisant fonctionner une machine étireuse, dont le cylindre central dit *héris-*

son n'était pas pourvu d'un organe protecteur; que, traduit devant le tribunal de simple police de Tourcoing, P... a été relaxé par jugement du 9 janvier 1896, mais que, ce jugement ayant été cassé le 12 juin dernier, il a été renvoyé devant le tribunal de simple police d'Amiens, qui l'a condamné à 6 francs d'amende, et dont la décision a été confirmée par le jugement attaqué;

Attendu que, devant le tribunal correctionnel d'Amiens, P... s'est défendu en alléguant, ce qui n'a point été contredit, qu'il avait recouvert le *hérisson* d'une plaque mobile en tôle;

Attendu que ce moyen de défense a été rejeté par ce double motif qu'un organe protecteur mobile ne satisferait pas aux prescriptions de l'article 2 du décret du 13 mai 1893 et que, s'il était impossible à P... de prévenir le danger par l'emploi d'un organe protecteur fixe, il aurait dû exclure les femmes de son usine;

Attendu qu'en statuant ainsi le tribunal a ajouté au texte de l'article 2 qui ne distingue pas entre les organes protecteurs mobiles et les organes protecteurs fixes, et, d'autre part, au tableau A annexé au décret du 13 mai 1893, qui donne une énumération limitative des travaux où il est interdit d'employer des femmes et n'y fait pas figurer les peignages de laine, d'où il suit que le moyen du pourvoi doit être accueilli;

Sur le moyen soulevé d'office et tiré de la violation de l'article 7 de la loi du 28 avril 1810;

Attendu que, devant le tribunal correctionnel, P... avait demandé par des conclusions formelles qu'il fût nommé des experts « à l'effet de rechercher, si, pour l'exécution de son travail, l'ouvrière doit nécessairement et normalement à un moment quelconque être en contact avec le *hérisson*, le recouvrement enlevé, et ce pendant la marche de la machine ou même s'il est utile ou d'une pratique avantageuse de procéder ainsi »;

Attendu que le jugement attaqué ne s'explique pas d'une manière claire et complète sur ces conclusions; qu'il constate bien que les ouvrières, au lieu d'arrêter la machine et d'enlever le recouvrement avant d'engager la laine entre les cylindres étireurs, trouvaient préférable de la pousser à la main sur le *hérisson* pendant que la machine était en marche et le recouvrement enlevé, et que, d'après elles, cette manière de procéder « était la seule permettant d'obtenir un travail régulier et sans déchet », mais qu'il néglige d'examiner si ce procédé n'était pas le seul possible ou tout au moins le seul qui fût de nature à donner des résultats satisfaisants; d'où il suit que le refus de faire droit à la demande d'une expertise n'est pas suffisamment motivé :

PAR CES MOTIFS,

Casse et annule le jugement du tribunal correctionnel d'Amiens, en date du 23 novembre 1896, et, pour être statué à nouveau sur la prévention, renvoie la cause devant le tribunal correctionnel de Rouen, ainsi désigné par délibération spéciale en la chambre du conseil;

Ordonne la restitution de l'amende consignée;

Ordonne, etc.

Arrêt du 2 avril 1897. X

LOI DU 12 JUIN 1893. — CHANTIERS. — SANCTION PÉNALE DE L'ARTICLE 2, § 2.

La disposition de l'article 2, § 2, de la loi du 12 juin 1893, d'après laquelle les établissements visés à l'article 1^{er} doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs, se coordonne et s'enchaîne avec l'article suivant aux termes duquel des règlements d'administration publique détermineront tant les mesures de protection applicables à tous les établissements assujettis que les prescriptions relatives à certaines industries ou à certains modes de travail. Il en résulte que cette disposition n'a d'autre sanction pénale que celle des prescriptions formulées en vue d'assurer son application par des règlements d'administration publique.

Rejet du pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police de Nantes contre un jugement rendu, le 5 novembre 1896, par ledit tribunal au profit du nommé X...

LA COUR,

Où M. le conseiller Accarias, en son rapport, et M. l'avocat général Puech, en ses conclusions;

Sur le moyen pris de la violation faite d'application de l'article 2, § 2, de la loi du 12 juin 1893 portant que les établissements visés à l'article 1^{er} « doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs » et de l'article 7 de la même loi qui punit d'une amende de 5 à 15 francs toute contravention aux dispositions de ladite loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution;

Attendu que le procès-verbal du 12 décembre 1895 qui a servi de base à la poursuite constate que « dans le chantier de M. X..., négociant en bois, le plan incliné servant de passage aux ouvriers occupés au transport à dos d'homme et à la mise en pile de bois scié, et d'où le sieur Z..., âgé de 34 ans est tombé le 4 décembre courant, n'était constitué que par deux madriers de 23 centimètres de largeur chacun, qu'il n'était pourvu ni de rampe, ni d'aucun autre dispositif capable d'empêcher les chutes auxquelles les ouvriers sont exposés dans le travail »;

Attendu que, pour relaxer X..., le juge s'est fondé : 1^o sur ce que la loi du 12 juin 1893, intitulée loi concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, serait inapplicable aux chantiers qui ne constituent pas des établissements industriels; 2^o sur ce que la disposition précitée de l'article 2 serait par elle-même dépourvue de sanction;

Attendu que, dans son article 1^{er}, la loi du 12 juin 1893 déclare soumettre à ses prescriptions les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers de tout genre et leurs dépendances; qu'en présence de ces termes absolus, c'est arbitrairement que le juge a cru devoir distinguer entre les divers genres de chantiers; que cette distinction est d'ailleurs condamnée par l'article 3 de la même loi, où il est dit que des règlements d'administration publique détermineront les prescriptions relatives soit à certaines industries soit à certains modes de travail;

Mais attendu que la disposition ci-dessus transcrite de l'article 2 ne doit pas être considérée isolément, qu'elle se combine et s'enchaîne avec l'article suivant, aux termes duquel des règlements d'administration publique détermineront tant les mesures de protection applicables à tous les établissements assujettis que les prescriptions particulières relatives à certaines industries ou à certains modes de travail; qu'il suit de là que cette disposition n'a d'autre sanction pénale que celle des prescriptions formulées en vue d'assurer son application par des règlements d'administration publique; que, d'autre part, l'inobservation de ces règlements eux-mêmes, aux termes de l'article 6 de la loi de 1893, ne peut donner lieu à poursuite et même à procès-verbal qu'après une mise en demeure restée sans résultat et que, cette mise en demeure faisant défaut dans l'espèce, il devient inutile de rechercher si quelques-unes des mesures prescrites par le décret réglementaire du 10 mars 1894, pris en exécution de la loi de 1893, peut s'appliquer au transport à dos d'homme et à la mise en pile de bois scié; qu'il ressort de tout ce qui précède que la négligence reprochée au sieur X... ne constitue pas une contravention à la loi du 12 juin 1893 et que dès lors, en le renvoyant des fins de la poursuite, le juge de simple police, loin de violer les textes visés au moyen du pourvoi a fait une saine et exacte interprétation de la loi :

PAR CES MOTIFS,

Et attendu que le jugement attaqué est régulier en la forme;

Rejette, etc.

Arrêt du 2 avril 1897.

TRAVAIL DES ENFANTS ET DES FEMMES DANS LES MANUFACTURES. — LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — CONTRAVENTION. — ARTICLE 463 DU CODE PÉNAL NON APPLICABLE.

La loi du 2 novembre 1892 n'autorisant pas l'application de l'article 463 du Code pénal, doit être annulé le jugement qui condamne le prévenu à une amende inférieure au minimum prévu par cette loi.

Annulation, sur le pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police du canton de Bollène (Vaucluse), d'un jugement rendu, le 16 novembre 1896, par ledit tribunal qui n'a condamné le nommé A... qu'à 1 fr. d'amende.

LA COUR,

Où M. le conseiller Accarias, en son rapport, et M. l'avocat général Puech, en ses conclusions;

Sur le moyen pris de la violation de l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892 et de la fausse application de l'article 463 du Code pénal:

Attendu qu'A..., fabricant de chaussures à Sainte-Cécile, a été déclaré

coupable d'avoir contrevenu aux articles 11 et 26 de la loi du 2 novembre 1892, en négligeant d'afficher dans sa fabrique les dispositions de ladite loi ainsi que les heures de travail et de repos, et que le juge de simple police ne l'a condamné qu'à 1 franc d'amende à raison des circonstances atténuantes;

Mais attendu que l'article 26 fixe le minimum de l'amende à 5 francs et n'autorise pas l'admission des circonstances atténuantes; d'où il suit qu'en ne condamnant le prévenu qu'à 1 franc d'amende le juge de simple police a méconnu les textes visés par le pourvoi;

PAR CES MOTIFS,

Casse et annule le jugement du tribunal de simple police de Bollène, en date du 16 novembre 1896, et, pour être statué conformément à la loi, renvoie la cause et le prévenu devant le tribunal de simple police d'Orange, à ce désigné par simple délibération spéciale en chambre du conseil :

Ordonne, etc.

COUR DE CASSATION.

**Résumé des arrêts rendus de 1894 à 1897 inclusivement
pour l'application des lois des 2 novembre 1892 et 12 juin 1893.**

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — AMENDE. — RÉDUCTION DU TAUX LÉGAL.

Doit être annulé le jugement qui abaisse à 1 franc le chiffre de l'amende dont le taux légal est fixé de 5 à 15 francs par l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892.

Cass. 12 juillet 1894. (V. années 1894, p. 921, et 1898, p. 518.)

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — CONTRAVENTIONS. — ARTICLE 463 DU CODE PÉNAL NON APPLICABLE.

La loi du 2 novembre n'autorisant pas l'application de l'article 463 du Code pénal, doit être annulée la décision qui condamne le prévenu à une peine inférieure au minimum prévu par cette loi.

Cass. 9 novembre 1895. (V. années 1895, p. 438, et 1898, p. 519.)

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — CONTRAVENTION DE SIMPLE POLICE. — NON-CUMUL DES PEINES.

Le principe du non-cumul des peines est inapplicable en matière de contraventions de simple police.

Cass. 9 novembre 1895. (V. années 1895, p. 438, et 1898, p. 519.)

LOI DU 12 JUIN 1893. — MISE EN DEMEURE.

Si la loi du 12 juin 1893, en soumettant tous les établissements industriels déjà régis par la loi du 2 novembre 1892, lorsqu'ils emploient des enfants ou des femmes, à des règles de sécurité et d'hygiène déjà en partie prescrites par cette dernière loi, subordonne, dans son article 6, toute mise en œuvre de leurs sanctions pénales à une mise en demeure préalable permettant aux industriels d'en discuter l'opportunité, elle ne le fait qu'à titre exceptionnel et seulement pour celles de ces règles dont elle confie la détermination ultérieure au pouvoir réglementaire. En ce qui touche les infractions à celles des prescriptions tant de sécurité que d'hygiène que la loi détermine elle-même, elle les laisse soumises à la constatation et à la poursuite directes et immédiates, conformément d'ailleurs aux lois antérieures sur la matière comme aux règles du droit commun.

Cass. 28 mars 1896. (V. année 1896, p. 222.)

SALINS. — ÉTABLISSEMENTS AGRICOLES. — LOI DU 2 NOVEMBRE 1892 NON APPLICABLE.

La loi du 2 novembre 1892, ayant uniquement en vue le travail des enfants et des femmes dans les établissements industriels, ne s'applique pas aux salins dont l'exploitation a pour but de recueillir un produit naturel et qui, par suite, doivent être assimilés aux établissements agricoles.

Cass. 5 juin 1896. (V. année 1896, p. 273.)

LOI DU 12 JUIN 1893. — INFRACTIONS DÉJÀ PRÉVUES PAR LA LÉGISLATION ANTÉRIEURE. — MISE EN DEMEURE PRÉALABLE NON NÉCESSAIRE.

Si la loi du 12 juin 1893 impose aux établissements industriels, déjà régis par la loi du 2 novembre 1892, lorsqu'ils emploient des enfants ou des femmes, des règles en partie prescrites par cette dernière loi, elle ne subordonne la constatation et la poursuite des infractions à une mise en demeure préalable que pour celles de ces infractions dont elle confie la détermination ultérieure au pouvoir réglementaire et qui n'étaient pas prévues par la législation antérieure.

Cass. 12 juin 1896. (V. années 1896, p. 275, et 1897, p. 33.)

LOI DU 12 JUIN 1893. — INFRACTIONS PRÉVUES ET PUNIES PAR LA LÉGISLATION ANTÉRIEURE OU LA LOI DU 12 JUIN 1893. — MISE EN DEMEURE PRÉALABLE NON NÉCESSAIRE.

Si l'article 6 de la loi du 12 juin 1893 a subordonné la constatation et la poursuite des infractions à une mise en demeure préalable pour les contraventions « aux règlements faits en exécution de l'article 3 de la loi du 12 juin 1893 », cette même loi n'a point abrogé les prescriptions de la législation antérieure, ni surtout celles prévues et punies par cette loi elle-même. — Doit être annulé, en conséquence, le jugement par lequel le tribunal de simple police a acquitté l'inculpé par le motif que la loi du 12 juin 1893 exigerait dans tous les cas et sans distinction, pour toutes les infractions, l'avertissement préalable prévu dans son article 6.

Cass. 8 janvier 1897. (V. années 1896, p. 275, et 1897, p. 105.)

SENS DU MOT ATELIER CONTENU DANS L'ARTICLE 1^{er} DE LA LOI DU 12 NOVEMBRE 1892. — LOCATION DES PLACES OCCUPÉES ET DES MÉTIERS EMPLOYÉS.

Le mot *atelier*, employé par l'article 1^{er} de la loi du 12 novembre 1892, désigne tout lieu où travaillent un certain nombre d'ouvriers, et s'applique par suite à un local où le travail se fait en commun, alors même que les places occupées et que les métiers employés par les ouvriers leur seraient loués par le manufacturier, directeur ou gérant de l'établissement.

Rej. 15 janvier 1897. (V. années 1897, p. 34, et 1898, p. 520.)

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — MANUFACTURIER, DIRECTEUR OU GÉRANT DE L'ÉTABLISSEMENT. — RESPONSABILITÉ PÉNALE.

Est pénalement responsable, aux termes de l'article 6 de la loi du 2 novembre 1892, le manufacturier qui, dans une maison lui appartenant et organisé des ateliers où travaillent habituellement des ouvrières mineures auxquelles il fournit le chauffage, l'éclairage, la matière première et des métiers qui ne peuvent être employés que pour son compte personnel.

Rej. 15 janvier 1897. (V. années 1897, p. 34, et 1898, p. 520.)

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — RELIGIEUSES APPARTENANT À UNE COMMUNAUTÉ LÉGALEMENT RECONNUE. — QUALITÉ D'OUVRIÈRES NON APPLICABLE.

C'est à bon droit que le tribunal de simple police relaxe la supérieure d'une communauté religieuse reconnue légalement, en décidant que la loi du 2 novembre 1892 ne saurait être appliquée à des religieuses qui ne sont pas des ouvrières employées dans l'établissement, au sens prévu par cette loi.

Rej. 21 janvier 1897. (V. année 1898, p. 521.)

APPAREILS MÉCANIQUES RÉPUTÉS DANGEREUX PAR L'ARTICLE 14, § 2, DE LA LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — ARTICLE 2 DU DÉCRET DU 13 MAI 1893. — ENGRENAGE. — ORGANES PROTECTEURS.

L'article 2 du décret du 13 mai 1893, rendu en exécution de la loi du 2 novembre 1892, n'a pu avoir pour portée d'exclure la distinction faite par l'article 14, § 2, de cette loi, entre les roues, courroies et engrenages qui sont de plein droit et d'une manière absolue réputés dangereux, lorsqu'il s'agit de protéger d'une façon générale les ouvriers même majeurs, et les autres appareils mécaniques.

Il en résulte que, dans tout atelier où travaillent des enfants âgés de moins de dix-huit ans, les engrenages doivent être munis d'organes protecteurs.

Cass. 29 janvier 1897. (V. année 1897, p. 106.)

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — APPAREIL DANGEREUX NON MUNI D'UN ORGANE PROTECTEUR.

Est suffisamment motivé l'arrêt qui condamne le prévenu pour infraction à la loi du 2 novembre 1892 en se bornant à constater que la courroie de la machine qui a causé l'accident n'était munie d'aucun organe protecteur, et ne spécifie pas les circonstances qui imprimaient un caractère dangereux à l'appareil.

Rej. 19 février 1897. (V. années 1897, p. 35, et 1898, p. 522.)

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — INFRACTION. — MISE EN DEMEURE NON EXIGÉE.

La mise en demeure préalable à toute poursuite exigée par l'article 6 de la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels n'est pas nécessaire lorsqu'il s'agit d'une infraction prévue et punie par la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes et le décret réglementaire du 13 mai 1893, pris en exécution de cette loi.

Rej. 19 février 1897. (V. années 1897, p. 35, et 1898, p. 522.)

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — NULLITÉ.

L'article 26 de la loi du 2 novembre 1892 n'autorisant pas l'application de l'article 463 du Code pénal, doit être annulée la décision qui condamne le prévenu à une peine inférieure au minimum prévu par cette loi.

Cass. 20 février 1897. (V. année 1898, p. 524.)

DÉCRET DU 13 MAI 1893. — ORGANE PROTECTEUR FIXE.

Doit être annulé, pour fausse application de l'article 26 de la loi du 2 no-

vembre 1892, de l'article 2 du décret du 13 mai 1893 et du tableau A annexé à ce décret, le jugement qui décide que les organes protecteurs exigés par le décret du 13 mai 1893 doivent être fixes, et que, s'il est impossible d'établir de tels organes, l'emploi des femmes doit être exclu.

Cass. 27 février 1897. (V. année 1898, p. 525.)

LOI DU 12 JUIN 1893. — SANCTION PÉNALE DE L'ARTICLE 2, § 2.

La disposition de l'article 2, § 2, de la loi du 12 juin 1893, d'après laquelle les établissements visés à l'article 1^{er} « doivent être aménagés de manière à garantir la sécurité des travailleurs », se coordonne et s'enchaîne avec l'article suivant aux termes duquel les règlements d'administration publique détermineront tant les mesures de protection applicables à tous les établissements assujettis que les prescriptions particulières relatives à certaines industries ou à certains modes de travail. Il en résulte que cette disposition n'a d'autre sanction pénale que celle des prescriptions formulées, en vue d'assurer son application par des règlements d'administration publique.

Rej. 2 avril 1897. (V. année 1898, p. 527.)

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — CONTRAVENTION. — ARTICLE 463 DU CODE PÉNAL NON APPLICABLE.

La loi du 2 novembre 1892 n'autorisant pas l'application de l'article 463 du Code pénal, doit être annulé le jugement qui condamne le prévenu à une amende inférieure au minimum prévu par cette loi.

Cass. 2 avril 1897. (V. années 1897, p. 108, et 1898, p. 528.)

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — ACCIDENT SURVENU EN COURS DE TRAVAIL. — DÉCLARATION OBLIGATOIRE AU MAIRE DE LA COMMUNE.

La déclaration de tout accident survenu au cours du travail, prescrite par l'article 15 de la loi du 2 novembre 1892, doit être faite au maire de la commune, et les formes de cette déclaration sont précisées dans tous leurs détails et d'après un modèle invariable sous la même sanction que la loi elle-même par le règlement d'administration publique du 20 mars 1893. Ne satisfait donc pas au vœu de l'article précité le chef d'industrie qui déclare dans les vingt-quatre heures à l'ingénieur du contrôle l'accident survenu dans ses mines.

Rej. 8 mai 1897. (V. année 1897, p. 300.)

LOI DU 2 NOVEMBRE 1892. — CONTRAVENTIONS. — RESPONSABILITÉ PÉNALE DU CHEF D'INDUSTRIE.

L'article 26 de la loi du 2 novembre 1892, bien qu'il ne soumette sous la dénomination de manufacturiers, directeurs ou gérants, à la responsabilité

pénale des contraventions commises au cours du travail que les chefs immédiats du service où ces infractions ont eu lieu, ne fait pas obstacle à ce que, à défaut d'agents intermédiaires de la qualité qu'il précise, cette même responsabilité se confonde avec la responsabilité civile sur la tête du chef d'industrie.

Rej. 8 mai 1897. (V. année 1897, p. 300.)

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LILLE.

Jugement du 7 juillet 1898.

LOI DE 1892 ET DÉCRET DU 13 MAI 1893. — MACHINE DITE « BRISE-BALLES » NON PROTÉGÉE. — ACCIDENT SUIVI DE MORT. — CONdamnATION.

Des petites filles étaient journellement employées dans l'atelier des batteurs d'une filature de coton à une machine dite *brise-balles*. L'une d'elles, âgée de treize ans, en étalant du coton sur le tablier de la machine, eut la main droite prise dans la première paire de cylindres dentés. Elle ne put se dégager; son bras entra tout entier dans le métier, et elle eut, en outre, une partie de la tête et du tronc écrasée par les cylindres. Elle expira quelques instants après qu'on l'eut dégagée.

LE TRIBUNAL,

Attendu que la nommée H..., âgée de treize ans, ouvrière de filature, ayant été tuée, le 26 août 1897, dans l'établissement X..., sis à Tourcoing, X..., est prévenu d'avoir involontairement causé sa mort par imprudence, négligence et inobservation des règlements sur le travail des enfants dans les manufactures;

Attendu qu'il n'est point nécessaire de rechercher, au moyen d'une expertise, comme le demande le prévenu, si l'engrenage (1) de la machine *brise-balles*, dans lequel cette jeune fille a eu le bras pris, pouvait être protégé autrement qu'il ne l'était;

Qu'en effet, en admettant même qu'une protection plus sérieuse ne fût pas réalisable sans nuire au bon fonctionnement de la machine, le prévenu n'en aurait pas moins commis une négligence coupable et une contravention aux règlements, en employant une fille âgée de moins de dix-huit ans dans un atelier où se trouvait la machine brutale dite *brise-balles*, actionnée par un moteur mécanique, dont les parties dangereuses n'étaient pas couvertes de couvre-engrenages, de garde-mains ou autres moyens protecteurs;

(1) Il s'agit de la première paire de cylindres dentés.

Attendu que l'emploi de la victime à cette machine n'était pas un fait accidentel, mais qu'il était d'usage constant dans l'établissement X. . . de remplacer par des filles mineures les hommes préposés à la conduite et à la surveillance de cette machine, pendant que ceux-ci étaient appelés comme hommes de peine à manier des cotons dans les magasins ou dans la cour de l'usine; que, par suite, la responsabilité pénale du patron est directement engagée;

Attendu que le prévenu est en outre inculpé d'avoir employé cinq autres filles âgées de moins de dix-huit ans dans un atelier contenant une machine dite *brise-balles*, une ouvreuse et cinq batteurs, dont les parties dangereuses, telles que poulies, courroies et cylindres dentés n'étaient point couvertes d'organes protecteurs;

Délits et contravention connexes;

Qu'il existe dans la cause des circonstances atténuantes;

Vu les articles 379, 463 du Code pénal, 14 et 26 de la loi du 2 novembre 1892, 2 du décret du 13 mai 1893, 194 du Code d'instruction criminelle;

Déclare X. . . coupable d'homicide involontaire, avec circonstances atténuantes;

Coupable, en outre, de contraventions à la loi sur le travail dans les manufactures;

En conséquence, le condamne. . .

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE ROUBAIX.

Jugement du 23 décembre 1897 (1).

LOI DU 12 JUIN 1893, ART. 2. — MACHINE À LAINER LES TISSUS. — APPAREIL DANGEREUX. — DÉFAUT DE PROTECTION. — ACCIDENT. — CONDAMNATION.

Une machine à lainer les tissus ayant été recouverte d'une feuille de zinc destinée à empêcher les poussières de se répandre dans l'atelier et les pièces d'étoffes que l'on faisait passer dans la machine n'ayant pas été suffisamment rétrécies, les ouvriers ne pouvaient guider les lisières des étoffes qu'en passant la main entre les rayons d'une roue dentée située sur le côté de la machine, et qu'à dessein on avait laissée en dehors d'un couvre-engrenage.

De plus, la fourche guide-courroie de l'appareil de débrayage du métier avait été démontée de sorte que l'on déplaçait la courroie à la main.

LE TRIBUNAL,

Attendu que le procès-verbal dressé par l'inspecteur du travail à la charge

(1) L'industriel avait fait appel de ce jugement; mais il s'est désisté et acte de ce désistement lui a été donné par le tribunal correctionnel de Lille, le 23 mars 1898.

du sieur X... constate, à la suite d'un accident survenu à un ouvrier et qui a été cause pour ce dernier de la perte d'un membre, que le couvre-engrenage du métier où l'accident s'est produit était insuffisant, en tant qu'il ne recouvrait pas toutes les roues dentées situées à l'extrémité du métier;

Qu'il émet le regret que les intervalles des rais des plus grandes roues du métier n'aient pas été remplis par un grillage ou une feuille de tôle, et que ces roues soient restées découvertes à seule fin de ménager la vue de l'intérieur du métier aux travailleurs qui en eussent été presque complètement privés si les roues avaient été couvertes, comme elles devaient l'être; que le procès-verbal ajoute que sans doute un couvre-engrenage avait été placé sur des organes voisins de la roue dentée, du pignon et de la chaîne de galle qui le commande, tous trois restés sans appareil protecteur, mais qu'on avait donné à dessein à ce couvre-engrenage des dimensions trop petites pour enfermer tous les organes dangereux situés à l'extrémité du métier, parce que la construction défectueuse de la machine ne permettait pas de surveiller le travail autrement qu'à travers la roue, comme il a été dit plus haut (contravention à l'article 2 de la loi du 12 juin 1893);

Attendu que ledit procès-verbal constate en second lieu que, l'appareil dit de débrayage étant enlevé, on ne pouvait arrêter la machine ou la mettre en marche sans faire passer à la main la courroie motrice de la poulie fixe sur la poulie folle, ou inversement, opération interdite par le troisième paragraphe de l'article 12 du décret du 10 mars 1894; qu'il ajoute que ce fait tombe également sous l'application du deuxième paragraphe de l'article 2 de la loi du 12 juin 1893, parce que, les ouvriers n'ayant pas sous la main un appareil de débrayage qui permet d'arrêter aussitôt le métier en cas de danger, ce métier n'était plus installé et tenu dans les meilleures conditions possibles de sécurité;

Attendu qu'aux deux chefs de la prévention l'inculpé a opposé les conclusions suivantes :

Attendu que X... est poursuivi par-devant le tribunal de simple police de Roubaix pour deux contraventions relevées à sa charge par M. l'Inspecteur du travail, le 20 octobre 1897, l'une à l'article 2, § 3, de la loi du 12 juin 1893, sous prétexte que certains organes de la machine à lainer, employée dans l'établissement du concludant, ne seraient pas recouverts d'un couvre-engrenage; l'autre à l'article 12, § 3, du décret du 10 mars 1894, sous prétexte que les ouvriers manieraient à la main la courroie de commande de la machine, non munie d'un appareil de débrayage;

Attendu qu'aucune de ces contraventions n'a été commise par X... En ce qui concerne la première contravention reprochée, contravention à l'article 2, § 3, de la loi du 12 juin 1893 pour défaut de couverture de certains organes de la machine;

Attendu que ce texte est invoqué à tort, au titre de la poursuite;

Qu'il y a lieu à l'application, en l'espèce, non de cet article, mais de l'article 12, § 1^{er}, du décret du 10 mars 1894;

Attendu, en effet, que l'article 2, § 3, de la loi du 12 juin 1893, est conçu en termes absolument vagues, qu'il dispose que les machines, mécanismes, appareils de transmission, outils et engins doivent être installés et tenus dans les meilleures conditions possibles de sécurité, sans préciser ni même indiquer ces conditions;

Que celles-ci se trouvent déterminées et précisées uniquement, et pour la première fois, dans le décret du 10 mars 1894, rendu en exécution de l'article 3 de la loi du 12 juin 1893, ledit article 3 visant tout à la fois les mesures de protection (ou de sécurité) et de salubrité (ou d'hygiène);

Que l'article 12 du décret du 10 mars 1894 précise notamment les conditions de sécurité que doivent remplir les parties saillantes mobiles des machines. Que son paragraphe 1^{er} ordonne, en effet, que « toutes les pièces saillantes mobiles et autres parties dangereuses des machines, et notamment les bielles, roues, volants, les courroies et câbles, les engrenages, les cylindres et cônes de frictions ou tous autres organes de transmission qui seraient reconnus dangereux seront munis de dispositifs protecteurs, tels que gaines et chéneaux de bois ou de fer, tambours pour les courroies et les bielles ou de couvre-engrenages, garde-mains, grillages »;

Que l'on voit, par le simple rapprochement de ces textes, que le dernier article 12, § 1, du décret du 10 mars 1894 est seul applicable à la poursuite (Tribunal de simple police d'Amiens, du 12 juin 1896, affaire Wibaux-Florin sur Cassation; Tribunal correctionnel de Lille, 6 février 1897; espèce analogue : même principe);

Attendu, dès lors, qu'il y avait lieu de la part de l'inspecteur du travail, non point de dresser procès-verbal, mais d'adresser à X... une mise en demeure préalable de se conformer aux prescriptions du règlement de 1894;

Qu'en effet, aux termes de l'article 6 de la loi du 12 juin 1893, « en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article 3 de ladite loi, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, doivent mettre les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements »;

Qu'en l'espèce aucune mise en demeure n'a été adressée à X... par l'inspecteur du travail; qu'aucune contravention ne peut donc être relevée à sa charge (jugements précités);

Attendu, par ailleurs, très subsidiairement et à supposer qu'on doive s'en tenir à l'article 2, § 3, de la loi du 12 juin 1893, que X... a respecté rigoureusement ce texte;

Que sa machine à lainer se trouve installée dans les meilleures conditions de sécurité possibles;

Que tous ses organes dangereux sont recouverts et protégés;

Qu'ils le sont même trop bien d'après le rapport de l'inspecteur du travail, puisque les recouvrements gênaient au dire de ce dernier le travail des ouvriers, que, si la roue extérieure, le pignon et la chaîne de galle de la machine n'étaient pas recouverts, c'est qu'ils ne présentaient aucun danger;

Qu'ils se trouvent sur le côté de la machine, à environ 0 m. 50 d'une cloison en planches clôturant l'atelier, alors que le poste de travail de l'ouvrier est devant ou derrière la machine;

Qu'il a fallu l'imprudence vraiment extraordinaire de l'ouvrier margeur victime qui passa, sans nécessité, le bras dans les rayons de la roue, pour causer l'accident; qu'on ne peut donc dire que la machine à lainer du concluant ne remplissait pas les conditions de sécurité suffisantes;

Qu'il faut remarquer que le législateur n'a pas entendu créer de telles entraves que le travail industriel devienne presque impossible;

Que des appréciations des inspecteurs du travail n'ayant pas force probante et pouvant être contestées et infirmées par tous les moyens de droit, il y aurait lieu à tout le moins si l'on s'attache à l'article 2 de la loi de 1893 de procéder à une expertise à l'effet de déterminer si la machine incriminée remplit les conditions de sécurité exigées par ce texte (Tribunal de simple police de Lille du 8 décembre 1894);

En ce qui concerne la deuxième contravention reprochée (contravention à l'article 12, § 3, du décret du 10 mars 1894), en ce que, la machine n'étant pas munie d'un appareil de débrayage, les ouvriers auraient dû manier la courroie à la main;

Attendu qu'ici encore la bonne foi de l'inspecteur du travail paraît avoir été surprise;

Qu'il est vrai qu'au moment où l'accident (dû à l'imprudence de l'ouvrier) s'est produit, la tige ou poignée de débrayage aurait été enlevée parce qu'on venait d'effectuer une réparation au cylindre brosser (en sorte que l'ouvrier a encore commis une imprudence en remettant la machine en marche avant que le mécanicien ait pu réadapter la poignée de débrayage); mais que la fourche de débrayage, encadrant les courroies, était restée, et qu'ainsi le maniement des courroies ne se faisait pas à la main (ce dont le concluant offre subsidiairement la preuve), qu'il est possible que dans l'affolement produit par l'accident les ouvriers voisins aient pu saisir la courroie à la main;

Mais qu'en fait l'appareil de débrayage ou de déclenche était fixé à la machine, sauf la poignée, et que dans la marche ordinaire du métier jamais les ouvriers ne maniaient la courroie à la main;

Que, dès lors, X... n'a pas contrevenu au paragraphe 3 de l'article 12 du décret de 1894, ainsi conçu : « Sauf le cas d'arrêt du moteur, le maniement des courroies sera fait par le moyen de systèmes, tels que monte-courroie, porte-courroie, évitant l'emploi direct de la main »;

Attendu, au surplus, qu'il s'agit encore ici d'une disposition du règlement d'administration publique, rendu en exécution de l'article 3 de la loi du 12 juin 1893;

Que, par suite, une mise en demeure préalable de l'inspecteur du travail était nécessaire, l'article 6 de la loi de 1893 disposant en termes généraux et formels que, en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article 3 de ladite loi, les inspecteurs avant de dresser procès-verbal mettront les chefs d'industrie en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements;

Que, vainement, l'inspecteur du travail soutiendrait que cette mise en demeure n'était pas nécessaire en l'espèce, en vertu de l'article 9 du décret de 1894; que ce texte n'édicte nullement une disposition de ce genre;

Qu'il est ainsi conçu : « Les délais d'exécution de travaux de transformation qu'implique le présent règlement sont fixés à trois mois à compter de sa promulgation pour l'article 12, § 1, 2 et 3 »;

Que ce texte n'implique nullement qu'une mise en demeure ne soit pas nécessaire pour l'exécution des mesures de protection déterminées par le décret; qu'une disposition d'un décret ne saurait abroger un texte de loi ou le réduire à l'état de lettre morte;

Que telle serait, cependant, la conséquence de l'interprétation de M. l'Inspecteur du travail;

Et qu'à ce compte la mise en demeure exigée formellement par la loi de 1893 ne pourrait et n'aurait jamais pu être invoquée par les chefs d'industrie;

Qu'il est à remarquer, enfin, que l'article 19 du décret de 1894 n'a aucune application en l'espèce, puisque ce texte, simple disposition transitoire pour les appareils employés antérieurement à sa promulgation, date du 10 mars 1894, et que la machine incriminée n'a été installée dans les ateliers de X... que fin 1895; qu'à aucun point de vue X... n'a donc contrevenu à la loi et doit être renvoyé purement et simplement des fins de la poursuite, sans dépens :

Par ces motifs,

Dire et juger que X... n'a pu contrevenir aux dispositions de l'article 2, § 3, de

la loi du 12 juin 1893, qui ne prescrit aucune mesure particulière, et précise que seul l'article 12, § 1, du décret du 10 mars 1894 est applicable à la cause et peut servir de titre à la première partie de la poursuite ;

Dire que X... n'a contrevenu ni à cet article 12, § 1, ni à l'article 12, § 3, du décret du 10 mars 1894 ;

En conséquence, les renvoyer des fins de la poursuite sans dépens ;

Très subsidiairement :

A. Sur la première contravention reprochée, nommer experts en la cause, avec mission de visiter et examiner la machine à lainer employée dans les ateliers de X... , de rechercher et de dire si cette machine est installée et tenue dans les meilleures conditions possibles de sécurité ;

B. Sur la deuxième contravention reprochée, admettre X... à établir, par toutes voies de droit, qu'au moment de l'accident survenu à l'ouvrier M... , la fourche de débrayage était fixée à la machine encadrant les courroies, qui ne devaient pas dès lors être maniées à la main et que jamais dans la marche ordinaire et journalière de la machine, les ouvriers y occupés ne maniaient et ne manient la courroie à la main, dépens en ce cas et de ce chef réservés.

Attendu que, si l'inculpé ne conteste pas la matérialité des faits relevés par la prévention, il soutient que ces faits ne peuvent constituer aucune contravention ;

1° Attendu que sa défense, en ce qui concerne le premier chef de la poursuite consiste à prétendre que le titre en devrait être non l'article 2, § 3, de la loi du 12 juin 1893, mais bien l'article 12, § 1^{er}, du décret du 10 mars 1894, lequel précise les conditions de sécurité que le premier texte ne fait qu'indiquer vaguement ; que l'avantage pour lui de substituer ainsi au titre de la poursuite invoqué dans le procès-verbal un autre titre, savoir le décret susdit de 1894, en ce que, dans l'hypothèse où sa manière de voir prévaudrait, la contravention disparaîtrait par cette seule raison que le libellé du procès-verbal n'aurait pas été précédé d'une mise en demeure conforme aux prescriptions de l'article 6 de la loi ; mais attendu que d'une lecture attentive du procès-verbal et des explications de l'inspecteur il résulte que ce n'est pas l'unique disposition un peu vague sans doute de l'article 2, § 3, de la loi de 1893, mais bien l'article 2 de cette loi dans son ensemble, qui est invoqué comme titre de la poursuite ; qu'il est absolument certain que dans son deuxième paragraphe le texte de cet article, où il est dit que les roues pouvant offrir une cause de danger seront séparées des ouvriers, etc., prévoit l'infraction reprochée au sieur X... .

Attendu que si, dans sa plaidoirie, M^e X... , a, à l'appui de sa prétention à la non-application possible de la loi de 1893 en l'espèce, cité les considérants d'un arrêt de la Cour de Nancy en date du 15 février 1896 et d'un jugement du Tribunal de Lille du 6 février 1897, lesquels n'ont pas encore subi le contrôle de la Cour suprême (1), il y a lieu de remarquer que la première de ces décisions établit qu'en prescrivant que les appareils mécaniques dangereux seront séparés des ouvriers de telle manière que l'approche n'en soit pos-

(1) La Cour de cassation s'est prononcée sur la question le 27 mai 1898. Voir année 1898, page 331.

sible que pour les besoins du service, la loi n'a pas entendu prohiber l'emploi des outils ou machines créant un danger pour l'ouvrier qui s'en sert;

Attendu qu'on ne peut ranger la roue dangereuse cause de l'accident survenu parmi les outils ou machines dont s'est servie ou dont devait se servir la victime;

Attendu que la seconde décision invoquée n'excepte des organes prévus par la loi de 1893, pour les classer parmi ceux que vise le décret de 1894, que les organes sur lesquels l'ouvrier est tenu par sa fonction même d'opérer; que la fonction de la victime n'était nullement d'opérer sur la roue dans laquelle son bras s'est trouvé engagé; que cette roue était un engrenage, une partie accessoire visée par la loi de 1893, et non une de ces parties travaillantes au regard desquelles les textes cités font une exception; que ces textes se retournent donc contre l'inculpé qui les invoque; que l'infraction relevée contre ce dernier était incontestablement prévue par l'article 2, § 2, de la loi de 1893; que, si la loi subordonne parfois une sanction pénale à une mise en demeure préalable, elle ne le fait que pour les règles dont elle confie la détermination ultérieure au pouvoir réglementaire; que ce principe souverainement proclamé dans un arrêt de la Cour de cassation en date du 28 mars 1896, l'a été de nouveau dans un arrêt du 8 janvier 1897 (1), où il est dit qu'il résulte formellement de l'article 6 de la loi du 12 juin 1893 que, si cet article a subordonné la constatation et la poursuite des infractions à une mise en demeure préalable pour les contraventions aux règlements faits en exécution de l'article 3 de la loi du 12 juin 1893, cette même loi n'a pas abrogé, ni explicitement ni implicitement, les prescriptions de la législation antérieure, ni surtout celles prévues et punies par cette loi même; que la force de ces raisons n'a pas échappé à l'inculpé, puisque subsidiairement il a réclamé une expertise destinée à contrôler les appréciations de l'inspecteur qu'il déclare susceptibles de contrôle;

Attendu que sans doute les appréciations de l'inspecteur du travail ne font pas, comme ses constatations, foi jusqu'à preuve contraire; mais attendu qu'en l'espèce les prétendues appréciations de ce fonctionnaire sont de vraies et douloureuses constatations ultérieurement confirmées par une visite de lieux; qu'elles établissent qu'un appareil dangereux, à n'en pas douter d'après l'événement, n'était pas recouvert au vœu de la loi; qu'il a entraîné et broyé la main d'un ouvrier, qu'il consistait en une roue entre les rayons de laquelle cet ouvrier avait passé son bras pour atteindre, comme il le devait, dans l'intérieur du métier, une étoffe; que ce que la défense considère comme une imprudence était un mode de procéder autorisé par l'exemple même du surveillant qui eût dû l'empêcher et qui s'explique par cette circonstance que l'espace indiqué derrière la roue pour la saisie de l'étoffe manquait, par suite d'un aménagement insolite du métier, d'un éclairage suffisant pour permettre à l'ouvrier de s'acquitter convenablement de sa tâche;

2°. Attendu, en ce qui concerne le second chef de la poursuite, que l'inculpé a pu utilement faire remarquer que, le titre en étant l'article 12 du dé-

(1) Voir année 1896, n° 3, page 222 et 275; 1897, page 105.

cret du 10 mars 1894, l'absence d'une mise en demeure préalable devait faire annuler la poursuite :

Par ces motifs et par jugement en premier ressort dit que le sieur X... n'a pas enfreint, faute d'une mise en demeure préalable, les dispositions de l'article 12 du décret du 10 mars 1894, et le relaxe de ce chef de la poursuite, mais déclare qu'il a contrevenu à l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 ;

Vu aussi l'article 132 du Code d'instruction criminelle ;

Faisant application de ces articles, dont il a été donné lecture, condamne.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE BETZ (OISE).

Extrait du Jugement du 22 mars 1898.

LOIS DE 1892 et 1893. — ENGRENAGE NON PROTÉGÉ. — ACCIDENT. — BLESSURE. CONdamnATION.

La contravention existe par le fait seul que le patron n'a pas pris les mesures nécessaires pour prévenir les accidents et elle est justifiée à plus forte raison lorsqu'il survient un accident résultant même de la faute de l'enfant.

LE TRIBUNAL,

Attendu que X..., propriétaire de l'usine de M..., et Y..., directeur de ladite usine, sont poursuivis devant le Tribunal de police sous l'inculpation de ne pas avoir entouré, de manière à en garantir l'approche, l'engrenage dans lequel le bras du jeune L... fut pris et broyé ;

Attendu que, si Y... reconnaît le fait, il soutient que cet engrenage se trouve à deux mètres au-dessus du sol ; qu'il ne peut blesser les ouvriers et qu'au besoin il conclut à ce qu'une expertise soit ordonnée pour démontrer qu'il ne présente aucun danger ;

Mais, attendu qu'il résulte de la déposition du témoin produit que, si l'engrenage se trouve à une certaine hauteur qu'il ne peut déterminer d'une façon exacte, et qui d'après lui n'atteint pas deux mètres, la partie inférieure de la roue dentée, qui n'est pas couverte non plus, ne se trouve qu'à un mètre du sol ; qu'au surplus la contravention existe par le seul fait que le patron n'a pas pris les précautions nécessaires pour prévenir tout accident, n'a pas couvert les endroits pouvant être dangereux par un appareil protecteur, car toute partie d'un mécanisme dont le contact peut causer un accident ou une blessure est une partie offrant du danger ;

Que l'éventualité du danger se réalise et que la contravention est à plus forte raison justifiée quand il survient un accident ou une blessure, même par la faute de l'enfant, accident ou blessure qui ne se serait pas produite si un appareil protecteur avait existé : dans l'espèce, L... n'aurait pas été

blessé, et, ces mesures de protection, le patron est tenu de les prendre sans aucune mise en demeure préalable ainsi que l'a jugé la Cour de cassation dans ses arrêts des 8 janvier et 19 février 1897 ;

Attendu, sur la responsabilité, qu'il résulte des débats que X... habite le département de la Dordogne, qu'il ne s'occupe pas personnellement de son usine de M... où il vient rarement, que cette usine est dirigée en fait par Y..., lequel est seul préposé à la fabrication et à la direction des ateliers ;

Que, dans ces conditions, X... ne peut être condamné pénalement, sauf pour ne pas avoir muni l'engrenage d'appareils protecteurs, alors que, le 15 septembre 1896, il avait été invité à le faire et à prendre les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des ouvriers, ainsi qu'il résulte de la déposition du témoin entendu.

Condamne X... à six francs d'amende pour défaut de protection de l'engrenage ;

Dit que, dans le délai de deux mois, X... sera tenu de munir des dispositifs protecteurs, tels que gaines, chéneaux de bois ou de fer etc., l'engrenage de la roue dentée dont il s'agit.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE RIVE-DE-GIER (LOIRE).

Extrait d'un Jugement du 7 juin 1898.

LOI DE 1892. — DÉCRET DU 13 MAI 1893. — ENFANTS EMPLOYÉS DANS UN DÉPÔT DE DYNAMITE.

LE TRIBUNAL,

Vu le procès-verbal dressé le 23 avril 1898 par M. l'Inspecteur départemental du travail dans l'industrie ;

Où le prévenu, en ses moyens de défense, et le ministère public, en ses conclusions ;

Attendu qu'il est établi, par le procès-verbal et par les aveux de X..., que celui-ci, depuis moins d'une année, a occupé R... et G..., âgés de moins de dix-huit ans, au transport des matières explosibles et, par suite, employé ces enfants au dépôt de dynamite existant sur le chantier ; qu'il est établi, en effet, que le transport de ces matières impliquait nécessairement l'entrée des jeunes gens dans ce dépôt, où elles leur étaient remises pour être portées aux chefs de chantiers ; qu'il résulte de ces faits que les jeunes G... et B..., appelés à faire le service du dépôt de dynamite où ils pénétraient, doivent être considérés comme ayant été employés dans celui-ci ;

Attendu que ces faits tombent tous sous l'application de la loi et constituent onze contraventions à la charge de X...;

Statuant par jugement contradictoire et en premier ressort ;

Vu les articles 2, 3, 5, 10, 11 et 26 de la loi du 2 novembre 1892 ;

Vu les articles 11 et 15 (ensemble le tableau B annexé) du décret du 13 mai 1893 ;

Vu l'article 162 du code d'instruction criminelle,

Condamne le sieur X..., etc.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE LA SEYNE (VAR).

Jugement du 9 juillet 1898.

LOI DE 1892. — JOUR DE REPOS HEBDOMADAIRE CONSIDÉRÉ COMME JOUR DE LIBERTÉ. — APPRENTI RETENU À L'ATELIER POUR RECEVOIR LES CLIENTS. — CONTRAVENTION (1).

LE TRIBUNAL,

Attendu que X... est poursuivi en simple police sur et aux fins d'un procès-verbal de l'inspecteur départemental du travail relevant à sa charge trois contraventions à l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892 ;

Attendu que le prévenu conteste l'existence de cette contravention à l'article 5 par cette raison qu'il avait seulement chargé son apprenti O... de garder l'atelier, le dimanche 21 février 1897, pour répondre aux clients, alors qu'il était lui-même obligé de s'absenter et que ses deux autres apprentis, F... et C..., n'avaient reçu aucun ordre ;

En ce qui touche ces deux derniers :

Attendu qu'il est résulté de l'instruction de la cause et des débats qu'ils se trouvaient momentanément à l'atelier, où ils étaient venus tenir compagnie à O... sans avoir reçu aucun ordre ;

Que, dès lors, il y a lieu de relaxer le prévenu de ce chef ;

En ce qui touche O... :

Attendu qu'il est résulté de l'instruction de la cause, des débats et des déclarations mêmes du prévenu, qu'O... avait reçu l'ordre de son patron de se tenir à l'atelier le dimanche 21 février ; qu'en donnant un pareil ordre à cet enfant, c'était l'astreindre ce jour-là à un service d'atelier et le priver ainsi du repos hebdomadaire que la loi a entendu accorder aux jeunes travailleurs, tant pour leur assurer un jour de liberté par semaine que dans un but d'hygiène morale et physique ;

(1) Voir arrêt de la Cour de cassation du 27 mai 1898, année 1898, page 330.

Attendu que ce fait constitue la contravention prévue par l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892;

Vu les articles 467, 469 du Code pénal et 162 du Code d'instruction criminelle:

PAR CES MOTIFS,

Le Tribunal de simple police de la Seyne, jugeant contradictoirement et en dernier ressort,

Relaxe le prévenu en ce qui touche les faits F... et C... et le condamne à cinq francs d'amende en ce qui touche le fait O...

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE CHABEUIL (DRÔME).

Jugement du 26 juillet 1898.

LOI DE 1893. — APPAREILS PROTECTEURS. — VOLANT DE MOTEUR À GAZ.
MACHINES ISOLÉES. — NÉCESSITÉ DE LES PROTÉGER (1).

La cause appelée, le greffier a donné lecture : 1° d'un arrêt de la Cour de cassation du 27 mai 1898, cassant et annulant, sur un chef, un jugement du Tribunal de simple police de Valence, du 21 juin 1897; 2° d'un procès-verbal dressé par P...., inspecteur départemental du travail dans l'industrie du département de la Drôme, le 4 mai 1897, duquel procès-verbal, enregistré, il résulte que le volant du moteur à gaz de l'usine D...-B... n'était muni d'aucun dispositif protecteur.

Le Ministère public a exposé l'affaire et soutenu la contravention comme constante.

Le contrevenant a avoué le fait et demandé l'indulgence du Tribunal.

Le Ministère public a résumé l'affaire et donné ses conclusions.

LE TRIBUNAL,

Vu l'arrêt de la Cour de cassation susvisé, cassant et annulant un jugement du Tribunal de simple police de Valence, sur un chef seulement; et, pour être statué sur ce chef, conformément à la loi, renvoyant la cause et le prévenu devant le Tribunal de simple police de Chabeuil;

Vu le procès-verbal précité et l'aveu du prévenu;

Attendu qu'il résulte desdits procès-verbal et aveu la preuve que le contrevenant est atteint et convaincu de la contravention prévue par l'article 12, § 1^{er}, du décret du 10 mars 1894, et la loi du 12 juin 1893, article 2, § 2;

(1) Voir arrêt de la Cour de cassation du 27 mai 1898, année 1898, page 334.

Attendu que le contrevenant n'est pas en état de récidive et qu'il existe en sa faveur des circonstances atténuantes;

Vu également les articles 463 du Code pénal et 162 du Code d'instruction criminelle;

Faisant application des articles précités, et statuant en dernier ressort, condamne le contrevenant à cinq francs d'amende.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE CHOLET.

Jugement du 13 août 1898.

PROTECTION DU TRAVAIL. — ACCIDENT NON DÉCLARÉ. — OUTIL DANGEREUX.
— TOUPIE. — DISPOSITIFS PROTECTEURS. — LOI DU 12 JUIN 1893. —
CONTRAVENTIONS.

Il ressort de ce jugement que le patron commet une infraction à l'article 2 de la loi du 12 juin 1893, en ne protégeant pas le travail à une *toupie* au moyen des dispositifs de protection utilisés dans l'industrie.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE DE CHOLET.

Jugement du 13 août 1898.

CUVE DE BLANCHISSERIE. — ACCIDENT. — SAILLIE INSUFFISANTE. — LOI DU
12 JUIN 1893. — CONTRAVENTION À L'ARTICLE 2 (1).

Il ressort de ce jugement : 1° que la saillie de 0 m. 615 d'une cuve où s'effectue le lavage des toiles dans les blanchisseries est insuffisante; 2° que le patron est responsable de l'accident survenu à l'ouvrier qui, en effectuant son travail, fait une chute dans la cuve; 3° que l'article 2 de la loi du 12 juin 1893 est applicable en l'espèce.

(1) Voir année 1895, page 346.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Tableau par classe du personnel au 31 décembre 1898 (1).

NOMS.	RÉSIDENCES.	DATE	
		DE L'ENTRÉE dans le service.	de LA DERNIÈRE PROMOTION.
I. — INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.			
1 ^{re} classe. (Cadres : 3.)			
MM. Laporte.....	Paris.....	9 juin 1879.....	1 ^{er} janvier 1893.
Blaise.....	Rouen.....	1 ^{er} juin 1875.....	1 ^{er} janvier 1896.
Jaraczewski.....	Lille.....	18 avril 1885....	1 ^{er} janvier 1899.
2 ^e classe. (Cadres : 4.)			
MM. Le Roy.....	Toulouse.....	1 ^{er} janvier 1884...	1 ^{er} juin 1895
Lagard.....	Marseille.....	23 août 1884.....	<i>Idem.</i>
Barral.....	Lyon.....	20 avril 1885....	1 ^{er} janvier 1896.
Giroud.....	Nantes.....	19 avril 1885....	1 ^{er} janvier 1897.
3 ^e classe. (Cadres : 4.)			
MM. Gouttes.....	Bordeaux.....	22 avril 1885....	1 ^{er} janvier 1893.
Chambard.....	Nancy.....	2 septembre 1885.	<i>Idem.</i>
Jacques.....	Dijon.....	8 août 1887.....	16 mars 1896.
Despaux.....	Limoges.....	9 décembre 1891..	23 août 1897.
II. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX.			
1 ^{re} classe. (Cadres : 6.)			
MM Fache.....	Saint-Étienne.....	20 avril 1885....	20 avril 1885.
Valant.....	Paris.....	20 décembre 1886.	20 décembre 1886.
Forel.....	Saint-Quentin.....	1 ^{er} novembre 1888.	1 ^{er} novembre 1888.
Charrassin.....	Lyon.....	7 novembre 1888..	7 novembre 1888.
Perhost.....	Lyon.....	15 décembre 1891.	15 décembre 1891.
Allard.....	Paris.....	1 ^{er} janvier 1893...	1 ^{er} janvier 1897.
(1) Voir années 1895, page 237, et 1898, page 110, le décret et l'arrêté relatifs à l'avancement du personnel de l'inspection.			

NOMS.	RÉSIDENCES.	DATE	
		DE L'ENTRÉE dans le service.	de LA DERNIÈRE PROMOTION.
II. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX. (Suite.)			
2 ^e classe. (Cadres : 6.)			
MM. Le Gouis.....	Caen.....	1 ^{er} janvier 1893...	1 ^{er} janvier 1896.
Boulisset.....	Saint-Étienne.....	Idem.....	1 ^{er} juillet 1896.
Toucbais.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Brémond.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Pajol.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Flamery.....	Paris.....	Idem.....	1 ^{er} janvier 1897.
3 ^e classe. (Cadres : 13.)			
MM. Mouchet.....	Marseille.....	1 ^{er} janvier 1893...	1 ^{er} janvier 1896.
Lévesque.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Delle.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Harlé.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Wermann.....	Nice.....	Idem.....	Idem.
Guilain.....	Paris.....	Idem.....	1 ^{er} juillet 1896.
Bourceret.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Barbry (1).....	Reims.....	Idem.....	Idem.
Wallet (1).....	Beauvais.....	20 juin 1893.....	Idem.
de Friedberg.....	Paris.....	1 ^{er} janvier 1893...	1 ^{er} janvier 1897.
Pasteau.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Née.....	Rouen.....	Idem.....	1 ^{er} janvier 1899.
Prunet.....	Toulouse.....	Idem.....	Idem.
Chéry.....	Nancy.....	Idem.....	Idem.
4 ^e classe. (Cadres : 22.)			
MM. Sombret.....	Clermont-Ferrand...	1 ^{er} janvier 1893...	1 ^{er} janvier 1896.
Chastagnol.....	Périgueux.....	Idem.....	Idem.
Berlioz.....	Grenoble.....	10 mars 1893.....	Idem.
Bourgeois.....	Paris.....	1 ^{er} janvier 1893...	1 ^{er} janvier 1897.
Hémon.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Chevalier.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Ploquin.....	Tours.....	Idem.....	Idem.
Pech.....	Carcassonne.....	Idem.....	Idem.
Boulin.....	Lyon.....	1 ^{er} août 1893.....	1 ^{er} janvier 1898.
Herbo.....	Lille.....	2 octobre 1893...	Idem.
César.....	Mézières.....	28 septembre 1893.	Idem.
Grégoire.....	Avesnes.....	30 septembre 1893.	Idem.

(1) MM. Barbry et Wallet, admis à faire valoir leurs droits à la retraite, continueront à exercer leurs fonctions jusqu'à la délivrance de leurs brevets de pension. Toutefois, M. Barbry a été remplacé numériquement dans sa classe.

(1) MM. Barbry et Wallet, admis à faire valoir leurs droits à la retraite, continueront à exercer leurs fonctions jusqu'à la délivrance de leurs brevets de pension. Toutefois, M. Barbry a été remplacé numériquement dans sa classe.

NOMS.	RÉSIDENCES.	DATE	
		DE L'ENTRÉE dans le service.	de LA DERNIÈRE PROMOTION.

II. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX. (Suite.)

4^e classe. (Suite.)

MM. Amiet.....	Bordeaux.....	2 octobre 1893...	1 ^{er} janvier 1898.
Gaillot.....	Belfort.....	21 novembre 1893.	<i>Idem.</i>
Henry (Charles)...	Limoges.....	2 octobre 1893...	1 ^{er} janvier 1899.
Bris.....	Bordeaux.....	30 septembre 1893.	<i>Idem.</i>
Lenoury.....	Paris.....	22 septembre 1893.	<i>Idem.</i>
Marty.....	Rodez.....	1 ^{er} octobre 1893..	<i>Idem.</i>
Fabre.....	Privas.....	20 octobre 1893..	<i>Idem.</i>
Martin.....	Besançon.....	1 ^{er} octobre 1893...	<i>Idem.</i>
Proux.....	Valence.....	11 novembre 1893.	<i>Idem.</i>
Villard.....	Amiens.....	30 septembre 1893.	<i>Idem.</i>

5^e classe et stagiaires. (Cadres : 29.)

MM. Quénot.....	Évreux.....	26 août 1893.....	1 ^{er} octobre 1894.
Béquet.....	Roanne.....	21 septembre 1893.	<i>Idem.</i>
Mongel.....	Épinal.....	27 septembre 1893.	<i>Idem.</i>
Bacquias.....	Orléans.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Caïre.....	Rennes.....	30 septembre 1893.	<i>Idem.</i>
Pourcines.....	Nancy.....	1 ^{er} octobre 1893...	<i>Idem.</i>
Foissac.....	Castres.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Blanc.....	Avignon.....	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Lebrun.....	Chalon-sur-Saône...	2 octobre 1893...	16 octobre 1894.
Cavalié.....	Montluçon.....	3 octobre 1893....	<i>Idem.</i>
Capoduro.....	Marseille.....	7 octobre 1893...	<i>Idem.</i>
Viguiet.....	Nîmes.....	16 octobre 1893..	<i>Idem.</i>
Vasseur.....	Arras.....	20 novembre 1893.	1 ^{er} décembre 1894.
Drancourt.....	Bourges.....	14 mai 1895.....	16 juin 1896.
Mestre.....	Montpellier.....	1 ^{er} juin 1895.....	<i>Idem.</i>
Gillet.....	Tourcoing.....	4 juin 1895.....	<i>Idem.</i>
Henry (Édouard)..	Troyes.....	6 décembre 1895..	1 ^{er} janvier 1897.
Berthiot.....	Dijon.....	29 février 1896...	1 ^{er} mai 1897.
Séguin.....	Châlons-sur-Marne..	11 juin 1895.....	1 ^{er} janvier 1898.
Razous.....	Angers.....	13 août 1897.....	1 ^{er} septembre 1898.
Fontaine.....	Nantes.....	23 août 1897.....	<i>Idem.</i>
Beauquis.....	Lille.....	27 novembre 1897.	1 ^{er} janvier 1899.
Delastre.....	Le Mans.....	8 décembre 1897..	<i>Idem.</i>

NOMS.	RÉSIDENCES.	DATE	
		DE L'ENTRÉE dans le service.	de LA DERNIÈRE PROMOTION.
II. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX. (Suite.)			
Stagiaires.			
MM. Campredon.....	Angoulême.....	4 février 1898....	4 février 1898.
Caron.....	Valenciennes.....	19 février 1898....	19 février 1898.
Hitier.....	Dunkerque.....	28 mars 1898....	28 mars 1898.
Bellon.....	Roubaix.....	1 ^{er} avril 1898....	1 ^{er} avril 1898.
Meurdra.....			
III. — INSPECTRICES DÉPARTEMENTALES.			
1 ^{re} classe. (Cadre : 1.)			
.....			
2 ^e classe. (Cadre : 1.)			
.....			
3 ^e classe. (Cadres : 3.)			
M ^{mes} de Contencin.....	Paris.....	1 ^{er} janvier 1893...	1 ^{er} janvier 1898.
Getting.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Gilbert.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
4 ^e classe. (Cadres : 6.) [1]			
M ^{me} Ollive.....	Paris.....	1 ^{er} janvier 1893...	1 ^{er} juillet 1893.
M ^{lles} Ranvaud.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Trohel.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Saffroy.....	Paris.....	Idem.....	1 ^{er} août 1894.
M ^{mes} Prévost.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
Coindre.....	Paris.....	Idem.....	1 ^{er} janvier 1896.
M ^{lle} Julien.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
M ^{me} Dourlen.....	Paris.....	Idem.....	1 ^{er} janvier 1897.
M ^{lle} Durand.....	Paris.....	Idem.....	Idem.
M ^{me} de Laforgue.....	Nantes.....	20 mai 1893....	1 ^{er} janvier 1898.
5 ^e classe et stagiaires. (Cadres : 8.)			
M ^{mes} Costadau.....	Bordeaux.....	1 ^{er} janvier 1893...	16 octobre 1897.
Thibault.....	Paris.....	14 octobre 1893..	Idem.
M ^{lles} Meffre.....	Lyon.....	Idem.....	Idem.
Sochaczewska.....	Rouen.....	11 janvier 1894..	16 janvier 1895.
M ^{me} Courtet.....	Lille.....	13 juin 1894....	1 ^{er} juillet 1895.
M ^{lle} Sénèque.....	Marseille.....	16 avril 1895....	16 juin 1896.
.....			
.....			

(1) Le nombre des inspectrices excède les cadres par suite des nominations faites antérieurement à l'arrêté ministériel du 13 avril 1898. Cet excédent est compensé par les vacances existant dans les 1^{re}, 2^e et 5^e classes. Le nombre des inspectrices, fixé à 15 par le décret du 13 décembre 1892, sera réduit à ce chiffre au fur et à mesure des extinctions.

X LOI DU 6 AVRIL 1897

*modifiant l'article 174 du Code d'instruction criminelle,
relatif à l'appel des jugements de simple police.*

ARTICLE UNIQUE. — L'article 174 du Code d'instruction criminelle est modifié ainsi qu'il suit :

« L'appel des jugements de simple police sera porté au tribunal correctionnel ; cet appel sera interjeté par déclaration au greffe du tribunal qui a rendu le jugement dans les dix jours, au plus tard, après celui où il a été prononcé ; et, si le jugement est par défaut, dans les dix jours, au plus tard, de la signification de la sentence à personne ou à domicile. Il sera suivi et jugé dans la même forme que les appels des sentences des justices de paix. »

LOI DU 2 AVRIL 1898

portant prorogation de la loi du 13 janvier 1892 relative aux encouragements spéciaux à donner à la sériciculture et à la filature de la soie.

ART. 1. — A partir de l'exercice 1898 et jusqu'au 31 décembre 1908, il sera alloué aux sériciculteurs une prime de soixante centimes (0 fr. 60) par kilogramme de cocons frais.

ART. 2. — A partir du 1^{er} juin 1898, jusqu'au 31 mai 1908, des primes seront allouées aux filateurs de soie, proportionnellement au travail annuel de la bassine, et seront fixées comme suit :

Quatre cents francs (400 fr.) par bassines à plus de trois bouts filant des cocons indigènes ;

Trois cent quarante francs (340 fr.) par bassine à plus de trois bouts filant des cocons étrangers ;

Deux cents francs (200 fr.) par bassine, même à un bout, pour les filatures de cocons doubles filant des cocons français ;

Cent soixante-dix francs (170 fr.) par bassine, même à un bout, pour les filatures de cocons doubles filant des cocons étrangers.

Auront droit à la prime de 400 francs et de 340 francs, dans les usines travaillant à plus de trois bouts, les bassines accessoires servant à la préparation de la bassine fileuse, à raison d'une bassine accessoire par trois bassines fileuses.

Toutefois, le montant des primes liquidées trimestriellement à chaque filateur ne pourra excéder, par kilogramme de soie filée dans l'ensemble de

ses usines, six francs cinquante centimes (6 fr. 50) pour les cocons indigènes et cinq francs cinquante centimes (5 fr. 50) pour les cocons étrangers.

ART. 3. — Les cocons étrangers susceptibles d'être filés ne pourront circuler, en France, qu'en vertu d'acquets-à-caution garantissant leur prise en charge dans une filature de soie ou leur réexportation.

En vue d'assurer l'application des dispositions de l'article 2, limitant à 340 francs et à 170 francs les primes dues aux bassines filant des cocons étrangers avec un maximum de 5 fr. 50 par kilogramme de soie filée, il sera déduit du montant total de chaque liquidation trimestrielle de prime, calculée comme si, dans les bassines, il n'avait été filé que des cocons français, une somme de :

Vingt-cinq centimes (0 fr. 25) par kilogramme de cocons secs étrangers pris en charge dans l'ensemble des usines du filateur pendant le même trimestre.

ART. 4. — En vue du contrôle des quantités de soie filée, les filateurs devront tenir, dans chaque usine, un livre de filature dans des conditions uniformes, qui seront déterminées par le règlement d'administration publique, et un registre dit de contrôle, sur lequel ils porteront, en conformité avec leur livre-journal, le poids net des cocons reçus ou revendus et le poids net des soies sorties de l'usine.

Le filateur certifiera la conformité de ces extraits avec son livre-journal.

Il sera constitué une commission chargée du contrôle trimestriel des primes et composée d'agents de l'État et de filateurs.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'organisation et de fonctionnement de cette commission, ainsi que les conditions d'application de la présente loi.

ART. 5. — Les infractions aux dispositions réglementaires, présentant seulement les caractères d'erreurs ou de négligences, entraîneront pour l'usine la suppression du droit à la prime pendant une semaine, et, en cas de récidive, pendant un mois ou un trimestre.

Tout individu qui se sera rendu coupable d'une fraude ou d'une tentative de fraude pour l'obtention de la prime sera à l'avenir déchu du droit à la prime, sans préjudice de la restitution de la prime indûment perçue, et sera passible des peines portées à l'article 423 du code pénal.

L'article 463 du code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables à la présente loi.

ART. 6. — Si la moyenne des dépenses des cinq premières années dépasse, pour les primes à la sériciculture, la somme de six millions de francs (6,000,000 fr.) et pour les primes à la filature, quatre millions de francs (4,000,000 fr.), les tarifs inscrits aux articles 1 et 2 seront susceptibles, au cours de la sixième année, d'être réduits, pour les quatre dernières années, en vertu d'une loi.

ART. 7. — La présente loi est applicable en Algérie.

Dispositions transitoires. — Jusqu'au 1^{er} octobre 1898, les bassines à trois bouts auront droit aux primes inscrites à l'article 2.

DÉCRET DU 28 MAI 1898

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 2 avril 1898. (Extrait.)

TITRE II.

PRIMES À LA FILATURE.

ART. 8. — Les primes allouées aux filateurs de soie par la loi du 2 avril 1898 sont liquidées proportionnellement au nombre d'heures de travail accomplies par les bassines.

ART. 9. — Sous réserve de l'application des maxima fixés par l'article 2 de la loi du 2 avril 1898, il est alloué au filateur, pour chaque heure de fonctionnement d'une bassine :

o fr. 13,333 pour une bassine à plus de trois bouts;

o fr. 13,333 par bassine accessoire primée;

o fr. 06,666 par bassine même à un bout pour filature de cocons doubles.

Est compté comme un bout, pour l'application du présent règlement, l'assemblage des baves de cocons réunies dans la première filière placée immédiatement au-dessous de la bassine.

ART. 10. — Pour avoir droit à la prime, chaque bassine fileuse doit être menée par une ouvrière spéciale. Quel que soit le nombre des bassines accessoires servant à la préparation du travail des bassines fileuses à plus de trois bouts, la prime n'est acquise à ces bassines accessoires que dans la proportion d'un tiers au maximum du nombre des bassines fileuses, et à la condition que l'ensemble des bassines accessoires soit mené par un nombre d'ouvrières au moins égal au nombre des bassines accessoires primées.

ART. 11. — Ne sont considérées comme bassines à plus de trois bouts, donnant droit à la prime, que les bassines chauffées à la vapeur et dont les guindres sont actionnées par un moteur mécanique.

ART. 12. — Les bassines en état de filer à plus de trois bouts, reconnues comme telles, conservent leur droit à la prime alors même qu'elles ne fileraient qu'à deux bouts des titres fermes, pesant 1 gramme au minimum par 500 mètres de longueur (fils gros dits de 20 deniers et au-dessus), ou à trois bouts des titres fermes pesant au moins 85 centigrammes par 500 mètres de longueur (fils gros dits de 17 deniers et au-dessus).

ART. 13. — L'administration remettra à chaque filateur imposable comme tel à la contribution des patentes, et qui lui en fera la demande, un registre nominatif trimestriel à souche pour les déclarations journalières, un livre de filature et un registre dit de contrôle, à feuilles numérotées et portant un timbre ou cachet spécial dont les modèles seront fixés par arrêtés du Ministre du commerce.

Les filateurs joindront à leur demande l'indication du nombre :

1° Des bassines fileuses à plus de trois bouts; 2° des bassines accessoires; 3° des bassines même à un bout pour filature de cocons doubles existant dans leur usine.

ART. 14. — Pour l'application du présent règlement, la journée de travail est divisée en périodes ou séances. Une affiche apposée en un endroit apparent dans l'usine indique l'heure du commencement et la durée de chacune de ces périodes. Une copie de cette affiche est adressée à l'Administration, qui devra être informée vingt-quatre heures à l'avance de toutes les modifications apportées à cette division de la journée de travail.

ART. 15. — Dans la première demi-heure de l'ouverture réglementaire de chacune des périodes de travail, le filateur ou son représentant inscrit sur la souche et sur le volant de la partie du registre de déclarations journalières afférente à cette période et dans les blancs ménagés à cet effet :

1° La date du jour; 2° l'heure d'ouverture de chaque séance de travail et celle de sa clôture; 3° le nombre d'heures de travail effectif; 4° le nombre de chaque espèce de bassines mises en œuvre et celui des ouvrières qui les mènent; 5° le titre filé par des bassines à plus de trois bouts filant à deux ou trois bouts dans le cas prévu par l'article 12.

Cette déclaration est signée et ne doit contenir ni rature ni surcharge; l'indication du nombre des bassines mises en œuvre et des ouvrières qui les mènent est inscrite en toutes lettres.

Une demi-heure après l'ouverture de chaque séance, le volant séparé de la souche doit être déposé dans une boîte plombée ou scellée placée à l'entrée de l'usine.

Des arrêtés du Ministre du commerce détermineront le mode de fermeture de cette boîte (1).

ART. 16. — En cas de chômage accidentel de l'usine pendant un jour ou une fraction de journée, la mention « chômage pour la séance » ou « pour la journée » doit être inscrite au plus tard à l'heure réglementaire sur la souche et le volant de chaque déclaration ordinaire. Le volant est déposé dans la boîte.

En cas de chômage définitif de l'usine, le filateur peut s'affranchir de l'obligation de signer chaque jour pour les déclarations de chômage en renvoyant le registre à l'Administration.

ART. 17. — Si, par suite d'une circonstance fortuite, une ou plusieurs ou-

(1) Arrêté du 6 juin 1898. — La boîte que les filateurs de soie sont tenus d'avoir dans chacune de leurs usines, conformément au décret ci-dessus visé, aura la forme d'une boîte à lettres. Elle pourra être en tôle ou en bois. Elle sera scellée au mur.

Dans le milieu du panneau de devant sera ménagée une porte carrée de 15 centimètres de côté fermant à deux serrures différentes.

Dans le milieu de la ligne d'ouverture de cette porte seront juxtaposées deux tiges rigides, en fer plat, coudées en équerre, de manière qu'une longueur de 15 millimètres émerge de la boîte. Ces tiges seront rivées à l'intérieur, l'une sur le panneau fixe de la boîte, l'autre sur la porte mobile, et l'extrémité extérieure de chaque tige sera munie d'un œil, de manière à pouvoir recevoir le plomb de l'Administration.

Au-dessus de la porte, le panneau portera une ouverture en biseau ou rectangulaire de la grandeur nécessaire pour l'introduction dans la boîte des volants non pliés.

vières quittent l'usine pendant une période réglementaire de travail sans être remplacées par d'autres ouvrières, la première déclaration est corrigée par l'inscription immédiate, dans la partie du registre affectée aux corrections, de l'heure du départ des ouvrières et de leur nom, ainsi que du nombre et de la nature des bassines mises en chômage.

Un bulletin de correction est, en même temps, déposé dans la boîte.

ART. 18. — Les filateurs possédant plusieurs usines doivent, pour chacune de ces usines, tenir un registre de filature et un registre de contrôle.

ART. 19. — Le livre de filature indique l'état de développement du travail effectué dans l'usine.

A cet effet, le filateur y inscrira jour par jour :

1° Les noms des ouvrières fileuses et le numéro de la bassine occupée par chacune d'elles; 2° le nombre d'heures de travail accomplies par chaque ouvrière; 3° les pesées de soie qui auraient été successivement effectuées pendant la journée après la mise en flotte de la soie produite en indiquant le titre de la soie filée.

A la fin de chaque semaine, ces chiffres partiels sont totalisés de manière à présenter : 1° le total des heures de travail de chaque ouvrière et le total des heures de travail effectuées dans l'usine pendant la semaine; 2° le total général des pesées successives de soie et le total général de la soie produite pendant la semaine.

Les colonnes d'heures de travail et de pesées des soies ne doivent contenir aucun blanc. Le filateur doit donc, soit inscrire à chacune des colonnes un chiffre d'heures ou un poids de soie, soit y tracer une croix épaisse s'opposant à toute inscription ultérieure.

Les flottes de soie correspondant à la dernière pesée inscrite sur le livre de filature doivent être conservées avec le numéro de l'ouvrière dans le magasin de la filature à la disposition des agents de l'Administration jusqu'à la pesée suivante, sans que toutefois ce délai puisse excéder vingt-quatre heures.

Ces agents peuvent faire procéder en leur présence, par le personnel de l'usine, au pesage des flottes de la dernière pesée pour s'assurer que leur poids correspond à celui qui est inscrit dans la colonne des pesées.

Un extrait certifié conforme du livre de filature, indiquant pour chaque semaine la liste nominative des ouvrières, la nature de leur emploi et le nombre d'heures de travail effectué par chacune d'elles, restera pendant la semaine suivante, affiché dans une partie bien en vue de l'atelier.

ART. 20. — Le registre de contrôle indique la situation de l'usine au point de vue des entrées et des sorties des marchandises.

Sur la première feuille de ce registre, le filateur inscrit le poids net du stock des cocons et des soies existant dans le magasin de la filature au premier jour du trimestre.

Sont successivement inscrites à leurs dates dans chacune des colonnes du registre réservées à cet effet : 1° les entrées ou sorties de cocons frais ou secs d'origine française et de cocons secs d'origine étrangère; 2° les sorties de soie filée.

Dans les usines comprenant à la fois des ateliers de filature et des ateliers

de moulinage, les soies filées entrées au moulinage doivent être inscrites comme sorties de la filature à leur date d'entrée dans l'atelier de moulinage.

A la fin de chaque semaine, le filateur relève, en outre, dans la colonne réservée à cet effet, le poids net des cocons filés pendant la semaine. Si le filateur exploite à la fois des bassines servant à la filature des cocons simples et des bassines servant à la filature des cocons doubles, le poids de la soie provenant de la filature des cocons simples et le poids de la soie provenant de la filature des cocons doubles sont inscrits dans deux colonnes distinctes.

L'application du maximum de 6 fr. 50 fixé par l'article 2 de la loi du 2 avril 1898 sera faite séparément à ces deux catégories de soies.

A la fin du trimestre, le filateur inscrit le stock des cocons et des soies en magasin et clôt le registre de contrôle par la mention suivante : « Certifié en conformité des écritures qui sont ou seront énoncées au livre journal, réserve étant faite, en ce qui concerne les soies, de la tolérance d'un écart de poids de 5 p. 100 correspondant soit à la perte en condition, soit au déchet de moulinage.

ART. 21. — Les agents chargés d'assurer l'exécution des dispositions de la loi du 2 avril 1898 et du présent règlement, relatives aux primes à la filature, sont désignés par le Ministre du commerce et de l'industrie et choisis parmi les agents de l'Administration des finances, *les inspecteurs du travail* et les vérificateurs des poids et mesures. Ces agents ont le droit d'entrer à toute heure de la journée dans les filatures de soie ayant réclamé le bénéfice des primes. Ils peuvent exiger la communication sur place des livres de journée, de paye de l'établissement et des livres d'achat des cocons, et prélever des échantillons des titres filés dans les conditions de l'article 12.

ART. 22. — A chacune de leurs visites, les agents de l'Administration s'assurent de l'observation des prescriptions du règlement, vérifient l'exactitude des diverses déclarations imposées au filateur et apposent leur signature sur le registre de déclaration, sur le livre de filature et sur le registre dit « de contrôle ».

S'ils constatent une irrégularité, ils en rendent compte dans un rapport qui est transmis au Ministre du commerce et au Ministre des finances. S'ils constatent une fraude ou tentative de fraude, ils dressent un procès-verbal qui est transmis au parquet.

Un agent de l'Administration est spécialement chargé, pour chaque usine, de garder la clef de l'une des serrures de la boîte prévue à l'article 15 et d'apposer sur cette boîte les plombs ou scellés destinés à prévenir toute ouverture clandestine.

A chacune de ces visites, cet agent ouvre la boîte en présence du filateur ou de son fondé de pouvoirs; il en retire tous les volants qui y ont été déposés depuis sa dernière visite.

Après avoir classé ces bulletins par date, il les compare à la souche du registre et, s'il constate la conformité des écritures et du nombre, il donne au filateur décharge des volants dans la colonne d'observations de la souche portant la date de sa visite.

En cas de divergence du volant avec la souche ou de manquants, l'agent

mentionne les irrégularités sur chacune des souches qu'elles concernent et en fait l'objet d'un rapport ou d'un procès-verbal.

Les volants, réunis en liasse et accompagnés d'un bordereau qui mentionne leur nombre, sont envoyés sous pli recommandé au Ministère du commerce.

ART. 23. — Les primes à la filature sont liquidées par trimestre.

Les filateurs adressent directement, sous pli recommandé, au Ministre du commerce et de l'industrie, les pièces constatant le droit à la prime, savoir :

1° Un bulletin trimestriel récapitulatif faisant ressortir le total des primes réclamées pour chaque espèce de bassines, calculées conformément aux prescriptions de l'article 9, et le poids de la soie filée dans l'usine avec l'indication du poids de la soie provenant de la filature des cocons doubles. Le filateur conserve comme titre la souche de ce bulletin; 2° un extrait du rôle des patentes pour l'année courante; 3° le registre des déclarations journalières; 4° le livre de filature; 5° le registre dit « de contrôle ».

Ces trois registres doivent avoir conservé le nombre exact de feuilles numérotées qu'ils contenaient lors de leur remise par l'Administration. En cas de non-représentation, même d'une seule de ces feuilles, il n'est pas procédé à la liquidation.

Ces pièces sont vérifiées par le service compétent qui propose au Ministre l'approbation des états collectifs de dépense.

Le Ministre, après avis de la Commission de contrôle, statue sur les infractions aux dispositions réglementaires présentant seulement le caractère d'erreur ou de négligence et qui, aux termes de l'article 5 de la loi du 2 avril 1898, entraînent pour l'usine la suppression du droit à la prime pendant une semaine et, en cas de récidive, pendant un mois ou un trimestre.

Un extrait de l'état des dépenses approuvées est transmis au préfet du département avec les pièces comptables.

Le Ministre du commerce et de l'industrie adresse en même temps à chaque préfet une ordonnance de délégation en vertu de laquelle des mandats sont délivrés individuellement à chacun des filateurs.

ART. 24. — La Commission de contrôle, instituée par l'article 4 de la loi, est nommée par arrêté du Ministre du commerce et composée comme suit :

Membres de droit. — Le Directeur général des douanes ou son délégué, le Directeur général des contributions indirectes ou son délégué, le Directeur du commerce au Ministère du commerce, le Directeur du personnel, de la comptabilité et de l'enseignement technique au Ministère du commerce.

Membres nommés. — Deux membres du Conseil d'Etat, dont un conseiller d'Etat, président de la Commission, un inspecteur des finances, un inspecteur du travail, cinq filateurs de soie ou anciens filateurs et cinq suppléants.

Deux auditeurs au Conseil d'Etat sont adjoints à la Commission comme rapporteurs.

Un secrétaire et un secrétaire adjoint sont choisis parmi les chefs et sous-chefs de bureau du Ministère du commerce et de l'industrie.

Les membres ne faisant pas partie de droit de la Commission sont nommés pour trois ans et peuvent être renommés.

La Commission se réunit tous les trois mois sur la convocation du Ministre du commerce. Sur le rapport qui lui est présenté par les secrétaires et les rapporteurs, elle donne son avis sur la liquidation des primes réclamées par les filateurs, ainsi que sur les cas litigieux qui lui sont signalés par l'Administration.

ART. 25. — Les cocons étrangers susceptibles d'être filés sont admis en entrepôt fictif dans les ports où cet entrepôt est autorisé, moyennant une soumission cautionnée d'en représenter les poids nets en mêmes quantités et qualités, sous les mêmes marques et numéros, à toute réquisition, ou de payer une somme de 50 centimes par kilogramme manquant.

Il sera toutefois admis un déchet de 10 p. 100, tant pour défaut de siccité lors des pesées que pour prélèvement d'échantillons.

Les cocons ne pourront être changés de magasin sans une déclaration préalable et un permis spécial de la douane.

Ils ne pourront sortir de l'entrepôt pour l'intérieur que sous le couvert d'un acquit-à-caution portant engagement de rapporter dans un délai de trois mois le certificat émanant soit du service des douanes, soit de celui des contributions indirectes ou diverses constatant soit la prise en charge d'une filature, soit la réexportation, ou de payer une somme de 50 centimes par kilogramme non apuré.

Le délai fixé pour la décharge de l'acquit-à-caution peut être, sur la demande motivée du soumissionnaire, prolongé d'une durée qui ne peut excéder trois mois, par décision du Ministre des finances, sur avis conforme du Ministre du commerce.

Dans les villes où l'entrepôt fictif n'est pas autorisé, les cocons pourront être placés en entrepôt réel aux frais des destinataires jusqu'à la levée des acquits-à-caution applicables à leur transport en filature ou à leur réexportation.

Dans le cas d'envoi en filature, l'acquit-à-caution est déchargé sur le vu du certificat de prise en charge du filateur ou de son fondé de pouvoirs, dûment autorisé par le service des douanes ou des contributions indirectes.

Dans le cas de réexportation, l'acquit-à-caution est déchargé sur le vu du certificat du bureau de douane de sortie.

Après décharge de l'acquit-à-caution, constatant la prise en charge dans une filature, il en est envoyé un double au Ministre du commerce en vue de la liquidation des primes dues au filateur qui les a pris en charge.

L'entrée et le transport des échantillons de cocons d'un poids de 4 kilogrammes et au-dessous ne sont soumis à aucune formalité.

ART. 26. — Le présent décret est applicable en Algérie.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 27. — Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur le 1^{er} juin 1898. Toutefois, l'emploi de nouveaux registres à souches pour les déclarations journalières, le dépôt des volants dans la boîte et la tenue du

livre de filature et du registre de contrôle ne seront obligatoires qu'à partir du 1^{er} juillet 1898.

ART. 28. — Pendant le mois de juin 1898, les filateurs inscriront leurs déclarations journalières sur le registre qui leur aura été envoyé au début du trimestre.

Les primes afférentes au mois de juin 1898 seront liquidées en même temps que les primes dues pour les mois d'avril et de mai 1898. A l'appui de leur demande de liquidation, les filateurs produiront les pièces mentionnées dans l'article 20 du règlement d'administration publique du 4 avril 1898.

Il sera déduit du montant des primes de cette liquidation 25 centimes par kilogramme de cocons secs étrangers pris en charge dans les usines du filateur pendant le mois de juin 1898.

Les bassines à trois bouts ayant, jusqu'au 1^{er} octobre 1898, droit aux mêmes primes que les bassines à plus de trois bouts, les filateurs feront, à partir du 1^{er} juillet, figurer ces bassines dans la colonne du registre de déclaration journalière afférente aux bassines à plus de trois bouts.

COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES (COMPOSITION) [Suite].

Gironde (1).

Membres nommés par le Conseil général.

MM. RANIE, conseiller général;
PAPON, conseiller général;
PAGE, conseiller général;
THOUNENS, conseiller général;
LAHENS, conseiller général;
DULAURIER, conseiller général;
GIRAUD, conseiller d'arrondissement;
CHAUMOND, conseiller d'arrondissement.

Jura (2).

M. BOUVET fils remplace M. BOUVET père.

(1) Voir années 1893, page 648, 1895, page 402, et 1896, page 591.

(2) Voir années 1894, page 1075, et 1896, page 257.

ASSOCIATION DES INDUSTRIELS DE FRANCE

CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

INSTRUCTIONS

concernant les fabriques de papier.

ART. 1. — Il est défendu de visiter, nettoyer ou régler les couteaux des coupeuses de chiffons autrement qu'à l'arrêt et après s'être assuré, soit en calant le débrayage, soit par tout autre moyen, qu'une mise en marche est impossible.

Il est défendu de pousser ou arranger les chiffons, à la main, dans le voisinage immédiat des rouleaux entraîneurs des coupeuses, blutoirs, lousps et autres appareils servant au nettoyage des chiffons et vieux papiers.

ART. 2. — Les tampons des portes de chargement et de vidange des lessiveurs ne devront être enlevés qu'après s'être assuré qu'il ne reste plus de pression à l'intérieur.

ART. 3. — Il est défendu de monter les courroies des piles défileuses ou raffineuses sans avoir mis en place le chapeau ou chapiteau de protection du cylindre.

ART. 4. — Il est défendu de descendre dans les cuves à pâte avant de s'être assuré, soit en calant le débrayage, soit par tout autre moyen, qu'une mise en marche est impossible.

ART. 5. — Il est interdit de faire passer dans les sécheurs de la machine à papier continu des vêtements ou tous autres objets que la feuille en fabrication ou les feuilles à échantillonner les pâtes.

ART. 6. — Il est interdit d'entrer dans la cuve du meuleton sans que la courroie de commande ait été jetée bas ou sans s'être assuré, soit en calant le débrayage, soit par tout autre moyen, qu'une mise en marche est impossible.

Dans le cas de meuletons avec portières en dessous et raclettes, il est interdit de nettoyer les rainures des portières avec la main pendant que le meuleton est en marche. On doit se servir d'une brosse à manche ou d'un crochet approprié, manœuvré du dessous.

Dans le cas de meuletons à portières latérales, il est interdit de nettoyer, de dégager le meuleton et de faire la vidange sans avoir préalablement arrêté le meuleton.

ART. 7. — Il est formellement interdit, dans les usines employant des barboters ou malaxeurs, d'introduire la main dans l'appareil en marche, sous quelque prétexte que ce soit.

Il est formellement interdit de nettoyer l'appareil sans l'avoir arrêté et sans s'être assuré, soit en calant le débrayage, soit par tout autre moyen, qu'une mise en marche est impossible.

ART. 8. — Il est formellement interdit, pendant la marche, d'approcher les mains des couteaux circulaires des coupeuses et de les mettre sous les couteaux des machines à rogner.

ART. 9. — Dans les laminoirs, calandres, lisses, coupeuses, bobineuses, mouilleurs, où des appareils de protection pour les mains seraient nécessaires et possibles, il est défendu d'engager le papier à la main sans que ces appareils soient en place.

Pour nettoyer les cylindres des calandres, lisses ou laminoirs :

1° S'il n'y a que deux cylindres, l'ouvrier se placera toujours du côté opposé à celui où ils font prise;

2° S'il y a plus de deux cylindres, l'ouvrier se transportera alternativement des deux côtés.

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

LOI DE FINANCES DU 13 AVRIL 1898.

ART. 75. — La limite d'âge prévue par l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1895 (1), qui permet aux vieux travailleurs de bénéficier des majorations de retraite à partir de soixante-dix ans, est abaissée à soixante-huit ans.

Les bonifications spéciales visées à l'article 3, second alinéa, de la loi du 31 décembre 1895, sont attribuées aux parents ayant élevé plus de trois enfants jusqu'à l'âge de trois ans accomplis.

(1) Voir année 1898, page 88.
